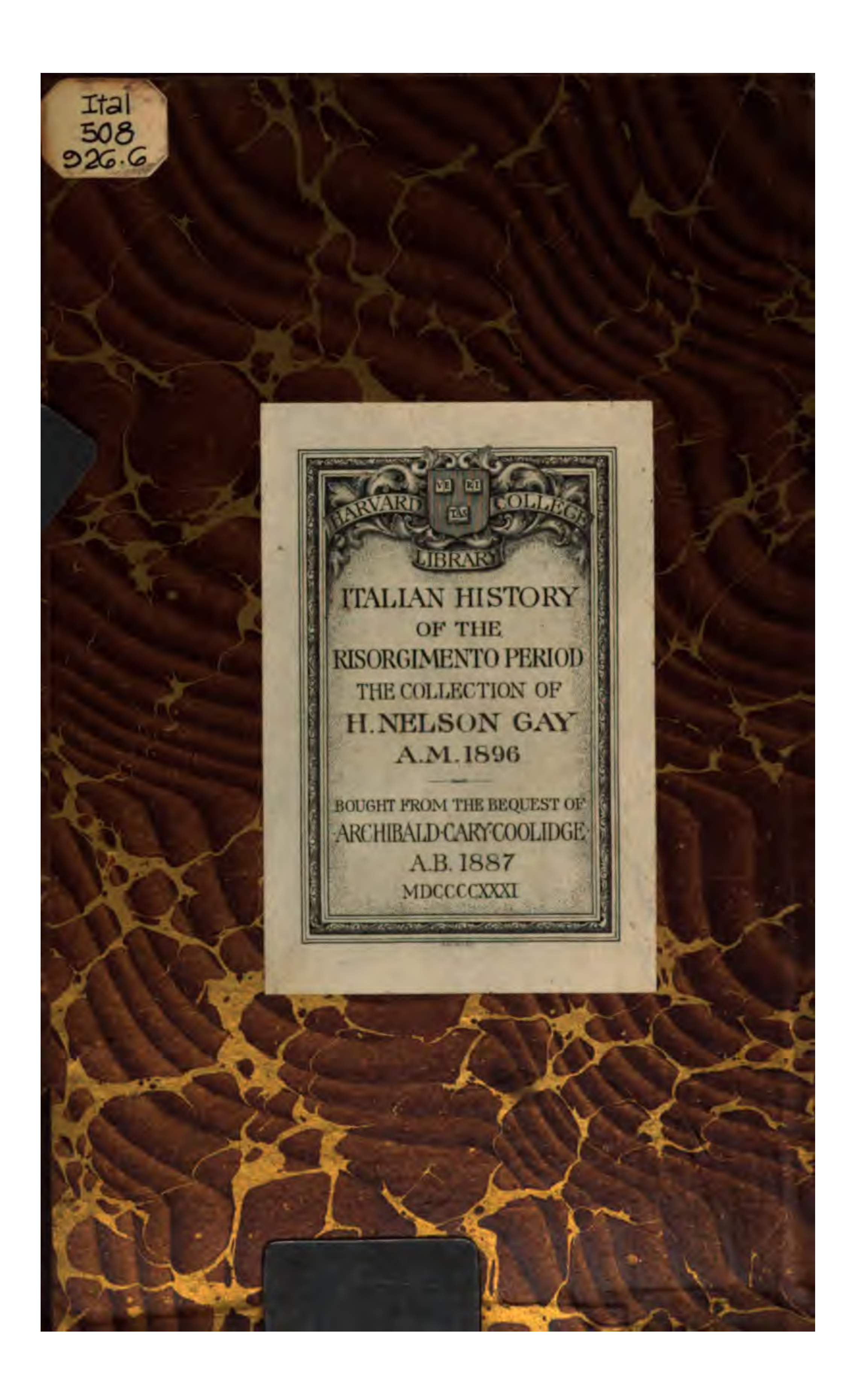
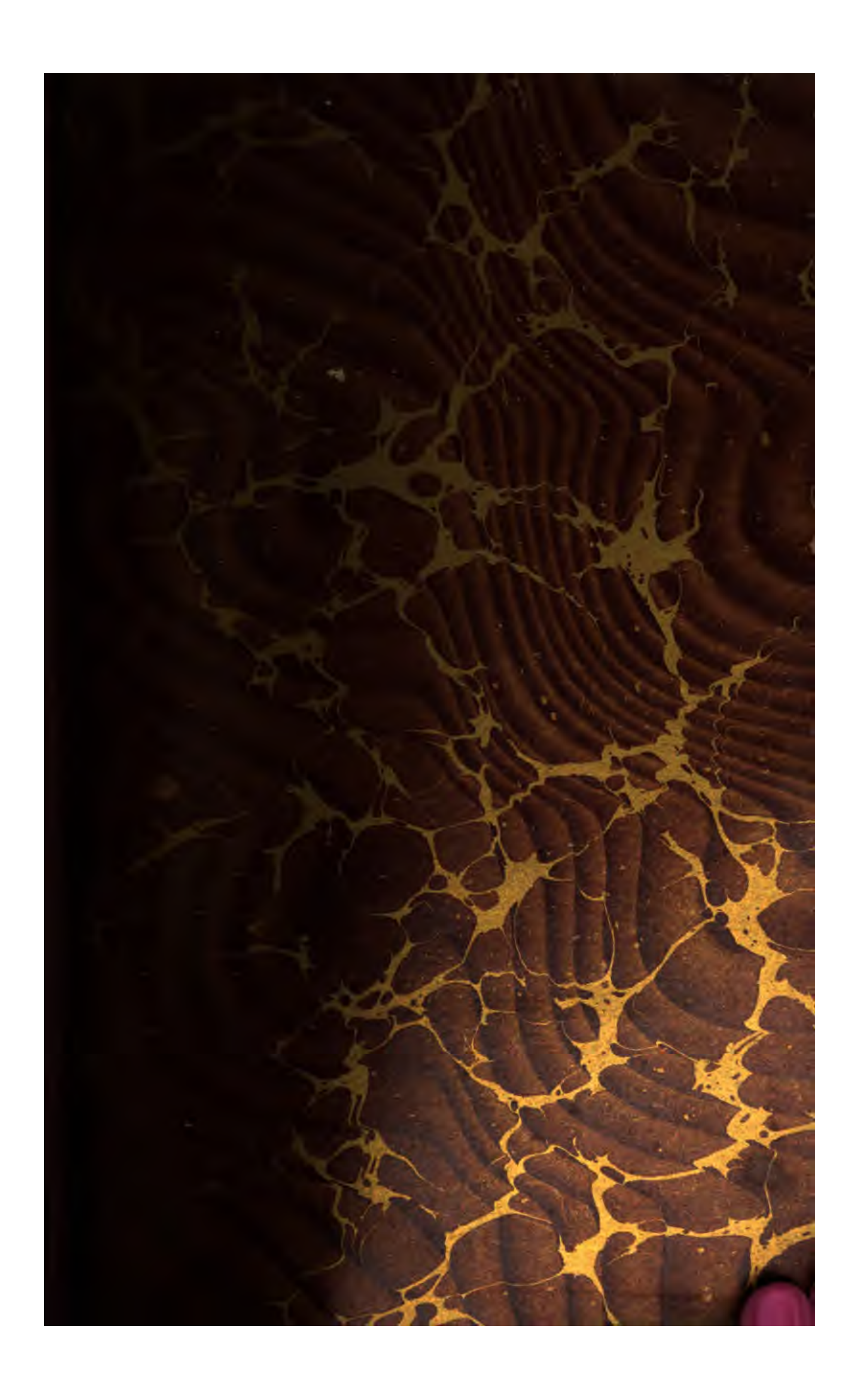




Ital
508
926.6
VE RI TAS
HARVARD COLLEGE
LIBRARY
ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H. NELSON GAY
A.M. 1896
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD·CARY·COOLIDGE
A.B. 1887
MDCCCCXXXI





G

MÉ

Général GOVONE

MÉMOIRES

(1848-1870)

MIS EN ORDRE ET PUBLIÉS PAR SON FILS LE CHEVALIER U. GOVONE

TRADUITS DE L'ITALIEN PAR LE COMMANDANT

M.-H. WEIL

ÉDITION FRANÇAISE AUGMENTÉE DE DOCUMENTS INÉDITS

PRÉFACE DE M. JULES CLARETIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

AVEC PORTRAIT ET UNE CARTE



PARIS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

4, RUE LE GOFF (5e)

1905



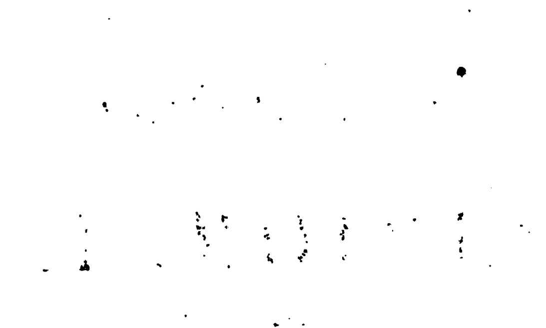
GÉNÉRAL GOVONE

(1848-1870)

A. FONTEMOING, PARIS.



Le Général GOVONE



GÉNÉRAL GOVONE

MÉMOIRES

(1848-1870)

MIS EN ORDRE ET PUBLIÉS PAR SON FILS LE CHEVALIER U. GOVONE

TRADUITS DE L'ITALIEN PAR LE COMMANDANT

M. H. WEIL

ÉDITION FRANÇAISE AUGMENTÉE DE DOCUMENTS INÉDITS

PRÉFACE DE M. JULES CLARETIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

AVEC PORTRAIT ET UNE CARTE



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

LIBRAIRE DES ÉCOLES FRANÇAISES D'ATHÈNES ET DE ROME, DU COLLÈGE DE FRANCE
ET DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

4, RUE LE GOFF, 4

1905

PRÉFACE

Je cherchais, un dimanche, sur les quais, quelque livre précieux ou curieux parmi les bouquins lorsque j'avisai, entre tant d'autres bouquins exposés au vent et à la pluie, un in-octavo en langue italienne, qui me parut intéressant : les *Mémoires* du général Govone. Je savais le rôle qu'avait joué ce soldat lors des préliminaires de paix à Nikolsburg en 1866. Ses notes diplomatiques, ses dépêches pouvaient me servir à trouver dans la nuit du passé « un peu plus de lumière », comme avait dit La Marmora. Je pris le volume attirant parmi les livres dédaignés.

Il n'était pas même coupé. Je lus ces pages avec une attention passionnée. Elles évoquaient pour moi des journées fameuses, le siège de Silistrie, la charge de la *Light Brigade* à Balaklava, Sébastopol, l'Italie, Solférino — tout ce qui avait été pour mon enfance et mon adolescence une légende de sacrifice et de gloire — et je me demandais pourquoi ces pages qui intéressent si fort la France n'avaient pas encore été traduites en français.

Elles le sont aujourd'hui, et M. H. Weil, l'historien excellent de *la Campagne de 1814*, *du Prince Eugène et de Joachim Murat*, l'éditeur érudit des *Mémoires de Löwenstern*, offre une contribution très importante à l'histoire contemporaine en nous donnant les lettres, les dépêches, les impressions, les souvenirs de l'admirable soldat, mort trop jeune, que fut le général Govone.

Pages viriles et pittoresques, déposition irréfutable d'un témoin qui assista à des journées décisives pour le monde, lorsqu'il voit, chez le roi de Prusse, le futur empereur Guillaume, succéder à la crainte de l'*explosion* de la France la colère mal cachée de cet empereur des Français, qui force en quelque sorte l'armée prussienne victorieuse à la paix. « *Louis* nous paiera cela plus tard », disait déjà M. de Bismarck.

Et ce Bismarck, presque déférent en apparence à la veille du premier coup de fusil, comme il devient arrogant et menaçant au lendemain de Kœniggraetz! Il redoutait un coup de canon tiré sur le Rhin. Le canon de Sadowa lui faisait relever la tête.

Le général Govone est là pour nous conter l'aventure et son historien, le commandant Weil, pour la commenter.

On trouvera, dans l'édition française publiée aujourd'hui, des pages complètement inédites et qui ne figurent point dans l'édition italienne. M. le chevalier Govone, fils du général, a remis au commandant Weil ces documents précieux.

Et l'on ne peut s'empêcher de se sentir ému en lisant le récit des entretiens de Govone avec Bismarck, entretiens qui renouvellent les *angoisses patriotiques* dont parlait Rouher, et qui préparent les douleurs de l'année terrible.

De Berlin, le 3 juin 1866, Govone écrit :

« Je demandai au comte si, de l'autre côté du Rhin, il y avait quelque territoire qui, si on appelait la population à faire connaître ses désirs, se prononcerait en faveur de l'annexion à la France.

Le comte de Bismarck me répondit : « Aucun. Les agents français qui ont parcouru le pays pour connaître ses dispositions ont « été unanimes à constater que nulle part le vote, à moins d'être « faussé, ne donnerait un résultat favorable à la France. On n'y « aime ni notre gouvernement, ni la dynastie régnante ; mais tout « le monde y est et veut y rester allemand, de sorte qu'il n'y aura « d'autre moyen de donner une compensation à la France qu'en « lui attribuant les parties françaises de la Belgique ou de la « Suisse. »

Je fis remarquer au comte que c'était là chose extrêmement délicate et difficile, mais que, dès que l'on ne pouvait pas faire valoir la volonté populaire, on pourrait peut-être invoquer quelque autre principe, comme par exemple celui des frontières naturelles.

J'ajoutai aussitôt que je n'entendais pas par là faire allusion à la rive gauche du Rhin, mais qu'il pourrait y avoir quelque autre ligne géographique qui pourrait convenir à la France.

Le comte de Bismarck me dit alors : « Oui, ce serait la Moselle. Je « suis, pour ma part, bien moins Allemand que Prussien. Et je ne « verrai aucune difficulté à consentir à la cession à la France de « tout le pays entre le Rhin et la Moselle : Palatinat, Oldenburg et « une portion de territoire prussien, etc. Mais le roi, sous l'influence « de la reine qui n'est pas née prussienne, aurait les plus grands « scrupules et ne s'y déciderait que dans un moment de crise « suprême, lorsqu'il s'agirait pour lui de tout perdre ou de tout gagner. De toute façon, afin de préparer l'esprit du roi en vue d'un « arrangement quelconque avec la France, il faudrait connaître le « terme *minimum* de ses prétentions. S'il s'agissait de toute la rive « gauche du Rhin, Mayence, Coblence et Cologne, mieux vaudrait

« s'entendre avec l'Autriche et renoncer aux Duchés et à beaucoup
« d'autres choses. »

« Mais, lui dis-je, avec l'Autriche, il n'est d'autre arrangement
« possible qu'une capitulation, puisque les questions en litige inté-
« ressent ses intérêts les plus essentiels et son avenir. Elle ne sau-
« rait donc transiger. »

« C'est vrai, répliqua le comte de Bismarck, mais l'opinion pu-
« blique de l'Allemagne pardonnerait au roi cette capitulation dès
« qu'on saurait qu'il s'y est résigné pour ne pas céder à une puis-
« sance étrangère la moindre parcelle de territoire allemand. »

Et le danger passé, la victoire obtenue, le roi de Prusse change de ton, comme son ministre, et déclare : « Même les rois (les rois allemands vaincus) seront avec nous contre la France. »

Le général Govone est de ceux qui nous avertirent du danger et voulurent le conjurer.

Je ne puis pas n'être point reconnaissant à ceux des Italiens dont les sympathies demeurèrent fidèles à la France aux heures néfastes de la guerre de 1870. L'auteur des pages traduites par M. Weil, le général Govone, alors ministre de la Guerre, fut de ceux-là. Ses bersagliers autrefois avaient combattu avec nos zouaves. Soldat d'Oltenitza avec Omer-Pacha, il avait servi sous les murs de Sébastopol, collaboré à la journée de la Tchernaïa, fait campagne coude à coude avec nous à Magenta et à San Martino. Il devait d'ailleurs se souvenir de la façon dont, au camp prussien, l'état-major allemand victorieux avait traité l'admirable défenseur de Custozza ne cédant le terrain que sous une avalanche humaine. La grandeur d'âme n'était pas la vertu maîtresse de M. de Bismarck. Le général Govone

le savait, et son cœur de soldat de Crimée devait saigner à l'idée de la blessure qui frappait la France. Volontiers il eût combattu pour nous, comme son roi.

A la maladie qui allait l'emporter se joignit peut-être une douleur intime. On n'a pas été en vain le camarade de camp de ceux qui luttent. Le général Cialdini, que j'ai connu à l'armée, puis au dîner Bixio à Paris, le général de La Marmora gardèrent une tendresse à notre armée. C'est pourquoi je salue leur mémoire. Ils auraient été de ceux qui, comme un de Amicis, un Fogazzaro, un Gubernatis, l'érudit et le poète, un Lombroso, le savant illustre, un comte Tornielli, l'ambassadeur de la fraternité latine — j'en oublie ou plutôt je ne les cite pas tous, mais je ne les oublie point — entretinrent, même dans les moments les plus difficiles, les souvenirs de ces journées de périls communs dont les épreuves, sans parler des affinités de races, cimentent une amitié entre les générations.

Avec tout son génie, Alfieri fait moins de bien à l'humanité que Pellico avec un sanglot.

Mais Govone, qui fut diplomate à son heure, reste soldat et ce sont des impressions et des *Mémoires* de soldat qu'on va lire. Souvenirs de guerre qui arrivent à l'heure où, devant les massacres de Port-Arthur et de Mandchourie, l'humanité éprouve un ressaut d'horreur contre la guerre. L'amour de la paix n'exclut pas le sentiment du devoir, quand ce devoir vient à parler.

Le très lettré marquis R. Paulucci di Calboli conte

en une étude sur *les Grands Inconnus dans la Littérature*, et en particulier sur un poète supérieur, Luciano Montaspro, qu'il se trouvait un soir à Bologne, au café des Cacciatori, avec Carducci, Stecchitti, Ricci, Montaspro et Panzacchi, le dramaturge qui vient de mourir. On parlait du drapeau, de la guerre, des *pacifistes*. Luciano Montaspro, pour répondre aux poètes véristes, improvisa cette épigramme :

Un prode colonnello in grand cimento
Grida da disperato : « *La bandiera!*
Salvate la bandiera, sacramento! »
Dice fuggendo un soldatino, ch'era
Un poeta verista ed un poltrone :
« Morire per un cencio ed un bastone! [1] »

Alors le grand poète idéaliste Giosué Carducci de crier aux poètes véristes :

— C'est un coup de massue. Avouez-vous vaincus.

Certes il est dur de se faire casser la tête pour « le saint haillon qu'étoile une croix ». Mais il est des heures où le sacrifice est nécessaire, et au total l'humanité qui vit pour une idée doit savoir mourir pour elle. Le dur *qu'il mourût* du vieil Horace est le terrible mot d'ordre des nations à de certaines heures tragiques. Et ceux qui obéissent savent cependant le prix de la vie, de la bonté et de la pitié.

1. Un vaillant colonel en grand danger
Crie désespérément : *Le drapeau!*
Sauvez le drapeau, sacrebleu!
Un petit soldat qui était un poète vériste
Doublé d'un poltron, dit en fuyant :
« Mourir pour un chiffon et un bâton! »

L'homme dont on va lire les *Mèmoires* ne fut pas un *soldatino*. Le général Govone fut un grand soldat.

Jules CLARETIE.

6 décembre 1904.

AVANT-PROPOS

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Quelques fragments de mémoires et quelques chapitres d'un journal incomplet, beaucoup de lettres, nombre de rapports et de travaux militaires, une correspondance diplomatique et des discours prononcés au Parlement, voilà tout ce qui reste de l'œuvre du général Govone qui, dans sa courte vie, dans sa carrière si active et si bien remplie, n'a pas eu le temps de consigner par écrit le récit de tous les événements historiques auxquels il a été mêlé. En recueillant et en mettant en ordre une partie de ces documents épars, nous avons par-dessus tout cherché, non pas à faire l'histoire de cette période, mais à laisser, autant que faire se pouvait, le général nous représenter les faits tels qu'il les a vus, tels qu'il les a retracés sous l'impression même du moment. De là, le caractère des pages qu'on va lire.

Afin de combler les quelques lacunes que devait forcément présenter ce récit, afin de le rendre plus clair et plus suivi, nous avons cru utile de le faire précéder d'une courte notice de la vie du général Govone, telle qu'elle ressort de ses états de service.

*
* *

Le chevalier Joseph Govone naquit le 19 novembre 1825, à Isola d'Asti, d'une vieille famille de Fossano qui, depuis deux générations, était venue s'installer à Alba.

La famille Govone est originaire de Govone, château de l'Astigiano (seigneurie d'Asti). Elle descendrait, d'après Rolfo de Marigny, d'un certain Hubert, chef d'une des bandes levées en France par Guido de Spolète et tué en guerroyant contre Béranger Ier[1]. Mais ce n'est qu'au XIIe siècle qu'on la trouve pour la première fois investie de la seigneurie de Govone avec Rodolphe.

En 1260, les Govone conclurent avec la commune de Fossano une convention aux termes de laquelle, moyennant la cession d'un fief, ils obtinrent l'attribution d'un château crénelé, s'élevant dans la ville même, où ils allèrent s'établir au cours de cette même année et où ils firent souche d'une des douze vieilles familles nobles de la place de Fossano[2]. Ils y résidèrent jusque vers l'an 1700, époque à laquelle ils se transportèrent à Asti avec Georges qui fut, en 1713, conseiller et secrétaire d'État et des Finances sous Victor-Amédée II et

1. Béranger Ier, fils d'Ebérard, duc de Frioul, et petit-fils de Louis le Débonnaire par sa mère Gisèle, roi d'Italie en 888, après la déposition de Charles le Gros, empereur en 915, mort en 924... Son règne ne fut qu'une lutte continuelle contre les Hongrois qui envahirent à plusieurs reprises l'Italie et surtout contre les nombreux compétiteurs qui lui disputèrent la couronne, Guido, duc de Spolète, 889; Arnuld, roi de Germanie, 895; Lambert, fils de Guido, 896; Louis III de Provence à qui il fit crever les yeux, 900-905, et enfin Rodolphe II de Bourgogne, 923. Vaincu et réfugié à Vérone, il y fut assassiné par un noble, Flambert, qu'il avait comblé de bienfaits.

2. Ainsi désignées dans une sentence du duc Charles de Savoie (26 avril 1518), qui mit fin à un conflit de préséance entre ces 12 familles et d'autres moins anciennes.

ensuite, deux générations plus tard, à Alba avec Vincent, le grand-père du général.

Ce dernier, capitaine lors des guerres contre la République française de 1791 à 1796, blessé plusieurs fois, brisa son épée après Cherasco, se retira pendant l'occupation étrangère à Alba, où, vingt ans plus tard, Victor-Emmanuel I[er] lui envoya, en reconnaissance de sa constante fidélité, les insignes de l'ordre de Saint-Maurice et lui conféra le grade honoraire de colonel. Ce fut de son fils unique Hercule, syndic d'Alba en 1848, que naquit Joseph-Gaston Govone, le second de ses neuf enfants.

Entré à l'âge de dix ans à l'Académie royale militaire, il fut nommé sous-lieutenant, le 27 avril 1844, puis lieutenant au corps royal d'État-major, le 28 septembre 1845.

Attaché d'abord au début de la campagne de 1848 à l'état-major de la brigade d'avant-garde Bes et envoyé comme parlementaire à Peschiera, pour sommer la place de se rendre, passé ensuite à l'état-major du II[e] corps d'armée, général Hector de Sonnaz, il assista à tous les combats aux environs de Peschiera, à ceux de Rivoli, de Pastrengo, etc., etc., puis aux dernières affaires du II[e] corps, à la Corona, à Volta et à Cerlungo, à la suite desquelles on lui conféra la médaille d'argent.

Promu capitaine, le 14 octobre 1848, et placé à l'état-major de la 6[e] division, général Alphonse La Marmora, il fut chargé par son chef de missions spéciales, l'une du côté de la Toscane, ayant trait aux dispositions relatives à une intervention projetée, l'autre à Bologne, pour y négocier l'enrôlement des Suisses de La Tour.

Lors de la dénonciation de l'armistice de Salasco (mars 1849), il accompagna la 6e division dans sa marche sur les Duchés. Envoyé aux nouvelles à Novare, dès qu'on apprit le désastre par des rumeurs vagues et confuses, il traversa les lignes ennemies et rejoignit sa division en marche sur Gênes insurgée.

Le 4 avril 1849, à l'attaque de Gênes, c'était lui qui commandait les petits détachements de bersagliers qui exécutèrent la difficile et audacieuse surprise des forts de l'ouest. Envoyé par La Marmora pour sommer la ville de capituler, il courut à ce moment les plus grands dangers. Délivré à temps, il repousse avec une poignée de bersagliers une attaque partie du fort Begatto et poursuit vivement ses adversaires. Le lendemain, il commande une des quatre colonnes (les autres, d'égale force, étaient conduites par les généraux Alphonse et Alexandre La Marmora et par le colonel Belvedere) chargées de déloger les insurgés du centre de la ville. L'intelligence, l'habileté et la valeur dont il avait fait preuve dans ces circonstances lui valurent une seconde médaille d'argent.

Peu de temps après, on le chargea d'une mission au camp français sous Rome, et vers la fin de la même année on l'envoya comme attaché militaire à Vienne, puis à Berlin, où, en raison des modifications qu'on se proposait de faire subir à la constitution de l'armée piémontaise, on le chargea d'étudier l'organisation militaire de ces deux armées. Rentré dans sa patrie au printemps de 1851, il fut placé à l'état-major de la division de Novare.

Dès le début de la guerre entre la Russie et la Turquie, Govone, envoyé au camp d'Omer-Pacha, suivit les

opérations des Turcs pendant les deux campagnes du Danube (1853-1854). Après avoir assisté au combat d'Oltenitza, invité par Omer-Pacha à se rendre, en décembre 1853, à Kalafat, il constata la faiblesse des retranchements qu'on y avait élevés et indiqua au général en chef tous les travaux qu'il y avait lieu d'y faire et qui, exécutés sur l'heure, mirent ces ouvrages en état de résister. Afin de se ménager le temps nécessaire à l'achèvement de ces travaux, il suggéra à Omer-Pacha l'idée du mouvement offensif qui, grâce au combat indécis de Czetate, retarda la marche du prince Gortchakoff.

Après avoir passé l'hiver à Constantinople, il retourna au camp turc vers la fin de mars 1854. Le 7 juin, il pénétra avec Rifaat-Pacha dans Silistrie investie. Ce fut sur son conseil que l'on se décida à établir, sous le feu même des Russes, le dernier réduit intérieur de l'ouvrage détaché d'Arab-Tabia, ce réduit dont l'existence, d'après le dire du général Todleben lui-même, obligea les Russes à renoncer à donner l'assaut à cet ouvrage, clef de la place.

Après avoir reçu pour les services signalés qu'il n'avait cessé de rendre la médaille de Silistrie et l'ordre du Medjidjé, on lui offrit de passer au service de la Turquie avec le grade de général et d'accompagner Ismaïl-Pacha en Asie, en qualité de chef d'état-major. Le Gouvernement Sarde lui refusa l'année de disponibilité qu'il avait sollicitée à cet effet, mais le nomma major, au choix, au 16ᵉ régiment d'infanterie (9 octobre 1854), et le laissa en Orient.

Avant de passer en Crimée, il avait suivi les Turcs et les alliés à Bucharest et, le 25 octobre 1854, il pre-

nait part comme volontaire à la charge légendaire de Balaclava dans laquelle il eut un cheval tué sous lui. Légèrement blessé lui-même, il reçut peu après l'ordre du Bain.

Le 5 novembre suivant, on le retrouve à la bataille d'Inkermann dans l'état-major du général Canrobert. Il assiste ensuite à toutes les premières affaires du siège de Sébastopol, jusqu'au moment où, après la conclusion de l'alliance entre le Piémont et les puissances occidentales, il reçut, en février 1855, l'ordre de rentrer dans son pays pour accompagner le général La Marmora à Paris et lui être adjoint pendant toute la période de préparation de l'expédition.

De retour en Crimée avec le corps expéditionnaire, dans les premiers jours de mai, attaché au quartier général comme major d'état-major, il se distingua, le 16 août, à la Tchernaïa. Détaché, le 8 septembre, auprès du général de Salles, il prend part à l'attaque infructueuse du Ier corps français contre le bassin central, y est contusionné et reçoit peu après la croix de la Légion d'honneur. Resté en Crimée pendant la campagne d'hiver de 1855-1856, il ne rentra en Piémont qu'au printemps de 1856.

Employé pendant les années suivantes au corps d'état-major à Turin, promu lieutenant-colonel le 16 mars 1859, il fut chargé d'organiser et de diriger le service des renseignements pendant les premiers jours de la campagne.

Attaché au quartier général du roi, il prend part, ainsi que trois de ses frères[1], à la campagne de 1859. Il

1. L'un d'entre eux fut tué en chargeant à Montebello.

combattit alors à côté du roi à Palestro et, seul des officiers du quartier général, il eut la bonne fortune de pouvoir participer à la bataille de Magenta en pressant la marche de la division Fanti, dès qu'on entendit le canon, et en arrivant encore à temps sur le théâtre de la lutte avec ce général et la tête de sa colonne. A San Martino, il est au feu tout le temps, secondant l'action des différents commandants de division, et ce fut presque sur le champ de bataille même que, pour faits de guerre et en récompense de ses services signalés, le roi le nomma colonel. Il n'avait alors que trente-trois ans.

Envoyé à Zurich après la conclusion de l'armistice pour seconder les travaux des plénipotentiaires sardes à la commission de délimitation, nommé chef d'état-major du corps mixte de l'Étrurie (15 mars 1860), puis du 3ᵉ grand commandement militaire, brigadier, le 14 juin de la même année, et chargé de l'organisation de la brigade Forli (43ᵉ et 44ᵉ régiments d'infanterie) de nouvelle formation dont il doit prendre le commandement, promu général-major, le 15 octobre 1860, envoyé avec sa brigade, d'abord à Aquila, puis à Gaëte, il fut mis, le 28 juin 1862, à la disposition du commandant du 6ᵉ département militaire et envoyé à Gaëte, où on plaça sous ses ordres les troupes réunies le long de la frontière pontificale et chargées de réprimer le brigandage.

Placé, le 27 septembre 1862, à la tête de la 9ᵉ division active à Palerme, on lui confia, pendant l'été et l'automne de 1863, le commandement de 20 bataillons (colonnes mobiles) à la tête desquels il parvint à rétablir la tranquillité en Sicile, à débarrasser le pays des malfaiteurs et des réfractaires qui le désolaient. Élu

député pour Città Ducale en 1861, il prit la parole au Parlement, le 5 décembre 1863, pour défendre la politique du Gouvernement et son action personnelle en Sicile contre l'interpellation d'Ondes Reggio. Approuvé par la Chambre qui lui donna une majorité considérable, il fut, quelques jours plus tard (13 décembre), promu lieutenant-général, maintenu pendant quelques mois à la tête de la division de Palerme, jusqu'au moment où (14 septembre 1864) il passa au commandement de celle de Pérouse.

Chargé, en mars 1866, d'une mission diplomatique à Berlin, il y négocia et y conclut, avec le comte de Bismarck, de concert avec le comte de Barral, ministre d'Italie, le traité d'alliance du 8 avril entre la Prusse et l'Italie, et ne quitta Berlin que dans les premiers jours de juin, lorsqu'on eut définitivement arrêté les dispositions complémentaires.

Le 10 juin 1866, il prenait le commandement de la 9e division active de l'armée du Mincio; le 23, formant la réserve du IIIe corps, il franchissait la frontière autrichienne et, le 24 au matin, après des marches des plus pénibles, il arrivait au pied du Monte Torre. Dès que le roi lui eut donné avis de l'échec éprouvé par la division Brignone du Ier corps, il se porta en avant pour la soutenir et la remplacer au feu, reprit non seulement Custozza et toutes les positions perdues, mais réussit à s'y maintenir victorieusement pendant toute la journée. Vers le soir, au moment où sur sa gauche les divisions du Ier corps se débandaient, où celles du IIIe corps, réunies par le général Della Rocca devant Villafranca, restaient dans une inexplicable immobilité, ce fut avec sa division renforcée par les

quelques bataillons et batteries de la division Cugia qui occupaient Monte Croce, par quelques fractions de grenadiers qui avaient rejoint ses régiments, qu'il soutint l'effort et le choc de toutes les réserves autrichiennes convergeant sur Custozza. Ce fut seulement lorsque les munitions manquèrent à ses troupes épuisées par les privations, par les marches et par les combats qu'elles avaient livrés, lorsque tous les officiers de son état-major furent mis hors de combat, lorsque le général Della Rocca eût refusé de lui envoyer le moindre renfort que le général Govone, contusionné pendant la bataille, se décida, devant des forces écrasantes, à rétrograder en bon ordre sur Custozza, couvrant avec le moins éprouvé de ses régiments et sa retraite et celle de Cugia et se replia sur Valeggio où il prit position à cheval sur le Mincio.

Il tenta en vain pendant les jours qui suivirent de s'opposer à la continuation de la retraite, de réclamer à grands cris la reprise presque immédiate de l'offensive. On se contenta de le laisser en première ligne ; on le laissa seulement libre d'exécuter des reconnaissances qui ne furent pas sans influence sur les résolutions du commmandement. Le 30 juin, il assista à une petite rencontre de cavalerie qui se termina à l'avantage des Italiens grâce aux soutiens qu'il envoya aux escadrons engagés. A partir de ce moment, il suivit le reste de l'armée principale dans son grand mouvement de conversion vers le Bas-Pô et fut appelé, lors de la nouvelle répartition des unités de l'armée, à faire partie du II[e] corps (Cucchiari).

Envoyé en mission diplomatique à Nikolsburg, le 19 juillet 1866, il resta au camp prussien, puis à Berlin,

jusqu'au 10 août, et vint reprendre, le 17, le commandement de sa division.

Placé après la signature de la paix à la tête de la division d'Ancône, puis de celle de Plaisance, il fut nommé, le 17 juillet 1867, commandant général du corps d'état-major.

En décembre 1869, il accepta, après de nombreux refus, et rien que par sentiment de devoir, le portefeuille de la Guerre dans le ministère Lanza-Sella avec un programme de sévères économies qui contribua à la réussite des plans financiers de Quintino Sella.

En juillet 1870, lorsque l'explosion de la guerre franco-allemande vint surprendre le Gouvernement Italien, il consacra tous ses soins, tous ses efforts, toute son activité à activer les préparatifs militaires imposés par la situation nouvelle, à mettre l'armée en état de faire face à toutes les éventualités, enfin à préparer l'expédition de Rome, jusqu'au moment où, épuisé par un travail incessant et surhumain, usé par l'insomnie, n'ayant plus assez de forces physiques pour supporter d'injustes attaques, terrassé par une grave maladie, il se vit forcé à demander au roi, le 7 septembre, d'accepter sa démission pour se retirer à Alba où il mourut peu de temps après, à l'âge de quarante-six ans, le 25 janvier 1872.

LE GÉNÉRAL GOVONE

CHAPITRE I

DE PESCHIERA A GÊNES

Le 26 mars 1848, la brigade mixte du général Bes, tête d'avant-garde du secours envoyé par les frères du Piémont, entrait à Milan que le courage et le patriotisme du peuple avait délivrée, quatre jours auparavant, de la domination de l'étranger. La brigade, espérant devancer sur l'Adda les colonnes autrichiennes qui se retiraient en toute hâte et en assez grand désordre sur Lodi et Crema, n'y fit qu'un court séjour, mais le manque d'ordres et de munitions l'obligea à s'arrêter à Treviglio et ce ne fut qu'au bout de quelques jours qu'elle put reprendre sa marche sur Brescia.

« *Je ne décrirai pas*, écrivait un des officiers de l'État-major, *l'accueil triomphal que nous a fait Brescia. Je dirai seulement que cet accueil nous a arraché des larmes et que si, quelques instants après, nous avions rencontré les Autrichiens, notre brigade aurait valu à elle seule toute une armée* [1]. »

1. Ces premières pages sont en partie le résumé, en partie la reproduction textuelle (en italiques) d'un fragment de Mémoires écrits en français en mars 1852 par le capitaine Govone, mémoires qui vont de ses années d'enfance jusqu'à la fin de juillet 1848 (Volta).

Ce fut au milieu des acclamations enthousiastes des généreuses populations lombardes, et accompagnée de bandes de volontaires que la brigade atteignit finalement le Mincio, où arrivèrent, par d'autres voies, d'autres forces italiennes qui, après quelques petites escarmouches, s'établirent à cheval sur les deux rives de la rivière.

Le 10 avril, la brigade Bes se déployait sous Peschiera et envoyait à la forteresse le premier parlementaire, le lieutenant Govone[1].

« *Le* 10 *avril, M. Bes m'envoya en parlementaire, pour sommer la place de se rendre. On a ensuite dit beaucoup de mal de cette sommation, ainsi que de la démonstration qu'on fit avec des pièces de campagne, le* 13 *avril, contre Peschiera. C'est une sommation d'usage, purement chevaleresque peut-être : on sait d'avance que le commandant de la garnison répondra qu'il est un brave et vieux militaire et qu'il ne salira pas sa réputation dans les derniers jours de sa carrière...*

La réponse invariable susdite est celle que le vieux général Rath, alors gouverneur de Peschiera, me fit, en me serrant la main. Je lui avais fait une petite harangue, assez poétique; je lui parlai des dangers auxquels il exposait inutilement la ville contre une armée victorieuse, qui était maîtresse des deux rives du Mincio et qui aurait cerné la ville dans cette journée même; je lui dis que nous avions à une petite distance notre parc de siège; et qu'enfin Sa Majesté, liée par des liens de famille à Sa Majesté impériale, aurait désiré épargner un sang inutile, puisqu'il était écrit dans le livre de Dieu que notre belle et charmante Italie devait être plus heureuse et libre.

Le mouvement de 1848 *était en effet dans le commencement si prodigieux qu'on pouvait bien l'attribuer à Dieu.*

Rath exprima son espoir dans le retour de la fortune en

1. Cf. Cecilio Fabris, *Storia della campagna del* 1848-1849, p. 314.

faveur des armées impériales — puisque les chances de la guerre sont variables, disait-il.

Je remontai sur mon beau cheval prussien; l'atmosphère était charmante et fraîche, le soleil venait de paraître en Orient; mon âme était amoureuse; le souvenir de mon amour dans ces pays lointains et charmants que je voyais pour la première fois, les illusions d'une campagne qui débutait si bien, le rêve d'une petite part de gloire que j'aurais peut-être acquise vis-à-vis de l'ennemi et qui serait arrivée jusqu'à l'oreille de mes parents et de ma bien-aimée, voilà les émotions profondes que j'éprouvai en ce moment et que je n'aurais point échangées avec la vie entière d'un roi pacifique et sybarite.

Le général Bes, en apprenant le refus du général Rath, auquel, à vrai dire, il ne s'attendait pas, écrivit tout de suite au quartier général que la place était disposée à résister; qu'il ne désespérait cependant pas, d'après les renseignements qu'il avait reçus, de s'en emparer par une simple démonstration; mais que pour cela on ne devait pas tarder un instant à lui envoyer des pièces du plus gros calibre. On envoya en effet tout de suite quelques compagnies du génie pour construire les épaulements nécessaires et on fit marcher sur Peschiera deux batteries de position. — Après trois jours de travail, pendant lesquels les Autrichiens dépensèrent beaucoup de munitions pour nous inquiéter, tout était prêt de notre part.

Mais on avait négligé de profiter des succès obtenus sur le Mincio pour faire avancer sur la rive gauche une ou deux divisions et bloquer complètement Peschiera. Aussi cette place avait été ravitaillée; on en avait changé la garnison, composée d'abord d'Italiens qui n'étaient pas sûrs; et on avait tout disposé pour une longue résistance.

Quelques compagnies de volontaires, embarquées à Desenzano, avaient cependant, le 11 ou le 12, débarqué près de Lazise et s'étaient emparées d'un magasin à poudre qu'on vida en partie et qu'on fit éclater ensuite; mais ces compagnies entourées dans Castelnovo par une colonne sortie

de Vérone furent passées au fil de l'épée, la ville brûlée et la population massacrée[1].

Le 13 avril, à la pointe du jour, nos batteries pouvaient commencer le feu contre Peschiera. Cependant, le roi, qui tenait beaucoup à partager toutes les gloires et les dangers de l'armée, avait donné ordre qu'on l'attendît avant de commencer l'attaque. Mais, comme le feu bien nourri de la place n'avait cessé depuis l'aube du jour d'endommager nos batteries, sans qu'on pût y répondre de notre part, le général Bes, sur l'avis de M. de La Marmora, m'envoya chercher le roi à Volta pour obtenir la permission d'ouvrir le feu.

Je partis au galop. A Monzambano, j'écrivis un billet au général Franzini que je lui fis parvenir par un dragon qui devait aller ventre à terre jusqu'à Volta. Mais, quelques minutes après, je partis moi-même pour Volta et j'arrivai au même instant que le dragon consignait le billet à son adresse. M. Salasco et M. Franzini, que j'avais rencontrés les premiers, me dirent que le général de Bormida (?) et le duc de Gênes étaient déjà partis pour porter l'ordre d'ouvrir le feu, que le roi allait monter à cheval pour se rendre à Peschiera, et on me chargea de l'accompagner en précédent de 50 pas la marche du quartier général jusqu'en vue de la place. J'étais impatient d'arriver au feu et je devais conduire le roi par la grande route !

A peine arrivâmes-nous à Ponti, je quittai le quartier général sans rien dire ; nos batteries n'avaient point encore commencé l'attaque et je m'empressai d'aller avertir le général Bes de l'arrivée du roi à Ponti et de la permission d'ouvrir le feu.

1. Cf. C. Fabris, *op. cit.*, vol. I, p. 344-346.
Il s'agit de la colonne Noaro, forte de 200 volontaires, surprise le 11 avril par 2 bataillons et 1 batterie sous les ordres du général Taxis et écrasée après plusieurs heures de lutte. Les pertes des Italiens s'élevèrent à 113 morts parmi lesquels des femmes et des enfants. Le village fut saccagé et brûlé et, de 175 maisons dont il se composait, 32 seulement restèrent debout. La rumeur publique exagéra naturellement la portée de l'événement, la gravité des dégâts et le chiffre des victimes.

Quatorze pièces de canon vomirent une tempête de boulets et d'obus pendant cinq heures. Le général Bes allait d'une batterie à l'autre et de celles-ci à la position avancée où nous avions une compagnie de volontaires suisses, en encourageant tout le monde de la voix et de l'exemple. Nous étions près de cette compagnie, lorsque le général Bes, remarquant que nos boulets allaient tous donner dans les remparts, me dit d'en avertir les officiers d'artillerie.

Je pouvais parcourir deux chemins, l'un couvert et défilé, l'autre en ligne droite, le plus court et tout à fait en vue de l'ennemi. J'étais si animé de tout ce que je voyais, que je me portai à la première batterie par le chemin le plus court. J'entendis deux ou trois balles de carabine ou de fusil de rempart siffler et s'enfoncer dans le terrain à quelques pas de moi, et j'étais enorgueilli de voir jeter des balles à mon adresse comme je l'avais été les jours précédents de l'honneur de me faire tirer plusieurs boulets, tandis que j'allais tracer sur les cartes nos batteries en construction pour en mesurer la distance de la place. Une bombe éclata sur ma tête, coupa un arbre par le milieu et, tandis que la moitié se pliait pour tomber, un éclat de bombe vint battre la terre près du sabot de mon cheval qui fit quelques temps au trot et se remit au pas.

C'étaient les premiers jours que je voyais le feu. Voici l'impression qu'il me fit. J'étais en doute si j'aurais préféré être légèrement blessé ou non; mais je me souviens que je me proposai de ne jamais courir, ni descendre de mon cheval aux endroits les plus battus par l'ennemi, car je me disais qu'au lieu d'éviter un boulet, je pouvais parfois en attraper un que j'eusse autrement évité.

Après cinq heures de feu qui avait abouti à démonter quelques pièces aux forts Salvi, le roi se rendit au quartier général de Bes, à la Cascina *Recchione. Tandis qu'il entrait dans la cour (où il tint un petit conseil de guerre, après lequel il décida d'envoyer un autre parlementaire à la ville), un boulet entra par la porte, passa à quelques centimètres sur la tête du roi et alla enfoncer une fenêtre de la maison.*

Le parlementaire partit. C'était le baron de la Flèche, capitaine d'état-major. Il s'approcha de la place, un drapeau blanc à la main; mais, comme le feu continuait et qu'on tirait sur lui à mitraille, il rebroussa chemin. Je demandai au général Franzini la permission d'y aller; mais, tandis que je partais au galop, Franzini m'appela, en me disant qu'il fallait laisser faire au capitaine qui avait reçu les instructions nécessaires.

Naturellement le général autrichien répondit qu'il ne se rendrait pas. Le roi ordonna qu'on suspendît le feu, en disant qu'on aurait attaqué la place en toute règle plus tard.

. . . .

En attendant, le général de Sonnaz m'avait rappelé près de lui. Je quittai le général Bes avec un véritable regret et les larmes aux yeux.

Le général de Sonnaz, jadis bel homme, spirituel et capable, avait vieilli avant son temps. Il lui restait à l'époque dont nous parlons très peu d'énergie; il radotait quelquefois.., et sa faiblesse physique ne manquait d'avoir de funestes conséquences pour les opérations militaires. Je ne crains pas de dire qu'il ne valait rien pour les manœuvres offensives et qu'il paralysait même quelquefois l'élan de ses subordonnés. Mais, chose étrange dans cette nature, son intelligence s'éclairait lors des manœuvres en retraite. Il ne se donnait pas alors trop de mouvement non plus; mais chaque ordre était utile, chaque coup portait. Nous le verrons ensuite[1]. »

A côté de Sonnaz il y avait le major Carderina, Federici, Saint-André, Avogadro, Clavesana, Galateri, Geranzani, plus deux autres officiers de cavalerie et le lieutenant Govone.

1. Willisen, l'historien allemand de la campagne de 1848, qui critique en général très vivement presque toutes les opérations des Italiens, dit en parlant des manœuvres de Sonnaz pendant les derniers jours de la campagne, que ce furent « les seules bonnes choses faites par les Italiens ».

« Ainsi se composait cette boutique d'alchimistes qui devaient faire marcher le second corps d'armée, destiné à conquérir par moitié l'indépendance de l'Italie. »

Après la démonstration contre Peschiera et après avoir perdu plusieurs jours dans l'inaction la plus complète, l'armée fit une reconnaissance générale sur la rive gauche du Mincio, puis elle alla occuper les hauteurs de Sommacampagna, Sona, etc., et, comme les Autrichiens occupaient encore Pastrengo, sur la droite de l'Adige, on reçut l'ordre de les en chasser, et Pastrengo fut enlevé par les troupes royales. Les Autrichiens avaient une fois de plus fourni la preuve de leur faiblesse, tandis qu'après ces premières rencontres notre armée avait de plus en plus confiance dans sa force. C'était donc bien le moment de pousser les opérations avec vigueur et de rechercher des résultats décisifs.

« Je me souviens d'avoir plusieurs fois entendu le général de Sonnaz dire qu'il avait proposé au roi de passer l'Adige inférieur et de se jeter dans la Vénétie; que c'était là la seule manière de finir la guerre.

Je ne partageais pas l'opinion de ceux qui craignaient de découvrir de cette manière excessivement la Lombardie ; mais je crois que la position qu'aurait eue l'armée n'empêchait pas pour les Autrichiens les secours qui leur pouvaient parvenir par le Tyrol — et qu'une opération malheureuse de notre part, aussi bien que l'arrivée de ces secours, auraient pu compromettre l'existence de notre armée et de toute la monarchie de Sardaigne.

J'ai maintes fois dit que j'aurais partagé mes forces ainsi qu'il suit : Une brigade, renforcée par des volontaires choisis parmi cette foule qui s'était armée, aurait marché dans le Tyrol, pour le révolutionner; elle se serait arrêtée aux gorges les plus difficiles. Là, elle aurait dévasté les routes et les ponts pour des milles afin de les rendre impraticables aux corps que l'ennemi aurait envoyés au

secours de l'armée d'Italie. Une petite division aurait passé l'Adige pour se joindre à Durando. Durando renforcé par ces troupes aurait marché jusqu'aux frontières de la Carinthie ; là, il aurait dévasté les routes comme dans le Tyrol et occupé les gorges en s'appuyant sur Palmanova. Le reste de l'armée se serait établi pour observer les places fortes : elle était encore assez forte pour ne pas craindre l'armée autrichienne, partagée entre ses quatre places.

Un service d'espionnage bien organisé suffisait pour que l'armée, même affaiblie par les deux détachements susdits, se suffît à elle-même.

Les Autrichiens étaient ainsi bloqués en masse dans l'échiquier de leurs places fortes ; et, tandis qu'ils ne pouvaient se refaire de leurs pertes, on aurait organisé en Piémont une armée de réserve qui pût arriver à temps pour rester en observation sur le Mincio, tandis que l'armée principale avancerait sur l'Adige.

Mais rien de tout cela... Tout marchait par secousses et par rivalités... Ceux qui ont lu l'histoire de la guerre de 1806-1807 *en Prusse et qui connaissent la marche du quartier général du duc de Brunswick, auquel se trouvait le roi en personne, peuvent en déduire ce qu'était notre quartier général en* 1848, *avec cette seule différence que dans l'armée prussienne les choses allaient quelque peu pire.* »

Comme on était incapable de concevoir un vrai plan de guerre, l'inutile bataille de Santa Lucia, cette bataille tronquée, coupée en son beau milieu, cette espèce de défi chevaleresque porté à l'ennemi devant les portes de Vérone suivit de près la victoire incomplète de Pastrengo.

« **Ainsi entendait-on la guerre** : *battre l'ennemi toujours et partout où on le rencontrerait et lui montrer notre supériorité de forces et de bravoure, mais* **sans songer ensuite aux résultats des opérations.** »

Et puis on reporta à nouveau tous les efforts contre Peschiera.

« *Les travaux de siège marchaient avec une lenteur épouvantable... Il était cependant de la plus grande importance d'en finir aussi vite que possible avec cette place, depuis qu'on avait résolu de s'en emparer par un siège qui paralysait l'armée.*

Le roi allait chaque jour visiter Peschiera. Là, il se plaçait en vue des assiégés qui lui lançaient pendant quelque temps une grêle de boulets qu'il prenait plaisir à affronter.

Le duc de Gênes commandait l'artillerie de siège et il faisait invariablement tous les jours sa visite aux lignes, mitraillé par les assiégés, avertis de sa présence par sa nombreuse suite.

En quelques jours la ville était un monceau de ruines, l'incendie s'étant manifesté partout ; les bombes y tombaient par milliers jour et nuit ; et ce n'était pas un spectacle des moins beaux dans sa tristesse bruyante que de voir ce feu bien nourri qui, en éclairant l'atmosphère nocturne, allait augmenter l'épouvante dans cette malheureuse ville.

J'allais, moi aussi, très souvent visiter les travaux. Je traçai sur la carte la position des batteries et des approches. Et je puis affirmer que, si le découragement et peut-être la famine n'eussent pas décidé la garnison à se rendre, le siège nous aurait donné par sa longueur l'image de celui de Troye et de Veies.

Le quartier du général de Sonnaz était toujours à Sandra. Là nous étions tués par la chaleur et l'oisiveté la plus complète.

Tandis qu'on s'amusait à Peschiera, des événements de la plus haute importance s'accomplissaient dans l'empire autrichien et dans l'armée d'Italie [1].......

Le vieux maréchal Radetzky renforcé par 18.000 *hommes, songea de suite à reprendre l'offensive. Il conçut un plan*

1. Govone parle ici dans ses Mémoires des événements politiques qui se déroulèrent en Autriche, des renforts envoyés en Italie et de la victoire de Durando à Vicence.

d'opérations hardi et, je dirais même, hasardé qui, s'il réussissait, aurait reconquis aux Autrichiens toute la Lombardie d'un seul coup. Avec une masse de 30 *à* 35.000 *hommes il quitta Vérone le* 27 *mai et marcha sur Mantoue. En calculant sur les dangers de notre ligne très étendue, il comptait remonter le Mincio, accabler notre aile droite, refouler nos troupes éparpillées, les battre en détail et menacer notre ligne d'opération. Pour assurer le succès de ce projet, il avait en même temps ordonné à une colonne de* 4 *à* 5.000 *hommes de descendre du Tyrol par Rivoli et de chercher à ravitailler Peschiera, dans le but essentiel d'attirer notre attention sur la gauche de notre ligne, tandis qu'il attaquerait la droite.*

Le 29, *il attaquait à Curtatone et Montanara les Toscans qui, après une résistance de quelques heures, furent mis en déroute. Le même jour, la colonne descendue du Tyrol, qui s'était emparée la veille de Bardolino et Garda qu'elle ravagea, attaquait Colmasino, où un bataillon de la brigade Piémont, une compagnie de bersaglieri volontaires et deux pièces la repoussèrent en lui faisant essuyer des pertes considérables.*

En attendant, le roi faisait marcher plusieurs brigades sur Volta et Goito. Il avait concentré une force d'environ 18.000 *hommes, lorsque le vieux maréchal, avec une masse de* 35.000 *hommes, attaqua la ligne piémontaise qui s'était placée perpendiculairement au Mincio, l'aile gauche à Goito.*

La bataille fut acharnée. La victoire resta aux Piémontais qui firent des prodiges. Les Autrichiens fuyaient encore une fois devant nous, lorsqu'arriva la nouvelle de la reddition de Peschiera. Un mouvement de joie universelle s'empara alors des vainqueurs qui saluèrent le roi de la Haute-Italie avec des acclamations unanimes.

Cette fois encore[1], *le IIe corps d'armée avait été absent du champ de bataille. Mais une partie de ses troupes*

1. Comme à Santa Lucia.

avait fait des prodiges à Colmasino et à Goito; et Peschiera s'était rendue à lui.

. . . .

C'était après ces combats sanglants qu'au bivouac de la nuit on rappelait le souvenir des officiers qui étaient tombés sous les coups de l'ennemi. Ce ne serait point possible de décrire les émotions profondes qui accompagnaient ces récits, mille fois plus douloureux si les combats avaient été malheureux. Mais cependant quelle gloire n'ont-ils pas acquise, les Colli, les Del Carretto, les Rovereto, les Cavours et tant d'autres braves qui, estimés de toute l'armée qui appréciait leur caractère, furent regrettés plus que des camarades, comme des amis et des frères!

Le maréchal Radetzky se retira sur Vérone et sans perdre de temps marcha sur Vicence pour donner la main au Feldzeugmeister Welden[1].

. . . .

Après la chute de Vicence nous étions dans un état d'infériorité bien constaté.

Cependant, jamais n'avait-on conçu l'idée d'opérations aussi périlleuses qu'en ce moment.

On imagina d'attaquer Legnago. On imagina de jeter un pont sur l'Adige près Dolce, de jeter les forces nécessaires sur la montagne qui domine Vérone et d'attaquer cette place en s'emparant des forts détachés qui la dominent, par un canonnement exécuté à petite distance. Les officiers pontonniers avaient déjà étudié l'endroit où jeter le pont. D'autres officiers d'artillerie promettaient de s'emparer des tours susdites en très peu de temps. Notre chef d'état-major, M. Lagrange, avait étudié dans tous ses détails la manœuvre pour jeter les troupes sur le Monte-Pastello.......

Dieu nous préserva d'une telle faute... Mais on se tourna enfin vers une autre opération, dangereuse aussi, le blocus de Mantoue.

1. Suit le récit de la chute de Vicence et des mouvements exécutés pendant ces journées par l'armée royale.

Tandis que 12.000 hommes furent laissés dans les anciennes positions de Rivoli à Sommacampagna par Pastrengo et Sona, le reste de l'armée fut employé au blocus de la place.

Je pleurais déjà le sort de notre armée.......

Enfin, le 21 juillet, le maréchal Radetzky commença ses manœuvres offensives. On dit que le prince de Schwarzenberg, ancien ministre d'Autriche à Turin et ensuite à Naples, où il se trouvait lors de la déclaration de guerre à l'Autriche et qui accourut se ranger peu de temps après sous les drapeaux du maréchal, a eu une influence très grande sur l'issue de la campagne par l'énergie qu'il sut imprimer à la marche des opérations. Il apportait dans les conseils de l'armée découragée sa fierté naturelle, sa confiance dans l'avenir de la monarchie autrichienne. C'est cet élan, disait-on, qui se traduisait dans les manœuvres du maréchal. Quoi qu'il en soit, l'armée autrichienne attribuait le mérite de ces manœuvres au général d'artillerie, baron Hess.

M. de Schwarzenberg et le baron Hess, rappelés à Vienne après la guerre d'Italie, devinrent tout-puissants dans les conseils du jeune empereur, le premier comme homme politique, le second comme militaire. Ainsi c'est la guerre contre la Sardaigne qui, ayant eu une issue heureuse pour l'Autriche, prépara la réaction dans toute l'Europe ; c'est elle qui donna à l'Autriche toutes les célébrités qui rajeunirent la monarchie.

Un an après, je voyais le prince de Schwarzenberg, Hess, Welden, etc., dans la société diplomatique et dans la haute société viennoise, comblés d'honneurs et jouissant d'une grande réputation. Je me disais qu'entre la grandeur et le néant il n'y a qu'un pas.

Le 21 juillet, le maréchal sortit de Vérone pour nous battre en détail. Nous avions en effet une ligne fort étendue et le IIe corps d'armée, réduit à 12.000 hommes, était séparé par un long intervalle des autres troupes placées

près de Mantoue. Il commença par le IIe corps d'armée.

Dans cettte première attaque, les Autrichiens commirent la faute d'attaquer l'extrême gauche à la Corona avant la droite à Sommacampagna. Nos troupes combattirent à la Corona avec bravoure; mais les détachements qui occupaient cette position, accablés par le nombre, se replièrent sur Rivoli. Les Autrichiens qui marchaient aussi avec une colonne par la grande route d'Incanale, avaient forcé le défilé qui donne sur le plateau de Rivoli et s'étaient déjà réunis aux troupes qui descendaient de la Corona, lorsque le général de Sonnaz, qui avait été averti par le canon de cette attaque, se porta sur le lieu avec une réserve de 4 pièces et 16 compagnies de Savone.

L'artillerie prit position. — Nos troupes lancées en bersagliers *(en tirailleurs) regagnèrent du terrain; enfin les derniers coups de fusil, tirés dans l'obscurité de la nuit qui commençait, nous montrèrent notre ligne qui avait reconquis tout le terrain perdu jusqu'au pied de la descente de la route de la Corona. La colonne qui s'avançait par Incanale dut se replier et perdre ses communications avec le reste. — Le jour suivant, on aurait pu rendre notre victoire complète.*

Pendant ce combat, où un petit corps de 4 à 5.000 *hommes avait battu un corps très supérieur d'Autrichiens en essuyant cependant des pertes bien regrettables parmi les officiers de bersaglieri et autres, j'étais très inquiet de ce qui pouvait se passer sur notre gauche.*

Le plateau de Rivoli est cerné par un demi-cercle de collines, dont l'Adige serait le diamètre. Nous étions dans l'intérieur du demi-cercle. Les Autrichiens pouvaient, de Caprino par Costermano au-delà des hauteurs, se porter sur Affi. C'est la manœuvre du prince de Lusignan à la célèbre bataille de Rivoli. Les hauteurs nous empêchaient de découvrir la manœuvre qui aurait été décisive contre notre petit corps qui aurait été pris de flanc et à revers par des positions dominantes.

J'en prévins plusieurs fois le général de Sonnaz et les

chefs d'état-major, et comme j'insistai, on me chargea enfin d'aller voir ce qui se passait de ce côté-là. Je me portai sur les hauteurs où des chasseurs autrichiens s'avançaient déjà ; mais ils se replièrent lorsque leur centre fut repoussé. Je revins et j'insistai tellement, qu'on envoya une compagnie se placer de manière à découvrir la route d'Affi, au moins pour nous avertir si la manœuvre tournante se fût exécutée. A leur faute stratégique les Autrichiens ajoutaient ainsi la faute tactique de ne point nous envelopper.

Cependant, le général de Sonnaz, d'après les renseignements qu'il avait reçus la veille par le général de Broglio, malgré le brillant succès qu'il avait obtenu, se décida à la retraite qui fut commencée à une heure après minuit. Il s'attendait à une attaque générale de la ligne de Sommacampagna à Pastrengo.

Pendant la nuit, il envoya le marquis de Clavesana avertir le quartier général principal près de Mantoue de ce qui se passait à la gauche de l'armée. Cet officier fit 30 *milles de suite à cheval.*

La retraite se faisait avec grande diligence et en parfait silence. A Cavajon, on entendit le canon du côté de Sona.

On fut bientôt averti que toute notre ligne était attaquée par des forces écrasantes depuis le matin, qu'on s'était battu avec acharnement, mais qu'on ne pourrait plus tenir longtemps.

M. de Sonnaz arriva à Sandra et, tandis qu'il allait se porter à Sona pour voir ce qui se passait, il reçut l'avis qu'on battait en retraite. Il envoya tous les ordres nécessaires pour une concentration sur Cavalcaselle et il se dirigea sur Castelnovo.

Si les Autrichiens, au lieu d'attaquer le 21 *à Rivoli, eussent attaqué seulement Pastrengo, Sona et principalement Sommacampagna avec des forces supérieures, ils auraient sans doute obtenu de grands résultats, tels que la perte de presque tout le IIe corps d'armée, auquel on pou-*

vait très facilement couper sa ligne de retraite par Castelnovo et qui n'aurait pu s'échapper qu'en très petite partie par Peschiera.

. . . .

A Castelnovo, le général de Sonnaz attendit les colonnes qui se retiraient de Sona et Santa Giustina, et il les ordonna en retraite, harcelé par l'ennemi qui occupa tout de suite les hauteurs de Castelnovo.

On prit position sous Peschiera; on fit des marches pendant la nuit. Je fus chargé de placer les avant-postes de notre ligne; et comme pendant la nuit on ordonna la retraite par Peschiera sur Ponti et Monzambano, je fus chargé de mettre en route les différents corps pour empêcher toute confusion et je me retirai le dernier de Cavalcaselle.

Les soldats étaient déjà harassés de fatigue et de faim et je n'étais pas moins fatigué qu'eux. J'arrivai à Monzambano dans la matinée à l'instant où M. de Sonnaz et son état-major déjeunaient; je leur apportai la nouvelle de la construction du pont près de Salionze. Je ne pouvais manger, tellement étais-je fatigué et contrarié. Le général reçut bientôt après un second avis et il se décida enfin à monter à cheval, sans cependant prêter foi à la nouvelle qu'on lui donnait.

Accompagné par quelques officiers de son état-major, il se porta en avant vis-à-vis de Salionze; quelques pièces et quelques compagnies de bersaglieri avaient été envoyées pour empêcher la construction du pont, mais ces forces avaient été insuffisantes. Les Autrichiens marchaient déjà en colonne serrée pour franchir le pont et je le faisais remarquer au général, qui ne voulait pas encore y croire.

Le général retourna à Monzambano. Les Autrichiens, déjà sur la rive droite, lançaient une grêle de boulets contre nos troupes. Il n'y avait qu'à se porter en avant à la baïonnette avec l'avantage de la position ou à battre en retraite.

La démoralisation qui s'était emparée de nos troupes

rendait le premier parti d'une exécution très difficile. On embrassa le second. Tandis que notre quartier général et celui du général de Broglio étaient couverts de la poussière des boulets et des obus qui éclataient à nos pieds, je m'approchai du colonel Somis et je lui dis : « Mais, puisqu'il paraît qu'on va battre en retraite, faites donc avertir le régiment de Pignerol de se rapprocher de nous; autrement, il sera coupé. »

Ce régiment, fatigué par les marches des jours précédents, s'était placé dans un pré ombrageux, près d'un moulin, à côté de la grande route, au lieu de prendre position sur les hauteurs. Ce que je prévoyais arriva.

Le régiment avec une ou deux compagnies de bersaglieri et une demi-batterie ne pouvant plus nous rejoindre après le passage des Autrichiens, dut se replier avec quelque désordre sur Peschiera, et ce ne fut que le jour suivant, avec beaucoup de marches et de contremarches, qu'il leur fut possible de nous rejoindre à Volta sous les ordres de MM. Damiani et Solaroli.

Notre retraite sur Volta fut faite avec beaucoup d'ordre. Là on m'envoya placer les avant-postes, tandis que je devais étudier la position pour le cas d'attaque. Quoique très fatigué, je travaillai presque seul pendant toute la journée.

Le soir, on entendit le canon du côté de Sommacampagna. C'étaient trois brigades : Grenadiers, Aoste et Piémont qui, retirées du blocus de Mantoue, marchaient pour aider le IIe corps d'armée. Seulement le roi, induit en erreur par deux officiers d'état-major qu'on avait fait prisonniers quelques jours avant et qui firent croire au roi que le maréchal avec 40.000 *hommes s'était enfermé dans Mantoue, chose impossible, croyant que le corps qui nous avait attaqué n'était que de* 15.000 *hommes, persistait à vouloir cerner Mantoue et marchait contre toute l'armée autrichienne avec ce faible corps.*

La brigade Piémont, qui marchait à deux heures du soir pour prendre position à Sommacampagna et qui avait

rencontré une colonne autrichienne en marche sur la même position, l'avait mise en déroute en lui faisant 1.000 prisonniers.

L'élan des troupes et ce succès rassurèrent davantage Charles-Albert. Il se disposa à venger le IIe corps d'armée le lendemain.

Le combat du 24, en nous annonçant la présence de nos troupes sur la rive gauche du Mincio, releva le moral de nos troupes battues.

Le 25, le général de Sonnaz reçut avis du combat qui allait avoir lieu et l'ordre[1] d'y coopérer en attaquant Borghetto pour aider à l'attaque que la brigade Aoste allait faire sur Valeggio.

Le général répondit d'abord que ses troupes étaient trop fatiguées, ensuite, qu'il aurait cependant attaqué à cinq heures. A cinq heures, en effet, les troupes étaient disposées en deux colonnes sur la route de Borghetto. Une compagnie d'ennemis envoyée en reconnaissance fut repoussée avec élan et on allait marcher.

Comme j'avais été chargé de mettre en marche la colonne de droite avec laquelle il y avait quelques bataillons

1. L'avis et l'ordre furent portés par Louis Torelli, le futur ministre, alors attaché à l'état-major du roi... Voici ce qu'il raconte à ce propos (*Ricordi intorno alle Cinque Giornate*, p. 282 et suiv.) :

« ... Le général lut la lettre, puis il haussa les épaules et me dit sèchement : « C'est impossible. » Ensuite il ajouta : « Mes troupes sont tellement fatiguées qu'elles ne peuvent se mouvoir. »

Je restai stupéfait : mais, au bout d'un instant, je crus devoir lui répéter la recommandation urgente que je lui avais transmise de la part du roi. Il s'engagea alors un dialogue animé entre le général et moi. Aucun des nombreux officiers présents à ce colloque n'osa intervenir dans le principe et m'apporter son concours. Enfin je vis s'avancer un jeune officier blond, qui d'une voix douce, presque féminine, commença à parler dans mon sens : « S'il n'est pas possible d'attaquer à midi, eh bien, qu'on attaque à une heure, à deux heures, mais qu'on attaque. » Le général résistait toujours. Il me dit que lui seul était juge de ce qu'il était possible de faire ; mais l'intervention de ce jeune officier eut une influence décisive. Il insista. Le général resta encore un moment silencieux, puis il me dit : « Peut-être entre trois et quatre heures. » Je respirai....... et me tournai vers le jeune officier, qui seul avait deviné mes souffrances. Le jeune homme (c'était Govone que je ne connaissais pas) s'écria alors, etc., etc... (p. 282-284). »

de la brigade Savoie, en passant devant le front des compagnies détachées pour pouvoir se déployer ensuite en tirailleurs, je disais aux Savoyards : « Courage! mes amis, c'est le dernier combat. Les Autrichiens sont refoulés sur Valeggio par le roi. Nous allons leur empêcher la retraite sur la rive droite et les prendre entre deux feux. » — Je disais cela pour les encourager. Quelques officiers me répondirent : « Mais est-ce que vous savez si les Autrichiens sont battus de l'autre côté? et s'ils étaient vainqueurs? » — Que dire?.....

Je revins auprès du général de Sonnaz, pour prendre l'ordre définitif de la marche. Après quelques moments d'hésitation il envoya l'ordre aux troupes de revenir dans leurs positions. Peu de temps après il descendit de cheval pour rentrer dans le palais de Volta où il avait établi notre quartier général. Il avait à sa droite le marquis Clavesana, j'étais à sa gauche. Personne ne disait mot.

« Eh bien, mon général, lui dis-je en gravissant la pente de Volta, pourquoi avez-vous renoncé à l'attaque? Pardonnez-moi mon observation, mais quelle responsabilité avez-vous donc acceptée en n'exécutant point l'ordre d'attaquer!

« C'est moi qui suis responsable du sang de mes soldats, me répondit-il. On nous a sacrifiés, nous avons payé assez à notre devoir. Nous ne pouvons rien faire davantage. »

On rentra dans le silence, troublé seulement par le canon qui tonnait de Sommacampagna à Valeggio. On avait vu de onze heures à midi notre ligne avancer l'aile droite et se soutenir pendant toute la journée. Maintenant on voyait, par la fumée et le feu du canon, l'aile droite reculer, le feu diminuer : et on pleura pour la perte d'une nouvelle bataille.

Pendant la nuit, M. de Sonnaz ordonna la retraite sur Goito. Avec l'ordre d'attaquer Borghetto, ou après cet ordre, il avait reçu celui d'évacuer Volta. D'abord M. Torelli, lombard, plus tard ministre, et puis le duc de Dino avaient apporté ces ordres.

A peine fûmes-nous à Goito qu'on reçut les nouvelles de Custozza. Je pris une limonade avec du rhum et du pain qu'on put se procurer. C'était mon troisième repas après le 22.

Le roi et le corps battu à Custozza s'étaient à peine retirés sur Goito, que le roi, ayant compris l'importance de cette journée, avait envoyé l'ordre aux troupes de Mantoue et de Governolo de se rapprocher de Goito et que l'armée fut enfin concentrée, pour la première fois dans la campagne.

Chose étrange dans cette guerre! Notre armée n'était concentrée qu'après une suite de combats malheureux, lorsqu'elle aurait dû au contraire être éparpillée si l'ennemi avait su manœuvrer.

Mais elle n'avait plus de confiance dans ses forces. Elle n'aurait plus rien valu pour une défense passive; et si elle était capable encore de quelque chose, c'était pour une attaque.

Ici, j'ai vu ce qu'est l'initiative à la guerre. Elle double la force d'une armée.

A Goito l'armée était dans une position dangereuse, ayant sur son flanc gauche les positions de Volta, l'ennemi vainqueur en face et Mantoue à droite.

J'ignore l'intention du roi à ce moment. Mais je crois qu'il s'aperçut d'abord de la nécessité de laisser reposer et manger les troupes. Et il ne voulait point s'arrêter dans la plaine, tandis que l'ennemi aurait pu prendre position à Volta et menacer l'armée et sa ligne d'opération.

C'est, si je ne me trompe, ce qui lui dicta sa résolution d'occuper Volta. Seulement il aurait fallu le faire de suite, en renvoyant M. de Sonnaz dans la position. Si plus tard il fallait l'attaquer, il aurait dû y envoyer une force imposante; en enlevant cette position et en écrasant le corps ennemi qui l'aurait occupée, c'était un nouveau succès qui pouvait rétablir en partie nos affaires.

Le roi décida de passer en revue les troupes qui devaient marcher sur Volta. C'étaient la 3e division : Savone, Savoie, les Parmesans et deux escadrons de Novare.

Il fit perdre un temps énorme, il ne disait mot à personne : deux paroles du roi auraient fait des héros.

Les troupes en défilant crièrent des vivats *au roi et on marcha sur Volta en deux colonnes.* »

C'est par ces mots que se termine le fragment auquel nous avons emprunté les pages qui précèdent. Nous n'avons malheureusement pas pu retrouver le récit de la lutte soutenue contre l'ennemi déjà maître des hauteurs, le récit du tragique combat de nuit livré sur les flancs des collines où l'on disputa le terrain pied à pied, dans les rues et les maisons de Volta que l'on reprit et que l'on perdit à deux reprises, ni celui de la retraite sur Cerlungo, de cette douloureuse et dure retraite exécutée par des troupes manquant de vivres depuis cinq jours et n'ayant pu pendant ce temps ni dormir ni se reposer, de cette retraite qui, grâce au sang-froid des soldats et au zèle infatigable des officiers, ne dégénéra pas en déroute et s'effectua en bon ordre. Ce fut à ce moment que le lieutenant Govone gagna sa première médaille pour la valeur.

On raconte, écrit Pietro Fea [1], *que pendant la retraite sur Cerlungo, alors que le IIe corps reculait en désordre après l'attaque manquée de Volta, le général Ardingo-Trotti, celui-là même qui devait quelques années plus tard commander la division victorieuse à la Tchernaïa, admirant l'énergie et l'ardeur déployées par Govone pour maintenir l'ordre et la cohésion dans les rangs des troupes harassées de fatigue et découragées, s'écria : « Je voudrais qu'il fût mon frère ou mon fils !* »

Le beau rêve dont on avait un moment entrevu la réalisation était près de finir, de s'évanouir dans le sang, mais au moins sans laisser la moindre tache sur l'honneur de la petite armée piémontaise, compromise par l'inexpérience de ses chefs, vaincue par le nombre et le manque de

1. Pietro Fea, *Il luogotenente generale G. Govone* (*Rivista Universale*, mai 1872).

vivres, dans des combats qui, eux, du moins, ne lui avaient valu aucune humiliation, de la petite armée piémontaise désormais liée pour toujours, par le sang même qu'elle avait versé, à la cause sacrée que le roi avait embrassée, à la réalisation de la grande idée dont elle venait de prendre la défense.

*
* *

Ce fut à Parme, le 28 mars 1849, que les premières rumeurs encore vagues et confuses de la lamentable journée de Novare, de la catastrophe qui venait de détruire une armée mal organisée et mal conduite, parvinrent jusqu'à la 6e division (Alphonse La Marmora) en marche sur les Duchés.

La malencontreuse disposition qui avait éloigné cette division du champ de bataille et l'avait rendue absolument inutile n'était, en somme, que l'épilogue de la longue série de fautes politiques qui avaient marqué la préparation de cette guerre et lui avaient successivement enlevé tous les éléments susceptibles d'assurer le succès de l'entreprise.

Cette division, envoyée d'abord en Ligurie au moment où l'on caressait le projet, malheureusement abandonné, d'une intervention en Toscane, cette division qu'on n'avait pas songé à rappeler à temps alors que sa présence en Ligurie n'avait plus de raison d'être, avait été, sans motif plausible, sans but déterminé, acheminée sur les Duchés. La défaite de l'armée et les conditions de l'armistice la faisaient revenir en Piémont, invaincue et intacte, lorsqu'elle fut rejointe en route par la nouvelle des troubles de Gênes et par l'ordre qui lui confiait la douloureuse et pénible mission d'étouffer dans son germe la guerre civile, que venaient de faire éclater de pauvres égarés auxquels quelques misérables factieux avaient réussi à faire croire qu'il suffirait d'augmenter le désordre et la discorde pour ramener la victoire sous nos couleurs.

Pendant que la division se portait sur Gênes, les nouvelles prenaient de jour en jour un caractère de plus en plus inquiétant. Les troupes avaient dû sortir de la ville à la suite d'une capitulation honteuse arrachée à un général dont les facultés étaient affaiblies; la place était restée aux mains des rebelles; la flotte était loin ; on avait tout lieu de s'attendre à voir la division lombarde, exaspérée par le désastre de Novare, faire cause commune avec l'insurrection; la révolte pouvait d'un moment à l'autre prendre des dimensions si considérables, disposer de telles ressources qu'il aurait fallu un long siège pour la réduire, et que la prolongation de cet état de choses pouvait même faire redouter l'intervention de l'étranger. Jamais plus qu'en ce moment il ne fut aussi indispensable d'aller vite en besogne. La Marmora fut à la hauteur de la difficile mission qu'on lui confia.

Arrivé après une marche forcée, le 3 avril, à Pontedecimo, aussitôt après avoir fait le jour même la reconnaissance de l'Incoronata, le général, devançant comme toujours le gros de ses troupes, poussa dès le 4 avec deux compagnies de bersagliers et un escadron de cavalerie jusqu'à San Pier d'Arena. Le petit nombre de sentinelles qu'on apercevait sur les hauteurs et sur les ouvrages, le fait même que ni le 3, ni le 4, les forts n'avaient ouvert le feu contre ses soldats, l'amenèrent à croire que les forts étaient mal gardés et que, dans les premiers jours de confusion, les rebelles s'occupaient uniquement à élever des barricades dans l'intérieur de la ville. Entrevoyant la possibilité de la réussite d'un coup de main, il résolut aussitôt de tenter d'enlever par surprise l'enceinte et d'essayer de s'emparer par une attaque brusquée et immédiate du point le plus fort, de la clef même de cette enceinte.

Nous empruntons au rapport même du général La Marmora[1] les passages qui ont trait à ce fait d'armes.

1. La Marmora a développé ce rapport dans un livre : *Un episodio del Risorgimento italiano*. Nous avons cru devoir donner la préférence à son premier rapport parce qu'il est plus concis et qu'il suffit pour donner une idée du rôle joué à ce moment par le capitaine Govone.

« Je pris à ce moment la résolution de tenter un hardi coup de main. — C'était chose bien téméraire, mais le résultat en cas de succès devait être décisif et bien supérieur au dommage qu'on pouvait prévoir en cas d'échec. Le succès justifia mes espérances. Un jour de plus, et il eût été trop tard : San Pier d'Arena aurait été, sur l'ordre déjà donné par le gouvernement provisoire, hérissé de barricades, la surprise eut été à tout jamais impossible, et il aurait fallu recourir à des opérations longues et ruineuses pour les deux partis. Aussi à deux heures de l'après-midi, en plein jour, après avoir établi l'escadron de cavalerie à San Pier d'Arena, après avoir averti le syndic des dangers et des représailles auxquels il exposerait la ville au moindre acte d'hostilité commis envers nos troupes, je laissai un peloton de bersagliers au pied de la rampe qui conduit à la lunette de Belvedere afin d'assurer mes derrières, et je me portai vivement avec le reste de mes deux compagnies, clairons en tête, jusqu'à l'église de ce nom. De là j'expédiai le capitaine Govone, de l'état-major général, sommer le fort de se rendre. Accompagné par quatre bersagliers et par le lieutenant Pallavicini, il s'avança au pas de course et sans tirer un seul coup de fusil jusqu'au pont-levis. Cette marche audacieuse produisit l'effet désiré. Le pont-levis s'abaissa devant notre sommation; la garnison du fort déposa les armes et se rendit prisonnière en échange de la promesse d'avoir la vie sauve. Les quatre bersagliers étaient maîtres du fort.

Je haranguai mes hommes; je leur recommandai de respecter scrupuleusement la vie et les biens des citoyens pacifiques, mais de briser avec la plus grande vigueur toute velléité de résistance. Puis, après avoir été acclamé et reçu en libérateur par les quelques habitants de la localité, tandis que je laissai ma troupe souffler pendant quelques instants et que j'envoyai à mon chef d'état-major, à Pontedecimo, l'ordre de se mettre immédiatement en marche avec tout son monde, je dirigeai sans perdre une minute sur le fort della Crocetta le capitaine Govone,

avec un peloton de bersagliers d'avant-garde et son officier M. Ferré. La prise et la reddition du fort Belvedere avaient intimidé les défenseurs de la Crocetta qui capitulèrent aux mêmes conditions.

Le peloton d'avant-garde s'avança alors sur la Tenaglia. Cet ouvrage était fortement occupé[1]*, et sa garnison ouvrit le feu lorsque les bersagliers arrivèrent à peu de distance des murs. Le capitaine, craignant de compromettre nos avantages en laissant la fusillade s'engager, défendit à ses hommes de répondre, somma les défenseurs de la Tenaglia de cesser le feu, et ceux-ci, intimidés par son attitude résolue, promirent de se rendre si on leur accordait la vie sauve.*

Le capitaine y consentit et l'on ouvrit les grilles. Mais on ne put trouver les clefs et comme le pont-levis qui fait communiquer la Tenaglia avec l'enceinte ne pouvait toucher terre, le capitaine donna l'ordre d'apporter des échelles et des cordes grâce auxquelles douze bersagliers et l'officier Ferré escaladèrent le rempart.

Entre temps j'avais rejoint mon avant-garde, et, ne pouvant pénétrer dans l'enceinte de ce côté à cause de l'incident des clefs, je me dirigeai extérieurement aux remparts vers la porte degli Angeli.

Les fortifications de Gênes ont presque la forme d'un triangle. La base à la mer. Les deux côtés qui s'appuient à la mer, l'un à la porte Lanterna, l'autre au ravin du Bisagno ont leur sommet au Sperone et suivent deux lignes qui se rejoignent sur ce point. Plusieurs forts, la plupart extérieurs et détachés, s'élèvent le long de cette enceinte. Mais de l'Esplanade des bombes[2] *se détache à l'intérieur de la ville un contrefort allant sur San Pier d'Arena et sur lequel on rencontre une série d'ouvrages qui, à partir de la Tenaglia, s'étendent jusqu'à la Crocetta et de là jusqu'au Belvedere.*

Afin de nous permettre de pénétrer dans l'enceinte, un

1. Il y avait là 138 gardes nationaux. Dès que les bersagliers arrivèrent sur les murs, ils furent saisis, désarmés et enfermés dans les casemates.

2. Nom d'une esplanade placée derrière l'enceinte fortifiée de Gênes.

officier de bersagliers, le lieutenant Grosso Campana s'offrit volontairement pour escalader avec quelques-uns de ses hommes le bastion à l'endroit même où passent les contrebandiers. Chassant devant lui les défenseurs du rempart, il poussa jusqu'à la porte degli Angeli, et nous l'ouvrit en faisant tomber le pont-levis.

Je disposai ma troupe le long de l'enceinte et, la baïonnette au canon, je poussai au plus vite jusqu'à la batterie de San Benigno qui domine le fort della Lanterna. Les défenseurs ouvrirent alors le feu contre nous. Le tocsin sonnait dans la ville.

Ma situation ne laissait pas d'être grave. Avec moins de deux compagnies j'avais trois forts et 1 kilomètre d'enceinte à garder. Je résolus d'avoir une fois de plus recours à l'intimidation et j'envoyai le capitaine d'état-major Govone sommer la ville de se rendre.

Mon parlementaire tomba au beau milieu d'une grosse colonne d'insurgés qui montait pour m'attaquer. Sans l'intervention du marquis Pareto, il aurait été arrêté, enchaîné, gardé comme otage et peut-être même massacré.

Le capitaine put cependant s'acquitter de sa mission et communiquer ma sommation à Avezzana, dont on avait fait le général des insurgés. Les conditions qu'il devait lui offrir étaient les suivantes : Délai de vingt-quatre heures accordé aux chefs pour se sauver, reddition immédiate de la ville et des forts aux troupes du gouvernement. Les rebelles ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes des actes de sévérité auxquels je dus recourir par la suite, leur chef ayant répondu à mon parlementaire que Gênes résisterait jusqu'à la dernière extrémité.

Entre temps une partie, environ la moitié, de la colonne, avait continué à s'avancer, mais, arrivée au sommet de la rampe qui va à San Benigno, elle se trouva face à face avec un peloton de bersagliers, commandé par le lieutenant marquis Pallavicini qui la somma de rendre le parlementaire. La colonne fit halte, puis demi-tour. Le parlementaire arrivait. J'aurais voulu fondre sur ceux

qui venaient de violer les principes de la trêve. D'un seul bond, je serais probablement arrivé à ce moment jusqu'à la place du palais Doria; mais c'eût été condamner à mort mon parlementaire.

Deux colonnes d'insurgés soutenues par le tir de leur artillerie m'attaquèrent peu après en débouchant des rampes qui mènent à San Benigno et à la porte degli Angeli. La première fut repoussée. Je me portai alors vers la porte degli Angeli, où je n'avais à ce moment que 5 bersagliers, et qu'il fallait conserver à tout prix, parce que la prise de ce point par les insurgés aurait amené fatalement la perte et la destruction de mes troupes. J'encourageai les bersagliers. La position était forte, l'attaque manquait d'ensemble et je parvins à conjurer le danger.

Mais les défenseurs du Begatto, qui avaient pu se rendre compte de notre faiblesse numérique et nous compter, en sortirent pour tomber sur notre gauche. Une partie d'entre eux attaqua le Tenaglia par l'Esplanade des bombes. Nos 12 hommes répondirent à la sommation de mettre bas les armes par un feu nourri et bien dirigé. Leur chef, l'officier Ferré, fut blessé à ce moment. Une autre colonne s'avançait en longeant l'enceinte et se dirigeait vers la porte degli Angeli. Le capitaine Govone, qui avait aperçu ce mouvement, réclama le concours des quelques bersagliers du sous-lieutenant Parodi, se porta au-devant des insurgés, les chargea à la baïonnette et les délogea des maisons d'où ils faisaient pleuvoir sur nous une grêle de balles. »

Quelques instants plus tard, le général Alexandre La Marmora arriva sur les lieux. C'était là un grand renfort moral que devait suivre de près un renfort matériel, la tête de colonne de sa division qui arrivait au pas de course. Ce que l'audace d'une poignée d'hommes avait réussi à conquérir allait être désormais conservé par le nombre. Alphonse La Marmora coucha cette nuit sur les positions qu'il avait enlevées et contrebattit le feu des forts de l'est. Le 5, au matin, soutenu par le tir de son artillerie, il

lançait quatre colonnes à l'attaque du centre même de la ville.

« *Le colonel Belvedere*, lit-on encore dans le Rapport, *devait en partant de San Pier d'Arena attaquer de front la Porte Lanterna avec deux compagnies du 18ᵉ régiment.*

Moi-même, avec la 4ᵉ compagnie de bersagliers (capitaine Longoni) et un bataillon du 25ᵉ régiment, je devais descendre de San Benigno sur l'enceinte à hauteur de la Chiapella sur San Lazzaro et San Teodoro.

Le capitaine Govone, avec la 1ʳᵉ compagnie de bersagliers (capitaine Viariggi) et un bataillon du 25ᵉ régiment, avait ordre de descendre de la porte degli Angeli dans la ville.

Le général Alexandre La Marmora avec un bataillon du 24ᵉ régiment, qui prit sur les bastions la place du 25ᵉ, et la 2ᵉ compagnie de bersagliers (capitaine Canosio) devait s'étendre sur l'enceinte jusqu'au fort du Begatto et y pénétrer si faire se pouvait.

Je commençai l'attaque à cinq heures et demie. On m'opposa une assez vive résistance dans les premières maisons que j'enlevai une à une. Il était indispensable de faire un exemple et je fis fusiller le plus enragé de ceux que j'avais pris les armes à la main. J'épargnai de la sorte la vie de bien du monde et les insurgés ouvrirent aussitôt toutes les maisons. Entre temps, afin de faciliter l'attaque de front du 18ᵉ régiment, j'avais chargé quelques pelotons de bersagliers de prendre de flanc la porte Lanterna dont les défenseurs s'enfuirent par Molo Nuovo, et le colonel Belvedere put ainsi entrer en ville dans l'ordre le plus remarquable, musique en tête, et se porter sur San Lazzaro enfilé par le tir de la batterie de la Darse.

La 3ᵉ colonne, celle du capitaine Govone, opéra sa jonction avec moi à peu de distance de San Lazzaro et je chargeai le capitaine de s'emparer de San Francesco et de San Rocco qui dominent le palais Doria ainsi que des maisons encore occupées par les insurgés. Il s'acquitta de sa mission sans rencontrer grande résistance et arriva à

San Rocco que battaient les batteries des forts et de l'enceinte. Laissant sur ce point un peloton de bersagliers (sous-lieutenant Anselmi) pour couvrir ses derrières contre les sorties de la garnison du Begatto, il descendit prendre possession de la poudrière du Lagazzo et essaya de se relier avec ma colonne. Le feu très vif qui partait de San Giorgio et le manque de plan de la ville l'empêchèrent d'établir cette communication. Le sous-lieutenant Anselmi repoussa brillamment deux sorties des défenseurs du Begatto malgré les avantages que leur assurait la configuration du terrain et les obligea à lui abandonner 2 canons. Rappelé un peu plus tard par son chef, il rejoignit la colonne qui était retournée à San Rocco et dont les feux bien dirigés obligèrent les rebelles à évacuer San Giorgio. »

Le combat tirait à sa fin. Le drapeau blanc flottait sur le palais ducal. Quelques instants plus tard, le corps consulaire entamait les négociations interrompues un moment par l'attaque, contraire à toutes les règles de la guerre et du droit des gens, tentée par les rebelles massés au palais Principe et par le sanglant épisode qui en fut la conséquence. Gênes était à nous sans qu'il eût fallu verser plus de sang. Il ne restait plus qu'à débattre des points de détail au milieu des récriminations et des atermoiements des chefs du mouvement, et qu'à délivrer cette ville laborieuse et industrielle de ceux qui, abusant du patriotisme ardent et exalté des Génois, avaient attiré sur leur cité les horreurs, les maux de la guerre civile.

« *L'énergie d'Alphonse La Marmora*, écrit à ce propos Pinelli, *l'intrépidité et l'intelligence de Govone et de Pallavicini épargnèrent à la ville des dommages qui auraient pu être bien autrement sérieux*[1]. »

Quelques semaines plus tard, le capitaine Govone était à deux reprises envoyé en mission au camp français sous

1. Pinelli, *Storia militare del Piemonte*, vol. III, p. 953.

Rome. Le cœur encore saignant des blessures causées par les désastres des dernières campagnes, il allait assister en simple spectateur au douloureux épilogue de notre premier grand mouvement de résurrection nationale ; il allait voir presque sous ses yeux tomber aux pieds de ces saintes murailles nombre de ces intrépides volontaires qui avaient combattu à ses côtés, lorsqu'au printemps de 1848 un irrésistible courant d'enthousiasme enflammé et de trompeuses espérances réunirent sur les rives du Mincio les vainqueurs de Peschiera, les rebelles de Gênes et ceux qui allaient mourir sous les murs de Rome.

« *A Treviglio*[1], comme il le consignait plus tard dans ses Mémoires, dont nous ne reproduisons ici que des fragments, *notre petit corps (Bes) était suivi par un grand nombre de volontaires sous les ordres de Manara qui s'était distingué aux barricades de Milan et qui avait acquis une grande influence parmi les jeunes gens qui le suivaient. Jeune homme, qui avait quitté une épouse adorée et une fortune, brave et intelligent, il était dominé par l'idée prédominante dans ces premiers jours de succès à Milan, et il nous faisait souvent entendre le mot de république. Il devint ensuite un militaire dévoué et, après la première campagne malheureuse, voyant que l'Italie n'avait à espérer que du côté de la Maison de Savoie, il se voua entièrement à son devoir d'officier de l'armée royale. Je me souviens d'un autre jeune homme, M. de la Porta, qui était alors avec nous et qui suivit ensuite l'exemple de Manara, jusqu'à ce que la trahison de Ramorino et les malheurs de la seconde campagne qui en furent la conséquence, jetèrent le second dans Gênes et ensuite à Rome, et Manara aussi dans cette dernière ville.*

Un an après Treviglio, Manara était mort en combattant moins pour une opinion politique que pour l'honneur du nom italien et laissant un regret universel parmi ses cama-

1. D'après le texte original en français.



rades, tandis que j'assistais du camp français au siège qui devait l'enlever à son épouse. Et le jeune de la Porta était d'abord dans Gênes insurgée, que j'allais sommer de se rendre, et peut-être parmi les rebelles que je chargeai à la baïonnette et ensuite à Rome où je le rencontrai et lui serrai la main, pour la dernière fois, car il fut tué quelques mois après, à Pavie, dans un duel avec un officier autrichien. »

CHAPITRE II

SILISTRIE

Presque dès le lendemain de ces deux campagnes désastreuses, qui n'avaient pu ni le décourager ni affaiblir sa foi et ses espérances, le Piémont se mit virilement à travailler à l'œuvre dont il poursuivait la réalisation.

« *Une paix achetée au prix du déshonneur*, écrivait de Berlin le capitaine Govone[1] à propos de l'humiliation d'Olmütz, *loin d'arrêter la révolution, en hâte au contraire l'explosion, et nous savons combien grand est l'élan que donne même une défaite.* »

Le vif désir, la soif du mieux, nés de défaites qui n'avaient rien que d'honorable, donnaient d'une part, en dépit des erreurs et des excès, une force surnaturelle aux libertés constitutionnelles qui venaient d'éclore et rendaient d'autre part indispensables la reconstitution, sur des bases absolument nouvelles, la transformation complète des forces militaires qu'il nous fallait préparer en vue de la prochaine lutte. Pendant que La Marmora consacrait toutes les forces de sa volonté, toutes les ressources de sa belle intelligence à la réoganisation de notre armée, il envoyait quelques officiers d'élite étudier sur place, en vue des réformes qu'il méditait, les règlements des armées étrangères et perfectionner

1. Extrait d'une lettre de Govone au major Petitti, Berlin, 10 octobre 1850.

de cette façon les connaissances qu'ils avaient déjà acquises.

Attaché à cet effet aux légations, d'abord de Vienne, puis de Berlin, le capitaine Govone quittait le Piémont vers la fin de l'année 1849, chargé d'apporter à la reconstitution, à la renaissance militaire de son pays la riche contribution des enseignements qu'il allait recueillir au dehors et des nombreux et intéressants rapports [1] qu'il adressa alors au Ministère et dans lesquels il étudia avec un soin minutieux les règlements et les réformes militaires des différents états de l'Allemagne ainsi que les armements faits en vue de la guerre du Holstein.

Cette guerre, qui fit craindre pendant un moment un conflit armé entre la Prusse et l'Autriche, lui donna un instant l'espoir de voir de grandes armées opérer sous ses yeux.

« *Je vais, à toute éventualité, me faire envoyer mes uniformes*, écrivait-il [2]. *En cas de guerre je me garderai bien de m'éloigner et me ferai accepter ici comme volontaire ou comme simple spectateur, si Votre Excellence veut bien me le permettre. Mais, si on devait réellement en venir à la guerre, je crois que ce serait une bonne occasion pour en faire profiter la moitié de l'armée piémontaise.* »

Les espérances de Govone ne devaient pas se réaliser cette fois. La reculade de la Prusse assura le maintien de la paix ; mais la fortune allait bientôt lui offrir une autre compensation.

1. Le colonel Petitti s'exprimait en ces termes sur ces rapports, qui existent aux Archives de l'état-major, dans une note en date de Kadi-Koi, 12 février 1855 :

« *En dehors des missions qu'il remplit en campagne et dont il est question plus loin, le capitaine Govone a été attaché en 1849 et 1850 aux légations de Vienne et de Berlin afin de tenir le gouvernement au courant des mouvements, réformes et modifications militaires qui se faisaient dans ces armées. Il adressa alors des rapports d'un haut intérêt, rédigés avec un rare talent et dans lesquels il consigna tout ce qui avait trait à l'administration et aux services les plus essentiels de ces armées. Il connaît de plus à merveille l'organisation des armées russe, turque et française.* »

2. Lettre de Berlin, 10 décembre 1850.

« *Tout en gardant le Danube ne perdez pas de vue le Tessin*[1] », écrivait en juin 1853 le général La Marmora au capitaine Govone, en réponse à ses nombreux rapports sur les effectifs, les formations et les opérations probables des Turcs et des Russes à la veille d'une guerre qui lui paraissait inévitable et imminente. Mais tout était calme de l'autre côté du Tessin et c'était vers le Danube que se trouvaient attirés par une force irrésistible les regards du capitaine, qui répondait à son tour : « *J'ai déjà songé cent fois aux batailles qui se livreront et à certaines manœuvres qu'Omer-Pacha devrait exécuter contre les Russes.....* » Et il demandait avec une insistance fébrile à être attaché à un des états-majors sur le théâtre de la guerre. On l'autorisa finalement à s'y rendre en lui accordant un congé, mais sans lui confier une mission officielle. Vers la fin de juillet, il partait pour Constantinople où, sans espoir de réussir, on faisait encore les derniers efforts afin de prévenir ou tout au moins d'éloigner la catastrophe, et peu de temps après il se mettait en route pour le quartier général de Schoumla.

C'était dans le vaste camp retranché de Schoumla, quartier général d'Omer-Pacha, qu'on avait réuni le gros des forces turques destinées à défendre les frontières européennes de l'Empire[2]. C'était là que le regard scrutateur des officiers des différentes puissances, le regard de ces juges prévenus, et pour la plupart peu bienveillants, allait passer en revue, puis juger, au cours des opérations, la nouvelle armée qu'après les rudes épreuves de la cam-

1. Le capitaine Govone, alors chef d'état-major à Novare, était, en raison même de ses fonctions et de sa résidence, chargé de surveiller les armements et les mouvements des Autrichiens de l'autre côté de la frontière.

2. Ce chapitre et une partie du chapitre suivant sont extraits de la correspondance du capitaine Govone avec le général La Marmora (environ 80 longues lettres et 77 fascicules de rapports) et avec le colonel Pettiti, correspondance qui, à elle seule, formerait plus d'un volume et à l'aide de laquelle le capitaine Govone se proposait d'écrire plus tard l'histoire de cette guerre.

La plupart des minutes ont été collationnées avec les originaux.

pagne de 1828 la Turquie allait mettre en ligne, armée de transition, sortie des débris des janissaires, pliée par la force aux règlements des armées européennes et imbue de principes et de règles dont elle ne s'était pas assimilée l'esprit. Le soldat de l'armée régulière, excellent, sobre, courageux, solide, mais essentiellement passif, devait se charger de modifier bien vite l'opinion assez défavorable qu'on s'était faite en Europe de la valeur de l'armée turque. Mais dans cette singulière société orientale, au milieu du chaos qui y règne, dans cette société où la corruption et le favoritisme dominent en maîtres, on n'avait pu trouver des officiers dignes de commander à de pareils soldats. Les officiers turcs manquaient, pour la plupart, d'instruction, de connaissances et de prestige, et leur apathie toute orientale devait, au cours de la campagne, contraster singulièrement avec l'énergie et l'activité intelligente des quelques Européens qui combattirent à côté d'eux en même temps que fournir l'explication bien naturelle de l'autorité que surent acquérir, de l'influence qu'exercèrent dans les conseils et sur les opérations quelques-uns de ces auxiliaires improvisés.

Le séraskier Omer-Pacha, Croate d'origine, dur à la fatigue, doué d'une rare valeur personnelle, possédant au plus haut degré toutes les qualités militaires jointes à un remarquable coup d'œil, augmenté encore par une sorte d'intuition instinctive des conceptions stratégiques, adoré de ses troupes, était le commandant en chef de cette armée. Mal secondé, obligé de faire tout par lui-même, habitué à faire mouvoir des corps peu considérables sur des théâtres de guerre restreints, avide de gloire, ne voulant partager avec qui que ce soit ni cette gloire, ni les fatigues, ni les dangers, se sentant d'ailleurs, tant par instinct que par habitude, plus apte à conduire de petites opérations, le général en chef semblait devoir préférer les coups de main, les escarmouches, aux entreprises de plus grande envergure. Et en effet, la nature des dispositions qu'on avait prises dès le principe, la quantité de fortifi-

cations qu'on avait élevées, la dissémination des troupes tout le long du Danube, tout semblait indiquer qu'on se préparait à une guerre défensive, à des opérations fractionnées par secteur.

Telle était la situation que décrivait dans ses lettres le capitaine Govone, situation militaire qui ne répondait guère à ses idées d'offensive et à l'emploi des masses concentrées en vue d'opérations sagement préparées, vigoureusement conduites et décisives. Aussi, dès les premiers jours, son caractère qui le poussait à l'action, la sympathie qu'il avait vouée à la cause des Turcs, qui devait être à ses yeux la cause de l'Europe, cette sympathie qu'augmentait encore le fait qu'il ne pouvait pardonner à la Russie d'avoir assuré en 1849 le salut de l'Autriche et de la réaction, l'amenèrent-ils à se départir de son rôle, de son attitude de simple spectateur.

« *Si l'on agissait toujours avec les masses*, écrivait-il le 5 septembre 1853 au général La Marmora, *on pourrait, grâce à un concours de circonstances favorables, faire quelque chose. Mais la quantité des ouvrages fortifiés et l'éparpillement des forces me font croire que l'on préfère une guerre de partisans aux grandes opérations. Omer-Pacha m'a parlé de ses projets..... Au cours des visites que j'ai faites au Séraskier j'ai, à plusieurs reprises, insisté, par voie d'insinuations, sur l'extension qu'il y aurait lieu de donner au service d'espionnage afin de se procurer des renseignements précis, surtout sur les mouvements des équipages de pont, sur les avantages qu'il y aurait pour lui, à la veille de l'ouverture des hostilités, à abandonner les fortifications élevées sur cette immense ligne et à concentrer toutes ses forces. Mais le Séraskier ne pouvant deviner et pénétrer les projets de son adversaire veut au contraire pouvoir parer à toute éventualité. Si cela continue ainsi, je crois qu'après quelques petits combats partiels les Russes pourront se porter droit sur la place.* »

Et le même jour il écrivait encore au baron Tecco, ministre d'Italie à Constantinople : « *Si le général en chef*

pouvait exécuter à temps ses concentrations, je dirai même, s'il se décidait à concentrer toute son armée pour se jeter sur le corps russe qui passera le fleuve sur le point le plus voisin du centre de la ligne, il pourrait remporter un avantage décisif. »

Il ne s'agissait d'ailleurs encore que de projets vagues; la guerre n'était pas encore certaine, et, si Omer-Pacha était pour sa part convaincu que la paix équivalait au suicide moral de la Turquie, on n'en continua pas moins, pendant longtemps encore, d'inutiles et stériles négociations diplomatiques.

L'attente donnait à Govone le temps d'étudier plus attentivement, pendant les manœuvres et les travaux du camp, la valeur et le caractère des troupes turques et de parvenir à les mieux connaître, de visiter et de décrire le pittoresque quartier général de Schoumla où l'on voyait apparaître, au milieu des soldats tirés de tous les coins de la Turquie, les officiers et les personnages de tous pays qui continuèrent à s'y montrer de temps à autre, même pendant le cours de la campagne, les commissaires militaires des différentes puissances — le duc de Nemours — le maréchal Prim, qui, avec sa petite armée de brillants aides de camp, suivit même les premières opérations — des officiers autrichiens à l'attitude équivoque — des Anglais déjà tout disposés à prêter un appui effectif à la Turquie — enfin des aventuriers de toute race et de tout pays et les *dilettanti* des guerres de Hongrie et de Pologne, qui, s'ils apportaient le concours de leur courage personnel, étaient loin en revanche de donner l'exemple de la discipline et de rehausser le prestige et la valeur du commandement.

Enfin, le 7 octobre, on donna lecture aux soldats de la proclamation impériale et on leur fit prêter serment. Le même jour, on envoyait au prince Gortchakoff la sommation d'évacuer les Principautés. La réponse fut aussi laconique que prompte : « Il n'avait pas d'ordres du tzar à cet effet. » — Après vingt jours employés à compléter les

travaux défensifs, on commença la démonstration offensive rendue indispensable par la sommation et, le 27 octobre, les Turcs se mirent en marche vers le Danube.

Le passage du Danube s'exécuta à peu près au même moment sur différents points fort éloignés les uns des autres. A Totorkan, où s'installait le quartier général, il commença, le 31 octobre, sous la protection d'un épais brouillard et sans opposition de la part des Russes. Le lendemain seulement, la nouvelle leur en fut donnée par quelques-uns de leurs petits postes, qui se replièrent. Des opérations semblables s'exécutèrent à Silistrie, Roustchouk et Widdin. Les Russes ne donnaient pas signe de vie et on manquait absolument de renseignements. Ce fut seulement le 4 novembre, que, débouchant d'Oltenitza, ils se décidèrent à attaquer, mais trop tard, les retranchements que les Turcs avaient élevés en face de Totorkan. Sans procéder à une reconnaissance préalable de la position, sans se faire précéder par des éclaireurs, après un court combat d'artillerie, ils lancèrent hardiment leur infanterie en avant, sonnant la charge et marchant en colonne serrée, contre des retranchements déjà presque entièrement achevés, contre des batteries dont le tir faisait d'horribles ravages dans leurs rangs. Ils arrivèrent ainsi presque jusqu'au fossé (la première de leurs trois colonnes poussa même jusqu'à 60 pas des ouvrages). Décimés par le feu, repoussés par les Turcs, ils se replièrent dans l'ordre le plus parfait et firent halte à la voix de leurs officiers, qui les arrêtèrent dès qu'ils furent hors de portée.

Après cette attaque dans laquelle ils avaient fait preuve à la fois d'un admirable courage et d'une ignorance complète des principes de la guerre, les Russes restèrent de nouveau absolument immobiles, tandis que, de leur côté, les Turcs quittaient les tranchées qu'ils venaient à peine d'établir, désarmaient leurs ouvrages, repliaient leur pont, repassaient le Danube et évacuaient au même moment les points qu'ils avaient occupés vis-à-vis de Silistrie et de Roustchouk. Ils ne conservèrent sur la rive

gauche du Danube, peut-être à titre de symbole de l'occupation de la Valachie, que l'ouvrage de Kalafat, en face de Widdin, à l'extrême gauche de leurs lignes et de leur territoire. Puis les troupes prirent leurs quartiers d'hiver et on cessa les opérations qui, commencées trop tardivement, semblèrent n'avoir été qu'une espèce de défi jeté aux Russes et que ceux-ci n'avaient pas relevé.

La campagne semblait être finie pour cette année et le capitaine Govone se disposait déjà à retourner dans sa patrie. Après avoir suivi les premiers mouvements des Turcs et assisté au combat d'Oltenitza, il avait profité de l'inaction des deux adversaires pour parcourir le théâtre des opérations futures, pour visiter et relever pour le Ministre et pour Omer-Pacha toutes les places turques de Danube, à l'exception de Widdin dont il était séparé par une trop grande distance. Ces travaux achevés, rappelé par le Ministère qui lui laissait, il est vrai, un certain délai pour rentrer, parce qu'il avait été compromis et mis en évidence par les indiscrétions auxquelles on s'était livré sur un compte, il avait déjà fait tous ses préparatifs de départ, lorsque, se rendant, le 19 décembre, auprès du maréchal pour prendre congé de lui, il apprit les graves nouvelles qu'Omer-Pacha venait de recevoir dans la nuit : 25.000 Russes avaient quitté Bucharest et étaient depuis quatre jours en marche sur Kalafat. Le Séraskier, confiant dans la solidité de retranchements qu'il ne connaissait pas, semblait sûr de la victoire. Il comptait si fort sur un grand succès qu'il conseilla au capitaine sarde et à trois Anglais qui étaient avec lui de se rendre à Kalafat :

« *J'ai lu et relu la lettre de Votre Excellence* (*la lettre de rappel*), écrivait, le jour même, le capitaine Govone au Ministre... *Si je pouvais faire ce qu'on faisait aux temps de la Grèce antique, je serais parti, et à mon retour je vous aurais demandé : « Dans de semblables circonstances, un officier Sarde devait-il aller à Widdin? » Et vous, Monsieur le Ministre, vous me diriez peut-être : oui, tandis*

que moi, de mon côté, je pourrais à mon tour ajouter : « Eh bien, j'y ai été ? » Mais aujourd'hui avec le télégraphe et les vapeurs, les communications sont trop rapides, et force est de dire les choses avant de les faire, c'est pour cela, Monsieur le Ministre, que j'ose vous écrire pour vous dire qu'en raison du caractère exceptionnel de la situation je n'ai pas cru pouvoir perdre un instant et que j'ai fait route avec mes trois Anglais. Si j'ai commis une faute, Monsieur le Ministre, vous m'infligerez trois mois d'arrêts de rigueur. »

A Kalafat, la garnison avec un fatalisme tout oriental attendit tranquillement l'attaque derrière ses retranchements, bien différents de l'idée que le Séraskier s'en faisait. Trop faibles pour pouvoir, grâce à leur relief et à leurs feux, jeter le désordre dans les rangs des colonnes d'attaque, répartis sur une énorme étendue de terrain, il aurait fallu, pour pouvoir les défendre, des forces bien autrement considérables que les troupes qu'on dut disséminer pour les garnir même incomplètement, et pour les armer convenablement, une artillerie bien autrement nombreuse que les 80 bouches à feu qu'on y avait placées. Ouverts du côté du fleuve, rien n'empêchait de les tourner et de les prendre à revers. En un mot, l'ensemble des ouvrages était hors d'état de résister à une attaque résolument conduite, et cependant la chute de Kalafat aurait fatalement entraîné la perte de tout le corps turc qui s'y trouvait et dont la retraite aurait été dans ce cas absolument impossible.

Après avoir hésité quelque peu devant un acte qui, de simple spectateur qu'il devait être, le faisait intervenir dans les événements qui se préparaient, le capitaine Govone résolut, le 31 décembre au soir, d'expédier de Widdin, un courrier confidentiel au maréchal, de le renseigner sur l'état de la place, et les dangers de la situation, et de lui signaler les travaux qu'il était indispensable d'exécuter pour mettre les ouvrages en état de résister. Enfin, non content de ces considérations, il n'hésita pas à suggérer à Omer-Pacha l'idée d'abandonner la place et de prévenir

les Russes en prenant l'initiative de l'attaque : « *Si Votre Altesse était sur les lieux, elle se déciderait probablement à attaquer l'avant-garde ennemie pendant sa marche, en sortant des retranchements, soit pour pousser en avant, soit pour se retirer ensuite dans les îles ou dans le delta du Danube selon les circonstances, plutôt que d'attendre dans cet immense camp l'attaque de toutes les forces russes... Aujourd'hui on a entendu le canon aux avant-postes. Malgré cela S. Exc. Achmed-Pacha pense que les Russes ne seront pas en mesure de l'attaquer avant huit jours. C'est pour cette raison que j'ai osé écrire à Votre Altesse*[1]. »

Cette lettre, communiquée d'abord au gouverneur de Kalafat, fut reçue favorablement par Omer-Pacha. Le Séraskier ne pouvant se rendre sur les lieux, parce qu'il était malade en ce moment, ne se décida cependant pas à abandonner la place parce que, d'après les renseignements qu'il avait reçus dans l'intervalle, on lui affirmait que les Russes ne portaient pas contre Kalafat un corps aussi nombreux que celui dont on lui avait annoncé la marche. Il se borna à envoyer l'ordre formel et immédiat de renforcer au plus vite les travaux déjà exécutés, d'établir de nouveaux retranchements et de couvrir par de nouveaux ouvrages la face tournée vers le fleuve. Enfin il expédia des renforts à Kalafat et détourna l'attention de son adversaire à l'aide de démonstrations exécutées sur d'autres points.

Malgré cela le temps aurait fait défaut. Mais, le 6 janvier, sans en prévenir les officiers européens, Achmed et Ismaïl-Pacha se portèrent en avant, attaquèrent les avant-postes russes et livrèrent le combat indécis, mais acharné et sanglant, de Czetate. Les Turcs en firent une grande victoire parce qu'ils détruisirent presque entièrement l'avant-garde ennemie, et les Russes le considérèrent comme un succès parce que leur ténacité leur avait permis de rester maîtres d'une redoute.

1. Lettre de Widdin, 31 décembre 1853.

Mais ils durent renoncer à se porter en avant et, le 19 janvier, lorsque le prince Gortchakoff vint reconnaître les positions et les ouvrages renforcés par ordre d'Omer-Pacha, il acquit la conviction qu'on ne pourrait s'en rendre maître que par un siège en règle. Kalafat était sauvé. Pendant le temps qu'ils durent employer pour faire les préparatifs indispensables, les Russes reçurent la nouvelle de l'insuccès de la mission d'Orloff à Vienne et de l'attitude prise par l'Autriche. Vers la mi-février, ils abandonnèrent l'idée d'opérer contre Kalafat.

« *Tout danger a disparu pour Kalafat*, écrivait le capitaine Govone, le 25 février 1854. *Les Turcs, par suite de l'insuffisance des renseignements, ont laissé passer en octobre l'occasion de gagner une campagne. Les Russes ont commis pour la même raison la même faute en ne se portant pas sur Kalafat au moment où, s'ils avaient réellement disposé de* 25.000 *hommes, ils auraient infailliblement enlevé cette place*[1]. »

Deux jours après le combat de Czetate, le capitaine Govone quittait le théâtre de la guerre pour retourner à Constantinople. Il emportait avec lui la conviction qu'on avait laissé échapper l'occasion de frapper des coups décisifs. A Constantinople, où l'action diplomatique continuait à se dérouler, il allait trouver tout autant de confusion et d'indécision. Malgré les petits succès que les Turcs avaient remportés en Europe et en Asie, l'issue de la lutte était désormais certaine et l'intervention des puissances s'imposait à bref délai. Constantinople allait devenir le centre des négociations et le théâtre d'événements d'importance capitale.

Le jour même où le capitaine Govone se disposait à s'embarquer, il reçut du Ministre une lettre qui lui par-

1. On avait fait courir à Constantinople des bruits fort exagérés sur les événements dont il vient d'être question. On y disait par exemple que le capitaine Govone avait dirigé le combat de Czetate auquel il n'assista pas. Sa lettre au Ministre prouve que son rôle fut plus modeste.

vint juste à temps pour l'arrêter et pour lui permettre d'assister aux préliminaires de la grande guerre que les puissances occidentales allaient faire à la Russie et de mettre au service de la cause commune les connaissances spéciales qu'il avait acquises pendant les six mois qu'il avait passés auprès d'Omer-Pacha.

Quelques emprunts faits à sa correspondance avec le Ministre donneront d'ailleurs une idée de la situation :

« **Constantinople, 15 février 1854...** *Vous pouvez vous représenter la sensation que j'ai éprouvée lors de la réception de votre lettre, alors que je me réjouissais déjà de rentrer dans un pays civilisé. Le retard apporté à l'autorisation que j'avais sollicitée a été la cause de mon départ de l'armée. Heureusement, il n'y a pas eu d'engagement sérieux, et je n'ai rien perdu. De plus, à quelque chose malheur est bon : en me rendant à Constantinople, j'ai pu ramasser quelques renseignements, me mettre au courant de la marche des choses et compléter ainsi le tableau que je vous envoie...*

... Le ministre de la Guerre Riza Pacha a, à plusieurs reprises, insisté pour que je lui donne un rapport sur l'armée de Bulgarie. J'ai craint en le faisant de contrevenir à vos instructions.

Lord Strathford m'a demandé des renseignements, m'a invité à un dîner diplomatique et m'a entretenu de questions militaires. Il aurait besoin d'avoir deux ou trois officiers auprès de lui. On a voulu intriguer auprès de notre légation pour me faire rester à l'armée : j'ai dit que c'était impossible.

Omer-Pacha m'a offert de prendre du service chez lui. Je ne le pouvais pas.

Vous voyez, Monsieur le Ministre, que je vous dis tout franchement et sans réticence et que la fortune me poursuit...

Les Turcs, je parle du peuple, sont de braves gens; mais l'immoralité de l'administration et le manque de patriotisme des grands empêcheront, j'en ai peur, le pauvre Empire

de se remettre sur pied. Ainsi, par exemple, Méhémet-Ali, en quittant le Ministère, a emporté les plans des places et de Kalafat et a refusé de les remettre à son successeur.

Je resterai encore quelque temps à Constantinople. Il y a ici de quoi travailler et l'occupation ne me manquera pas.

Constantinople, 25 février 1854... *A l'heure qu'il est, nous attendons ici des nouvelles politiques de l'Occident. Il s'agit de savoir si réellement les Français et les Anglais vont envoyer des secours à l'armée de terre. Mais quand ils arriveront, s'ils viennent, il y aura, comme il est aisé de le prévoir, de grosses difficultés provenant des questions d'amour-propre national et de commandement, et la coalition, au lieu d'être forte comme trois, sera seulement forte comme deux. Sans cela, avec* 40.000 *hommes de troupes étrangères en Bulgarie on pourrait prendre l'offensive avec la certitude d'avantages décisifs...*

Constantinople, 7 mars 1854... *Je suis toujours à Constantinople. Le temps est mauvais en Bulgarie, et, avant d'y aller, je veux savoir comment se tranchera la question des troupes étrangèrès. Il est évident que si l'on fait vite et bien, on peut trancher aisément le nœud gordien. Mais à en juger d'après ce que je vois et d'après l'histoire, je suis loin de croire, comme le pensent les futurs alliés, qu'il leur suffira de dire qu'ils vont s'en mêler, pour qu'il n'y ait plus de doute quant au résultat. Il s'en faut que cela soit suffisant.*

Je fais quelques visites à l'ambassadeur anglais, et, au cours de nos conversations, je lui ai dit qu'il fallait combattre côte à côte avec l'armée turque, sous peine de s'exposer à des revers. Unité d'action et de direction, sinon inutile d'intervenir avec des troupes de débarquement.

... Lord Redcliff n'en revient pas qu'on ait osé lui dire des choses pareilles; mais il pense qu'il sera difficile de réaliser l'unité de direction parce qu'il faudrait pour cela trouver un homme qui soit à la fois un politique et un militaire, et de plus le faire accepter par les deux partis. Du

reste, comme on ne pourrait pas jouer le premier rôle en faisant bien marcher les affaires, on aime mieux qu'elles aillent mal.

Ces Messieurs sont des hommes comme les autres : ils ressemblent aux médecins en consultation. Si le Français dit blanc, l'Anglais répond noir. Jusqu'à présent on est loin d'être d'accord, lord Redcliff étant habitué à agir ici en despote. L'entente n'est guère meilleure entre les amiraux et les ambassadeurs ; cela promet pour l'avenir. Vrai, cela fait peine de voir le monde conduit ainsi !

L'Autriche tergiverse toujours... Le prince Gortchakoff sait son métier. Avec peu de troupes il a jusqu'ici réussi à alarmer toute l'Europe... Ces pauvres Turcs n'ont qu'Omer-Pacha et de braves soldats...

Constantinople, 9 mars 1854... *Le gouvernement anglais en envoyant les troupes en Orient n'a arrêté aucun plan de campagne, mais il penche de préférence en faveur d'une attitude défensive : il a déclaré qu'il s'en remettrait entièrement aux rapports qu'il recevrait de la commission du général Burgoyne.*

Pour le moment, le général opine pour une défensive absolue. Son rapport déjà fait et dont je connais la substance se prononcera en faveur d'un débarquement des troupes de secours en arrière des Balkans, sur les rives de la mer de Marmara. Il laisse par conséquent les deux armées belligérantes trancher la question en Bulgarie et veut se contenter de rester en réserve pour fermer le passage des montagnes et couvrir la capitale. Le général Burgoyne est vieux. Il a plus de soixante-dix ans et cela suffit pour expliquer sa manière de voir. Elle se comprend encore mieux si l'on songe qu'il a élucubré ce plan sans connaître les éléments du problème. Ni lui, ni les autres ne connaissent exactement l'état des armées turque et russe.

Il y a un mois, j'ai fait tenir par voie indirecte à l'ambassade anglaise les états de ces deux armées que je vous ai déjà transmis, mon Général, et j'ai insisté sur l'organisation



immédiate d'un service de renseignements dans les Principautés. Que cela coûte 100.000, 150.000 *francs même, ce sera un sacrifice insignifiant en comparaison de ceux qu'il faudra faire, comme vous le verrez... Je leur ai encore dit que ces renseignements influeront sur leurs plans de campagne et leur vaudront des victoires... On m'a demandé un sommaire des questions à poser. Je l'ai rédigé, mais comme on n'est autorisé à faire que peu de dépenses et cela par la voie de Vienne, la chose ne donnera pas les résultats qu'on devrait en attendre.*

L'heure de la justice a sonné. Le général Burgoyne tient surtout pour la défensive parce qu'il ne compte pas sur l'armée turque, parce que, comme certains autres du reste, il ne veut pas se rendre compte de la force réelle de l'armée russe et que, comme eux, il croit que, si la Russie n'a jeté dans les Principautés que les troupes indispensables pour retenir devant elles l'armée turque pendant l'hiver, elle a en revanche des réserves colossales en Bessarabie, des centaines et des centaines de mille hommes, tout prêts à se porter en avant au printemps.

Les choses en étaient là lorsque j'eus un entretien avec un certain major Dickson, du génie, qui fait partie de l'état-major du général lord Raglan, qu'on avait envoyé en avant pour se rendre auprès du général Burgoyne. Il entra d'autant plus complètement dans mes vues, dans l'idée de l'offensive telle que je l'avais exposée dans le fascicule 24[1], *qu'un autre capitaine anglais, Simmonds, un vieil ami à moi, avait eu la même idée et avait insisté dans ce sens auprès de lord Redcliff.*

Grâce à l'intervention de Dickson, j'ai eu hier une conférence avec le général Burgoyne et j'ai fortement battu le fer. Il ne faisait que redire : « Oui, mais n'y aura-t-il pas des réserves derrière les 120.000 *hommes de Gortchakoff? »*

Alors j'ai été voir Simmonds. Je lui ai donné les posi-

1. Ce fascicule 24 est consacré à un projet d'opérations nettement offensives de toutes les forces réunies contre l'armée russe en Roumanie et à une attaque qui aurait dû se faire par Kustendje.

tions des troupes russes et turques sur le Danube et nous les avons portées en couleur sur la carte afin que la chose fût plus apparente. Puis, je lui ai montré sur la carte d'Europe l'emplacement des différents corps d'armée russe en temps de paix et je lui ai fait voir ainsi comment s'est exécutée la dislocation à laquelle on a procédé pour concentrer les IIIe, IVe et V^e^ corps sur le Bas-Danube et aussi comment, pour avoir d'autres forces, il sera nécessaire de faire venir le VIe corps de Moscou et les Ier et IIe de Pologne, opération qui ne peut se faire en secret, et qui, de plus, prendra tant de temps que les troupes ne pourraient entrer en ligne avant la moitié de la prochaine campagne, c'est-à-dire en juillet ou août.

Simmonds a emporté ces cartes chez le général Burgoyne avec lequel il a eu un entretien de deux heures. Le général ne voulait, dans le principe, entendre parler de rien de tout cela, mais il s'est laissé amadouer petit à petit, et enfin il lui a dit que si tout ce qu'il lui exposait était vrai, ce qui lui paraissait du reste probable, dans ce cas alors, le plan offensif était excellent.

Simmonds a beaucoup de talent, de tact, de prudence. Il est l'ami de quelques-uns des ministres. Il compte faire une course rapide à Londres pour frapper le dernier coup... Il m'a dit que les généraux anglais sont loin d'exercer une influence illimité sur le Ministère...

Constantinople, 15 mars 1854... *Les choses marchent bien et à grands pas. Le général Burgoyne est parti d'ici pour Schoumla, hésitant, ébranlé et à moitié convaincu. Lord Strathford, quoique très réservé et mystérieux, a laissé entrevoir que le projet avait mûri et Simmonds, qui a eu plusieurs conférences avec lui pendant les trois ou quatre derniers jours, dit qu'il y a tout lieu de croire qu'on a déjà écrit à Londres à ce propos... Avant de causer avec moi, Simmonds était partisan d'un passage à Galatz. Maintenant il accepte mon fascicule 24. Il a soutenu à l'ambassadeur que c'est là le seul moyen de frapper un*

coup décisif, de prévenir l'arrivée des réserves russes, de forcer ou tout au moins de prolonger la neutralité de l'Autriche, enfin d'éviter le danger de faire battre successivement d'abord l'armée turque, et puis celle des alliés...

L'ambassadeur paraît convaincu. Mais il y a tant de difficultés... que je n'ose encore me laisser aller à nos espérances.

Enfin lord Redcliff, qui aussitôt après les premiers rapports envoyait des officiers en reconnaissance en Roumélie et à Andrinople, fera peut-être partir après-demain vendredi Simmonds, que j'accompagnerai sur le Caradoc *à Kustendje, afin de reconnaître le pays, les bords de la mer et le cours du Danube.* »

Constantinople, 19 mars 1854...

« Mon cher Colonel (Petitti),

Les événements, s'il faut en croire les dernières nouvelles, se précipitent. On s'attend à voir les Russes passer le Danube ces jours-ci. La chose est probable. Une fois commencée, la crue du fleuve ne cesse qu'à la mi-avril et souvent à la fin de mai. Les Russes auraient probablement attendu cette époque, mais s'ils veulent frapper un coup avant l'arrivée des troupes étrangères, ce sera un coup de maître... Je pars aujourd'hui pour Schoumla sur le vapeur de guerre, le Caradoc... *Les troupes sont postées à peu près comme au temps des quartiers d'hiver, un quart environ dans les places de la Dobroudja, un peu plus d'un quart à Kalafat, le reste au centre et dans les places... Si Omer-Pacha n'a pas pris des mesures, les troupes de la Dobroudja peuvent être compromises... Et c'est ce que j'ai toujours redouté...* »

Les événements se pressaient en effet ; la guerre s'allumait de nouveau sur le Danube et commençait mal pour les Turcs qui, déjà affaiblis par les privations et par les pertes sensibles qu'ils avaient éprouvées pendant l'hiver, s'étaient laissé surprendre avant d'avoir pu se concentrer.

Pendant qu'on répandait habilement dans les camps turcs la fausse nouvelle d'un passage à Roustchouk et que par de simples démonstrations on attirait le gros des forces vers le cours moyen du Danube, le vrai passage s'exécutait sur un autre point. Le jour même où le capitaine Govone rejoignit le Séraskier (25 mars), celui-ci envoyait, deux jours trop tard, ses ordres de concentration. Le 23 mars, les Russes avaient traversé le Bas-Danube et s'avançaient victorieusement dans la Dobroudja, chassant les Turcs devant eux.

Le mal était heureusement partiel et réparable. Les Turcs se retirèrent sans laisser des corps entiers aux mains des Russes qui suspendirent inopinément leur marche au lieu d'accentuer leur poursuite, de pousser vivement leur offensive, satisfaits peut-être d'avoir pris position sur ce point, afin de pouvoir commencer ailleurs d'autres opérations plus décisives. Un voile épais de mystère et de silence couvrit à nouveau les mouvements et les projets des Russes. On n'avait pas su organiser le service des renseignements et le manque de nouvelles obligea une fois de plus Omer-Pacha à des mouvements hésitants et incertains, à des opérations confuses et mal dirigées. Peu à peu le voile se déchira, on découvrit petit à petit les projets des Russes. — Mais ce fut seulement vers la mi-mai que des indices désormais certains révélèrent leur objectif réel et firent retentir l'Europe entière du nom de la place à laquelle allait revenir l'honneur de sauver le trône des Califes et de donner aux troupes étrangères le temps d'arriver.

*
* *

Silistrie, située dans une plaine basse, dans l'une des dépressions qui, partant du haut plateau bulgare, aboutit aux rives du Danube, dominée à mi-portée de canon par les derniers contreforts de ce haut plateau, construite sur un point qui ne possède naturellement aucune valeur

défensive; Silistrie, qu'on avait cru malgré cela inutile de renforcer à l'aide des moyens dont dispose la fortification permanente, où l'on n'avait aménagé aucun logement à l'abri de la bombe, avait été cependant rendue un peu plus respectable pendant les derniers mois, grâce à l'établissement de forts et de redoutes détachés élevés sur les positions dominantes et auxquels on avait donné le profil d'ouvrages permanents. Ce fut contre l'un de ces ouvrages improvisés à la dernière minute, contre Arab-Tabia qu'allaient, dès le principe, se porter tous les efforts des Russes qui, maîtres de ce point, auraient pu battre à petite distance tout le corps de place et le rendre bientôt intenable.

Après avoir passé le Danube en aval, et dès qu'ils eurent assuré leurs communications, les Russes investirent la place du côté de l'est, concentrèrent leurs efforts surtout contre Arab-Tabia, mais n'occupèrent que momentanément, et d'une façon interrompue, la route qui reliait la place au camp d'Omer-Pacha. C'était par cette route, espèce de brèche ouverte à travers la ligne d'investissement, par cette route coupée de temps en temps par les pointes de la cavalerie russe, mais généralement libre, que Silistrie espérait et recevait des renforts et des nouvelles, c'était par cette route que la place envoyait à l'armée de secours impatiente de se porter en avant, ses appels à l'aide, les bulletins de ses souffrances et de ses luttes.

« *Combien de jours faut-il encore attendre*, écrivait dès les premiers moments du siège le colonel Grach[1] au capitaine Govone, *avant que nous voyons sur les hauteurs de Silistrie les habits rouges des Anglais et que nous entendions l'* « *Allons, enfants de la patrie* » *des Français...?*

Encore quelques jours et MM. les Russes seront en possession d'une position qui est la clef de leurs opérations futures... »

1. Le colonel Grach, ancien sous-officier prussien, alors au service turc, faisait partie du conseil de défense avec les officiers supérieurs turcs et le capitaine anglais Butler et le lieutenant Nasmith.

Mais Anglais et Français retardés par le manque de chevaux, par le temps qu'il fallait pour compléter leurs approvisionnements, par les mille exigences administratives, par la routine et les formalités de la bureaucratie et plus encore par les hésitations du commandement, étaient encore loin — et Omer-Pacha en s'avançant seul se serait exposé à une défaite certaine. Rien ne pouvait donc abréger la durée de la période d'épreuves imposées à Silistrie. Il ne restait à la place qu'à faire son devoir, à prolonger sa résistance jusqu'aux dernières limites.

Ce devoir sacré qui lui incombait, on était désormais sûr que Silistrie le remplirait.

« *Le maréchal Saint-Arnaud*, écrivait le capitaine Govone, le 30 mai, *craignait, lors du conseil de guerre de Varna, que Silistrie ne pourrait guère résister qu'une dizaine de jours... Omer-Pacha avait dans le principe les mêmes appréhensions: il disait que, si la place tenait vingt jours, elle aurait fait une chose admirable. Aujourd'hui les choses ont changé et on voit, on sait que la résistance sera longue et vigoureuse.* »

Pendant les semaines qui avaient précédé le commencement du drame, pendant celles qui virent se dérouler les premières scènes de cette lutte qui tenait en suspens l'attention de l'Europe, le capitaine Govone avait suivi le quartier général. L'alliance des puissances occidentales avec la Turquie, cette alliance qui avait transformé le duel turco-russe en guerre européenne, permettait désormais à l'officier sarde de se départir d'une inaction qui pesait à son caractère ardent et énergique. Et Omer-Pacha de son côté avait reconnu que cet officier qui, seul de ses camarades européens[1], avait vécu à ses côtés, n'était pas

1. Les officiers européens, pour la plupart des Polonais et des Hongrois, étaient presque tous employés en Asie. A l'exception de quelques officiers subalternes, peu nombreux et obscurs, il n'y avait eu avec le quartier général que la Commission espagnole du général Prim, qui était déjà reparti, et le capitaine Govone. D'autres officiers, anglais en majorité, avaient fait de courtes apparitions et ne commencèrent à arriver qu'en 1854.

rien qu'un simple spectateur, un témoin curieux de voir et de s'instruire. Il n'avait pas tardé à voir en lui un collaborateur utile, à le considérer comme un membre de son état-major, dont il se servit à maintes reprises et qu'il chargea fréquemment de missions spéciales[1] pendant le cours de cette seconde campagne.

Lentement, du reste, au fur et à mesure de l'arrivée des troupes étrangères, la guerre prenait une nouvelle tournure que résument et qu'enregistrent les extraits des lettres qu'on va lire.

« 14 mai 1854... *On commence à s'apercevoir de la présence des troupes étrangères à Constantinople et environs, et les différents généraux en chef se sont mis en rapport. Omer-Pacha a envoyé à Constantinople le colonel Cannon, un Anglais qui a servi en Espagne (Bahram-Pacha) pour saluer de sa part les généraux étrangers. Lord Raglan a envoyé ici son chef d'état-major, Lord de Ross, et le maréchal Saint-Arnaud, un chef d'escadrons d'état-major, son aide de camp, afin de causer avec Omer-Pacha. On n'a rien décidé au sujet des opérations.*

... Il me revient de plusieurs côtés qu'il y a déjà du désaccord entre Français et Anglais... Je sais que le général Baraguay d'Hilliers qui continue à rester à Constantinople est loin d'être rassuré, et il m'a dit à moi-même que, pour lui, la France allait être victime des intérêts des autres, qu'il voyait où l'Angleterre voulait en venir, etc., etc. Mais je crois savoir que pour le moment les choses marchent bien entre les généraux en chef.

1. Omer-Pacha lui demanda des travaux de topographie et des rapports sur les places turques. Il le chargea de l'étude et du placement des avant-postes du camp retranché de Schoumla et eut souvent recours à son avis sur les opérations de guerre. On retrouve des traces de tous les travaux exécutés par Govone dans les rapports qu'il envoya alors à La Marmora; mais nous n'avons pas cru devoir les résumer ici. Ces rapports contiennent non seulement des informations et des prévisions relatives aux opérations militaires, mais aussi des appréciations sur la manière dont on aurait dû les conduire, ainsi que la justification de ses vues et des conseils qu'il donna à Omer-Pacha.

Pour ce qui est d'Omer-Pacha, le général Bosquet et lord Raglan le trouvent supérieur à l'idée qu'ils avaient de lui, et on ne fait plus qu'échanger des gentillesses et se couvrir réciproquement d'éloges. On me dit que le général Bosquet exercera une grande influence sur les décisions de Saint-Arnaud et qu'il est capable. Lord Clarendon a chaudement félicité Omer-Pacha de son patriotisme qui l'a décidé à se déclarer prêt à servir en sous-ordre pour le bien de son pays.

Les troupes françaises et anglaises ont presque entièrement achevé de débarquer, mais elles manquent encore d'artillerie et de cavalerie.

Varna, 19 mai... *Les généraux anglais et français sont arrivés aujourd'hui,* 19, *à* 9 *heures du matin, sur deux vapeurs de leurs flottes. Riza-Pacha était à bord d'un vapeur turc...*

Invité par Omer-Pacha, je l'ai accompagné de Schoumla ici. Il doit me présenter à Riza-Pacha que je connais déjà et à deux autres généraux, dès que l'occasion se présentera...

Omer-Pacha a dit avant-hier au colonel Cannon : « Je regrette qu'on rappelle le capitaine Govone en Sardaigne. » Celui-ci me l'a répété. Me trouvant chez Omer-Pacha avec le colonel Cannon et plusieurs pachas, je lui ai demandé : « Est-il vrai, Altesse, que je doive rentrer en Piémont? » Puis j'ai ajouté en riant : « Alors je vais me faire Turc. » Omer-Pacha s'est mis à rire et m'a dit : « C'est le colonel Cannon qui a inventé cette histoire. Vous restez ici et le Sultan vous a donné de plus la décoration du Medjidjé. » Il a fait apporter la décoration, l'a embrassée selon le cérémonial turc, l'a mise sur son front et me l'a donnée...

Schoumla, 23 mai... *J'ai consigné dans le fascicule ci-joint tout ce que j'ai pu savoir du conseil de guerre de Varna. Après ce conseil, tenu à bord du vapeur turc, les deux généraux étrangers débarquèrent et furent salués par des salves d'artillerie.*

Le maréchal Saint-Arnaud a la parole facile du général

Biscaretti. Il doit être énergique et vif de caractère. C'est pour cela qu'il ne peut dissimuler sa mauvaise humeur, comme cela a été le cas lorsqu'il a parlé à Omer-Pacha. On prétend qu'il aurait dit, à Constantinople, à Baraguay d'Hilliers : « Vous vous montrez partout le même: un casseur de vitres. Je vous ferai rappeler. »

Le lendemain matin 20, dès l'aube, les généraux se mirent en route pour faire une visite à Schoumla. Mais la difficulté de se procurer des chevaux en nombre suffisant et plus encore le manque d'ordre et la confusion des langues ont fait que le départ fixé à 2 heures du matin n'a pu s'effectuer qu'à 5 heures, après une longue partie de drogue. Cette fois, ce fut au tour de lord Raglan d'être de mauvaise humeur. On ne lui envoya pas les chevaux dont il avait besoin et les aides de camp d'Omer-Pacha (de vrais postillons) le laissèrent dans l'embarras. Si bien qu'il parlait déja de retourner à Constantinople. Enfin Dieu seul sait comment tout finit par être prêt. Omer-Pacha, sortant de la ville où la garnison rendait les honneurs, fit mettre pied à terre aux officiers supérieurs dont les chevaux furent donnés à ceux qui en avaient besoin, pendant qu'on informait ces officiers d'avoir à présenter leurs notes et qu'on leur payerait leurs chevaux. C'est ainsi qu'on procède en Turquie.

La marche du cortège a été une véritable débandade. On galopait dans toutes les directions, les cavaliers arabes faisaient des fantasias, *comme disent les Français. Omer-Pacha, selon son habitude, faisait, lui aussi, de la* fantasia *avec eux; enfin on arriva à Pravadi. En somme, mauvaise humeur générale.*

Le 21 au matin, on repartit à l'aube pour Schoumla... Lord Raglan vint habiter chez le capitaine Simmonds, dans notre maison[1]*, et dîna chez nous avec son état-major. J'avais*

1. Le capitaine Simmonds, dont il a déjà été question et qui était parti en même temps que Govone, était accrédité par le gouvernement anglais auprès d'Omer-Pacha et avait de la part des généraux anglais offert une situation semblable à la sienne à Govone qui avait naturellement décliné cette proposition.

été présenté à Varna par Omer-Pacha aux deux généraux. Il y eut un autre conciliabule entre Saint-Arnaud, Omer-Pacha, Riza-Pacha et Mehemed-Pacha. Lord Raglan y manqua parce qu'il dînait à ce moment.

Enfin les deux généraux repartirent le 22 au matin... Telle est l'histoire de la visite des généraux étrangers à Schoumla. En résumé, le maréchal Saint-Arnaud a paru être par trop vif. Lord Raglan a été très apprécié par Omer-Pacha qui, de son côté, lui a beaucoup plu. C'est Saint-Arnaud qui, par suite d'un accord tacite, exercera en fait le commandement. Lord Raglan et Omer-Pacha sont décidés à être d'accord avec tout le monde et à tout prix. Peut-être y réussiront-ils? Lord Raglan est un homme tranquille et aimable. On dit qu'il saura faire le sacrifice de la part de gloire qui doit lui revenir...

Les pachas turcs ont promis à Omer-Pacha de se faire tuer sur le champ de bataille et de prouver qu'ils sont les dignes fils des anciens Turcs.

La plupart des officiers français pensent que les Russes se retireront devant les armées alliées. C'est là une question dont m'a déjà entretenu le général Bosquet à dîner chez Omer-Pacha. J'ai émis l'opinion que les Russes feraient un second passage sous Silistrie afin de pouvoir se jeter avec toutes leurs forces à la rencontre des alliés. J'ai deviné la première partie de leur plan; nous verrons pour la seconde. Le général Bosquet pensait que les Russes se retireraient de préférence sur le Pruth.

Nous attendons ici avec impatience des nouvelles de Silistrie... Omer-Pacha n'est pas sûr que la place résiste vingt jours. Moi, je crois que, si on ne la prend pas par un coup de main, toujours possible avec les places turques, elle devrait tenir quarante jours...

Schoumla, 24 mai... *Silistrie est, paraît-il, entièrement investie. Un aide de camp, expédié avec des dépêches, est revenu sans avoir pu y entrer.*

Schoumla, 25 mai... *Les Russes veulent cette fois-ci*

déployer une extrême énergie et cela se comprend. Auront-ils les troupes qu'il leur faut pour cela! Je commence à le croire. Il semble probable que le gros des forces alliées ne pourra guère être ici avant six semaines et les avant-gardes qui arriveront plus tôt ne sont pas assez fortes pour tenter de livrer le combat qui doit délivrer Silistrie. Entre le risque d'une défaite et le sacrifice de Silistrie, il vaut mieux se décider pour le dernier. Mais, si Silistrie succombe, sera-t-il facile aux armées alliées d'opérer leur jonction? J'en doute...

Schoumla, 31 mai... *Quand je suis allé, l'an dernier, à Silistrie, Moussa-Pacha m'y a fait un tas de gentillesses. Il me donna un dîner où je portai un toast « à S. M. le Sultan et à sa brave armée. Les succès qu'elle vient de remporter sur le Danube en font prévoir d'autres plus importants encore pour le printemps prochain. Mais si les événements de la guerre devaient porter l'ennemi sous les murs de Silistrie, je ne doute point que S. E. Moussa-Pacha et les officiers ici présents se couvriront de gloire, etc., etc. » — M. Grach, qui me servait d'interprète, traduisit ainsi mes paroles : « S. E. Moussa-Pacha fera payer chaque pierre de la place un prix énorme. »*

Nous en avons beaucoup ri; les pachas turcs ne sont pas toujours incorruptibles. Mais le toast a été prophétique. Les nouvelles ci-jointes sont magnifiques. »

Cette lettre était accompagnée et fut suivie de nombreuses informations sur les péripéties du siège. Mais les nouvelles relatives aux épisodes de cette admirable résistance n'arrivaient au camp que par morceaux assez confus et souvent peu exacts. La narration complète, détaillée, ne devait parvenir que plus tard, lorsqu'on posséda le journal du capitaine Butler. Aussi laissant de côté les informations qui arrivaient journellement au camp et que le capitaine Govone transmettait, avons-nous préféré emprunter au journal de Butler, mais en les résumant, les

principaux événements qui ont marqué ce siège mémorable :

Après les premières escarmouches des 14 et 15 mai, les Russes investirent la ville, incomplètement il est vrai, et poussèrent leurs travaux d'approche vers le nouvel ouvrage d'Arab-Tabia, que leurs batteries canonnèrent vivement. Des alertes continuelles épuisaient les forces de la garnison.

Le 28 mai, les Russes tentèrent une attaque des plus meurtrières. Arrivant de nuit (dans la nuit du 28 au 29) et par surprise, ils franchirent les fossés, escaladèrent les parapets et pénétrèrent dans l'enceinte. Repoussés à la baïonnette jusque dans les fossés où s'engagea une lutte terrible, ils revinrent deux fois encore à la charge, et ce fut seulement à l'aube que *l'Allah ill Allah* et les chants de victoire des Albanais saluèrent la retraite définitive des Russes auxquels cette attaque avait coûté 2.000 hommes.

La canonnade reprit plus furieuse que jamais et sans interruption. Un nouveau danger menaçait le fort.

Le 31 mai, on s'apercevait dans les bastions des travaux de mine faits par les assiégeants et la défense prit ses mesures de précaution. Dans les premiers jours de juin, on fit sauter quelques mines, mais sans obtenir de résultats appréciables. Chaque explosion était suivie d'une attaque, repoussée chaque fois. « *Encore mines sautées, mais sur ses fabricants*, écrivait Grach, *encore assaut, mais toujours manqué et encore victoire, mais à prix de mort.* »

La situation du fort devenait d'heure en heure plus critique. Pendant toute la durée de la lugubre nuit du 3 au 4 juin, au milieu de l'apathie inerte des officiers turcs, leurs excellents et dociles soldats travaillèrent avec une ardeur fébrile, sous la direction du capitaine Butler et du lieutenant Nasmith, à construire des réduits en arrière des courtines déjà minées, pendant qu'éclataient au-dessus de leurs têtes les grenades et les obus et que, sous leurs

pieds ils entendaient le bruit sourd que faisaient les sapeurs russes dans leurs galeries qu'ils cherchaient à prolonger, et que d'heure en d'heure on attendait et l'explosion qui devait renverser les bastions et l'assaut par lequel les Russes espéraient écraser et balayer la garnison. Les Russes ne purent toutefois faire jouer la mine et donner l'assaut qu'au bout de quelques jours. La mine qu'on avait fait sauter le 3 avait endommagé les travaux des assiégeants et les dégâts les obligèrent à retarder la solution. Mais le fort était désormais condamné, les courtines des bastions étaient minées et les faibles réduits, les abris fragiles qu'on avait élevés un peu plus en arrière ne pouvaient guère servir qu'à permettre à la garnison de donner une preuve de plus de sa valeur et de son énergie. Quelques rares sentinelles, victimes prédestinées, couronnaient encore l'enceinte primitive. Mais la garnison tenue plus en arrière, mal placée derrière des réduits improvisés, ne pouvait qu'attendre l'apparition des assaillants pour essayer de s'opposer à leurs progrès par un corps à corps féroce et désespéré. Quant aux canons ramenés en arrière des bastions menacés, ils pouvaient tout au plus envoyer quelques volées de mitraille contre les têtes de colonne. Les Turcs parlaient déjà d'abandonner ou de rendre la place. Seule l'indomptable énergie des deux Anglais les décida à tenir pendant quelques jours encore ce lambeau de terre labouré par les projectiles et bouleversé par les mines.

Le gouverneur de Silistrie, l'homme qui avait fait sortir du sol tous ces ouvrages, ne devait pas assister au grand duel final. Le 2 juin, quelques instants après avoir reçu du sultan l'ordre du Medjidjé, le doux et héroïque Moussa-Pacha était tué par un éclat d'obus pendant qu'il faisait ses oraisons sur le seuil de sa maison. Le 7 juin, le nouveau gouverneur, Rifaat-Pacha, pénétrait dans la ville assiégée, suivi d'un renfort de troupes fraîches et accompagné de quelques officiers européens.

Parmi eux se trouvait le capitaine Govone qui rendait

compte en ces termes au général La Marmora de sa visite à Silistrie [1].

« **Schoumla, 12 juin 1854...** *Monsieur le Ministre, comme je vous l'ai annoncé, j'ai été à Silistrie avec deux offieicrs anglais et avec Crespi*[2] *le 7 et le 8 courant. Arrivé ici, je n'ai pas le temps de vous envoyer un rapport détaillé. Force m'est de me contenter de deux lignes.*

On renouvela le 3, mais sans succès, la tentative du 2 juin faite pour faire éclater la mine sous Arab-Tabia, et l'attaque exécutée par l'ennemi échoua complètement. Malgré cela, la position de la garnison d'Arab-Tabia était extrêmement critique, et ce fut à ce moment qu'on put surtout constater dans toute son étendue la démoralisation des assiégeants et la bravoure et la ténacité des Turcs. Je vous donnerai en détail, mon Général, la description des réduits disposés par les Turcs avec plus de courage que d'intelligence et destinés à leur permettre de se tenir à Arab-Tabia après que les mines auraient fait leur œuvre.

Dès que j'eus vu la position, je constatai du premier coup d'œil qu'on aurait pu aménager un réduit intérieur solide et sûr, dans lequel on n'aurait eu besoin que d'une garnison moins nombreuse et qui aurait pu plus facilement contribuer à la conservation et à la défense de la redoute.

Les batteries russes sont à 100 pas et les tirailleurs à 30.

J'en fis part au nouveau gouverneur, Rifaat-Pacha. Il partagea mon avis, qui fut accepté par tout le monde, et ordre fut donné de procéder à l'établissement de ce retranchement. Devant partir le 8 au soir, j'offris d'aller moi-même en tracer le profil le matin.

L'intérieur du retranchement était criblé par les projectiles, surtout par ceux tirés par les batteries plus éloignées. Heureusement personne ne fut touché et seul le capitaine

1. Les détails contenus dans cette lettre qui figure parmi les papiers du général La Marmora et qui m'a été gracieusement prêtée, ont été déjà rendus publics par le général.

2. Le lieutenant Paul Crespi, toscan, du régiment d'Aoste cavalerie, était venu passer au camp quelques semaines de congé.

*Butler, qui était resté avec moi plus d'une demi-heure, fut atteint à la fin dans le dos par une balle de tirailleur qui, ayant déjà traversé la crête d'une tranchée, ne lui fit qu'une forte contusion. Quant à moi, qui restai droit comme un pieu pendant plus d'une heure, occupé à tracer mon ouvrage, seul ou avec quelques soldats, je n'ai rien attrapé, et l'on s'est ensuite réjoui avec moi de ma chance. Un officier anglais, quelque peu jaloux, m'a dit d'un ton de dépit taquin « C'est une honte que de vous exposer ainsi, vous et ces gens-là. L'*a, b, c, *du métier de l'ingénieur, c'est de se couvrir. » Je lui répondis : « Et l'*a, b, c *du métier de soldat, c'est de montrer à la troupe du sang-froid. » Et je fis retirer les hommes et je restai seul.*

Le soir, on envoya 400 *travailleurs pris dans la garnison des autres forts détachés pour exécuter la besogne. Je viens de recevoir de Silistrie la nouvelle que, le* 10, *les Russes ont fait sauter la mine à laquelle ils avaient vainement tenté de mettre le feu à plusieurs reprises. — Ils s'ouvrirent ainsi un passage vers le retranchement dans lequel une colonne, qui avait pu y pénétrer, ne parvint pas à se maintenir. Les Turcs ont perdu une centaine d'hommes.*

Il est probable que les Russes, ayant vu qu'on travaillait le 9 *au nouveau réduit intérieur, n'ont pas voulu laisser à la défense le temps de l'achever; mais, quand vous aurez lu, Monsieur le Ministre, la description que je vous enverrai de la redoute d'Arab-Tabia, je crois que vous aurez peine à comprendre comment il a pu se faire que l'attaque du* 10 *ait échoué. Les officiers qui commandent la garnison voulaient se retirer dès le* 7. *Maintenant ce nouveau succès donnera le temps de construire le réduit et quand il sera fait, il sera difficile d'enlever la position d'ici à longtemps. Or Arab-Tabia, c'est la tour de San Miniato lors du siège de Florence.*

Nous avons eu de la chance de sortir de Silistrie le 8, *car le* 9, *les Russes firent une reconnaissance du terrain même par lequel nous étions passés. — On y a tiraillé et, après avoir fait tout le tour de la place à distance respec-*

tueuse, ils se retirèrent, non sans avoir éprouvé des pertes assez sensibles.

Tandis qu'ils s'épuisent en efforts inutiles contre Arab-Tabia, ils poussent d'autre part leurs travaux d'approche sur les bords du Danube, où ils sont déja arrivés à hauteur du fort Jelauli et même plus au-delà et d'où ils se sont déjà défilés contre les feux de cet ouvrage. Je ne serais pas surpris de voir ce fort sauter un de ces jours si ses défenseurs, avertis cependant du danger, ne prennent pas les mesures indispensables. En somme, d'après l'état des travaux, je ne crois pas que les Russes puissent ouvrir la brèche avant quatre semaines au moins.

Les alliés arriveront-ils à temps? La garnison les attend et les espère de jour en jour depuis trois semaines. — Mais les pauvres diables seront peut-être abandonnés. Ah! quels généraux! On disait pis que pendre des nôtres en 1848; mais ceux-ci [1]*...*

D'ailleurs il n'y a pas là de général en chef, et, en somme, si nous ne sommes pas battus, ce sera pas de notre faute. De toute façon, il me semble, à l'heure qu'il est, qu'on ne sauvera pas Silistrie.

J'ai mal au cœur en vous parlant de ces choses.

J'ai songé un moment à rester à Silistrie, mais je n'avais pas le moindre bagage avec moi. Je compte y retourner si je ne risque pas trop d'y être pris ou enfermé.

Le Pacha de Silistrie m'avait prié, supplié d'y rester. Il disait que notre présence valait un corps d'armée. C'est gentil, n'est-ce pas? M. Butler est le principal instrument de la défense; il y récolte une gloire que je lui envie. Ce n'est pas un ingénieur, mais c'est un brave.

... Je vous enverrai sous peu un rapport complet[2]*.....*

Pour aujourd'hui, amitiés au colonel Petitti, salut à l'aide de camp de la part de votre dévoué,

GOVONE.

1. Suivent des informations sur les positions et sur les débarquements des troupes alliées.

2. Suivent des données sur les mouvements des Turcs et le projet d'Omer-Pacha de faire des tentatives à lui seul pour délivrer Silistrie.

Eh, mais ne prendrons-nous pas part à la guerre. J'espère que nous y mettrons le nez pour garder notre poste d'enfant terrible. »

Entre temps, le nouveau réduit s'élevait rapidement sous le feu de l'ennemi, à 100 pas en arrière de l'enceinte primitive. Les défenseurs d'Arab-Tabia se reprenaient à espérer.

« *Ah mon cher*, écrivait le 18 juin le colonel Grach au capitaine Govone en lui reprochant d'être parti et en lui faisant le récit de la reconnaissance de cavalerie russe du 9 et de l'attaque qu'on avait repoussée le 10, *voilà les coups manqués.*

Si vous auriez resté ici (*sic*), *la gloire avec tous ses reflets dorés tombera* (*sic*) *sur vous; votre présence à Arab-Tabia a relevé la force morale de nos gens et tantôt que le nouveau redoute* (*sic*) *sera fait, tout le monde parlera de ceux qui l'ont construit; ainsi, mon cher Chengis-Khan, voilà les coups manqués.*

Ce sera pour une autre fois[1]. »

L'officier prussien voyait juste en prédisant l'importance qu'allait avoir le nouveau réduit. Les officiers anglais, qui écrivirent après la mort du capitaine Butler, ne pouvant en revendiquer l'honneur, affectèrent de n'en pas parler. L'ennemi, au contraire, fut plus juste.

Lors du couronnement de l'empereur de Russie à Moscou, en septembre 1856, le colonel comte Petitti et le major Cugia qui accompagnaient le comte Broglia, ambassadeur sarde, en qualité de *gentilshommes d'ambassade*, causèrent avec le général Todleben, le célèbre défenseur de Sébastopol, qui, capitaine à Silistrie, était devenu

1. Nous reproduisons ce billet textuellement. Le brave officier prussien était prophète. D'après une lettre du comte Nasalli, notre attaché militaire à Saint-Pétersbourg, la tradition en Russie attribue maintenant au colonel Grach l'idée de la construction de la redoute.

un an après aide de camp-général pour les services signalés qu'il avait rendus en Crimée. La conversation tomba sur la campagne et sur le siège de Silistrie et le général russe eut avec les officiers italiens le dialogue suivant dont ils rendirent compte en ces termes au major Govone[1].

« *Comment se fait-il*, dirent nos officiers, *que l'armée russe ait quitté le siège de Silistrie avant d'avoir obtenu aucun succès?* »

« *Mais*, répondit Todleben, *nous avons essayé de nous emparer d'Arab-Tabia par assaut. Cette attaque de vive force, conduite pendant la nuit, nous coûta beaucoup de monde sans réussir. — On poussa vigoureusement les travaux d'approche contre le retranchement, on multiplia les batteries, on fit jouer les globes de compression et lorsque nous eûmes préparé un nouvel assaut, on se douta de la construction d'un réduit intérieur de la part des Turcs. Pour s'en assurer, on éleva des cavaliers de tranchée qui plongeaient dans l'intérieur d'Arab-Tabia et on s'assura qu'effectivement le réduit intérieur existait et on dut renoncer au nouvel assaut.* »

« *Savez-vous*, *Général*, répondirent nos officiers, *qui a conseillé et tracé le réduit d'Arab-Tabia?*

« *M. Butler*, reprit Todleben, *cet officier anglais qui était à Silistrie?* »

« *Non*, *mon Général*, *c'est un officier sarde*, *le major Govone*, *de l'état-major.* »

« *Eh bien*, *Messieurs*, *dites en retournant chez vous au major Govone*, *que je vais faire un voyage en Europe*, *que je changerai mon itinéraire de façon à passer par Turin*, *car je veux faire sa connaissance.* »

Pendant que le nouveau réduit sortait de terre, le découragement s'emparait des assiégeants. Après la petite

1. Le compte rendu de cette conversation datée du 8 septembre 1856 est joint au fascicule n° 41 (15 juin 1854) qui contient la description de l'état dans lequel était Arab-Tabia et du travail projeté et tracé par le major Govone.

affaire du 10 juin, dès qu'ils eurent acquis la certitude de l'existence de ce nouvel ouvrage qui rendait absolument inutiles les efforts déjà faits et les sacrifices qu'ils s'étaient imposés, les assiégeants ne tentèrent plus que des attaques assez molles. Ils avaient perdu la foi dans le succès, cette foi qui, peu de jours auparavant, transportait d'enthousiasme les colonnes d'assaut et les poussait à se précipiter follement, aveuglément sur les bastions où la mort les attendait. Quand bien même la construction du réduit n'aurait servi qu'à retarder de quelques semaines la chute de la redoute, la victoire des Russes n'aurait plus amené aucun résultat avantageux pour eux. Silistrie serait tombée entre leurs mains trop tard pour pouvoir leur servir de base d'opération, trop tard pour leur permettre d'empêcher la jonction des alliés.

Les Russes tournèrent alors leurs efforts bien timides, bien affaiblis contre le fort de Jelauli; mais là encore les travaux d'approche, commencés trop tardivement, ne purent être achevés en temps utile. Renonçant alors à battre les forts détachés, les batteries russes qui, depuis que les tranchées s'étaient étendues jusque vers le Danube et à petite distance de l'enceinte, enserraient de tous côtés l'inviolable Arab-Tabia, ces batteries que le développement progressif des travaux d'approche avait permis de pousser jusqu'au pied même de ces ouvrages et qu'on avait même pu établir entre ces ouvrages, ces batteries ouvrirent alors un feu terrible contre le corps de place.

Jour et nuit, elles firent pleuvoir une grêle de projectiles sur les forts, sur l'enceinte et sur la ville même. Mais il ne s'agissait plus là que d'une vengeance aussi inutile que cruelle. Le 21 juin, le brave Butler, frappé quelques jours auparavant d'une balle au front, succombait aux suites de cette blessure. Vingt-quatre heures après, dans la nuit du 22 au 23, le feu cessa tout à coup.

Les assiégés n'osaient encore croire à leur bonheur. Ce fut seulement à l'aube, qu'étonnés de ce long et profond silence ils se décidèrent à sortir timidement de

leurs abris, à s'avancer en rampant avec la plus grande circonspection jusqu'au moment où, sautant dans les tranchées des assiégeants, ils n'y trouvèrent plus personne! Les Russes avaient commencé leur retraite[1].

Deux courtes lettres du capitaine Govone informèrent le général La Marmora des derniers événements.

« **Schoumla, 24 juin 1854...** *Les tentatives des Russes contre Silistrie n'ont amené aucun résultat. — Nous venons à l'instant de recevoir de cette place l'importante nouvelle de la retraite des Russes qui ont levé le siège et repassé le Danube.*

L'attitude des troupes autrichiennes doit avoir provoqué cette résolution parce que sans cela l'armée russe serait restée sur position avantageuse et y aurait accepté, sur la rive droite, la lutte contre les troupes alliées, et dans de bonnes conditions : égalité ou supériorité du nombre, homogénéité et unité de commandement.

Je n'ai pas le temps de vous donner plus de détails.

Silistrie, 28 (?) juin 1854. — *Je suis allé à Silistrie avec Omer-Pacha. Les choses marchent à merveille pour lui, et il le mérite. Mais les armées alliées font pour le moment une triste figure malgré les airs qu'elles se donnent. Que Dieu nous protège des étrangers si jamais nous devons faire quelque chose chez nous. Que fait la diplomatie? C'est elle qui a dû causer, amener la retraite des Russes... En somme, nous sommes privés de la grande bataille qui devait se livrer en Bulgarie et j'enrage de n'être pas resté à Silistrie.* »

L'ennemi se tenait encore à proximité de Silistrie. Pendant que les premières troupes de l'armée de secours arrivaient exultantes de joie, les Russes campaient encore sur la rive gauche en face de la place. Mais les hostilités

1. Nous avons résumé ici le journal du lieutenant anglais Ballard qui fait suite à celui de Butler.

avaient complètement cessé; on vivait à Silistrie comme en plein armistice et l'effectif des troupes occupant le camp ennemi diminuait de jour en jour. L'orage qui paraissait prêt à fondre sur l'empire ottoman déjà bien caduc s'éloignait du Danube ne laissant derrière lui, comme traces de son passage, que les ruines fumantes et glorieuses de Silistrie criblée par les boulets, mais invaincue.

CHAPITRE III

SÉBASTOPOL

La retraite des Russes de Silistrie marque le point de départ d'une phase nouvelle. D'offensive qu'elle avait été jusque-là, la guerre devenait désormais défensive. Mais les grandes batailles auxquelles on s'était attendu en Bulgarie n'allaient même pas se livrer en Roumanie. Les Russes temporisaient et reculaient, moins peut-être dans la crainte d'un échec qu'en raison de l'attitude de l'Autriche qui, fidèle en apparence à sa promesse *d'étonner le monde par son ingratitude*, rendit cependant, quoique indirectement, il est vrai, un grand service aux Russes en occupant les Principautés et en gênant de la sorte, par les doutes qu'inspirait sa conduite, les mouvements des alliés. L'hésitation régna plus que jamais dans les conseils de ces derniers, et on entama de longues et interminables discussions afin de choisir et de déterminer le point sur lequel il s'agissait de frapper le colosse.

Avant d'être définitivement transportée en Crimée, la guerre se traîna dans les Principautés au milieu de tâtonnements stériles et de l'incertitude la plus absolue, et cette période est si peu intéressante, qu'au lieu de la résumer nous avons cru bien faire de nous borner à extraire des rapports et des lettres du capitaine Govone quelques passages qui serviront plus à sa biographie qu'à l'histoire.

« **Silistrie, 4 juillet 1854...** *Omer-Pacha est retourné le* 27 *à Schoumla. Les troupes ottomanes sont en marche et se concentrent en trois corps... Mais jusqu'à cette heure, rien n'est encore décidé pour les troupes alliées... A Varna, les généraux qui s'y trouvent avec toutes leurs troupes ignorent encore les causes politiques de la retraite des Russes. Ils ne savent même pas s'ils se replient sur le Pruth ou s'ils vont aller à la rencontre des Autrichiens...*

La seule chose que l'on sache, c'est que le camp russe de Karalash, établi après la retraite, a été tracé presque entièrement à l'ouest du village... Ici, nous vivons comme en temps de paix ou comme en plein armistice.

Je resterai encore quelques jours à Silistrie. Omer-Pacha m'a prié instamment de lui faire un plan à la planchette de la place et des travaux des Russes, ce qui fait que je travaille 16 *heures par jour.*

Silistrie, 5 juillet 1854... *Je suis toujours à Silistrie à lever le plan, et de la crête des hauteurs j'ai pu voir que le camp russe d'en face diminuait tous les jours... Quand Omer-Pacha est parti d'ici, je lui ai dit en riant : « Oh, si les Russes s'étaient repliés pour marcher contre les Autrichiens, voilà ce qui serait une belle manœuvre. » — Personne n'y croyait et moi pas plus que les autres. Aujourd'hui encore, je pense que, si les Autrichiens avaient voulu intervenir par les armes dans le conflit, ils n'auraient pu faire autrement que de s'entendre avec les alliés et de combiner leur action avec eux.*

Je ne peux cependant aujourd'hui me défendre d'un certain doute. Qui sait si les généraux en chef n'ont pas reçu la nouvelle que la retraite des Russes est due à une intervention de la diplomatie? Ce qui corroborre et confirme mes doutes, ce sont quelques paroles dites par un officier russe à un parlementaire turc. Il a attaqué l'Autriche avec une extrême violence ; il s'est écrié que : « si l'Autriche avait déclaré la guerre à la Russie, il aurait fallu avant tout marcher contre elle, parce

que cette puissance se couvrirait d'une honte ineffaçable en se tournant contre ceux qui l'ont sauvée en 1849, *etc., etc...* »
J'écris au maréchal Omer-Pacha et à mes amis les commissaires anglais et français. Ce n'est peut-être qu'un vain et chimérique soupçon. Patience. En tout cas, l'opération serait digne de la réputation d'un général tel que Paskiewitch.

Les alliés sont toujours à Varna et ne savent que faire.

Roustchouck, 27 juillet... *Nous sommes ici sur le théâtre même de la guerre, et, quand je reçois un vieux journal d'Europe, je constate que nous sommes d'un demi-siècle en retard sur toutes les nouvelles. La correspondance de Bucharest et les dépêches télégraphiques nous devancent de milliers de kilomètres et nos correspondances doivent bien faire rire. Je ne me décourage pas et continue à vous envoyer copie des notes que je prends ici pour l'histoire qu'on écrira plus tard.*

C'est une guerre de diplomates. Voici les notes, les contre-notes qui font presser ou lever le siège de Silistrie, qui envoient se promener en Valachie les troupes et le quartier général, et ainsi de suite... C'est une stratégie que nous ne pouvons comprendre.

Je vous envoie, mon général, les quelques nouvelles que j'ai, en pensant que le rideau d'une vieille comédie de Goldoni, que tous nous savons par cœur, va peut-être se lever. Patience!

Saint-Arnaud déclare et promet au premier conseil de guerre de Varna : que les armées alliées doivent être prêtes au premier signal. On change à trois reprises l'ordre de marche de la division Bosquet qui vient par Andrinople. Les troupes arrivèrent vingt jours après la date convenue. Et un aide de camp du maréchal me dit que la concentration a été si rapide qu'elle constituera un véritable événement de l'histoire militaire moderne. Arrive le moment où il importe de faire d'urgence lever le siège de Silistrie. La garnison attend, soupire, se bat, et sans les complications

politiques du côté de l'Autriche, Silistrie aurait probablement succombé trois mois après... Secours de Pise... comme disent les Toscans. Alors vient la réunion du deuxième conseil de guerre à Varna. J'ignore si on y a discuté le passage du Danube à Roustchouck. Cela n'en a pas l'air; mais ce qui est un fait, c'est qu'Omer-Pacha se décide à l'exécuter vers cette époque. Le passage réussit. Les troupes turques se retranchent sur la rive gauche. On attend les alliés, et on dispose tout en conséquence : de vastes camps retranchés, des positions très étendues, et ainsi de suite. Mais hier ou avant-hier, Saint-Arnaud écrit que le passage a coûté des pertes sensibles, que ce mouvement lui paraît trop aventuré et qu'Omer-Pacha serait aussi bien à Schoumla. Une partie de l'armée française se met en mouvement. Sur la Dobroudja! Saint-Arnaud écrit au maréchal pour lui dire de ne pas mal interpréter ce mouvement, que s'il n'opère pas encore la jonction de son armée avec celle du séraskier, c'est parce qu'il aura peut-être l'occasion de frapper un coup immédiat et décisif. Ce langage quelque peu énigmatique peut viser tout aussi bien les quelques cosaques de la Dobroudja que Sébastopol, dont les Anglais parlent à tout instant. Ce seraient, comme le disent aussi leurs officiers, les troupes anglaises qui seraient désignées pour ce coup. Omer-Pacha continue à se retrancher sur la gauche du Danube et presse la remise en état de Silistrie.

Tout cela démontre pour la millième fois l'absurdité qui résulte de la coexistence de trois généraux en chef et permet de prévoir un bel avenir si la guerre doit durer.

Depuis le siège de Silistrie, quand je passe dans les camps turcs, j'ai toujours peur d'être pris pour un allié et il me semble toujours que je vais entendre rire derrière mon dos. Mais ces bons soldats turcs rendent justice à l'appui indirect que leur donnent les étrangers et je crois même qu'ils continuent à avoir bonne opinion de nous. Parfois cependant quelque tête chaude me demande : « Eh bien, où est votre armée, est-elle près d'ici? Pourquoi ne vient-elle pas? » Il ne me reste plus qu'à leur faire comprendre

que je ne suis ni Anglais ni Français, mais Génois, *en admettant toutefois que mes interlocuteurs soient en état de saisir des distinctions aussi subtiles.*

Nous nous défions aussi de l'Autriche... Si j'étais l'empereur de Russie, avec les 200.000 *hommes et plus même qu'il y a dans les Principautés, au milieu des forces qui me menacent, mais qu'il sépare les unes des autres, je ne céderais pas et je me battrais. Je dis cela par amour de l'art.*

J'allais fermer cette lettre au moment même où le parvient une grande nouvelle : le camp russe et toutes les troupes qui y étaient ont disparu le 27 *au matin.*

Roustchouck, 19 août 1854... *Rapallo est arrivé avant-hier m'apportant votre lettre.*

Nous allons marcher sur Bucharest. L'armée d'Omer-Pacha se dirigera dans deux ou trois jours sur cette ville pour pousser encore plus avant parce que, sauf incident ou contre-ordre, on veut imprimer une certaine activité aux opérations...

Bucharest, 26 août 1854... *A mon arrivée à Bucharest, les officiers turcs et étrangers ne parlaient que de la brillante reconnaissance de Buzeo et surtout de la bravoure de notre ex-officier Gardino... Un colonel anglais de mes amis, qui dirigeait cette reconnaissance, m'a dit que Gardino était* « un brave de première force »... *Cela fera plaisir à toute notre armée...*

Bucharest, 2 septembre 1854... *Je vous écris aujourd'hui même par télégraphe de Vienne. — Mais je vous envoie par la poste une amplification de ma dépêche télégraphique.*

Comme vous le savez, mon général, les affaires en Asie vont de mal en pis. C'est inutilement qu'on a changé les Pachas, et maintenant c'est Ismaïl-Pacha Mouchir qui a été en fin de compte désigné pour prendre le commandement de l'armée d'Asie.

Ismaïl-Pacha a été blessé au combat de Czetate où,

comme il l'avait fait en Bosnie, en Montenegro et dans d'autres guerres, il s'est fait remarquer par son courage tout à fait extraordinaire... Il est épouvanté par les difficultés qu'il va rencontrer en Asie et fort mécontent de la mission qu'on lui a donnée. Il a passé par Bucharest pour conférer avec Omer-Pacha et prendre ses instructions : Il m'y fit appeler par un aide de camp. J'allai le voir et il me fit proposer de l'accompagner en Asie. J'étais bien loin de m'attendre à cela. — Mais son aide de camp me pressa. — Il me dit que des colonels et même des généraux anglais et français avaient demandé à Ismaïl de les emmener. — Qu'il avait rejeté leurs demandes — qu'il s'était débarrassé de sept ou huit généraux anglais, hongrois, polonais qui formaient le conseil de guerre en Asie et qu'il allait les repartir entre ses troupes — qu'il voulait des personnes de son choix, que je serais le seul officier étranger — qu'évidemment l'existence serait rude, mais que, même s'il n'y avait qu'une seule chambre, le mouchir la partagerait avec moi.— Toutes ces choses que le mouchir l'avait chargé de me dire me décidèrent à examiner la question sérieusement. Je répondis que j'écrirais à Turin; mais que, peut-être bien, on ne m'autoriserait à le suivre qu'en renonçant à mon grade, mais que, si on m'accordait cette permission, j'accepterais avec reconnaissance la proposition du maréchal.

L'aide de camp rendit compte à Ismaïl-Pacha qui le chargea de me donner sa parole que j'aurais un commandement. Il ajouta que beaucoup d'étrangers, Dieu seul savait pour quels services, avaient été nommés généraux de brigade et de division et que moi aussi j'aurais un grade élevé *près de lui. Ceci me fut dit pour me faire comprendre qu'il s'agissait pour moi du grade de* Liva-Pacha (*général de brigade*).

Je souris; je ne voulais pas de grandes paroles et je déteste le marchandage à moins qu'il ne s'agisse de chevaux. J'aime mieux m'en remettre au destin, et je répétai que j'allais écrire à Turin.

Le Mouchir me fit donner toutes sortes d'indications

et son adresse, me demanda la mienne, me serra la main et l'aide de camp drogman ajouta : « KOMMEN SIE NUR GLEICH (*surtout venez de suite*). »

C'est pour cela que je vous ai télégraphié et je voudrais, si on m'accorde un congé (temporaire), pouvoir rejoindre Ismaïl-Pacha qui ne quittera Constantinople que dans quinze jours. — Ismaïl est un homme brave, loyal et honnête. Il n'y a certes pas en lui l'étoffe d'un général; mais il a sur les autres l'avantage de s'en rendre compte lui-même et de vouloir suppléer à son insuffisance en s'entourant de bons conseillers. Je ne sais s'il les trouvera. Il m'a connu à Kalafat, m'a vu pendant plusieurs mois à Schoumla avec Omer-Pacha. J'ai eu rarement à faire avec lui, mais il m'a dit qu'il avait entendu parler de moi par les soldats d'Arab-Tabia, ce qui m'a rendu tout fier.

Quoi qu'il en soit, comme j'aime les aventures, je m'en remettrai volontiers au destin. Est-ce la fortune qui serait en train de me sourire?

Bucharest, 10 septembre... *Monsieur le Ministre, en date du 8 septembre, je vous ai adressé la dépêche télégraphique suivante :*

« *Maréchal Ismaïl-Pacha va séraskier en Asie. M'offre grade élevé près de lui. Attends ordres par télégraphe... de Turin...* »

En date du 9, j'ai reçu votre dépêche de Turin le 6 : « *à Monsieur... à Hermannstadt. — Dites à Govone, capitaine piémontais à Bucharest, qu'il ne peut accepter et qu'il doit rester à la grande armée du Danube. Je lui écrirai.* »

Je crois que les deux dépêches ont été transmises exactement. Je vous remercie donc, Monsieur le Ministre, de votre réponse et vous en suis tout aussi reconnaissant que si vous m'aviez dit : « *Allez en Asie, trouvez-y gloire et fortune. Que Dieu vous protège des balles. Revenez avec le surnom de l'*Asiatique *et nous vous recevrons comme l'enfant prodigue.* »

Je ne vous cacherai pas que l'idée des triangles que je devrai encore calculer, la perspective du grade de major d'infanterie et puis de la retraite m'ont paru horribles en comparaison des fatigues, des dangers et de la gloire que j'aurais peut-être pu recueillir; mais je suis fataliste et philosophe, et Rapallo, qui est ici, a été stupéfait de me voir accueillir votre refus avec un sourire. Ce serait peu honnête de ma part du reste s'il en avait été autrement. Mais j'attends avec impatience votre lettre, Monsieur le Ministre, car je suis sûr d'y trouver le complément des raisons qui, je le comprends moi-même, ont inspiré votre réponse...

Bucharest, 7 octobre 1854... *Monsieur le Ministre, j'ai tout disposé pour partir pour la Crimée. Omer-Pacha envoie son chef d'état-major complimenter le général Canrobert qui a pris le commandement à la place de Saint-Arnaud mort. Je fais le voyage avec lui et, demain matin, nous partirons pour Routschouck et Varna, où je crois que nous pourrons nous embarquer...*

... Sébastopol semble être investi; mais on n'a pas de nouvelles détaillées. — Ici calme complet, repos comme en pleine paix. »

La lettre suivante[1] du major Govone au chevalier L. Incisa di Beccaria, major aux grenadiers, contient sous une forme plus concise que les rapports au Ministre le récit de toute la première période du grand siège.

Sous Sébastopol, du 13 au 15 novembre 1854.

« Cher Incisa,

Je te remercie et de la nouvelle que tu me donnes et de la part que tu prends à ma promotion. Le Ministre Alphonse (prénom du général La Marmora), m'en avait

1. Au lieu d'avoir recours à des extraits tirés des rapports au Ministre, nous avons préféré reproduire ici, en raison même de sa concision, une des nombreuses lettres qui nous ont été si gracieusement prêtées par le général Incisa.

écrit, il y a deux mois, comme d'une chose probable, alors que j'étais bien loin d'y penser, même en rêve ; mais le plus fort, c'est que la chose est faite et que tu sois le premier à me l'annoncer. Depuis quelque temps je suis du reste habitué à toutes les émotions. Ismaïl-Pacha, envoyé comme séraskier en Asie, m'a offert un grade élevé, une haute position, la généralat et les fonctions de chef d'état-major. Mais Alphonse ne m'a pas permis d'accepter et j'en suis presque content. Omer-Pacha de son côté m'a offert avec insistance la direction de son bureau de correspondance avec les généraux étrangers. C'est pendant que j'attendais à ce propos les ordres de Turin que je me suis décidé à passer outre et à m'en aller en Crimée. Et toi qui croyais que ta lettre me trouverait encore dans les délices de Capoue, dans les loisirs voluptueux de Bucharest! Oh, Bucharest! Oh, jardins d'Armide! Et par dessus tout les blondes magyares, les joyeuses filles de la Transylvanie !

Mais ces réminiscences forment un bien rude contraste avec les réalités du présent. Nous campons dans des plaines arides, balayées par le vent, et pendant que l'ouragan renverse les tentes, la neige fondue et la pluie battante nous glacent jusqu'à la moelle.

J'avais commencé cette lettre le 13 au soir et me proposai de la continuer le lendemain matin. Mais je me suis réveillé, baignant dans l'eau, sous les ruines de ma tente. J'ai mis le nez dehors et je n'ai aperçu que d'autres infortunés de mon espèce : mais les plus à plaindre, ce sont les pauvres blessés qu'on avait installés dans de vastes baraques en bois et qui ont dû assister immobiles à la destruction de leurs infirmeries et rester exposés au vent et à la pluie. Aussi j'ai abandonné le camp où je n'avais plus d'abri et je me suis transporté à trois quarts d'heure de là jusqu'à un village où je viens de passer la nuit du 14 au 15 et d'où je reprends ma correspondance interrompue.

Parti de Bucharest le 8 octobre, traversant au galop la Bulgarie, passant par Roustchouck, Schoumla et Varna, où je me suis embarqué, je suis arrivé le 14 en Crimée, à

Balaclava... Le général français me dit alors que Sébastopol se rendrait dans la huitaine. Le général Burgoyne, chef du génie de l'armée anglaise, était au contraire beaucoup moins confiant. Après avoir visité le camp et les tranchées et examiné la place, je ne puis partager les espérances que l'on avait conçues, et qui faisaient croire que 5 *à* 6 *jours suffiraient pour amener la reddition de la place. A mon avis, on a commis une grosse faute en n'attaquant pas Sébastopol de vive force aussitôt après la brillante victoire de l'Alma, parce que, pendant que nous ouvrions la tranchée, les Russes construisaient en un clin d'œil leurs batteries et leurs épaulements. Enfin le* 17 *octobre, presque un mois après l'Alma, les batteries de l'attaque étaient prêtes et ouvraient le feu. Mais les Russes avaient été plus vite en besogne que les assiégeants, et opposaient pour le moins* 180 *bouches à feu aux* 130 *canons amenés en position par les alliés. Il en résulta que l'ouverture du feu produisit des effets tout autres que ceux qu'on avait espérés. Le* 17, *deux magasins à poudre sautaient en ville, deux dans les batteries françaises, et un caisson chez les Anglais; on avait fait un feu d'enfer que les Français durent cesser avant midi et qu'ils ne purent recommencer que le* 19. *A partir de ce moment, feu général de tous côtés,* 10.000 à 12.000 *coups par jour.*

L'expérience du 17 *mit fin à toutes les illusions et donna raison à mon portefeuille où j'avais noté que nous en aurions au moins pour un mois. C'est à partir de ce moment que commença le siège en règle. Les Anglais, sans avancer d'une semelle, entretinrent le feu de leurs batteries chargées de faire une diversion, et les Français poussèrent en avant la* 2ᵉ *et la* 3ᵉ *parallèle à travers un terrain rocailleux où il leur fallut souvent faire jouer la mine et se servir du pic pour creuser la tranchée.*

Le premier épisode qui interrompit la monotonie du siège fut l'attaque dirigée par les Russes, le 25 *octobre, sur la ligne de redoutes qui couvre le port de Balaclava. Afin de t'épargner de trop longues descriptions et satisfaire ton*

goût pour les croquis, je t'en envoie un de toute la position, que j'ai fait de mémoire et dont je ne te garantis pas l'exactitude géométrique[1].

Ces redoutes avaient été faites par les Anglais qui, se fiant à leur courage, avaient négligé les précautions les plus élémentaires et avaient tracé les profils de ces ouvrages de telle façon qu'on pouvait y entrer avec de la cavalerie. Ces redoutes 1, 2, 3, 4 *et* 5 *étaient défendues par* 200 *Turcs chacune et armées de* 2 *à* 3 *canons anglais de gros calibre. Les Russes attaquèrent cette ligne tracée en avant du camp retranché occupé par les armées alliées et perpendiculairement à la ligne d'opérations, cette ligne destinée à couvrir Balaclava, le depôt et les magasins des Anglais situés à l'intérieur de ce camp.*

Débouchant du point 6 *dans la vallée de Balaclava, les Russes se portèrent vivement entre les redoutes mêmes avec une ou deux brigades d'infanterie* (8 *ou* 16 *bataillons*) *et deux régiments de cavalerie. Les redoutes furent enlevées en un clin d'œil et une quarantaine de Turcs, blessés à coup de lances dans l'intérieur même de ces redoutes. Les Turcs se retirèrent et l'artillerie, enclouée par les canonniers anglais, resta dans les ouvrages.*

L'infanterie russe s'arrêta derrière la redoute numéro 7, *y mit de l'artillerie pour battre la deuxième ligne numéro* 2 *qui couvrait Balaclava. La cavalerie russe poussa en avant et se porta contre cette deuxième ligne. Un de ses régiments* (*n°* 8) *qui se disposait à charger cette deuxième ligne, accueilli par le feu bien dirigé d'un bataillon écossais* (*n°* 9) *soutenu par quelques canons, dut se retirer au galop. L'autre régiment russe* (*n°* 10) *continuait à s'avancer, lorsque la cavalerie anglaise* (*campée sur les points* 11 *et* 12) *le chargea de front et de flanc. On se sabra pendant* 5 *à* 6 *minutes jusqu'à ce que le régiment russe se retirât.*

Il y eut là une magnifique mêlée que je pus contempler des hauteurs de la ligne d'opération qui dominent la val-

1. Voir le croquis à la fin du volume.

lée et où se trouvaient lord Raglan et le général Canrobert. Les Russes reculèrent de 200 *pas, puis ils firent front et se reformèrent. Nous nous attendions tous à voir cette cavalerie renouveler sa charge, lorsque nous vîmes les Russes continuer leur mouvement de retraite. Leur infanterie et leur cavalerie refusant leur droite firent un changement de front à peu de distance des redoutes* 1 *et* 2 *que les Russes, maîtres de* 7 *canons anglais, continuèrent à occuper. Ils prirent alors une ligne de bataille* (13) *qui barrait la vallée.*

Dans cette charge de cavalerie contre cavalerie, les Russes ne laissèrent guère que trente hommes sur le terrain sur un effectif total de 1.000 *hommes et les Anglais n'eurent sur* 7 *à* 800 *hommes que deux à trois tués et quelques blessés qui purent rester à cheval. Ces mêlées ne sont donc pas chose aussi terrible.*

A ce moment les affaires semblaient être rétablies et, avec de l'infanterie et de l'artillerie manœuvrant comme nous le faisons dans nos manœuvres de cavalerie à Novare et à Casale, il aurait été aisé d'obliger l'ennemi à s'en retourner par où il était venu.

Malheureusement on le laissa achever son changement de front sans lancer contre lui la cavalerie anglaise qui l'aurait alors facilement rompu. — Ce fut seulement quand les Russes eurent terminé leur mouvement, qu'un aide de camp du chef d'état-major anglais, le capitaine Nolan, des hussards, un ami à moi, apporta l'ordre écrit à la cavalerie anglaise, qui se trouvait à *ce moment au* point 14, *de charger l'ennemi, de lui reprendre les* 7 *canons qu'il avait enlevés et de s'emparer de son artillerie.*

L'ennemi avait établi une batterie sur son front, en avait mis une autre au point 15, *et une dans les redoutes* 1 *et* 2. *On avait laissé passer le moment favorable pour exécuter la charge. Mais je sais que Nolan, jeune écrivain militaire, qui s'était occupé de questions de tactique de cavalerie, provoqua lui-même cet ordre qui arriva trop tard, et il répondit avec une certaine arrogance à*

lord Lugan qui, commandant de cette cavalerie, lui fit à ce propos de justes observations.

Lord Lugan, formant alors ses cinq régiments de cavalerie légère (650 hommes en tout) sur deux lignes, donna l'ordre de charger. »

A ce moment, le major Govone, qui avait jusque-là suivi en spectateur du haut du plateau les différentes phases de la lutte, descendit dans la plaine et rejoignit la *Light Brigade* au moment où elle recevait l'ordre néfaste d'exécuter cette chevauchée restée légendaire. Dans son rapport au Ministre[1], plus complet sur ce point que sa lettre que nous laissons momentanément de côté, Govone décrit dans les termes suivants la charge qui devait coûter à l'Angleterre la fleur de sa cavalerie légère et procurer aux Russes les avantages matériels et moraux résultant d'une victoire inattendue :

« *La cavalerie anglaise n'hésita pas à se porter en avant. Elle se composait du 17e lanciers et du 13e dragons-légers qui formèrent la 1re ligne, des 8e et 11e hussards et du 4e dragons-légers qui formaient la 2e ligne.*

La première ligne avait à peine parcouru deux cents pas lorsque les batteries de droite, de gauche et de front ouvrirent un feu croisé terrible avec leurs trente bouches à feu.

Les premières volées d'obus, de boulets et de shrapnels passèrent un peu au-dessus des lignes, mais aussitôt après une grêle de mitraille et de projectiles de toute espèce, soutenue par le feu constant de l'infanterie, s'abattit sans interruption sur toute la ligne de la cavalerie anglaise. Chaque coup portait et renversait des files d'hommes et de chevaux. Les survivants continuaient à charger sans qu'un seul d'entre eux songeât à ralentir le galop.

La cavalerie anglaise (1re et 2e lignes) dépassa malgré ce feu terrible la batterie de droite, puis celle de gauche

1. Cet extrait est emprunté au rapport envoyé par le major Govone au Ministère, 27 octobre 1854 (Archives de l'Etat-Major).

qui la prit alors de flanc, arriva presque détruite sur la batterie de front, sabra les artilleurs sur leurs pièces, dépassa cette même batterie et perça jusqu'à travers les lignes russes massées plus en arrière.

Le 17e lanciers ne comptait plus que quelques hommes; le 4e dragons avait laissé par terre plus de la moitié de son monde. A ce moment, comme un régiment de lanciers russes et une colonne d'infanterie se disposaient à couper la retraite au premier de ces régiments, les débris des dragons rejoignirent les quelques lanciers et, formant un groupe de 100 chevaux, se jetèrent en désespérés sur les cavaliers et les fantassins russes qu'ils culbutèrent. Ils se retirèrent ensuite sous le feu que faisaient pleuvoir sur eux les pièces des redoutes.

La batterie russe qui couvrait le front n'avait plus de canonniers, et était réduite au silence : celle de gauche avait été délogée par un escadron de chasseurs d'Afrique qui l'avait chargée après avoir, au prix de quelques pertes, sabré son soutien.

Cette charge de la cavalerie légère anglaise constitue un fait aussi exceptionnel que singulier : sans but et sans résultat, elle a donné une preuve admirable de l'héroïsme de cette cavalerie à laquelle elle a coûté la presque totalité des cavaliers qui l'exécutèrent.

Du 17e lanciers, 45 hommes sur 145 sont seuls revenus, avec 3 officiers sur 10; 4 officiers ont été blessés et les autres sont restés sur le terrain de la charge. Le 13e dragons-légers n'a plus que 30 hommes sur 120 et a perdu 3 officiers sur 8. Le 11e hussards ne se compose plus que de 60 hommes au lieu de 165 qu'il avait à cheval le matin, et 4 de ses 6 officiers ont été blessés. Au 4e dragons, on ne compte plus que 40 à 50 hommes au lieu de 120. 2 de ses 10 officiers ont été mis hors de combat. Le 8e hussards a laissé sur le terrain plus de la moitié de son effectif. Tels sont les chiffres qui m'ont été fournis le lendemain de la charge. On peut donc dire que sur les 650 cavaliers qui ont chargé, 450 environ sont restés sur le terrain. Ces pertes montrent

quel a été le courage de ces régiments et sous quel feu terrible ils ont pu pousser à fond une charge de 2.000 *à* 2.500 *mètres.*

Le lieutenant Landriani, du régiment de cavalerie Piémont-Royal et le soussigné étaient à la droite de la première ligne pendant cette charge, mais ils n'en ont pas vu la fin. Le lieutenant Landriani blessé, et dont le cheval fut tué à ce moment, tomba à 400 *ou* 450 *pas de la batterie établie sur le front des Russes. Quant à moi, légèrement atteint à l'épaule, j'ai eu le même sort* 50 *ou* 100 *pas plus loin, où mon cheval a été blessé. Le lieutenant Landriani, resté sur le champ de bataille, est probablement prisonnier des Russes à l'heure qu'il est*[1]. *Pour moi, j'ai pu me retirer à pied.*

On a vivement critiqué ensuite l'ordre donné à cette cavalerie, mais on n'a pas marchandé l'admiration à cette admirable troupe. Le capitaine Nolan, des hussards, auteur d'un traité sur la cavalerie et auquel on attribue la responsabilité de cette charge, a été un des premiers qui fut tué. Ce mouvement inconsidéré à assuré à l'ennemi un avantage réel. Il est resté toute la nuit sur les positions qu'il conserve encore et qu'il fortifie. »

« *Demandez à Gozzani*, continue Govone dans sa lettre au major Incisa que nous avons un moment laissée de côté, *des détails sur cette charge exécutée sous les feux croisés de* 30 *canons et à laquelle Landriani, de Piémont-Royal et moi, descendus dans la vallée, nous avons pris part à la droite de la* 1re *ligne! Ce pauvre Landriani blessé et resté sur le terrain est pour le moment prisonnier. Je n'ai pu lui venir en aide, parce que, blessé moi-même* 100 *pas plus loin et à* 300 *pas de la batterie de front, j'ai failli être*

1. Le lieutenant Joseph Landriani (de Milan) avait fait avec le régiment Piémont-Royal la campagne de 1848-1849 et suivait comme volontaire la cavalerie anglaise. Blessé grièvement à Balaclava, il fut fait prisonnier par les Russes. Mais il s'acquit parmi eux tant de sympathies qu'il fut remis en liberté sans échange. Il ne put reprendre du service et mourut en 1858 des suites de sa blessure.

piétiné par la 2e ligne et fait prisonnier. J'ai dû me retirer à pied, mon cheval blessé ne pouvant plus me porter, souffrant assez vivement d'un coup à l'épaule qui m'avait enlevé une partie de mes épaulettes pendant qu'une volée de mitraille emportait ma casquette. J'ai éprouvé beaucoup de chagrin de ne pouvoir porter secours à Landriani que j'ai vu étendu à terre, le sourire aux lèvres, mais j'avais au moins 2.000 pas à faire à pied pour rejoindre les nôtres.

La pluie de balles, de mitraille et de boulets qui s'abattit sur cette pauvre cavalerie était si drue que Nolan fut tué des premiers, que lord Lucan fut blessé aux jambes pendant que son aide de camp était tué à ses côtés. C'est à peine si, sur les 650 cavaliers qui ont chargé, il en est revenu 200. La plus grande partie des officiers, 12 d'entre eux sont restés sur le terrain et presque tous les autres ont été blessés. Malgré cela, ces 200 cavaliers arrivèrent sur la batterie, sabrèrent les canonniers, dépassèrent les lignes de l'infanterie russe massée en arrière de cette batterie et quand, au moment de revenir sur leurs pas, ils virent un régiment de lanciers ennemis et de l'infanterie se disposer à leur barrer la route, ils se jetèrent sur cette cavalerie, l'enfoncèrent et traversèrent ensuite les lignes de l'infanterie. Quelle cavalerie !

Ainsi se termina la journée du 25. Mon épaule qui m'a fait assez vivement souffrir pendant quelques jours est guérie et je ne me ressens plus des douleurs que j'ai eues dans tout le corps. Ce n'était rien.

Le 26, les Russes sortirent de la place avec quatre bataillons d'infanterie et attaquèrent la 2e division anglaise (a) *qui repoussa brillamment cette attaque et infligea à l'ennemi une perte d'au moins 3 à 400 hommes.*

Puis, nous retombâmes dans le siège. Pendant que nous gaspillions notre poudre, les renforts russes venant de Bessarabie étaient arrivés sur les lieux et nous étions bloqués dans notre camp. C'était tout le IVe corps d'armée (général Dannenberg) qui, s'ajoutant aux autres troupes qui étaient déjà à Sébastopol, constitue un total d'au moins

70 à 75.000 hommes. Nous, nous en avons au plus 60.000 y compris 8.000 Turcs.

Alors le 5 novembre[1]*, à l'aube, les 10*e*, 11*e* et 17*e* divisions et une partie de la 16*e*, soit 40 à 41.000 hommes débouchèrent de la vallée de la Tchernaia au point 16, prirent position et attaquèrent la 2*e* division anglaise* a *qui s'établit au point 17 où existaient deux petits épaulements armés d'une batterie de deux canons qui, du point 18, battent la vallée de la Tchernaia.*

*L'extension totale du front était au plus de 1.500 mètres; la 2*e* division se composait à ce moment de 2.500 hommes, qui furent successivement portés à 5, 6, et 7.000 hommes, grâce aux renforts envoyés par la division légère à la 4*e* division et par la garde.*

Ces troupes opposèrent une résistance opiniâtre aux Russes qui, regorgeant de troupes massées sur un espace aussi restreint, lancèrent de front colonne sur colonne contre les épaulements 17 et 18 et, débouchant de la vallée, se portèrent par les ravins contre la batterie 18. Mais, après trois heures de lutte acharnée, les Anglais épuisés par la violence de ces attaques durent plier et les Russes, maîtres des épaulements 17 et 18, ouvrirent de là le feu contre le camp de la deuxième division établie au pied de ces ouvrages.

1. Le major Govone envoya au ministre une relation de la bataille d'Inkermann, que nous nous dispensons de reproduire.

« *Cher Major*, écrivait à Govone, le 28 novembre 1854, le colonel Petitti, *tout le monde attend ici avec la plus grande impatience vos lettres, que lisent avec le plus vif intérêt les membres de la famille royale, les ministres et les personnes capables d'apprécier leur valeur. Le rapport qui a le plus intéressé tout le monde est celui de la bataille du 5, livrée près des ruines d'Inkermann. Elle a été immédiatement insérée au* Journal officiel *et a fait connaître ce glorieux fait d'armes bien avant l'arrivée des rapports officiels de lord Raglan et du général Canrobert. Grâce à la clarté de votre relation, nous avons pu nous faire ici de cette affaire une idée bien plus précise et plus complète que celle que l'on en a jusqu'à présent en France et en Angleterre...* »

« *Cher Major*, écrivait à son tour La Marmora, le 18 décembre 1854, *Petitti vous a dit que votre rapport sur la bataille d'Inkermann a fait fureur. J'étais au Conseil chez le roi lors de son arrivée. On l'a lu avec intérêt. Nous l'avons fait insérer au* Journal officiel, *à l'extrême satisfaction du public et de nos officiers...* »

Ce fut précisément en ce moment critique que la deuxième division française (8 *à* 9.000 *hommes*) *entra en ligne pour soutenir la droite des Anglais. Jusqu'à cet instant, cette deuxième division était restée au point* h, *parce que les Russes sortant de la vallée* (n. 13) *s'étaient avancés contre la ligne d'opération, avaient mis en batterie* 32 *à* 40 *pièces de canon et ouvert le feu pour faire croire à une attaque.*

Les généraux Bourbaki et Bosquet, laissant à gauche les épaulements 17, *se portèrent successivement avec quelques bataillons contre la batterie* 18 *avec une telle impétuosité qu'ils la reprirent et arrêtèrent le mouvement des Russes qui, aveuglés par la fumée et le brouillard, furent chargés à l'improviste à la baïonnette. La lutte devint alors plus sanglante et plus épouvantable que jamais. La batterie* 18 *fut prise et reprise plusieurs fois. Bosquet cerné et entouré se faisait jour à la baïonnette pour s'élancer de nouveau à la charge et les faibles bataillons anglais se jetaient, eux aussi, sur les masses russes, les fusillant à bout portant et se frayant le chemin à la baïonnette à travers les cadavres amoncelés. Vers une heure, les Russes se retirèrent...*

Oh! comme j'aurais voulu voir lancer à ce moment deux ou trois régiments français, quelques troupes fraîches sur les derrières de cette armée en déroute. Oh! combien j'espérais voir attaquer la place de vive force pendant la nuit qui suivit la défaite de l'armée de secours.

Mais ces vœux, ces souhaits que je formais avec quelques amis ne se réalisèrent pas. La victoire n'eut qu'un résultat défensif et moral et nous sommes toujours encore devant Sébastopol, défiant les intempéries et attendant des renforts [1]*...*

... Bosquet a eu un cheval blessé sous lui, Canrobert est blessé légèrement, quatre ou cinq des douze ou quinze officiers de son état-major ont été touchés. Moi, je suis sain et sauf [2].

1. Suit l'énumération des pertes. 7 généraux anglais (dont 3 tués) et plusieurs généraux français figurent sur cette liste.

2. Le major Govone avait accompagné ce jour-là cet état-major.

Quand les renforts arriveront, il est certain que l'on tentera l'attaque de vive force. Pourvu que nous ayons le temps!... Dieu veuille que ce soit bientôt!

Je t'ai écrit bien des pages sur ces affaires que je dois répéter à tous mes amis. C'est une espèce de circulaire qu'il me faut rédiger afin de satisfaire leur curiosité. Maintenant je repense aux détails que tu m'as donnés de la mort d'Adrien Revel. Ce malheur m'a attristé plus que tu ne te le figures parce que j'ai été quatre mois avec lui à Vienne... Je connaissais son noble cœur, son caractère si franc et si loyal qu'on ne retrouve pas facilement en ce monde... Toi et Gozzani, vous me donnez de mauvaises nouvelles... Quant à ce qui est des Piémontais qui sont ici, il s'agit de faire une sélection parmi eux. Les aventuriers... font le désespoir du pauvre baron Tecco. Les autres, tels que Crespi, Rapallo, Landriani étaient des modèles d'honneur, de bonne conduite, de courage et jouissaient de la sympathie de tous, Turcs et Français. Gardino, ancien officier de Savoie Cavalerie, un pauvre malheureux, a étonné par ses traits de courage et par sa bravoure les Turcs et les étrangers qui l'ont vu à l'œuvre. Et l'on peut dire que nous autres, les Piémontais, nous avons damé le pion à tous les étrangers qui étaient avec Omer-Pacha. »

Les extraits qui suivent, empruntés aux lettres adressées au ministre, ont trait aux événements des semaines subséquentes.

« **13 novembre 1854... Sous Sébastopol...** *Après la sanglante bataille du 5... rien d'important à signaler.*

On a laissé échapper l'occasion de terminer la campagne; on a attendu des renforts dont une partie seulement est arrivée et dont le reste arrivera plus tard et jusqu'à ce moment il ne faut pas s'attendre à grand chose. L'armée russe battue n'est guère en état d'entreprendre une opération sérieuse, et, de notre côté, on semble décidé à laisser les choses suivre leur cours. L'événement quoti-

dien, c'est la canonnade entre la place et les assiégeants qui continue comme depuis le premier jour de l'attaque.

L'absence d'unité dans le commandement des armées alliées porte ses fruits : on hésite; les conceptions sont lentes et incertaines et ont pour conséquence des manœuvres tardives, et parfois même mauvaises, au moment de l'action. Rien de plus étrange que de voir une bataille dirigée par deux généraux et des troupes de différentes nations qui n'entrent en action qu'au moment choisi par leur chef...

17 novembre 1854...[1] *La bataille du 5 m'inspire les réflexions suivantes :*

La principale qualité de l'armée anglaise est la solidité. Elle a déjà étonné par cette solidité l'armée française à la bataille de l'Alma où elle attaqua, de front et en ligne et en s'avançant à pas lents, les batteries russes qui battaient de leurs feux croisés un terrain légèrement incliné particulièrement favorable au tir utile de l'artillerie. C'est pour cette raison que certaines divisions ont éprouvé des pertes énormes. La charge de la cavalerie légère à Balaclava, le 25 octobre, n'a pas été moins étonnante, et les pertes ont, elles aussi, été relativement énormes. Enfin, le 5 novembre, où les Anglais n'eurent en ligne que 4.700 hommes selon les uns, et 7.000 d'après les autres, l'infanterie et l'artillerie anglaises donnèrent une nouvelle preuve de leur extraordinaire solidité en résistant pendant des heures à des masses six ou huit fois plus nombreuses, et cela, sans se laisser ébranler par la mise hors de combat de la moitié, ou du tiers au moins, de leur effectif.

Mais dans chacune de ces circonstances les Anglais ont fait voir, et ils le reconnaissent eux-mêmes, qu'ils sont bien inférieurs aux Français dans l'art de la guerre. A l'Alma, ils ont attaqué de front des batteries qu'il leur était facile de tourner. A Balaclava, ils ont chargé des batteries flanquées par d'autres batteries et des troupes en ordre par-

1. Extrait du journal du siège que le major Govone envoyait au Ministère (Archives de l'Etat-Major).

fait, après avoir laissé échapper quelques instants auparavant l'occasion favorable dont ils auraient dû profiter. A Inkermann, ils se sont laissé surprendre, n'ont pas reconnu l'importance et la gravité de l'attaque et refusèrent dans le principe le concours des Françuis qui ne purent pour cette raison entrer en ligne que lorsque les Anglais avaient déjà perdu leurs positions.

L'infériorité, l'insuffisance qu'on remarque chez les officiers se retrouvent aussi chez le soldat qui ne sait ni se débrouiller, ni se nourrir, ni s'établir au camp, ni se créer un abri dans la tranchée comme le soldat français. Enfin elles existent encore au même degré dans les services administratifs.

L'armée française a été dans toutes ces circonstances admirable d'élan et a émerveillé les Anglais.

Elle a une tactique de combat toute différente. Elle est capable de reprendre au pas gymnastique et par de vigoureuses attaques ce qu'elle ne saurait pas conserver par une résistance passive.

Les deux armées se complètent réciproquement; mais les pertes des Français seront toujours relativement moindres que celles que subiront les Anglais.

Enfin le savoir et l'habileté des généraux, des commandants de régiment et de bataillons et même de la plupart des officiers subalternes de l'armée française facilitent l'exécution des sages et intelligentes dispositions du général en chef.

22 novembre... *Les choses sont toujours stationnaires. On attend toujours l'arrivée des renforts; mais s'il m'est permis d'exprimer mon opinion, quand ils seront arrivés, nous serons moins forts que nous ne l'étions le lendemain de la victoire du 5 novembre. Si je considère d'autre part les renforts reçus par les Russes, l'état de la place qui se transforme de façon surprenante par l'établissement de nouveaux ouvrages, la rigueur et les changements de la température, qui peuvent nous être funestes, j'en viens*

fatalement à me demander comment on pourra se tirer de là. En tout cas, il faudra pour cela verser bien du sang [1].

. . . .

. . . .

1er février 1855... *Je vois dans les journaux qu'un corps de* 15.000 *Piémontais sous les ordres du général La Marmora partira pour l'Orient. La nouvelle est-elle vraie?*

Eh bien! je me dépêche de compléter la liste des petites observations qui, me basant sur ma connaissance de ces pays et surtout sur l'exemple des Français, me paraissent devoir être utiles à nos troupes. Je les note au fur et à mesure qu'elles se présentent à ma mémoire.

Oh, de grâce, Monsieur le Ministre, qu'on ne parte pas, si l'on doit partir, avant d'avoir tout ce qu'il faut sous la main, et cela parce que l'on va lancer nos troupes dans un pays où l'on ne trouve rien et où les maladies auraient bientôt fait de les détruire. Nous avons sous les yeux l'exemple des deux armées et surtout des Anglais!... »

Telle est la dernière lettre adressée à La Marmora par le major Govone qui entrevoyait enfin la possibilité de faire bénéficier l'Italie de l'expérience qu'il avait acquise pendant ces deux années de guerre. Cette lettre se croisa avec celle du Ministre lui prescrivant de se rendre à Constantinople pour y prendre de concert avec le baron Tecco les dispositions nécessaires pour recevoir les troupes piémontaises. La Marmora, lui confirmant la nouvelle donnée par les journaux, lui écrivait le 15 janvier 1855 :

« *Mon cher Govone... Puisque vous désirez qu'on régularise votre position, afin de la bien établir je viendrai avec*

1. Nous laissons de côté nombre de lettres relatives à l'histoire du siège ou contenant des renseignements demandés par La Marmora en prévision d'une intervention possible des Piémontais ayant trait aux règlements, à l'administration, à l'armement des armées alliées. Beaucoup d'autres informations transmises par Govone lui ont été dictées par le maréchal Canrobert, qui indiquait dans ces notes tout ce dont il importait de munir les Piémontais.

15.000 *hommes rejoindre l'armée anglo-française. Plaisanterie à part, nous avons signé le traité d'alliance...* »

De Constantinople, le major Govone partit pour l'Italie afin d'accompagner à Paris le général qui désirait l'y avoir à ses côtés pendant qu'on préparait l'expédition. Govone retourna avec lui en Crimée dans les premiers jours de mai.

*
* *

Il y retourna cette fois avec presque tous ses amis et ses correspondants habituels. Sa correspondance devint forcément plus rare à cette époque pendant laquelle nous emprunterons les extraits suivants aux lettres qu'il adressa au comte Louis de Buri, lieutenant de cavalerie[1].

Du camp, sous Sébastopol, 30 juin 1855.

« Très cher Buri,

J'ai reçu avant-hier ta bonne lettre. Vous autres dans la patrie, avec les amis et les belles dames de vos pensées, vous êtes gais et heureux. Le soleil se lève en souriant, et se couche doucement et amoureusement. La vie est belle. Nous, nous vivons ici entre le choléra et le typhus, désolés de la perte de nos camarades; nous comptons nos morts par milliers sans que la gloire des combats compense toutes ces tristesses...

Je te remercie des nouvelles que tu m'as envoyées... Ici les choses marchent assez vite et on fait une telle consommation d'officiers que tu ne tarderas pas à passer capitaine. J'ai transmis tes amitiés à Balbo, Colli, Galli, à tous ceux de tes amis que j'ai vus jusqu'ici. Tous me chargent de leurs amitiés pour toi et ont été contents de voir que tu ne les oublies pas. Octave Balbo est chef de notre popotte à laquelle

1. Aujourd'hui lieutenant-général de cavalerie en retraite.

mangent les généraux, officiers supérieurs, aides de camp et les deux commissaires anglais et français, le colonel Cadogan et le duc de Dino, celui qui était avec le roi lors de notre campagne en Lombardie. Pauvre Balbo, ce que nous le faisons damner!

Casimir Balbo a été pendant quelques jours à l'hôpital; il va à merveille maintenant. Galli, Litta, Crespi et moi, nous avons été plus ou moins mal hypothéqués; mais l'essentiel est que nous nous sommes tirés de là.

Petitti, chef d'état-major, a été très éprouvé par les rhumatismes. Il est en convalescence. Le général Ansaldi et le colonel Beretta sont tous deux malades du typhus qui a pour le moment remplacé le choléra, et l'état du général est très grave.

Les journaux vous auront apporté la nouvelle de la mort de lord Raglan, et celle plus triste encore du décès de San Marzano.

Pauvre Caraglio! il était venu gai et content déjeuner la veille avec nous. Le soir, on nous apprit qu'il avait eu une terrible attaque de choléra. Le lendemain matin, il allait un peu mieux; un peu après midi, son état empira et il mourut subitement, presque sans avoir pu prononcer un seul mot.

Le major Incisa va bien. Je ne l'ai pas vu depuis trois ou quatre jours, parce que, moi aussi, j'ai été quelque peu malade.

Pour ce qui est de Landriani, j'ai reçu une longue lettre de lui dès mon retour en Crimée. Il est toujours à Simféropol; on ne lui a pas coupé la jambe...

Pas de nouvelles militaires à te donner. Après la prise de quelques ouvrages extérieurs, le 7 de ce mois, nous avons espéré pouvoir enlever Malakoff, que trois divisions françaises attaquèrent le 18. L'attaque a échoué, deux de leurs trois généraux de division ont été tués et les pertes se sont élevées à 3, 4, 5, on dit même jusqu'à 6.000 hommes. Mais on cache la vérité. Ce qui est certain, c'est que cet insuccès a été pour tout le monde un grand malheur. Au

lieu d'en avoir fini avec le siège et d'avoir terminé la campagne par une victoire, tout est remis en question et on parle même de passer l'hiver ici.....

Pélissier perd une partie de sa popularité... Quant à nous, nous n'avons fait jusqu'ici que des reconnaissances et n'avons encore livré aucun combat..... »

Kadi-Koï, 14 août 1855.

« Très cher Buri,

... Les vœux que tu formes pour nous, et pour moi en particulier sont exaucés. Depuis les premières chaleurs de l'été, à l'époque du choléra, alors que tous sans exception nous étions plus ou moins malades ou indisposés, je n'ai plus eu une seule minute de malaise. Mais ce qui est désolant, c'est cet état de guerre de fainéant avec toutes les souffrances et les privations inséparables d'une campagne, les intempéries, les chaleurs, les fatigues, tout, moins la gloire.

Les Français et les Anglais travaillent toujours au siège. Nous, nous attendons que les Russes viennent nous attaquer et nous soupirons après la bataille[1].

On travaille ferme contre Malakoff, point contre lequel on dirige maintenant le principal effort. Le développement total des travaux de siège sur toute la ligne est actuellement de près de 30 *milles du Piémont. A Malakoff, on en est déjà à la sixième parallèle et cette parallèle n'est plus qu'à* 30 *mètres des défenses de la tour. Mais chaque matin, l'artillerie russe détruit la plus grande partie du travail exécuté pendant la nuit. On avance cependant, mais naturellement fort lentement. Les batteries sont innombrables. A cette heure, Français et Anglais ont environ* 750 *canons et mortiers du plus gros calibre en batterie, et malgré cela on travaille encore à augmenter les batteries.*

1. Comme on le sait, le corps expéditionnaire sarde faisait partie des troupes qui couvraient le siège et qu'on avait chargées de tenir tête à l'armée russe d'opérations.

Mais tout cela ne se fait pas sans peines et sans sacrifices. L'établissement d'une batterie de 3 pièces a coûté la vie à 150 hommes.

Ces travaux retardent encore l'assaut de Malakoff qu'on ne donnera peut-être que dans quelques semaines. Réussira-t-il? C'est chose fort douteuse! Quelques officiers le croient, la plupart désespèrent d'en venir à bout.

Entre temps, les Russes envoient de Pologne de gros renforts, 40.000 hommes. Il y a tout lieu de croire que, si ces renforts les rejoignent avant l'arrivée de ceux attendus par les Français, les Russes voudront risquer une bataille et qu'ils feront une grande sortie de la place contre les tranchées, pendant qu'ils attaqueront en même temps la Tchernaia pour nous jeter à la mer.

Hier, par exemple, on avait reçu la fausse nouvelle de l'arrivée des renforts russes et l'avis que l'ennemi se disposait à attaquer le jour même. Dès l'aube, nous étions tous sous les armes. Mais les Russes n'ont pas paru. Alors notre général a fait faire à la cavalerie une reconnaissance au-delà de la Tchernaia. Nous n'avons rien trouvé. Un demi-escadron d'Alexandrie a tenté de charger les Cosaques qui ne se sont pas laissé rejoindre, et nous sommes rentrés chez nous sans avoir perdu un seul homme, bien que les Russes aient ouvert le feu et nous aient envoyé de leurs grandes batteries quelques projectiles qui tombaient dans les intervalles des escadrons.

Les soldats sont en général contents et se conduisent bien. L'infanterie travaille avec entrain à l'établissement des retranchements et des routes.

C'est ainsi qu'on passe le temps. Les maladies qui règnent pour le moment sont des fièvres tierces, gastriques et cérébrales.

Parfois encore on signale quelques cas de choléra. C'est ainsi que nous avons dans ces derniers temps perdu quelques officiers: de Loches, Cassinis, des bersagliers, les docteurs Ballestra et Muttino, un officier d'infanterie Bolla et enfin notre camarade de l'Académie, le capitaine Broc-

*chi du 8*e*, que j'avais rencontré dans le camp vingt-quatre heures plus tôt avec un accès de fièvre qui ne faisait pas prévoir une fin aussi foudroyante.*

Au quartier général, la vie se passe à écrire des lettres et à en attendre.

.... En dehors de ce passe-temps et de la joie que nous causent vos lettres, nous avons en fait de distractions les promenades au camp et aux tranchées et les reconnaissances, seules opérations de guerre qu'ait faites jusqu'ici notre corps et dont je suis ordinairement chargé.

Le quartier général est énorme et Borromeo a été adjoint aux aides de camp du général La Marmora. Nous sommes tous de bons diables et l'on vit en bonne intelligence.....

Je voudrais être dessinateur. Si Grimaldi était ici, il aurait de quoi remplir un album par jour et largement de quoi faire sa fortune. Sans parler de la variété des troupes et de la beauté des soldats anglais, l'apparence magnifique de leur cavalerie et surtout des chevaux arabes venus des Indes dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Il y a ici des échantillons des races de tous les pays du monde civilisé et barbare, aux costumes plus que pittoresques, qui forment un tableau très intéressant et varié à l'infini.

Le soir, après dîner, du balcon de notre quartier général établi dans la maison du curé de Kadi-Koï, petit village presque entièrement détruit et à proximité de Balaclava, nous voyons la cavalerie anglaise amener les uns après les autres ses quelques mille chevaux à l'abreuvoir. Ce sont d'abord les chevaux anglais de la cavalerie légère ou de la grosse cavalerie et ceux de l'artillerie, parmi lesquels il en est un grand nombre que l'on payerait chez nous 2.500 *à* 3.000 *francs. Puis viennent les régiments de lanciers et de hussards des Indes, avec leurs chevaux de pure race arabe et les Indiens au service des officiers de ces régiments avec les chevaux de leurs patrons.*

Alors, ruades, hennissements, cris, confusion, calabalik, *comme disent les Turcs. Puis l'intervention des sous-officiers qui rétablissent l'ordre à coups de fouet. Après cela,*

apparaissent des quantités de mulets errants qui, ayant brisé leurs entraves, livrés à eux-mêmes depuis plusieurs jours, vivent à l'aventure et viennent se mêler à cette masse de chevaux. Songe que dans l'espace restreint que couvre le camp il y au moins 40 à 50.000 chevaux et mulets et figure-toi combien il y en a qui s'échappent tous les jours.

Nous avons en somme des spectacles, des distractions, quelques amusements, mais ce qui est dur, c'est de se trouver ici au milieu des vétérans d'une grande guerre sans avoir encore rien fait. J'espère que nous nous distinguerons à la première occasion et alors nous pourrons nous reposer plus tranquillement sur nos lauriers. »

Ces lauriers, le corps expéditionnaire ne devait pas tarder à les cueillir.

Deux jours après cette lettre, la bataille de la Tchernaia, la première revanche qui s'offrait aux vaincus de Novare, venait éclairer d'un rayon de soleil la monotonie du siège, et faire oublier les tristesses, les privations d'une pénible campagne, jusque-là sans gloire pour les Piémontais.

Pendant que l'armée anglaise et 60.000 Français étaient exclusivement employés au siège, le contingent sarde, les Turcs et trois divisions françaises occupaient, depuis le 25 mai, les lignes de la Tchernaia, face à l'armée russe d'opérations campée sur les hauteurs de Mackensie et couvraient ainsi les travaux d'approche. Vers la mi-août, dès qu'il eut été rejoint par trois divisions, et sans attendre l'arrivée de deux autres divisions de grenadiers, encore en marche, le corps russe, voulant prévenir l'arrivée des corps venant de France, tenta un effort suprême pour secourir et dégager Sébastopol.

Le 15 août au soir, les Russes descendirent des hauteurs de Mackensie pour surprendre le camp. Deux divisions, sous les ordres du général Liprandi se portèrent contre le centre de nos lignes, formé par les Sardes — une seconde colonne forte de trois divisions (général Read)

devait attaquer presque au même moment les Français établis à Tracktir entre deux hauteurs à la gauche des Piémontais. — Une 6e division restait en réserve pour opérer à droite contre les Turcs, les battre et les rejeter sur les Sardes. Grâce à leur vigilance, les Sardes eurent l'honneur de signaler les mouvements des Russes et de soutenir le premier choc.

Le 16 août, dès la pointe du jour, trois batteries russes ouvrirent un feu des plus vifs contre un faible épaulement élevé à l'extrême avant-ligne piémontaise. Le petit détachement qui l'occupait (200 hommes du 16e d'infanterie) soutenu peu après par une partie du 4e bersagliers, se maintint longtemps contre une division tout entière avant de se replier en bon ordre.

« *On envoya un bataillon soutenir notre poste*, écrit le major Govone[1], *au moment où après l'avoir tenu sous le feu pendant une heure, la* 17e *division russe portait de front une brigade contre cet épaulement qu'un autre régiment cherchait à enlever et à tourner par la gorge. Notre détachement, renforcé par* deux *compagnies de bersagliers qui étaient venus le rejoindre, maintint sa position jusqu'à l'instant où les Russes sautèrent sur le parapet. On s'engagea quelque peu à la baïonnette, mais la disproportion par trop écrasante des forces ne permit pas de tenir plus longtemps. J'arrivai sur les lieux juste à temps pour voir les Russes prendre pied sur le parapet. Je formai les troupes pour la retraite et nous descendîmes une pente assez rapide sous le feu des Russes qui n'osèrent pas nous pousser et nous culbuter à la baïonnette. Les Russes tiraient assez mal.*

Entre temps nos batteries et les batteries turques s'engageaient de plus en plus vivement avec l'artillerie russe. Mais on avait gagné ainsi le temps nécessaire pour prendre toutes les dispositions défensives. »

1. Lettre à Ismaïl-Pacha, de Kadikoï, 18 août 1855, qui contenait tout le récit de la bataille. Cette lettre, remise à Ismaïl par Vincent Ricasoli, a été publiée en entier dans l'*Epistolario* du baron B. Ricasoli (vol. II, p. 353). Nous nous contentons par suite d'en reproduire la plus grande partie.

Les alliés étaient en effet sous les armes et prêts à tenir tête à l'attaque. Les Français couraient vers le fleuve et repoussaient brillamment la colonne de Read. — La 2e division sarde (général Trotti) rejetait et rompait la 17e division russe, puis reprenait par une charge à la baïonnette les positions avancées perdues un moment pendant que la 1re division sarde faisait face à une autre division russe qui ne s'était pas encore engagée. A neuf heures, l'attaque avait définitivement échoué — et, lorsque la fumée se fût un peu dissipée, on put voir de toutes parts les colonnes russes qui se retiraient en désordre. Après avoir éprouvé des pertes énormes, elles emportaient avec elles le dernier espoir des valeureux défenseurs de Sébastopol.

« *Je ne peux clore ma dépêche*, écrivait le général La Marmora en terminant son rapport, *sans parler des officiers appartenant au quartier général. Les capitaines d'état-major, les officiers adjoints à cet état-major et les aides de camp ont rivalisé de zèle, sans tenir compte de la fatigue ou du danger, pour seconder mes intentions. Parmi eux je ne saurais en distinguer aucun d'une façon plus spéciale si les circonstances n'avaient donné au major Govone et au capitaine Piola l'occasion de se mettre encore plus en évidence.* »

Et quelques semaines plus tard, lorsque dans la relation du général La Marmora sur les événements du 8 septembre, il eut été de nouveau fait mention du major Govone, le chevalier Genova di Revel[1] écrivit à ce dernier : « *Je n'ai pas été étonné de te retrouver au poste le plus périlleux, comme tu y étais le 16 août, comme tu y seras toujours, mais je suis sûr que tu en sortiras toujours non seulement avec gloire, mais aussi sain et sauf.* »

Après l'effrondement des dernières espérances des assiégés, on avait fixé au 8 septembre l'attaque générale préparée depuis le 5 par un formidable bombardement de tous les bastions.

1. Le major Genova di Revel, actuellement lieutenant-général, était en Crimée commissaire militaire du roi au quartier général anglais. Dans les derniers jours du siège, la maladie l'avait obligé à quitter le camp.

L'attaque devait se faire sur plusieurs points : à droite, une partie du II[e] corps français (Bosquet) était chargée d'attaquer le bastion et la tour de Malakoff. Au centre c'était aux Anglais qu'avait été donnée la mission d'enlever le grand Redan. A gauche le I[er] corps français (de Salles) devait pousser successivement à gauche la division Le Vaillant contre le bastion central et à droite la brigade sarde Cialdini contre le bastion du Mât.

De toutes ces attaques, une seule, on le sait, l'attaque principale contre Malakoff finit par réussir et par triompher de la résistance acharnée et des impétueux retours offensifs des braves Russes.

Devant le grand Redan, les Anglais, toujours courageux, mais lents dans leurs mouvements, les Anglais dont les travaux d'approche étaient encore peu avancés, décimés avant d'avoir pu couronner les retranchements ne purent se maintenir que peu de temps sur le bastion que, plus encore que les efforts des Russes, les pertes énormes qu'ils éprouvèrent les obligèrent à évacuer.

Devant le bastion du Mât, les Sardes, dont l'attaque était subordonnée à la réussite des assauts qui se donnaient sur leur flanc, recevaient avec douleur du général français l'ordre de ne pas bouger. « *La brigade sarde du général Cialdini*, écrit dans son rapport le maréchal Pélissier, *que le général La Marmora avait tenu à mettre à ma disposition pour renforcer le* I[er] *corps, a soutenu le feu terrible dirigé contre nos tranchées avec l'aplomb de vieilles troupes. Les Piémontais brûlaient du désir d'en venir aux mains. L'attaque du bastion du Mât n'ayant pu avoir lieu, il a été impossible de satisfaire l'ardeur de cette brave troupe.* »

En fin de compte la *furia francese* du I[er] corps se brisa contre le bastion central :

« *Malakoff était pris*[1]... *Vers une heure de l'après-midi l'on*

1. Fragment de la relation de la prise de Sébastopol rédigée par le major Govone, par ordre du général La Marmora (copié sur la minute de cette relation).

donna au Ier corps, de Salles, l'ordre de commencer l'attaque à gauche. Les troupes de ce corps destinées à monter à l'assaut étaient en position et prêtes à s'élancer des tranchées : la division Le Vaillant face au bastion central, la brigade Cialdini devant le bastion du Mât, la division d'Autemarre en réserve. Mais le vent du Nord qui soufflait ce matin et soulevait des nuages de poussière et de fumée empêcha pendant longtemps de voir qu'on avait lancé les fusées de signal, et ce ne fut que vers deux heures qu'on eût la confirmation de la prise de Malakoff et qu'on sût que le signal d'attaque du bastion central avait été donné.

Le général de Salles lança aussitôt la division Le Vaillant.

La première brigade (Trochu) se porta contre le saillant de l'ouvrage, la 2e (Couston), plus à droite, contre la lunette.

En un clin d'œil, les têtes de ces deux colonnes eurent jeté leurs ponceaux, appliqué leurs échelles, atteint le bord opposé du fossé, grimpé sur l'escarpe du parapet où elles furent exposées tant aux grenades à mains, que les Russes jetaient de la crête du rempart, qu'au feu partant des boyaux qu'ils occupaient dans la lunette du fossé.

Au cri de : Vive l'Empereur, *poussé par le général de Salles qui lança en avant les troupes disposées dans la batterie la plus avancée et que 50 mètres seulement séparaient de l'ennemi, à ce cri, aussitôt répété par ses soldats, les têtes de colonne se jetèrent résolument dans l'intérieur de l'ouvrage, chassant l'ennemi devant elles à coups de baïonnette. Le reste des colonnes ne tarda pas à les suivre... et à engager une lutte meurtrière avec l'ennemi.*

Ces troupes réussirent à se maintenir pendant un quart d'heure jusqu'au moment où elles vinrent se heurter contre de nouveaux obstacles et où l'apparition de nouvelles colonnes russes, qui les attaquèrent de flanc, produisit un moment d'hésitation et de flottement.

La fermeté et le sang-froid des généraux de Salles, Rivet,

Lebœuf, Dalesme, et des chefs immédiats de ces troupes ramenèrent bientôt la confiance et, malgré les volées de mitraille qui criblaient et soulevaient le sol de tous côtés, ces braves soldats se reportèrent en avant et rentrèrent dans l'ouvrage.

Une batterie de 15 pièces fut enclouée par les artilleurs français et, si la configuration des lieux avait permis aux réserves de déboucher plus promptement et de venir soutenir les troupes engagées, il est plus que probable qu'on aurait réussi à conserver le bastion qu'on venait de conquérir.

Mais écrasées par la supériorité du nombre, décimées par les volées de mitraille que les Russes ne cessaient de faire pleuvoir sur le front et sur les flancs des colonnes, les troupes du général de Salles durent à trois heures rentrer dans les tranchées dont elles garnirent le parapet, une heure après être montées à l'assaut.

Pendant ce court laps de temps, les généraux Rivet et Breton avaient été tués, les généraux Trochu et Couston blessés, à la tête de leurs troupes et à l'intérieur même du bastion. »

Tandis que, pendant les jours suivants, les Russes quittaient la ville qu'ils avaient détruite avant de l'abandonner à leurs adversaires — tandis que les alliés s'établissaient, au milieu des incendies et des explosions, sur les ruines fumantes dont la possession leur avait coûté tant de temps, tant d'efforts et tant de sang — le major Govone parcourait les camps et le théâtre de la lutte suprême pour recueillir les éléments du rapport au Ministre de la Guerre dont le général La Marmora lui avait confié la rédaction.

Il se garda bien naturellement de faire figurer son nom dans ce rapport, mais le général La Marmora ajouta de sa propre main[1], au bas de la minute de ce rapport, les

1. La note que La Marmora mit au bas de la minute est conçue en ces termes : *Accompagnaient le général de Salles, le major Govone, le capi-*

noms des quatre officiers italiens — Govone, Charles Piola Caselli, Alexandre Galli, Casimir Balbo — qui, détachés auprès du général de Salles, avaient eu la bonne fortune et l'honneur de prendre part à l'assaut de Sébastopol.

taine Piola, les lieutenants Galli et Casimir Balbo. Les trois premiers ont été légèrement blessés.

Le chevalier Charles Piola Caselli, capitaine d'état-major, plus tard lieutenant-général, faisait partie du quartier général auquel étaient attachés comme aides-de-camp le chevalier A. Galli della Loggia, lieutenant aux chevau-légers de Monferrat, et le chevalier Casimir Balbo, lieutenant aux chevau-légers de Saluces. Ce dernier, dès que les Français furent entrés dans le bastion central, fut chargé d'en porter la nouvelle au général La Marmora et fut remplacé par le lieutenant Crespi.

CHAPITRE IV

SAN MARTINO

Le 26 avril 1859, à cinq heures et demie de l'après-midi, le baron de Kellersberg et le comte Ceschi di Santa Croce, qui avaient apporté à Turin *l'ultimatum* autrichien, recevaient la ferme et digne réponse du comte de Cavour. Une heure après, ils partaient pour Milan escortés jusqu'à la frontière par le lieutenant-colonel Govone[1].

La guerre éclatait enfin, cette guerre espérée, désirée depuis si longtemps, cette guerre que le Piémont n'avait cessé d'appeler de tous ses vœux pendant que la diplomatie s'efforçait sincèrement de chercher une solution pacifique, cette guerre enfin, en vue de laquelle on se préparait depuis tant d'années.

Le lieutenant-colonel Govone avait été un des artisans les plus actifs de cette grande œuvre. On l'avait, dans les derniers mois, chargé de compléter les études et les calculs destinés en partie aux alliés du Piémont, de prendre les dispositions relatives aux armements, les mesures propres à assurer en cas de guerre la jonction de l'armée sarde et celle de l'armée française, et c'était encore à lui qu'on avait confié le soin d'organiser et la mission de diriger le service des renseignements. Grâce au patriotisme des populations qui étaient déjà de cœur

1. Cf. Chiala, *Lettere di Cavour*, vol. III, p. CXLVII; et Mariani, *Guerre dell'Indipendenza*, vol. III, p. 381.

acquises à la cause de l'unité italienne, il avait pu, non sans peine et quoique incomplètement, tendre sur le royaume lombard-vénitien un vaste réseau d'informations. Les renseignements sur les effectifs des Autrichiens, sur la position de leurs troupes, sur l'arrivée incessante de renforts qu'on cherchait à cacher, venaient tous aboutir à Turin. Et ce furent ces informations qui, recueillies d'après des instructions claires et précises, coordonnées, contrôlées et complétées méthodiquement, permirent de connaître la force, la composition, la répartition des forces adverses, de suivre jour par jour le renforcement lent, mais formidable et continuel, des masses qui se concentraient de l'autre côté de nos frontières.

Maintenant les Autrichiens ne se contentaient déjà plus de menacer le Piémont; ils prenaient l'offensive — ils envahissaient le territoire piémontais. Mais en s'avançant les colonnes autrichiennes laissaient derrière elles des postes vigilants de carabiniers dont elles ne supposaient pas l'existence, postes qu'on avait habilement disposés sur toutes les routes d'invasion, et auxquels on avait donné l'ordre de se laisser dépasser, de signaler, après avoir évalué leur force, la marche des corps de troupes de l'envahisseur, et de recueillir tous les éléments d'information qui, une fois mis en ordre et bien interprétés, devaient permettre à l'état-major d'arriver à connaître les mouvements de l'ennemi et à pénétrer ses projets[1]. Des sous-officiers et des maréchaux des logis de l'arme, choisis parmi les plus sûrs et les plus intelligents, munis à temps d'instructions écrites et verbales leur expliquant la mission qu'ils avaient à remplir et les préparant à leur rôle, avaient été, avant la déclaration de guerre, postés dans des maisons choisies à cet effet le long des grandes routes. Ils devaient de là se rendre un compte exact de la force des

1. Cf. Instructions envoyées par le lieutenant-colonel Govone, le 22 avril 1859, aux officiers d'état-major employés sur la frontière (Documents existant aux archives de l'état-major).

colonnes qui défilaient sous leurs yeux, en informer immédiatement et au fur à mesure le Ministère, soit en lâchant sur certains points des pigeons voyageurs, soit à l'aide de messagers, de douaniers, de contrebandiers, etc., rester aussi longtemps que possible sur les derrières de l'armée autrichienne, afin de faire connaître la direction suivie par les colonnes, et enfin rejoindre notre armée par des voies détournées. C'était là une besogne difficile et périlleuse dont les carabiniers s'acquittèrent avec leur dévouement et leur intelligence habituels.

Grâce aux dispositions prises avec un soin minutieux qui avait tout prévu, on ne se trouva plus, au début de la guerre, plongé dans cette ignorance complète des forces et des mouvements de l'ennemi qui avait été si fatale à l'armée sarde à deux reprises, en 1848 et 1849 et qui devait l'être de nouveau en 1866. Si l'écrasante supériorité numérique des Autrichiens inquiétait à bon droit le commandement, celui-ci échappait, cette fois du moins, au redoutable danger de l'inconnu, à cette inquiétude énervante qui accroît en général au début des campagnes les difficultés de la tâche qui incombe à la stratégie. L'épée du Piémont s'engagea dès le principe avec l'épée de l'adversaire qui la recherchait, et prête à la parade, elle put tâter le fer.

« *Jamais*, écrivait le colonel Fabris[1], *le commandement d'une armée n'a disposé de renseignements plus sûrs et plus précis et jamais peut-être il n'a mieux montré qu'à ce moment qu'il ne savait pas s'en servir.* »

1. Nous devons nombre de renseignements sur cette période au colonel Cecilio Fabris, auteur d'importants ouvrages militaires et auquel nous avons posé à ce propos la question suivante :

« Que peut-on déduire de l'étude de la campagne de 1859 en ce qui a trait au fonctionnement du service des renseignements, à la valeur et à l'efficacité des dispositions adoptées et aux résultats obtenus? »

Sa réponse est ainsi conçue :

« *Le service des renseignements pendant la période de préparation et pendant les débuts de la guerre a fonctionné d'une façon parfaite. Il était admirablement organisé et a été secondé avec le plus grand zèle par les autorités civiles et par les carabiniers travestis qui étaient restés dans le pays envahi par l'ennemi, etc. Mais l'étude de la campagne montre que ce*

Le 1er mai, le lieutenant-colonel Govone quittait son bureau du Ministère de la Guerre où il avait centralisé jusque-là le service qu'il avait si bien organisé et rejoignait le quartier général du roi à San Salvatore. Les notes qui suivent sont en quelque sorte le journal des premiers jours de la campagne[1].

1er mai, 2 h. 50... *Je pars pour Alexandrie et S. Salvatore. Le quartier général du roi y est installé depuis ce matin.*

Aujourd'hui, dernières conférences avec le général La Marmora et le comte de Cavour. L'armée autrichienne a deux corps d'armée tout prêts à nous attaquer, peut-être dès demain. — Ses deux colonnes, les IIIe et Ve corps, ont débouché le 29 et le 30 avril de Pavie sur Gravelone et marchent sur Valenza. — De notre côté, nous avons abandonné hier la ligne de la Doire pour porter nos troupes sur Casale et Alexandrie, y opérer une concentration et prendre l'offensive. On calcule qu'il y aura 40.000 Français venant de Gênes et 40.000 de Suse. Mais le fait est qu'ils arrivent lentement, que personne n'a le commandement et que tout marche à la grâce de Dieu! J'insiste auprès du Ministre pour que l'on donne le commandement à Canrobert, pour que le roi se mette sous ses ordres, en un mot, pour qu'on sache qui commande en chef.

On écrit à Canrobert pour le presser de venir de Suse à Turin. Il vient à midi pour conférer avec le général La Marmora. Je prends sur moi d'inviter Bona d'avoir à se trouver au rendez-vous à deux heures, afin de prendre

service n'a pas donné les résultats qu'on était en droit d'en attendre, soit à cause des conditions spéciales du problème de guerre, soit pour d'autres raisons. L'incident de la retraite hâtive sur Acqui en est une preuve et le développement du plan de campagne imposé et exécuté par Napoléon montre clairement que ce plan aurait pu être développé même dans le cas où l'on n'aurait pas eu le moindre renseignement sur l'ennemi. Jamais peut-être le commandement d'une armée n'a eu des informations plus claires et plus précises et jamais il n'a montré mieux qu'à ce moment qu'il ne savait pas s'en servir.

(Lettre du colonel Fabris. Rome, 5 novembre 1901.)

1. Notes écrites au crayon sur un carnet du 1er au 15 mai 1859.

avec Canrobert une résolution de nature à mettre fin aux retards qui se produisent constamment, de décider que les transports par voie ferrée seront désormais réglés par un seul service. Adieux à La Marmora. Le soir, arrivée à S. Salvatore. — Dîner chez le roi.

Les reconnaissances de la journée nous promettent encore vingt-quatre heures de tranquillité avant l'attaque. A dix heures du soir arrive la nouvelle, annonçant la concentration de l'ennemi sur Candia et Breme. On prend des mesures pour s'opposer au passage de Frassinetto en appelant d'Alexandrie (ou de Valenza) le 2e grenadiers. Je fais descendre le 1er de Leri à Occimiano. — Le 2e se concentre pour se porter à Frassinetto[1].

2 mai... *Expédition des ordres de concentration. — Je vais à Alexandrie pour expédier des dépêches chiffrées à l'intendant d'armée lui prescrivant d'envoyer à Occimiano cinq jours de vivres pour* 30.000 *hommes — au maréchal Baraguay-d'Hilliers de la part du roi, pour lui demander de remplacer Durando à Novi — à ce dernier général, pour lui ordonner d'en partir. — Je m'entends avec le chemin de fer et le meilleur moyen est de faire venir par la voie ferrée à Alexandrie la division qui continuera par étapes sur Occimiano. Je prends sur moi de changer les dispositions qui prescrivaient aux troupes de venir par étapes jusqu'à Alexandrie et de là par chemin de fer jusqu'à Giarole...*

Au moment de partir pour Alexandrie, le général La Rocca me montre un billet du général Pettinengo annonçant que les Autrichiens sont à Sale! Ce serait chose grave, et je persiste à croire qu'il serait dangereux de se concentrer sur Frassinetto, vu qu'on n'a pas de nouvelles certaines de l'ennemi, et qu'on sait seulement qu'il a repoussé nos postes de Torreberetti sur le pont de Valenza.

Je vais à Alexandrie avec l'idée de vérifier la nouvelle de Sale, et, si elle est vraie, j'écrirai au général La Rocca

1. Suivent des notes sur la position de différents corps de troupes.

pour lui demander de renoncer à la concentration de Frassinetto.

La nouvelle de Sale est une fable.

En revenant à midi à S. Salvatore, j'apprends qu'on a déjà renoncé à la concentration, sur la demande de l'empereur qui désire qu'on évite de s'engager. Cette concentration sur Frassinetto, dont je n'ai eu connaissance que lorsqu'on avait déjà donné ordre de l'exécuter, m'a paru déplorable et de plus, je la croyais presque irréalisable.

On a décidé d'arrêter Durando à Alexandrie et on lui fait porter l'ordre par un officier.

Je conseille : 1° de réunir à Casal des approvisionnements pour 15.000 *hommes pendant deux mois ou un mois tout au moins. — Adopté et ordre donné pour un mois et plus ; 2° de faire construire en deux jours et deux nuits des fortins sur les collines de Casal en y employant les troupes et les paysans. L'ordre en est donné également ; 3° de prescrire à Cialdini, au cas où l'ennemi aurait débouché sur la droite du Pô, de faire filer les parcs et les batteries qu'il a avec lui par Asti sur les routes qu'il a sur ses derrières. Adopté et ordonné.*

En route, j'interroge les carabiniers chargés d'observer le passage des Autrichiens à Cava et à Carbonara. Anecdotes du brigadier découvert et arrêté. Intelligence et habileté de quelques-uns de ceux que je renvoie en exploration. Conseil ; on consent à mettre des observateurs à Sale et à Casei... — Ordre donné. — Je songe à en faire placer demain à Frassinetto et à Occimiano. — Interrogé pendant la journée le gendarme autrichien qui ne me donne aucune information utile. — La Marmora est arrivé.

3 mai... *Je me lève à trois heures un quart, et à quatre heures je monte à cheval avec le roi. Nous allons à Valenza, Monte Pomaro, Mirabello, et rentrons à S. Salvatore vers les onze heures et demie du matin. Le général La Marmora me demande mon opinion sur nos positions. Je lui dis qu'elles sont excellentes, mais très étendues. Je crois que*

nous pourrons tenir jusqu'à ce que l'ennemi menace Casal. Notre position l'inquiétera. Le général La Marmora semble m'approuver.

Le général La Rocca vient par la route pour me demander de lui donner nettement mon opinion sur les positions de S. Salvatore et de Valenza, « Puisque, dit-il, il s'agit de décider au pied levé, de suite, ce qu'il convient de faire. » Je lui répète ce que j'ai déjà dit à La Marmora... On expédie tous les ordres[1].

Vers les dix heures, pendant que le roi revenait au quartier général, il reçoit à Mirabello la nouvelle de l'occupation de Sale par l'ennemi et de la présence de 20.000 *Autrichiens sur la rive droite du Pô*[2]. *C'est le meilleur mouvement que pouvaient faire les Autrichiens, et par conséquent il me semble fort vraisemblable. La Rocca est d'avis de faire immédiatement un mouvement vers Alexandrie et Novi, La Marmora, qui s'est pris d'amour pour nos positions actuelles, n'en veut pas entendre parler.*

Canrobert arrive vers les quatre heures de l'après-midi, monte à la tour de S. Salvatore, examine de là les positions et les déclare détestables *parce qu'il faudrait* 100.000 *hommes pour les garder. Conseil de guerre jusqu'à sept heures. La Marmora, qui est allé à Casal, n'y assiste pas. Le Conseil déclare qu'on doit faire mouvement sur Novi, mais sans tarder une minute et, croyant la route de Novi déjà interceptée, on décide que : les 1re et 2e divisions partiront la nuit même pour Acqui, avec le quartier général qui, de là, gagnera Novi ; que les divisions Durando et Cucchiari s'enfermeront à Alexandrie. On expédie aussitôt ces ordres.*

En lisant ces ordres, je reste pétrifié, atterré. La marche sur Acqui n'est pour moi rien moins qu'une débâcle *comme après Iéna.*

Heureusement La Marmora arrive de Casal. Nouveau

1. Suivent les dispositions pour la répartition des troupes envoyées le matin.

2. Cette fausse nouvelle, qui faillit nous être fatale, émanait du commandant de la cavalerie et non pas du service des renseignements.

conseil de guerre. Canrobert défend l'idée d'envoyer deux de nos divisions à Novi par n'importe quelle route et de jeter le reste dans les places. La Marmora s'y oppose en déclarant qu'à Novi on ne pourra nous faire vivre, nous et les Français. Canrobert dit alors : « En ce cas, on ne peut pas faire l'impossible. » On renonce à Acqui et on expédie aussitôt les contre-ordres qui arrivent à temps pour annuler les ordres antérieurs. Joie générale au quartier général. Mais grande leçon pour les militaires...

Le 4 mai au matin, on sait que, cette fois encore, le mouvement de l'ennemi sur Sale n'avait été qu'une insignifiante reconnaissance et qu'on avait pris des vessies pour des lanternes.

4 mai... *Je fais avec Driquet un compte rendu de l'invasion autrichienne. — Pluie. — Roberti est mort*[1]. *Pauvre ami !*

5 mai... *Réception du rapport sur la démonstration exécutée le 3 au soir par les Autrichiens sur Frassinetto. Nos troupes se sont bien conduites. Toutes ces démonstrations couvrent évidemment un mouvement qui s'exécute plus en arrière.*

A huit heures et demie du matin, on apprend que les Autrichiens sont réellement cette fois à Voghera, Castel Nuovo Scrivia... avec Benedeck. On croit que ce mouvement est sérieux. Mais cette fois on ne pense plus à faire quoi que ce soit ; on reste sur les positions.

6, 7, 8 mai... *Les Autrichiens abandonnent Castel Nuovo Scrivia et la droite du Pô. On répand le bruit d'une retraite de l'ennemi sur Pavie, on y ajoute créance en haut lieu. Pour ma part, je n'y crois pas. Les Autrichiens dépassent Verceil, reconnaissent Santhia et Tronzano. Alarme à Turin. Cavour propose de couvrir cette ville. —*

1. Le capitaine d'artillerie Roberti, tué au pont du chemin de fer près de Valenza, le 4 au matin, lors d'une attaque tentée par les Autrichiens.

Dépêches chiffrées. — On songe a faire un mouvement. Le premier projet conçu le 8 *consiste à concentrer notre armée sur Casal. Les Français nous remplaceront sur les positions et dans les places. Nous, nous sortirons de Casal et, masquant Candia, nous irons sur Verceil pour faire reculer l'ennemi qui aurait fait sortir de Verceil une division du VII*e *corps à laquelle il a dû faire prendre la route de Turin par Gattinara. — Les avis et les démentis s'entrecroisent. — Mais après une conférence du roi avec Canrobert, on renonce à Casal. L'ennemi qui a fait hier une reconnaissance sur Casal a été repoussé par les bersagliers, etc... et s'est retiré.*

9 mai... *Les nouvelles reçues pendant la nuit disent que l'ennemi est arrivé à Salussola avec* 2.500 *hommes et une demi-batterie et menace Biella, qu'une division est réunie à Tronzano, qu'une ou deux brigades masquent Casal à Villanova, Stroppiana et Balzola.*

La division ennemie de Tronzano menaçant Turin, on songe à faire quelque chose. Mon opinion, que j'ai déjà exprimée à plusieurs reprises et sur laquelle on m'a encore consulté ce matin, est de faire avec le gros de nos forces, sur la droite du Pô, un mouvement sur Voghera qui serait appuyé par les Français. Jeter un pont et occuper une île, menaçer de jeter un autre pont sur le petit bras et passer le Pô. Ce mouvement inquiéterait les Autrichiens et suffirait pour les décider à replier celles de leurs troupes qui sont au delà de la Sesia.

Le général La Rocca en parle au conseil de guerre, mais y ajoute de son cru je ne sais quoi de Bobbio. Le projet est rejeté, et nous restons sur nos positions.

Observations philosophiques. — *La maxime qui dit que l'ennemi ne nous fait jamais autant de mal qu'il l'aurait pu, n'a jamais été démontrée d'une façon plus éclatante. Les Autrichiens avaient* 160.000 *hommes quand ils envahirent le Piémont. Les têtes de colonnes des Français venaient seulement de poindre de ce côté des monts et à*

Gênes. Nous, nous étions peu nombreux et par dessus le marché nos divisions n'étaient pas formées et nos troupes étaient encore en marche de la Doire sur Casal et Alexandrie. Il faut dire aussi qu'il régnait une extrême confusion et que personne ne savait quelles étaient les troupes placées sous ses ordres. L'ennemi pouvait se jeter sur Novi, rejeter dans la vallée de la Scrivia Durando et la poignée de Français qui dans les premiers jours du mois étaient descendus à Serravalle, et couper les communications entre Alexandrie et Novi. Il pouvait se porter rapidement sur Turin par la gauche du Pô en masquant à l'aide de trois corps ce fleuve de Valenza jusqu'à Casal, et continuer sa marche en avant avec les deux autres corps qui lui restaient. Il pouvait passer à Frassinetto, attaquer S. Salvatore et nous rejeter dans les places, etc. Il n'a fait que des pillages et des démonstrations. Pourquoi restons-nous aussi inertes? Les Français ne sont pas prêts! Ils ont des soldats, peu d'artillerie et rien d'autre. — J'ai eu peur d'avoir devant nous un ennemi entreprenant et habile; j'en ai eu grand peur pour nous, parce que nous étions isolés et encore désorganisés. Toutes ces craintes était vaines. L'ennemi n'a rien fait[1].

*
* *

L'ennemi n'avait rien fait, et il était désormais trop tard pour lui pour tenter quelque chose de sérieux. Sa marche sur Turin, cette marche dont on avait eu connaissance le 9, s'arrêtait devant une démonstration offensive des Piémontais et se changeait en une retraite désordonnée. Quelques jours encore, quelques jours que 160.000 Autrichiens employèrent à tourmenter les maires du pays de Verceil, quelques jours que nous mîmes à profit pour compléter nos préparatifs en attendant les

1. Les quelques notes qui vont jusqu'au 15 mai n'ont trait qu'aux mouvements exécutés par les troupes du 9 au 15 mai, à la suite de la nouvelle reçue le 9 de la marche de l'ennemi sur Turin.

Français, et l'avalanche que l'inertie inconcevable de l'ennemi avait laissé se former et s'amonceler sur sa tête allait fondre sur lui et renverser tout ce qu'elle devait trouver sur son passage.

21 mai[1]... *Me voici à Casal depuis hier au soir. Nous sommes ici, mais je suppose que nous n'y resterons guère longtemps. L'ennemi est en pleine retraite de Verceil et des environs. Il n'a désormais plus que des avant-postes sur la Sesia. Il était ces jours derniers concentré vers Mortara et Garlasco. Je pense qu'il a fait quelque mouvement important depuis peu, et ce que vous entendrez de Casteggio, coïncidant avec l'arrivée de l'empereur d'Autriche et de Hess à Pavie, me fait croire à des choses sérieuses.*

En attendant voici les nouvelles que nous avons de Casteggio et de Montebello. Notre cavalerie légère, du brigadier de Sonnaz, Novare-cavalerie, Aoste, deux escadrons de Monferrat et peut-être deux aussi des chevau-légers d'Alexandrie, étaient dans ces parages. Les Français tenaient Voghera et les positions plus en arrière. L'ennemi marchait hier matin sur Voghera. Notre cavalerie se repliait combattant vaillamment devant 15.000 *ennemis. Les Français,* 4 *à* 5.000 *hommes, avançaient à leur rencontre. Les troupes françaises et les nôtres se battirent avec la plus rare bravoure et l'ennemi, après cinq heures de combat, devait nous abandonner Montebello en conservant Casteggio. Le général Beuret fut tué. Beaucoup de chefs de corps furent blessés. L'ennemi nous laissa beaucoup de prisonniers et nous eûmes* 500 *blessés, de notre côté.*

Le colonel Morelli qui commandait les deux escadrons de Monferrat, où mon frère cadet[2] *est porte-drapeau, était mourant de ses blessures. Je n'ai aucune nouvelle de mon*

1. Les notes provenant du carnet de Govone s'arrêtent au 15 mai. Les extraits qui suivent sont tirés des lettres (en français) que le colonel écrivait tous les jours à sa fiancée.

2. François Govone, né à Alba, en 1836, nommé sous-lieutenant aux chevau-légers de Monferrat, le 31 mars 1859, tué au combat de Montebello le 20 mai 1859.

frère, car on n'a pas jusqu'ici des détails. Piola de Novare-cavalerie est légèrement blessé. On le dit aussi du brigadier de Sonnaz.

L'empereur disait hier que notre cavalerie a été admirable. Le fait est qu'elle est revenue six fois à la charge. On s'attend à une affaire plus grave encore aujourd'hui.

Tout nous va bien et nous pouvons dire d'avoir remporté la première victoire.

Casal, 23 mai, 10 heures du soir... *Je vous donnais ce qu'on savait ici du combat de Casteggio et de Montebello : mais hélas! j'étais loin de me douter qu'il m'avait coûté si cher... Je suis dans un de ces moments de la vie, où l'on sent plus vivement toutes les affections et les preuves que vous m'en donnez par vos lettres me font du bien. Mon pauvre frère était aimé parce qu'il le méritait bien... Il a toujours été pour moi un jeune frère, que je prédiligeais, si je puis ainsi dire... Priez pour lui...*

Je l'ai vu la dernière fois à Valenza, il y a une dizaine de jours. Il a quitté les deux escadrons, avec qui il était, pour rejoindre le colonel avec les deux escadrons de son régiment attachés aux Français, il y a peu de jours seulement. Il ne devait voir les horreurs de la guerre que pour y laisser la vie, trop jeune encore. Quatre autres officiers ont été blessés. Combien de larmes pour leurs familles. Ma tête est, depuis hier au soir, remplie de cette triste idée et il me semble que des semaines se soient écoulées depuis si peu de temps...

Casal, 25 mai, 11 heures du matin... *J'ai reçu ce matin aussi pour la première fois des détails sûrs à l'égard de mon pauvre Francesco. Il était ce jour là attaché au général de Sonnaz comme officier d'ordonnance, et la lettre dit qu'après avoir chargé plusieurs fois avec la plus grande bravoure il reçut, dans la dernière charge qu'il fit à l'entrée de Montebello, une balle dans le ventre, dont il tomba mort. Son cheval reçut lui aussi plusieurs balles et mourut quelques instants après. Pauvre enfant, si jeune et si*

brave! J'étais bien sûr de lui, mais j'avais une plus grande confiance dans son destin...

J'ai été voir mes deux autres frères, l'un à Stroppiana, l'autre à Verceil même... Mon frère Giovanni[1] *sortait des avant-postes; l'on avait échangé quelques coups de canon et de mousqueterie. Mon frère Secondo*[2], *du* 10e *régiment, avait pris part en volontaire à une brillante affaire que son régiment avait eue au delà de la Sesia et dont les bulletins ont parlé. Deux bataillons de son régiment avaient passé le fleuve près de Verceil au gué, ayant l'eau jusqu'à la gorge. Là, un bataillon resta en réserve, l'autre avança. On détacha deux compagnies pour s'assurer les flancs, et les deux autres, avec lesquelles était mon frère, avancèrent dans la direction de l'ennemi. On vit un campement derrière une ferme; mon frère fit disposer les troupes en bon ordre et conseilla de marcher en avant sans bruit et de n'attaquer à la baïonnette que lorsque l'ennemi, qui ne s'en doutait pas et nous échangeait contre des Autrichiens, nos soldats étant habillés en toile blanche, se serait aperçu de son erreur. On arriva à soixante pas de lui, derrière la ferme, et alors on se lança contre* 5 *ou* 600 *Autrichiens, qui, étonnés, couraient aux armes. On tomba sur eux à la baïonnette; on en tua quarante ou cinquante, dont deux officiers; les autres se sauvèrent, en abandonnant une partie des armes, des bagages, des marmites et les voitures.*

Nos 250 *hommes les poursuivirent jusqu'à Torrione. Là, l'ennemi avait de nouvelles forces et occupait les maisons, faisant feu des toits et des fenêtres. Nos braves soldats, sans riposter, se jettent dans le village, qui fut aussitôt abandonné et l'ennemi fut en fuite ne s'arrêtant qu'à Vagogna. Les nôtres, déjà dix fois trop téméraires se replièrent et repassèrent la Sesia. On n'avait eu en combat-*

1. Jean Govone, alors lieutenant aux chevau-légers de Saluces, actuellement lieutenant-général en retraite.

2. Jules Secondo Govone, alors capitaine au 10e d'infanterie, puis major au 58e, mort en Sicile lors de l'épidémie, en 1867.

tant de cette façon que quelques hommes tués et blessés avec un officier. L'ennemi eut des pertes considérables et, ce qui est plus étonnant, une brigade entière qui était dans les environs se mit en retraite, ne s'arrêtant qu'à six milles de distance. Une brigade est de 5.000 *hommes.*

Je vois dans les rapports officiels que mon frère est très loué et qu'il est proposé pour la médaille militaire. Mes pauvres frères sont donc de bons enfants. Que Dieu protège ceux qui me restent.

28 Mai. Casal... *Les nouvelles de la guerre n'ont aujourd'hui aucun intérêt. Les seuls faits d'armes regardent Garibaldi qui a été aussi vaillant qu'habile. Les dépêches qui nous arrivent de lui sont cependant assez confuses et l'on ignore s'il est en ce moment poursuivi ou s'il continue de battre l'ennemi.*

Il ne tardera pas à être dégagé.

Demain nous commencerons à bouger...

29 Mai. Verceil... *Je ne vous dirai rien à présent des événements de la guerre. Je vous en parlerai seulement après coup. Mais en attendant, attendez-vous, dès que nous pourrons commencer nos opérations, à de grandes victoires ou à des retraites précipitées de l'ennemi et partant à des conquêtes sans coup férir...*

30 Mai... *Je vous écris de Torrione, un tout petit hameau près de Verceil. Nous avons été engagés contre les Autrichiens sur deux points : à Palestro et à Vinzaglio. L'ennemi a été chassé de ses fortes positions à la baïonnette. Il nous a laissé* 250 *prisonniers, dont cinq officiers, et deux canons. Si j'en avais le temps et le loisir, je vous écrirais des détails... Mais nous ne faisons que de finir notre journée à sept heures du soir et nous sommes passablement fatigués et mouillés.*

Après la prise de Palestro, j'allai porter des sollicitations pour que Vinzaglio fut pris le plus tôt possible. J'y arrivai à l'instant où nos troupes débouchaient de l'autre côté

8

du village. Je voulus revenir auprès du roi par un chemin direct et je crois avoir pris la même route que fit l'artillerie de l'ennemi, qui vint tomber dans nos troupes et fut prise à la baïonnette. Je crois que je la devançai de quelques minutes seulement. J'aurais bien pu y donner moi-même tout seul, le nez dedans...

31 Mai soir... *Nous marchons de victoire en victoire. Hier, le général Durando prenait avec élan la forte position de Vinzaglio. Cialdini s'emparait de celle de Palestro avec bravoure et prenait deux canons à l'ennemi.*

Ce matin, les Autrichiens faisaient une démonstration contre Durando et attaquaient Cialdini avec 30.000 *hommes dont* 15 *à* 18.000 *prenaient part au combat. Les Autrichiens, en attaquant de front Palestro, faisaient marcher une forte colonne entre Palestro et la Sesia pour arriver au pont que le maréchal Canrobert avait jeté pour faire passer son corps d'armée.*

Nos troupes repoussaient toutes les attaques depuis le matin jusqu'à onze heures. La colonne autrichienne avançant toujours vers le pont, nos troupes du 16e régiment, Savone, et des bersaglieri, avec un régiment de zouaves que l'Empereur avait mis à la disposition du roi, se jetaient sur l'ennemi, sans presque tirer; en un quart d'heure, ces braves soldats arrivaient à la baïonnette sur l'ennemi; cinq canons étaient pris par les zouaves, trois par les nôtres, trois ou quatre cents prisonniers, etc. Enfin le combat fut très brillant et glorieux. Mon frère du 10e régiment s'est grandement distingué hier et aujourd'hui...

1er Juin. 4 heures du soir... *Aujourd'hui, nous sommes tranquilles. L'ennemi ne parait pas et comme c'est de la grande stratégie que l'on fait en ce moment, nous nous soucions fort peu d'aller le chercher. Je puis donc vous écrire tout à mon aise, après une longue promenade faite avec le roi dans les positions de nos troupes.*

C'est un spectacle déchirant que le lendemain d'une bataille. On ne rencontre sur les routes que des chariots de

blessés et de mourants, mêlés assez souvent avec des malheureux qui sont déjà expirés. Les églises, les maisons sont remplies, ce matin encore, d'Autrichiens, de zouaves et de nos soldats, que les chirurgiens soignent à leur façon, en les tourmentant par leurs opérations, pour les voir mourir une demi-heure après. Les pertes dans les combats d'hier, à Palestro, ont été assez considérables pour nous. Les Autrichiens ont perdu bien davantage. On peut calculer pour deux mille hommes, dont neuf cents prisonniers. Le général Zsabo, qui commandait une brigade du IIe corps autrichien, a été tué.

Autant le spectacle de ce matin était hideux, autant c'était plaisant de voir hier nos soldats victorieux. Ici un bersagliere était coiffé d'un chapeau autrichien; là des fantassins montaient les chevaux des canons pris à l'ennemi, pour les conduire en triomphe dans nos camps; plus loin quelques zouaves blessés étaient assis sur l'avant-train d'une pièce ennemie et six prisonniers autrichiens y étaient attelés pour traîner à l'ambulance les vainqueurs. Les zouaves, les mains remplies du butin fait sur l'ennemi, regardaient en faisant cercle une carte mise de travers, à laquelle ils ne comprenaient rien. Quand l'Empereur, accompagné du roi, alla visiter les camps des Français, un soldat me demanda : « Est-ce là votre Empereur ? parbleu le bel homme? »

Que ferons-nous maintenant?... nous voilà bientôt à Milan.

5 juin, 7 heures du matin... *Hier encore j'ai été à cheval depuis huit heures du matin jusqu'à minuit. A trois heures de ce matin, j'étais à cheval. Il est maintenant sept heures et je vous écris un mot et je vais rejoindre aussitôt après le roi à Magenta.*

La journée de hier a été chaude. Les Autrichiens ont attaqué les Français entre Buffalora et Magenta. Nous avons pressé notre marche et je suis arrivé moi-même au pas de course avec la division Fanti, au tomber du jour,

mais nous n'avons eu d'engagés que quelques escadrons et des tirailleurs. La victoire a été aux Français.

Ils ont eu de fortes pertes, entre les plus regrettables, celle du général Espinasse tué, général de Martimprey blessé, etc...

6 juin, 7 heures du matin. Bords du Tessin... *Hier je vous ai écrit deux mots, le matin, après une nuit de fatigue. La journée de hier a été plus raisonnable et je suis ce matin reposé. Nous allons partir tout de suite et prenons la route de Milan. J'ignore si nous y entrerons dans la journée : cela dépend de l'Empereur qui enverra ses ordres en chemin.*

La bataille d'avant-hier a été très sérieuse et elle a retardé de vingt-quatre heures notre mouvement en avant.

Voici le résumé de nos opérations depuis notre entrée en campagne.

L'Empereur, voyant les Autrichiens prêts à défendre le Pô depuis Candia jusqu'à Plaisance et le Tessin fortifié derrière l'armée autrichienne, pensa tourner toutes les défenses de l'ennemi. Il fit semblant de porter son armée à Voghera et d'aller lui-même à Tortone: puis il fit faire une contre-marche à son armée et la concentra à l'extrémité opposée, à Verceil, où elle passa la Sesia. Nous avons passé les premiers, et à Palestro nous couvrions le passage des Français.

L'ennemi ne comprit rien à ce mouvement fort bien imaginé et parfaitement exécuté. Il fut déconcerté et dut abandonner tout le pays pour courir défendre sa ligne de retraite.

Nous fîmes la même chose pour passer le Tessin. Les ponts de Novare, Vigevano et Pavie étant entre les mains des Autrichiens et fortement retranchés, nous les tournâmes par Turbigo. Les Français passèrent les premiers et devaient masquer notre mouvement. On eut à Magenta et Buffalora la bataille d'avant-hier qui est tout à fait le pendant de celle de Palestro...

On croit que les pertes dans la bataille d'avant-hier ont

été de 5 *à* 6.000 *hommes pour les Français et du double pour les Autrichiens. Plusieurs généraux et colonels tués ou blessés...*

7 juin. Leinate, 3 heures après midi... *Hier encore j'ai été à cheval toute la journée. Nous nous mîmes en marche des bords du Tessin pour Arluno, village à peu de distance de Magenta. Nous devions y mettre notre quartier général, en même temps que l'Empereur devait établir le sien à Magenta. Nos troupes, après différents mouvements sur les deux bords du Tessin, devaient finir de passer par le pont établi à Turbigo et par différentes routes se porter sur les grandes routes qui, de Varese, Como, etc. aboutissent à Milan. Le matin, nous devions faire notre entrée à Milan par la porte du Simplon en même temps que l'Empereur entrait par celle de Verceil. Cependant l'encombrement des profondes colonnes de troupes est tel, que pour passer nos quatre divisions (la* 5e *étant encore à Novare ou Verceil) il faut plus de temps que l'Empereur n'a calculé et l'entrée à Milan n'aura probablement lieu que demain.*

Hier, étant en route avec le roi, nous fûmes informés qu'un corps ennemi commandé par le général Urban était séparé du reste de l'armée autrichienne et marchait, à une petite distance de l'avant-garde du général Fanti, vers Rho, pour gagner Monza et l'Adda. Nous fîmes notre plan d'aller les prendre. On détacha de suite six escadrons de cavalerie, quatre canons et deux bataillons de bersaglieri pour l'atteindre. Le général della Rocca et votre fiancé étaient en tête de colonne. Nous fîmes marcher la cavalerie et l'artillerie au trot. Nous étions très près, lorsqu'un officier français, qui se donna pour parlementaire envoyé par l'Empereur, nous engagea à nous arrêter en nous disant qu'il était chargé d'aller sommer la colonne autrichienne de mettre bas les armes. Alors nous prîmes une allure plus modérée et l'ennemi regagna une heure et demie d'avance sur nous. En arrivant à Garbagnate j'ai appris que les Autrichiens, n'étant nullement tournés,

refusèrent de recevoir les parlementaires. Mais il était nuit et nos troupes étaient harassées de fatigue. Le corps autrichien fut sauvé. L'Empereur est furieux, d'autant plus que le parlementaire ne venait nullement de lui, mais du général Devaux, qui avait commis une bévue.

Il était dix heures du soir. Le roi, au lieu d'aller à Arluno, s'établit à Leinate dans un superbe château du duc Litta. Nos troupes eurent pendant la nuit une fausse alerte et on crut un moment que le corps d'Urban s'était rabattu sur nous pour nous faire une surprise de nuit. A Leinate, nous n'avions point de troupes pour garantir le roi. J'en fis venir quelques détachements, de sorte qu'à deux ou trois heures de ce matin j'étais encore debout. J'ai cependant dormi quelques heures ce matin et je vous écris dans un superbe salon du palais.

Je suis fort bien. Mais, chère amie, j'ai de grands regrets quant à nos opérations militaires. Le mouvement sur Verceil des deux armées, que je vous ai déjà expliqué, était digne du neveu de Napoléon Ier. Cependant le neveu, par défaut de pratique de la guerre, ne calculant pas les encombrements des colonnes, le fit manquer à moitié. Voici ce qui s'est passé.

Après avoir passé la Sesia à Verceil, les deux armées devaient passer le Tessin, marcher sur Milan de suite et sur l'Adda et alors l'armée autrichienne, qui s'était concentrée à Mortara le 2 juin, n'aurait pas eu le temps de gagner l'Adda avant nous. Elle était coupée et une bataille décidait de la campagne.

Nous avons passé le Tessin le 4 juin, les Français par le pont de Magenta (Niel et Canrobert) et par celui de Turbigo (Mac-Mahon et la garde impériale), l'armée sarde par Turbigo.

Mais les Autrichiens, qui avaient enfin compris notre mouvement le 3 au soir, arrivaient en masse à Buffalora et Magenta de Mortara. Les troupes de Milan se portaient aussi à Magenta.

Lorsque, le 4 au matin, les Français croyaient filer droit

sur Magenta sans difficulté, ils se trouvèrent avoir à faire à presque toute l'armée autrichienne. Mac-Mahon engagea un combat des plus meurtriers et il envoya nous dire de presser notre marche. Mais comme on s'était entêté, faute d'expérience, à faire passer tous les équipages français, notre division Fanti, qui était en tête de colonne, ne put passer à Turbigo qu'à 1 heure de l'après-midi. Durando passa plus tard, et Cialdini et Castelborgo ne purent passer d'aucune manière.

Je me trouvai près Robecchetto pour autre chose, car on ne s'attendait pas à une bataille[1]*. Lorsque j'entendis le canon, je m'arrachais les cheveux en voyant tous ces retards. Enfin je me suis mis à côté de Fanti pour presser la marche. Nous marchâmes vite, en repoussant les ennemis qui étaient de tous les côtés (c'était justement Urban coupé du reste des Autrichiens) sans nous arrêter. Nous arrivâmes à Mesero où les chariots des français se sauvaient déjà. Nous dépassâmes Marcallo, encombré de morts et de blessés, et nous nous dirigeâmes sur Magenta à l'extrême-gauche de Mac-Mahon.*

Un bataillon de bersaglieri arriva au pas de course. Il fut accueilli par des hourras *frénétiques, car les Français se croyaient presque battus. Une batterie entra en ligne au moment où une batterie française attelait ses pièces et conjurait les nôtres de se retirer, tout étant perdu, comme disait le capitaine français. Notre batterie n'en fit rien et resta à sa place. Mac-Mahon, voyant notre tête de colonne arriver, envoya en avant ses dernières réserves et rétablit*

1. Extrait du rapport du général Fanti sur la bataille de Magenta (*Campagna del* 1859, vol. II, p. 1045) :

« ... La colonne, continuant sa marche, arrivait avec son échelon de tête à Castano vers trois heures et demie de l'après-midi, lorsque le lieutenant-colonel d'état-major Govone vint m'informer qu'un officier d'ordonnance du général Mac-Mahon avait prié le roi de faire avancer ses troupes, parce qu'il était engagé à Cuggiano avec l'ennemi, dont il évaluait la force à 30.000 hommes.

Ma division tout entière mérite les plus grands éloges, mais je dois ajouter encore que je ne saurai passer sous silence les services signalés que m'ont rendus les officiers du quartier général principal, le colonel Petitti, le lieutenant-colonel Govone... »

le combat. Une demi-heure après, c'était nuit; les Autrichiens tenaient encore la moitié de la ville de Magenta; mais le gros se retirait avec hâte en grande confusion. L'ennemi trois fois plus nombreux était battu. Si notre division était arrivée deux heures plus tôt, si Durando avait pu suivre, l'armée autrichienne n'avait plus de retraite et on aurait pris 30.000 prisonniers. On n'en prit que 6 à 7.000. Les Français ont eu 5 à 6.000 tués ou blessés, deux généraux, Espinasse et Clerc, morts. On dit que les Autrichiens ont perdu le double. Qoiqu'il en soit, ils ont pu se retirer, et notre manœuvre rapide fut arrêtée, et la campagne continuera.

On n'a su que la bataille avait été aussi importante qu'après coup. Mais d'après le récit que je vous en fais, vous concevez mon regret de ce qui a eu lieu. Il est double, car je pressentais ce qui est arrivé, et mon impatience, qui m'a fait commettre des excès pendant les retards du passage de Turbigo, n'a été que trop justifiée!...

Milan, 10 juin, 8 heures du matin... *Me voici à Milan depuis deux jours... En y arrivant, il a de suite été question de repartir. Mais, après des ordres différents et opposés, les troupes n'ont fait que quelques mouvements peu importants et le quartier général du roi n'a pas bougé. Les différentes divisions de l'armée sont éparpillées à quelques lieues de la ville; mais les opérations, si vigoureusement initiées, sont un moment suspendues. La bataille de Magenta en est la cause... Telle était la supériorité numérique de l'ennemi sur les Français, que la bataille a été un moment indécise. Elle n'a été gagnée que le soir. Les pertes essuyées de la part de nos alliés les ont un moment arrêtés et ce qu'on vous disait de la fin prochaine de la campagne, l'ennemi étant cerné, n'était pas loin d'être vrai sans de petites fautes commises dans l'exécution du plan de l'Empereur qui le firent manquer en partie. Il en est d'ailleurs coupable, lui aussi, en bonne partie. Mais tout s'arrangera, vous verrez.*

... On m'écrit d'Alba que la ville entière se porta en masse sous les fenêtres de notre maison pour témoigner à ma famille la part qu'elle prenait à notre chagrin et que la municipalité a voté un sabre d'honneur pour un sous-officier du régiment qui vengea mon pauvre frère.

M. Boglione vous racontera les détails d'un nouveau combat que les Français ont livré à Melegnano (Marignan). L'ennemi fut battu... Nous avons des changements dans nos généraux : Castelborgo gouverneur de Milan, Mollard divisionnaire à sa place.

Milan, 11 juin, sept heures du matin... *C'est à dix heures que nous partons...*

Hier au soir, l'Empereur et le roi ont été à la Scala. Applaudissements frénétiques et, s'il y avait parmi les spectateurs des Vénitiens, ils n'ont pas été plus froids que les Lombards, bien certainement, car personne ne pense ici à ce que vous me dites, qu'on va s'arrêter à la Lombardie sans affranchir aussi Venise. Ne croyez rien à tout cela...

Vimercate, 12 juin... *Je vous ai annoncé hier à la hâte notre départ de Milan. En route nous apprîmes que les Autrichiens, qui occupaient en force l'Adda et surtout Vaprio, d'où nous devions les déloger aujourd'hui, s'étaient mis en retraite dès le matin de fort bonne heure, en coupant le pont de Vaprio sur l'Adda. Le pont fut bientôt rétabli, et nos troupes étaient après midi sur la rive gauche du fleuve. Brescia est abandonnée comme le reste ; ainsi, nous ne rencontrerons plus désormais l'ennemi qu'en arrivant sur le Mincio.*

Ma promenade de Milan par Gorgonzola à Vaprio fut délicieuse. Quel beau pays, que de charmantes fleurs jetées aux vainqueurs, quel enthousiasme touchant! Notre quartier général vint le soir s'établir à Vimercate dans une superbe villa, où il restera aujourd'hui encore, en me donnant le loisir de vous envoyer ce billet. Les troupes cependant marchent, marchent, marchent. Mais lorsqu'on com-

pare ce pays à la proclamation de l'Empereur des Français, qui ne veut point de conquêtes stériles, *on peut se demander s'il n'en voudra pas non plus de celle-ci.*

Pour le moment l'ennemi est très démoralisé. Nous le savons par les lettres des officiers saisies à la poste lors de leur retraite et par les armes et bagages qu'il laisse entre nos mains en se retirant. S'il se remettra d'ici à quelque temps, nous tâcherons de diminuer une autre fois sa confiance.

Castagneto, près Brescia, 15 juin, quatre heures après-midi. *En quittant Vimercate, nous avons été mettre notre quartier général à Palazzolo, pour rattraper les troupes qui nous avaient dévancés d'une marche. Mais ce jour-là, votre fiancé a encore passé dix-huit heures sur les vingt-quatre à cheval.*

Hier la marche a été de Palazzolo à Castagneto, à une demi-heure de Brescia. Aussitôt arrivé à la station d'étape, je me suis rendu à Brescia et au delà, voir le général Garibaldi et prendre des nouvelles de l'ennemi. Enfin c'était onze heures du soir quand je rentrai. Ces longues marches, les nuits passées sans dormir, tout ce qu'on voit dans la journée, tout cela vous fait échanger les jours contre des semaines et l'on finit par ne plus s'y reconnaître...

A Brescia, on est dans l'enthousiasme, comme vous pouvez le penser. Hier on s'attendait à voir le roi entrer. La ville était pavoisée, les dames aux balcons, les mains remplies de fleurs. En traversant la ville, je fus couvert de couronnes et de bouquets, que l'on jetait sur moi, faute de pouvoir les jeter au roi. Les portes de la ville étaient en partie barricadées. Garibaldi, qui y était entré depuis vingt-quatre heures, poursuivait sa marche vers S[ta] *Eufemia. L'ennemi avait ses avant-postes à une demi-heure sur trois routes différentes, sur lesquelles il avait plus en arrière des divisions entières : Capriano, Bagnolo, Castenedolo. Derrière ces trois points, à cinq ou six milles, se concentre toute l'armée autrichienne, dans les positions de Montichiari.*

En arrivant sur Brescia, nos troupes se sont trouvées avoir leur aile droite, à tir de fusil, des troupes autrichiennes. Nous les avons donc rejointes, à marches forcées. Mais l'armée française, qui marche beaucoup plus lentement à cause de sa grande masse, était hier à deux marches plus en arrière. — Elle arrivera. — Si les Autrichiens nous attendent, ce sera une grande bataille de 150.000 *hommes de chaque côté. Je pense cependant qu'ils ne nous attendront pas et que Montichiari n'est qu'un point de ralliement pour leur armée dispersée, depuis le mouvement de Verceil et la bataille de Magenta, et que de Montichiari l'ennemi poursuivra sa retraite sur Vérone.*

C'est là qu'il attendra selon moi, et les 250 *ou* 300.000 *hommes dont il dispose seront formidables. Mais nous serons plus formidables encore, avec un tiers de moins.*

Aujourd'hui, une de nos divisions entre à Brescia. L'armée reste dans ses positions hors la ville. L'Empereur nous recommande de ne point nous engager. L'ennemi quoique trois fois plus nombreux ne bougera pas.

Les dames de Brescia perdent la tête de joie. Le roi, en visitant les camps, en rencontre souvent qui viennent à sa rencontre se jettent devant lui, l'arrêtent, veulent lui baiser la main, et lui disent les choses les plus extraordinaires. On connaît assez la galanterie du roi pour comprendre qu'il s'arrête toujours lorsque les dames sont bien jolies. Si j'avais mieux dormi cette nuit passée, j'aurais sans doute une foule d'anecdotes à vous raconter. Je les oublie...

Brescia, 17 juin... *Ce matin, nous avons fait notre entrée à Brescia. Vous dire la joie et l'entrain enthousiaste de cette population généreuse me serait impossible. Nous avons été ensevelis sous les fleurs. Me voilà maintenant installé dans un des plus beaux palais d'une ville très jolie...*

Je vous écris quand je le puis. Je passe cependant des journées entières sans avoir un instant et j'arrive au soir et quelquefois assez tard dans la nuit harassé de fatigue. Enfin nous voici bien près du Mincio. Je prévois que nous

n'irons plus désormais aussi vite et que les longues marches que nous avons faites deviendront plus calmes et raisonnables.

Nos divisions ont dépassé Brescia ce matin. Elles ont toujours marché à côté des colonnes de l'ennemi sur des chemins parallèles. L'ennemi qui s'était concentré à Montichiari n'a pas attendu les alliés et s'est mis en retraite sur le Mincio, dès que nos avant-postes se sont trouvés en présence des siens. Avant-hier, et hier, il a disparu. Son arrière-garde, attaquée avant-hier par un détachement de Garibaldi, l'a mitraillé et les volontaires ont souffert un peu : ils avaient été trop téméraires; mais Cialdini est arrivé à temps pour les dégager sans combattre.

C'est du Mincio que vous entendrez de nouveau les grandes nouvelles...

Brescia, 19 juin... *Nous voici encore à Brescia. J'ignore quand nous quitterons la ville et quand j'échangerai ma chambre délicieuse d'aujourd'hui contre un bivouac peut-être. De ma fenêtre j'aperçois un jardin, un jet d'eau, des fleurs. Si j'en sors, les rues sont pavoisées et un drapeau aux couleurs italiennes flotte à chaque fenêtre. Tout le monde est empressé pour nous être agréable et les dames nous font, de leurs balcons, un sourire et une légère révérence.*

Brescia, 21 juin... *Nous quittons Brescia pour avancer sur le Mincio, l'ennemi ayant hier abandonné ses fortes positions de Montichiari, Castiglione, Lonato et Volta. Je gagne un pari contre mes collègues, qui presque tous soutenaient que nous aurions une bataille de Castiglione. Ma stratégie ne l'admettait pas, et elle ne s'est point trompée.*

L'Empereur d'Autriche est avec son armée. On dit qu'il en a pris le commandement...

Il est cinq heures du matin. Nos chevaux sont prêts dans la cour du palais Navotti, que nous habitons. Nous attendons le roi pour monter à cheval et je sors à chaque ins-

tant de la porte de ma chambre pour voir si l'on se met en route, pour ne pas rester en arrière.

En attendant, la garde impériale défile devant notre maison, musique en tête. Nous allons franchir le Chiese et atteindre le lac de Garda. Le général Cialdini, avec quelques coups de canon heureux, a coulé avant-hier à Salo un bateau de guerre à vapeur de Peschiera. On croit que personne de l'équipage n'a pu être sauvé.

Nous aurons à franchir sous peu le Mincio de vive force. Les Autrichiens font descendre en Italie des armées innombrables; je pense qu'elles seront dispersées à l'exemple de celles de Xerxès. Nous sommes pleins de confiance et croyons que rien ne nous résistera. L'Empereur d'Autriche, en quittant Castiglione, a pris congé de la population en disant au revoir, à bientôt, quand je rentrerai à Brescia. Voilà de la présomption digne d'un roi de Perse.

Le roi monte à cheval.....

Cascinato, 22 juin... *L'ennemi a repassé le Mincio tout à fait. Nous avançons lentement pour de bonnes raisons. On ne peut pas prévoir quand nous aurons un combat sérieux.*

Lundi 24 juin... *Ma très chère amie, c'est trois heures du matin. Je vais monter à cheval, et comme un de mes officiers me fait attendre quelques moments j'en profite pour vous dire que ma première pensée est pour vous. Je vais reconnaître sous la protection de forts détachements de troupes les environs de Peschiera, une partie de nos forces devant aujourd'hui avancer contre la place pour la cerner de ce côté-ci du Mincio...*

Lundi soir, 24 juin... *Ce matin à trois heures, en vous envoyant le bonjour, j'avais bien le pressentiment d'un engagement avec l'ennemi, mais j'étais loin d'attendre une aussi grande victoire, telle que celle que nous avons eue.*

A huit heures du matin, une faible reconnaissance avec laquelle j'ai eu la chance de me trouver, engagea le com-

bat avec l'ennemi dans les environs de Pozzolengo. Bientôt l'engagement devint sérieux et nous appelâmes sur le champ de bataille toutes les forces qu'on put réunir.

J'étais avec le général Mollard qui commande la troisième division. Cette division et la cinquième (Cucchiari) et plus tard une brigade de la deuxième (Fanti) arrivèrent. En avant de Pozzolengo se trouve une forte position. Elle fut occupée d'abord par nous le matin et, nous chassés, l'ennemi l'occupa avec 40 *à* 50.000 *hommes. Nous l'attaquâmes avec* 25.000 *au plus*[1]*. Nos troupes furent engagées au fur et à mesure qu'elles arrivaient. Ainsi jusqu'au soir il fut impossible de faire une attaque combinée.*

Vers huit heures du soir nous prîmes la position.

Nos pertes sont considérables. Deux généraux blessés, deux ou trois colonels tués, plusieurs officiers supérieurs tués ou blessés. Votre fiancé a toujours la même chance.

Le feu durait encore à neuf heures et je rentrai au quartier général faire rapport au roi du combat à onze heures, après vingt heures passées en selle.

En même temps les Français livraient une grande bataille sur notre droite contre 150.000 *hommes peut-être. Ce fut une grande victoire aussi. La division Durando et moitié de la division Fanti y ont pris part.*

L'ennemi est battu sur toute la ligne.

1. Ces chiffres sont, comme on le voit, en contradiction avec ceux donnés par Benedeck. Ceux que nous donnons ici sont absolument exacts en tant qu'ils se réfèrent aux Piémontais, qui n'eurent que 23 à 24.000 hommes engagés à San Martino. — Mais les effectifs attribués aux Autrichiens sont exagérés, parce qu'on les a évalués en prenant, pour base, le nombre de bouches à feu qu'ils mirent en batterie (80). En réalité, les Autrichiens n'étaient pas plus nombreux que les Piémontais. Mais ils avaient pour eux le triple avantage de la supériorité numérique de leur artillerie, 80 canons contre 36, de la position formidable qu'ils avaient eu le temps de retrancher, et enfin du fait qu'ils étaient concentrés depuis le matin, tandis que les Piémontais arrivèrent successivement et furent engagés au fur et à mesure. Sans la solidité des Piémontais, qui perdirent le quart de leur effectif (5.500 hommes), Benedeck aurait été victorieux à San Martino et aurait pu, à l'aide d'une conversion qui l'aurait amené sur le flanc gauche de l'armée française, compromettre et rendre douteux le succès de la journée. La retraite de Benedeck n'a pas été volontaire, comme il s'est plu à le dire, puisqu'il laissa plusieurs de ses canons entre les mains des Piémontais.

Rivoltella, 27 juin, midi... *Je vous ai écrit la même nuit de la grande bataille de Solferino et S. Martino. Le lendemain, à trois heures, j'étais à cheval et je passais encore toute la journée jusqu'à minuit dans les camps pour des renseignements. Hier matin, à cinq heures, j'étais debout et j'y restais jusqu'à trois heures de l'après-minuit pour compléter mes renseignements et écrire le rapport de nos combats à nous. Vous voyez, chère Laura, que je ne perds pas mon temps et vous me pardonnerez si après les premières nouvelles du 24 au soir je ne vous ai pas écrit...*

Le rapport[1] *que j'ai écrit et qui a été publié pour satisfaire l'impatience du public est fait à la hâte; il est peut-être long et mal écrit. Mais ce qui convient à l'amour-propre des corps ne convient peut-être pas au public et là est la difficulté. Je ne figure pas dans le rapport, car la modestie m'imposait de la réserve. Cependant, je vous dirai, chère fiancée, à vous pour qui je n'ai point de secret, qu'on m'a fait les plus flatteurs éloges et qu'on veut me faire colonel. J'ai quelque peine à accepter, car je voudrais que d'autres, qui ont fait mieux que moi,*

1. Le rapport dont il est question ici est celui qui fut imprimé le 28 juin et qui portait la signature du chef d'état-major, le général Della Rocca. Afin de bien montrer de quelle façon il a été rédigé, nous reproduisons ici les passages suivants d'une lettre adressée de Mariana, le 8 juin 1866, au général Petitti, par le général Govone qui trouvait qu'on mettait trop de temps à fournir le rapport sur la bataille de Custozza :

« ... *On se rappellera que le rapport sur la bataille de San Martino a été rédigé en vingt-quatre heures, et que les relations fournies ultérieurement par les divisions n'y ont guère apporté de corrections. Voici comment j'ai procédé. D'abord, j'avais l'ordre de mouvement : c'était là mon premier élément de travail. Puis j'ai examiné les différentes phases du combat; voici le second élément. Mais ce qui a le plus contribué et servi à fixer mes idées, ce fut une course faite dans toutes les divisions, où j'interrogeai les généraux, chefs d'état-major, colonels d'infanterie, majors de bersagliers, commandants de batterie. A mesure que les choses s'élucidaient pour moi, j'en prenais note. S'il me restait des doutes, s'il y avait encore quelque point obscur, je prenais des informations nouvelles et j'arrivai ainsi assez rapidement à faire jaillir la vérité du choc des idées et des allégations.*

Je crois que, si l'officier chargé du rapport du 24 avait procédé de la sorte, les choses auraient marché très vite. En toutes choses, le meilleur système consiste à se rendre sur les lieux, à parler et à voir. »

fussent aussi largement récompensés. Enfin nous verrons[1].

Je ne vous donnerai point de détails sur le combat. Vous les verrez sur les journaux. Je regrette qu'un croquis n'a pas pu être terminé pour être joint au rapport qui sera pour vous très obscur, aussi obscur que les manœuvres que nous avons faites et dont nous ne comprenions rien nous-mêmes. Nous avons attaqué l'ennemi au hasard, tandis qu'il se préparait à nous attaquer quelques heures plus tard, vers huit heures, à notre insu.

La bataille a été rude. Vous verrez que nous avons perdu 5.000 *hommes. Il y a des régiments qui sur* 2.000 *hommes en ont perdu* 500 *et plus, et un bataillon de bersaglieri sur treize officiers en a perdu sept. Vers le soir, l'ennemi se croyait victorieux, aussi bien qu'un convoi de vin arrivait de Peschiera vers S. Martin, par chemin de fer, pour être distribué aux troupes victorieuses. Un de nos escadrons a surpris le convoi, sabré un officier d'état-major qui a été fait prisonnier. Le convoi a réussi à se remettre en marche et à se sauver.*

Pendant la bataille, j'ai lancé moi-même un escadron à la charge, pour dégager notre ligne de retraite. Mon frère était de l'escadron. On a eu des pertes, l'ennemi s'étant renfermé dans des maisons d'où il tira sur les nôtres. Mon frère s'est distingué[2]*, me dit-on, et il fut heureux.*

Nous avons donné une partie de la bataille. Les Français ont donné l'autre partie, à grande distance de nous. Ce fut aussi une grande victoire, mais ils n'ont pas eu en proportion des pertes aussi considérables, n'ayant devant eux que quelques villages très forts, mais le reste de l'armée autrichienne étant rangée dans la plaine.

1. Extrait de l'ordre du jour numéro 12 du commandement général de l'armée sarde :

Promu au grade de colonel : lieutenant-colonel Govone (chevalier Joseph). Pour le courage et l'intelligence dont il a fait preuve pendant l'action et le concours actif et efficace qu'il a prêté aux généraux de division sur les différents points du champ de bataille et pendant toutes les phases du combat. »

2. Il s'agit ici du chevalier Jean Govone, auquel sa belle conduite valut la médaille d'argent de la valeur militaire.

Un médecin autrichien déserteur nous dit que les blessés autrichiens, se croyant victorieux de nous, parlaient le matin de marcher sur Desenzano et Brescia; que plus tard d'autres disaient : « ce sont des Piémontais mais cette fois ils se battent comme des Français. »

J'ai toujours la chance de me trouver où il y a bataille au hasard. Le 24, je m'y trouvais, presque seul du quartier général du roi, comme à Magenta, sans que nous pussions nous attendre à une bataille.

J'ignore pourquoi on n'a pas encore passé le Mincio. L'ennemi a en Italie des forces énormes. Tant pis pour lui, car il perdra plus de monde dans ses défaites... »

*
* *

Onze ans plus tard, dans les champs mêmes où s'était livrée la bataille, s'élevait l'ossuaire destiné à recevoir les ossements des adversaires réconciliés dans la mort et sanctifiés par la grandeur du devoir qu'ils avaient si courageusement accompli, et c'était le général Govone, ministre de la Guerre, qui, quelques semaines avant de renoncer à son portefeuille, représentait le gouvernement et l'armée à l'inauguration solennelle de ce monument.

Sur les hauteurs mêmes, contre lesquelles, onze ans auparavant, il avait conduit en personne quelques-unes des colonnes d'attaque, il allait prononcer son dernier discours et saluer au nom de l'Italie les morts des trois armées qui, « sous la sainte lumière des armes[1] », s'étaient rencontrées dans ces lieux désormais célèbres

« *Compagnons et frères que recouvre un peu de terre, de cette terre que vous fouliez, il y a une dizaine d'années, aux sons des trompes guerrières, des cris de rage sur les lèvres et l'amour de l'Italie dans le cœur, dormez en paix !...*

1. Extrait du discours prononcé par le général Govone, le 24 juin 1870, lors de l'inauguration de l'ossuaire.

Vous avez utilement et héroïquement versé votre sang pour la patrie, et la patrie reconnaissante et pleine d'espérance vous bénit. — L'armée vous admire — et votre roi vous salue.

Dormez en paix, alliés généreux qui nous avez tendu une main fraternelle. Le souvenir de votre œuvre se perpétuera dans l'histoire des générations, vivra dans nos cœurs reconnaissants et dans ceux de nos fils et marquera, pour les nations du monde, le point de départ d'une ère nouvelle, d'une ère de liberté.

Ennemis d'un jour, valeureux adversaires, votre sacrifice a été glorieux pour votre pays. La victoire ne vous est pas restée parce que la main de Dieu et l'esprit des temps nouveaux étaient contre vous. Mais ne déplorez pas la perte de cette bataille, puisqu'elle a éteint dans les cœurs les haines de race. Réjouissez-vous, puisqu'aujourd'hui vos camarades nous serrent la main et marchent de concert avec nous dans la voie désormais commune de la civilisation et de la justice. »

CHAPITRE V

SICILE

Deux ans à peine s'étaient écoulés depuis la disparition des petits gouvernements vermoulus, derniers vestiges du passé, lorsque l'Italie renaissante se vit obligée d'accomplir une mission bien autrement difficile que les épreuves sanglantes qu'elle venait de traverser. Et cependant, tandis que les armées étrangères campées sur son sol pouvaient à tout instant franchir ses frontières encore ouvertes, tandis qu'au cœur même du pays un autre ennemi, bien autrement dangereux que les ennemis du dehors, cherchait à ébranler les assises du nouvel état de choses, pendant que l'inévitable confusion, conséquence forcée de toutes les révolutions, contraignait dans maintes occasions le gouvernement à des choix regrettables, à des mesures malencontreuses, l'Italie, préparant sans trêve ni répit le travail de sa reconstitution, cherchait par tous les moyens en son pouvoir à faire disparaître les tristes traces du passé et à payer la dette d'honneur qu'elle avait contractée envers ceux de ses fils qui n'avaient pas hésité à lui faire le sacrifice de leur propre autonomie. En réalité, lorsqu'on déplore, lorsqu'on critique les abus qu'on n'a pas encore pu déraciner, on ne tient pas suffisamment compte de l'énorme effort d'énergie et de patriotisme que s'est imposée cette génération, quand il s'est agi pour elle d'élever sur des bases aussi peu solides l'édi-

fice de son unité naisssante et d'engager tous les organes de la vie civile dans la voie du progrès. Comme ce fut à l'armée qu'on demanda les plus grands efforts, c'est à elle aussi qu'il convient de rendre la justice à laquelle lui donnent droit son dévouement et son abnégation. La forte, mais petite, armée sarde, ce noyau robuste et sain, dut se fondre dans les organes d'une armée plus nombreuse, mais composée d'éléments essentiellement hétérogènes et par leur origine, et par leur caractère, et par leur éducation. C'est elle qui dut modeler l'armée nouvelle, la façonner à son image, lui donner son empreinte. Ce rude travail que l'Allemagne, plus heureuse que nous, n'eut pas à accomplir, ce travail qui chez elle fut réduit à ses plus simples proportions et ne rencontra que des obstacles relativement insignifiants, il fallut en Italie l'exécuter sur l'heure, sans pouvoir procéder à cette préparation longue et méthodique qui est en général la seule garantie du succès final, sans trouver dans la masse d'une nation, qui avait depuis longtemps perdu le goût et l'amour de la carrière des armes, le moindre vestige de l'esprit militaire; il fallut improviser des officiers, des cadres, des soldats sous la menace continuelle de l'intervention du dehors et de la révolution à l'intérieur.

On venait à peine de mettre la main aux premiers accroissements de l'ancien organisme piémontais, lorsque l'annexion de nouvelles provinces obligea le gouvernement à donner encore plus d'extension à l'organisation des forces qu'on venait, pour ainsi dire, d'improviser, à disséminer, à fractionner sur une vaste étendue de pays des régiments encore en voie de formation, qu'il eût été déjà peu aisé d'organiser et d'instruire si on avait pu les tenir réunis et groupés.

Au même moment, sans interrompre l'œuvre si ardue, si délicate de l'organisation et de l'instruction des troupes, on se vit forcé de faire appel à leur abnégation, à leur sentiment du devoir pour les employer, malgré leur petit nombre et leur constitution encore sommaire, à la longue, rude et

énervante campagne qu'il fallut entreprendre pour mettre fin au brigandage dans les provinces napolitaines, pour anéantir les bandes de malfaiteurs et de réfractaires qui désolaient la Sicile.

Quant aux généraux et aux commandants auxquels incombait déjà la lourde tâche de créer de toute pièce l'instrument nécessaire à l'existence de l'État, ce fut encore à eux qu'on confia la mission de soutenir l'action des autorités civiles, plus souvent même de l'exercer eux-mêmes.

Ce furent ces chefs militaires qui, dans ce pays où l'iniquité du gouvernement avait depuis longtemps étouffé la notion de la justice, où la probité de l'administration était depuis longtemps inconnue, où les administrés ne pouvaient plus compter sur la protection du pouvoir civil, firent les premiers pénétrer dans l'esprit des populations l'idée de justice et d'humanité et surent à nouveau leur inspirer confiance dans l'autorité.

On lira à l'appendice le mémoire que le général Govone envoya à la commission parlementaire chargée d'étudier les causes du brigandage, mémoire que le général rédigea à Palerme, mais auquel il avait songé depuis longtemps et qui n'est que le résumé des observations et des informations qu'il avait recueillies lorsqu'il commandait la subdivision de Gaëte, au milieu des fatigues et des responsabilités continuelles de la guerre de guerrilla, au milieu des mesures indispensables de rigueur et de répression auxquelles il ne pouvait s'empêcher de recourir. Sous le style froid et calme de cette pièce officielle, on peut apercevoir le reflet des sentiments auxquels le général donne libre cours dans ses lettres particulières et dans ses notes, la préoccupation douloureuse qui tourmentait son esprit en présence de cette masse énorme de turpitudes et de maux et qui l'incitait à découvrir, au-delà des effets visibles pour tous, les causes réelles et profondes du brigandage, à chercher les remèdes, à étudier, avec son cœur anxieux de patriote, avec la sympathie qu'il

éprouvait pour ces frères à peine entrés dans la grande famille commune, les conditions spéciales de cette partie de l'Italie.

C'est en raison même de l'intérêt majeur que peut avoir ce mémoire qui prouve quelles étaient les pensées, les préoccupations du général Govone, que nous n'avons pas hésité à le reproduire à l'appendice.

Nous nous bornerons en revanche à indiquer ici à grands traits le rôle purement militaire du général pendant cette période de sa vie, la patience et la persévérance qu'il déploya pour donner de la cohésion et de la solidité à sa jeune brigade, ses combats incessants et pénibles contre les bandes qui renaissaient sans cesse du sol de la Campanie ou des Abruzzes ou qui se formaient en territoire pontifical, ses discussions irritantes avec les autorités de l'autre côté du Liri, sous l'œil bienveillant desquelles se réunissaient les bandes qui allaient venir l'attaquer, avec ces autorités qui leur donnaient asile lorsqu'il les avait repoussées, enfin ses négociations avec les généraux français qui, loin d'être assurément les amis des brigands, ne pouvaient cependant renoncer à prendre, en leur qualité de protecteurs, même lorsqu'il était dans son tort, le parti du gouvernement dont ils étaient les seuls soutiens.

Bien que la petite guerre, plus difficile à conduire dans ces parages à cause de la proximité de la frontière, ait offert aux officiers et soldats de nombreuses occasions de se distinguer, bien que la brigade Forli ait enrichi son histoire de plus d'une belle page, nous n'avons pas cru devoir la suivre pas à pas au cours de ces opérations, et nous nous bornerons à dire que l'exercice de ce commandement permit surtout au général Govone d'acquérir une connaissance si complète des hommes et des choses, dans les nouvelles provinces, que la confiance du Gouvernement ne tarda pas à lui confier une mission plus délicate et plus difficile encore.

*
* *

Lorsque Govone fut envoyé pour la première fois à Palerme et y prit le commandement de la 9e division, l'état de siège provoqué par l'affaire d'Aspromonte existait encore dans l'île. L'esprit public continuait à être violemment secoué par l'influence qu'exerçait en Sicile Garibaldi. On persistait à croire que ses vues et ses projets étaient secrètement approuvés par le gouvernement. Aspromonte avait détruit les illusions, mais le ferment que cette entreprise avait jeté dans les esprits, ce ferment, soigneusement recueilli par tous les mécontents, devait mettre plus de temps à disparaître et continuer à entretenir la crainte, exagérée à dessein par bien des gens, d'un mouvement exclusivement politique. Cette crainte finit toutefois par s'évanouir à son tour, mais il n'en restait pas moins un péril réel, sérieux et déjà ancien : la situation désastreuse de la Sicile.

L'expérience que, quoique dans de tout autres conditions, il avait acquise dans le Napolitain, avait fait pénétrer dans l'esprit du général Govone la conviction intime et profonde que la crise dans laquelle se débattait l'ordre public dans toute l'Italie méridionale était en partie la conséquence certaine de la misère, mais bien plus encore d'une administration détestable, d'une oppression presque féodale, des injustices continuelles et exaspérantes qui démoralisaient les faibles et armaient les forts pour la révolte. Il était convaincu que, sans renoncer à la répression énergique dont il reconnaissait à la fois l'utilité et l'insuffisance, sans négliger les moyens propres à améliorer la situation économique du pays, moyens assurément utiles mais dont l'effet ne pouvait se produire que lentement, il importait également de réagir vigoureusement, sans hésitation, sans trêve, contre des abus criants, de procéder courageusement à l'épuration, à la réforme des pouvoirs publics et de la justice, d'amener ainsi la population à

toucher, pour ainsi dire, du doigt les bienfaits de la liberté et d'accomplir cette œuvre sans faire le moindre cas des différents partis, sans se préoccuper, sans tenir compte du vain fantôme du régionalisme. Il était persuadé que pour produire son effet en Sicile l'action réformatrice du gouvernement central devait être non seulement prompte et immédiate, mais encore affranchie des ignorances, des faiblesses, des fluctuations du gouvernement central et de l'ingérence inadmissible du parlement, qu'elle devait s'exercer sur les lieux mêmes afin d'être exécutée avec résolution, avec méthode et d'après des principes nettement déterminés et suivis sans recul.

Sous la direction aussi active qu'intelligente du comte A. di Monale qui, après la levée de l'état de siège, resta en Sicile en qualité de commissaire du Roi, on parut un moment vouloir s'engager dans cette voie. Mais ce ne fut qu'une lueur d'espoir bientôt déçu. Un nouveau changement de régime vînt presque aussitôt interrompre l'œuvre à peine commencée et prolonger la durée de cet état d'anarchie morale qui, s'aggravant pendant les quelques mois qui suivirent, loin de permettre d'arriver à la réorganisation lente, mais progressive et constante, du pays à l'aide des moyens normaux, obligea le gouvernement à recourir à l'exécution d'opérations énergiques, quelque peu théâtrales, mais indispensables désormais pour rétablir le respect des lois.

« *La Sicile* [1], écrivait, le 28 décembre 1861, le général Govone au général Della Rovere, ministre de la Guerre, *est actuellement dans un état de tranquillité parfaite. Les crimes ont diminué, les partis ne donnent plus signe de vie. La ville de Palerme présente à peu de chose près le même aspect que Turin. J'attribue en grande partie, ou même en totalité, ce beau résultat à l'administration du commissaire royal, et je crois fermement que les effets*

1. D'après la minute de la lettre du général.

salutaires de son administration se feront encore sentir en vertu de la loi d'inertie, pendant un certain temps après sa cessation. Mais je crois aussi qu'après sa cessation les maux renaîtront petit à petit avec plus ou moins d'acuité ou de gravité, selon que le Préfet qui succédera au commissaire sera un administrateur plus ou moins expert, et en raison du plus ou moins de fermeté de caractère de ce fonctionnaire...

La plaie de la Sicile, c'est sa détestable administration, ce sont les désordres inouïs qu'on remarque dans l'administration de la justice, dans le personnel de la sûreté publique, dans celui des Préfectures. Les rapports que je reçois m'ont révélé une partie du mal et le reste, la connaissance que j'ai de ce qui se passait dans le Napolitain, me permet de le deviner. Au lieu de calmer les partis entre lesquels chaque commune est divisée, ces abus ne font qu'entretenir la division et, au lieu de frapper les coupables et les meneurs, on les aide et on les soutient.

C'est de la sorte qu'on crée toute une classe d'opprimés, qui viennent augmenter le nombre des mécontents toujours prêts à accueillir tous ceux qui peuvent servir leurs projets subversifs. C'est ainsi que pourra se renforcer le parti rouge et c'est ainsi qu'on pourrait faire naître le brigandage, comme dans le Napolitain, si les circonstances et la situation s'y prêtaient. Heureusement le brigandage n'a pas de traditions ici : le pays n'est pas aussi sauvage qu'on le croit, et, ce qui est surtout à considérer, le prolétaire, trouvant assez facilement du travail et généralement avec une rétribution convenable, qui est parfois même assez élevée, n'a pas besoin de tenter des coups de désespoir et de se jeter dans la montagne.

Que la Sicile ait une bonne administration et elle marchera du même pas que les anciennes provinces. Si on ne lui donne pas cette administration, elle sera toujours à la discrétion du premier aventurier qui y débarquera et que les pouvoirs publics n'auraient pas eu l'énergie d'arrêter.

Le commandeur di Monale était en bon chemin, et

s'occupait de réformer l'administration. Il travaille de trois à quatre heures du matin jusqu'à sept heures du soir presque sans interruption. Il a autour de lui quelques jeunes gens qu'il guide et qu'il fait travailler ferme. Aussi, ne voit-on pas sortir de ses bureaux (ce qui n'est pas le cas des services administratifs napolitains et siciliens) les avis qui révèlent aux intéressés les affaires secrètes de l'administration, et l'on peut être sûr avec lui que l'indiscrétion ou la corruption de son entourage n'éventera jamais les mesures qu'il va prendre, les arrestations, les recherches qu'il a décidées. Il reçoit de nombreux rapports des autorités de l'île et sait parfaitement quels sont ceux auxquels il peut ajouter créance. Il en reçoit aussi des chefs militaires qu'il charge parfois de contrôler ceux que lui fournissent les fonctionnaires civils dont il n'est pas sûr. Il agit énergiquement, sans craindre la responsabilité et en s'inspirant de sa longue expérience.

C'est tantôt une lettre anonyme, tantôt une conversation qui lui apprend qu'on attribue un homicide commis, il y a pas mal de temps, à une personne qui jusqu'à ce jour a réussi à corrompre les différents juges, à dérober à leur connaissance un autre crime mystérieux et n'a commis le second que pour se débarrasser d'un parent qui persistait à l'accuser.

Monale charge l'autorité militaire de le renseigner, trouve des indices, envoie un juge d'instruction récemment arrivé du continent et découvre les preuves et le coupable.

Une autre fois, c'est un délégué qui commet des abus et des injustices. On se tait parce que la presse ne remplit pas encore son devoir et que les opprimés redoutent les représailles. Monale reçoit un rapport du sous-préfet, souvent aussi des notes émanant de l'autorité militaire. Il suspend alors le délégué dont il demande aussitôt la destitution.

Pour ce qui est des troupes, je dois dire à V. E. qu'elles sont réparties en détachements très nombreux. Du moins dans la division de Palerme et dans la subdivision de Caltanisetta qui a été sous mes ordres, le territoire est divisé en zones.

Chacune de ces zones relève d'un colonel qui a le comman-

dement de toutes les troupes et qui concentre les recherches politiques confiées à ses troupes. Les troupes venues ici sans haine et sans passion apportent à ces investigations une impartialité qu'on ne peut pas toujours s'attendre à trouver chez le sous-préfet, né dans le pays ou circonvenu par des employés indigènes, soit achetés, soit aveuglés par leurs passions.

Aujourd'hui que le commissariat est aboli, qui se chargera d'exécuter, de compléter les réformes entreprises et conçues par Monale?

Les Préfectures? Mais, s'il est d'excellents préfets, il y en a aussi de mauvais et de médiocres, et les bons préfets eux-mêmes ne peuvent pas faire tout le bien qu'ils voudraient, parce qu'ils ont autour d'eux des gens incapables ou malhonnêtes. Je connais des préfets que la nécessité oblige à tenir eux-mêmes toute la correspondance et qui passent leurs journées à se noircir les doigts dans l'encre parce qu'ils n'ont personne en qui se fier. Quel bien peuvent-ils faire?

Le Ministère y portera-t-il remède? Mais le Ministre ou le secrétaire général pourra-t-il donner quinze heures par jour à la Sicile? Les chefs de division eux-mêmes ne le pourraient pas et de plus qu'adviendait-il dans ce cas de l'unité de direction?

L'énergie fera également défaut, car, si on peut la trouver dans les mesures prises par un seul homme, on ne peut en attendre autant des décisions émanant de différentes personnes. La distance affaiblira l'importance, cependant bien réelle, des faits. En outre, neuf sur dix de ces faits resteront inconnus. Enfin le faible concours que pouvait prêter la troupe sera désormais illusoire. A qui s'adresseront les commandants de zones? Assurément pas aux sous-préfets, parce que les affaires confidentielles ne restent pas secrètes dans ces sous-préfectures. D'autre part, comme les préfets doivent en référer à Turin, la solution tardera et la troupe se bornera désormais à faire son service ordinaire.

J'ai pris la liberté d'exposer toutes ces considérations afin de pouvoir motiver ma conclusion qui consiste à dire

que la suppression du commissariat royal et le rappel de Monale (qui serait assurément resté si le Ministère l'y avait invité en lui promettant de soutenir son action) est une calamité, un grave désastre pour l'île.

Ceux qui crient contre le régime piémontais (Piemontesismo), *contre les Proconsuls, ce sont tous ceux qui appartiennent au parti intéressé à ce que le pays ne puisse pas se réorganiser. La grande majorité et les personnes influentes déplorent la levée de l'état de siège, et, dans l'intérieur de l'île, les officiers d'état-major qui la parcourent pour en faire la topographie m'ont affirmé que, pendant toute la durée de l'état de siège, on y disait sérieusement : « A la bonne heure, maintenant on commence à éprouver les bienfaits de la liberté. » Et c'est là un fait, parce qu'on avait de la sorte réussi à mettre fin à la tyrannie des scélérats et des impudents.*

Pardonnez-moi, Monsieur le Ministre, d'avoir pris la liberté de vous écrire cette lettre particulière et veuillez croire que l'amour seul de la chose publique m'a dicté cette résolution. »

« *Ce Ministère ne commence pas bien*, écrivait, à peu près à la même époque[1], le Général Govone au général La Marmora. *L'acceptation de la démission de Monale sera l'avant-dernier coup porté à la Sicile. Encore un, et le mieux sera d'abandonner l'île. Aussitôt après l'acceptation de cette démission, Mordini, Crispi et Ferrari ont télégraphié à leurs amis d'ici pour leur annoncer que le Ministère révoquait telle ou telle des excellentes mesures prises par Monale. Nous serons dans de jolis draps si la* camorra *(clique) parlementaire continue à gouverner au lieu et place d'un ministère fort qui veuille réellement le bien du pays et qui ne se plaise pas à contenter les exigences absurdes, antigouvernementales du parti d'action.* »

On venait en effet de faire un faux pas et ceux qui

1. 16 décembre 1862.

l'avaient provoqué, ceux qui en tiraient parti étaient précisément ceux-là mêmes qui, quelques mois plus tard, devaient protester avec une extrême violence contre les mesures que les erreurs commises allaient bientôt rendre indispensables.

*
* *

Quand, après trois mois pendant lesquels il avait participé aux travaux parlementaires[1], le général Govone reprit le commandement de la division de Palerme, au printemps de 1863, la situation en Sicile semblait n'avoir pas changé ; elle paraissait même, au moins dans la ville, en voie d'amélioration. Mais il était facile de constater, que, surtout dans l'intérieur de l'île, le désarroi, qui régnait dans les services de la sécurité publique et dans les administrations locales, persistait et s'accroissait même, et déjà quelques symptômes permettaient d'apercevoir qu'aux maux anciens s'ajoutaient les désordres causés par les réfractaires à la conscription, dont le nombre allait en grossissant. On pouvait s'apercevoir aussi que les populations se détachaient de plus en plus du gouvernement.

« *Au moment de mon départ de Turin*[2], écrivait le 9 avril 1863 le général Govone au Ministre de l'intérieur M. Peruzzi, *V. E. a daigné me charger de lui rendre compte, lors de mon arrivée à Palerme, de mes impressions sur la situation des affaires. Avant de me conformer aux ordres de V. E. j'ai laissé passer quelques jours que j'ai employés à voir du monde et à me faire une idée de cette situation.*

D'après tout ce que j'ai vu et entendu, il me semble qu'il règne ici la même tranquillité que lors de mon départ, il y a trois mois. L'attitude du journalisme qui avait changé à

1. Govone avait été élu député de Citta Ducale (Abruzzes Supérieures) le 30 juin 1861. Démissionnaire au moment de sa promotion, en décembre 1863, il fut réélu par le même collège le 10 janvier 1864.
2. D'après la minute de la lettre.

ce moment me paraît avoir été la conséquence d'une tentative du parti révolutionnaire qui voulait profiter des changements apportés au fonctionnement de l'autorité civile à Palerme pour marcher de l'avant et s'imposer.....

J'ai lieu de croire que les agitateurs eux-mêmes ont compté sur des partisans qui n'existent que dans leur fantaisie.....

J'en reviens à la ville de Palerme. Le commerce y a quelque peu progressé. L'ouvrier a du travail. L'administration de la sûreté publique et le reste fonctionnent mieux; d'où cette amélioration dans l'état des esprits que la population constate en comparant ce qui s'y passe actuellement à ce qui se passait il y a un an. Il y a cependant encore des mécontents, ce sont ceux qui postulent sans rien obtenir, les employés remerciés ou qui craignent de l'être, etc., etc., et ce sont eux qui écrivent en province pour faire part de leur mécontentement.

Pour ce qui est de l'intérieur de l'île, plusieurs détachements sont rentrés hier et avant-hier des provinces de Trapani et de Termini et j'ai longuement interrogé leurs chefs. Ils me disent en général que l'esprit des populations est plutôt bon que mauvais. Un petit nombre d'entre eux sont seuls en mesure d'affirmer que l'esprit des communes où ils étaient en garnison était complètement satisfaisant. La plupart reconnaissent qu'ils ont constaté partout les traces très vivaces de l'existence de partis qui font beaucoup de mal aux communes. Bien que ces partis s'affublent du nom de Bourboniens ou de libéraux (parfois aussi de Grecs ou de Latins), au fond le véritable mobile qui les pousse, c'est le désir de la domination dans la commune. La révolution n'a fait que changer les rôles. Ceux qui avaient autrefois le dessus sont maintenant les plus faibles et on les appelle Bourboniens, bien qu'en réalité il n'y ait en Sicile que fort peu de partisans des Bourbons. Jusque-là, rien que de fort naturel et de fort logique. Mais le mal vient de ce que ceux qui sont nouvellement arrivés au pouvoir ne se tiennent pas dans les justes limites imposées par la loi à l'autorité communale ou à la garde na-

tionale. On commet des excès qui amènent des représailles. C'est ainsi que le major Torre, qui a résidé quelque temps à Castellamare et qui y a acquis une certaine popularité, n'hésite pas, après y avoir fait des enquêtes minutieuses, à attribuer aux provocations et aux vexations du parti soi-disant libéral et qui est actuellement le plus fort la fameuse émeute qui a eu pour conséquence le débarquement, en 1862, *du général Quintini chargé d'y rétablir l'ordre. Les haines sont tellement vives sur bien des points, que dans beaucoup de localités, comme par exemple à Lercara (Termini) les habitants restent chez eux ou n'en sortent plus qu'escortés par leurs partisans.*

Le parti opprimé n'a aucun intérêt à ce que les affaires publiques marchent bien et propage à demi-voix les nouvelles les plus absurdes. C'est lui qui est cause qu'on ne peut procéder à la conscription dans les communes où il y a lutte entre les partis, tandis qu'elle s'effectue dans les communes voisines où les partis n'existent pas et dans celles où la situation n'est pas tendue.

Mes officiers m'ont cité parmi ces dernières C... (je crois qu'il s'agit de Castronovo dans la province de Termini) et S. Ninfa (Trapani) où il n'y a ni partis, ni réfactaires, et dix ou douze autres communes dans lesquelles la situation est toute différente. Les officiers revenus de ces deux provinces sont tous d'accord pour me dire que, partout où la levée n'a pas réussi, on avait répandu le bruit du prompt retour de François II......

Ces réfractaires sont dangereux par leur nombre. Aucun de mes officiers ne m'a signalé cependant l'apparition de bandes. Des officiers isolés ont rencontré quelques-uns de ces individus et leur ont parlé. Ils ne sont pas agressifs; ils cherchent seulement à échapper à la force publique. Quand on va les rechercher chez eux, ils s'enfuient dans la campagne et se groupent. Quand on les poursuit, ils se défendent comme cela vient de se produire du côté de Castellamare et dans une affaire qui a eu lieu, il y a environ un mois, avec un détachement du 52e *chargé de perquisitionner. Il y*

a quelques jours, un officier d'état-major occupé à des travaux topographiques a été attaqué par deux hommes armés. Ce ne sont encore que des faits isolés. Mais V. E. jugera sans doute que si l'on laissait cet état de choses durer plus longtemps, il y aurait lieu de craindre de voir le brigandage naître et se développer dans ces provinces.

J'ai voulu savoir par les officiers qui ont vu les choses de près s'ils avaient à me soumettre quelque proposition de nature à amener ces hommes à se présenter.

Mais il ne faut s'attendre à aucune espèce de concours qui vienne aider et faciliter les recherches de l'autorité, tant par peur qu'à cause des vieux préjugés contre la loi et le gouvernement, préjugés qui sont un héritage de l'ancien régime.

Si la conscription donne des résultats encore moins favorables que les années précédentes, il faudra, d'après mes officiers, en attribuer la cause à l'entente existant entre le parti garibaldien, les mécontents bourboniens et les moines qui nous sont décidément hostiles.

En somme, les plus intelligents des officiers qui ont tenu pendant deux ans garnison dans l'intérieur de l'île sont d'avis que la situation s'est aggravée. On ne trouve presque plus personne qui ose se dire partisan du gouvernement. Ce n'est pas la politique intérieure ou extérieure qui a amené ce résultat. Il n'est pas plus question d'un ministère que d'un autre. C'est à peine si les grands Messieurs des petites communes savent ce que c'est qu'un Ministre. Mais on voudrait avoir des routes, des chemins de fer et une force publique capable de protéger les individus. On voudrait aussi n'avoir ni impôts ni conscription et on se soucie encore bien moins de prêter main-forte au gouvernement pour faire exécuter et respecter la loi.

... Ceux de mes subordonnés qui connaissent le mieux le pays m'affirment, en me faisant l'exposé des maux dont ils ont constaté l'existence, qu'on n'a pas à redouter l'explosion de mouvements politiques, que le seul danger

réel provient du grand nombre des réfractaires, que la masse de la population est de caractère facile et qu'elle se laissera gouverner sans peine, dès qu'on aura fait disparaître les vices et les abus provenant de l'ancien régime, dès que la loi aura repris l'autorité qu'elle doit avoir. »

La froide éloquence des chiffres et des faits suffira pour montrer combien on était encore loin de pouvoir faire appliquer et respecter la loi [1] : 1.500 assassinats avaient été signalés dans l'espace de deux ans par les carabiniers; et, comme il y en avait bien d'autres qui restaient non seulement impunis, mais ignorés, on pouvait estimer qu'il se commettait en Sicile plus de 1.000 assassinats par an. — 80 carabiniers avaient été pendant le même laps de temps victimes du devoir, et le mal croissait tous les jours : 34 d'entre eux avaient été tués ou blessés, rien que pendant les premiers six mois de l'année 1863. — Des régions entières étaient ensanglantées par les haines féroces de partis ou de familles qui amenaient souvent l'assassinat de familles entières et qui obligeaient les survivants à s'exiler. — D'autres pays étaient terrorisés par des bandes de malfaiteurs. Sur certains points, les propriétaires étaient depuis deux ans obligés d'abandonner leurs terres aux paysans et n'osaient plus sortir de leurs maisons. — La justice et la police, que, pour les raisons que nous avons déjà dites, on n'avait pas pu réformer et épurer, mal secondées par des éléments nouveaux dans le pays et manquant d'expérience, ne pouvaient endiguer le mal, et la plus grande partie des crimes restaient impunis.

C'était sur ce déplorable état de choses que venait se greffer le danger des réfractaires — qui, comme on l'a vu,

1. Nous ne citons pas les lettres qu'écrivait sur la situation de la sécurité publique en Sicile le général Govone au ministre Della Rovere parce que ces lettres ont été en partie lues par ce Ministre à la Chambre et parce que tout ce qui résulte du discours du général Govone, que nous donnons à l'*Appendice*, suffit pour faire la lumière sur des faits aussi douloureux.

commençait dès 1863 à devenir l'objet principal des préoccupations.

Le nombre des réfractaires et des déserteurs n'avait fait que s'accroître en raison même de l'impunité dont ils avaient joui au cours des deux années qui avaient suivi la première conscription faite sous l'impression d'un enthousiasme général. Les trois levées donnaient déjà en 1863 un total de 26.225 réfractaires et déserteurs. Les moyens employés dans les circonstances ordinaires avaient permis d'en arrêter, non sans peine, 3.759; mais il en restait encore plus de 22.000 qui s'étaient dérobés à leurs obligations et se moquaient de l'impuissance de la loi[1].

Le préjudice moral et matériel que cet état de choses faisait éprouver à l'armée, préjudice qui augmentait d'année en année et qui permettait déjà de prévoir l'arrivée du moment où la Sicile ne fournirait plus un seul soldat[2] était incontestablement des plus graves. L'impuissance du gouvernement risquait de discréditer la loi et le principe d'autorité, et le nombre considérable de ces réfractaires constituait, à lui seul, un véritable danger pour la sûreté publique.

Inoffensifs dans le principe, comme nous l'avons fait

1. Les chiffres communiqués à la Chambre par le Ministre, le général Della Rovere, sont les suivants :

Classe 1840,	réfractaires 4.987.	déserteurs 2.932,	ayant déserté par la suite 1.419
— 1841,	— 5.870,	— 2.656,	
— 1842,	— 8.241,		

Ces chiffres sont, il est vrai, exagérés par cela même que les autorités communales avaient commis de grosses erreurs en établissant leurs listes.

Le général Govone évaluait à 10.000 environ le total réel des réfractaires. C'était déjà joli. De plus, pour avoir une idée exacte des conditions de la Sicile, il convient d'ajouter à ces réfractaires tous les individus qui se cachaient dans la campagne ainsi que les criminels et délinquants de tout genre.

2. « *Qui donc*, s'écriait dans le Pungolo le général Bixio en défendant l'œuvre du général Govone, *devra combattre pour l'Italie? Encore les Français? Eh quoi! dans une ville comme Palerme, dont la population est de 186.000 âmes, dans une ville qui, pour la délivrer, a vu accourir des Italiens de toutes les provinces, il y a 4.000 réfractaires et déserteurs? Mais, si les autres villes et provinces d'Italie en faisaient autant, qui délivrera Venise, Rome et les autres parties du pays encore occupées par l'étranger.* »

voir, les réfractaires, dont une partie au moins n'aurait peut-être pas songé à nuire, en arrivèrent par la force même des choses au crime.

Recherchés et souvent forcés de se jeter dans la campagne, réunis en bande, mis en contact avec les malfaiteurs de profession, contraints à se procurer le nécessaire par n'importe quels moyens, ils en vinrent bientôt à constituer une espèce de réserve à la disposition des véritables bandits. Les faits signalés alors, soit par les autorités, soit par la presse, prouvent d'ailleurs qu'à partir de ce moment les réfractaires participent à tous les crimes qui désolèrent la Sicile. C'est en effet à partir de ce moment qu'ils commencent, eux aussi, à donner la chasse aux carabiniers, qu'ils exécutent pour leur compte toutes sortes d'agressions, qu'ils ne reculent plus devant l'assasinat. Ils cessent dès lors d'être de simples réfractaires pour devenir bientôt des criminels de droit commun.

Vers le mois de mai, le général Govone prenait l'initiative de tenter les premiers essais du procédé qui devait délivrer la Sicile des dangers qui la menaçaient et la désolaient et livrait les premières escarmouches de la campagne qui allait commencer.

« *J'ai fait ces jours-ci*, écrivait le général Govone au Ministre Peruzzi, le 10 juin 1863[1], *quelques expériences relatives à la question des réfractaires et vous me pardonnerez si j'entre dans quelques développements afin de vous faire connaître l'état exact de cette question.*

V. E. sait que le canton de Misilmeri est notoirement un des plus mauvais de ces parages. Il renferme un grand nombre de réfractaires et de malfaiteurs. Bien que depuis longtemps on y ait détaché une compagnie, les recherches auxquelles elle procédait, ne donnaient que peu de résultats, et c'est ainsi qu'une patrouille qui poursuivait un de ces individus a été accueillie par les populations avec des insultes et des menaces. J'ai aussitôt envoyé dans le pays

1. D'après la minute.

un officier supérieur chargé d'étudier la situation, de voir si les réfractaires habitaient leurs maisons et s'il y avait moyen de tenter une surprise. Sa réponse fut affirmative.

Après m'être entendu avec le préfet et avoir pris les ordres du général Carderina, je fis partir 3 bataillons et 10 sous-officiers de carabiniers et cerner de nuit le pays que l'on bloqua de façon à empêcher d'en sortir les jeunes gens appartenant aux dernières classes.

On perquisitionna ensuite, en respectant toutes les formalités prescrites par la loi, les onze cent cinquante maisons, en isolant successivement à l'aide d'un cordon de troupes les quartiers que l'on avait déjà visités et on y arrêta tous les jeunes gens qu'on y trouva, environ deux cents. Il ne s'agissait plus que de reconnaître ceux d'entre eux qui étaient réfractaires.

Je fis réunir le conseil municipal qui ne voulut pas fournir les renseignements indispensables et essaya de donner le change. Il fallut appeler huit hommes de confiance qui furent tout aussi inutiles que les conseillers municipaux. Enfin on fit venir en dernier lieu les curés avec les registres de l'état civil.

On fit alors appeler isolément chacun des jeunes gens qui dut déclarer son nom... Chacun d'eux passa ensuite devant les hommes de confiance qui devaient eux-mêmes faire connaître le nom de chacun et le reste. Et après cela on avait recours à l'état civil.

Mais, malgré toutes ces précautions et ces formalités, on n'obtint pas grand résultat. Le conseil municipal et les personnes de confiance persistaient à rester muets et, quant aux registres, ils étaient dans le plus grand désordre. Force fut de relâcher presque tout le monde, soit en raison de l'impossibilité de rien découvrir, soit en présence des documents qu'ils produisaient. J'ai pu constater que la plupart des documents étaient faux et je n'en tiendrai plus aucun compte.

On arrêta deux ou trois réfractaires, cinq ou six suspects. Bien maigre résultat pour un pareil travail.

V. E. trouvera peut-être que le moyen était violent; mais les populations se sachant dans leur tort se sont bien gardées de se plaindre.

Après cette perquisition que la mauvaise volonté des gens du pays avait fait échouer, je rappelai une partie de la troupe, ne laissant à Misilmeri que 4 compagnies avec un excellent major, actif et intelligent, auquel j'avais prescrit de n'accorder ni trêve ni répit. On fit toutes les nuits trois ou quatre perquisitions dans les familles des habitants aisés ou riches qu'on savait avoir des réfractaires parmi leurs parents. On battit la campagne tous les jours, on arrêta tous les jeunes gens qu'on trouva et on garda ensuite les coupables. Enfin on exécuta des surprises et des perquisitions nocturnes dans les communes voisines.

Au bout de deux semaines d'opérations de ce genre, la population commença à céder. Quelques habitants aisés se présentèrent les premiers. Le mouvement de présentation est commencé et s'accentue. Jusqu'à la date d'hier, il y avait eu 130 présentations dans le canton de Misilmeri. Aujourd'hui, 10, il y a foule au conseil de recrutement devant lequel 100 réfractaires se sont présentés. En outre, plus de 50 déserteurs se sont constitués volontairement pendant les trois dernières journées.......

Dans l'état actuel des choses, je crois impossible de procéder autrement. Le système que j'emploie consiste à ramener l'ordre légal, à rétablir l'obéissance dans un canton et à continuer successivement de la même façon dans les cantons voisins. Si la déconfiture des voisins décourage les autres et les amène à céder complètement, nous arriverons assez facilement au résultat désiré. Mais, s'il fallait répéter dans beaucoup de cantons l'entreprise de Misilmeri, la chose serait impossible parce que nous n'avons pas assez de monde pour cela et que les soldats n'auraient plus la force physique nécessaire pour s'acquitter d'une tâche aussi rude.

. . . .

V. E. remarquera que je parle toujours des réfractaires et des déserteurs, et à peine des malfaiteurs. En effet, les

moyens qui peuvent assez bien réussir avec les premiers ne donneraient que de maigres résultats avec les seconds. Les malfaiteurs ne viendront pas, comme le font réfractaires et déserteurs, se présenter d'eux-mêmes, rien que parce qu'on les moleste quelque peu. Ceux-là, il faut les arrêter, et pour le moment on n'opère que fort rarement des arrestations et des battues en rase campagne... Il faut, pour réussir dans ce cas, tendre des embuscades et y placer des carabiniers et de la troupe. Mais alors, il serait nécessaire de mettre un détachement de troupes dans chaque commune qui possède des carabiniers et de procéder à un fractionnement impossible à faire avec les effectifs dont nous disposons.

De plus, quand par hasard la troupe s'empare d'un malfaiteur, il se trouve toujours plus de gens pour se porter garants de l'honnêteté du prisonnier que de témoins pour reconnaître un coupable... L'obstination avec laquelle on se refuse à aider les recherches de la force publique va ici jusqu'à l'héroïsme. C'est une vertu qui a un nom spécial et qu'on a appelée dans le jargon populaire omertà. *Je vais vous citer quelques exemples tirés de ce qui s'est passé pendant les trois derniers jours : Un homme frappé à mort a refusé de faire connaître son meurtrier. Un autre, auquel on a fracassé le crâne d'un coup de bêche dans un champ, à quelques pas d'un de mes détachements, n'a jamais voulu indiquer celui des trois ou quatre individus présents sur les lieux qui venait de le mettre dans cet état et a prétendu qu'il s'était blessé à la tête en tombant. Cette vertu de l'*omertà *a même cessé d'être le privilège exclusif des classes populaires. Avant-hier, un certain avocat S..., de Lercara, un homme qu'on dit être riche, instruit et intelligent, est venu chez moi se plaindre comme d'une insulte, en me disant qu'on voulait le faire passer pour un espion, d'un article paru dans le* Corriere Siciliano. *Dans cet article, on le félicitait d'avoir logé les carabiniers dans sa maison et de faire fi des menaces et des dangers auxquels il s'exposait en signalant à la force publique les bandits et les malfaiteurs qui infestaient le territoire.*

V. E. jugera d'après cela des difficultés que rencontre l'action de la force publique. Les malfaiteurs ne craignent pas de continuer à vivre chez eux, même dans les endroits où nous avons des carabiniers et de la troupe. A Misilmeri, le jour où on cerna cette localité, un bandit était tranquillement chez lui en société de plusieurs gens de son acabit et la population ne révéla le fait que lorsqu'il eût réussi à s'enfuir... La plaie est très profonde. Pour ma part, je vous avoue que, si l'on veut rester dans la légalité, je ne vois pas comment on pourra en finir promptement avec les scélérats. Il me semble qu'il faudrait faire partager à la population la responsabilité qui pèse jusqu'ici exclusivement sur la force publique et on y arriverait en organisant les gardes nationales et en les faisant concourir au service d'ordre et de police. Actuellement, ou bien elles n'existent pas, ou bien, là où on a eu l'air de les organiser, on s'est gardé d'observer les principes les plus essentiels et on y a incorporé la lie de la population.

C'est à V. E. de voir s'il lui convient de tenter d'organiser les gardes nationales dans les différentes communes, en ne faisant entrer dans leur composition que les propriétaires, et s'il se pourra trouver un moyen de les astreindre à un service quelconque, en cas de besoin. Je crois que, si cela pouvait se faire, on ne tarderait pas beaucoup à considérer, non plus comme une honte, mais comme un titre de gloire, les services rendus à l'ordre public. V. E. peut être certaine qu'il y aura des luttes acharnées à soutenir contre l'inertie et les mauvaises passions, mais il me semble que la victoire ne serait pas sans gloire.

En résumé, je crois qu'il s'agit ici de résoudre deux problèmes essentiellement distincts : obliger les réfractaires à obéir à la loi — rechercher les bandits. Les moyens qui permettront d'en finir avec les premiers seront à mon avis absolument insuffisants à l'égard des seconds [1]*.......*

1. Le général examinait ensuite les différents moyens auxquels on pouvait avoir recours : déférer aux tribunaux militaires les réfractaires, ceux qui les encourageaient à persévérer dans leur refus d'obéissance à la loi, ainsi

V. E. se préoccupe à bon droit de la sécurité publique dans l'île. Mais V.E. sait aussi que cet état de choses est en rapport direct avec le degré de civilisation de ces populations. La civilisation, la situation politique... l'état des partis, le désarroi de l'opinion publique, les passions, les vices et les vertus mêmes, en un mot l'état actuel du midi de l'Italie et des populations de l'Italie méridionale, ne sauraient être comparés qu'à la situation de l'Angleterre pendant les premiers temps qui suivirent le couronnement de Guillaume III d'Orange. La similitude est complète.

Les mêmes causes produisent ici, à peu de chose près, les mêmes effets, et puisqu'il s'agit de lutter pour déraciner les maux actuels, les exemples et les expériences de l'histoire nous donnent au moins les quelques consolations qui seules, lorsque nous comparons les minces résultats obtenus et la somme d'énergie qu'on a dépensée, nous empêchent de nous laisser aller au désespoir. »

*
* *

Pendant que, sans se laisser décourager par l'insuccès relatif de ces premières tentatives, le général Govone terminait sa lettre au ministre par ces paroles qui prouvent que, malgré toutes les difficultés de l'heure présente, il ne cessait d'avoir foi en l'avenir, l'opinion publique, préoccupée à bon droit par les désolantes nouvelles qu'on recevait de l'île, pressait avec plus de force et d'insistauce que jamais le gouvernement de mettre fin à ce déplorable état de choses. Le parlement, les journaux, les députés et les *conseils* de la Sicile se faisaient les porte-paroles de ces malheureuses populations que les mœurs et les habitudes qu'elles avaient contractées sous un long régime de despotisme mettaient dans l'impossibilité de prêter main-

que les propriétaires fort nombreux qui avaient des réfractaires à leur service, — procéder à un désarmement général, — prendre certaines mesures relatives à l'emploi de troupes montées, etc., etc.

forte à la loi, mais qui n'en étaient pas moins cruellement éprouvées. Vers la mi-juin, le ministre essaya donc de se rendre aux légitimes désirs du pays et prépara en secret les premières directives, encore bien vagues, d'une vaste opération militaire, destinée à délivrer le pays, à y rétablir l'ordre, et à relever le prestige de l'autorité.

Le 25 juin, à la veille du début des opérations, le général Govone écrivait au général La Marmora[1].

« *Le Ministère, ennuyé des désagréments que l'état de la Sicile lui cause au Parlement, s'est décidé à faire quelque chose et m'envoie avec vingt bataillons rechercher dans la province de Girgenti les réfractaires, les déserteurs et les bandits.*

J'écris à V. E. au moment de partir. Les troupes sont déjà disposées en cercle sur les confins de la subdivision de Caltanisetta et j'y entre demain matin, marchant lentement, battant le pays le plus et le mieux possible, arrêtant tous les gens que je trouverai dans la campagne et qui, par leur âge et leur apparence, me sembleront être des réfractaires ou des criminels, cernant enfin les localités et y faisant des perquisitions à fond.

Le Ministère ne donne pas d'instructions détaillées. Il ne peut peut-être pas le faire, parce que, si elles étaient énergiques, elles pourraient lui causer de l'ennui, et que, si elles étaient trop douces, on n'arriverait à rien. Moi, j'en ai donné en m'inspirant des considérations qui me paraissaient être les mieux appropriées aux circonstances et les plus propres à m'assurer quelque résultat utile. Malgré cela, malgré toute la lenteur avec laquelle j'ai recommandé de marcher, je n'ose pas croire que cette promenade produise grand effet.

Il est toutefois certain que les réfractaires, trompés et abusés au moment de la levée par le bruit du retour des Bourbons répandu par les partis hostiles, commencent à

1. D'après l'original de la lettre.

désespérer de l'impunité et à regretter leur désobéissance à la loi qui les a mis en si triste posture. Il y a évidemment chez eux tendance à céder et à se présenter. On peut encore espérer que l'apparition des troupes en nombre respectable dans cette province y répandra une crainte salutaire et décidera les plus entêtés à céder. Nous verrons.

J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour que rien ne puisse transpirer; mais on a, je le crois du moins, mis l'autorité civile au courant de ce qui se préparait, et à Messine un employé du gouvernement a parlé en détail de cette expédition que tout le monde connaît par conséquent. C'est peut-être un bien, parce que la menace d'un danger produit parfois plus d'effet que le danger même. Ce soir, je pars à cheval pour Caltanisetta et Girgenti et je resterai peut-être un mois absent.

... Si on nous laisse faire, peut-être aurons-nous déjà obtenu quelque résultat palpable lors de la prochaine levée et la population même, qui a pu voir ce que lui valait la présence dans les campagnes de réfractaires et de bandits, sera, elle aussi, fort satisfaite. »

L'événement devait prouver que Govone ne s'était pas trompé en exprimant, dès les premières lignes de cette lettre, des doutes quant à l'efficacité de cette promenade militaire de 20 jours, qu'il allait exécuter par ordre du ministère.

Au début, les mesures qu'on avait prises et qui, par leur mise en scène, frappèrent quelque peu l'imagination populaire, produisirent un certain effet et l'on vit arriver quelques réfractaires. Mais, dès qu'on eût vu que les troupes en marche ne pourraient ni s'arrêter longtemps sur un point, ni faire des recherches sérieuses, ni procéder à une épuration complète, ni protéger ceux qui leur auraient fourni des informations, les réfractaires, même les plus disposés à se mettre en règle, cessèrent de se présenter. Quant aux plus entêtés et aux plus dangereux, et surtout quant aux vrais malfaiteurs et à ceux qu'on

recherchait pour des crimes de droit commun, on n'avait naturellement jamais et à aucun moment réussi à en arrêter un seul. L'expédition allait donc aboutir à une vaine et inutile représentation théâtrale, à une nouvelle démonstration d'impuissance.

Deux voies s'ouvraient devant le général Govone :

Exécuter simplement les ordres reçus et dont il avait prévu l'inanité. Continuer purement et simplement la marche avec ses 20 bataillons et ramener, en fait de trophées peu glorieux, une poignée de conscrits. Dire au gouvernement : la mission que vous m'aviez confiée était impossible à remplir. Dire au pays désolé par les bandits, aux propriétaires cloîtrés dans leurs maisons depuis des mois et qui ne pouvaient plus labourer leurs champs, à tous ceux qui ne cessaient de recevoir des lettres de menace que pour être l'objet d'agressions, aux paysans dont les malfaiteurs envahissaient souvent les demeures et outrageaient les femmes : « abandonnez tout espoir, l'armée, la dernière réserve de l'autorité et de la loi bat à son tour en retraite et se déclare vaincue. » — En un mot mettre sa responsabilité personnelle à couvert en se dérobant et en décevant les espérances des bons citoyens.

Ou bien, affronter l'impopularité et les blâmes que risquaient de lui valoir des complications momentanées, pour se préoccuper uniquement du bien futur, imprimer aux opérations un caractère plus énergique et presque violent, en assumer la responsabilité pleine et entière, en confiant au succès, à l'importance du résultat obtenu le soin de le justifier et en tout cas en ayant pour soi l'approbation de sa conscience et le sentiment du devoir accompli.

Avec un homme de la trempe du général Govone, le choix ne pouvait être douteux.

« *On m'écrit de Palerme*, écrivait-il de Caltanisetta au Ministre Della Rovere[1], *que V. E. trouve trop sévères les*

1. Minute sans date qui a dû être écrite entre le 1er et le 4 juillet.

moyens que j'ai employés. Je lui demande la permission de lui soumettre quelques considérations qui lui feront voir la situation sous son véritable aspect.

J'ai reçu l'ordre de ramasser les réfractaires, les déserteurs et les malfaiteurs. J'avais déjà auparavant adressé de Palerme à M. le Ministre de l'Intérieur une longue lettre particulière dans laquelle je lui parlais d'une opération similaire que j'avais cru devoir faire sur Misilmeri.

Je lui exposai dans cet écrit les moyens employés et les difficultés que, malgré leur vigueur, j'avais eu à vaincre pour arriver à un résultat que je n'avais pu obtenir qu'au bout d'un temps assez long.

Ici, les difficultés étaient plus grandes encore parce qu'après les présentations déjà obtenues il s'agissait maintenant de ramasser les réfractaires les plus intraitables et les plus incorrigibles. De plus, la question se compliquait encore par le fait même qu'on m'avait chargé de capturer les bandits. Si ceux-ci avaient tenu la campagne en bandes, nous nous serions trouvés dans une situation semblable à celle que nous avons connue dans les provinces Napolitaines où les bandes nous ont échappé pendant des années. Ici, il n'y a pas de bandes; mais il y a en revanche des bandits, en nombre considérable, qui vivent, soit chez eux, soit chez leurs amis, soit chez des propriétaires ou dans les maisons des autorités communales qui leur donnent asile par intérêt ou par peur. Ces bandits sortent de temps à autre pour se jeter dans la campagne ou bien envoient parfois eux-mêmes des lettres d'extorsion qu'on paye, comme si c'étaient des lettres de change, et la terreur des propriétaires est si grande que pour rien au monde ils n'auraient recours à l'autorité.

Pour ce qui est des réfractaires, voici comment les choses se passent dans la plupart des communes. La troupe arrive avec une liste de cent réfractaires. On demande aux autorités de faire connaître leurs demeures, et on vous répond qu'on l'ignore. On prend les gardes municipaux et les huissiers, et ils refusent leur concours. On interroge

les gens du pays, personne ne sait rien. On arrête des individus suspects, personne ne veut les reconnaître. Que peut faire un commandant avec des listes qui contiennent, pour les deux tiers au moins, des noms d'individus, les uns morts, les autres partis du pays, ou enfin des gens qui n'ont jamais existé?

Il faut, ou renoncer à l'opération, ou inspirer une certaine crainte en établissant un cordon plus ou moins sévère en raison des cas et du temps dont on dispose, procéder à des perquisitions, empêcher les habitants de sortir, jusqu'à ce que les gens du pays en arrivent eux-mêmes à voir que le mieux est encore de décider les réfractaires à se présenter. Alors les autorités municipales se mettent à l'œuvre. On examine les listes, on produit les actes de décès, on indique les familles, on place des plantons, on prend note de ceux qui sont introuvables, et les réfractaires et les déserteurs se présentent. Si ces gens étaient inoffensifs, il n'y aurait encore que demi-mal. Mais on a pu constater que certains d'entre eux sont fort coupables, terrorisent le pays par les menaces et par l'intimidation et sont devenus de vrais brigands. Quelquefois, un seigneur du pays a chez lui un réfractaire et les autres réfractaires ne se présentent dans ce cas que lorsque celui-ci est venu se constituer. Il faut alors envoyer un demi-peloton en garnison chez le Monsieur et mettre une sentinelle à sa porte.

Dans chaque village, on se réjouit quand on voit appliquer ce procédé au village voisin; mais les habitants se plaignent dès qu'on agit de la même façon chez eux.

Restent les malfaiteurs. A l'aide des notes de la Préfecture, on en arrête quelques-uns à domicile. Mais les plus compromis, ceux qui se sont évadés du bagne, ceux qui répandent la terreur dans le pays, ont été se terrer ou sont cachés dans le pays. Comment s'emparer d'eux? Tout le monde est d'avis qu'il faudrait prendre comme otages leurs parents ou quelques-uns des compères qui les recèlent. Le système qui consiste à combiner l'établissement d'un cordon

sévère et l'emploi des grandes battues dans la campagne qui inspirent une crainte salutaire aux coupables et décident les gardes nationales et les syndics à prêter leur concours aux troupes, ce système, dis-je, a réussi. Je l'ai employé, et c'est ainsi que j'ai pu mettre la main sur quantité de bandits, auteurs de nombreux forfaits. A Grotte, l'établissement d'un cordon serré et les battues les ont tous décidés à se rendre.

On m'avait envoyé des députations pour me prier de me départir de ces mesures. Mais, après la réussite des opérations, le Municipe m'a gratifié d'une adresse de remerciements.

Trois ou quatre députations sont venues me trouver depuis.

Le député d'Aragona, si je ne me trompe, est venu une fois pour me dire qu'il croyait devoir s'adresser au Ministre.

Je lui répondis qu'il pouvait le faire, que je n'engageais en rien la responsabilité ministérielle et que le Ministre pouvait même me désapprouver, mais que je m'adressais aussi au patriotisme de la population qui m'avait elle-même fait demander de prendre des mesures exceptionnelles, qu'il s'agissait de faire l'Italie, mais non une Italie au pouvoir des brigands — qu'il importait de savoir supporter des désagréments momentanés afin d'amener le résultat désiré — enfin que, ce résultat je l'avais obtenu et continuerai à l'obtenir.

Je ne dissimule pas à V. E. la gravité des mesures que je prends. On m'a dit de me saisir des réfractaires et des bandits, et j'agis énergiquement. On m'a donné aussi un délai de vingt jours, mais, malgré les mesures de rigueur auxquelles j'ai recours, je ne pourrai rien faire de bon en moins de quarante à cinquante jours.

J'avais le choix entre deux manières de procéder : ou ne rien faire et mettre à nu l'impuissance de l'action du gouvernement, ou avoir recours aux moyens que je jugeais indispensables.

J'ai donné la préférence à cette dernière, tout en sachant que je risquais d'être désapprouvé, parce qu'elle m'a paru plus utile à la chose publique. Je ne sais si j'ai bien fait, mais, en tout cas, le Ministre peut dégager sa responsabilité en la faisant retomber tout entière sur moi[1]. »

Les mesures de rigueur employées par Govone donnèrent d'excellents résultats. Exécutées d'abord dans les dernières communes de la province de Caltanisetta, les perquisitions et les battues furent mises en pratique sur une plus grande échelle et avec plus de sévérité dans celle de Girgenti, où les malfaiteurs étaient encore plus nombreux et où la résistance fut plus grande, puis dans celle de Trapani où la sécurité était le plus sérieusement compromise, et où certaines communes se trouvaient dans une situation intolérable. L'effet moral et les résultats déjà palpables de ces mesures facilitèrent peu à peu l'exécution des opérations, et ce fut en automne seulement que cette fructueuse campagne se termina dans Palerme même[2].

En voici le bilan :

4.000 réfractaires ou déserteurs furent pris, et on releva de plus huit mille erreurs sur les listes des communes[3].

Environ 1350 malfaiteurs dangereux (qui ne sont pas compris dans le nombre des réfractaires coupables de délits de droit commun) avaient été livrés à la justice et la plupart d'entre eux avaient de cinq à six assassinats sur la

1. Cette lettre contient encore nombre de faits relatifs à la perturbation de l'ordre public, à l'impossibilité où se trouve la justice de savoir quoi que ce soit, aux assassinats quotidiens des individus dont le seul crime est d'avoir servi de guides aux troupes ou d'avoir été vus causant avec les carabiniers. Elle se termine ainsi :

« *Il me semble qu'en présence d'un semblable état de choses on a bien le droit de porter atteinte à certaines garanties quand il s'agit de s'emparer de bandits et non pas d'inquiéter les gens pour leurs opinions.* »

2. Voir, pour les détails, le discours du général Govone que nous reproduisons à l'*Appendice*.

3. Si l'on considère que des 22.000 individus portés comme réfractaires il n'en existait en réalité que 10.000 et que les opérations du général Govone ne s'étendirent qu'à la moitié de l'île, on peut hardiment affirmer qu'elles furent couronnées d'un plein succès.

conscience. Un seul d'entre eux en avait commis trente et un pour sa part! Que de sang versé qu'il s'agissait de venger et combien de sang n'a-t-on pas épargné grâce à ces mesures! Parmi les bandits que le général avait réussi à prendre se trouvait toute une bande de 60 brigands qui, depuis deux ans, terrorisaient le territoire de Castellamare (Trapani), et qui, pendant ce temps, avaient obligé les habitants à renoncer à leurs travaux et à s'enfermer dans les villages et dans leurs habitations.

On avait fait rentrer dans les caisses de l'État un demi-million d'impôts en souffrance.

Dans quatre provinces, dans les 154 communes qu'il avait perquisitionnées, c'est-à-dire dans la moitié de la Sicile, l'autorité avait, grâce à l'opération du général Govone, retrouvé tout son prestige.

On avait prouvé aux méchants qu'ils ne sauraient impunément éluder la loi, aux bons citoyens qu'ils pouvaient compter sur l'appui efficace et matériel du Gouvernement.

C'était maintenant au Gouvernement auquel cette démonstration avait rendu un prestige que sa faiblesse lui avait fait perdre, que, grâce à l'application ferme et méthodique de la loi, il appartenait de parachever l'œuvre commencée à l'aide de mesures exceptionnelles.

On avait donné l'impulsion nécessaire au fonctionnement régulier de la conscription; l'énergie qu'on avait déployée avait permis de verser dans les rangs de l'armée les réfractaires des classes antérieures. L'exemple, joint à la preuve désormais faite qu'il était impossible d'échapper à l'accomplissement de ce devoir, et les sentiments de patriotisme des populations devaient suffire pour assurer définitivement les résultats acquis. Le nombre des réfractaires, qui n'avait cessé de s'accroître pendant les trois premières années, s'abaissa rapidement jusqu'au jour, peu éloigné du reste, où, à l'instar des autres provinces italiennes, la Sicile fournit à la patrie commune les contingents entiers, qui allaient sous ses drapeaux combattre pour Venise, pour Rome.

Le général Govone a certainement pensé souvent à ses braves colonnes mobiles lorsqu'il vit à l'œuvre les soldats disciplinés et valeureux que furent les Siciliens.

Il y pensa certainement, lorqu'après Custozza il demanda pour un humble et brave Sicilien[1] de sa division la seule médaille d'or pour la valeur qu'on accorda au cours de la campagne aux simples soldats.

L'abnégation des officiers et soldats avait été soumise à une rude épreuve. Longues marches dans des pays presque entièrement dépourvus de routes, sous un soleil ardent et à travers des régions insalubres, battues fatigantes dans des terrains difficiles et inhabités, perquisitions fastidieuses rendues plus pénibles par la défiance et l'hostilité d'une population plus portée à ressentir les inconvénients du moment que l'espérance d'en être délivrée, — responsabilité grave et douloureuse incombant aux chefs de colonne et aux officiers, — factions interminables, souvent sans relève et sans repos, rendues nécessaires par l'obligation de maintenir le cordon, comme il fallut se résigner à le faire pour capturer la bande de Castellamare, cordon de 40 kilomètres, isolant l'isthme de San-Vito, entourant des montagnes entières, où les soldats durent rester de garde jour et nuit, « dans une région d'une insalubrité notoire, sous le soleil brûlant du jour et exposés à l'humidité morbide de la nuit », où force fut de les laisser parce qu'il fallait à tout prix délivrer le pays, voilà ce qu'officiers et soldats supportèrent, acceptèrent et exécutèrent sans un murmure, sans une seule plainte.

Les adresses de remerciements de nombreux conseils communaux, des diplômes de citoyen honoraire accordés à quatre commandants de colonne, la reconnaissance tardive et lente à se manifester des honnêtes gens furent les seules récompenses de tant de fatigues; mais ces épreuves avaient mis en relief la parfaite discipline, l'admirable conduite

1. Gaetano Fuggetta, de Syracuse, soldat au 51e d'infanterie.

des troupes au cours d'une opération aussi rude que délicate, où, afin d'arriver à un résultat qui leur était indifférent, mais dont l'importance était capitale pour la Sicile, elles eurent à endurer des privations et des souffrances bien plus grandes que celles qu'elles durent imposer aux populations.

« *Quand j'arrivai à Palerme*, dira plus tard le général Govone à la Chambre, *les meilleurs citoyens vinrent me féliciter.*

Mais ces compliments ne s'adressaient pas à moi; je puis en parler avec orgueil, ils s'adressaient aux troupes qu'on remerciait ainsi de ce qu'elles venaient de faire pour le salut et la prospérité de la Sicile[1]. »

* * *

Les derniers épisodes de cette campagne de pacification et d'assainissement se déroulaient encore lorsque le général Govone fut mis en demeure de justifier son œuvre devant le Parlement, de rendre compte de l'énergie qu'il avait déployée, des splendides résultats qu'il avait obtenus. Repoussant loin de lui les tentatives faites par d'autres personnes afin de pallier les mesures qu'il avait prises, il déclara fièrement qu'il avait dû recourir à des moyens exceptionnels, dont l'application avait été rendue indispensable par une situation elle-même toute exceptionnelle, et il conclut en disant[2]:

Messieurs, si la Chambre devait me juger, je ne demanderais pas grâce, mais je réclamerais la faveur d'être mis en jugement. Si la Chambre considérait uniquement les mesures que j'ai prises, sans tenir compte des circonstances exceptionnelles qui ont rendu ces mesures indis-

1. Discours prononcé à la Chambre, le 5 décembre 1863.
2. Passage du même discours.

pensables, elle devrait me condamner. Mais, si au contraire elle envisage les résultats obtenus sans s'arrêter à la sévérité de mesures imposées par des circonstances exceptionnelles, elle devra hautement et complètement approuver ma conduite.

Je ne saurais pas plus porter un jugement sur ma conduite que demander un vote à la Chambre, mais j'espère que, sans me blâmer comme sans m'approuver, elle voudra bien reconnaître que nous avons fait notre devoir... »

Le reproche qui pouvait être le plus pénible et le plus douloureux pour lui, devait lui être adressé par ceux-là mêmes qui, lorsqu'on avait pu se convaincre de l'inanité des procédés normaux et habituels, avaient le plus violemment protesté contre l'impuissance du Gouvernement et qui maintenant l'accusaient de violence en présence des résultats obtenus par les seuls moyens efficaces. C'étaient eux qui allaient faire un grief au général et lui reprocher comme une insulte adressée à cette noble terre d'Italie[1] les paroles dont il s'était servi pour dépeindre l'état de l'île. A ces injustes accusations, le général se contenta d'opposer des paroles pleines de sérénité et de foi dans l'avenir de la Sicile[2].

« *Il existe des gens craintifs et timorés qui, dès qu'une difficulté quelconque surgit en Sicile ou ailleurs, se prennent à douter de tout. Ce sont ces personnes que j'ai voulu rassurer.*

J'ai dit que la Sicile ne devait pas être une cause de découragement. J'ai voulu dire que la Sicile n'était pas une planète sortie de son orbite, de telle sorte qu'on ne saurait

1. Les paroles des généraux Della Rovere et Govone défigurées par l'esprit de parti donnèrent lieu à de vrais polémiques dans les journaux, amenèrent plusieurs duels et obligèrent le général Govone à aller lui-même sur le terrain. Il n'est que juste d'ajouter que la partie saine de la population ne se laissa pas abuser et qu'elle fit un excellent acoueil au général qui resta encore plusieurs mois à Palerme.

2. Séance du 7 décembre 1863.

prévoir ni quelle voie elle allait suivre, ni où elle allait ressortir. J'ai dit que la Sicile suivait le même chemin et passait par les mêmes phases que tous les autres peuples modernes au sortir de la barbarie, que toutes les autres provinces italiennes qui s'acheminent vers une civilisation croissante à tout instant et indéfiniment perfectible. J'ai dit qu'un mauvais gouvernement avait volontairement, de propos délibéré, essayé d'arrêter l'expansion de la Sicile, de ralentir sa marche et qu'il appartenait à un gouvernement réparateur de la pousser résolument dans la voie du progrès, grâce à des mesures sages et rationnelles. »

CHAPITRE VI

MISSION A BERLIN[1]

L'alliance qui devait procurer tant d'avantages à l'Italie et à l'Allemagne et servir pendant tant d'années de base à la politique extérieure du royaume présenta, lors de son origine, d'étranges particularités. Bien qu'elle fût la solution la plus naturelle et la plus logique à laquelle il fût possible de s'arrêter, elle n'en inspira pas moins à ses débuts une profonde et insurmontable méfiance.

Il est toutefois juste de constater d'abord que ce fut l'Italie qui, la première, grâce au génie de Cavour, avait compris l'analogie qui existait entre la mission historique du Piémont et celle de la Prusse, la communauté des intérêts des deux nations, l'identité des buts auxquels elles tendaient et des adversaires qu'elles devaient trouver sur leur route, et que, lorsque l'heure fut venue, les

1. Le général Govone n'a pas laissé de journal de sa mission à Berlin et naturellement il n'y a pas fait allusion dans ses lettres particulières. Nous avons sous les yeux les minutes des rapports et télégrammes qu'il expédia de Berlin, des fragments des mémoires qu'il rédigea à différents moments et enfin un mémoire sommaire qu'il établit à son retour et dans lequel il résuma brièvement ses impressions, sa manière de voir et expliqua certains points de sa mission. Ce mémoire demeura incomplet, le général ne l'acheva pas, ne le compléta pas ultérieurement. Et c'est de ce mémoire, que nous avons développé en le complétant çà et là à l'aide des autres documents que nous venons d'indiquer, que nous nous sommes servi pour rédiger ce chapitre.

successeurs de Cavour ne perdirent pas de vue la réalisation de ce programme.

La Prusse, au contraire, semble n'y avoir songé, ne s'en être aperçue que plus tard. C'est ainsi que souvent, en 1859, par exemple, on la voit agir dans un sens diamétralement opposé à ses intérêts et qu'en 1865, à la veille de Gastein, le comte de Bismarck était peut-être encore le seul à comprendre l'importance que pouvaient avoir pour la Prusse et pour la réalisation des projets qu'elle caressait, l'attitude et la coopération de l'Italie.

Il convient du reste de reconnaître que, si les deux puissances se défiaient également l'une de l'autre, ces défiances étaient bien plus justifiées de la part de l'Italie que de celle de la Prusse. L'Italie en était arrivée au point où une nation est forcément, fatalement obligée de devenir l'alliée de toute nation qui déclarera la guerre à son ennemi du moment. Toute puissance décidée à entamer la lutte avec l'Autriche pouvait compter sur l'épée de l'Italie. Ses frontières ouvertes, son corps mutilé, les aspirations de tout un peuple prêt à tout sacrifier pour reconstituer son unité, la loyauté même dont cette nation avait donné tant de preuves étaient autant de gages de sa sincérité.

Il n'en était pas de même pour la Prusse. Aujourd'hui qu'elle a satisfait ses désirs et son ambition, rien n'empêche ceux qui se flattent d'être « les philosophes de l'histoire » d'affirmer que la Prusse était arrivée à un *tournant de l'histoire* et que la lutte entre les deux grandes puissances germaniques et la dévolution de la suprématie de l'une à l'autre de ces puissances s'imposaient fatalement. Mais, à ce moment, les Prussiens croyaient si peu que l'heure décisive et fatale eût sonné, que l'occasion, qu'on avait laissé échapper à Olmütz et qu'on paraissait avoir perdue à Gastein, se présentât à nouveau, et que, cette fois, le moment favorable fût arrivé — que, jusqu'à la veille de la guerre, ou même, pour mieux dire, jusqu'au lendemain de la victoire, ils n'acceptèrent qu'à contre cœur,

la politique de leur grand homme d'État. Par habitude, par instinct, c'était vers le Rhin que se tournaient les haines, les passions nationales. L'Autriche, en dépit des faibles liens qui la rattachaient à l'Allemagne et à l'élément allemand, continuait néanmoins à incarner, bien plus que la Prusse, aux yeux de la majorité des populations, la représentation légitime non seulement de la nationalité, mais de l'idée germanique. Ni la nation, ni l'armée, ni le roi lui-même ne désiraient la guerre.

Bismarck, seul, absolument livré à lui-même et abandonné de tous, était plus que jamais décidé à suivre la voie dans laquelle il s'était engagé et proclamait hautement ses desseins. Mais disait-il la vérité? Et, même dans ce cas, quelles étaient ses chances de succès?

C'était sur la sincérité même de ses intentions qu'il était alors permis, quoique à tort, de concevoir des doutes. Les souvenirs de ce qui s'était passé au mois d'août de l'année précédente étaient encore trop vivants. Bien qu'à ce moment les relations entre l'Autriche et la Prusse fussent arrivées à un tel degré de tension que la guerre semblât à tous inévitable et prochaine, quoique le comte de Goltz eût déjà sondé le Gouvernement français pour connaître l'attitude qu'il adopterait en cas de rupture avec l'Autriche, quoiqu'à Florence le comte d'Usedom eût affirmé au general La Marmora que le conflit était imminent, le monde entier n'en avait pas moins reçu tout à coup la surprenante nouvelle de l'accord intervenu à Gastein entre l'Autriche et la Prusse, accord qui semblait clore définitivement le litige. Les combinaisons de Bismarck avaient fait long feu. Il fallut que Goltz fît appel à toutes les ressources, à toutes les finesses de son esprit pour expliquer et atténuer à Paris la portée de la convention qu'on venait de conclure. Usedom disparut de Florence, où on ne le revit qu'au bout de deux mois.

Ce ne fut que plus tard que le comte de Bismarck put donner une explication à peu près satisfaisante de cette onvention équivoque. Il la dépeignit comme un expédient

habilement imaginé par lui pour détruire par la force même des choses les dernières illusions de son roi, qui persistait à croire à la possibilité de s'entendre d'une façon sérieuse et durable avec l'Autriche. On devait, d'après lui, n'y voir que le moyen de précipiter la rupture avec cette puissance en l'exaspérant par l'interprétation machiavélique qu'il allait donner à des stipulations volontairement ambiguës. « Il y a, écrivait-il dans le langage imagé qu'il se plaisait à employer, des chiens qui sont calmes et inoffensifs tant qu'on les laisse courir librement. Il suffit de les attacher pour qu'ils deviennent hargneux. »

Mais, si le jeu dangereux et compliqué, dans lequel les traités signés en vue du maintien de la paix allaient devenir entre ses mains des armes aiguisées pour précipiter la guerre avec l'Autriche, devait réussir complètement à l'égard de cette puissance, ce même jeu ne pouvait d'autre part manquer d'accroître les difficultés qu'allait rencontrer Bismarck, qui tenait seul entre ses mains les ficelles de ses combinaisons, lorsqu'il allait s'agir pour lui de conclure des accords avec ceux qui pouvaient à bon droit croire qu'il les avait joués.

On ne saurait donc s'étonner si, lorsque dans les premiers mois de l'année 1866 il recommença ses démarches à Florence, lorsqu'il fit entrevoir la probabilité d'un conflit, le général La Marmora accueillit ses ouvertures avec une certaine réserve et déclara nettement qu'il ne se contenterait pas de paroles en l'air, de conventions conçues en termes vagues, mais qu'il était fermement résolu à exiger des engagements précis, déterminant les conditions d'une action commune et énergique.

Ce fut dans cet esprit qu'il donna, le 8 et le 9 mars 1866, ses instructions au général Govone, instructions toutes verbales, à l'exception de quelques indications[1] contenues dans

1. Lettre de créance adressée au comte de Barral, le 9 mars 1866, publiée dans le *Livre vert*.

la lettre qui accréditait le général. La Marmora garda pendant quarante-huit heures près de lui, à Florence, Govone, qui passa la plus grande partie de ces deux journées dans le cabinet du ministre. Celui-ci lui exposa en détail ses vues, lui donna des conseils, le munit des instructions verbales qui lui paraissaient devoir s'adapter aux différentes hypothèses que pouvait faire naître la situation dans laquelle le général trouverait la Prusse, situation qu'on ne connaissait pas bien à Florence, et dont on ne pouvait même pas se faire une idée à peu près exacte, par cela même que la politique allemande se complaisait, à ce moment surtout, à se mouvoir au milieu d'équivoques devenues proverbiales et de complications inextricables[1].

La mission confiée à Govone avait donc bien moins pour objet de conclure un traité d'alliance dont non seulement on ignorait la portée, mais dont la possibilité même semblait douteuse, que de reconnaître le terrain et de s'assurer du degré de confiance qu'on pouvait accorder aux ouvertures et aux propositions des Prussiens. On se réservait la faculté de signer plus tard, selon les circonstances, une convention politique ou militaire nettement définie, bien précise, le jour où l'Italie aurait acquis la certitude que ses alliés ne l'abandonneraient pas et qu'elle ne serait pas, elle non plus, contrainte de leur fausser compagnie. L'Italie était en effet décidée à tenir à tout prix et jusqu'au bout les engagements qu'elle aurait pris.

C'était là un mandat à la fois très vaste et nettement restrictif, par cela même que ces instructions semblaient exclure la possibilité d'une entente pure et simple en vue d'une action commune, d'une entente qui n'engageât pas la Prusse, d'une entente précisément telle que la désirait le comte de Bismarck.

Le général Govone avait respiré à Florence une atmos-

1. D'après le mémoire dont il a été question et une lettre du général Govone au capitaine Chiala, 31 mars 1870.

phère imprégnée de défiance. Il allait se retrouver dans un air ambiant de même nature à Berlin.

Le corps diplomatique tout entier était alors convaincu que les différends qui divisaient l'Allemagne, cette patrie du raisonnement calme et froid, loin de se trancher par le fer (on s'appuyait sur les précédents d'Olmütz et de Gastein), allaient s'embrouiller davantage jusqu'au moment où, après un long échange de notes diplomatiques, après d'interminables conférences essentiellement doctrinaires, on trouverait le moyen d'aboutir à une solutions pacifique. Ceux de ces diplomates qui étaient un peu plus complètement initiés aux projets de Bismarck et qui connaissaient un peu mieux le fond de sa pensée, tout en reconnaissant qu'il travaillait réellement et sincèrement en vue de la guerre, ne pensaient pas que le roi et la nation le laisseraient pousser les choses aussi loin, et on croyait qu'un jour ou l'autre, peut-être même au dernier moment, n'importe qu'elle mission confiée à un général quelconque mettrait fin au différend.

Le comte de Barral, ministre d'Italie à Berlin, partageait l'opinion de la majorité[1]. Foncièrement loyal et franc, désagréablement impressionné par les allures louches et incertaines que les circonstances avaient en quelque sorte imposées à la politique prussienne, connaissant à fond la situation de l'Allemagne, mais n'ayant pu voir assez clair dans le jeu de Bismarck, Barral se défiait de tout; et, dès l'arrivée de son nouveau collègue, il le mit en garde contre les *séductions de la Sirène prussienne*. Dans un exposé qu'il fit au général, il lui démontra que le jeu de Gastein allait se renouveler, que Bismarck allait faire entrevoir de vastes horizons aux envoyés italiens, chercher à les éblouir en faisant luire à leurs yeux les espérances les plus tentantes, qu'il essayerait de leur arracher un projet de traité pour montrer cette convention

1. Ses rapports en fournissent la preuve.

à l'Autriche et obtenir ainsi sans coup férir la cession des duchés de l'Elbe[1].

Ce fut au milieu de ces idées préconçues et de ces défiances que se fit le premier pas qui devait conduire à l'alliance. Le jour même de son arrivée (le 14 mars 1866), le général se rencontra pour la première fois avec le comte de Bismarck, qui lui exposa avec une franchise presque brutale, tant elle était vigoureuse, ses projets, ses plans et la voie qu'il comptait suivre pour les réaliser. « *Je dois reconnaître*, écrivait Govone à son retour, *que le comte de Bismarck a toujours suivi le chemin qu'il m'avait indiqué dès le premier jour*[1]. »

Mais, outre que ce chemin s'écartait et différait sensiblement de celui dans lequel on avait recommandé aux plénipotentiaires de s'engager, ce qui était encore plus grave c'était que le comte de Bismarck était à ce moment dans l'impossibilité de prendre non seulement vis-à-vis de l'Italie, mais même vis-à-vis de lui-même, l'engagement de le suivre jusqu'au bout avec quelque chance de succès.

Les idées développées par le comte de Bismarck, lors de ce premier entretien et dans les conférences ultérieures, portaient en substance sur les points suivants :

En soumettant à la Confédération ses projets de réforme et de création d'un Parlement allemand, il comptait provoquer en Allemagne un désarroi et une confusion tels qu'il serait impossible d'en sortir autrement que par une guerre avec l'Autriche, guerre dont les résultats auraient pour conséquence l'établissement de la prépondérance de la Prusse sur l'Allemagne du Nord. Mais, avant de s'engager dans cette voie, il lui fallait absolument se mettre d'abord d'accord avec l'Italie, s'assurer son appui dont il avait besoin pour arracher le consentement du roi et arriver plus facilement à s'entendre avec la France. Dans ce but, le comte de Bismarck comptait proposer à l'Italie un

1. D'après le mémoire indiqué plus haut.

traité par lequel cette puissance s'engagerait dès lors à tirer l'épée dès qu'elle y serait invitée par la Prusse et aux termes duquel la Prusse prendrait de son côté l'engagement d'aider, *mais seulement en cas de guerre*, l'Italie à obtenir la solution de la question de la Vénétie.

Au lieu d'être, comme on le croyait à Florence, le commencement d'une politique belliqueuse arrivée au point critique qui devait résoudre le litige par une guerre, l'alliance n'aurait été, dans ces conditions, qu'un instrument, qu'une arme de plus remise entre les mains de Bismarck, une arme dont il se serait servi à sa guise pour précipiter l'explosion d'une guerre qui semblait d'autant plus lointaine qu'il recherchait encore le prétexte qui devait la provoquer. Peut-être aurait-on pu, à la rigueur, accepter cette combinaison en s'en remettant aux hasards de la fortune, mais à une condition toutefois: il fallait que l'arme que l'Italie aurait fournie à la Prusse afin de précipiter l'explosion de la guerre, ne pût lui servir à aplanir le différend et ne pût se retourner contre l'Italie en lui faisant ainsi perdre la magnifique occasion qui devait naître pour elle d'un conflit armé entre l'Autriche et la Prusse.

Afin de se mettre en garde contre ce danger et de pénétrer jusqu'au fond les intentions du ministre prussien, le général Govone déclara — en ayant soin toutefois de faire remarquer qu'il exprimait son opinion personnelle — que le gouvernement du roi devait au moins exiger de la part de la Prusse l'engagement formel de ne trancher aucune des questions en litige, pas même celle des Duchés de l'Elbe (la seule dont on s'occupait à ce moment), sans obtenir du même coup la solution de la question vénitienne. Le comte de Bismarck répondit au général qu'il lui semblait difficile de faire figurer dans un traité d'alliance une question aussi peu importante que celle des Duchés. Il ne tarda pas du reste à reconnaître lui-même la faiblesse de cet argument, puisqu'un peu plus tard (Voir rapport du 17 mars) il ajouta qu'une déclaration de guerre uniquement

basée sur la question des Duchés de l'Elbe pouvait présenter de nombreux inconvénients, et que ni la France, ni l'opinion publique en Allemagne ne l'accepteraient et ne l'approuveraient jamais.

La réponse était spécieuse et le refus significatif. Le général Govone n'avait en effet pas demandé à la Prusse de déclarer immédiatement la guerre et rien qu'à cause des duchés. Il lui avait seulement demandé de renoncer à suivre des négociations en vue de la solution de cette question, laissant au Ministre prussien la liberté la plus absolue de l'étendre et de la compliquer même, s'il le croyait utile, en greffant sur elle des questions plus importantes et plus en proportion avec la crise qu'on voulait amener et le sang qu'on se préparait à verser.

Il serait toutefois injuste de vouloir attribuer le refus de Bismarck à l'intention de se servir du traité d'alliance de façon à pouvoir résoudre plus facilement cette question. Il suffit de considérer l'énorme somme du long et patient travail que Bismarck s'était imposé dans le but d'en arriver à la rupture avec l'Autriche, de considérer la grandeur de ses projets, de tenir compte de la disproportion existant entre les immenses avantages qu'il espérait tirer de cette guerre et les maigres concessions qu'aurait pu lui assurer une solution pacifique, pour être aussitôt convaincu que Bismarck se serait difficilement décidé à accepter comme prix de ses fatigues et de ses espérances la cession des Duchés.

Mais on commettrait une erreur tout aussi grande en niant que Bismarck, tout en rejetant *à priori* la réalisation de cette éventualité, n'en n'eût pas admis et prévu la possibilité. Son refus indiquait clairement (et l'on ne saurait se l'expliquer autrement) que le comte de Bismarck, s'il était bien décidé à provoquer une guerre, ignorait encore si les circonstances, si les obstacles qu'il savait devoir trouver devant lui lui permettraient d'arriver à son but. Envisageant l'éventualité d'un concours de circonstances l'acculant à une situation qui l'aurait obligé à accepter

une solution pacifique, il voulait se réserver pour ce cas la possibilité de se jeter dans un chemin de traverse, de ménager l'orgueil national et de masquer par une victoire diplomatique remportée sur une question secondaire l'échec que sa politique aurait essuyé dans ses visées les plus vastes.

Et c'est là ce qu'il aurait pu faire d'autant plus facilement qu'à ce moment la question des Duchés était, du moins en apparence et sur le terrain diplomatique, la seule question en suspens entre les cabinets de Vienne et de Berlin. Encore à la date du 25 mars, dans un entretien qu'il eut avec le général Govone, M. von Thiele laissa, assurément par inadvertance, échapper une singulière affirmation. D'après lui, la vraie, la seule question qui séparait l'Autriche et la Prusse était celle des Duchés, et c'était seulement pour donner un semblant de satisfaction à l'opinion publique qu'on mettait en avant celle de la réforme de la Confédération germanique. — Et M. von Thiele était un diplomate, et de plus le secrétaire de Bismarck!

Le fin mot des ouvertures que la Prusse faisait à l'Italie se bornaient donc en réalité à ceci :

Le comte de Bismarck invitait le Gouvernement italien à lier partie avec lui dans les manœuvres qu'il désirait voir aboutir à la guerre; il annonçait son jeu, montrait ses cartes au cabinet de Florence, manifestait son intention, pour peu que la chose fût seulement possible, de pousser, en ce qui le concernait, les choses à l'extrême. Mais ne sachant pas encore jusqu'où on le laisserait aller, il tenait à se réserver, à lui, mais bien entendu rien qu'à lui, le droit de tenir seul les cartes, le droit, s'il y était contraint par la force des choses, d'abandonner la partie, après s'être naturellement assuré quelques avantages personnels.

Tout cela, au point de vue exclusif des intérêts prussiens, était parfaitement juste et logique. En présence des difficultés intérieures et extérieures que Bismarck prévoyait,

la réussite de ses projets était loin d'être certaine, et c'était pour cette raison qu'il n'osait prendre que ceux des engagements qu'il se croyait en mesure de pouvoir tenir. Enfin il ne pouvait pas, en rompant brutalement les négociations entamées avec l'Autriche, dévoiler d'ores et déjà à son roi la profondeur du gouffre de la guerre vers laquelle il l'entraînait.

Mais l'Italie, de son côté, ne pouvait évidemment consentir à se lier les mains en acceptant un traité qui aurait été complètement unilatéral. Elle ne pouvait du moins y consentir jusqu'au jour où, en raison de l'imminence de la guerre, il serait devenu impossible, ou tout au moins difficile, pour la Prusse, de se servir de cet instrument pour faciliter la solution pacifique du litige, ou encore jusqu'au moment où, en entravant la liberté d'action de l'Italie on n'aurait plus risqué de lui enlever les chances de contracter d'autres engagements plus sûrs et plus avantageux pour elle.

Le général Govone avait cru dans le principe à la possibilité d'arriver à une entente basée sur cette dernière combinaison. En effet, il suffira de se rappeler que, lors de son entretien avec lui, le général La Marmora avait appelé son attention sur le fait que la Prusse, au lieu de signer un traité d'alliance, pourrait bien songer à se servir de la mission de Govone pour exercer une pression sur le cabinet de Vienne et l'amener de la sorte à faire à l'Italie d'autres propositions[1]. Si l'on se remémore de plus les allusions du comte de Bismarck relatives à une vente possible de la Vénétie et certaines de ses paroles qui laissaient deviner ses craintes de voir l'Italie s'entendre directement avec l'Autriche, on reconnaîtra qu'il était permis de penser qu'il y avait quelque chose dans l'air et de supposer que la mission du général Govone pouvait être à bon droit considérée comme le prologue, comme l'ouverture d'une campagne diplomatique tendant à résoudre la question de la Vénétie.

1. *Un po' piu di luce*, par le général La Marmora, p. 89.

Dans ce cas, l'existence d'un traité formel aurait constitué un obstacle des plus sérieux, tandis que la crainte de voir se conclure un traité de ce genre pouvait suffire pour intimider l'Autriche, tout en laissant à l'Italie la faculté de continuer des négociations dans le genre de celles que la Prusse poursuivit de son côté, même après avoir signé son traité d'alliance et presque jusqu'au jour de la déclaration de la guerre.

Le Gouvernement italien ne tenta toutefois rien de semblable, peut-être bien parce qu'il n'était pas en mesure de le faire. L'Autriche, heureusement, devait elle-même pousser l'Italie dans une autre voie, bien plus avantageuse pour elle sous tous les rapports, dans la voie qui conduisait à la guerre.

Dès les premiers jours de mars, le comte de Bismarck avait audacieusement poussé le premier cri d'alarme à l'adresse de l'Autriche, dans une conversation, à la fois plaisante et menaçante, qu'il avait eue avec une dame : « Est-il vrai, lui avait demandé, lors d'un dîner diplomatique, la comtesse d'Hohenthal, que vous vouliez nous faire la guerre ? » — « N'en doutez pas, chère comtesse, répondit le comte de Bismarck, c'est ma seule pensée depuis que je suis Ministre. A l'heure qu'il est, notre dernière pièce de canon est fondue, et vous verrez bientôt combien notre artillerie est supérieure à la vôtre. » — Et la comtesse ayant alors prié le comte de lui dire où il lui conseillait dans ce cas d'aller passer l'été : « N'allez pas en Bohême, ajouta Bismarck, car, si je ne me trompe, ce sera précisément aux environs de votre château que nous battrons les Autrichiens. Allez plutôt en Saxe ; votre château de Knautheim ne se trouve pas sur une ligne d'opérations[1]. »

1. On lit dans le livre récemment publié par R. von Keudell qu'à la suite de cet incident le général Govone demanda de nouvelles instructions à son Gouvernement. Il suffit de remarquer, à ce propos, que cette conversation se tint dans les premiers jours de mars, que le général Govone arriva à Berlin le 14, et qu'il avait reçu, le 9, ses premières instructions.

L'impression produite par cet incident et par les explications diplomatiques qu'on avait demandées à ce propos n'était pas encore tout à fait effacée, lorsque le général Govone arriva à Berlin. Son arrivée, qu'on voulait tenir secrète et qui fut révélée par une indiscrétion, évidemment voulue, du feld-maréchal von Wrangel, jeta de nouveau de l'huile sur le feu. Rien n'était plus fait pour exaspérer l'Autriche que ce fait qui lui prouvait qu'on invitait l'Italie à intervenir dans un conflit purement allemand.

Et ce fut précisément à ce moment d'extrême tension qu'on reçut à Berlin les premières nouvelles, démesurément exagérées du reste, des armements de l'Autriche. L'Autriche avait fait le premier pas qui l'engageait dans une voie hérissée de dangers. Elle s'était engagée la première dans cette lutte de soupçons, de préparatifs plus ou moins cachés, de récriminations qu'on se renvoie de part et d'autre et qui font naître dans l'esprit des peuples la conviction que la guerre est inévitable.

Trois jours à peine s'étaient écoulés depuis le premier entretien du général Govone avec le comte de Bismarck, et celui-ci pouvait déjà dire, non sans une certaine emphase et sans quelque exagération, il est vrai, que s'il n'avait pas encore brûlé ses vaisseaux, il avait du moins commencé à y mettre le feu et que l'incendie devait être pour l'Italie une preuve, une garantie de sa bonne foi.

Les négociations entrèrent presque aussitôt dans une nouvelle phase. Déjà, dès les premiers jours de mars, le chevalier Nigra, ministre d'Italie à Paris, pressait le général La Marmora de s'enhardir et le suppliait « de signer avec ces hésitants de Prussiens un traité d'alliance qui remonterait leur courage. »

Le 17 mars, il insistait à nouveau sur l'intérêt qu'avait l'Italie à pousser à la guerre, à se préparer à la faire. Il ajoutait qu'à son avis on devait se contenter d'un traité rédigé dans des termes généraux, parce que la Prusse

n'était pas encore disposée à armer. Le général Govone, dans le post-scriptum de sa lettre du 15 mars, avait, lui aussi, émis l'opinion que, même dans le cas où on n'accepterait pas le traité proposé par Bismarck, on pourrait toujours signer un traité général, que Bismarck déclarait être le *minimum* des désirs de la Prusse, traité général qui dépourvu, comme le disait Bismarck lui-même, de toute sanction, de toute efficacité pratique, laissait à l'Italie comme à la Prusse la liberté pleine et entière d'entrer dans d'autres combinaisons et marquerait d'autre part le premier pas fait en vue de seconder les projets de la Prusse en cas d'échec des autres combinaisons. Enfin, en présence des probabilités de plus en plus grandes d'une guerre prochaine, le général Govone, dans un télégramme du 21 mars, déclarait que, si l'on voulait faire cause commune avec la Prusse, sa mission à Berlin devait avoir pour objet de pousser les Prussiens à s'armer et qu'en raison même du changement que l'initiative prise par l'Autriche avait apporté à la situation, l'Italie devait, elle aussi, songer à prendre une résolution immédiate. Le même jour, le comte de Barral, complètement d'accord avec le général, conseillait à son Gouvernement d'accepter le traité éventuel en se contentant seulement d'en limiter la durée. Il ajoutait que, si l'on s'exposait de cette façon à fournir aux Prussiens un moyen d'exercer une pression sur l'Autriche, on risquait d'autre part en procédant différemment de priver Bismarck d'une arme qui pouvait lui permettre de provoquer la guerre[1].

Les événements, les circonstances s'étaient chargés de modifier les vues, les idées des négociateurs italiens. Ils abandonnèrent la prétention, désormais irréalisable, d'obtenir un traité pleinement satisfaisant basé sur des engagement bilatéraux et en vinrent à conseiller de risquer le tout pour le tout, d'accepter en somme les propositions de Bismarck, parce que la tournure prise par les événements

1. Cf. *Un po' piu di luce.*

leur avait fait concevoir l'espérance d'arriver ainsi au but désiré.

On commença alors à traiter sur ces nouvelles bases. Mais à ce moment, le fait que le général Govone n'avait pas été muni, lors de son départ de Florence, des pleins pouvoirs nécessaires, de ces pleins pouvoirs qui, malgré ses pressantes et nombreuses réclamations, n'étaient pas encore arrivés, réveilla la méfiance du Gouvernement prussien et empêcha pendant quelque temps le général de prendre part aux négociations.

« *Au cours de ma mission à Berlin*, écrit le général[1], *j'ai à plusieurs reprises regretté le silence du Ministère des Affaires étrangères de Florence. On ne me fit tenir aucune réponse aux importantes communications que j'avais faites et qui avaient trait aux projets du comte de Bismarck, à son désir de conclure un traité... aucune réponse, malgré les instances répétées du comte de Bismarck, si bien qu'il finit par croire à de la mauvaise volonté de ma part, qu'il se plaignit de ma froideur à l'ambassadeur de France, qu'enfin il conçut peut-être même des soupçons encore plus graves sur mon compte, puisqu'il m'envoya M. von Thiele, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, pour me demander si j'étais muni des pleins pouvoirs nécessaires pour traiter. Sur ma réponse négative, il ne négocia plus pendant quelque temps qu'avec le comte de Barral.*

Ma position fut par conséquent difficile et fausse jusqu'au jour où le général La Marmora, n'y tenant plus, réclama, sur l'heure même, le texte du projet de traité limité *proposé par le comte de Bismarck et télégraphia*[2] *en toute hâte*

1. Mémoire cité plus haut.
2. Naturellement, comme cela ressort d'ailleurs du mémoire même, il s'écoula un certain laps de temps entre ces deux télégrammes. Pendant ce temps, comme le général Govone l'apprit par la suite et le dit lui-même dans son Mémoire, le chevalier Nigra avait été demander à l'empereur Napoléon ce qu'il pensait de ce projet de traité. Ce souverain l'ayant approuvé, aussitôt après réception de la dépêche de Nigra, La Marmora télégraphia à Berlin qu'il acceptait le traité proposé par Bismarck.

qu'il acceptait le traité, et qu'il nous avait expédié, au comte de Barral et à moi, les pleins pouvoirs dont nous avions besoin pour signer. Il nous autorisait de plus à signer de suite un protocole provisoire, en attendant que nous ayons entre les mains les pleins pouvoirs qui ne pouvaient tarder à nous parvenir.

Le comte de Barral, le colonel Driquet[1] *et moi, nous ne savions que penser de cette précipitation. Enfin, comme la Prusse avait, au bout du compte, aussi grand besoin que nous de ce traité, nous pensions tous trois qu'on devait, qu'on pouvait encore discuter certaines clauses, telles, par exemple, que celle en vertu de laquelle, une fois la mobilisation décrétée en Italie, la Prusse s'engagerait à n'accepter aucune solution des questions en litige avec l'Autriche, que si l'on tranchait en même temps la question de la Vénétie. Un traité qui nous aurait seuls liés envers la Prusse, sans engager la Prusse, qui nous aurait d'autre part obligés à dépenser en pure perte 100 millions pour une mobilisation qui aurait été inutile, si la guerre n'avait pas éclaté, nous paraissait inadmissible.* »

Le général Govone, comme on le voit, considérait comme dangereux pour l'Italie, parce qu'il était unilatéral, le traité qu'on allait discuter. Malgré l'incident qui pendant quelque temps avait tenu le général à l'écart des conférences, les négociations avaient marché bon train, et le texte du projet envoyé au Ministre, le 27 mars, ne subit en somme que d'insignifiantes modifications. Mais ces négociations qui, d'ailleurs, n'avaient pas été faciles, ne s'étaient pas terminées d'une façon pleinement satisfaisante pour l'Italie.

Le comte de Bismarck avait obstinément refusé d'accepter aucune des clauses qui auraient pu le priver de la

1. Le colonel (aujourd'hui lieutenant-général) Edouard Driquet avait été, en Sicile, le chef d'état-major du général Govone qui, ayant en lui la plus grande confiance, demanda au Ministre de permettre au colonel de l'accompagner à Berlin, où ce dernier lui rendit des services signalés en lui procurant toutes sortes d'informations militaires.

possibilité d'avoir recours à n'importe quelle des combinaisons qu'il entrevoyait déjà ou qui pouvaient se présenter un peu plus tard. Il ne voulait, et probablement même, il ne pouvait renoncer à aucun de ces avantages éventuels. Il importe d'ailleurs de ne pas oublier que seul il avait tissé la trame d'une politique qui devait, d'après ses calculs, aboutir à la révolution et à la guerre, pendant qu'à côté de lui on travaillait obstinément, et dans un sens absolument opposé, au maintien de la paix, sous l'impulsion et sur les conseils d'un roi mystique, consciencieux, auquel répugnaient par tempérament toute aggression préméditée, tous ces plans d'attaque, sourdement préparés de longue main, et qui persistait encore à croire à la possibilité de trouver un terrain de conciliation avec l'Autriche. Le roi n'aurait jamais consenti à apposer sa signature sur un traité qui rendait la guerre inévitable ou qui exposait la Prusse à se voir engagée par une autre puissance dans un conflit sanglant. Quoiqu'intimement convaincu de l'inanité des espérances de son roi, quelque confiance qu'il pût avoir dans la gravité d'événements qu'il se serait à la rigueur chargé de faire naître, le comte de Bismarck pouvait-il, sans risquer de tout compromettre, révéler sans réserve tous les dessous de sa propre politique? Pouvait-il présenter au roi autre chose qu'un traité tenu dans des termes absolument généraux, n'ayant trait qu'à un simple concours assuré, par précaution, à la Prusse, dans le cas où elle viendrait à être attaquée par l'Autriche?

Il convient encore de remarquer que la Prusse n'avait pas encore pu arriver à s'entendre avec la France dont le gouvernement allait être, encore pendant quelques semaines, l'arbitre de la paix et de la guerre, et c'était précisément parce qu'il recherchait tout ce qui pouvait faciliter cet accord avec la France que Bismarck avait hâte de conclure au plus vite un traité avec l'Italie.

Les négociations en vue d'une entente avec la France ne pouvaient, d'après lui, avoir chance d'aboutir qu'après la conclusion d'un accord avec l'Italie.

Le comte de Bismarck avait, par suite, un double problème à résoudre. Il lui fallait amener l'Italie à signer un traité l'alliant sur l'heure à la Prusse en l'empêchant de prêter l'oreille aux avances et aux propositions d'arrangement que l'Autriche aurait pu vouloir lui faire, et d'autre part, il s'agissait pour lui d'obtenir ce résultat sans aliéner la moindre parcelle de la liberté d'action qu'il entendait conserver à sa politique. De là, les divers projets qu'il proposa et qui, quoique essentiellement différents dans leur contexture, reposaient tous sur une seule et même condition fondamentale. C'était la Prusse seule qui restait maîtresse de choisir l'heure qui lui semblerait propice pour entrer en action, le moment qui lui conviendrait pour provoquer la guerre, etc., tandis que l'Italie devait se contenter de fournir son concours et son appui, et ce fut en somme cette idée fondamentale qui servit de base au traité définitif.

En présence de ces exigences irréductibles que la Prusse considérait comme absolument indispensables, l'Italie n'avait plus qu'à choisir entre deux solutions : ou bien se résigner à ne rien faire et à laisser échapper une occasion unique, tellement favorable qu'on ne pouvait s'attendre à la retrouver, ou bien consentir à traiter sur les bases qu'on lui proposait, tout en se rendant nettement compte des dangers auxquels elle s'exposait et des imperfections inévitables que devait forcément contenir le traité, même dans le cas où il aurait été possible d'y introduire la stipulation des quelques garanties compatibles avec ces exigences.

Prenant en conséquence pour bases les articles du projet de traité éventuel que Bismarck avait présenté lors de la première conférence, les plénipotentiaires italiens durent borner leurs efforts à obtenir, comme ils y parvinrent du reste :

1° L'affirmation claire et formelle de l'alliance offensive et défensive existant entre l'Italie et la Prusse, déclaration qui, quoique formulée en termes généraux, devait, à

leurs yeux comme aux yeux de tous, et pour peu que le mot *Alliance* ait encore un sens, établir une solidarité réelle entre les alliés et mettre chacun d'eux à l'abri du danger de se trouver seul exposé à une attaque de l'ennemi commun ;

2° L'exclusion de l'éventualité que l'Italie prît jamais, comme Bismarck l'avait plusieurs fois engagé à le faire, l'initiative de la guerre, attendu que dans ce cas le traité n'imposait en aucune façon à la Prusse l'obligation de s'engager de son côté ;

3° La fixation de la durée de validité du traité à trois mois seulement, parce que, tant en raison même du caractère unilatéral et vague du traité qu'afin d'obliger Bismarck à précipiter le dénouement de la crise, l'Italie avait un intérêt capital à ne pas se lier pour un temps plus long.

Ces conditions furent acceptées et insérées dans le traité définitif qu'on signa vers la fin de mars et dans lequel on ne leur fit subir que d'insignifiantes modifications.

Le général Govone ne pouvait pourtant pas se dissimuler, et il ne le cacha pas au général La Marmora, que le traité exposait l'Italie au danger résultant d'une entente éventuelle entre l'Autriche et la Prusse, et cela, au même degré que les projets primitifs que le Gouvernement italien avait rejetés. Les réserves, les avertissements que Govone formula dans sa dépêche du 28 mars ne lui avaient pas été inspirés, comme La Marmora le prétend dans son livre, par des sentiments d'hostilité contre le principe même de l'alliance. Le général Govone — il suffit de lire pour cela sa dépêche[1] — avait uniquement cru devoir appeler l'attention de son Gouvernement sur la véritable portée, sur les défectuosités du traité et proposer au Ministre de gagner du temps en réclamant l'addition d'un article qui accorderait plus de garanties à l'Italie. Il concluait d'ailleurs en faisant remarquer que, quoique cette clause eût peu de chance d'être acceptée par la Prusse, on pourrait, en

1. Voir à l'*Appendice* la dépêche du 28 mars, qui n'a été donnée qu'en partie dans *Un po' piu di luce*.

y renonçant, obtenir peut-être une modification à la contexture du traité et y faire insérer une clause qui, outre la cession de la Vénétie, aurait eu trait à la revendication du Tyrol italien.

« *Cette idée du Tyrol italien*, écrivait le général Govone, toujours prêt à rendre à chacun la justice qui lui était due, *m'a été inspirée — je dois le reconnaître et le proclamer — par le colonel Driquet.* »

Le général La Marmora, de son côté, ordonna aux plénipotentiaires de faire figurer cette question dans le traité. Mais, soit que le comte de Bismarck ait réellement cru devoir refuser cette addition pour les raisons qu'il fit valoir[1], soit qu'il ait déjà appris ou deviné que le Gouvernement italien se déciderait à accepter le traité tel qu'il le lui avait proposé, il ne voulut plus, naturellement, en entendre parler. Il aurait peut-être été plus dangereux qu'utile d'insister sur ce point et de s'exposer ainsi à réveiller de nouvelles défiances. L'essentiel était d'arriver à la guerre et de laisser à l'épée de l'Italie, en cas de succès et d'issue heureuse, le soin de tracer les véritables frontières naturelles du royaume[2].

Le général La Marmora se contenta du traité et parut, à ce moment du moins, ne pas attacher d'importance aux différences pourtant si grandes qui existaient entre cette convention et celle bien autrement rassurante pour l'Italie qu'il avait désiré et espéré obtenir. Quoi qu'il en soit,

1. Bismarck objecta que le Trentin faisant partie de la Confédération germanique, il était absolument impossible de stipuler à l'avance la cession de ce territoire, mais que la chose pourrait peut-être devenir faisable, soit pendant, soit après la guerre. — Cf. dépêche télégraphique du comte de Barral, 30 mars 1866.

2. Il importe de rappeler ici qu'en décembre 1860 et en janvier 1861 le général Govone avait, par ordre du comte de Cavour, rédigé deux Mémoires destinés au Gouvernement anglais et tendant à prouver que la possession de la Vénétie était une nécessité inéluctable pour l'Italie. Le général avait, de plus, fait ressortir que, même lorsque la Vénétie appartiendrait à l'Italie, la possession du Trentin et du Tyrol du sud constituerait, tant que ces provinces resteraient aux mains de l'Autriche, un grave et continuel danger pour le jeune royaume et que, par ce fait même, tout équilibre des forces en cas de guerre serait détruit à tout jamais.

il n'en faut pas moins reconnaître que, malgré ces quelques points noirs, ce traité devait, grâce à la tournure prise par les événements, conduire l'Italie à son but.

C'était bien moins dans le texte de ce traité que dans le fait que, grâce à la signature de cet acte, on avait réussi à établir entre le comte de Bismarck et l'Italie une collaboration effective qui devait mener à cette guerre, objectif commun des aspirations des deux puissances, qu'on doit rechercher la portée réelle, l'utilité de cette convention.

Le Ministre prussien avait désormais entre ses mains la garantie dont il avait besoin pour tout oser, pour amener son roi à prendre une résolution extrême et pour neutraliser la France. L'Italie, s'en remettant à un calcul de probabilité, avait lié sa destinée à celle de la Prusse et se fiait à sa bonne étoile et à la fortune qui semblait sourire à son alliée.

Les événements devaient se charger de justifier la confiance du Gouvernement italien.

Le traité ainsi accepté fut signé, le 8 avril, par le comte de Barral et le général Govone au nom du roi d'Italie, par le comte de Bismarck pour le roi de Prusse. Le lendemain, fidèle à sa parole, le comte de Bismarck engageait résolument la partie décisive et jetait sur la table son premier *atout* en lançant la proposition de convocation d'un Parlement allemand.

*
* *

La partie qu'on entamait devait durer longtemps et présenter des phases de tout genre. Mais on avait fait un grand pas. Quelques jours auparavant, le comte de Bismarck n'avait pas craint de dire fièrement au comte Benedetti :

« Voyez, j'ai réussi à interrompre les relations intimes qui existaient depuis un siècle entre la maison de Prusse

et la maison d'Autriche ; j'ai entraîné le Roi à faire un traité avec l'Italie ; j'ai réussi à la persuader à en venir à des arrangements avec la France quand le moment sera venu. Ce sont là trois révolutions que j'ai faites. Il ne me reste plus qu'à en faire une quatrième : c'est d'entraîner la Prusse à la guerre contre l'Autriche. Et j'espère y parvenir. »

Désormais l'heure de cette quatrième révolution était proche à son tour. « Mais ce que vous me proposez, c'est la Révolution », s'était écrié le roi, lorsque le comte de Bismarck lui soumit son projet de réforme et de constitution d'un Parlement émanant du suffrage universel. — « Qu'importe à Votre Majesté, avait répliqué le Ministre, si, lors du naufrage général, Votre Majesté se trouve installée sur un roc inébranlable où devront venir chercher leur propre salut tous ceux qui ne voudront pas périr. »

Presque aussitôt la situation s'aggrava inopinément à la suite de l'envoi par l'Autriche d'une espèce d'*ultimatum* exigeant le désarmement. Tous ceux qui souhaitaient la guerre, mais qui n'y croyaient pas, exultèrent pendant un moment.

Puis vinrent des nouvelles plus rassurantes, et ce fut le tour des partisans de la paix, de ceux qui n'avaient cessé de déclarer que la guerre était impossible, de triompher. — Une indisposition de Bismarck, causée probablement par le dépit de voir ses projets compromis, porta momentanément atteinte à son ascendant, et il semble même qu'il perdit à ce moment sa foi dans le succès... Vers le 21 avril, le général Govone relevait le ton de découragement avec lequel Bismarck lui avait dit : *si le Roi veut me suivre*. Il constatait de plus l'incertitude qui régnait, en ajoutant que, toutefois, pour sa part, il persistait à croire à la guerre. — Mais les espérances de guerre s'affaiblirent de plus en plus et s'évanouirent même presque complètement.

Pendant toute la durée de ces fluctuations, les plénipoten-

tiaires durent se contenter du rôle de simples observateurs.

Le général Govone tenta à ce moment, et en revenant à plusieurs reprises à la charge, de convaincre son gouvernement de l'intérêt qu'il y aurait pour lui à adjoindre au traité politique une convention militaire. Mais ses propositions ne trouvèrent ni approbation ni appui à Florence. Et cependant, le fait même que, dès le début des négociations, le Gouvernement prussien avait exprimé le désir de voir arriver à Berlin un général investi de pleins pouvoirs, joint à l'intention manifestée à plusieurs reprises par ce Gouvernement d'envoyer Moltke à Florence, prouvait bien qu'on y avait été tout disposé à aborder et à régler cette question. Mais ensuite le cabinet de Berlin sembla changer d'avis, et le général La Marmora, de son côté, loin de soutenir son plénipotentiaire, désapprouva même des tentatives dont il lui laissa toute la responsabilité.

Cette responsabilité serait légère, puisque l'idée dont s'inspirait Govone était juste. Si, comme le faisait remarquer La Marmora, le projet proposé par Govone visait une éventualité qui ne se réalisa pas, à savoir la jonction des deux armées, il n'en est pas moins vrai qu'on aurait dû, au cours des négociations, envisager la possibilité de cette jonction, qui aurait certainement eu lieu, si on avait imprimé aux opérations l'offensive vigoureuse et énergique dont Govone préconisait et recommandait l'emploi.

Enfin, même en faisant abstraction de cette éventualité, il est de toute évidence que cette convention n'aurait été autre chose que le premier pas vers certains accords qu'on ne pouvait énoncer dans les articles d'un traité, mais qui en sont la conséquence naturelle, et que ces accords successifs auraient forcément amené les plénipotentiaires à examiner, à discuter, à trancher d'un commun accord toutes les questions relatives à la conduite et aux objectifs de la campagne. Une pareille discussion, un accord de ce genre auraient été d'autant plus utiles et avantageux qu'il importe de considérer que non seulement

l'Autriche disposait de forces sensiblement plus nombreuses que ses deux adversaires réunis, mais que, grâce à sa position centrale, grâce à l'avantage que lui assuraient les lignes intérieures, elle pouvait à tout moment modifier la répartition de ses forces et opposer successivement de grosses masses à chacun de ses adversaires, qui, afin d'échapper à une double défaite, avaient tout intérêt à combiner leurs mouvements et à frapper des coups qui devaient non seulement être vigoureux, mais simultanés. Si les fautes qu'on ne pouvait s'attendre à voir commettre par l'Autriche, si les victoires retentissantes et foudroyantes des armées prussiennes ont jusqu'à un certain point porté remède aux dangers qui auraient pu découler dans la pratique de l'absence de ces accords préalables, il n'en demeure pas moins acquis qu'une entente plus cordiale, une coopération plus intime auraient épargné à l'Italie bien des heures de doute, une bonne partie des soupçons injustes et immérités qu'elle encourut de la part de son alliée !

Qu'on nous permette d'anticiper sur les événements et de faire allusion ici à un autre projet, dont, assurément par un lapsus de sa mémoire[1], le général La Marmora attribue de même la responsabilité au général Govone : le projet d'accorder un subside de 5 millions à l'insurrection hongroise.

Ce projet ne devait du reste pas aboutir. Bismarck y opposa à ce moment de sérieuses objections. Le général Govone le défendit chaudement auprès du général de Moltke, qui reconnut toute la valeur d'une pareille diversion et promit de la recommander au Ministre de la Guerre. Malgré cela, la proposition ne fut pas acceptée.

Ce fut seulement plus tard, après le départ du général Govone de Berlin, lors de l'arrivée du général Türr, le 10 juin[2], qu'on reprit à nouveau la question. A ce moment,

1. Voir les passages relatifs à cette proposition dans le rapport du 2 mai, dans lequel le général Govone en rend compte.

2. Cf. article du général Türr : *Fürst Bismarck und die Ungarn* (*Deutsche Revue*, mars 1900). Cf. *Kienast. La légion Klapka* (major Z., commandant Weil). Paris, Chapelot, 1901.

La Marmora, qui était sur le point de quitter le ministère pour entrer en campagne, se montra peu favorable à ce projet, soit parce que les nouvelles reçues de Hongrie lui paraissaient de nature à enlever toute chance de succès à cette tentative tardive d'insurrection, soit parce qu'il lui répugnait de pousser ses amis magyares à se compromettre dans un mouvement dont l'insuccès était certain. C'étaient peut-être là des scrupules qu'on trouvera excessifs et que ceux, auxquels il épargna les châtiments que l'Autriche n'aurait pas manqué de leur faire subir, furent précisément les premiers à lui reprocher.

Mais quant aux Prussiens, dans l'esprit desquels cette attitude de La Marmora fit renaître à nouveau la méfiance, ils auraient dû cependant considérer que l'Italie aurait été, elle aussi, en droit de concevoir des soupçons, aussi peu justifiés du reste que les leurs, elle qui la première avait mis cette idée en avant et cela à un moment où un pareil mouvement avait encore des chances de réussir, et qui avait vu les Prussiens la rejeter précisément à l'instant même (1er mai), où certaines déclarations faites par la Prusse permettaient au cabinet de Florence de douter de la sincérité de la cour de Berlin et de croire que la Prusse ne songeait pas sérieusement à s'engager dans cette guerre, à laquelle elle avait convié l'Italie à prendre part avec elle.

* * *

Quelques jours avant la présentation de cette proposition, le général Govone avait quitté Berlin où la prolongation de son séjour aurait pu, à son avis, devenir préjudiciable aux intérêts qu'il avait charge de défendre, par cela même qu'on aurait pu en conclure que l'Italie insistait pour obtenir des accords que la Prusse lui refusait. Parti le 24 avril pour visiter les établissements militaires de Kiel et de Hambourg, il y revenait, le 1er mai, rappelé

par télégraphe, à la suite de la tournure menaçante prise par la situation.

Vers la mi-avril, l'Autriche avait joué la seule bonne carte qu'elle ait employée pendant tout le cours de sa déplorable campagne diplomatique en déclarant au Gouvernement prussien qu'elle était toute disposée à désarmer, pourvu que de son côté la Prusse s'engageât à suivre son exemple. La Prusse ne pouvait guère répondre par un refus à une pareille demande, à laquelle on avait eu le soin d'enlever tout ce qui aurait pu la faire ressembler à un *ultimatum*. Ce fut précisément à ce moment qu'afin de s'attirer les sympathies de l'Europe, toutes les puissances commencèrent cette *course au clocher*, dans laquelle elles rivalisèrent d'entrain, afin de faire à l'envi, à qui mieux mieux, preuve de leurs intentions pacifiques. Jamais les combinaisons de Bismarck et les espérances de l'Italie n'ont été plus qu'à ce moment près de s'effondrer. Si, après avoir réussi à s'entendre avec la Prusse sur la question du désarmement, l'Autriche s'était tenue tranquille, le comte de Bismarck n'aurait pu réussir à provoquer la guerre sans soulever contre lui, encore bien plus qu'il ne le fit, l'opinion publique de l'Europe. De là, ce découragement auquel, comme nous l'avons dit, le comte de Bismarck fut en proie pendant quelques jours, lorsqu'il constata l'impossibilité de rejeter cette proposition de désarmement Heureusement pour lui, aussitôt après avoir gagné ce beau coup, qui avait à moitié désarçonné ses adversaires, l'Autriche allait se charger de le remettre en selle en poussant ses armements en Italie.

Plus dévouée que jamais aux intérêts autrichiens, voulant à tout prix assurer le maintien de la paix, cette paix que, par une vengeance de la destinée, elle allait avoir, si ce n'est le mérite, tout au moins la mission de faire sombrer au moment où tout paraissait revenu au calme, la diplomatie anglaise avait recueilli et fait tenir au cabinet de Vienne des renseignements dénués de tout fondement, la fausse nouvelle d'armements et de mouvements militaires

auxquels l'Italie aurait procédé. Convaincue ou non de l'authenticité du fait, l'Autriche saisit ce prétexte pour déclarer qu'elle allait prendre des précautions en Italie. Et elle y arma en réalité, peut-être dans l'espoir de recommencer avec l'Italie le coup qui venait de lui réussir avec la Prusse. Bien décidée à ne pas se laisser surprendre par les événements, l'Italie rendit alors un service signalé à la politique de Bismarck en répondant à la déclaration de l'Autriche par une déclaration similaire (27 avril) et aux armements autrichiens par l'envoi des premiers ordres de mobilisation et de concentration de son armée[1]. La Prusse profita de cet événement pour suspendre le désarmement. Les chances de guerre avaient désormais repris le dessus.

La situation s'était toutefois modifiée du tout au tout. L'imminence du conflit s'était déplacée et avait passé d'Allemagne en Italie. Et ce déplacement même de la question allait mettre en pleine lumière les différences essentielles d'interprétation que les deux alliés donnaient au texte et au sens du traité du 8 avril.

Le 1er mai, le général Govone se rendit chez le comte de Bismarck pour connaître la ligne de conduite que la Prusse comptait suivre en présence des armements de

1. Dans le livre que von Keudell a publié récemment, *Bismarck et sa famille* (p. 235 de l'édition française), il fait de ces événements le récit suivant :

« ... Le 26, suivirent en Autriche les ordres de mobilisation de l'armée du Nord (?).

« La Marmora fit demander le même jour ce que nous comptions faire si l'Autriche attaquait l'Italie. Bismarck lui certifia qu'en ce cas nous prendrions part à la guerre, bien que le traité ne nous y obligeât point. Là-dessus, le 27, la mobilisation de l'armée italienne fut ordonnée. »

Il suffit cependant de se reporter aux dates pour mettre en lumière l'inexactitude intentionnelle de cette version, qui tend à faire croire que l'Italie n'a armé qu'après s'être assurée la promesse du concours de la Prusse. La mobilisation italienne a en effet été ordonnée le 27 avril, et ce fut le 1er mai, comme on le sait, qu'on demanda à la Prusse une promesse qui ne fut donnée que le 2 mai, et encore avec une foule de réserves. Ce n'est pas, du reste, la seule erreur qu'ait commise l'auteur. C'est ainsi qu'entre autres il déclare (p. 243) que la Vénétie fut offerte à Visconti-Venosta, qui la refusa. Or Visconti-Venosta ne prit le Ministère que deux mois plus tard, et il était à ce moment à... Constantinople !

Singulière manière d'écrire l'histoire.

l'Autriche en Italie et jusqu'à quel point elle entendait se solidariser avec le cabinet de Florence.

On fit à cette demande une réponse aussi étrange qu'inattendue : Tout en reconnaissant que l'intérêt de la Prusse lui commandait de ne pas laisser l'Italie tenir à elle seule tête à une aggression de la part de l'Autriche, tout en laissant espérer à cette puissance qu'on la soutiendrait, le Ministre prussien conseillait à l'Italie de se fier à la force des circonstances, mais n'en déclarait pas moins que le traité du 8 avril n'obligeait pas la Prusse à combattre à ses côtés.

Le général Govone ne manqua pas de protester contre cette manière de voir de Bismarck, d'insister sur le fait que le traité conclu entre les deux puissances, étant un traité d'alliance offensive et défensive, imposait aux deux cosignataires l'obligation de se prêter un mutuel appui. Et, après une longue discussion, il déclara nettement et fermement que le Gouvernement prussien devait faire savoir à l'Italie, s'il était ou non décidé à se préparer à la guerre du même pas que l'Italie et si, oui ou non, il se considérait comme lié par les engagements qu'il avait souscrits.

Il ajouta que « *nous avions confiance aans l'issue de la guerre, que nous disposions d'une excellente et forte armée, d'un peuple patriotique, mais qu'avant de nous engager dans une guerre avec l'Autriche, dans une guerre dans laquelle nous allions jouer l'existence de la patrie, la prudence, la sagesse nous commandaient de rechercher d'autres combinaisons politiques ou militaires — et qu'au point de vue purement militaire, il nous suffisait, par exemple, pour commencer seuls la lutte, d'avoir à nos côtés, non pas une armée française, mais rien que le drapeau de la France* ».

La menace contenue dans les dernières paroles du général était d'autant plus audacieuse qu'il ignorait encore à ce moment l'existence des négociations que l'Autriche avait entamées avec la France afin de détacher l'Italie de

l'alliance et dont le Gouvernement italien n'eut connaissance que quatre jours plus tard. Mais, grâce à ces paroles, tout en ménageant au Gouvernement italien le moyen de reprendre loyalement sa liberté d'action dans le cas où la Prusse persisterait à contester la portée de ses engagements, le général avait invoqué et trouvé le seul argument qui fût capable d'exercer une pression sur les décisions de la Prusse. Il avait réussi à inspirer au comte de Bismarck la crainte de voir l'Italie, retombée sous l'influence française, laisser à son tour la Prusse seule en face de l'Autriche. C'était là un danger d'autant plus grave aux yeux de Bismarck que, grâce à l'habileté de ses agents diplomatiques, il savait tout ce qui se tramait à Paris. S'il importait assurément à la Prusse de conserver sa liberté d'action, il ne lui convenait pas, en revanche, de fournir à l'Italie une occasion de revendiquer la sienne. Le coup que le général avait porté au hasard avait atteint le but.

Quelques heures plus tard, le comte de Bismarck faisait appeler en hâte l'envoyé italien pour l'informer qu'il avait soumis au roi les deux questions que le général lui avait posées :

Que fera la Prusse si l'Italie attaque l'Autriche?

Que fera-t-elle si l'Autriche attaque l'Italie?

Et le roi, après avoir émis l'opinion que l'Italie devait s'abstenir de toute attaque, avait approuvé la promesse faite par le Ministre qui déclarait que, dans le cas d'une agression de la part de l'Autriche, la Prusse, bien que ne se considérant pas comme obligée par le traité à intervenir. combattrait aux côtés de l'Italie.

L'incident était tranché[1], mais l'alarme était donnée. Une parole royale mettait l'Italie à l'abri du danger d'être exposée seule aux attaques de son agresseur; mais il n'en

1. L'incident était si complètement tranché que le général Govone crut inutile de communiquer au comte de Bismarck le télégramme du Ministre en date du 2 mai, qui persistait dans l'interprétation que l'Italie entendait donner au traité.

restait pas moins le souvenir de l'hésitation, quelque courte qu'elle ait été, manifestée par le Gouvernement prussien; il n'en restait pas moins le souvenir de l'interprétation restrictive et égoïste que Bismarck avait voulu donner au traité, l'affirmation que la Prusse accordait son concours à l'Italie, non pas parce qu'elle s'y était obligée, mais parce qu'elle y trouvait son intérêt et sa convenance — autant de symptômes qui trahissaient une nouvelle évolution de la politique prussienne dans le sens de la paix.

On pourrait peut-être invoquer certains arguments en faveur de l'interprétation que la Prusse donnait au traité[1]; mais en admettant même la justesse de ces arguments, il n'en est pas moins évident qu'un Gouvernement ne se dérobe pas devant les engagements qu'il a contractés, sans y être forcé soit par des offres séduisantes, soit par des pressions auxquelles il lui est impossible de résister. En tout cas, on n'aurait pas gagné grand'chose à vouloir chicaner, et rien du tout même à bouder et à se fâcher.

La seule chose réellement importante consistait à savoir jusqu'à quel point les dispositions naguère si belliqueuses de la Prusse s'étaient atténuées, à reconnaître exactement jusqu'à quel point l'Italie était à ce moment exposée au principal danger, prévu dès le premier jour, celui

1. Il n'est que juste de rappeler ici que Ruggiero Bonghi (*Un po' piu di luce*, *Nuova Antologia*, 1873) se prononça dans ce travail en faveur de l'interprétation que la Prusse voulait donner au traité. Quant à nous, nous pensons avec le général La Marmora et avec ses collaborateurs que si le texte du traité ne visait qu'un seul *casus belli* et accordait à la Prusse le droit d'en prendre l'initiative, la Prusse n'aurait nullement été obligée de soutenir l'Italie dans une guerre provoquée par cette puissance ou amenée par d'autres causes; mais qu'il n'en était plus ainsi quand il s'agissait d'une guerre déclarée par l'Autriche, parce qu'elle savait ou supposait l'Italie alliée à la Prusse. Dans ce cas, comme l'Italie avait conclu une alliance offensive et défensive, elle avait absolument le droit de croire que ce traité impliquait et comportait la solidarité réciproque des deux puissances qui l'avaient signé.

Toutefois, lorsqu'un homme à l'esprit aussi juste et aussi pondéré que Bonghi conclut en faveur de l'interprétation donnée à ce traité par la Prusse, on est, même malgré soi, obligé d'admettre que réellement le doute était possible et permis.

d'une solution pacifique qui entraînerait la ruine de toutes ses espérances, d'où venait ce péril, de quel côté il y aurait lieu de se retourner afin de seconder éventuellement *cette force des circonstances*, en laquelle, non sans raison, Bismarck conseillait à l'Italie de placer toute sa confiance.

Le général Govone ne doutait plus désormais du comte de Bismarck et de l'immuable résolution qu'il avait prise de persévérer dans la voie que, dès le début, il avait montrée à l'Italie. Aussi, est-ce par ces mots qu'il terminait le rapport par lequel, avant même qu'elles eussent été encore accentuées par les promesses du roi, il communiquait les déclarations que Bismarck lui avait faites :

« *Le comte de Bismarck continue à tendre avec toute son énergie et sa rare intelligence vers son but : la guerre avec l'Autriche. Ayant affaire à un roi qui hésite, il ne peut dire aujourd'hui d'une façon absolue et définitive s'il l'aura toujours dans son jeu, mais il fait tous les jours un pas en avant. Si l'on jette un coup d'œil sur le chemin parcouru jusqu'à ce jour, si l'on veut bien considérer combien les circonstances du moment sont favorables à la Prusse, on sera obligé de conclure que les chances qu'a le comte de Bismarck d'arriver à ses fins augmentent de jour en jour.* »

Mais, tout en rendant justice aux vues personnelles du Ministre prussien, tout en exposant la situation avec calme, sans exagération comme sans découragement, l'envoyé italien en venait à rechercher les dessous, les côtés ignorés de cette situation. On ne pouvait en effet s'empêcher de se demander pourquoi le comte de Bismarck, le fauteur avéré de la guerre, lui qui devait profiter avec joie de toute occasion quelle qu'elle fût, d'où qu'elle vînt, hésitait maintenant à saisir avec empressement celle qui venait de se présenter; — pourquoi lui, qui s'efforçait encore peu de temps auparavant, et par tous les moyens en son pouvoir de pousser l'Italie à mettre le feu aux poudres, conseillait maintenant la prudence et la modération et lui faisait savoir que, si elle attaquait, elle le ferait à ses risques et

périls; — pourquoi, en interprétant les clauses du traité dans un sens restrictif et pour le moins contestable, il avait à un moment donné paru vouloir abandonner l'Italie en s'exposant ainsi lui-même (ce n'était certainement pas par amour de la chicane) à mettre aux mains de l'Italie un instrument qui aurait pu lui servir à s'affranchir à son tour des engagements qu'elle avait contractés. Il y avait évidemment une cause à cette évolution soudaine, une raison cachée qui motivait ces hésitations de la politique prussienne.

Quelques observations, quelques notes datées de ce jour (4 mai) dans lesquelles le général reprend les paroles de Bismarck relatives à la France, dans lesquelles il fait ressortir les contradictions entre celles que le Ministre prussien prononçait quelques semaines auparavant et le langage qu'il tint à ce moment, permettent de relever la piste qu'il suivait. Les changements qu'on remarquait dans l'allure de la politique de la Prusse étaient la conséquence de l'attitude nouvelle prise par la France.

La France avait depuis longtemps travaillé dans le sens et dans l'intérêt de la politique de Bismarck. Poussée peut-être plus par des aspirations vagues que par des vues nettement définies à chercher par des accroissements territoriaux une compensation aux échecs diplomatiques qu'elle avait essuyés autre part, et comprenant que seuls les désaccords et les différends des États germaniques pouvaient lui permettre d'arriver à ses fins, elle se trouvait être l'alliée naturelle de Bismarck, qui lui aussi comptait sur la confusion générale qu'il allait provoquer pour assurer la réalisation de son programme. La France avait par suite travaillé, elle aussi, à rendre la situation plus délicate et plus difficile encore; elle avait enlevé à l'Italie tout espoir de trancher pacifiquement la question de la Vénétie, encouragé et facilité l'alliance avec la Prusse, secondé les vues de Bismarck. En un mot, elle s'était appliquée plutôt à envenimer le litige qu'à l'aplanir. C'est ainsi, par exemple, que dans les premiers

jours d'avril Govone avait rencontré le Ministre de Bavière en train de causer avec l'ambassadeur de France, qui lui exposait les différents moyens qui devaient, à son avis, permettre de résoudre pacifiquement la question. Dès que le Bavarois fut parti, Benedetti se tourna en souriant vers le général et lui dit : « *Je leur fais des projets d'arrangements, comme vous voyez; mais nous serions bien attrapés s'ils nous prenaient au mot.* »

Mais ce fut lorsque les choses eurent pris la tournure voulue, lorsque le conflit entre les deux puissances allemandes fût arrivé au point de rendre peu probables les chances de réconciliation, lorsque la France jugea qu'il lui fallait faire mouvoir ses pions, qu'il lui fallait prendre la position et l'attitude qui devaient lui permettre de tirer du conflit les avantages sur lesquels elle comptait, que sa politique commenca à osciller entre la Prusse et l'Autriche. De sorte que le comte de Bismarck qui, au mois de mars, se croyait sûr de la neutralité bienveillante de la France, et qui n'avait alors d'autres appréhensions que celles que pouvait lui suggérer la difficulté d'offrir à ses prétentions, une satisfaction raisonnable, que le comte de Bismark, qui disait alors : « *La France nous laissera faire, quitte à nous présenter après une liste d'aubergiste* », ne put plus cacher, au commencement de mai, ses craintes de la voir intervenir. Le 3 mai il déclara même : qu'il importait de garder le secret sur les mesures prises le jour même en Conseil des Ministres, que c'était parce qu'on n'était pas absolument rassuré du côté de la France, qu'on s'était décidé à ne mobiliser que 150.000 hommes et que, si l'on hésitait encore à s'engager, cela tenait uniquement à ce qu'on craignait de la voir intervenir et réclamer les frontières du Rhin, dès que l'action aurait commencé. Il ajoutait que, d'après les dépêches de Goltz, de Paris, l'empereur était impénétrable, qu'il était impossible de rien tirer de lui et qu'il avait de longs et fréquents entretiens avec Metternich[1].

1. Notes du 4 mai au matin.

Il est par suite facile de comprendre pourquoi, redoutant de devoir à la fois soutenir une guerre contre l'Autriche et faire face à une intervention de la France, peut-être même à une attaque exécutée par cette puissance dans le cas où elle se serait décidée à s'allier à l'Autriche, craignant, quoique sans raison, de se voir dans ce cas abandonné par l'Italie, le Gouvernement prussien hésitait à brûler ses vaisseaux. Son attitude était parfaitement logique et rationnelle. « *Cette attitude*, c'est Rothan lui-même qui le dit — *cachait une défaillance.* » Mais cette *défaillance* qui, si elle s'était accentuée, aurait entraîné la ruine des espérances de l'Italie, dépendait de l'attitude de la France. Le nœud de la situation était à Paris, et c'était désormais à Paris qu'on devait tout mettre en œuvre pour sauver une situation compromise.

Au moment même où les événements, dont nous venons de rendre compte, faisaient surgir de nouveaux éléments de défiance, qui risquaient de troubler les rapports entre l'Italie et la Prusse, on avait en effet essayé à Paris de séduire l'Italie par des offres alléchantes. Le 5 mai, le Ministre Nigra mandait au général La Marmora que, par l'intermédiaire de la France, l'Autriche se déclarait prête à céder la Vénétie à la condition que l'Italie s'engagerait à rester neutre dans le conflit.

La réponse de l'Italie ne pouvait être douteuse. En même temps qu'il transmettait la proposition et qu'il exposait avec impartialité au général La Marmora les avantages et les inconvénients d'une acceptation ou d'un refus, le chevalier Nigra qui, par sa situation même, était plus que personne au monde exposé à subir l'influence française, avait toutefois cru devoir insister sur les dangers de cette offre. Admettant pour un moment qu'on la considérât comme acceptable, il avait dépeint la situation intolérable, dans laquelle elle placerait l'Italie en Europe, dans des termes qui ne laissaient aucun doute sur sa manière de voir. — Le général Govone reçut, aussitôt après l'arrivée de cette dépêche, l'ordre de se rendre à Paris pour y con-

férer avec Nigra et éventuellement avec l'Empereur. Bien qu'il se trouvât encore sous la pénible impression que les derniers incidents avaient laissée dans son esprit, bien qu'il pensât qu'à la rigueur l'attitude adoptée par la Prusse à l'égard de l'Italie justifiât pleinement une dénonciation du traité d'alliance, bien qu'il fût intimement convaincu de la nécessité de marcher d'accord avec la France, il manifesta hautement toute sa répugnance à se prêter à des intrigues contre la Prusse et, en somme, il partagea entièrement les vues du chevalier Nigra[1]. — Quant à La Marmora, tout en se rendant parfaitement compte de la grande responsabilité qu'il assumait, prêt à en supporter toutes les conséquences et tous les dangers, il n'hésita pas à rester fidèle à ses engagements. Ce fut donc avec l'assentiment unanime que l'Italie se décida à suivre la voie dans laquelle elle s'était engagée et à rejeter l'offre tardive, inutile et insidieuse que l'Autriche avait formulée afin d'essayer d'échapper à ses destinées.

L'Italie par son refus venait de rendre un service signalé à la Prusse, qui, si le cabinet de Florence l'avait abandonnée, n'aurait eu le choix qu'entre une capitulation sans condition et une guerre engagée dans des conditions désastreuses pour elle. Désormais certaine de la fidélité de l'Italie et rassurée par quelques paroles de l'empereur Napoléon, qui permettaient de penser que la France resterait neutre, la Prusse pouvait tout oser et jeter le gant à l'Autriche, et la presse bismarckienne se reprit aussitôt à entonner ses chants de guerre.

*
* *

Le moment décisif approchait. Lorsque, quelques jours plus tard, le général Govone quitta Florence, où il s'était

1. Voir à l'Appendice, au sujet de l'opinion que le général La Marmora attribue au général Govone, la note relative au refus de la Vénétie et la lettre du comte Nigra.

rendu pour exposer la situation à son Gouvernement et prendre ses dernières instructions avant de retourner à Berlin, les deux nations étaient déjà sous les armes et presque prêtes à entrer en campagne.

« ... *En Italie, le Gouvernement arme :* écrivait à ce moment le général[1]. 160.000 *hommes avec la proportion correspondante de batteries à* 4 *pièces seront concentrés à la fin de mai; plus de* 200.000 *hommes avec des batteries de* 6 *pièces sont prêts. Les volontaires affluent, grand enthousiasme.* »

La Prusse, de son côté, se préparait avec moins d'enthousiasme, mais avec méthode et une froide résolution, en vue de l'épreuve qu'elle n'avait pas désirée.

Les événements se pressaient, au moins en apparence, avec une force irrésistible, ou qui semble tout au moins irrésistible, à ceux qui jugent après coup. Mais, en réalité, un seul mot suffisait encore, ou aurait peut-être encore suffi, pour tout arrêter, pour tout faire manquer. Et ce mot, c'était à la France qu'il appartenait de le dire.

« Les difficultés les plus sérieuses, disait à ce moment le comte de Bismarck au général, nos véritables inquiétudes, c'est la France qui nous les inspire. Elle s'obstine à garder le silence avec nous, et pendant ce temps ses représentants auprès des États secondaires travaillent tous en faveur de l'Autriche. On prétend, il est vrai, que ces agents font la politique de M. Drouyn de Lhuys, qu'ils l'exagèrent même et que l'empereur a au contraire une tout autre politique. Quoi qu'il en soit, nous devons y regarder à deux fois avant de commencer une guerre en laissant derrière nous 300.000 hommes, qui peuvent à tout instant nous tomber dessus quand nous serons sérieusement engagés ailleurs. »

Ces craintes d'une intervention française reposaient-elles sur quelque base sérieuse ? On devrait nécessairement répondre à cette question par l'affirmative, si la politique

1. Notes du 19 mai.

s'inspirait toujours de la logique. Des trois voies que la France pouvait suivre au moment où la crise allait s'ouvrir, la neutralité ne pouvait être en tout cas pour elle qu'un expédient transitoire, et tout permettait de supposer que la France devait s'être préparée à intervenir afin de s'assurer les avantages qu'elle comptait tirer de la guerre, qu'elle allait, par conséquent, — ou bien prendre le parti de l'Autriche, éventualité que rendait fort probable la part très active qu'elle avait prise aux négociations entamées par elle en faveur de l'Autriche, — ou bien se lier à la Prusse et à l'Italie, si elle entrevoyait la possibilité d'arriver de cette façon au but qu'on lui supposait.

Convaincu qu'en politique comme en guerre on doit toujours baser ses calculs sur la supposition que l'adversaire s'arrêtera aux mesures qui peuvent lui être le plus profitables, le général Govone pensait que l'Empereur, ayant en main la Vénétie, ne manquerait pas de mettre l'Italie en demeure d'opter entre les deux termes de ce dilemme : Ou l'Italie fera ce que je désire ou bien je garderai en attendant pour moi la Vénétie. Or l'empereur, en gardant temporairement la Vénétie, aurait mis l'Italie dans l'alternative de manquer de foi à ses alliés, ou de marcher contre les Autrichiens en passant par-dessus les Français. Le général, d'autre part, ne pouvait pas croire que l'empereur, disposant ainsi de l'Italie, renoncerait à se servir de cette carte, la meilleure de son jeu, soit pour arracher au dernier moment des concessions à la Prusse, soit pour empêcher la guerre en exerçant sur la Prusse une pression à laquelle cette puissance n'aurait certes pas pu résister.

Envisageant ainsi la situation, le général en était venu à se convaincre que l'Italie devait s'entendre étroitement avec la France, qu'elle devait soutenir sa politique afin de s'assurer en échange l'appui que cette puissance prêterait à la politique italienne.

Déjà, lorsque le général s'était rendu à Paris au moment où on offrit à l'Italie de lui céder la Vénétie, il avait remis

au ministre Nigra un mémoire qui, interprété dans un sens différent par Nigra et par La Marmora, n'avait en réalité qu'un seul objet : celui de démontrer qu'en raison de la gravité des circonstances, de l'issue incertaine de la guerre, de l'allure douteuse de la politique prussienne, il importait de resserrer les liens de la vieille et solide amitié qui unissait l'Italie à la France et d'exposer franchement à l'empereur la portée et l'étendue des engagements pris par le cabinet de Florence.

« *J'étais en effet bien sûr*, écrit le général, *que l'empereur ne nous aurait jamais proposé un accord déshonorant pour nous, mais qu'il se serait considéré dès lors comme engagé solidairement avec nous, ce qui était important, en raison même de l'issue forcément incertaine de la lutte qui allait s'engager entre la Prusse et l'Autriche renforcée par les contingents de la plus grande partie des petits États allemands*[1]. »

A ce moment, en effet, la déclaration, par laquelle l'Italie avait fait connaître qu'elle se considérait comme engagée et qu'elle entendait rester fidèle au traité qu'elle avait signé, avait suffi pour éloigner le danger d'une pression exercée par la France. Mais ce péril, un moment détourné, ne continuait pas moins à menacer l'Italie et ne pouvait disparaître que le jour où une entente formelle et en règle aurait lié la France aux deux alliés. C'était à l'établissement de cette entente que devaient en conséquence tendre tous les efforts de la diplomatie italienne.

En partant de Florence, le 17 mai, le général Govone, récapitulant et résumant dans une lettre adressée au Ministre les instructions verbales qu'il lui avait données, examinait en ces termes la situation du moment :

« ... *Le Chevalier Nigra partage ma manière de voir sur la question* (*de la Vénétie*). *Il me charge d'informer Votre Excellence qu'il essayera de connaître les intentions de S. M. l'Empereur et de savoir s'il est d'avis de demander*

1. Cf. *Mémoire cité plus haut.*

indirectement au comte de Bismarck quelles concessions il serait disposé à faire à la France afin de la gagner à sa cause et de l'empêcher d'accepter la cession que lui offrait la cour de Vienne, cession qui mettrait l'Italie dans une situation des plus difficiles. Du reste, le jour même de mon départ de Paris, le Chevalier Nigra a été mis par M. Drouyn de Lhuys au courant du projet de réunion d'un Congrès, proposé par la France, sur les bases qui de Londres ont été portées à la connaissance de Votre Excellence.

« *Cette proposition, qui est bien moins destinée à être acceptée sur les bases énoncées par la France qu'à provoquer un refus de la part de la Prusse, me paraît être un avertissement indirect à l'adresse de cette dernière puissance, l'invitant à se hâter de faire à la France les concessions auxquelles elle croit avoir droit. Ce serait là une voie tout autre que celle suivie jusqu'à ce jour et qui conduirait au même but, en faisant éclater aux yeux de la Prusse le danger auquel elle s'expose en refusant de satisfaire les désirs de la France.* »

Ce qui est certain, c'est que la France hésitait encore entre les divers partis qui s'offraient à elle. « *D'après les nouvelles*, écrit le général Govone dans ses notes (Paris, 19 mai), *que le Chevalier Nigra envoyait le* 15 *ou le* 16 *de Paris à Florence, la France continuait à être encore indécise entre l'Autriche et la Prusse. D'après le Chevalier Nigra, les bases proposées par le Congrès, c'est-à-dire la cession de la Vénétie et l'idée d'indemniser l'Autriche du côté de la Silésie pendant qu'on accorderait comme compensation à la Prusse les duchés de l'Elbe et quelques autres petits États, semblaient indiquer que la France penchait décidément du côté de l'Autriche.*

« *Quant à moi, je pense que ces bases n'étaient qu'un avertissement donné à la Prusse afin de la décider à faire à la France les concessions qu'elle demandait.*

« *L'intérêt de la France la pousse à être avec nous et avec la Prusse.*

« *Voici quelle est la situation à Paris : il paraît que la*

Prusse a fait des propositions à l'empereur au sujet de l'intervention. L'empereur n'a pas répondu à la proposition autrichienne relative à la cession de la Vénétie et il s'est rejeté vers le Congrès afin de gagner du temps. Mais il ne croit pas que le Congrès puisse avoir une issue pacifique, et j'ajoute même qu'il le désire encore moins.

« *Le journal* la France, *qui a violemment attaqué Bismarck, a été confidentiellement rappelé à l'ordre. Ce sont là de bons symptômes. Telles sont les nouvelles que Nigra m'a données, et elles diffèrent sensiblement de celles qu'il avait envoyées à Florence, la veille.*

« *Metternich a demandé à Nigra s'il serait possible d'obtenir la neutralité de l'Italie et de lui faire accepter une compensation. Nigra a dit qu'il croyait à une réponse négative en raison de l'état des esprits en Italie. Metternich a dû voir dans cette réponse la confirmation de l'existence du traité dont, à l'heure qu'il est, ils ne doivent plus douter.*

« *A Paris comme à Florence, on est loin d'être convaincu que la Prusse puisse avoir le dessus dans la prochaine campagne et en sorte victorieuse*[1].

« *Le vote de la Diète et la grande majorité qui s'est prononcée contre la Prusse ont produit une grande impression à Florence. L'impression a peut-être été tout autre à Berlin. Je m'en assurerai dès mon arrivée et je m'occuperai aussi de la situation militaire.* »

Telles étaient les nouvelles et les impressions contradictoires qui circulaient partout, au moment où le général Govone arrivait à nouveau à Berlin bien décidé à travailler avec toute son énergie à la conclusion d'une entente entre

1. Cette opinion pessimiste qui prédomina presque partout en Europe et dura jusqu'aux victoires prussiennes, n'avait jamais été celle du général Govone qui, peu de temps après (26 mai 1866), écrivait au chevalier Nigra :
« *Si vous me permettez, M. le Ministre, de vous donner mon opinion sur la marche probable des événements, je vous dirai que je suis plutôt disposé à croire, en admettant toutefois que le Congrès ne contrariera pas leurs opérations, que les Prussiens peuvent parfaitement remporter une victoire qui les mènera jusqu'aux portes de Vienne.* »

la France et les deux alliés, *entente* qui, au dire de La Marmora, était l'*idée fixe* du général Govone, de cette entente qui devait pourtant être un objectif de la politique italienne, un objectif que le Ministre n'avait certes ni ignoré ni déconseillé, puisque, comme il le savait assurément, le prince Napoléon, d'accord avec le chevalier Nigra, faisait dans ce sens de sérieux efforts à Paris. En présence de la ferme intention de l'Italie de tenir ses engagements envers la Prusse, en présence des aspirations qu'on attribuait à la France, de son désir de tirer parti des complications qui allaient se produire pour pousser jusqu'au Rhin, en présence de ce danger qui pouvait d'un jour à l'autre prendre des proportions extrêmement graves, si l'Autriche faisait pencher la balance de son côté en accordant à la France les agrandissements de territoire qu'elle désirait, en même temps qu'ils mettaient tout en œuvre pour arracher à l'empereur une promesse un peu plus formelle de se solidariser avec elle, les diplomates italiens devaient s'efforcer d'autre part de sonder et de préparer le terrain à Berlin et d'essayer d'y obtenir les sacrifices et les concessions auxquels ils espéraient pouvoir amener la Prusse.

C'était là, du reste, une excellente occasion qui s'offrait à l'Italie de payer la dette qu'elle avait contractée envers le meilleur ami qu'elle eût en Europe, envers un ami, qui, même dans les circonstances présentes, lui avait été extrêmement utile.

« *Il importe de reconnaître et de proclamer*, écrivait le général[1], *que pendant toute la durée de cette crise européenne, l'empereur a sans cesse pensé bien plus à la constitution de l'unité italienne qu'à des accroissements territoriaux pour lui-même. Il est fort naturel qu'il ait pensé à ces agrandissements, mais nous ne devons pas moins lui être sincèrement reconnaissants et des conseils qu'il nous a donnés et de la résolution qu'il avait prise d'intervenir par la force*

1. Mémoire cité plus haut.

des armes en Italie, si l'Autriche, après avoir vaincu la Prusse, avait voulu menacer l'Italie. »

La profonde sympathie que le général Govone n'a jamais cessé de porter à la France, et au rêveur infortuné et généreux qui avait combattu pour l'Italie, devait pousser le soldat de Magenta et de San Martino à mettre tout en œuvre pour assurer quelque avantage à la nation amie. Tout en admettant que l'Italie avait le droit et le désir de s'affranchir d'une tutelle qu'elle sentait peser trop lourdement sur ses épaules, Govone pensait qu'elle pouvait secouer ce joug en ayant recours à des moyens plus nobles, plus corrects, plus politiques même que l'ingratitude et l'oubli qu'elle devait chercher à s'émanciper, mais en rendant bienfait pour bienfait.

Les rapports du général Govone ont depuis longtemps déjà fait connaître le résultat de ces efforts. Le comte de Bismarck resta inébranlable et irréductible. S'il était tout disposé à céder à la France, la Belgique, la Suisse française, en un mot tout ce qui ne lui appartenait pas, il déclarait, dès qu'on lui parlait de cessions d'un autre genre, que jamais le roi et la nation ne se résigneraient à céder un pouce de terre allemande, à moins qu'ils n'y soient absolument contraints par des désastres. Ce fut seulement le 2 juin, au cours du dernier entretien qu'il eut avec le général Govone, presque à la veille de la guerre, qu'il laissa entendre que, quant à lui, il ne voyait pas de difficulté à consentir à une cession de territoire (cession cependant bien moins grande que celle que la France désirait obtenir), mais qu'il faudrait pour le moins savoir quel était le minimum de ses exigences. Mais même alors, il ne manqua pas de répéter que le roi ne consentirait à un tel sacrifice qu'à la dernière extrémité, au moment où la Prusse se verrait sur le point de tout perdre ou de tout gagner.

Ce fut ce dernier entretien du général Govone, entretien que son devoir l'obligeait à communiquer au général La Marmora et que ce dernier eut l'imprudence de rendre

public, ce fut cette révélation qui provoqua, comme on devait s'y attendre, les colères germaines et valut au Ministre italien les démentis catégoriques que lui opposa le grand chancelier.

Mais parmi tous ceux qui ont connu le général Govone il n'en est pas un seul qui, même à ce moment, ait jamais mis en doute la scrupuleuse exactitude de son rapport.

« *Le général Govone*, écrivait R. Bonghi[1] en réponse à une lettre du général La Marmora publiée par l'*Opinione*, *nous savons tous ce qu'il fut. C'était un homme loyal et droit, aux formes exquises, pesant mieux que personne ses paroles, absolument incapable de mentir, un esprit exact et sûr, un caractère résolu, ne connaissant que son devoir et prêt à l'accomplir tout entier pour le service de son Roi, du Gouvernement et de sa patrie. C'est à lui qu'il convient de donner raison sur tous les points sur lesquels le général La Marmora a cru bon de critiquer la conduite de son envoyé... Or donc, lorsque le général La Marmora affirme, dans sa lettre du* 26 *janvier* 1874 *au directeur* de l'Opinione, *que le général Govone a pu se tromper, il en a dit sur le compte du général beaucoup plus qu'il ne convenait de le faire. Le général Govone ne s'est pas trompé. Il n'était pas plus homme à raconter des choses qu'il n'aurait pas entendues qu'à ne pas comprendre ce qu'on lui disait ; mais, quand on lit ses paroles, paroles qu'on a rendues publiques, contrairement à sa volonté et après sa mort, il importe de n'en pas grandir la portée et de ne pas en exagérer le sens outre mesure.* »

Aujourd'hui, moins que jamais, surtout maintenant que l'on connaît bien mieux les dessous de la politique de ces jours, il est absolument impossible de conserver le moindre doute sur l'exactitude des faits relatés par le général. Le comte de Bismarck lui-même a réduit à leurs justes proportions ses propres démentis diplomatiques en affirmant qu'il n'a jamais cessé de tenir le général Govone

1. *Nuova Antologia*. Mars 1874. Art. *Un po' piu di luce*, p. 700.

en haute estime[1]. Il était trop juste pour ne pas reconnaître que, dans ses rapports au Ministre, Govone n'avait jamais dit que la vérité.

S'il est désormais impossible de douter de l'exactitude des rapports du général Govone, il convient d'autre part de considérer qu'il n'y a et qu'il ne pouvait y avoir dans ces rapports rien qui fût de nature à nuire à la réputation du grand homme d'État allemand. Qu'on prenne seulement la peine de jeter un coup d'œil sur ce qui résulte de l'ensemble de ces rapports. On verra alors que le comte de Bismarck n'a fait autre chose que de défendre constamment, énergiquement l'intégrité de sa propre patrie. On verra que jusqu'à la veille de la guerre, jusqu'au moment où il lui fallut absolument mettre son pays à l'abri d'une attaque simultanée de l'Autriche et de la France, jusqu'à ce moment critique, il n'a jamais caché l'invincible répugnance du roi et de la nation à consentir à l'aliénation d'une province allemande. Il formula en effet des réserves, mais des réserves qui n'avaient trait qu'à son opinion personnelle. Mais si l'homme d'État doit dans certains cas avoir le terrible courage de précipiter son pays dans la guerre et les aventures les plus dangereuses, lorsque le risque est proportionné aux avantages qu'on peut en tirer, ne doit-il pas avoir aussi un courage plus grand et plus douloureux encore, celui de faire à la raison le sacrifice de ses sentiments, et comme le fit Cavour, celui de céder quelques provinces pour assurer la grandeur et le salut de la nation? Tout ce qu'on est en droit de lui demander, c'est de ne consentir à ce sacrifice que lorsqu'il est devenu indispensable. Or le comte de Bis-

1. Cf. par exemple, M. Busch, *Bismarck, Some secret pages of his history*, pp. 385-386, rapporte les paroles prononcées par Bismarck dans une conversation qu'il eut, le 4 mai 1893, avec un professeur de l'Université de Giessen, paroles dans lesquelles il porte un jugement sévère et injuste sur le général La Marmora, auquel il oppose le général Govone, qu'il déclare être un « homme hautement respectable ». Busch ajoute : Il (Bismarck) appuya par des raisons les jugements qu'il portait sur eux deux et entra à ce propos dans des détails circonstanciés.

marck déclarait, même à ce moment, que seule une défaite pourrait faire accepter pareille chose à la nation et au roi. Mais à quoi ces refus préventifs auraient-ils servi à la Prusse, le jour où elle aurait éprouvé cette défaite?

D'autre part, il n'était pas possible de dire, plus clairement qu'on ne le fit, qu'en cas de victoire elle ne consentirait à aucune concession. Et personne n'aurait pu du reste se faire d'illusion sur ce point. Confiant dans le succès, Bismarck a donc bien mérité de sa patrie en remettant le règlement de toutes ces questions au lendemain de la première bataille.

Du reste, si la diplomatie française a secondé ses vues, l'a aidé à remettre les solutions à une date plus reculée, cela tient uniquement à ce que, elle aussi, elle se livrait à des calculs; mais elle calcula mal. Croyant à la défaite de la Prusse, la France négligea de se prémunir contre l'éventualité contraire, et, qui plus est, de la prévoir. Sûre d'obtenir d'un État abattu par la défaite des avantages que ce même État encore intact et prêt à la lutte lui aurait refusés, elle ne crut pas de son intérêt de formuler nettement ses désirs et ses prétentions. N'ayant pas conscience de la faiblesse momentanée de son état militaire, elle poussa l'imprudence et l'aveuglement à un point tel qu'elle jugea inutile de se préparer à la guerre et qu'elle attendit les événements sans songer à s'armer. Ce fut en se laissant bercer par ses illusions que la politique française laissa passer l'heure unique, l'heure qui ne devait plus revenir pour elle.

Un mois plus tard, le canon de Sadowa brisait la trame fragile des illusions et des espérances de la France. A son réveil, au lieu de trouver à ses pieds un petit État vaincu et résigné à son triste sort, elle vit avec stupeur se dresser devant elle une grande nation consciente de sa force, ivre de gloire et de victoire et bien résolue à défendre à tout prix l'intégrité de son territoire.

*
* *

La conférence du 2 juin fut la dernière qu'eut avec le comte de Bismarck le général Govone, rappelé d'urgence pour prendre le commandement de la division qu'il devait conduire pendant une campagne dont l'ouverture était imminente. Un des rares fragments des mémoires que le général écrivit au cours de sa mission à Berlin nous a conservé les détails de cette dernière visite chez Bismarck.

« *Hier soir j'ai vu, pour la dernière fois et pour ma visite de congé, le comte de Bismarck. Il m'a reçu à huit heures du soir, dans le jardin du ministère d'Etat. Il m'a retenu une heure en promenant et causant. Je rends compte dans un rapport au général de La Marmora de la conversation que j'ai eue avec lui.*

Lorsqu'il a entendu deux fois des pas derrière nous, il s'est aussitôt arrêté en se tournant en arrière pour voir ce que c'était. La première fois, c'était un domestique qui passait. Il m'a raconté comment il était traqué par des conspirateurs. Il m'a dit : « *Voyez-vous, dans la conspiration de Blind, il y avait dix-huit personnes qui se sont engagées à me tuer. On a tiré au sort. Blind n'a pas réussi; les trois numéros après Blind ont disparu de leur pays et on ne sait pas où ils sont.* » — *Alors je lui ai dit que le comte de Barral avait eu le jour avant une rencontre singulière et que probablement il s'agissait d'un des conspirateurs qui avaient un moment pris le comte de Barral pour Son Excellence.*

Le comte de Bismarck avait été informé de l'anecdote et il me dit : « *Celui qui n'a pas su se tirer d'affaire, c'est l'officier de la Landwehr auquel s'est adressé M. de Barral : s'il avait été un peu plus fin, il aurait dû suivre cet individu jusque près d'un corps de garde et puis le faire arrê-*

ter et le faire visiter. » — *J'ai terminé cette conversation en disant au comte de Bismarck :* « *Le danger auquel Votre Excellence a échappé me donne beaucoup de confiance dans son étoile. Votre Excellence, qui n'a pas été tuée par cinq coups de revolver à bout portant, gagnera une bataille sur l'Autriche.* »

La seconde fois que nous entendîmes le bruit de pas derrière nous, c'était un jeune soldat de la garde, fils du frère aîné de M. de Bismarck, qui venait prendre congé du président du conseil, devant partir le lendemain pour la frontière. Le comte de Bismarck s'arrêta, me le présenta; mais j'eus soin de m'écarter de quelques pas et je vis qu'il lui parla quelques minutes et l'embrassa ensuite... Lorsque nous reprîmes notre promenade, le comte de Bismarck était un peu ému... « *C'est le seul, me dit-il, qui porte le nom de la famille (dans l'armée).* » — *J'ai répondu que je lui souhaitais bonne chance et que son nom serait glorieux. J'ai ajouté :* « *C'est la même chose en Italie; il n'y a pas de famille qui n'aie pas un ou plusieurs de ses membres dans l'armée; les jeunes gens des premières familles qui ne sont pas dans l'armée vont s'enrôler avec Garibaldi.* »

Le comte de Bismarck m'entretint de la France et des craintes que lui inspirait le silence persistant dont s'entourait l'empereur Napoléon. Je ne répète pas ici tout ce qui a trait à cette partie de la conversation relatée déjà dans mon rapport officiel.

Il me parla des hésitations du roi, il insista longuement pour que nous attaquions les premiers l'Autriche; il me dit : « *Si je pouvais disposer du roi, si je l'avais toujours à côté de moi, si je pouvais coucher avec lui comme fait la Reine, cela marcherait; mais vous le voyez... une énorme responsabilité pèse sur moi, toute l'Europe me taquine et je n'ai pas seulement la liberté des coudes.* »

J'ai répondu à M. de Bismarck, que c'est la grandeur des difficultés qui fait la grandeur des choses humaines, car il n'y aurait rien de grand, là où il n'y aurait rien de difficile. « *Le comte de Cavour, ai-je ajouté, a été lui aussi*

plus d'une fois sur le point de se brûler la cervelle, presque vaincu par les difficultés. »

. . . .

Après une longue heure de promenade et de conversation, j'accompagnai le comte de Bismarck jusqu'au pied de l'escalier du Ministère d'État. Il me serra la main et me dit : « *Je vous recommande de demander au roi Victor-Emmanuel, comme une faveur que je lui demande personnellement, d'attaquer le premier l'Autriche.* » — *Puis il me dit :* « *Au revoir à Vienne.* »

CHAPITRE VII

LE PLAN DE GUERRE

« Dans les conférences que j'ai eues avec le comte de Bismarck et le général de Moltke au sujet des opérations militaires, je me suis toujours prononcé contre le projet d'avoir deux armées, celle de Saxe et celle de Silésie. J'ai soutenu la concentration en une seule masse marchant COUDE A COUDE *par Görlitz sur la Bohême. J'ai dit que Benedeck marchera* COUDE A COUDE *de la Bohême vers Görlitz. Bismarck m'a dit qu'il soutiendrait cette opinion devant Moltke. — Moltke m'a donné les raisons en faveur de la constitution des deux armées. Puis il m'a dit : « Mais vous qui recommandez la concentration à la Prusse, vous n'appliquez pas ce principe en Italie. Je vois chez vous deux armées : Cialdini sur le Pô et le reste sur le Mincio. » — Je réponds : « Mais nous ne pouvons pas révéler aujourd'hui nos projets; on réunit partout, de ci et de là, des divisions ; mais je suis sûr que, lorsque nous commencerons les hostilités, nous n'aurons qu'une seule armée, soit sur le Pô, soit sur le Mincio. »*

Lors de la course rapide que je fis à Florence, au moment de me rendre à Paris pour y traiter la question de la cession proposée de la Vénétie, j'exposai au général La Marmora les raisons pour lesquelles je condamnais la répartition des forces en deux armées.

Il m'a dit que Cialdini avait étudié la question et qu'il était sûr du succès.

Lorsque, ma mission terminée, je rentrai en Italie, on reprit à Florence, le 9 juin au soir, la question de la concentration, de la marche coude à coude. Le ministre Jacini était présent. La Marmora me dit : « Allons vous êtes, vous aussi, de ceux qui voudraient les troupes JUNE DSOURA D'LE AUTRE[1] (*jeter les troupes les unes sur les autres*). »

Lorsque je passai par Plaisance, je m'élevai également en causant avec le général Petitti contre la répartition des forces en deux groupes. Il me dit que Cialdini était sûr du résultat, qu'on était obligé d'avoir des ménagements avec lui, qu'une opération aussi brillante que le passage du Pô et de l'Adige donnerait immédiatement un grand prestige à l'armée italienne aux yeux de l'Europe. »

C'est en ces termes que le général Govone résumait sommairement, dans cette partie de ses *Mémoires*, une bonne partie des observations et des remarques qu'il avait consignées par écrit et qui avaient trait tant aux conversations qu'il avait eues qu'aux conseils qu'il avait été appelé à donner. L'unité de commandement et la concentration des forces, surtout après l'expérience qu'il avait acquise au prix de tant de souffrances, en 1848, sur le Danube, en Crimée et en 1859, lui semblaient chose tellement capitale que dans toutes ses lettres, dans toutes ses notes, il ne fit que revenir sur ces idées qu'il avait constamment défendues tant en Prusse qu'en Italie. Il ressort clairement de toutes ces pièces que le général conserva jusqu'au dernier moment l'illusion, l'espérance, que la concentration serait achevée au moment où la guerre éclaterait.

Pour ce qui est du plan de guerre, il ne cessa d'insister sur la nécessité d'entrer en opération avec une seule armée formant une seule masse et prête par suite à agir

1. *Dialecte piémontais.*

utilement et vigoureusement contre l'armée ennemie, en y ajoutant une opération secondaire exécutée audacieusement par deux ou trois divisions qu'on aurait transportées de l'autre côté de l'Adriatique et jetées sur Trieste.

La grande armée chargée d'opérer sur le véritable théâtre de la guerre, pénétrant dans la Vénétie sur un seul point et s'avançant en masse serrée, n'aurait laissé aux Autrichiens d'autre alternative que celle d'accepter une bataille rangée dans laquelle, malgré l'appui des places de leur redoutable quadrilatère, ils auraient été certainement battus, ou de se jeter dans Vérone. Une fois ce résultat obtenu, la moitié de l'armée aurait largement suffi pour conduire méthodiquement la guerre de siège avec ses lenteurs forcées pendant que l'autre moitié, ayant désormais le champ libre devant elle et ses derrières assurés, aurait pu pousser rapidement en avant, afin d'opérer de l'autre côté des Alpes sa jonction avec ses alliés.

Pendant ce temps le corps expéditionnaire de l'Adriatique, qui n'aurait trouvé devant lui que des forces peu considérables, aurait de ce côté réussi à déborder l'armée autrichienne et contribué à affaiblir, par l'effet moral et matériel de sa diversion, la vigueur de la résistance opposée à l'armée principale par les défenseurs du quadrilatère.

« *Le Gouvernement arme en Italie*, lit-on à la date du 17 mai, dans les notes du général... *Mais on commet à ce propos une erreur : la séparation de l'armée en deux : 7 divisions à Bologne, 9 sur la rive gauche du Pô. La Marmora n'approuve pas cette répartition. — Cialdini, qui a toujours eu en vue le passage du Pô, en parla au prince Napoléon dans des termes que celui-ci a répétés à Nigra et qui semblent indiquer qu'il n'avait pas une confiance absolue dans la réussite de cette opération. Mais en quoi a-t-il confiance ? J'espère cependant ; mais, malgré cela, cette opération singulière que je crois absurde et dangereuse, parce qu'il me semble qu'il serait beaucoup plus facile de passer le Mincio en masse, m'inspire quelques craintes.*

« *J'ai demandé à La Marmora et à Pettinengo de faire venir toutes les divisions stationnées dans le Midi, d'en concentrer* 3 *à Ancône et de tenir le matériel de siège prêt à suivre l'armée. — Ricci m'a dit qu'on avait le matériel nécessaire pour* 60.000 *hommes !!! C'est admirable, étonnant même, mais à condition de concentrer les troupes à Ancône.* »

On trouvera du reste l'exposé complet de ces idées du général Govone dans une de ses lettres au général Petitti que nous reproduisons plus loin, lettre dans laquelle il condense et reprend les études auxquelles il s'est livré à ce propos. Il faut toutefois remarquer que cette lettre, écrite après Custozza, répond naturellement dans ses appréciations à la situation nouvelle créée par les événements de la veille et à la nécessité de tout sacrifier à la rapidité d'une action susceptible d'amener une revanche prompte et immédiate, à cette nécessité qui s'imposait de jour en jour plus impérieusement, au fur et à mesure qu'on recevait au quartier général la nouvelle des incessantes et rapides victoires de la Prusse. Et ce fut à cause de cela qu'analysant ensuite les différents projets d'opérations, tout en laissant entrevoir la sympathie que ne cesse de lui inspirer l'exécution d'une audacieuse entreprise poussée au-delà de l'Adriatique, le général place en seconde ligne toutes les opérations secondaires en vue desquelles on ne disposait pas de moyens suffisants et insiste pour qu'on procède au plus vite à l'exécution de l'opération qu'on avait le mieux préparée, c'est-à-dire le passage en masse du Mincio.

Govone avait à peine achevé cette lettre au moment où la retraite progressive de l'armée autrichienne d'Italie vint à nouveau modifier la situation en Italie. Cette modification de la situation, la disparition de l'ennemi, la poursuite infructueuse de Cialdini et sa marche à travers la Vénétie entièrement dégarnie de troupes, la crainte de voir les Autrichiens réunir toutes leurs forces pour les jeter contre les Prussiens, la possibilité d'être surpris par la paix

avant d'avoir pu prendre la revanche si ardemment désirée, toutes ces considérations firent à nouveau apparaître aux yeux du général les avantages qu'on pouvait encore tirer d'une expédition secondaire contre Trieste, de cette expédition qui aurait permis aux troupes italiennes de pousser rapidement jusque vers le cœur de la monarchie autrichienne et aurait obligé la cour de Vienne à détacher de ce côté une partie de ses forces. C'était là un projet d'une extrême audace, projet condamné malheureusement à ne laisser de trace et de souvenir que dans le *Journal* du général Govone et dans les *Mémoires* du général Bixio.

« Le général Bixio, ainsi s'exprime son biographe[1], parla parfois d'un projet qu'il avait conçu et étudié de concert avec le général Govone, du projet de transporter rapidement les volontaires du Tyrol dans les ports de l'Adriatique, d'où, après y avoir réuni les bâtiments marchands qu'on aurait réquisitionnés, on les aurait jetés en masse, sous le commandement de Garibaldi, sur les côtes de l'Istrie, en chargeant la flotte de protéger leur débarquement et en les faisant soutenir par deux divisions de l'armée régulière (la sienne et celle de Govone), pendant que Cialdini, à la tête du gros de l'armée, aurait forcé les passages de la Vénétie et opéré ensuite aux environs de Trieste sa jonction avec le corps de débarquement. »

Rêves et espérances qui ne devaient jamais se réaliser!

Voici du reste la lettre[2] adressée au général Petitti, lettre à laquelle nous avons fait allusion plus haut.

« **Mariana, 9 juillet 1866...** *Votre Excellence m'a fait demander l'autre jour de quelle façon on pourrait conduire les opérations afin de passer avec toutes nos masses réunies le Mincio au lieu du Pô et Elle a paru croire que cette opération*

1. G. Busetto, *Notizie sul generale Nino Bixio*, p. 196. — Voir également page 158 de ce livre les passages relatifs aux relations des deux généraux pendant la campagne et aux travaux qu'ils préparaient ensemble.

2. *Archives de l'Etat-Major.* Cette lettre a été publiée en partie par L. Chiala dans les *Cenni Storici su Custoza*, vol. II.

présenterait plus de difficultés que le passage du Pô. Je prends la liberté (que je vous prie de me pardonner), de vous adresser sous une forme essentiellement privée et sans autre objet que celui de défendre mon opinion, un Mémoire que j'ai rédigé à ce propos.

L'armée italienne doit, au cours de la présente campagne, se proposer : de réduire l'ennemi à l'impuissance en l'obligeant à s'enfermer dans les places et en poursuivant sans trêve ni répit jusqu'aux frontières de l'Italie tout ce qui ne se sera pas jeté dans les forteresses ; d'occuper le Tyrol et d'y provoquer un plébiscite destiné à amener l'annexion de ce pays ; de s'emparer d'une des places, Vérone, si faire se peut, ou Venise ; d'occuper Trieste, soit pour l'échanger plus tard contre les autres places, soit pour garder définitivement cette ville, si l'issue de la guerre et la détresse et l'abaissement de l'Autriche le permettent.

Il me semble avant tout que, quand on a devant soi une armée de 180.000 *hommes, dont* 80.000 *peuvent être amenés en ligne sur le champ de bataille, vouloir diviser ces forces entre deux armées, c'est, qu'on me pardonne l'expression, commettre une faute que les événements ont condamnée depuis longtemps.*

Telle a toujours été mon opinion et je l'ai exprimée énergiquement, bien avant les événements. On doit opérer avec toutes ses forces réunies. On peut toutefois essayer de justifier ces opérations en s'appuyant sur ce fait que l'on aurait facilement pu remporter la victoire le 24 *sans les autres erreurs qu'on a commises et qu'on ne saurait imputer au commandement en chef.*

A mon avis, il s'agit actuellement d'opter pour la direction à donner aux opérations ultérieures entre les quatre combinaisons suivantes :

1° *Prendre une forte position sur les hauteurs qui entourent Peschiera et sur celles de la rive droite du lac de Garde, détacher un gros corps de troupes régulières ou de volontaires qui pénétrera dans le Tyrol et tournera par là le quadrilatère.*

Si, grâce à la supériorité du nombre on remporte des avantages dans le Tyrol, rien de plus facile que de couper et de détruire les routes qui font communiquer la quadrilatère avec l'Empire. Limitant alors l'occupation du Tyrol aux forces strictement nécessaires, faire rallier l'armée par le reste du corps détaché et passer le Mincio avec une armée dont l'effectif sera toujours pour le moins deux fois supérieur aux corps dont l'ennemi pourra disposer pour les opérations actives en campagne.

L'idée émise naguère par le général La Marmora, l'idée de fortifier Lonato, permet de croire qu'on avait songé à des opérations de ce genre. Il semble du reste que, depuis la cession de la Lombardie, l'Autriche a toujours envisagé avec inquiétude la possibilité de ces opérations et qu'elle a fait travailler avec rage aux ouvrages qui ferment les débouchés du Val Camonica vers le Tyrol.

2° On pourrait encore remettre à plus tard la conquête du Tyrol et passer le haut Mincio entre Monzambano et Valeggio sur autant de ponts qu'il sera possible d'en jeter. En passant la rivière avec dix-neuf divisions, on aurait là deux fois plus de monde que l'ennemi.

Cette masse imposante, marchant coude à coude en ordre de bataille, avec la lenteur inséparable des marches de ce genre, brisera toutes les résistances que l'ennemi essayerait de lui opposer. Une division restera à cheval sur le Mincio pour contenir la garnison de Peschiera. Une autre (avec de la cavalerie légère et les volontaires), mettra des avant-postes vers Mantoue et Goito, contiendra la garnison de Mantoue et garantira ainsi la sûreté de notre ligne d'opérations. Même si une sortie de la garnison de Mantoue nous causait pour un instant quelques inquiétudes, ce ne serait là qu'un incident secondaire et passager. En poussant en même temps de forts détachements de volontaires dans la direction du lac, on tiendrait en échec les troupes autrichiennes du Tyrol.

De toute façon, on devra mettre à Ancône la vingtième division avec 15 ou 20.000 volontaires, avec tout ce qu'il

faut pour l'embarquer et avec la flotte afin de tenir en échec les garnisons autrichiennes du littoral et de pouvoir entrer en action lorsque le moment sera venu.

Si l'on opère de cette façon, ou bien l'ennemi acceptera la bataille sur les hauteurs mêmes, comme il l'a fait le 24, ou il la refusera.

S'il l'accepte, nous disposerons sur le front de dix-sept divisions bien capables de l'anéantir. Il y aura alors moyen — et l'expérience que nous avons acquise nous a montré ce qu'il convient de faire pour cela — de tirer parti de notre victoire.

Une victoire complétée par une poursuite énergique nous donne le Tyrol et la rive gauche de l'Adige. Si toute l'armée ennemie d'opération ne peut se renfermer dans Vérone, une partie de cette armée se repliera sur Vicence, et ce sera alors le cas de jeter derrière elle la moitié de l'armée et toute la cavalerie, pendant que l'autre moitié prendra position à cheval sur l'Adige, y construira des ouvrages, retranchera les villages et les fermes de façon à nous assurer une ligne fortifiée capable de résister aux sorties.

Dans le cas que nous examinons ici, nous serons maîtres absolus de la campagne. Si l'on trouve que les forces dont nous disposons actuellement ne suffisent pas pour nous permettre de faire de nombreux détachements, on fera entrer en ligne les brigades formées à l'aide des cinquièmes bataillons qu'on chargera d'investir Legnago, pendant qu'une division prendra position à Nogara ou à Isola della Scala. La supériorité morale que donne la victoire aura d'ailleurs doublé nos forces et nous n'aurons que peu à craindre des sorties de Legnago et de Mantoue.

L'armée chargée de la poursuite, après avoir rejeté l'ennemi jusqu'à l'Isonzo, prendra position à Vicence. Il importe de plus de se rendre compte non seulement des avantages que nous assurerait la victoire, mais des conséquences qu'une défaite aurait pour notre adversaire. L'armée ennemie en retraite perdra la moitié de sa force, tant effective que morale et sera de longtemps hors d'état de reprendre une initiative dangereuse.

Le corps qui sera à Vicence entreprendra alors dans le Tyrol les opérations dont nous avons parlé en examinant la première hypothèse, hypothèse dans laquelle on procédait de suite à cette opération, et la flotte tentera une attaque sur Venise.

Dans le cas où l'ennemi n'accepterait pas la bataille, il aura alors à opter entre deux plans d'opérations : ou bien il postera la moitié de ses forces en arrière de Vérone et le long de l'Adige dont on cherchera à forcer le passage, ou bien il restera dans Vérone et s'y enfermera en tenant toutes les hauteurs. Dans ce cas, il conviendrait de masser notre armée sur les territoires classiques de Sona et Sommacampagna, de confier les opérations en Tyrol à un détachement suffisamment fort, de faire arriver au plus vite et au prix des plus grands efforts notre matériel de siège qui se compose de plusieurs centaines de bouches à feu et d'enserrer par la rive droite de l'Adige Vérone dans un cercle de fer.

S'il est vrai, c'est là une expérience à faire, que l'artillerie rayée actuelle ne tarde pas à avoir raison des ouvrages dont le profil et les revêtements laissent à désirer, on devra bouleverser et rendre inhabitables les forts détachés des hauteurs de S. Massimo.

Une fois établis sur les hauteurs, Vérone dominée de toute part ne serait plus tenable. En tout cas, l'ennemi devra s'y opposer et il en résultera une bataille en avant des hauteurs de Sona et de Sommacampagna.

Etant donnée la proportion actuelle des forces, après la bataille du 24, et la situation telle que l'ont faite les victoires de la Prusse en Bohême, je crois que ce serait là le meilleur moyen de rouvrir la campagne, parce que cette opération serait précisément celle qui, en permettant aux divisions du général Cialdini d'opérer le plus tôt possible leur jonc-teur avec le reste de l'armée, nous mettrait en mesure de passer plus rapidement le Mincio et de porter notre armée contre l'ennemi en pénétrant de plus sur son propre territoire. Ou bien l'ennemi aura préféré accourir à la défense

de Vienne, et aura fait filer une partie de ses troupes vers la capitale, et alors l'ensemble de notre tâche et surtout la conquête du Tyrol se trouveront singulièrement facilités. Ou bien il s'entêtera à conserver ses positions, et dans ce cas les Prussiens ne rencontreront que peu de résistance lors de leur marche sur Vienne. Enfin un armistice nous trouvera au moins devant Vérone.

3° *J'en viens maintenant au troisième projet d'opération : Passer le Pô, puis l'Adige avec toutes les forces réunies sur le bas Pô. Les conditions topographiques locales jouent ici un rôle considérable. S'il est vrai qu'il est facile d'inonder le pays, s'il est également vrai qu'il y a dans toute cette région un nombre très restreint de routes, que ces routes elles-mêmes sont enserrées entre des obstacles insurmontables, disposés de telle façon qu'il est de toute impossibilité de déployer les colonnes, l'opération sera assurément hasardeuse et la supériorité numérique dont nous disposons deviendra inutile. On ne pourra alors déboucher qu'en colonne de route. Enfin une opération de ce genre présente encore un autre inconvénient, celui de retarder et de ralentir sensiblement la reprise d'une offensive vigoureuse. Ou bien le général Cialdini passera seul et presque immédiatement le fleuve, et alors il peut se trouver exposé à avoir sur les bras les forces que nous avons eues devant nous le 24, et dans ce cas il ne pourra pousser en avant que lorsque nous aurons opéré notre jonction avec lui. Ou bien on attendra encore avant de se décider à tenter le passage du Pô, et il en résultera un nouveau retard qui se produira au moment même où la rapidité des succès de la Prusse peut mettre promptement fin à la guerre.*

De toute façon, lorsque, après avoir passé le Pô et l'Adige, on s'avancera en Vénétie, il sera absolument indispensable de faire des détachements chargés de couvrir notre ligne de communication sur Bologne, soit contre Mantoue par Borgoforte, soit contre cette même place par Ostiglia et Legnago. Quel devra être alors l'objectif de l'armée? Il dépendra de la direction que l'ennemi donnera à ses opérations,

Battu derrière l'Adige, il peut, s'appuyant sur la route du Tyrol qui est libre et qui n'est même pas menacée, rester à Vérone et sur les hauteurs en arrière de Vérone, et dans ce cas, l'armée italienne ne pouvant s'éparpiller et s'étendre par Vicence sur Venise devrait, tout en s'avançant, tenir et garder quantité de ponts sur l'Adige et être à tout moment prête à accepter la bataille en cas de sortie de l'ennemi.

Ou bien l'ennemi, après avoir vainement essayé de défendre l'Adige. abandonnera Vérone en n'y laissant qu'une garnison et se repliera sur Vicence; ce serait là l'hypothèse qui serait la plus favorable à nos projets d'offensive énergique. Pendant qu'une portion de l'armée observerait Vérone, le gros suivrait l'armée autrichienne en retraite et l'on se retrouverait alors à peu de choses près dans les conditions que nous avons examinées en partant de la 2e hypothèse, avec quelques avantages de plus, puisque notre ligne d'opérations ne passerait plus entre deux places, mais aussi avec quelques inconvénients qui n'existaient pas dans le cas précédent, par exemple, la difficulté qu'on éprouverait à paralyser les entreprises de la garnison de Mantoue, parce que dans ce cas force serait d'observer la place d'assez loin.

Dans la 2e comme dans la 3e hypothèse, on procéderait en temps voulu à l'occupation de Trieste.

4° Reste enfin la 4e hypothèse, celle qui consisterait à baser nos opérations surtout sur notre supériorité sur mer, à couvrir la capitale par des forces réunies à Bologne avec avant-postes sur le Pô et à jeter une armée sur l'Adriatique, sur Trieste par exemple.

Il paraît que les Autrichiens ont conçu de vives inquiétudes à ce propos, et que c'est pour cette raison même que l'Empire a multiplié ses efforts, afin de disposer d'un nombre de vaisseaux de guerre égal à l'effectif total de notre flotte. L'une des maximes de guerre posées par les plus grands capitaines veut que l'on frappe l'ennemi précisément sur le point où il craint le plus d'être attaqué. Car nul ne connaît mieux sa propre faiblesse que l'intéressé lui-même. On pourrait, il est vrai, objecter que l'armée

débarquée à Trieste pourrait être compromise et exposée à avoir à supporter le poids de l'attaque de l'armée autrichienne d'Italie, renforcée par les troupes du littoral. De plus, l'Italie est bien jeune sur mer et n'a peut-être pas encore l'acquit nécessaire pour tenter dès maintenant un si grand coup. Les nations se préparent peu à peu et pas à pas aux grandes entreprises, aux coups d'audace.

Et si en 1848, *le Piémont, en dépit de ses faibles ressources, n'a pas hésité à se jeter dans le quadrilatère parce que son histoire l'avait habitué à courir de semblables dangers, on comprendra parfaitement que l'Italie actuelle hésite à jeter à Trieste* 120.000 *hommes dont le transport ne pourra se faire que par échelons successifs et qui seront destinés à marcher sur Vienne ou, tout au moins, à menacer la capitale de l'Autriche.*

D'ailleurs, dans la situation actuelle, ce qu'il importe surtout de faire, c'est d'agir vite, et malheureusement jusqu'à cette heure on n'a pas pris les mesures indispensables à l'exécution d'opérations de ce genre. »

Répondant le 9 juillet à cette lettre, et présentant au général Govone quelques remarques qu'il fit suivre de l'exposé de ses propres idées, le général Petitti concluait en émettant l'avis qu'il importait de tenir compte surtout de ce que ferait l'ennemi. Or les Autrichiens se disposaient à ce moment à abandonner l'Italie, après avoir eu toutefois le soin de faire naître des difficultés diplomatiques en cédant la Vénétie à la France.

Il était déjà très tard, trop tard même pour pouvoir réparer les fautes commises, même s'il y avait eu, ce qui n'était pas le cas, une volonté unique assez puissante pour dominer la situation et s'imposer à tous.

L'entreprise avait été mal conduite dès le principe. La question du commandement, après avoir donné lieu à de longs débats entre les deux principaux généraux, avait été tranchée à l'aide d'un déplorable compromis qui aboutissait en réalité à la dualité du commandement, puisqu'en

fait chacun de ces généraux était absolument indépendant. On avait procédé de la même façon quand il s'était agi des plans de guerre; au lieu de se résoudre à un choix, on avait en réalité accepté les points principaux de chacun des deux projets : on avait par suite adopté celui qui proposait de partir du Mincio pour traverser le Quadrilatère et celui grâce auquel on espérait réussir à le tourner en se basant sur le bas Pô.

On en était ainsi arrivé à donner la préférence à une combinaison grâce à laquelle, en laissant à l'ennemi tous les avantages que lui assuraient une position centrale et une formidable base d'opérations qu'il avait solidement retranchée et qu'il connaissait à fond jusque dans ses moindres détails, on avait de gaieté de cœur renoncé à la seule supériorité qui aurait pu permettre à l'Italie de neutraliser à coup sûr ces avantages, on avait renoncé à la supériorité du nombre. Admirable combinaison, grâce à laquelle Cialdini devait rester l'arme au pied pendant que La Marmora se faisait battre et grâce à laquelle ensuite on condamnait ce dernier à rester immobile à son tour, tandis que Cialdini se préparait à pousser en avant dans la Vénétie évacuée par les Autrichiens !

Et cependant, malgré cette faute initiale, on n'aurait pas perdu la première bataille, sans l'insuffisance du service d'exploration, sans les négligences et les lenteurs qui contrarièrent et empêchèrent la concentration de l'armée, enfin et surtout, sans l'inertie passive d'un commandant de corps.

C'est ainsi qu'on arriva au résultat suivant : l'Italie, qui avait rassemblé une armée de plus de 200.000 hommes, l'Italie dont l'armée principale, celle du Mincio, comptait 130.000 hommes, ne put mettre en ligne, le jour de la bataille, que 5 divisions et demie, un peu moins de 50.000 hommes, qui eurent à lutter contre toute l'armée autrichienne d'opération[1].

1. D'après les chiffres donnés par L. Chiala (*Cenni Storici*, vol. II, p. 400), les Italiens opposèrent à Custozza 48.315 hommes à 69.602 Autrichiens.

C'est ainsi que l'Italie nouvelle avait préparé sa première grande guerre, et c'est sous le poids de ce monceau de fautes qu'elle engagea la lutte.

La déclaration de guerre avait été lancée le 20 juin.

Le 23, de gros détachements italiens s'emparaient des ponts du Mincio, que l'ennemi n'avait pas jugé à propos de détruire ou même de défendre. Le même jour, la cavalerie italienne exécutait une reconnaissance, mais sans portée sérieuse, à quelques kilomètres au-delà du Mincio, sans s'avancer jusqu'à proximité de la ligne des forts extérieurs, sans pousser ses pointes dans toutes les directions — et naturellement sans trouver dans la plaine le moindre vestige de l'ennemi.

Ce fut là ce qui suffit pour faire croire qu'il n'y avait plus personne, qu'on n'avait rien à craindre dans tout le pays jusqu'à l'Adige, bien que les dernières nouvelles que l'on eût de l'ennemi eussent déjà deux jours de date et qu'il ne fût pas possible de douter que deux marches lui suffisaient pour venir se déployer devant l'armée italienne.

Enfin, pendant la nuit même du 23 au 24 juin, une grande partie de la principale armée italienne, répartie et éparpillée sur un front d'une énorme étendue, se servit de quantités de ponts fort éloignés les uns des autres pour passer le Mincio et exécuta une marche oblique par rapport au cours de cette rivière, afin de venir occuper les hauteurs qui s'élèvent entre Sommacampagna et Peschiera.

CHAPITRE VIII

CUSTOZZA

Le 24 juin au matin, la principale armée italienne s'était remise en marche par groupes isolés et fort éloignés les uns des autres[1]. Non content d'avoir commis la faute de laisser ces colonnes traîner avec elles leurs trains de voitures de réquisition, on avait été plus loin encore en plaçant

1. Le premier groupe se composait du Ier corps (Durando) qui, ayant laissé sur la droite du Mincio la division Pianell chargée d'observer Peschiera, s'avançait par des routes divergentes à travers un pays couvert et accidenté avec les divisions Cerale, Sirtori et Brignone entre lesquelles n'existaient que des communications insuffisantes.

En arrière et assez loin de ce premier groupe venait le IIIe corps (Della Rocca), marchant en ordre plus compact, mais très éprouvé par de longues marches, et qui s'engagea dans la plaine avec ses trois divisions, Cugia, Bixio, prince Humbert, se tenant presque à la même hauteur. Derrière ces trois divisions venait la cavalerie de ligne (de Sonnaz) précédant la division Govone, qui formait la réserve du corps.

Le IIe corps, moins deux de ses divisions, Cosenz et Nunziante, chargées d'observer Mantoue et Bogoforte, formait un troisième groupe fort des deux divisions Longoni et Angioletti qui se suivaient de fort loin et qui, ayant quitté le matin assez tard des cantonnements fort éloignés de ceux du IIIe corps, marchaient à une grande distance en arrière de ce corps.

Toutes ces divisions avaient emmené leurs bagages. Mais, en raison de l'encombrement causé par ces énormes convois, Durando avait arrêté à Valeggio une partie du train du Ier corps. Au IIIe corps, les ordres donnés par le commandant de corps avaient au contraire aggravé la situation. Les équipages des divisions de tête vinrent à plusieurs reprises contrarier la marche des troupes de la division Govone et empêchèrent même la division Longoni de continuer son mouvement.

Les divisions du IIIe corps qui se portaient sur Villafranca, précédaient non seulement toute la cavalerie de ligne, mais encore la brigade légère chargée du service d'exploration et de découverte, à laquelle personne ne songea à envoyer des ordres en temps utile.

la cavalerie, cet œil de l'armée à la gauche de l'infanterie. On n'avait ni jugé à propos de munir les différents chefs de groupes et de colonnes d'instructions leur permettant de coopérer à une action commune ou même de se prêter réciproquement appui, ni même songé à constituer un quartier-général auquel on aurait confié le soin de prendre et de faire exécuter les dispositions générales. Et ce fut dans de pareilles conditions que la principale armée italienne s'avança inconsidérément vers le formidable échiquier des forteresses autrichiennes et se porta vers les collines qui, s'élevant à l'Est de Peschiera, bordent au nord la plaine de Villafranca.

En voyant défiler ces colonnes, si singulièrement organisées qu'on croyait avoir devant soi des troupes changeant de garnison, nul n'aurait pu supposer que cette armée exécutait une marche de guerre et pénétrait en territoire ennemi.

Le réveil devait être rude et terrible.

Un peu avant 7 heures, l'artillerie autrichienne, en position à Ganfardine, salua tout à coup de ses feux la division du prince Humbert, au moment où, débouchant de Villafranca, elle commençait à se déployer dans la plaine parsemée de mûriers. Quelques symptômes vagues, quelques escarmouches insignifiantes et de peu de durée avaient seuls précédé l'ouverture du feu de cette artillerie. Puis, après quelques volées d'obus qui, tirés trop haut, avaient passé au-dessus de Villafranca, on perçut presque aussitôt le bruit du galop sourd de troupes que le terrain couvert et accidenté dérobait à la vue, et presqu'au même moment, débordant l'extrême gauche de la division du Prince Humbert, deux masses de cavalerie formées sur deux lignes assez rapprochées l'une de l'autre se précipitèrent violemment et sans ordre sur les carrés italiens, contre lesquels elles vinrent se briser. La charge avait échoué, — c'est là un fait incontestable. Mais d'autre part, et s'il est vrai qu'on ne doive condamner que les sacrifices inutiles, les braves uhlans de Trani, les

intrépides cuirassiers de l'Empereur tombés sous les baïonnettes des carrés italiens peuvent à bon droit dormir fièrement d'un glorieux sommeil. La charge qu'ils avaient exécutée sans ordres, ou peut-être même en dépit des ordres qu'ils avaient reçus, contre des troupes intactes et que rien n'avait encore ébranlées, cette folle et téméraire chevauchée devait immobiliser pendant toute une journée 20.000 Italiens qu'on fit inutilement rester sur ce point.

Tandis que cet épisode secondaire et essentiellement partiel arrêtait tout d'un coup la plus grande partie du III[e] corps à hauteur de Villafranca, la bataille, la vraie bataille s'engageait sur les hauteurs entre l'armée autrichienne et les trois divisions, encore en marche, du I[er] corps.

A l'extrême gauche italienne, la division Cerale qui, au lieu de suivre la route qu'on lui avait assignée, avait fait un grand détour dans les environs d'Oliosi, se heurtait contre la division de réserve autrichienne, alors que la plus grande partie de ses troupes était encore en colonne de marche. Profitant de l'occasion propice et des avantages que lui donnait cette formation défectueuse, un escadron des uhlans de Sicile se précipita tout à coup sur le flanc découvert de cette colonne et tomba à l'improviste sur l'état-major de cette division. Les charges se succédèrent sans interruption. Au bout de peu d'instants nombre d'officiers italiens étaient hors de combat et, parmi eux, trois généraux : de Villarey tué à l'attaque du Monte Cricol, Cerale et Dho blessés et renversés par ces charges. Cette malheureuse division mal engagée, privée de ses chefs dès le début de l'affaire, ébranlée et rompue avant d'avoir eu le temps de voir d'où venait l'attaque, était désormais condamnée à se débattre au milieu d'un inextricable enchevêtrement de petits combats partiels et décousus, jusqu'au moment où force lui fut de reculer en assez grand désordre par tous les chemins qui conduisent au Mincio.

Plus à droite, la division Sirtori privée de son avant-garde qui s'était égarée, et s'avançant en toute hâte, s'était

à son tour engagée à l'aveuglette au sortir de Pernisa avec les premiers échelons du Ve corps autrichien. Presqu'au même moment, sa première ligne entièrement isolée et en l'air s'aventurait dans une dépression difficile et dangereuse où elle ne tardait pas à être rompue, malmenée et presque anéantie. La déroute de la brigade Brescia fut de ce côté le prélude de toute une série de combats qui, de position en position et sans qu'il leur eût été jamais possible de reprendre pied nulle part et sans qu'ils eussent reçu le moindre renfort, ramenèrent jusqu'à Valeggio, où ils arrivèrent dans le plus grand désordre, les bataillons rompus et affaiblis de cette division.

Plus à droite encore, la division Brignone avait été moins malheureuse. Elle avait pu arriver avant les Autrichiens jusqu'au pied des fortes positions qui entourent Custozza. Un ordre de La Marmora envoya les grenadiers de Sardaigne occuper les hauteurs de Monte-Croce pendant que Brignone, s'attendant à être soutenu à brève échéance par des troupes de renfort qu'il supposait arrivées à proximité de ses régiments, établissait son autre brigade, celle des grenadiers de Lombardie à Custozza, à Belvedere, et à la Cavalchina sur des positions excellentes, mais dont le front était démesurément étendu pour le faible effectif dont il disposait. Il venait à peine de s'y établir lorsqu'il y fut attaqué d'abord par la brigade Weckbecker, puis par la brigade Böck, du IXe corps autrichiens. Ces attaques exécutées par échelons et qui se renouvelèrent sans cesse, depuis 8 heures 3/4 jusqu'à 10 heures, avaient fini par épuiser cette division qui tint bon cependant, jusqu'au moment où l'entrée en ligne d'une troisième brigade[1] (Scudier du VIIe corps), l'obligea enfin

1. Il importe de remarquer que les brigades autrichiennes étaient en moyenne fortes de 6.000 hommes et que les divisions italiennes avaient un effectif variant entre 8 et 9.000 hommes. La division Brignone n'arrivait même pas à 8.000 hommes. L'effectif des bataillons autrichiens (3 par régiment) s'élevait à 900 hommes, celui des bataillons italiens (4 par régiment) ne dépassait pas 400 hommes.

La division Cerale, l'avant-garde de Sirtori qui était avec cette division,

à plier. Le duc d'Aoste et le général Gozzani qui s'étaient couverts de gloire étaient blessés ; la ligne trop mince et trop étendue des grenadiers de Lombardie était enfoncée ; les grenadiers de Sardaigne étaient épuisés tant par les efforts qu'ils avaient faits pour défendre leurs positions que par les retours offensifs qu'ils avaient exécutés sur un terrain aussi difficile que les pentes du Monte Croce ; Cavalchina, Belvedere, Custozza étaient au pouvoir des Autrichiens qui, pendant un moment, avaient même été maîtres de Monte Croce, lorsqu'à 10 heures Brignone, hors d'état de se maintenir, donna l'ordre de se mettre en retraite, au moment même où en face de lui la brigade Weckbecker et une partie de la brigade Böck, croyant, elles aussi, que leurs attaques avaient été infructueuses, se retiraient dans le plus grand désordre.

Scudier et Böck restaient donc maîtres de Custozza et de presque toutes les positions dont on s'était disputé la possession. Du côté des Italiens, les deux bataillons du 64e, division Cugia, envoyés par le général La Marmora sur le Monte Croce et que le colonel Ferrari avait brillamment et vaillamment conduits, avaient pris pied sur les hauteurs. Enfin quelques petits paquets de braves grenadiers, électrisés par les exhortations et l'exemple de chefs tels que Boni, Fezzi, Tortori et quelques autres vaillants officiers,

et, plus tard, Pianell et la réserve du Ier corps combattirent contre les brigades Benko et Weimar (division de réserve) et la brigade Piret du Ve corps.

La division Sirtori combattit contre la brigade Bauer et se retira devant la brigade Möring du Ve corps.

La division Brignone combattit contre les brigades Weckbecker et Böck du IXe corps et Scudier du VIIe.

La division Cugia, engagée presque exclusivement dans un combat d'artillerie, délogea le matin de Monte Croce 10 compagnies du régiment Archiduc-Rodolphe (brigade Scudier) et combattit le soir contre le régiment Maroicic (brigade Kirchsberg).

La division Govone eut successivement affaire avec la brigade Scudier et le régiment Grand-Duc de Toscane (brigade Böck), puis avec le régiment Thun (brigade Kirchsberg), et avec les fractions encore intactes du régiment Roi de Bavière (brigade Weckbecker), ensuite avec les brigades Töply et Welsersheimb du VIIe corps, Möring du Ve, et 2 bataillons du régiment Nagy (brigade Bauer) également du Ve.

tenaient encore sur quelques-uns des points où ils se battaient depuis le matin.

Ce fut à ce moment et sur ce point même que la 9e division entra en ligne.

* * *

La 9e division avait pris les armes le 23 juin à 8 heures du matin. Mais à cause de la lenteur apportée à la transmission des ordres[1], elle n'avait pu se mettre en mouvement que vers midi. Elle n'était arrivée qu'à une heure avancée de la soirée sur ses positions de Cascina Bertone et de Casa Nova. Rejointe vers minuit par ses équipages, elle venait à peine de commencer à faire la soupe lorsqu'un ordre lui prescrivant de reprendre la marche à 1 heure 1/2 du matin l'obligea à suspendre ses préparatifs et à se remettre en route malgré la fatigue des soldats, fort éprouvés par une rude étape, mourant de faim et qui auraient eu grand besoin d'un repos plus prolongé.

Bien que la division eût repris son mouvement à l'heure indiquée, les ordres de marche émanant du commandement du corps d'armée avaient été établis d'une façon tellement défectueuse qu'elle trouva à trois reprises la route coupée par les colonnes des troupes et les convois des trois autres divisions. Elle perdit ainsi inutilement en chemin des heures précieuses pendant lesquelles, si on l'avait laissée séjourner sur ses positions, ses hommes auraient pu se reposer et reprendre des forces. A 8 heures du matin, sa tête de colonne était arrivée à Quaderni lorsqu'elle se vit de nouveau arrêtée et coupée par une partie des convois de la 8e division. Mais, à ce moment, on entendait déjà le canon, et le général Govone, impatient d'arriver sur le

1. D'après le journal de marche de la 9e division (Archives de l'État-Major) du 23 juin. « Les troupes reçoivent l'ordre d'être prêtes à se mettre en route à huit heures et demie du matin. Le départ aura lieu sur l'ordre qu'enverra le commandant du corps d'armée et s'effectuera à midi.

théâtre du combat, fit rechercher et reconnaître par le lieutenant Sanguinetti[1] un chemin de traverse dans lequel il engagea ses régiments.

Les ordres et les contre-ordres se succédèrent dès lors sans interruption. Un ordre du général Della Rocca appelle la division à Villafranca. Et l'on dirige vers cè point la brigade Pistoia ainsi que quelques autres fractions de troupes, tandis que le général Govone, continuant à suivre avec le reste de sa division le chemin qu'il avait fait reconnaître, mandait au corps d'armée qu'il poussait par là sur Villafranca et qu'il pressait sa marche. Les événements se chargèrent de justifier la résolution prise par le général qui ne tarda pas à recevoir un contre-ordre confirmant les dispositions données la veille et d'après lesquelles la division devait s'établir à Pozzo-Moretto, entre Villafranca et les hauteurs. Le général était ainsi arrivé avec la brigade Alpi aux pieds de la colline sur laquelle la division Brignone, à bout de force, s'épuisait dans un suprême effort.

« Pendant que la 9e division fractionnée en 2 portions exécutait ces marches, raconte le général Dal Verme[2], on avait vu le Roi descendre seul du Monte-Torre et se diriger sur la Cascina Coronini à la recherche du général Govone. Lorsque le général se fut rendu près de lui, il lui fit part de la défaite de la division Brignone, de la blessure du Prince Amédée, de la prise de Custozza par les Autrichiens et lui ordonna de les en déloger. Mais Victor-Emmanuel avait à peine achevé de donner au général cet ordre net et précis, qui répondait bien au caractère énergique du Roi, qu'il le reprit et crut devoir, pour tenir compte des considérations hiérarchiques, demander communication des ordres donnés par le commandant du

1. Lieutenant Hippolyte Sanguinetti, aujourd'hui lieutenant-général.

2. Cf. *Nuova Antologia*, 16 janvier 1902. *Il generale Govone a Custozza.* — Les passages que nous citons ici sont entièrement confirmés par un rapport spécial du 28 juin 1866 du lieutenant Sanguinetti qui, ayant rencontré le roi, alla sur son ordre chercher le général Govone et assista à l'entretien.

IIIe corps. Lorsqu'il sut alors que la division avait ordre d'aller s'établir à Pozzo Moretto, il ajouta : « Eh bien! exécutez les ordres du corps d'armée », et il se rendit à Villafranca, bien décidé à faire rapporter l'ordre, désormais malencontreux et inutile, donné la veille.

« Mais, dès qu'il eut appris de la bouche même du Roi la situation désastreuse de la division Brignone, le général Govone, auquel il avait suffi de connaître les volontés personnelles du Roi, volontés qui répondaient du reste à ses propres pensées, arrêta la brigade Alpi près du Monte Torre. » Puis, aussitôt après avoir déployé au pied de la colline cette brigade et le 34e bataillon de bersagliers, il se porta rapidement en avant afin de se rendre compte de la situation et poussa jusqu'à la crête avec quelques officiers qui reconnurent le terrain sous sa direction.

Sans plus tarder et avant même de recevoir du Roi l'ordre définitif que devait lui apporter peu après le capitaine Della Rovere, il n'hésita pas à lancer ses troupes au feu. « Cette grande initiative, écrivait le général Dal Verme, a sauvé l'honneur des armes parce que sans cela la bataille aurait probablement pris fin avant midi. »

Il était à ce moment 10 heures un quart. La plus grande partie de la division Brignone avait renoncé à la lutte et se repliait en désordre. Les blessés et les isolés erraient encore sur les hauteurs sur lesquelles se groupaient et se ralliaient autour du lieutenant-colonel Vayra les derniers débris des grenadiers qui saluèrent d'acclamations enthousiastes l'entrée en ligne du secours qui leur arrivait si à point.

Le général Govone était flanqué sur sa droite par les quelques bataillons qui avaient reconquis le Monte Croce, bataillons qui formaient l'aile gauche de la 8e division, déployée en arrière des crêtes des hauteurs et chargée d'établir la communication avec les troupes établies en avant de Villafranca. Le général Cugia profita de ce moment pour renforcer son aile gauche de quelques ba-

taillons et de quelques batteries que le major Bava n'avait pu amener en ligne qu'au prix des plus grands efforts.

D'autre part, comme les Autrichiens qui avaient attaqué le Monte Croce, avaient dû se reporter en arrière au même moment, la position du Monte Croce n'était plus battue que par quelques batteries autrichiennes. Le général Govone était donc suffisamment couvert de ce côté.

Sur son front et sur sa gauche, dans la vallée, à Custozza comme sur toutes les positions voisines, Govone pouvait apercevoir les dernières et rares lueurs de la lutte, mais sans pouvoir découvrir nettement les positions et les forces des troupes ennemies qui, quoique victorieuses, n'avaient pas encore pu se reformer. Au même instant, des salves envoyées par l'artillerie que les Autrichiens démasquèrent du côté de Bosco dei Fitti et du Boscone saluèrent l'apparition des batteries de la 9e division sur le Monte Torre.

Quelques coups d'œil jetés sur le terrain, quelques instants de réflexion suffirent au général pour s'orienter et se rendre compte de la gravité de la situation; puis, sans attendre l'arrivée du reste de ses troupes, et ne voulant à aucun prix laisser à l'ennemi le temps d'assurer sa victoire et de tirer parti de ses avantages, Govone résolut d'exécuter immédiatement une contre-attaque.

« Le général Govone, ainsi s'exprime la relation officielle[1], avait aperçu d'un coup d'œil les avantages que pouvait lui donner la position du Monte Torre où il avait amené toute son artillerie. Il avait reconnu la possibilité de se rendre maître du champ de bataille en établissant son artillerie sur une position dominante d'où elle pouvait battre successivement les points les plus importants sans avoir à se préoccuper du tir de l'artillerie autrichienne. Il se proposa en conséquence de reprendre avant

1. *La Campagna del* 1861 *in Italia*, rédigée par la Section historique du corps d'état-major (vol. I, p. 253).

tout Custozza. Comme le général Govone se trouvait à ce moment à proximité de son artillerie, il ordonna à ses trois batteries de faire converger leurs feux sur Custozza et plus particulièrement contre un rassemblement de troupes qu'on apercevait dans la cour du palais Bevilacqua, et au 34e bersagliers (major Pescetto) de se porter en avant et d'aller soutenir les grenadiers qui cherchaient à reprendre cette position.

« L'effet produit par le feu violent de cette artillerie fut considérable. Les troupes des brigades Scudier et Böck n'avaient pas encore pu se reformer. Le 34e bersagliers, escaladant avec un élan irrésistible les pentes escarpées du Monte Torre, y rejoignit les braves de la 3e division et s'élança avec eux au son des clairons sur le village dont ils chassèrent les Autrichiens qu'ils rejetèrent en désordre dans la direction de Belvedere. »

Custozza était de nouveau au pouvoir des Italiens. Des soutiens inespérés, l'arrivée de la batterie volante du capitaine R. Perrone de San Martino et de 4 escadrons du régiment de Foggia[1] conduits par le capitaine Rugiu, le major Ponzio Vaglia et le colonel Salasco[1], qui avaient culbuté à l'entrée du village un détachement de cavalerie autrichienne, avaient puissamment contribué à ce succès. Sans perdre un instant, les bersagliers et les grenadiers garnirent du côté de Belvedere les crêtes et les lisières de la position qu'ils venaient de reconquérir et ouvrirent le feu contre l'ennemi posté près de Val Busa, dans le cimetière, dans l'église, dans le palais Maffei et sur la hauteur qui domine ce palais. La batterie volante qui avait fini par prendre position en avant de Custozza avait immédiatement commencé le feu, tandis que les lanciers, qu'on ne pouvait pas employer de ce côté, s'établissaient avec 2 escadrons du régiment Lucca, attachés à la 3e division, dans la plaine en arrière de Custozza. Cette première

1. Le frère du général Govone, Jean, alors adjudant-major aux chasseurs de Foggia, était arrivé sur le champ de bataille avec ces 4 escadrons.

tentative offensive avait été couronnée par un brillant succès.

Au moment où la batterie Perrone envoyait ses premiers obus aux Autrichiens, un officier du quartier général, le capitaine Racagni [1], chargé de parcourir le terrain sur lequel combattaient les divisions Cugia et Govone, rejoignait l'État-major de la 9e division. C'est en ces termes qu'après avoir examiné le secteur occupé par la division Cugia il décrit ce qu'il vit au moment où il rejoignit le général Govone :

« *Je me dirigeai alors vers Custozza. Au pied de la rampe qui monte vers Custozza, je crus apercevoir sur le Monte Torre le général Govone qui se tenait près de son artillerie. Je me portai au plus vite sur la crête et j'y trouvai le général.*

Les choses marchaient un peu mieux de ce côté. Il y avait là beaucoup d'ordre et beaucoup de calme. Le général était véritablement beau.. Je me sers d'une expression à laquelle il convient de donner toute sa valeur. La situation était des plus graves. Le général Govone attendait avec impatience l'arrivée de la batterie à cheval. Je le rassurai en lui annonçant que je l'avais vue sur la côte de Custozza avec les lanciers de Foggia. Le général Govone craignait que les troupes qu'on apercevait sur le Monte Torre ne fussent des troupes ennemies. Je pus lui affirmer, puisque j'en venais, qu'elles appartenaient à la division Cugia. Je crus voir que le général Govone aurait désiré que la gauche de la division Cugia pût servir d'appui à sa droite. Apercevant quelques colonnes ennemies en marche sur Custozza, il ordonna à son artillerie d'ouvrir contre elles un feu qui fut exécuté avec autant de précision que de calme; puis, prenant congé de moi, il me chargea d'annoncer à Son

1. Aujourd'hui lieutenant-général et président du tribunal suprême de Guerre et Marine.

La lettre que nous reproduisons ci-dessus a été écrite en 1869 au capitaine L. Chiala.

Excellence qu'il tiendrait ferme, mais qu'il avait absolument besoin d'être soutenu parce que c'était sur ce point que se faisait l'attaque principale...

J'arrivai avec peine à Villafranca... Arrivé à Villafranca je rendis compte de ma mission. Mais il me sembla qu'on n'était guère disposé à envoyer au général les renforts qu'il demandait. »

Tant verbalement, par l'intermédiaire du capitaine Racagni, que par écrit, comme il l'avait déjà fait quelques instants auparavant, aussitôt après la prise de Custozza, le général Govone avait demandé au général Della Rocca de le faire soutenir. En l'informant de ce premier succès, il lui avait mandé : « Qu'il serait nécessaire d'envoyer des troupes et surtout de l'artillerie afin de pouvoir combattre celle fort nombreuse de l'ennemi ». Il terminait sa dépêche par ces mots : « Votre Excellence peut être sûre qu'on résistera énergiquement et avec le ferme espoir de réussir. Mais le combat est engagé très chaudement[1]. »

Malgré cela, si l'on en excepte les 4 escadrons de lanciers de Foggia, dont on ne pouvait se servir sur un pareil terrain, c'était à la batterie à cheval que devaient se réduire les renforts mis à sa disposition par le commandement du IIIe corps. Ce fut en vain que le sous-chef d'Etat-major de ce corps, le lieutenant-colonel César di Gaëta, demanda qu'on envoyât au moins quelque artillerie au général Govone; ce fut en vain qu'il insista auprès de ses chefs avec une telle vivacité qu'on finit par l'éloigner des champs de bataille. Le général Govone ne pouvait plus compter que sur ses propres forces.

Heureusement pour lui, il avait été entre temps rejoint par la brigade Pistoia et le 27e bersagliers, de sorte qu'un peu avant midi il se trouva avoir sous la main sa division tout entière, moins les quelques fractions qu'on en avait

1. Cf. *La Campagna del* 1866, etc., p. 266, et *Cenni Storici* de L. Chiala, dans lesquels cette lettre est reproduite.

détachées[1]. Cette division destinée dans le principe à servir de réserve au III[e] corps avait par la force des choses passé en première ligne, et c'était cette division déjà épuisée par une marche longue et pénible qui allait avoir à supporter tout le poids de la bataille.

Les premiers avantages que la division venait de remporter avaient été, en attendant ces renforts, poursuivis avec énergie en concentrant successivement les feux bien nourris de l'artillerie et de l'infanterie sur les différents points des lignes ennemies. Les 3 batteries de la division se trouvaient réunies sur le Monte Torre. Les deux premières, Laparelli et San Martino, arrivées en même temps que la brigade Alpi, avaient été peu après rejointes par la 3[e] (Seghizzi), envoyée dans le principe à Villafranca avec la brigade Pistoia et qui, rappelée par le général, en était revenue en toute hâte, assez à temps pour participer à côté des deux autres à la reprise de Custozza. L'occupation de ce village avait été renforcée par l'envoi sur ce point du 51[e] d'infanterie[2], avec son colonel Marchetti, et le général Danzini avait été chargé de prendre le commandement des troupes qui le défendaient. Avant l'arrivée de ce renfort, les grenadiers et les bersagliers qui occupaient le village avaient réussi à repousser les attaques exécutées par les troupes fraîches que les Autrichiens avaient fait entrer en ligne. Mais l'ennemi continuait cependant à être maître des fortes positions qui l'avoisinent.

Entre temps, les 16 canons du général Govone ont concentré un tir bien dirigé et admirablement réglé contre le Belvedere où ils ont choisi comme cibles les cabanes

1. Il manquait à la division une compagnie du 35[e] retenue à Villafranca où il y avait cependant 20.000 hommes, une autre compagnie du même régiment laissée à l'arrière-garde, un bataillon du 36[e] servant d'escorte au convoi, mais qui marcha un peu plus tard au canon.

Il manquait encore une section de la batterie San Martino di Castelnuovo et un bataillon du 51[e] resté à Torre Gherla pour couvrir le flanc gauche de la division contre des attaques éventuelles.

2. Le 1[er] bataillon du 51[e] avait suivi de près le 34[e] bersagliers et pris part à l'attaque.

des paysans et les autres abris qui servent d'appui à l'ennemi. Grâce à l'action convergente de ces batteries soutenues par les feux des bersagliers et du 51e, on obligea l'ennemi à abandonner les crêtes et l'on avait pu voir les fantassins autrichiens, délogés par les feux de masse de l'artillerie italienne, s'enfuir en toute hâte et en désordre en cherchant à se défiler dans les plis de ce terrain boisé et accidenté.

A midi, la défaite de Scudier et de Böck est complète; les deux brigades abandonnant toutes leurs positions se rejettent en désordre sur Zerbare et Sommacampagna. A ce moment, à l'heure même où environ 15 à 16.000 Italiens des 3 divisions du Ier corps, rompus dès le premier choc, ont déjà renoncé à la lutte, plus de 17.000 Autrichiens du VIIe et du IXe corps étaient d'autre part, grâce aux efforts de Brignone, de Cugia et de Govone, contraints à plier et à faire demi-tour sur le point même où le sort de la journée devait se décider.

Le calme momentané qui avait suivi la reprise de Custozza ne devait cependant pas durer longtemps. Avant même qu'on ait eu le temps d'occuper fortement Custozza, les Autrichiens avaient lancé sur le village de nouvelles colonnes d'attaque.

Des batteries fraîches appartenant au VIIe corps ont été amenées en position, et ont ouvert le feu contre le Monte Torre pendant que le commandant du IXe corps pousse sur Custozza un régiment frais (régiment Thun) de la brigade Kirschsberg, la seule qu'il n'ait pas encore engagée. Ce régiment se porte en avant sur 2 colonnes. Celle de gauche écrasée par le tir convergent de l'artillerie, menacée de flanc par un escadron du régiment Foggia, chargée de front par les bersagliers, rompue par cette contre-attaque, recule presque aussitôt dans le plus grand désordre. L'autre, celle de droite, arrive jusqu'au Belvedere et se replie en laissant 4 compagnies sur cette hauteur. Les Autrichiens s'y retranchent, montrant ainsi tout le prix qu'ils attachent à la conservation de cette

position que le général Govone se décide de son côté à enlever.

Pendant que les trois autres bataillons du 35e se mettent en mouvement pour renforcer les cinq bataillons[1] déjà établis à Custozza, le major Chiron, chef d'État-major de la 9e division, est envoyé dans ce village avec l'ordre de tenter l'attaque du Belvedere si l'épuisement et la fatigue des troupes permettent de le faire sans risquer de compromettre par un échec les résultats déjà obtenus.

Au même moment, un officier de l'État-major du corps d'armée, le capitaine Farini, arrive à Monte Torre pour se renseigner sur la marche de l'action et la situation des affaires. Le général Govone, qui se voit contraint par la force même des choses à étendre encore la ligne déjà bien mince qu'occupent ses faibles troupes harassées de fatigue, le charge de rendre compte au général Della Rocca de l'assaut qu'il se propose de donner au Belvedere, et ajoute : « Pour le moment, je réponds de la position, mais je crains une attaque sérieuse, car l'ennemi se concentre et je le vois s'y préparer. Dans ce cas, j'aurai besoin d'être soutenu. *Dites à Son Excellence que, s'il m'envoie d'autres troupes, je réponds de la journée*[2]. »

Pendant ce temps, le major Chiron était arrivé à Custozza. Officiers et soldats sont à bout de force, mais leur courage et leur énergie les soutiennent et les rendent capables de tout. Déjà le capitaine Serra, épuisé par la marche et par les privations, vient de mourir à la tête de sa compagnie, sans avoir reçu aucune blessure. Et cependant ces admirables troupes retrouvent assez de forces pour s'élancer à l'assaut. Bersagliers et fantassins rivalisent d'ardeur pour gravir de deux côtés les pentes escarpées qui se dressent devant eux et leur élan les porte jusque sur les crêtes. Le capitaine Romero[3] suivi par les

1. 34e bersagliers, 1er, 3e, 4e bataillons du 51e d'infanterie et 4e du 35e.
2. Cf. Chiala, *Cenni Storici*, p. 284.
3. Colonel, mort au champ d'honneur à Adua.

deux compagnies du 51ᵉ qu'il a sous ses ordres, est le premier à y arriver. Vers 2 heures trois quarts la hauteur est au pouvoir des Italiens.

Mais les Autrichiens délogés à la baïonnette reçoivent presque immédiatement des renforts; 8 compagnies du régiment de Bavière, formées sur 4 colonnes, arrivent à la rescousse à 3 heures; elles sont, elles aussi, rejetées et poursuivies jusqu'au Monte Molimenti. Des acclamations enthousiastes, parties de toutes les positions tenues par la 9ᵉ division, saluent ce brillant fait d'armes et répondent aux cris de: **Savoia** poussés par les vainqueurs. 2 autres bataillons du 35ᵉ rejoignent, ainsi que 200 grenadiers venant de Custozza, le brave bataillon qui a si brillamment exécuté l'attaque et viennent renforcer les quelques compagnies qui occupent les hauteurs. A 3 heures 1/2, le major Chiron envoie de Custozza le billet suivant au général Govone: « 2 compagnies du 34ᵉ bersagliers, des fractions du 51ᵉ et le 35ᵉ régiment ont couronné les hauteurs de la position à gauche... j'espère que d'ici peu l'ennemi sera complètement en fuite. »

Ce billet, et les hurrahs qui saluèrent la prise de Belvedere marquent le dernier moment heureux de la journée. Heureux ceux qui étaient tombés dans cette attaque et qui emportèrent dans la mort l'illusion de la victoire !...

. . . .

Vers les 4 heures, après un court intervalle de calme si profond qu'on put un moment croire que la lutte avait pris fin, les Autrichiens entreprirent une dernière attaque formidable, désespérée et décisive.

Avant même que l'ennemi eût commencé à dessiner cette attaque, le général Govone avait une fois de plus envoyé du Monte Torre à Villafranca une demande pressante de renforts et promis de vaincre pourvu qu'on se décidât à le soutenir. Vers trois heures et demie, le général Govone dicta en effet au lieutenant Sanguinetti[1] et

1. Nous avons sous les yeux la copie, datée du 28 juin 1866, des notes que le 24 juin le lieutenant Sanguinetti consigna par ordre du général.

envoya au général Della Rocca un billet par lequel il l'informait de la prise du Belvedere et des retours offensifs de l'ennemi et qui se terminait ainsi : « *Mes troupes ont repoussé à trois reprises les attaques de l'ennemi. Elles n'ont pas mangé depuis hier; épuisées par la fatigue et par ce long combat, elles sont hors d'état de résister à une nouvelle attaque. Mais, si Votre Excellence m'envoie un renfort de troupes fraîches, je m'engage à coucher sur la position.* »

Deux fois encore[1], au cours de l'attaque finale, le général Govone renouvela sa demande. Mais la réponse faite à son premier billet suffisait pour lui enlever tout espoir.

Le général Della Rocca se refusait péremptoirement à lui envoyer des renforts.

Vingt mille hommes sont, depuis le matin, *arrêtés comme par enchantement*[2] devant Villafranca, à moins de 3 kilomètres du point où se décide le sort de la bataille: une belle division de cavalerie, dont on ne sait tirer aucun parti; — deux fortes divisions d'infanterie, intactes, fraîches et reposées, tenues *l'arme au pied* toute la journées, impatientes de marcher et de combattre. A la tête de ces deux divisions, deux excellents généraux ne demandent que l'ordre de marcher au canon. Bixio, l'intrépide garibaldien, toujours prêt à tout, sauf à s'enfuir ou à rester inactif, à cheval sur le front de sa division, frémissant d'impatience, réclame avec insistance l'ordre de se porter en avant, jaloux des périls que courait le général Govone, auquel il ne pouvait s'empêcher d'écrire quelques

d'heure en heure sur son carnet. Ces notes permettent de fixer d'une manière certaine le moment où le général expédia le billet annonçant la prise du Belvedere et demandant en raison de l'épuisement de ses troupes l'envoi immédiat de renforts. L'expédition de ce billet y est consignée avec l'annotation : *après avoir repoussé* le dernier retour offensif de l'ennemi sur le Belvedere (retour offensif qui y est indiqué comme ayant commencé à 3 heures) et avant *la pause* qui précéda l'attaque finale, qui, toujours d'après ce carnet, commença à 4 heures. Le billet a donc été expédié à trois heures et demie ou même un peu avant.

1. A quatre heures et demie, puis un peu plus tard.

2. D'après le texte même de la relation officielle autrichienne.

jours plus tard : « Général,... vous avez fait de grandes choses. Dieu veuille que ce ne soient pas les dernières de cette campagne, qui a bien l'air de devoir se terminer par une humiliation, peut-être même par quelque chose de pire [1]. »

Le prince Humbert, qui a eu le bonheur d'avoir dès le matin la première rencontre heureuse, le vaillant prince auquel la valeur dont il vient de faire preuve et sa qualité de Prince Héréditaire donnent le droit de faire entendre sa voix, le prince sur lequel la gloire d'avoir pris part à la première grande victoire de la jeune Italie n'aurait pas manqué de rejaillir, cette victoire dont l'éclat aurait augmenté le prestige de son règne, le prince Humbert a, lui aussi, d'abord par le capitaine Rugiu, puis par le capitaine Taverna, réclamé l'ordre qui lui permettra de se porter en avant.

Mais ni les instantes prières des généraux Govone et Cugia [2], ni l'impatience fébrile de Bixio, ni les pressantes et généreuses objurgations du prince Humbert ne purent ébranler le général Della Rocca. Le commandant du corps d'armée ne cède pas à cette impulsion irrésistible qui pousse le vrai soldat à marcher au canon, à courir au devant du danger. Il juge inutile de contribuer à réparer les fautes commises par le général La Marmora, — et jusqu'au dernier moment il s'entête à interpréter passivement et dans le sens le plus restrictif les ordres qu'il a reçus.

Mais ces ordres lui prescrivaient de « tenir Villafranca » et non « de s'y immobiliser ». Rien ne l'empêchait donc de lancer en avant sa nombreuse cavalerie et de la charger de dissiper le fantôme des menaces imaginaires

1. Lettre du général Bixio au général Govone, de Calvatone, 6 juillet 1866. Le général Bixio envoya deux fois son chef d'état-major, A. di San Marzano, demander l'ordre de se porter en avant.

2. Le général Cugia avait lui aussi réclamé des renforts à plusieurs reprises, le matin par le capitaine Racagni, vers deux heures et demie par le sous-lieutenant Daneo, puis une dernière fois lorsqu'un peu après trois heures et demie il remarqua l'approche de grosses colonnes venant de Vérone (Cf. L. CHIALA, *Cenni Storici*).

qu'il semblait redouter sur son front. Rien ne l'empêchait d'occuper solidement Villafranca, en y laissant les quelques troupes auxquelles il suffisait de confier cette mission, et de marcher au canon à la tête du gros de son corps d'armée.

L'ordre en vertu duquel il s'obstinait à rester immobile lui avait été donné de grand matin, à un moment où la situation était bien différente, alors qu'on pouvait encore croire, comme le croyait La Marmora et comme Della Rocca le lui affirma, que les Autrichiens dessineraient leur attaque par la plaine. On devait donc, à partir du moment où l'on eut acquis la certitude qu'il n'y avait pas trace d'infanterie ennemie dans la plaine, interpréter cet ordre comme il est de règle de le faire pour tout ordre de ce genre, c'est-à-dire, en se conformant aux circonstances et en tenant compte des besoins.

L'ordre donné par un chef qui n'est pas sur les lieux mêmes du combat ne saurait être absolu; il ne peut paralyser l'initiative d'un général d'armée et ne peut en aucun cas le décharger de la responsabilité inséparable de ses hautes fonctions. Enfin, surtout au moment de la crise suprême, aucun ordre ne saurait prévaloir sur cette maxime de guerre, qui passe aux yeux de tout militaire pour un axiome et qui veut qu'on engage à cet instant jusqu'à son dernier bataillon, par cela même que celui qui garde dans sa main des troupes fraîches pour le lendemain de la bataille court au devant d'une défaite inévitable.

« *Le général Govone s'est très bien conduit à Custozza. Mais pourquoi ne l'a-t-on pas soutenu? Il fallait le soutenir; il fallait le soutenir* », dira plus tard, au comte Taverna, le plus illustre homme de guerre de notre époque[1].

1. En 1868, le capitaine d'état-major, comte Taverna, aujourd'hui sénateur du royaume, envoyé en mission à Berlin, eut l'occasion de parler de Custozza au maréchal de Moltke. Le maréchal prononça les paroles que nous venons de citer et lui démontra que le général Govone aurait gagné la bataille, sans l'inexplicable abandon dans lequel on le laissa. Le comte Taverna envoya au général Govone, alors commandant du corps d'état-major, une relation de cette conversation.

Mais le général Della Rocca répondit à toutes ses demandes par des refus.

A Custozza le danger grandissait à toute minute. 8.000 hommes de la 9ᵉ division, épuisés et affamés, défendent seuls la position : 11 compagnies du 35ᵉ d'infanterie, 3 du 51ᵉ, 3 du 34ᵉ bersagliers et une poignée de grenadiers se trouvent sur les hauteurs et sur les pentes autour et en avant de Belvedere; 10 autres compagnies des mêmes corps occupent Custozza. Le reste de la division, prêt à être employé lorsque le moment sera venu, est massé sur le Monte Torre et en arrière des crêtes. — A droite de la 9ᵉ division, Cugia a renforcé avec quelques-uns des bataillons dont il dispose encore son aile la plus exposée qui couronne les hauteurs et s'est relié de ce côté avec la 9ᵉ division. Le reste de sa division, la 8ᵉ, garnit les pentes qui s'abaissent sur Villafranca. 18 pièces seulement sur 38 sont en état de pouvoir contrebattre l'artillerie autrichienne.

Face à ces quelques troupes, peu nombreuses et harassées de fatigue, les Autrichiens ont amené toutes leurs réserves. 24 bataillons, soit environ 22.000 hommes de troupes fraîches, attendent le signal pour commencer une attaque préparée et soutenue par les feux de 80 canons. Le régiment Maroicic, le seul que le IXᵉ corps n'ait pas encore engagé, se porte droit contre le Monte Croce pour occuper et retenir, avec le concours de l'artillerie, les bataillons de Cugia. Tout le reste pousse contre les positions du général Govone. Les deux brigades fraîches du VIIᵉ corps, Töply et Welsersheimb, s'avancent de front vers le Belvedere tandis que la brigade Möring et deux bataillons du régiment Nagy, partant des hauteurs de S. Lucia, vont, quelques instants après, attaquer de flanc Custozza.

L'heure décisive a sonné.

Un peu après 4 heures, 9 batteries autrichiennes couvrent d'une grêle de projectiles les hauteurs occupées par les troupes des 8ᵉ et 9ᵉ divisions. Une 10ᵉ batterie vient prendre position à côté d'elles et les brigades Töply et

Welsersheimb se portent vivement vers le Belvedere, leurs bataillons de chasseurs en avant du front et leurs 4 régiments d'infanterie sur deux lignes en échelons presque à la même hauteur.

Les quelques Italiens qu'on avait postés en avant-ligne à la Bagolina et au Monte Arabica se replient sur le Belvedere où le colonel Boni dirige vaillamment la résistance. Les 3 batteries de la 9e division et la batterie Billia de la 8e ouvrent de nouveau le feu. Mais elles sont déjà obligées de ménager leurs munitions tandis que le tir de l'artillerie autrichienne redouble au contraire de violence et d'intensité. Dès qu'il eût reconnu la direction que l'ennemi a donnée à ses colonnes, le général Govone avait ordonné au 27e bersagliers de descendre du Monte Torre et d'aller s'établir au Belvedere, au général Bottaco de s'établir à l'est de Custozza et de former sur son flanc gauche le 36e d'infanterie qui se tenait en arrière de Monte Torre, enfin au 52e, qui se trouvait jusque-là à droite du 36e et qu'il veut avoir plus à sa portée, de reprendre les positions que ce régiment va quitter.

Entre temps l'attaque du Belvedere s'est dessinée. Les colonnes succèdent aux colonnes et bientôt les défenseurs décimés par le feu sont sur le point de succomber sous le nombre. Deux pièces de la batterie à cheval, arrivées à grand'peine sur la hauteur, roulent au premier coup du haut de ces crêtes étroites, entraînant dans leur chute les servants et les fractions les plus voisines. Robert Perrone, un fusil à la main, lutte désespérément pour assurer le salut de ses canons et quitte le dernier le sommet de la colline couverte de morts et de blessés, parmi lesquels se trouve le major Fezzi, qui depuis le matin a combattu à la tête de ses grenadiers. Le 27e bersagliers se précipite au devant de l'ennemi, soutient intrépidement son choc, l'oblige à s'arrêter, et reprend à la baïonnette les premières maisons. En quelques minutes le commandant Lavezzeri et d'autres officiers tombent grièvement blessés, le capitaine Alberi est tué et après quelques instants de flottement

le brave bataillon doit, lui aussi, plier à son tour et redescendre en combattant les hauteurs qu'il avait un instant reconquises. — Le Belvedere est perdu.

La défense se pelotonne maintenant et se resserre autour du village de Custozza sur lequel se replient les troupes chassées du Belvedere et où arrive également le 36ᵉ d'infanterie, quelque peu rompu par sa marche en terrain coupé, mais qui est rejoint au dernier moment par son 4ᵉ bataillon laissé à Quaderni à la garde des bagages et que son brave major Cavanna a fait marcher au canon. Le général Bottaco, le colonel Marchetti se multiplient et soutiennent et relèvent le moral de leurs troupes par leur calme et leur intrépidité. L'ennemi s'arrête un moment pour faire souffler les troupes qu'il veut lancer à l'assaut de Custozza.

Vers 5 heures, un nouveau danger, plus grave encore, menace la division : la brigade Möring, dont l'artillerie a ouvert le feu du haut des hauteurs de S. Lucia, à partir de 4 heures et demie, dessine et prononce son attaque de flanc.

Les régiments Archiduc-Léopold et Grueber s'avancent avec 2 bataillons du régiment Nagy contre la gauche de Govone, qui ne peut opposer à cette attaque exécutée par plus d'une brigade que le 1ᵉʳ bataillon du 35ᵉ et quelques fractions d'autres bataillons. Les troupes qui défendent les autres points de Custozza ne peuvent les soutenir parce qu'elles sont elles-mêmes attaquées par la brigade Welsersheimb qui, après avoir repris son mouvement, pousse en avant par le Nord et menace de tourner la position du côté de l'Est. Une formidable fusillade enveloppe de ses feux tout le village pendant que l'artillerie ennemie, qui a pris vivement position sur le Belvedere, le crible de ses projectiles et met le feu aux maisons. Il ne peut plus s'agir que de ralentir les progrès de l'ennemi, que de l'arrêter par le feu et par des retours offensifs ; mais l'issue fatale de la lutte est désormais certaine. Ce qui reste encore de la belle batterie de Perrone, se retire à grand'peine

après avoir brûlé sa dernière gargousse, sous la protection des lanciers, et les fractions en retraite commencent déjà à arriver à la casa Coronini.

L'ennemi ne cesse de se renforcer et d'engager des troupes fraîches. Les Italiens au contraire n'ont pas à compter sur des renforts. Le général Govone n'a plus sous la main qu'un seul régiment, qu'il va lancer en avant pour dégager le reste de la division.

« *S'il avait été possible à Votre Excellence de disposer de troupes fraîches*, écrit le général Govone dans le rapport qu'il adresse au général Della Rocca, *j'aurais pu tenir Custozza et Monte Torre jusqu'à leur arrivée et la journée aurait été à nous.* » Aussi, en présence de la réponse du général Della Rocca, qui déclarait ne pouvoir affaiblir les troupes qu'il avait arrêtées à Villafranca, de la certitude que la division qui combattait depuis 8 heures ne serait pas soutenue, même dans le cas où elle serait forcée de se retirer, était-il désormais impossible de prolonger la résistance et d'imposer à la division un effort suprême, de lui demander des sacrifices inutiles. Il ne restait plus au général Govone qu'à soustraire ses troupes au formidable enveloppement qui menaçait déjà de les enserrer, de les arracher à un désastre, fort glorieux sans doute, mais aussi irréparable que l'échec essuyé par les trois divisions du III[e] corps.

Vers 5 heures trois quarts, le général Govone donna l'ordre de battre en retraite.

« *Ce fut pendant ces moments de crise suprême*, écrivit plus tard le colonel Chiron [1], *au moment où, chassé de Custozza par l'offensive écrasante de l'ennemi, n'ayant plus assez de monde pour essayer de lui en disputer la possession, manquant d'artillerie, hors d'état de contre-battre les batteries autrichiennes qui, du haut des hauteurs voisines de Custozza, écrasaient Monte Torre sous leur feu plongeant*,

1. Extrait d'une lettre du colonel Chiron au capitaine Chiala en date du 10 avril 1872.

au moment où, le cœur brisé, il se résigna à battre en retraite et à abandonner la victoire à l'ennemi, à ce moment où nous avions encore derrière nous à Villafranca deux divisions intactes et toutes fraîches, une artillerie nombreuse et tout un corps d'armée échelonné entre Goito et Villafranca, que l'on vit briller dans toute leur splendeur le courage incomparable, la fermeté inébranlable, la force de volonté de l'illustre général dont l'armée pleure la perte irréparable et prématurée. »

C'est à ce moment que, dans l'espace de quelques minutes, le capitaine Cotti est tué aux côtés du général, que le capitaine Nasi est grièvement blessé, que presque tous les officiers qui l'entourent sont blessés ou contusionnés, que la plus grande partie de leurs chevaux sont blessés sous eux et que le général lui-même est atteint par un éclat d'obus. Au milieu du crépitement de la mitraille qui déchire le sol autour de lui, il expédie ses ordres avec un calme imperturbable. Il a déjà envoyé un peu avant à la Casa Coronini des officiers chargés de rallier et de reformer les troupes qui s'y sont rejetées en désordre. Les colonels Cravetta et Salasco, qui se sont repliés sur les champs de Priabiana pour soustraire au tir meurtrier des batteries de Möring les escadrons de Lucca et de Foggia, reçoivent l'ordre de se reporter en avant et de s'établir à cheval sur la route afin de soutenir la retraite et de relever le moral de l'infanterie. Le colonel Piano, descendant les pentes du Monte Torre avec les trois bataillons du 52[e] qu'on avait poussés vers la gauche, s'étend vers la gauche de l'ennemi afin de donner un peu d'air aux défenseurs de Custozza. Il ne reste plus sur la hauteur que le 2[e] bataillon du 52[e], dernière réserve et extrême arrière-garde, que le général ne ramène en arrière qu'après avoir protégé et couvert la retraite de l'artillerie. La 9[e] division a dès lors évacué la partie de la ligne des hauteurs qu'elle avait occupées.

La 8[e] division la suit de près. Ébranlée par le combat

d'artillerie qu'elle a soutenue depuis le matin, attaquée par les têtes de colonnes du régiment Maroicic qui, après avoir brisé la résistance que les trois bataillons des 63e et 64e ont vainement essayé de leur opposer sur les flancs des collines, sont sur le point de prendre pied sur les crêtes, voyant que Custozza est sérieusement menacée, que Monte Torre est évacué, cette division refuse, sur l'ordre du général Cugia, celle de ses ailes qui couronnait le Monte Croce et prend la route de Villafranca. La batterie Billia, qu'afin de coopérer à l'action des batteries de Govone, on avait établie fort en avant, envoie encore une dernière volée de mitraille aux chasseurs qui la serrent de près et descend, elle aussi, dans la plaine. Les hauteurs ne sont pas encore au pouvoir des Autrichiens, mais elles ont déjà cessé d'appartenir aux Italiens.

Entre temps, la 9e division continue sa retraite par échelons et dans un ordre parfait. Le 1er bataillon du 35e sort le dernier de Custozza après avoir couvert le mouvement rétrograde des autres bataillons. Le 2e bataillon du 36e et le 2e du 52e sont les derniers à quitter Monte Torre. Il ne reste plus à Custozza qu'une poignée de braves qui, par un suprême effort, assureront le salut de leurs frères d'armes. Ce sont les soldats de la 9e division qui tiendront là jusqu'à la dernière extrémité.

« *Vous me demandez*, écrit au capitaine Chiala le général Sironi[1], *si la division Cugia a battu en retraite avant ou après l'évacuation de Monte Torre par la division Govone. S'il s'agit seulement de Monte Torre, il est hors de doute que nous nous sommes repliés après Govone. Lorsque j'envoyai Rasini porter au bataillon Ghirelli l'ordre de se retirer sur la maison du Monte Torre, lorsque, par ordre du général, je ramenai moi-même en arrière la batterie de Billia sérieusement menacée, si sérieusement même que ce*

1. 28 août 1873, Sironi, alors major, était chef d'état-major de la 8e division à Custozza.

brave officier me pria de l'autoriser, ce que je fis, à envoyer encore deux volées de mitraille aux chasseurs ennemis, il n'y avait plus de troupes de la 9e division à Monte Torre. Mais s'il s'agit au contraire de la position tout entière de cette division, dans ce cas, je dois à la vérité de dire que nous nous sommes retirés les premiers. Lorsque toute notre division était déjà dans la plaine et se dirigeait sur Villafranca (le jour tombait à ce moment), lorsque je courus à la cascine *(l'Acquaroli, si je ne me trompe) où se trouvait notre ambulance afin d'en presser l'évacuation, je vis et j'entendis des coups de fusil sur la face sud de Custozza. Je me portai dans cette direction et je pus distinctement voir des troupes autrichiennes qui, descendant des hauteurs, attaquaient Custozza de ce côté, preuve manifeste qu'il y avait encore des troupes italiennes dans le village.* »

C'est donc aux faits qui se sont passés après l'abandon complet des hauteurs par les deux divisions, aux derniers épisodes de la défense de Custozza qu'ont trait les passages suivants de la relation officielle :

« Les 9 compagnies du régiment autrichien Léopold, conduites par le général Möring, se précipitent, après avoir fait une courte halte sur la dernière terrasse de la colline, sur le village que les Italiens défendent pied à pied, maison par maison. Elles poussent jusqu'au palais Bevilacqua, pénètrent sur les communs qui commencent à brûler, débouchent dans la cour et y font 359 prisonniers. Presque au même moment, une partie de la brigade Welsersheimb, suivie des 9 compagnies du régiment Archiduc-Léopold venant du côté de Valle Busa, s'approche de la face nord du palais. Une poignée d'Italiens osa, malgré leur infériorité numérique, s'enfermer dans le palais et dans une maison voisine et essaya encore de résister. Les troupes de Welsersheimb pénètrent de plusieurs côtés dans la cour et dans le bois et s'y heurtent contre quelques fractions de la brigade Pistoia qui, après un court engagement, redescendent vers

la plaine. Une partie des derniers défenseurs de Custozza réussit à s'échapper du village en se glissant le long de la colline et à rejoindre les troupes en retraite. L'autre partie resta entre les mains de l'ennemi. »

Pendant que ces derniers petits paquets retardaient les progrès des Autrichiens, le reste des troupes se reformait rapidement dans la plaine et se dirigeait sur Villafranca. D'autres fractions de la brigade Möring, qui tentèrent d'inquiéter la retraite, furent tenues en respect par la bonne tenue et l'attitude résolue des escadrons italiens qui esquissèrent à plusieurs reprises des retours offensifs et auxquels les premières pièces que les Autrichiens mirent en batterie à Custozza envoyèrent les derniers obus de la journée. — Il n'y eut en réalité pas de poursuite. — La bataille était finie.

Mais les pauvres soldats de la 9e division n'étaient pas encore au bout de leurs fatigues et de leurs privations. A partir de ce moment commença la longue et rude marche en retraite, d'autant plus pénible pour ces hommes harassés de fatigue que l'espoir de la victoire n'est plus là pour les soutenir. Quelques-unes des bouches à feu de l'artillerie ont perdu leurs chevaux. Malgré leur faiblesse et leur lassitude, les soldats retrouvent encore assez de forces d'abord pour les amener jusqu'au pied des pentes, puis pour les traîner jusqu'à Villafranca. Le soldat Fuggetto, du 51e, entre autres, blessé au bras avec lequel il pousse un de ces canons, continue à le pousser avec l'autre, jusqu'à ce que, blessé grièvement cette fois, il tombe en recommandant aux camarades qui veulent le relever et l'emporter, de le laisser là et de prendre sa place à la roue de la pièce. D'autres humbles victimes ignorées du devoir tombèrent d'épuisement le long de la route suivie par l'artillerie, mais, grâce à leur héroïque dévouement, la 9e division ne laissa pas le moindre trophée entre les mains du vainqueur. Exténuée, à bout de forces, marchant malgré cela en bon ordre, la division arriva enfin à hauteur de Villafranca. Elle avait parcouru

sans être entamée, sans être attaquée, cette petite étendue de terrain, ce bout de route sur laquelle, plusieurs heures auparavant, le général Della Rocca n'avait pas osé s'engager avec deux divisions fraîches, « *de peur de trop exposer l'une d'entre elles et peut-être de compromettre sérieusement l'autre*[1]. »

Entre 6 heures et demie et 7 heures, les premiers échelons de la division arrivèrent à Villafranca où, depuis 5 heures, les troupes qui n'ont pas combattu ont commencé leur mouvement de retraite. Toutes les routes sont encombrées par les colonnes de troupes et par leurs convois; une seule est libre parce qu'on la croit trop exposée, celle qui de Villafranca va par Quaderni à Valeggio, point essentiel qu'il importe de tenir et de garder. Trois généraux de division ont reçu l'ordre de se porter sur ce point et de l'occuper. Mais Sirtori, qui est arrivé vers quatre heures, n'y a fait qu'une halte et, trouvant que ses troupes sont trop peu nombreuses et trop ébranlées pour pouvoir s'acquitter de cette mission, il a poussé plus loin dans la direction de Volta.

Cugia, dont la division s'est quelque peu débandée pendant la retraite, et qui croit du reste que la route de Valeggio est déjà entre les mains de l'ennemi, a continué sur Goïto. — Seule la 9ᵉ division se replie sur Valeggio et y reste.

« Cette marche de flanc[2], de Villafranca sur Valeggio, que la 9ᵉ division exécuta à proximité et presque sous les yeux de l'ennemi maître des hauteurs et de la route la plus directe entre ces deux points, sans appui, sans soutien, sans flanc-garde, aurait été un mouvement audacieux et risqué même avec des troupes fraîches et en bon ordre. »

Le risque qu'on courait en s'y engageant s'augmentait en outre par le fait qu'on ne savait pas si Valeggio était

1. Extrait textuel du rapport du commandant du IIIᵉ corps d'armee (5 juillet 1866).
2. *La Campagna del* 1866, etc. P. 320.

ou non encore au pouvoir des Italiens, bien que des officiers envoyés quelque temps auparavant sur ce point par le général Della Rocca, eussent annoncé que la route était libre et que le village était occupé et mis en défense par le Ier corps. Malgré cela, le général Govone se dirigea résolument sur Rosegaferro et Quaderni. Il avait préalablement recommandé à ses troupes de marcher en ordre compact et placé à la tête de la colonne le 2e bataillon du 51e (major Rossi), qui était encore intact[1], et en queue le 52e régiment qui avait été moins éprouvé que les autres corps de sa division. Après avoir heureusement réussi à dépasser les convois des 7e et 8e divisions qui encombraient les environs de Quaderni et rappelé à lui ses convois, le général Govone avait repris sa marche.

La soirée était déjà fort avancée lorsque la tête de colonne de la 9e division arriva à Valeggio où elle ne trouva ni Autrichiens, ni Italiens. Heureusement pour la 9e division, le pont n'avait pas encore été détruit et le général en profita pour faire passer sur la rive droite du Mincio et envoyer camper à Borghetto, où ils avaient plus de chance de pouvoir se reposer tranquillement, ceux de ses régiments qui avaient été le plus rudement éprouvés. Les batteries de la 8e division, qui s'étaient égarées et portées par erreur sur Valeggio, étaient déjà installées à Borghetto, tandis que les batteries de la 9e division, qui s'étaient, elles aussi, trompées de chemin, avaient filé sur Goïto.

Le général Govone resta avec le 52e à Valeggio et passa encore toute la nuit sur la rive gauche du Mincio, pendant que derrière lui, à Volta, les débris de la 1re et de la 5e divisions rejoignaient la division presque intacte de Pianell qui, le 24 au soir, s'était repliée par Monzambano et que, plus au sud, le reste de l'armée, dont la retraite avait été couverte par la division Bixio, se ralliait entre Goïto, Roverbella et Pozzolo.

1. Ce bataillon était resté en réserve à la Torre Gherla.

Mais Valeggio ne devait pas être le terme final de la retraite de la 9e division. Lorsqu'il vint occuper Valeggio, le général Govone croyait si fermement à une prompte reprise de l'offensive qu'il avait ordonné de suspendre les préparatifs déjà commencés en vue de couper le pont; mais le 25, il reçut de grand matin l'ordre de le détruire. Force lui fut donc de passer à Borghetto avec le 52e, de mettre en route sur Volta sa division qu'il arrêta et déploya à mi-chemin sur les hauteurs de Montalto où, tout en restant encore en première ligne, il opéra sa jonction avec les 3 divisions du Ier corps qui s'étaient reformées à Volta.

Au cours de cette journée du 25 juin, la 9e division toucha enfin quelques vivres, pour la première fois depuis le 23 à midi. Après quarante-huit heures de jeûne, quarante heures de marche et huit heures de combats, les braves soldats du général Govone allaient enfin pouvoir se restaurer et refaire un peu leurs forces.

« *Les troupes*, écrivait le général Govone dans son rapport, *ont fait preuve de qualités que l'Italie saura apprécier.* »

*
* *

Malgré les graves erreurs commises avant et pendant les premières phases de la bataille, la victoire aurait dû rester aux Italiens.

La fortune avait eu en effet quelques sourires pour eux, puisqu'ils avaient réussi à devancer les Autrichiens et à occuper avant eux de fortes positions.

Le premier choc les avait surpris ; mais les Autrichiens, tout en se couvrant et en s'éclairant mieux qu'eux, tout en s'avançant avec plus de circonspection, avaient été, eux aussi, surpris, au moins jusqu'à un certain point. Le premier choc qui eut pour conséquence la défaite de trois divisions italiennes avait, grâce à la résistance énergique,

quoique décousue, de certains régiments italiens, grâce aussi à la configuration du terrain, fortement éprouvé et quelque peu rompu les bataillons autrichiens. — Enfin le vigoureux retour offensif qui avait amené la reprise de Custozza avait déconcerté et contrarié leurs projets en les obligeant à porter l'effort principal sur ce village, devenu contre toute attente l'objectif primordial et capital dont la possession devait décider du sort de la journée.

Entre temps, les affaires avaient repris, même sur leur aile gauche, une tournure plutôt favorable aux Italiens.

Sirtori, qui s'était replié sur la crête de S. Lucia avec la brigade Valtellina, avait pu si bien s'y refaire qu'il tenta d'exécuter avec les troupes qui lui restaient une vigoureuse contre-attaque. — La réserve du I[er] corps, composée de quelques bataillons de bersagliers et de quelques escadrons, était entrée en action sous les ordres de Durando sur le Monte Vento. Les débris de la division Cerale étaient venus se joindre à lui. — Enfin, vers 11 heures 1/2, le général Pianell, qui avait pris sur lui de passer le Mincio et qui, avec la sûreté de coup d'œil qui le caractérisait, avait reconnu le point sur lequel son intervention et sa présence pouvaient rendre le plus de services, avait poussé avec quelques bataillons de la brigade Aosta entre le Monte Vento et le Mincio.

Cette deuxième ligne, formée de trois groupes défensifs ne relevant pas d'un chef unique, sans lien entre eux et combattant même sans savoir ce que faisaient leurs voisins, n'avait pas, il faut bien le reconnaître, suffi pour rétablir définitivement les affaires; mais elle avait cependant réussi à mettre un terme à la retraite et à faire échouer les tentatives faites par les Autrichiens pour tomber sur les derrières des Italiens. On était donc parvenu à arrêter momentanément les progrès des Autrichiens, à les repousser même, malgré leur supériorité numérique.

A l'extrême gauche, les troupes de Pianell avaient fait reculer la petite colonne qui, sortie de Peschiera, avait reçu mission d'aller détruire le pont de Monzambano. Le

36e bataillon de chasseurs autrichiens avait été seul chargé d'exécuter ce coup de main qui aurait eu pour les Italiens les conséquences les plus graves. S'avançant avec témérité, le long du Mincio, sur les derrières même des lignes italiennes, ce bataillon était déjà sur le point d'atteindre son objectif lorsqu'il fut enfin aperçu, ébranlé par les feux de l'artillerie, rompu par une charge impétueuse de quelques pelotons de guides, charge qui coûta la vie au lieutenant Camille dal Verme, entouré par le 17e bataillon de bersagliers amené au pas de course par le major Aichelburg et obligé de se rendre presque en entier aux guides et aux bersagliers.

Ce brillant fait d'armes, le seul succès complet que les Italiens remportèrent sur cette partie du champ de bataille, devait également marquer la fin des engagements qui eurent lieu à leur aile gauche. Bien que l'ennemi n'eût tenté rien de sérieux contre lui, la violence de la canonnade qui éclata tout à coup sur ses derrières décida le général Pianell, qui craignit d'être débordé et coupé, à se retirer vers les 3 heures 1/2 et à se rapprocher de Monzambano.

Presque au même instant, mais plus à droite, la petite réserve du Ier corps, décimée, pressée par des forces supérieures, ignorant le mouvement exécuté par Pianell sur sa gauche, croyant qu'à sa droite Sirtori s'était déjà mis en retraite, évacua Monte Vento peu de temps après que le général Durando eût été blessé. — Enfin, encore plus à droite, après avoir épuisé ses dernières forces dans une autre attaque qu'il poussa à fond, pressé sur son front, menacé sur ses flancs, croyant qu'à sa gauche il n'y avait plus personne sur le Monte Vento, ignorant absolument ce qui se passait à sa droite à Custozza, Sirtori abandonnait sans combat à la brigade Möring, qui venait d'entrer en ligne, les belles et fortes hauteurs de S. Lucia et se repliait sur Valeggio. — Sur tous ces points, les fractions des divisions battirent de nouveau en retraite avec plus de désordre que de précipitation.

Exclusivement préoccupés de ce qui se passait à Cus-

tozza, les Autrichiens n'avaient même pas fait mine de les suivre et, un peu avant quatre heures, la lutte avait définitivement pris fin de ce côté.

A la droite italienne, il ne s'était plus rien passé après les charges impétueuses du matin. Les divisions immobilisées à Villafranca n'avaient eu qu'à repousser sans peine et sans efforts les pointes insignifiantes de quelques uhlans, et ce fut seulement beaucoup plus avant dans la journée, vers le soir, que la cavalerie autrichienne essaya vainement d'entamer les bataillons de Bixio.

Pendant que la bataille se traînait à la gauche, qu'elle se taisait complètement à la droite, tout l'effort des Autrichiens convergeait sur le village de Custozza contre lequel ils lançaient toutes les réserves fraîches du VII[e] corps, contre lequel ils faisaient refluer les fractions encore intactes ou reformées des troupes victorieuses du V[e] corps rappelées de S. Lucia qu'elles avaient enlevée facilement, et contre lequel ils dirigeaient même la cavalerie à laquelle on prescrivit de chercher à déboucher par la plaine et de prendre les hauteurs à revers.

Mais au moment même où les Autrichiens engageaient jusqu'à leur dernier soldat dans cette lutte suprême et décisive, les Italiens disposaient encore de réserves intactes, absolument fraîches, établies à 3 kilomètres du village et au moins aussi nombreuses que les réserves autrichiennes. En arrière de ces réserves, ils avaient encore d'autres divisions en marche, déjà arrivées à peu de distance du champ de bataille et qui, en cas d'insuccès, auraient pu recueillir l'armée en retraite. Enfin, ils avaient de plus, sur le Bas Pô, une autre armée, capable à elle seule de défendre l'Italie en cas de désastre. Et cependant, malgré les objurgations, les prières incessantes et pressantes des commandants en sous-ordre, pas un homme ne bougea.

Et ce fut alors, ce fut ainsi que, sacrifiées et abandonnées à elles-mêmes, à bout de forces, n'ayant plus de munitions, écrasées par le nombre, les divisions Cugia et Govone se virent, pour échapper à une catastrophe désormais certaine,

forcées d'abandonner les hauteurs. Pendant qu'elles se reformaient dans la plaine, pendant que le 52e couvrait sous les yeux du général Govone la retraite de l'armée, pendant que pour assurer le salut de leurs frères d'armes les dernières fractions de la 9e division brûlaient leurs dernières cartouches dans les maisons et sur les pentes des collines de Custozza, les colonnes autrichiennes s'élevaient hésitantes vers ces crêtes que, pendant le cours de cette même journée, elles avaient à plusieurs reprises jonchées des cadavres de leurs soldats. Ces hauteurs que les Italiens leur avaient disputées pendant tant d'heures, ces hauteurs qu'ils venaient seulement d'évacuer, les Autrichiens allaient maintenant les occuper sans perdre un seul homme. Quant aux Italiens, ils avaient une fois de plus à déplorer la perte d'une bataille.

CHAPITRE IX

APRÈS LA BATAILLE

La bataille du 24 n'a été en réalité perdue que le lendemain. Trois divisions défaites, deux autres fortement ébranlées, un peu plus de 7.000 hommes hors de combat, n'étaient pas des pertes de nature à décourager ou à arrêter une nation qui avait plus de 200.000 hommes sous les armes. Le Ier corps, presque entièrement rompu, se reconstituait sous la direction du général Pianell. La 9e division, la plus éprouvée du IIIe corps, bien qu'ayant perdu 1.200 hommes, n'était ni démoralisée, ni en désordre. Retrempée au contraire par la lutte, pleine de confiance en son chef, brûlant du désir de prendre sa revanche, elle était, trois jours après la bataille, prête à affronter de nouvelles épreuves. Elle était si sûre d'elle-même qu'elle se tint pendant les jours suivants constamment en première ligne, plus près de l'ennemi que le reste de l'armée. La 8e division se reformait, elle aussi, rapidement. Les deux autres divisions du IIIe corps et la division Pianell du Ier, qui n'avaient été engagées qu'en partie ou qui n'avaient pris part qu'à des affaires tout à fait secondaires, étaient à peu près intactes. Les divisions du IIe corps n'avaient subi aucune perte et celles de l'armée de Cialdini, dont la tâche était désormais plus aisée, n'avaient naturellement pas été engagées.

En face de ces forces, une armée ennemie qui, ayant

mis en ligne jusqu'à son dernier homme, avait subi des pertes sensiblement plus élevées que les Italiens, une armée dont les divisions étaient dans un désordre plus grand que les leurs et qui, le 24 au soir, croyait presque qu'elle avait été battue, loin de poursuivre l'armée italienne, ne songeait qu'aux dispositions à prendre pour résister à une nouvelle attaque.

Telle était la situation des deux adversaires lorsque l'on crut nécessaire d'abandonner la ligne du Mincio, de se mettre en retraite devant un ennemi qui ne poursuivait pas, de repasser le Chiese et l'Oglio, de laisser Cialdini se tenir dans une incompréhensible immobilité, de renoncer enfin à un plan de campagne qui passait pour admirable jusqu'à la veille de la bataille, plan de campagne qui malgré ses défectuosités et ses lacunes avait été sur le point de réussir, et qu'on mettait de côté au moment même où l'on était hors d'état d'en concevoir un autre et d'en assurer la prompte exécution.

Quelques fragments d'un *Journal*, que le général Govone n'a ni revus, ni complétés, permettent de se rendre un compte exact des efforts que pendant les tristes journées de découragement et d'indécision qui suivirent la bataille, il tenta pour démontrer au grand quartier général que, sans l'abandon dans lequel on l'avait laissé, on aurait *gagné*, *gagné*, *gagné* cette bataille, et surtout que tout pouvait encore être réparé. Efforts inutiles qui ne purent parvenir à triompher de cette mortelle incertitude qui fit perdre des jours, des semaines entières, au moment où toute heure perdue comptait pour mille dans l'histoire de l'Italie.

Voici les fragments de ce *Journal*.

« **25 Juin...** *Après midi je pars de Volta et je vais à Cerlungo rendre compte de l'état de ma division.*

On m'y annonce que le soir même on se mettra en retraite sur Crémone et Plaisance. Je prie et je supplie, et La Marmora se décide à reprendre l'ordre. Il expédie un

officier à cheval à Cucchiari pour lui dire de ne pas faire sauter le pont de Goito et envoie les ordres qui contremandent la retraite. Quel bonheur! C'eut été un désastre.

Lorsque j'arrivai le 25 *juin*[1] *à Cerlungo au grand quartier général, je vis S. E. Della Rocca, qui s'écria : « Oh! le brave! nous ne savions plus où vous étiez! » Puis Son Excellence se hâta de me dire que la retraite était décidée, qu'on allait faire sauter le pont de Goito et marcher sur Crémone et Plaisance. Puis il me fit une longue tirade contre La Marmora et son entourage. Je me permis de demander à mon commandant de corps d'armée comment il avait pu m'abandonner, comme il l'avait fait, au moment où nous avions bataille gagnée. Son Excellence me répondit :*

« **Bravou Chiel**[2]! *Et moi qui avais toute la cavalerie autrichienne devant moi!* »

Je ne pus me retenir et répliquai : « Ce soir, on m'a dit qu'il y avait là 2 *escadrons de uhlans contre deux divisions* ».

Pour être juste, je dois reconnaître qu'il y avait non pas 2, *mais* 6 *escadrons qui avaient chargé le matin les carrés de l'intrépide prince Humbert et que la mitraille avait décimés; mais je dois ajouter aussi que toute une division de cavalerie de ligne et une brigade de cavalerie légère, dont les chefs étaient au café de Villafranca, auraient suffi pour tenir tête à ces escadrons sans avoir besoin du concours d'un prince et d'un brillant général garibaldien*[3] *et de leurs deux belles divisions, comme eux impatientes de pouvoir accourir à Custozza. Mais trêve de dissertations!*

« *Après* L'ENTREVUE *dont je viens de parler, je me rendis au quartier général du roi. Le général La Marmora était en train de dîner avec le Prince. Il m'invita à prendre place à table et l'on servit le repas. Après le dîner, le général La Marmora m'emmena dans une chambre. Je lui dis : « De grâce, ne continuons pas à battre en retraite; sans cela l'armée se débän-*

1. Ce fragment a été écrit par le général quelques jours après cette date.
2. Dialecte piémontais.
3. Il s'agit du général Bixio.

dera, car les divisions qui ont combattu hier sont fatiguées plus qu'on ne saurait le dire; elles manquent encore de cohésion et leur moral a besoin d'être relevé. » *Le général me répondit :* « *Mais j'ai envoyé Petitti pour connaître l'opinion des généraux à Volta et ailleurs, et l'on est revenu avec l'impression que l'on ne peut plus tenir sur le Mincio et que le mieux est de se retirer. Si vous croyez qu'il est possible de rester, eh bien! nous y resterons.* »

« *Restons, de grâce, mon général.* »

On expédia sur le champ l'ordre contremandant le mouvement de retraite qui devait commencer à une heure du matin et, comme on avait prescrit au général Cucchiari de faire sauter le pont, on fit partir un officier qui lui porta l'ordre de surseoir à cette destruction et de ne faire sauter le pont que lorsqu'il en aurait reçu à nouveau l'ordre formel.

« *Le même soir, lorsque j'exposai au colonel Robilant la gravité de la faute qu'on avait commise le 24, en refusant de me soutenir, il leva les bras aux cieux et fit un geste qui voulait dire :* « *Je le sais bien, mais qu'y faire?* » *Plus tard, il émit un avis contraire et prétendit qu'on aurait quand même perdu la bataille parce que les Autrichiens devaient sans aucun doute avoir d'autres réserves...*

.... Admirable raisonnement, que rien n'aurait pu réfuter sans le rapport dans lequel l'archiduc Albert déclara : « *que les deux corps d'armée n'ayant pu parvenir pendant toute la journée à enlever Custozza, il avait dû se décider à tenter un suprême et dernier effort avec 4 brigades.* »

« *Le général Della Rocca arriva un peu plus tard au quartier général du roi et, comme on entendit alors quelques coups de fusil à proximité de la maison, je lui dis qu'il serait nécessaire d'en finir avec les symptômes d'indiscipline et de désorganisation en faisant immédiatement et sans autre forme de jugement fusiller les coupables. Le général Della Rocca me quitta pendant un instant, entra, il me semble, chez le roi, et revint en me*

chargeant d'envoyer à Volta un ordre conçu dans ce sens, ordre qu'on communiqua au reste de l'armée en ajoutant que l'on saurait tenir compte au colonel qui l'exécuterait le premier. Les coups de fusil cessèrent comme par enchantement.

Le roi me sachant au quartier général me fit appeler et me dit : « Eh bien! Quelle figure faisons-nous? Le diable emporte ces maudites exigences politiques qui me placent dans une fausse position et m'empêchent de commander mon armée. Je ne crois pas que j'aurais commis de grosses fautes stratégiques..... J'ai toujours dit qu'on avait tort de former deux armées... » Puis il me dit :

« En somme et avant tout, il importe de savoir ce que font les Autrichiens. Vous qui allez à Volta, tâchez de savoir ce qui se passe sur la rive gauche du Mincio. Dépensez pour cela ce qu'il faudra. Mais au nom du ciel, que je sache demain matin de bonne heure si les Autrichiens veulent ou non passer le Mincio. »

Je dois reconnaître que ce furent là les paroles les plus raisonnables qu'on m'eût dites tant ce jour-là que les jours passés et ceux qui suivirent. L'essentiel en effet était de savoir si les Autrichiens se disposaient ou renonçaient à nous poursuivre. Dans le premier cas on aurait eu à examiner l'opportunité d'une retraite, inadmissible au contraire dans le second. Le roi me serra la main, me donna un bon cigare et je me hâtai de repartir pour Volta afin d'exécuter ses ordres.

A peine de retour sur ce point, je me rendis chez le général Pianell pour lui annoncer qu'on avait décidé de surseoir à la retraite et le prier d'envoyer, si possible, des émissaires de l'autre côté du Mincio. Lorsque je quittai le quartier général de Pianell — il faisait déjà noir — je descendis, en traversant tout Volta, jusqu'à la dernière maison du pays où j'avais établi mon pauvre quartier général, où l'on manquait de vivres et du reste de tout. En chemin, je rencontrai un jeune homme d'une vingtaine d'années qui m'exprima le désir de s'enrôler comme volon-

taire. Je lui dis que j'étais prêt à lui faciliter la réalisation de son désir, mais qu'il pourrait rendre un grand service à l'Italie en allant à Borghetto ou à Monzambano, en passant de là sur la rive gauche du Mincio et en m'apportant le lendemain des nouvelles des Autrichiens. Je lui donnai rapidement quelques instructions et lui promis 1.000 *lires s'il me rapportait de bonnes informations. Il accepta, me questionna sur les dangers qu'il pouvait courir et se dirigea sur Borghetto muni d'un passe-port que je lui signai. J'ignore s'il y est allé, ne l'ayant plus jamais revu.*

Puis je fis appeler le colonel Vandone, un intrépide officier auquel j'exposai l'importance qu'il y avait de se procurer des nouvelles et je décidai d'accord avec lui d'envoyer à Borghetto et à Monzambano des patrouilles d'officiers. Le lendemain matin, je sus qu'il n'y avait pas d'Autrichiens à proximité de la rive gauche du Mincio, et qu'on n'y voyait aucun indice de préparatifs de passage[1].....

Nuit du 25 au 26 juin... *J'envoie les patrouilles de Vandone à Monzambano et à Borghetto*[2]. *Celles de Monzambano rap-*

1. Le fragment de journal écrit quelques jours plus tard s'arrête ici, et nous reprenons les notes du général.

2. On a conservé, aux Archives de l'Etat-major, les renseignements recueillis à ce moment par le général Govone.

On trouve entre autres, à la date du 26 juin, deux rapports du général Govone au roi, l'un de trois heures quarante-cinq, l'autre de cinq heures du matin. Le second, qui confirme le premier, est conçu en ces termes :

« Majesté. Les patrouilles des lanciers d'Aoste sont rentrées. Elles ont poussé pendant toute la nuit, de demi-heure en demi-heure, jusqu'au pont de Valeggio et jusqu'aux portes de Monzambano qu'elles ont trouvées fermées. Toutes ces patrouilles, faites avec soin et intelligence, rapportent qu'elles n'ont entendu aucun bruit, vu aucun feu, ni remarqué le moindre indice de la présence des troupes ennemies ou de préparatifs de passage dans ces parages. Le pont de Borghetto a été réparé de façon à donner passage à quelques personnes, mais non à des troupes. Mon émissaire n'est pas encore revenu.

« Signé : Général Govone.

« Je recommande à Votre Majesté le colonel Vandone, un brave et excellent officier supérieur. »

Ces renseignements furent confirmés peu après par un peloton de lanciers d'Aoste et portés, en raison même de leur importance, par le général Govone lui-même au quartier général. Ils furent encore confirmés plus

portèrent que, le 25 au soir, un parlementaire autrichien était venu intimer au syndic de Monzambano l'ordre de détruire le pont, en le prévenant qu'en cas de désobéissance ou de refus les Autrichiens mettraient le feu au village.

Cette nouvelle est de la plus haute importance.

Je monte à cheval, je galope jusqu'à Cerlungo. A l'entrée de la localité, je rencontre le général Della Rocca qui me dit :

« Nous battons en retraite ; votre division part en même temps que le Ier corps et j'emmène avec moi ceux de vos détachements qui se sont ralliés à Cerlungo. »

Je déclare que la retraite serait notre ruine et qu'il faut rester sur le Mincio....... Della Rocca me répond : « Après tout, ne prenez donc pas l'habitude de tout critiquer. La retraite a été décidée en conseil. Obéissez....... »

Je vais chez La Marmora. Je prie, je supplie, je lui donne la nouvelle de la venue du parlementaire à Monzambano...... Cette nouvelle le stupéfait. Je lui dis : « Mais pour l'amour de Dieu, qu'on ne commette pas cette faute néfaste. Qu'on fasse venir ici Cialdini, et dans quelques jours nous repasserons le Mincio avec lui. »

J'insiste encore. La Marmora se met en colère et me dit :

« Du reste, vous vous entêtez toujours à vouloir qu'on fasse ce que vous voulez. Vous avez d'excellentes idées, mais vous êtes encore pire que Cialdini. Laissez donc pour une fois les autres libres d'agir....... Vous avez un caractère qui nuit à vos qualités....... et puis en voila assez... »

Je continue à le supplier, je fais valoir mes raisons, je reconnais que j'ai un mauvais caractère, mais que je vois juste... Tout est inutile. La retraite est décidée.

Avant tout, je demande qu'on me laisse réunir toute ma division à mon passage par Cerlungo ; on acquiesce à ma

tard par les rapports des officiers de cavalerie envoyés à la découverte par le général, et plus particulièrement par le major G. Colli qui, par exemple et d'après les rumeurs répandues dans le pays, rapportait que l'ennemi avait subi des pertes très considérables et qu'il n'avait pas passé le Mincio, parce qu'en raison des conditions dans lesquelles il se trouvait à la fin de la bataille, il ne croyait pas que nous l'ayons abandonné.

requête. Je demande à avoir avec moi Colli[1], *et ses deux escadrons de Lucca. On me les donne. On m'autorise même à diriger ma retraite par Ceresara.*

Que la volonté de Dieu soit faite! Mais le peuple demandera compte de tant de fautes. Tout le monde est démoralisé, sauf Pianell, à ce qu'il me semble.

27 juin... *Je vais au quartier général à Piadena. On m'y annonce que toute l'armée prendra position derrière l'Oglio. Je supplie le général La Marmora de ne pas reculer jusqu'à l'Oglio et de se contenter de repasser le Chiese. Je demande à être autorisé à rester, au moins avec ma division, à Mariana. La Marmora y consent et écrit à ce sujet au général Della Rocca à Acquanegra. Je reste à Mariana et de là j'envoie des émissaires à Goito. — Colli envoie ses chevau-légers à Goito et à Volta. — Et ce fut un bonheur, puisque nous eûmes ainsi des nouvelles et que grâce à ce fait le mouvement en retraite, au lieu d'aller jusqu'à Crémone et à Plaisance, s'arrêta à l'Oglio*[2].

Mais tout le monde me tourne le dos au grand quartier général. La première fois que j'ai été à Torre Malamberti, La Marmora qui m'avait parfaitement vu ne m'a pas appelé chez lui. Petitti passe et fait semblant de pas me voir. Je demande des explications à Bariola et à quelques autres : ils me disent que l'on m'en veut à cause de l'opposition que j'ai faite aux opérations projetées.

Patience! Je ne parle pas pour moi, mais pour le pays et pour l'armée que toutes ces fautes vont ruiner et anéantir.

6 juillet... *Je retourne à Torre Malamberti. La Marmora me parle avec calme et m'écoute. Petitti en fait autant. Ce dernier me dit que si Della Rocca m'avait appuyé, nous aurions gagné la bataille du 24, qu'on aurait dû envoyer*

1. Le comte G. Colli di Felizzano, devenu depuis général, était à ce moment major au régiment de Lucques-Cavalerie.
2. Cf. *la Campagna del* 1866, etc., vol. II, p. 41.

à Custozza les 7e et 16e divisions, qu'il faut absolument à la fin d'une bataille engager ses dernieres réserves, etc.

La Marmora se remet à discuter avec moi. Je continue à insister sur la nécessité de reprendre la marche en avant, et cela au plus vite.

La Marmora me dit que Cialdini persiste à vouloir mettre son plan à exécution. Je vois que La Marmora n'a pas encore retrouvé son calme et sa décision ordinaire. Il me parle de Ricasoli qui ne remet rien en ordre et laisse les choses s'embrouiller bien plus qu'elles ne l'ont jamais été. Mais je dois déclarer que quant à moi je suis de plus en plus convaincu qu'on commet une abominable injustice et qu'on cherche seulement à rejeter sur un autre les erreurs qui ont été commises en prétendant que le roi est seul cause de tout ce qui est arrivé.

« *Cadogan vient avec moi à Mariana.*

8 juillet... (*D'après une lettre au général Petitti*). *Je vous télégraphie, mais à titre essentiellement privé et amical, pour vous prier de faire rectifier la note humiliante, publiée par les journaux qui ont imprimé que nous n'avions eu qu'un millier de blessés. Quand on combat en terrain coupé, et surtout quand on abandonne ses positions, on laisse sur le terrain la plus grande partie de ses blessés... Pour l'amour de Dieu, qu'on nous rende au moins justice.*

Ne croyez pas que l'armée soit indisciplinée ou qu'elle murmure. Nous avons une armée excellente, solide, brave, bien supérieure à l'armée autrichienne, pleine de confiance, qui ne demande qu'à marcher et qui s'impatiente...

Voilà la vérité vraie. Nous, nous mettons toutes nos espérances dans le commandement en chef. Pourvu que la politique ne nous oblige pas à rester sous le coup de l'échec du 24!

Mariana[1], **10 juillet...** *Un de mes officiers reçoit à l'instant du député Sanguinetti, son frère, la nouvelle que la Prusse*

1. Extrait d'une lettre particulière.

accepte l'armistice et que nous en faisons autant[1]. *Dieu veuille que ce ne soit pas vrai, mais j'ai bien peur du contraire. Dire qu'une question politique a été si bien engagée, que la situation politique et militaire était si favorable, si avantageuse, et qu'on va tout terminer à cause d'un échec immérité, que l'armée n'aurait pas dû avoir à subir, d'un échec causé par la légèreté ou l'incurie de quelques gens, ce serait chose réellement trop affreuse. Le cœur de l'armée ressentira cruellement une pareille solution et la nation, qui avait compté sur la victoire et sur sa jeune bravoure pour se faire une place dans le concert européen, sera inexorable et ne pourra à bon droit pardonner l'humiliation qu'on lui aura imposée.*

11 juillet (?)... *Je propose de faire l'expédition sur Trieste. La Marmora ne paraît pas hostile à ce projet et je télégraphie à Pettinengo de se préparer de façon à pouvoir faire l'embarquement vite et bien. Je télégraphie en chiffre en recommandant à Pettinengo de ne pas me trahir, d'agir sans écrire ici, et puis je lui envoie une lettre.*

Le 8 *ou le* 9, *La Marmora me parla de l'armistice et me montra un télégramme de Nigra qui terminait en demandant qu'on ne l'oblige pas* **à se brouiller avec la France.** *La Marmora m'a dit qu'il avait écrit à Cialdini de passer le Pô, et que si celui-ci ne faisait pas ce mouvement, lui, La Marmora, il repasserait le Mincio.*

11 juillet... *La situation s'éclaircit. Les Autrichiens ont déjà mis en route un corps sur Vienne par le Tyrol et l'on suppose qu'ils vont faire partir le reste. Rovigo a sauté. La Marmora s'attend à ce que les Autrichiens feront encore sauter Peschiera et Vérone. Mais cela me paraît peu probable.*

Il hésite un instant et se demande si, en présence de ces nouvelles et de ces probabilités, il convient encore de faire

1. La nouvelle était prématurée, mais devait malheureusement être vraie quelques jours plus tard.

un grand mouvement tournant de l'Oglio par Parme sur Ferrare. On ne renoncerait à son exécution que si les Autrichiens faisaient sauter leurs places. Sans cela, on ne risquerait pas ce mouvement avant d'être fixé sur l'effectif des troupes restant en Italie. Le bruit a couru que les Autrichiens auraient poussé 40.000 hommes à Rovigo pour faire face à Cialdini.

Dans la nuit du 11 au 12, je cherche à me procurer des nouvelles de l'ennemi en envoyant Tonolo[1] *et Sanguinetti à Goito.*

Les nouvelles données par le délégué de sûreté publique de Goito sont excellentes et ne laissent plus l'ombre d'un doute sur le départ d'un corps d'armée qui a pris par le Tyrol.

Le 12, au soir... *J'envoie de Canneto (nous sommes déjà en route pour exécuter le grand mouvement sur Parme) Sanguinetti aux nouvelles à Goito. Vain espoir. De Sonnaz a de nouveau détruit toutes les réparations faites au pont de Goito malgré l'ordre que, sur ma demande, sur mes conseils, La Marmora lui a envoyé le 12 au matin et par lequel il lui prescrivait de rétablir complètement le pont et de passer avec un régiment sur la rive gauche du Mincio.*

Bixio dîne chez moi. Je lui parle de mon idée de débarquer à Trieste. Il me dit qu'il serait heureux d'en être et qu'il ne soulèverait aucune question de commandement ou de personne.

13-14 juillet... *Marche de Casalmaggiore à Parme.*

15 juillet... *Je vais ce jour-là à Ferrare pour voir si l'idée de l'expédition à Trieste, de cette expédition qui presserait la marche des événements, fait des progrès. Je ne voudrai pas la voir jeter au panier et je voudrais qu'on en commençât bientôt les préparatifs.*

1. Le lieutenant Tonolo, commandant le détachement du régiment d'Alexandrie-Cavalerie, attaché à la 9e division.

J'arrive à Ferrare avec les convois de la division Cugia à sept heures et demie du soir. On tient conseil au grand quartier général : La Marmora, Petitti, Pettinengo, Della Rocca.

Je m'en vais ne pouvant voir personne. Je sais par Driquet qu'il est question de constituer deux armées : Cialdini avec quatorze divisions formant cinq corps d'armée marchera sur Vienne. La Marmora avec six divisions actives et quatre constituées à l'aide des cinquièmes bataillons restera en Vénétie.

Les corps d'armée se composeront de deux ou trois divisions. Brignone, Petitti, De Sonnaz auront un corps. Je ne sais quels seront les commandants des autres.

L'affaire de Trieste est donc partie en fumée. Il n'y a plus à en parler. Dieu veuille qu'on arrive encore à temps, puisque, d'après les nouvelles reçues au grand quartier général, les deux corps d'armée qui étaient encore en Vénétie battent en retraite depuis trois ou quatre jours et étaient déjà sur la Piave, le 14. Cialdini court après eux, mais pourra-t-il les rejoindre ? Si l'on veut avoir quatorze divisions, il faudra attendre le Ier corps qui vient d'arriver ici et dont le matériel est encore incomplet, la huitième division qui arrivera du 15 *au* 16 *et qui sera encore en chemin de fer le* 16 *vers dix heures du matin. Enfin il faudra encore attendre Bixio qui ne partira que demain* 16.

Le soir, je vois Pianell avec lequel j'échange quelques mots.

16 juillet matin... *Ayant dû retarder quelque peu mon départ de Parme afin de recevoir le courrier que doit m'apporter la poste militaire, je me décide, après quelque hésitation, à voir Petitti.*

A sept heures du matin, j'entre chez le général Petitti, je lui dis que les trains de chemin de fer marchent fort lentement et que Cugia ne croyait pas qu'il lui serait possible d'arriver avec toute sa division le 15. *Il se plaint de l'administration des chemins de fer qui lui a promis de transporter*

deux divisions par jour, et parvient à peine à en enlever une. Petitti se livre à un calcul afin de voir si l'on ne pourrait pas envoyer le IIe corps par étapes à Ferrare, mais il ressort de ce calcul que cette marche l'y ferait arriver deux ou trois jours plus tard que les transports par la voie ferrée.

Petitti me dit qu'on forme deux armées, l'une, celle de Cialdini, pour poursuivre les Autrichiens et marcher sur Vienne, l'autre, celle de La Marmora, qui se chargera du siège des places et de la conquête du Tyrol. Il m'a raconté tout cela parce que je lui avais dit : « Le général La Marmora avait l'intention d'embarquer deux ou trois divisions à Ancône, y pense-t-on encore? » « Non, me dit-il. Cela demanderait trop de temps, et puis la mer n'est pas libre. » Je demande : « Et la flotte? » Réponse : « La flotte, elle n'a encore rien fait. »

Donc, on forme deux armées. Je demande à Petitti quels sont les généraux affectés à ces armées et à quelle armée on me destine. Il me répond: « Vous restez ici. » Puis il ajoute : « Mon cher, vous vous donnez trop de mouvement et personne ne veut plus de vous... Della Rocca a demandé qu'on vous mette ailleurs qu'à son corps d'armée [1]... »

Je dois avouer que ces mots me firent du mal et que je me sentis blessé. Donc, je me donne trop de mouvement; mais vraiment, ce n'est pas avec le général Della Rocca que je m'en donne trop et que je suis trop encombrant. Je comprends bien que je dois être pour lui un remords vivant. Je lui ai dit après la bataille qu'il ne m'avait pas soutenu et qu'il nous avait fait perdre cette bataille. Je reconnais

1. Cette conversation que le général Govone avait consignée dans un *Journal*, qui n'était pas destiné à être publié, serait restée inédite, si le général Della Rocca n'avait pas trouvé bon de faire connaître en partie la lutte qu'il soutint (il le dit lui-même) contre le général Govone, dont le seul crime avait consisté à faire son devoir là où Della Rocca avait manqué au sien. Il a par suite été nécessaire de mettre en pleine lumière les relations que les deux généraux eurent à ce moment. Nous avons réservé certains passages que, pour d'autres considérations, nous avons cru convenable d'omettre ici, et que nous ne publierons que si on nous contraint à le faire.

que j'ai eu tort de le lui dire, mais il est difficile de se contenir en présence d'événements aussi graves. Si le général ne veut plus de moi, je suis, moi aussi, bien content de ne plus être avec un homme dans lequel il m'est désormais impossible d'avoir confiance.

« Mais, ajoute Petitti, le général Della Rocca sait que « vous dites du mal de lui. Vous avez fait publier par le « SOLE » de Milan une partie de votre rapport sur la « journée du 24, celle dans laquelle vous dites qu'il ne vous « a pas soutenu... »

« Je réponds que ce n'est pas moi qui parle mal de lui, « mais que ce sont les troupes. Je sais, ai-je ajouté, que dans « une division qui n'est pas la mienne, les soldats lui ont dé- « cerné le titre de « DUC DE VILLAFRANCA ». Je désapprouve le « fait parce qu'il porte atteinte à la discipline. Mais il faut « reconnaître qu'il est absolument impossible d'échapper à la « critique, surtout lorsqu'elle est méritée. Il n'y a qu'un « moyen d'y porter remède : Eloigner immédiatement de l'ar- « mée celui ou ceux qui se sont mis dans un aussi mauvais « cas. C'est ce que font les Français et les Autrichiens.

« Quant à ce qui est du journal le « SOLE », j'affirme sur « l'honneur que je suis étranger à cette publication et que « je ferai à ce sujet une enquête dans mon état-major. »

Petitti me dit alors : « Mais avec cette théorie, il fau- « drait éloigner de l'armée le général La Marmora, puisqu'il « a perdu la bataille. » — Je me tais. — « Et puis le général « Della Rocca a une si grande situation qu'on ne peut la « lui enlever de cette façon. Et du reste, de quelle faute « s'est-il rendu coupable ? »

Je réponds qu'il s'agit bien moins d'avoir des égards pour une grande situation que de songer à l'Italie ; que tout le IIIe corps sait que, le 24, au lieu de monter à cheval, le général Della Rocca est resté à boire de la bière à Villafranca... ; que la bataille était gagnée, gagnée, archigagnée, enfin que le pays et l'histoire se chargeront de nous juger tous, moi, lui et les autres...

« Oui, cela est vrai, me dit Petitti. Du reste, le rapport « officiel du 24 vous rend pleine justice. Vous avez eu les « honneurs de la journée et le rapport le constate. Que ce « rapport soit publié ou non, il constate le fait. Mais, « d'autre part, vous êtes un subalterne et vous devez obéir. « Quand vous commanderez en chef, vous ferez ce qu'il « vous plaira et vous vous ferez obéir, je le sais. Je sais « aussi que vous n'avez en vue que le bien public et que « vous ne vous laissez guider que par de nobles sentiments. « Je sais, moi qui vous connais depuis vingt ans, depuis et « même avant la Crimée, que vous voulez uniquement et « par-dessus tout que les choses marchent comme elles le « doivent et que vous n'avez jamais eu d'autre souci, « d'autre désir que le bien et la gloire de l'armée. Je sais « que vous ne poursuivez, que vous n'avez jamais pour- « suivi aucun but personnel. Le général La Marmora le « sait aussi. Mais ceux qui ne vous connaissent pas, qui « ont vu et vos courses fréquentes au grand quartier géné- « ral et l'insistance avec laquelle vous défendiez vos idées, « vous prêtent d'autres sentiments, d'autres vues. Et puis « celui qui commande n'aime jamais qu'on lui fasse la « leçon. Vous vous laissez emporter plus loin que vous ne « le voulez. N'est-il pas vrai que vous êtes fréquemment « venu ici et qu'en défendant vos opinions vous avez eu « souvent les larmes aux yeux? N'est-ce pas là du délire?

Réponse. — « En vérité, je ne m'attendais pas à recevoir « de pareils reproches au grand quartier général. Si le « général La Marmora ne veut pas que j'y vienne, il n'a « qu'à me le dire. Je profite de la bienveillance du général « et de la confiance qu'il m'a témoignée pour exprimer « librement mon opinion. Allons même, si vous le voulez, « jusqu'à reconnaître que ma manière de voir n'était pas « mauvaise. J'ai combattu la formation en deux armées, « dès mon premier retour de Berlin, et je ne crois pas avoir « eu tort. En présence du ministre Jacini, et deux jours « avant d'aller prendre le commandement de ma division, « j'ai plaidé en faveur de la concentration, de la marche

« COUDE A COUDE *à proximité de l'ennemi. Le général m'a « dit alors : « Vous êtes de ceux qui voudraient empiler « les troupes les unes sur les autres... » Mais la journée « du 24 a prouvé que je n'avais pas tort.*

« Le 25, j'ai protesté contre la retraite. On a repris « l'ordre déjà donné de l'exécuter et je sais que ce fut un « bonheur, qu'on courait à un désastre en voulant reculer « davantage avec des soldats affamés, éreintés et qu'on « n'avait pas encore pu remettre en ordre. Dans tous les cam- « pements et cantonnements on tirait des coups de fusil. « On se serait cru en 1848 *ou* 1849. — *Le* 26 *au matin, j'ai « apporté à Cerlungo les renseignements recueillis par les « patrouilles que j'avais envoyées à Monzambano, la nou- « velle qu'un parlementaire autrichien avait intimé au « syndic de cette localité l'ordre de brûler le pont. Les « Autrichiens n'avaient donc pas l'intention de nous pour- « suivre et l'on pouvait conserver la ligne du Mincio. Deux « jours plus tard, les troupes étaient déjà assez remises et « assez en ordre pour permettre d'accepter la bataille. « J'ai donné une fois de plus le conseil de nous faire « rejoindre par Cialdini. Malheureusement on ne m'a pas « écouté ; on m'a au contraire fort mal traité au grand « quartier général. Le général La Marmora et vous, vous « m'avez tourné le dos... ; ce n'est pas pour moi une « raison de croire que mon conseil était mauvais. Et « aujourd'hui nous serions sur l'Isonzo. »*

Le général Petitti m'interrompit : « Pour ce qui est « du plan d'opérations, me dit-il, on ne saurait le criti- « quer. La division en deux armées doit être approuvée. « Quant à passer le Mincio, alors que nous étions telle- « ment éparpillés, j'étais moi d'un avis contraire à celui « du général La Marmora ; mais il a voulu qu'il en soit « ainsi. Il était impossible de rester sur le Mincio. Le « général Bottaco, par exemple, a déclaré que votre divi- « sion était hors d'état de tenir. »

Je répondis qu'il ne s'agissait pas de tenir ou de ne pas tenir. On sait que le lendemain d'une bataille perdue, les

troupes ne sont pas en état de combattre ; mais le point essentiel, c'était que les Autrichiens ne songeaient pas à la poursuite, et par conséquent, il était inutile d'abandonner le Mincio.

A cela, le général Petitti objecta : « Mais ils ont pourtant passé le Mincio. »

Je répondis qu'ils l'avaient fait six ou huit jours plus tard, lorsque nous nous fûmes retirés derrière l'Oglio.

Enfin, je terminai cet entretien en disant que j'avais conscience de l'injustice avec laquelle on me traitait et que j'étais mortifié, peiné, froissé de voir qu'après avoir fait mon devoir à Custozza, après m'être fait mitrailler, moi et mon état-major, j'étais précisément mis de côté et écrasé par celui-là même qui ne rougissait pas d'être resté tranquillement assis au café de Villafranca.

Depuis quelque temps déjà, j'ai pris la résolution de donner ma démission lorsque la guerre sera finie. Je ne l'enverrai pas maintenant. Je ferai mon devoir jusqu'au bout, mais le pays nous jugera tous en dernier ressort.

Quant à moi, je suis fataliste. Peu m'importe d'être avec l'un plutôt qu'avec l'autre. On trouve souvent la bonne fortune là où on croyait ne devoir rencontrer que des déboires...

« Mais du reste, ajouta Petitti, le général La Marmora « ne songe même pas à vous adresser le moindre reproche « au sujet de votre conduite ou de vos venues au grand « quartier général. Au contraire, il est presque certain « qu'il confiera à votre division quelque mission spéciale ; « par exemple, la conquête du Tyrol, parce qu'il sait, tout « comme Cialdini et Della Rocca, que vous la commanderez toujours bien. »

Comme je ne recherche ni ne veux une position qui me mette personnellement en relief, en repassant froidement dans mon esprit, pendant mon voyage de Ferrare à Parme, tout ce qui venait de se passer, je ne peux m'empêcher d'éprouver une certaine satisfaction des reproches immérités qu'on m'a adressés. Je me rappelle aussi que le général Petitti m'a dit au cours de cet entretien : « Mais tout

« le monde est sujet à commettre des fautes à la guerre. « Vous, par exemple, en 1859, vous étiez partisan de la « retraite sur Acqui. »

Ce nouveau reproche m'a fait mal. C'est par trop fort. Comment ! Je retournais à San-Salvatore le soir, lorsqu'on donna l'ordre de la retraite. Je rencontrai Colli qui ramenait les voitures du grand quartier général. Je lui demandai ce que cela voulait dire, et je connus par lui notre triste situation. Je me rappelle qu'en entrant au quartier général, je me croisai avec Piola, et que tous deux, nous nous arrachâmes les cheveux, à la pensée de cette retraite[1]. ..... *Et maintenant, on prétend que j'étais partisan d'un pareil mouvement !*

Je me rappelle encore que, dès qu'on eût donné le contre-ordre, je fis monter à cheval un officier que j'envoyai au quartier général de la 2e division qui était à Valenza, en lui recommandant de faire brûler, avant l'ouverture de l'enveloppe, l'ordre qui avait trait à la retraite rien qu'afin d'empêcher l'armée d'avoir connaissance de cette honte. Mais d'autres divisions postées plus loin l'avaient déjà lu...

« Ce que vous me dites me fait grand plaisir, me répon- « dit Petitti, parce que, depuis six ans, c'est sur vous « qu'on faisait retomber cette tache. N'étiez-vous pas alors « chef du bureau des opérations militaires? Parfait, une « fois la guerre finie, nous rechercherons les pièces[2]. »

1. Cf. chap. IV, *San Martino*, à la date du 3 mai.

2. Nous croyons que, malgré cette promesse, on ne procéda jamais à ces recherches. Nous avons interrogé, à propos de la responsabilité supposée que le lieutenant-colonel Govone aurait encourue en ce qui a trait à la retraite projetée sur Acqui, le colonel Fabris, dont voici la réponse :

« Rome, 5 novembre 1901.

« Les renseignements relatifs à la part prise par Govone lors de l'envoi de l'ordre de retraite sur Acqui, rôle qu'il aurait joué et dont, du reste, le général Della Rocca assume entièrement la responsabilité (voir *Autobiografia*), manquent ou du moins n'ont pu être retrouvés. *Il peut se faire* que, comme ce projet avait eu pour origine la fausse nouvelle de l'établissement d'un pont, etc., etc., et comme Govone était chargé du service des renseignements, ceux qui ignoraient la façon dont marchaient les choses aient rejeté sur lui la responsabilité de ce fait et qu'on ait rapporté de la sorte un bruit sans autre fondement, un bruit qui courait, en 1866, dans les

« *A cette époque, je n'étais chargé que des opérations dirigées vers le Mella ou le Serio (je ne sais plus exactement vers lequel de ces deux cours d'eau), et ce fut exceptionnellement seulement qu'on m'employa à la préparation des ordres de marche sur Palestro, Vinzaglio et Galliate, mouvement qui manqua, parce que le corps de Canrobert s'engagea sur notre route, au lieu de tenir celle qui lui avait été attribuée et qu'il avait acceptée. Oh ! ces calomnies de Don Basile qui brisent la réputation d'un homme !*

« *A cinq heures et demie, j'arrive à Parme et je vois Bixio à la gare.*

« *Le* 16 *au soir, je présente mes hommages au café Cavour, à Parme, au prince Humbert, que je me permets de féliciter de sa brillante conduite à la bataille du* 24. *Le prince me raconte différents épisodes de la journée et me dit qu'il brûlait d'impatience d'accourir à Custozza, et qu'il était profondément irrité.......*

. . . .

« *Je me rappelle à ce propos que la première réponse que mon commandant de corps me fit, le* 24, *lorsque je demandai des renforts, consista à me dire de me retirer par la Gherla sur Valeggio, lorsque je verrai qu'il m'était impossible de tenir plus longtemps. Après ce bon conseil, j'ai pu tenir encore quelques heures, mais ce bon conseil me fut inutile plus tard, puisque la* cascina (*ferme*) *Gherla est à mi-portée de fusil et plus bas que Custozza. Comment ma division aurait-elle pu se retirer par la Gherla, une fois les Autrichiens maîtres de Custozza.* »

« **17 Juillet...** *Néant. Ma division, dont personne ne veut, part demain pour Ferrare. — Entre temps, j'écris au*

antichambres du quartier général. Mais, comme je l'ai dit, c'est une simple *hypothèse*. En tout cas, la nouvelle de l'établissement du pont a été donnée par le commandant de la cavalerie. »

On voit donc qu'on ne saurait faire retomber sur Govone ni la responsabilité directe d'un fait imputable à un autre, ni même indirectement celle qui résulte de l'influence exercée par une fausse nouvelle sur les décisions du commandement, fausse nouvelle qui n'émanait pas de son service.

général Petitti pour lui déclarer officiellement que mon état-major et moi nous sommes complètement étrangers à la publication du « Sole » *qui a eu le don d'offenser le général Della Rocca en admettant toutefois que la vérité soit une insulte. Il faut croire que ce devaient être de bien vilaines choses, celles dont le récit suffit à constituer une offense.* »

FRAGMENTS DE MÉMOIRES ÉCRITS EN FRANÇAIS A BERLIN

8 août 1866... *Pendant les opérations actives des Prussiens, savoir pendant leur marche pour déboucher des défilés en Bohême,* 1° *ils laissaient les bagages en arrière. Un seul chariot à deux roues et deux chevaux portant les munitions du bataillon et les coffres d'ambulance suivait chaque bataillon. Tout le reste en arrière;* 2° *le soldat ne portait point de* sac. *On les déposait dans une ville et on les faisait ensuite suivre sur des voitures de réquisition. Quelle différence avec nous le* 24!

Autre remarque. En Italie notre état-major faisait un mystère aux divisions d'un corps de ce que faisaient les autres divisions. J'ai même écrit à ce propos à Petitti après en avoir parlé d'avance inutilement. La Marmora avait répondu fina a na certa mira (jusqu'à un certain point)![1] *J'ai appris qu'avant chaque combat le Prince Frédéric-Charles parcourait ses divisions et il leur disait quel était le mouvement d'ensemble que l'armée faisait et quel*

1. Lettre au général Petitti, de Mariana, 8 juillet 1866. Le passage auquel le général Govone fait allusion est le suivant :

« Le 24, afin de savoir s'il y avait des Autrichiens sur un point assez éloigné, à la Berattara, d'où on tirait sur nous, je dus examiner les éclats d'obus. Je vous dis cela, mon Général, parce que, s'il est nécessaire de tenir secrets les mouvements préparatoires, il faut absolument, quand on est près de l'ennemi et qu'il peut y avoir rencontre, que *chacun sache tout ce que font les autres.* C'est chose indispensable afin de pouvoir marcher au canon, demander des nouvelles et du secours ou en donner, enfin battre en retraite quand on ne peut plus tenir. »

était le rôle de la division. De cette façon il intéressait tout le monde à la réussite de l'affaire. Voilà ce qui s'appelle avoir du bon sens et posséder l'intuition de la guerre.

Sans unité de volonté on ne fait, on ne peut faire de grandes choses! Tiraillements, tiraillements, et rien de plus, rien de complet, rien de vigoureux et sensé en même temps. Ceci me rappelle ce que j'ai maintes fois pensé sur l'affaire des deux armées en Italie, celle du Pô et celle du Mincio. C'est une erreur, ne fut-ce que par la difficulté d'agir de concert. Au premier obstacle, tout est confusion. Ainsi après le 24. On envoie un télégramme exagéré à Cialdini. Cialdini se retire sur Modène et Bologne pour couvrir la capitale. La Marmora en est exaspéré, mais on ne peut rien y faire. Ce n'est que deux ou trois jours après qu'on découvre que le mouvement malencontreux de Cialdini tient au télégramme exagéré et on perd des jours précieux, des semaines pour se concerter et pour corriger la faute. Ainsi, pas de division de forces devant l'ennemi.

Les principes élémentaires sont bons et justes, même étant élémentaires. On ne commet pas d'erreur impunément devant l'ennemi, à moins que l'ennemi n'en commette de plus grande encore, comme il est arrivé à Benedeck, ce sur quoi on ne peut pas et l'on ne doit pas compter.

Je ne vois rien de plus décisif pour confirmer ma thèse que la relation (publiée par les journaux de juillet et qui sort de la plume de Cialdini ou pour le moins de son état-major) sur les opérations du IVe corps, lisez armée de Cialdini.

On y dit que le passage du Pô est une opération difficile, presque impossible, et puis on la propose, on la prône, on y tient (on y tient encore, à ce que m'a dit La Marmora, quand je soutenais de faire venir Cialdini se joindre à nous). — Malgré tout cela, nous voyons Petitti soutenir que le plan de campagne était admirable et parfait. Mais alors, où est la vérité? à quoi servent les principes? à quoi sert l'expérience, la dure expérience qu'on en a faite? Je dois penser que mon cerveau, que mon jugement sont les plus mal tordus qu'on puisse imaginer.

Peut-être est-ce vrai? Mais en tout cas je suis en bonne compagnie... car tous les militaires intelligents avec qui j'en ai parlé m'ont dit la même chose et partageaient mon opinion.

Mais Cialdini? C'est sans doute notre premier capitaine. Il voit juste, il calcule mieux; c'est le seul qui est capable de commander une armée. Là, cependant, il s'est trompé; trompé en ceci, qu'il croyait la chose si sûre, si facile de battre les Autrichiens que certaine précaution était inutile. Bien — peut-être avait-il raison. Mais sans doute il ne l'avait plus lorsque nous avions trouvé moyen de nous faire battre le 24. Alors il fallait de suite se concentrer: où? Sans doute sur le Mincio, car le passage du Pô était « presque impossible ». *Si la détermination de persister à rester sur le Pô était dictée par la connaissance qu'il avait de la retraite des Autrichiens sur Vienne, ce serait autre chose. Mais non, cette retraite ne fut soupçonnée que le* 9 *juillet et sue que plus tard. Depuis le* 25 *juin jusqu'aux premiers jours de juillet, Cialdini devait se ranger au parti de marcher sur le Mincio. On aurait pu repasser ce fleuve et l'Adige derrière les Autrichiens qui s'apprêtaient à abandonner l'Italie. On les aurait poursuivis l'épée dans les reins, on aurait évité les reproches des Prussiens; la campagne aurait tourné autrement. Ce ne fut pas ma faute si on ne le fit pas; mais c'est vrai qu'on me dit après:* mé car sgniour chiel, as dà trop mouviment e pi nsun a l'ouveul[1].

Ah, la bataille de Lissa! Que cela pèse aussi. Eh bien, un jour La Marmora me dit à Torre Malimberti ou à Acquanegra vers la fin de juin ou les premiers jours de juillet « Persano ne fait rien. Maintenant il prétend qu'il n'a pas mes instructions. C'est un mensonge, car je lui ai dit de faire ce qu'il peut dans l'Adriatique, d'attaquer même Pola, de le prendre, s'il le peut; seulement j'ai réservé Trieste et Venise qu'il ne doit pas attaquer sans mes

1. Dialecte piémontais. « Mon cher, vous vous donnez trop de mouvement et personne ne veut plus de vous. »

ordres. Il me semble que, quand on a toute l'Adriatique pour sbizzarrirsi, *on ne peut pas dire qu'on manque d'instructions.* »

Plus tard, le 19 *juillet, dans les quelques heures que je passais avec le baron Ricasoli à Ferrare, pour me disposer à ma mission à Nikolsburg, on parla de la campagne du Tyrol et de Trieste. Je lui dis que j'avais espéré qu'on aurait fait un débarquement à Trieste; que le général La Marmora y paraissait disposé, mais que Petitti m'avait dit, vers le* 16 *ou* 17, *que la mer n'était pas encore à nous. Sur cela j'ajoutai au baron : Mais pourquoi a-t-on donné le commandement à Persano? Toute l'armée de terre et de mer le connaissait pour avoir peur des balles. Pourquoi ne pas prendre Mantica? La Marmora dit que c'était un original. Mais je suis sûr que si on avait été le prendre par le bras et si on lui avait dit:* « Il s'agit de l'Italie », *il aurait accepté le commandement.*

Le baron Ricasoli me répondit : « *Quant à la responsabilité d'avoir donné le commandement à Persano, elle ne nous appartient pas. Nous avons cependant la responsabilité de le lui conserver, et d'ailleurs je ne me plains pas de ce que vous dites à ce propos. Il s'agit d'intérêts trop considérables pour que vous ne puissiez dire librement votre opinion... Mais voilà tout ce que nous avons pu faire : nous avons donné à Persano un délai, un court délai pour agir. Après cela s'il ne fait rien, il remettra le commandement à un autre.* »

Cela est une erreur : il suffit de se rappeler de l'amiral de Villeneuve: d'abord indécis, il fait manquer les combinaisons de Napoléon. Reproché pour cela, il agit sans conviction, sans calcul, à contretemps et se fait détruire à Trafalgar...

Cependant, cette idée ne me vint pas, dans ma conversation avec le baron. Car notre flotte était si supérieure que je croyais, comme tout le monde, qu'il suffit d'agir pour vaincre, et je pensais que, si Persano pouvait être tiré de son inaction, le reste irait de soi-même.

Mais non...

C'était le 19 que j'avais ce dialogue. Le 20, Persano se faisait battre et le faisait par couardise! Honte sur lui! Malheur pour l'Italie, innocente de tant de crimes, elle qui a donné son dernier sou, tout en ayant faim, pour l'honneur et la gloire du pays!

CHAPITRE X

NIKOLSBURG

Lissa n'avait pas encore brisé dans les mains des Italiens leurs dernières armes et chassé de leurs cœurs leurs dernières espérances, lorsque le général Govone, envoyé en mission secrète au quartier général du Roi de Prusse, quitta l'armée. Il était chargé de s'opposer à la conclusion de l'armistice et d'obtenir, grâce à la continuation de la guerre, la possibilité pour l'Italie de prendre sa revanche. C'était lui qui, le premier, allait avoir la douleur de sentir peser sur lui le poids du discrédit que, plus encore que la défaite elle-même, l'impardonnable et inconcevable inertie, dans laquelle on s'était complu pendant les semaines qui suivirent Custozza, avait jeté sur l'Italie. C'étaient cependant cette alliance et l'inébranlable loyauté avec laquelle l'Italie était restée fidèle à ses engagements qui seules avaient permis à la Prusse d'oser jouer cette grosse partie, c'était l'armée italienne qui avait retenu au moment le plus critique une grosse partie, la partie la plus solide de l'armée autrichienne, loin des champs de bataille de la Bohême, et, bien que ses généraux n'eussent pas été à hauteur de la tâche qui leur incombait, l'armée italienne n'en avait pas moins eu à lutter contre des difficultés locales bien autrement sérieuses que celles qu'avaient rencontrées ses alliés. Mais ils étaient vainqueurs et l'Italie était vaincue et, plus encore que la

lourde main allemande, l'inexorable logique des faits devait lui faire sentir la tristesse de sa situation.

C'est cette seconde mission que le général Govone raconte en détail dans le *Journal* que voici [1].

19 juillet... *Appelé par le roi à Ferrare. — Ricasoli et Visconti-Venosta me donnent mes instructions pour ma mission. — Départ pour Turin à dix heures soir. — Arrivée le 20 à une heure et demie de l'après-midi.*

20 juillet... *Je pars à onze heures du soir pour Paris. — J'arrive à Paris le 22 à six heures vingt-cinq du matin. Je trouve Ressmann à la gare. — Nouvelles. — Bataille navale. — La Prusse a accepté les bases proposées par la France et a consenti à un armistice de cinq jours accepté également par l'Autriche. — Grâce à l'habileté de Bismarck, l'Italie n'est pas comprise dans cet armistice. — L'empereur est plus calme, mais il paraît qu'il voulait armer contre la Prusse.*

Je pars le 22 à sept heures trente du matin pour Berlin où j'arrive le 23 à sept heures du matin. J'y reste jusqu'à onze heures du soir et je repars pour le quartier général du roi.

Conversation sur le colonel Döhring. — Il me dit que les victoires prussiennes sont dues en bonne partie à la chance. — Moltke ne voulait pas de la formation des deux armées de Neisse et de Saxe dont la constitution se fit sous le poids de l'influence du prince royal. — On a été stupéfait de voir que Benedeck ne marchait pas sur Görlitz. — Gablenz avait battu les Prussiens qui débouchaient par Trautenau, mais il les poursuivit, et, le lendemain, le prince royal tomba sur son flanc. — Moltke déploya beaucoup d'énergie et fit marcher les troupes malgré leur fatigue et bien qu'elles aient manqué de pain pendant trois jours. — Il paraît qu'une partie de l'armée d'Olmütz s'est retirée sur K.....

1. Ce journal, rédigé partie en français, partie en italien, se compose de feuillets séparés, pour la plupart écrits en chemin de fer. Le général ne les a ni revus ni corrigés et nous les reproduisons tels quels.

24 juillet, matin... *Quitté le chemin de fer à Görlitz. — Difficulté de trouver une route pour aller au quartier général prussien, parce qu'elle est encore interceptée par les forteresses. — On me fait prendre enfin la route de Reichenberg. Arrivée à Prague à onze heures et demie du soir. Auberge de Prague !*

25 juillet, six heures et demie du matin... *Départ en chemin de fer pour Brünn. — Arrêts sans fin. — Arrivée à Brünn le vingt-six à une heure et demie. — En route, conversations militaires. — Jugement sur Benedeck. — Tous les officiers prussiens parlent de l'énorme chance qu'ils ont eue. — Ils ne comprennent pas pourquoi les petits États allemands n'ont pas concentré leurs forces. — Il paraît qu'ils n'étaient pas prêts par suite de leur organisation défectueuse. — De ce côté, les combats n'ont pas été sanglants. — Un colonel qui était à cette armée prussienne prétend que deux bataillons prussiens repoussèrent une brigade (bavaroise, je crois?) sans avoir un seul blessé et en lui mettant* 500 *hommes hors de combat. Ce ne peut être vrai.*

26 juillet... *Le commandant de place me procure une voiture. — Départ à sept heures et demie pour Nikolsburg. — J'arrive à deux heures de l'après-midi.*

Bismarck a fait du chemin. Il a conclu son armistice et des préliminaires de paix sans nous consulter et sans en informer Barral, et on signera ce soir.

Je vois Bismarck à deux reprises. — Je rends compte dans mes dépêches de mes entretiens avec lui[1]*. Parlant de nous, il me dit :* « MAIS LE TYROL, CONSERVEZ-LE POUR LA BONNE BOUCHE. » — *Il m'interroge sur la question de Rome ; il espère peut-être que* « NOUS NOUS BROUILLERONS AVEC LA FRANCE ». *Je lui réponds qu'il sera facile de trancher cette question.*

Il se plaint de nos opérations et me dit : « MAIS SI ON

1. Voir à l'*Appendice*.

AVAIT SUIVI VOTRE PLAN DE CAMPAGNE, LES CHOSES AURAIENT PU MARCHER ». *Barral, qui assiste à l'entretien, me demande ensuite quel était ce plan...*

Sur la bataille de Königgrätz, Bismarck me dit : « Quand le prince Frédéric-Charles eut engagé son artillerie, nous voyions que l'ennemi était plus fort et on voulut ne pas engager l'infanterie jusqu'à l'arrivée du prince Royal. Mais Frédéric-Charles avait déjà fait avancer une division et il fallut la soutenir. Mais après quelque temps, nous n'avions plus qu'une division en réserve et, si en ce moment l'ennemi avançait, il nous aurait enfoncé le centre. On attendait avec impatience le prince Royal.

« J'ai dit à quelqu'un qui me demandait mon opinion sur la bataille, qu'il me semblait être un joueur de lansquenet qui avait mis un enjeu d'un million sans avoir de quoi payer. Puis je demandais à Moltke s'il savait bien ce que nous avions devant nous, s'il savait combien s'étendait le mouchoir dont avions, nous, un bout devant nous. Il m'a répondu : « Peut-être nous avons trois corps, peut-être toute l'armée. » Car les positions dominaient et étaient masquées et retranchées. Je dis que je ne savais pas si nous avions les moyens de vaincre ce jour-là. Il me répondit : « Je crains seulement que l'ennemi nous échappe. »

Finalement, je vis avec mon excellente lunette comme une rangée d'arbres. Puis cela avançait, puis l'ennemi dirigea son feu là. — Enfin, point de doute, c'était le prince royal.

Anecdote du tourbillon de cavalerie. — Danger du roi. — Bismarck veut le faire éloigner, il tombe pire — alors il lui prend les brides et le fait éloigner. — Enfin Bismarck, lui aussi, parle du bonheur qu'on a eu dans toute cette campagne.

27 juillet... *Nouveau télégramme. — Nous apprenons préliminaires signés. — Après diner du roi auquel je suis invité, Sa Majesté me fait entrer dans sa chambre. — Conversation désormais inutile. Sa Majesté me parle de la Pro-*

vidence ; il est étonné de ce qui est arrivé. Quelle chance !

28 juillet... *J'envoie un télégramme au roi à Ferrare. Le soir, en ayant vu le texte des préliminaires, je prie Barral d'envoyer* per extenso *l'article blessant qui nous regarde — Bismarck manque de procédés. C'est trop fort. Mais ils sont vainqueurs et nous sommes vaincus !...*

Télégramme en commun.

29 juillet... — *Le roi nous invite Avet*[1] *et moi à la revue du corps d'Herwarth de Bittenfeld qui a lieu le* 30. — *Je parle à tout le monde du fusil, — on le dit excellent, mais on lui refuse une importance décisive dans les combats qui ont eu lieu. — Je parle de la jonction ; tous me disent qu'elle a donné des inquiétudes...*

Enfin, ce que je vois bien clair, c'est que toute la victoire est due aux bêtises de Benedeck. Au lieu de marcher sur Görlitz, il attend. — Il engage des corps isolés qui sont repoussés. — Bonin bat déjà en retraite poursuivi par Gablentz, quand paraît la garde du corps du Prince Royal, qui le coupe et l'enfonce. — Alors la jonction se fait en battant en plusieurs endroits des corps autrichiens. — Dès lors, les troupes autrichiennes se trouvent déjà ébranlées à Königgrätz. — Cette bataille est gagnée par cela et par la circonstance que la désunion même des deux armées prussiennes tourne en bien et porte le prince royal sur le flanc des Autrichiens au milieu de la bataille ; car les pertes des Prussiens sont minimes ; on dit de 7 *à* 10.000 *hommes hors de combat. Les Prussiens ont réussi. — Leur plan défectueux sera trouvé superbe. — Pendant toute la campagne, quelques régiments seulement ont eu des pertes considérables. Un régiment a perdu* 30 *officiers et* 600 *hommes et c'est le plus, mais c'est beaucoup. — Les Autrichiens seront jugés et ont été en effet bêtes.*

30 juillet... *Revue d'Herwarth. Ce général me fait l'effet*

1. Le comte Henri Avet, colonel d'état-major (plus tard général-major), avait suivi en qualité de commissaire du roi les opérations des Prussiens en Bohême.

d'un brave homme mené par son chef d'état-major; — trois divisions d'infanterie, une de cavalerie, vingt-trois batteries. Magnifique! Dîner royal, toasts touchants. — Larmes du jeune prince d'Oldenburg. — Routes abominables. — L'Autriche est barbare! — On arrive à dix heures sur place. — Quatre divisions avec vingt-quatre pièces chaque, plus quarante-huit pièces, réserve de chaque corps de deux divisions. En tout quatre-vingt-seize pièces par corps, et une division de cavalerie composée de douze régiments, dragons, hussards, hulans et cuirassiers. De cent à cent vingt chevaux par escadron et quatre escadrons par régiment. C'est très beau, très belle l'artillerie, etc.

Déjeuner chez le prince Frédéric-Charles. Toasts touchants. — Larmes du roi, du prince Charles. — Le prince Frédéric-Charles dit : « L'armée a fait son devoir puisqu'elle a conduit le roi dicter la paix à l'Autriche aux portes de Vienne. Mais elle n'a fait encore tout ce qu'elle est capable de faire... Que le roi demande et il verra! »

Ce fut admirable. Le roi est ému et verse des larmes en embrassant le prince Frédéric-Charles et en tordant ses moustaches. Le prince Charles pleure et voulant ici expliquer les paroles de son fils ne peut terminer la phrase.

ANECDOTES SUR L'ESPRIT MILITAIRE DES PRUSSIENS. OPINIONS DE TRESKOW SUR LES OFFICIERS DE LA NOBLESSE [1].

Le général Hetzel, du corps d'Herwarth (armée de l'Elbe m'avait dit qu'il pensait que la guerre éclaterait avec la France.

Le général Fransecky qui a eu 2.500 *hommes perdus sur* 12.000, *à Königgrätz me dit que l'alliance de l'Italie et de la Prusse était naturelle comme celle de la France et de l'Autriche. On préconise enfin partout la guerre avec la*

1. Cf. dernier paragraphe du *Mémoire* sur la campagne des Prussiens en 1866. Note écrite le 2 août 1866 en chemin de fer de Brünn à Prague (p. 297).

France. Fransecky fut inquiet au sujet de la jonction. Il croit que le fusil à aiguille est excellent et qu'il a eu de l'influence dans les combats partiels.

Le prince de Reuss, ex-ministre à Munich, dit la même chose. Il me parle de von Pfordten, un doctrinaire qui a malgré tout voulu rester fidèle au droit fédéral et qui après avoir été battu fut étonné que tout ne rentrait pas dans l'ancien ordre et qu'on lui demandait du territoire !

Pfordten a dit à Barral : « Voyez cette Autriche ! Elle nous avait promis 800.000 *combattants et de grandes victoires ! »*

Enfin je vois bien clairement que Dieu aveugle qui il veut perdre, que tout ceci est la marche de l'humanité, que, l'époque des nationalités étant arrivée, il se trouve pour l'Italie, Victor-Emmanuel, Cavour et Garibaldi ; pour la Prusse, Bismarck et les fusils rayés ; pour l'Autriche, la banqueroute et Benedeck.

La Prusse va faire l'unité allemande. La Bavière et les autres petits états se rangeront désormais du côté de la Prusse qui est plus forte et laisseront l'Autriche qui les livre aujourd'hui. — Que deviendra l'Autriche ? Si elle confinait avec des races homogènes, la Bohême se détacherait, mais l'Allemagne n'en veut pas, et la Bohême ne veut pas de l'Allemagne, étant tchèque. Le centre de l'empire devra aller à Pesth, car c'est là qu'est désormais la force de la monarchie et l'empire sera une espèce de confédération de races différentes !

Le 31 juillet, au soir... *Avet et moi, nous retournons à Nikolsburg ; plus de Barral, plus de Benedetti, aucune lettre. — A-t-on répondu d'Italie à nos télégrammes ? Je l'ignore. — Le mieux est que je retourne le plus tôt à Berlin et je partirai aujourd'hui pour Brünn, malgré l'invitation du roi de partir demain et de faire ensemble la route de Berlin. Avet m'a raconté ses embarras, ses chagrins. Il m'a aussi dit que, quand on craignait l'intervention de la France et quand on avait le Rhin dégarni, Bismarck lui a dit : « Mais c'est aussi d'après les conseils du général Govone que nous avons*

dégarni le Rhin; — mais nous avions le droit de croire que l'Italie aurait poussé la guerre avec vigueur, qu'elle débarquerait à Trieste et on ne fait rien !

1er **août...** *Conversation avec le comte de Bismarck.*

MÉMOIRE ÉCRIT AU CRAYON LE 2 AOUT AU MATIN A BRUNN ET DANS LE TRAIN DE CHEMIN DE FER DE PRAGUE POUR EN FAIRE UNE DÉPÊCHE AU GOUVERNEMENT [1].

INVITÉ *par le roi, j'ai assisté aux revues de Lansendorf et de Gensensdorf.*

Le 31 *au soir, nous fûmes de retour à Nikolsburg par une pluie atroce. Le* 1er *août, je reçus l'invitation de la part du roi de m'arrêter à Nikolsburg jusqu'au* 2 *et de me rendre le* 2 *à Brünn, où Sa Majesté se rendrait déjà le* 1er *août avec deux seuls aides de camp pour une revue qu'il passerait le* 2 *à une fraction de l'armée du Prince Royal. J'ai fait remercier Sa Majesté et suis parti le* 1er *pour Brünn et pour Berlin aussitôt, sans attendre le convoi royal.*

Avant de partir, je me rends le 1er *chez le comte de Bismarck.*

Je lui dis: « Le comte de Barral m'avait fait espérer qu'il m'aurait laissé une lettre à Nikolsburg. Comme il est parti sans rien laisser, j'ignore si j'ai été chargé de quelque communication à Votre Excellence de mon gouvernement. Peut-être le comte de Barral a-t-il eu occasion de faire lui-même des communications ? »

Le comte de Bismarck me répondit : « Mais vous ne savez pas qu'il m'a annoncé l'acceptation du gouvernement de Florence de l'armistice à commencer du 2 *août pour quatre semaines ? »*

1. Cette note a servi de base à la dépêche du général, en date du 7 août.

Et sur cela il me lut la lettre officielle du comte de Barral. La base de l'armistice est l'uti possidetis *du territoire. Qu'on ait commis la faute à Ferrare de renoncer au gage de Vérone pour conserver le Tyrol !*

Ensuite Son Excellence me lut les télégrammes échangés depuis le commencement de la médiation française entre Napoléon III et le roi de Prusse.

L'empereur dit : « Les glorieux succès de l'armée prussienne et les grands avantages qu'elle vient d'obtenir ne me permettent plus de conserver mon rôle d'abstention complète. L'affectueuse confiance que Votre Majesté a toujours eue en moi me fait espérer qu'après avoir donné à son armée de si glorieux souvenirs, elle ne se refusera pas à s'entendre avec moi pour un armistice et pour des bases qui assurent à ses peuples et à l'Europe les bienfaits de la paix, etc... Déjà l'Empereur d'Autriche m'a cédé la Vénétie, etc... »

La réponse du roi qu'il m'a lue accepte en principe l'armistice déjà proposé par Gablentz... si l'Italie accepte... etc., etc.

« Le dernier télégramme de l'Empereur Napoléon du 25 *au* 28 (?), *m'a dit le comte de Bismarck, s'exprime d'une manière nerveuse. Il nous demande de lui déclarer si nous acceptons enfin la médiation et l'armistice, oui ou non. Je crois que la France allait éclater. »*

Et il me répéta les raisons de la suspension de la guerre, qui sont le choléra, les difficultés des opérations, le climat de Hongrie et notre éloignement du Danube de 20 *à* 25 *marches.*

Il me lut ensuite une déclaration de M. Benedetti qui dit : « Je suis autorisé à déclarer à Votre Excellence que la Vénétie est désormais acquise à l'Italie et que partant rien ne s'oppose à l'armistice et à la conclusion de la paix. »

Je dis à M. de Bismarck que, sans lui adresser une demande officielle dont je n'étais nullement chargé, je le priais de vouloir me dire ce que je devrais répondre à Florence dans le cas qu'on me demandât quelle signification le gouvernement prussien donnait à la déclaration demandée

à la France et qui avait donné lieu à la dépêche de M. Benedetti qu'il venait de me lire. J'ajoutais que Son Excellence n'ignorait pas qu'en Italie l'opinion publique gouvernait par la Chambre ; que cette opinion publique était d'autant plus susceptible que la fin si prompte de la guerre n'avait pas laissé le temps à l'Italie de développer ses forces et d'employer les moyens considérables dont elle disposait. Que l'opinion publique repoussait une trop grande ingérence de la France dans nos affaires. Que l'empereur Napoléon avait si bien apprécié la légitimité de ces sentiments, que dans les propositions qu'il fit à Ferrare pour les préliminaires de paix, il avait déclaré que la Vénétie reviendrait à l'Italie par un plébiscite. Qu'ayant cependant proposé de nous faire remettre Vérone comme gage pendant l'armistice, le gouvernement italien n'était pas disposé à admettre pour cette occupation l'intervention du général Le Bœuf mise en avant par la France, quoique ce général n'eût d'autre mission que de constater le départ de Vérone de la garnison autrichienne et de nous en prévenir pour que nous la remplacions sans même rédiger aucun procès-verbal. Que partant la nation italienne pourrait s'étonner de l'ingérence que le gouvernement prussien avait donnée à la France en provoquant la dépêche de M. Benedetti.

Le comte de Bismarck me répondit que la Prusse, ayant reçu, par la première dépêche télégraphique de la France qu'il m'avait lue, la déclaration que l'Autriche avait cédé la Vénétie à l'Empereur, il devait avoir un document qui constatât que la Vénétie était acquise à l'Italie et non pas à la France. Que telle était la signification de la demande faite à M. Benedetti et que d'ailleurs la dépêche de Benedetti était un document de chancellerie que l'Italie pourrait ignorer.

Je répliquai à M. de Bismarck qu'on m'avait fait supposer que dans les préliminaires de paix il se trouvait un article rédigé dans le même sens de la demande faite à M. Benedetti et que ces préliminaires ne resteraient probablement pas secrets.

Le comte de Bismarck me répondit que cet article avait eu dans sa pensée la même signification et la même portée, qu'il m'avait exposée à l'égard de la dépêche de M. Benedetti, savoir de constater que la Vénétie appartenait à l'Italie et non pas à la France.

« Mais, dis-je encore au comte de Bismarck, est-ce qu'une déclaration de l'Italie n'aurait pas eu pour la Prusse la même valeur? »

« Oui, sans doute, me répondit le comte de Bismarck, et si j'avais pu supposer que l'Italie pourrait être choquée de la forme de l'article en question, j'aurais évité de l'introduire dans le texte des préliminaires. Je le regrette sincèrement, mais la faute en est au comte de Barral. Je lui dis un jour : « Ce soir le comte Karolyi sera ici pour traiter des préliminaires de paix ; la première conférence aura lieu et je vous invite à y assister. » Le lendemain, je lui ajoutais que tous les plénipotentiaires autrichiens étaient arrivés et qu'il y aurait une autre réunion. Il ne voulut pas y assister, car il était sans instructions. S'il m'avait dit aux conférences que l'article en question ne convenait pas à l'Italie, nous aurions évité cela. »

Ensuite le comte de Bismarck m'a dit qu'il espérait que l'alliance de la Prusse avec l'Italie durerait après la paix, et me fit lire un télégramme adressé à M. d'Usedom, où il disait de déclarer à Florence que, si des complications venaient à se produire pendant les négociations ou après la paix, il serait tout disposé à prendre avec l'Italie d'autres arrangements et à donner plus d'extension que dans le traité du 8 avril aux avantages *que l'Italie réclamait.*

Il étudiait ses paroles et il évita de rien dire sur la portée de cette extension, *mais il sera bon pour l'Italie de ne pas courir, dans de pareilles éventualités, au-devant de la Prusse, de faire désirer son alliance afin d'obtenir et le Tyrol et l'Istrie, car mon impression est que M. de Bismarck pourrait faire des difficultés à l'égard de cette dernière province.*

M. de Bismarck me dit encore : « Quand les premières propositions de médiation de la France me parvinrent, je pensais qu'il fallait accepter en principe pour empêcher la France d'éclater. Mais j'ai dit aux généraux que je me faisais fort de gagner dix jours en négociations en subordonnant mon acceptation à celle de l'Italie pour arriver à Vienne et donner du temps aux Italiens. Moltke me demanda quinze jours. Nous en avons gagné dix-sept du 5 juillet au 22, jour de la signature de la première suspension d'armes. Mais il fallut accorder deux jours de repos aux troupes à Brünn, pour donner le temps aux trains de vivres d'arriver, et on ne put atteindre Vienne. Nous avons calculé qu'il faudrait à l'Italie vingt à vingt-cinq jours pour atteindre le Danube, et alors je ne crus pas possible d'éconduire encore aussi longtemps la France. Son dernier télégramme nous mettait en demeure de répondre si oui ou non nous acceptions enfin sa médiation et l'armistice.

« L'empereur, ajouta le comte de Bismarck, qui était si calme par le passé, paraît aujourd'hui être pris des nerfs. »

Je répondis qu'en France on commençait à jeter le ridicule sur sa médiation et que l'empereur pourrait bien supporter la haine, mais non pas le ridicule.

Le comte de Bismarck me dit qu'il était bien aise que nous fussions débarrassés de la question vénitienne avant que celle de Rome nous tombât sur les bras. Il me semble qu'il a un secret espoir que cette dernière question altère nos rapports avec la France et nous rapproche davantage de la Prusse, car il me parla autrefois de la question de Rome, et j'en eus cette impression.

Enfin, le comte de Bismarck me parla des fusils à aiguille demandés par notre gouvernement. Il me dit qu'on avait d'abord adhéré; qu'ensuite, le ministre de la Guerre avait fait des objections, car les landwehrs qui avaient eu à combattre les Hanovriens, se plaignaient de leurs anciens fusils Minié et leur attribuaient les fortes pertes qu'elles ont subies. M. de Roon disait qu'il risquait d'être accusé par l'armée et le pays s'il se dessaisissait de fusils à ai-

guille tandis que les troupes prussiennes en manquaient. Que cependant, après l'armistice, ces raisons perdaient de leur poids et qu'il avait la veille parlé au roi de cette question qui pourrait s'arranger.

Enfin, le comte de Bismarck me dit qu'on réunirait prochainement les plénipotentiaires pour négocier la paix, que vraisemblablement Prague serait choisie, et me demanda si nous y serions représentés.

J'ai répondu, qu'étant parti de Ferrare pendant que la situation connue était toute différente, je n'avais pu recevoir aucune instruction pour une situation imprévue. Que l'empereur Napoléon ayant fait des propositions à part, soit à Berlin, soit à Florence, paraissait croire à une paix séparée. Que peut-être mon gouvernement penserait qu'il est de l'intérêt commun de faire une seule négociation.

Je pris congé de M. de Bismarck, qui me dit : « Mais nous nous verrons encore à Berlin, n'est-ce pas ? »

Départ de Nikolsburg pour Brünn, excellent hôtel Pardubitz.

2 Août... *Route de Brünn à Prague par chemin de fer : départ à neuf heures quinze de Brünn, arrivée à Prague huit heures quinze du soir.*

Excellentes notes de l'Étoile bleue.

Prague est une ville qui rappelle l'Italie. Églises et ponts avec tours et clochers style italo-gothique byzantin. Comment appelle-t-on ce style en langue savante ?

MÉMOIRE SUR LA CAMPAGNE DES PRUSSIENS EN 1866

Note écrite le 2 août 1866 en chemin de fer de Brünn à Prague.[1]

Après les succès éclatants obtenus par l'armée prussienne dans sa courte campagne contre l'Autriche, on peut se

1. Cette note ne figure pas dans l'édition italienne.

demander si les opérations des Prussiens doivent être louées ou critiquées.

Sans doute, le succès à la guerre absout de tout et impose la louange. Mais si on se demande : Un général peut-il devant un ennemi fort de 200 *à* 250.000 *hommes partager ses forces en deux armées séparées de douze marches, comme le firent les Prussiens avec leur armée de Silésie du Prince Royal, de trois corps de* 90.000 *hommes, et leur armée de l'Elbe et de Saxe de* 160 *à* 170.000 *hommes (trois divisions du général Herwarth et neuf du prince Frédéric-Charles) ? On doit nécessairement dire que non. — Cependant, la campagne ayant réussi si bien, on doit justifier cette négation. — Les réponses sont faciles. C'est un axiome de guerre qu'on ne doit pas se diviser devant un ennemi puissant. Car cet ennemi doit, dans ce cas, marcher successivement contre une fraction et puis contre l'autre. Celui qui néglige ces principes évidents est coupable et celui qui en les suivant échoue n'est qu'incapable. Or, c'est précisément ce que négligea de faire Benedeck, et c'est ce que Moltke croyait qu'il eût fait. — Pourquoi Moltke se divisa-t-il ? J'ai eu avec le comte de Bismarck et ensuite avec lui, une discussion à cet égard. Il défendit, comme de raison, ce qui avait été fait. Mais le colonel Döhring me dit qu'en effet Moltke était contraire au partage en deux masses, et que cette disposition fautive était due à l'influence du Prince Royal. Tous les généraux que j'ai interrogés sur la jonction des deux armées prussiennes en Bohême m'ont tous dit unanimement, qu'ils avaient eu des inquiétudes sur la possibilité d'effectuer la jonction. Quelqu'un m'a dit qu'il avait cru un moment qu'elle ne réussirait pas. Le colonel Avet m'a dit qu'à Berlin on était très inquiet dans les cercles militaires et qu'on se demandait continuellement : Se fera-t-elle, ne se fera-t-elle pas ? Pourquoi a-t-on, en effet, stigmatisé si sévèrement le général Benedeck, si ce n'est pour n'avoir pas empêché cette jonction ? Pourquoi les militaires prussiens, généraux et officiers subalternes, s'écrient-ils tous unanimement qu'on a eu une immense fortune, si ce n'est pour avoir réussi*

dans une opération si difficile ? Or, pourquoi a-t-elle réussi? Seulement parce que Benedeck, au lieu de marcher résolument sur Görlitz, se borna à mettre des corps isolés dans les défilés pour empêcher les Prussiens de déboucher. Il fit combattre des corps isolés, s'exposa à les faire battre, les fit battre en effet et eut son armée moralement ébranlée par ces combats malheureux le jour de la grande bataille décisive.

Que serait-il arrivé, si Benedeck eût marché avec 200.000 *hommes coude à coude par Görlitz ? Le Prince Royal aurait été hors du champ de bataille. La lutte aurait été engagée entre* 200.000 *Autrichiens et* 160 *à* 170.000 *Prussiens au plus. Les Autrichiens ayant le moral relevé par le prestige d'une manœuvre habile, tous les avantages étaient alors pour les Autrichiens.*

Notons que quand le corps du général Bonin voulut déboucher de Silésie, il fut repoussé par Gablenz et battait en retraite quand le corps de la Garde, par un autre débouché, arriva à temps sur le flanc de Gablenz et dégagea Bonin. — Ce fut le premier coup de bonheur, car on n'aurait pu compter d'avance sur la réussite d'une telle manœuvre, même si elle avait été calculée et prévue, ce qui n'est pas probable. Le corps de la Garde, qui eut à faire alors avec un corps autrichien intact, ne réussit contre Gablenz que par le fait d'être arrivé sur son flanc, et au surplus il ne réussit qu'en subissant les plus grandes pertes.

C'est, à ce que je crois, le corps qui subit les plus grandes pertes dans la campagne.

Un succès en amène un autre en ébranlant le moral de l'ennemi. Ce ne furent, depuis les premières affaires, que des victoires prussiennes. Aussi, la bataille de Königgrätz ne fut-elle point acharnée. Ce fut en général une longue et grande canonnade avec la prise de quelques villages. La division Fransecky, qui a souffert les plus grandes pertes, très supérieures aux autres divisions (2.500 *hommes*)*, les a subies, d'après ce que m'a dit le général, par le feu de l'artillerie. La division occupait vers le centre un bois. Elle était*

forcée d'en conserver la lisière pour ne pas en permettre l'occupation aux Autrichiens. Il disait à ses soldats : « Nous devons tous mourir ici jusqu'à l'arrivée du Prince Royal. » Or, la lisière était à 1.200 *ou* 1.500 *pas de l'artillerie autrichienne qui faisait des ravages dans l'infanterie prussienne.*

Quand le Prince Royal parut sur le flanc droit des Autrichiens après quatre ou cinq heures de combat, les Autrichiens perdirent contenance, se jetèrent les uns sur les autres pour gagner les ponts de l'Elbe, et la déroute fut complète. Les trois divisions Herwarth perdirent dans toute la campagne 1.800 *hommes peut-être. Les pertes des Prussiens sont de* 7 *à* 10.000 *hommes en tout. Or, la seule bataille de Königgrätz aurait dû coûter* 20.000 *hommes de chaque côté. Le général Hetzel m'a dit que sa division n'avait pas combattu jusqu'alors, mais qu'il envoya en avant son artillerie avec une escorte, fit tirer par ci et par là, et alors les Autrichiens abandonnèrent leur artillerie et leur matériel, et il n'eut qu'à recueillir une riche moisson de trophées.*

Le colonel Avet m'a dit avoir vu des batteries entières abandonnées à une heure et demie du champ de bataille, et prises les jours suivants par les Prussiens. Une seule batterie de 15 *à* 20 *pièces se battit jusqu'à la dernière extrémité pour sauver l'armée en déroute. Elle avait été placée par Benedeck près des ponts avec la mission d'empêcher l'approche des Prussiens. Elle fit bravement son devoir et fut ensuite abandonnée sur place.*

Les Prussiens disent que s'ils avaient mieux apprécié la déroute de l'ennemi et eussent poussé davantage, on prenait tout... Je le crois, et cela doit servir d'instructions en cas de victoire. Poussez — poussez — poussez ! — avec quelques pièces seulement, avec quelque cavalerie, n'importe, mais poussez !!! C'est ce que j'avais dit à Bixio de vouloir faire si nous avions une victoire après le 24. *La bataille de Königgrätz doit faire réfléchir sur les résultats décisifs d'une manœuvre qui ne soit qu'un choc de front, une manœuvre telle qu'un mouvement tournant qui se manifeste*

au milieu de la journée. C'est ce qui n'a été que trop oublié après les guerres de l'Empire.

L'arrivée du Prince Royal sur le flanc des Autrichiens m'avait paru (et je l'avais dit au prince Frédéric-Charles) une heureuse conséquence de la faute originaire d'avoir l'armée partagée en deux masses éloignées. Ayant en effet demandé à Moltke si la jonction n'avait pas été difficile, il me répondit : « Sans doute elle a été difficile, mais s'étant opérée sur le champ de bataille, elle a eu des résultats plus décisifs. » Mon appréciation était donc juste, et il aurait été difficile de faire arriver 90.000 *hommes par un détour sur le flanc des Autrichiens à Königgrätz, si on avait marché en une seule masse de Görlitz.*

Le général Moltke a aussi dit au prince de Reuss, le diplomate, qui me l'a répété, que la campagne avait été faite et gagnée par les lieutenants prussiens *en faisant allusion à la bravoure des troupes qui, en forçant les défilés de la Bohême, avaient fait réussir le plan de campagne. Le plan, d'ailleurs défectueux en origine, a été aussi bien mené, aussi bien calculé que possible.*

Le comte de Bismarck m'a dit à propos de cette bataille : « J'ai toujours été persuadé que notre infanterie et notre artillerie étaient supérieures à celle des Autrichiens, mais j'étais loin de m'attendre à ce que la cavalerie le fût aussi. » Or, le prince de Hohenlohe, qui commande depuis trois mois un régiment de hulans et qui faisait partie de l'armée du prince Frédéric-Charles, m'a raconté que son régiment affronta un régiment de cuirassiers autrichiens; Que les deux régiments se chargèrent en ligne et se choquèrent alignés comme deux murailles; Qu'on resta dix minutes mêlés et que les cuirassiers autrichiens furent enfin mis en déroute. En cette circonstance, trois de ses cousins qui étaient dans le régiment des cuirassiers autrichiens furent blessés, un des trois est peut-être mort, car on ne l'avait pas encore retrouvé, ni il n'avait pu le reconnaître parmi les officiers autrichiens qui restèrent morts sur le champ de bataille.

L'armée prussienne est donc sérieusement bonne et solide. Elle a en partie les qualités des troupes anglaises, comme je disais deux mois avant à lord Loftus, ministre d'Angleterre à Berlin. On croit en Prusse que la bonté de l'armée tient à la composition du corps d'officiers recruté dans la noblesse du pays, noblesse, petite et grande, riche ou pauvre.

C'est pourquoi le général Treskow me disait qu'on se refusait et l'on se refuserait à l'avenir aux demandes de la Chambre qui voudrait introduire sur une grande échelle la bourgeoisie dans les grades de l'armée : « Nous ne voulons pas précisément que tous les officiers soient nobles, ajoutait le général de Treskow, mais la plus grande partie. » Je lui dis : « Mais les fils de ces grands industriels dix fois millionnaires, dès qu'ils sont bien élevés, ne pourraient-ils pas être admis » ? « Non, me dit Treskow, plutôt les bourgeois pauvres que ceux-là. » On veut enfin que la noblesse donne le ton et ne se laisse pas détrôner par la finance. Mais les sous-officiers nombreux et excellents entrent aussi pour beaucoup dans la bonté de l'armée. A propos des institutions militaires prussiennes, M. de T..., aide de camp du roi, racontait qu'un Anglais ayant rencontré un soldat qui accompagnait les bœufs de l'administration et parlait anglais, lui dit : « Vous êtes probablement boucher de profession ». « Pas précisément, répond le soldat. J'étais professeur de philosophie et de droit public international à l'Université de Bonn. »

3 août... *Départ à sept heures du matin pour Berlin. En route, je me rappelle d'autres circonstances de mon séjour à Nikolsburg.*

Ainsi le 28 juillet, j'ai rencontré dans la cour du château du comte Mennsdorf (Dietrichstein), où est établi le quartier général du roi de Prusse, le prince Frédéric-Charles. Ce sympathique soldat, jeune et brave capitaine, me raconte qu'ayant été informé le soir du 2 juillet que des forces considérables autrichiennes étaient en position ayant l'Elbe

« à dos entre Königgrätz et Josephstadt, il écrivit au roi « qu'il avait pris ses dispositions pour les attaquer le matin « du 3, qu'il avait prié le Prince Royal de l'appuyer avec « un corps d'armée et qu'il priait Sa Majesté d'approuver « ces dispositions ; que Sa Majesté les avait agréées, que « seulement elle avait ordonné au Prince Royal de marcher « avec toutes ses forces au lieu d'amener un seul corps « d'armée, que de cette manière la bataille eut lieu le 3 « sans donner le temps aux Autrichiens de se reconnaître. »

Le prince me dit qu'il avait ce jour-là, 3 juillet, 9 divisions, plus l'armée de l'Elbe du général Herwarth (3 divisions) qui était sous ses ordres. Lui ayant demandé si la jonction avec le Prince Royal avait présenté des difficultés et donné de l'inquiétude, il répondit : « beaucoup de difficultés et d'inquiétudes ». Alors j'ajoutais qu'à mon avis c'était une disposition défectueuse que les deux armées, dont l'une en Silésie ; mais que la jonction ayant pu s'opérer malgré tout, elle avait eu le grand avantage de porter naturellement le Prince Royal sur le flanc des Autrichiens à Sadowa. Il convint de cela.

J'ai ensuite demandé au prince s'il attachait une grande importance au fusil à aiguille. Il me dit que sans doute il était excellent, mais qu'il n'avait pas eu d'importance pour l'issue de la bataille de Königgrätz (Sadowa), que quant à son armée elle n'avait brûlé dans cette bataille qu'une cartouche par homme en moyenne, car il n'avait eu qu'à faire distribuer des parcs que 60.000 cartouches pour remplacer ce qui avait été dépensé, puisqu'on avait ramassé les cartouches des morts et des blessés, ce qui faisait en tout une cartouche par homme de ses neuf divisions. Je demandai au prince comment on avait donc combattu? Il me répondit que ce fut en grande partie un combat d'artillerie.

Sur les pertes des deux armées, le prince me dit qu'il croyait que les Prussiens pouvaient avoir perdu dans toute la campagne 10 à 15.000 hommes (chiffre exagéré), mais que les Autrichiens avaient sans doute perdu 20 à

25.000 *hommes par le feu et autant par les prisonniers. (Quant aux prisonniers, il paraît qu'on en a constaté officiellement* 32.000.)

Le prince m'a dit que le chiffre officiel des canons pris est 112, *que cependant il pouvait y en avoir davantage. D'autres m'ont dit* 170, 180, 200... *Le fait est que les Autrichiens se sont livrés. On est même allé ramasser seize pièces sur les glacis de Königgrätz où elles étaient abandonnées, et on a pu les atteler à petite portée des canons de la place. Le chef d'état-major du corps d'Herwarth, si je m'en rappelle bien, m'a dit que les trois divisions avaient perdu* 75 *officiers et* 1.800 *hommes à peu près, morts et blessés*[1].

Aujourd'hui en route[2], *je cause avec un officier du Ve corps, général Steinmetz, armée du Prince Royal qui va à Dresde pour se guérir d'une ophtalmie. Il me dit que son corps a pris part aux combats de Nachod, où il battit Ramming, puis le jour après à celui de Skalitz où fut battu l'archiduc Léopold renforcé d'une division de Ramming, ensuite à celui de... et puis à la bataille de Königgrätz. Dans ce combat, le Ve corps perdit* 30 *officiers tués et* 600 *hommes tués,* 300 *officiers blessés (??) et* 2.000 *hommes peut-être blessés. Ce ne sont pas des chiffres officiels et ils sont peu probables, surtout les* 300 *officiers blessés. A Königgrätz, ce corps n'a pas donné. Dans les autres combats il a peut-être brûlé trente coups par homme. Le corps fit la poursuite sur Lundenburg, resta trois jours sans pain mais ayant du riz dans le sac et eut toujours de la viande. Il a beaucoup de malades. Après Nachod, on prit sur un officier tué une lettre de Ramming qui prévenait Benedeck que sans des renforts considérables il ne pouvait plus tenir. Je demandais à l'officier où déboucha la garde et le Ier corps qui faisaient partie de l'armée du Prince Royal. Il me dit que dans cette armée il y avait aussi le VIe corps (?). Est-ce*

1. Les deux paragraphes précédents ne figurent pas dans l'édition italienne.
2. Toute cette conversation ne figure qu'en abrégé dans l'édition italienne.

vrai? Le Ier corps, Bonin, déboucha de Trautenau. Il ne réussit pas, me dit le lieutenant, et battit en retraite. Le jour suivant, la garde et le Ier corps repoussèrent l'ennemi.

Ensuite on eut le combat de Goschen. C'est là, je crois, que la garde perdit beaucoup. C'était Gablenz qui était devant elle et avait repoussé Bonin. L'officier me dit : « Enfin nous désirons en général la paix. Elle ne sera pas longue. » « Pourquoi, demandais-je, croyez-vous que l'Autriche veuille recommencer »? « Non pas de ce côté-là, mais du côté de l'ouest. Si on veut nous prendre les provinces du Rhin, toute l'Allemagne y sera. » Comme je faisais un signe négatif de la tête, l'officier ajouta : « Je suis bien aise d'entendre de vous que nous n'aurons pas la guerre avec la France. L'armée ne la désire pas, et le roi non plus. »

Mais il faut constater que le sentiment général de l'armée dit qu'on aura la guerre avec la France. Le général Hetzel m'avait dit : « A la prochaine guerre nous n'aurons plus que des canons rayés. » — « Laquelle, demandais-je ? » « Mais avec la France. Elle ne nous laissera pas fonder l'unité allemande paisiblement. » Je répondis que l'Empereur était trop sage pour s'opposer à ce qui est dans les destinées de l'humanité.

Le lieutenant-général Fransecky m'avait dit : « J'espère que nous serons encore alliés dans la guerre contre la France ! »

En effet Benedetti a dit à Nikolsburg : « Mais il faut bien donner à l'Autriche le temps de se remettre ! »

A propos de Pfordten, je me souviens en ce moment qu'il disait avant la guerre à Barral : « Voyez-vous, mon plus grand plaisir ce sera d'entrer à Berlin avec les Autrichiens. » Après la guerre, étant venu à Nikolsburg implorer un armistice, il a dit à Barral : « Figurez-vous que l'Autriche nous avait fait croire qu'elle mettrait en ligne 800.000 *hommes et qu'on battrait les Prussiens comme rien. »*

4 août... *J'ai passé toute la journée en chemin de fer sur la route de Prague à Reichenberg. Les Autrichiens firent ces derniers jours une sortie de Königgrätz et vinrent*

faire sauter le pont de chemin de fer sur l'Elbe entre Prague et Jung-Bunzlau. Ils tuèrent ainsi quelques soldats prussiens de garde au pont et cela tandis que la suspension d'armes était en vigueur. Ils disent ne pas en avoir été informés.

On a arrangé sur le pont tout cassé un passage pour les piétons. C'est sur cela que nous passâmes. A onze heures du soir du 3 août, nous arrivâmes à Löbau. On voulait poursuivre pour Görlitz et Berlin; mais sans prévenir de rien, le major prussien qui commandait à Löbau fit détacher la moitié du train qui continua pour Görlitz et nous, qui étions dans l'autre moitié, nous restâmes en arrière avec les soldats malades qui furent dirigés sur Dresde. Nous allâmes aussi à Dresde. On arriva à quatre heures du matin du 4.

4 août... *A quatre heures et demie du matin, un convoi part pour Berlin; nous en sommes et nous arriverons à dix heures du matin. Le vieux prince Pückler qui a été dans notre wagon (avec Avet et moi) a maintenant son wagon à part. Deux jeunes Prussiens, dont l'un négociant, ne cessent de le traiter de Durchlaucht (altesse sérénissime). — On est encore bien imbibé de prestige aristocratique en Prusse.*

Si la guerre avait été malheureuse, cela aurait changé et la démocratie prenait le dessus. Avec une guerre tellement heureuse le système aristocratique se soutiendra encore. Combien? Est-ce un bien ou un mal? Et l'aristocratie prussienne est-elle assez supérieure en instruction et en fortune pour avoir naturellement du prestige comme en Angleterre et une domination presque sans partage sans qu'il en résulte une situation forcée et précaire? C'est ce qu'on verra dans ces prochaines années. On verra si la nation se prête à fonder une aristocratie ou non. Je crois que ce second cas est plus probable.

Un savant professeur, célèbre dans le monde entier, un industriel riche à dizaine de millions et qui fait la fortune du pays, sont en Prusse beaucoup moins considérés et



importants qu'un bureaucrate ou qu'un écuyer dont le nom est précédé par un von (*de*). *J'espère bien, qu'en tout cas, si la guerre ne produit pas d'autres résultats, elle aura au moins pour conséquence de changer les lits et les draps de lit trop courts et cette détestable cuisine qui empoisonne les étrangers à table d'hôte.*

8 août[1]... *J'apprends qu'en Italie on se chicane avec les Autrichiens sur l'armistice et la ligne de démarcation. L'Italie est dans une fausse position. D'un côté, l'opinion publique réclame le Tyrol et plus encore... D'un autre, l'Italie a trouvé moyen de se faire battre par terre et par mer, tout en ayant plus de moyens, plus d'élan, plus de bravoure! Comment peut-on alors réclamer plus que le traité du* 8 *avril nous accorde?*

Je suis anxieux de savoir pourquoi et comment nous n'avons pas Vérone. Cependant, c'était une des propositions de médiation française. Dieu veuille que nous ne l'ayons pas refusée par des questions de forme! Ce serait une grave responsabilité pour ceux qui en auraient la faute.

Hier, Barral m'a dit que la France a enfin envoyé sa liste d'aubergiste, *comme me disait Bismarck avant la guerre. Quelle liste! dit Bismarck aujourd'hui. Le Palatinat, la partie de la Hesse Darmstadt sur la gauche du Rhin, Mayence et le Luxembourg.*

La demande présentée par Benedetti ne contient que quelques lignes. Bismarck en est furieux. Il a dit à Barral: « Nous avons tout fait pour plaire à l'Empereur. Nous nous sommes arrêtés aux portes de Vienne, comme des... imbéciles... et maintenant est-ce qu'il nous prend pour des lâches ou des enfants?... »

Bismarck dit qu'en France on achète des chevaux sur une grande échelle. — Serions-nous à la grande guerre préconisée par les officiers prussiens? Quel rôle jouerait l'Autriche? Quel rôle, l'Italie? C'est à en être inquiets, car, si

1. Une partie du journal de ce jour a été placée par l'auteur à la fin du chapitre IX.

l'Autriche ne fait pas cause commune avec la France pour prendre sa revanche, nous serons seuls devant l'Autriche, et elle a encore toutes les places du quadrilatère. — J'espère que cela ne se vérifiera pas. Car dans ces conditions la guerre en tête à tête avec l'Autriche serait difficile et tout serait remis en question et avec nos finances délabrées.

*Barral me dit que Menabrea a été choisi pour plénipotentiaire à Prague avec lui. Je trouve le choix excellent. L'*Indépendance belge *disait* (6 *août*) *qu'il s'agissait de moi, ou de Menabrea. On a mille fois mieux choisi en le prenant, lui. Il fut ministre, il a beaucoup plus d'autorité que moi et de talent diplomatique. Autant on aurait mal fait de le nommer chef d'état-major de l'armée, comme on l'a dit dans les journaux.*

En attendant, pourquoi me laisse-t-on ici?...

Je vois dans les journaux que l'Autriche a renvoyé des troupes vers le sud. C'est naturel. Après avoir conclu l'armistice avec la Prusse, elle pourvoit à la défense de l'Istrie et du Tyrol... que nous voulons sans avoir pour cela le droit du traité (8 *avril*), *ni l'appui de la France peut-être. En attendant, la Prusse a déjà fait marcher des troupes en arrière. Par exemple, des troupes du corps du Rhin marchaient vers Pilsen, le* 2 *août déjà... Nous jouons un jeu dangereux pour notre dignité vis-à-vis de l'Europe, si nous ne sommes pas décidés à la guerre à nous seuls, et cette guerre serait une grande et coupable imprudence. Si Cavour était là! Au moins, on saurait qu'il sait ce qui se fait. Mais pour les autres, pour ceux d'aujourd'hui, nous ne pouvons pas avoir la même confiance, ne fût-ce que parce qu'aucun d'eux n'a assez de prestige sur les autres pour conduire le pays à lui seul. Peut-être y a-t-il du talent; même un grand talent parmi eux; mais sans unité de volonté on ne fait, on ne peut faire de grandes choses? Tiraillements, tiraillements et rien de plus, rien de complet, rien de vigoureux et de sensé en même temps*[1]...

1. La suite de cette note se trouve à la fin du chapitre IX (p. 280).

10 août 1866.... *J'ai vu le roi à onze heures et demie du matin. Il m'a dit que tout allait bien jusqu'ici, mais qu'il est en ce moment inquiet à l'égard de la France. Il me raconte l'entrevue de Baden à laquelle il avait été invité jadis par Napoléon. Le roi pensant qu'on voulait lui faire la même offre qu'on a depuis faite à l'Italie (Nice et Savoie) se rend à Baden; mais il écrit au roi de Bavière et au roi de Wurtemberg qui y étaient de ne pas partir. Puis le roi de Hanovre vient lui demander la permission d'y aller. Le roi lui dit : « Mais comment, tout le monde peut aller à Baden. » Alors, comme il ne manquait plus que le roi de Saxe, il écrit au roi,* son ami alors, *de s'y rendre aussi.*

Napoléon arrive, voit tous les rois réunis et ne souffle plus mot. Cependant il demande au roi Guillaume : — « Pourquoi donc toute l'Allemagne est-elle méfiante envers moi? » —

— Le roi répond : « Parce qu'on soupçonne que Votre Majesté veuille faire avec l'Allemagne les arrangements qu'elle a faits avec l'Italie ». — « Mais comment donc! Je ne veux rien, que puis-je faire pour les rassurer? » — Réponse : « Dites à tous les princes ici réunis ce que vous venez de me dire. » —

« Maintenant, ajoute le roi, l'Empereur nous fait des demandes tout à fait impossibles. Veut-il nous chercher querelle? Je crains bien une intelligence avec l'Autriche, cela m'inquiète. Ce serait une grande saignée d'avoir à partager nos forces entre la France et l'Autriche. En tout cas, mon armée se battra bien, elle est aguerrie par une compagne, courte c'est vrai, mais cela lui donne de la confiance. J'aurai aussi toute l'Allemagne. Je ne dis pas que ce soient de très bonnes troupes, celles que nous avons battues au cœur de l'Allemagne, c'est vrai. Cependant, se mesurer avec l'armée française, c'est très sérieux, et puis si l'Autriche était contre nous aussi... Je suis inquiet. » —

J'ai répondu que les choses n'allaient pas tranquillement de notre côte et que n'ayant l'appui de personne ni de la Prusse ni de la France, l'Italie concentrait son armée et quittait le Tyrol.

Le roi dit : « Oui. — Et puis maintenant on me mande que l'Autriche ne veut pas traiter à Prague en même temps avec nous et avec l'Italie. C'est peut-être un prétexte pour faire traîner les affaires. »

Je répondis : « Et ces négociations à part feraient une très mauvaise impression à Florence. Ce ne serait plus qu'un traité de paix séparé, ce qui est contre nos engagements réciproques. »

« Oui, sans doute, dit le roi. »

« Est-ce que Votre Majesté compte insister là-dessus? »

Le roi répondit : « Je n'ai pas encore vu Bismarck, il est malade et j'y vais dans une heure. Mais je crois qu'on doit traiter ensemble. »

Puis le roi vint sur la campagne. Je lui parlai de la nôtre, du sentiment public italien et du regret de ce qui s'est passé. Puis je demandai : « Est-ce que Votre Majesté n'a pas été inquiète sur la jonction des deux armées? »

— Oui, oh beaucoup. « La force des circonstances nous a forcés à avoir deux armées. Benedeck est très au sud de la Bohême et nous devons... Enfin, je ne fais aucun reproche à Benedeck ni à Clam de ce qu'ils ne nous ont pas empêchés de déboucher. S'ils arrivaient seulement six heures plutôt, à dix heures du matin au lieu de quatre heures du soir, l'armée de mon fils (Steinmetz?) était prise dans les défilés et n'aurait pu déboucher à aucun prix ; et Bonin battait déjà en retraite. Tout cela a été discuté là (et il montra une table du doigt). Nous avions bien calculé, et ce fut Dieu qui est le grand stratégiste qui nous aida pour cette fois. C'est ce que je vous avais dit avant la guerre, la victoire est entre les mains de Dieu! La véritable erreur de Benedeck fut de donner bataille avec l'Elbe à dos et de ne pas calculer que mon fils éloigné de trois mille (vingt et un kilomètres) seulement pouvait arriver sur le champ de bataille.

Grand résultat de ce concours que je développais en comparant Sadowa à Solferino, etc.

Visite à Moltke. — Discussion sur la journée du 24. — Visite à Döhring. Il me parle de la France. Il me dit que, si elle est

seule, on n'a rien à craindre d'elle. Toute l'Allemagne du Sud pourrait fournir 100.000 *hommes*, 25.000 *la Saxe*, 20 *le Hanovre*, 8.000, *le...*

Manara[1] *vient me chercher en attendant ; il me dit que Bismarck m'attend de suite.*

Bismarck me demande si j'avais passé tout ce temps ici, à Berlin, car il m'aurait vu volontiers. Son Excellence me dit : « Eh bien, voilà des difficultés avec la France. L'Empereur nous a toujours déclaré qu'il ne voulait rien. Nous avons tout fait pour le contenter ; maintenant il vient nous faire des demandes impossibles... inadmissibles, qui nous feraient perdre en Allemagne tout le prestige que nous avons gagné. — On m'écrit qu'il achète beaucoup de chevaux en France. En Belgique aussi. J'ai demandé à Benedetti des explications : il m'a répondu que c'était possible. — Je veux savoir si l'Empereur veut nous faire la guerre ; car, aux demandes qu'il nous fait, on croirait qu'il nous cherche querelle. Alors, en ne tenant plus compte de la ligne du Main, nous ferons un appel à l'Allemagne et elle sera toute avec nous. »

Demande : « Est-ce que Votre Excellence parle des peuples ou des souverains, du roi de Bavière, par exemple ? »

Réponse : « Oui (avec quelque hésitation). Les rois aussi seront avec nous. Enfin je veux vous faire une demande générale, à laquelle vous me direz que vous ne pouvez pas répondre : Quelle serait l'attitude de l'Italie si la France nous attaquait ? »

Je répondis : « Votre Excellence veut mon opinion comme échantillon de l'opinion publique en Italie. Elle a deviné que je ne pourrai pas répondre. Cependant, à mon avis, nous ne pourrons pas faire la guerre à la France tant qu'elle ne nous y forcera pas absolument. J'ignore nos relations actuelles. L'ingratitude est une mauvaise chose. »

Bismarck me dit : « Nous ne demanderions à l'Italie qu'une

1. Le sous-lieutenant Philippe Manara, fils de Lucien et aide-de-camp du général Govone.

neutralité bienveillante, et une position qui puisse donner des inquiétudes à l'Autriche[1]. »

Il me parla des négociations à Prague et me dit que dans un moment aussi critique, il croyait urgent d'en venir à un arrangement avec l'Autriche. Qu'il ne pouvait pas perdre de temps, que s'il insistait pour que nous fussions aussi à Prague, il perdrait peut-être quinze jours en négociations. Que le texte du traité n'obligeait pas la Prusse à une seule négociation de paix, et que nous serions peut-être satisfaits si la Prusse met dans un article du traité que l'Italie doit avoir la Vénétie.

Je répondis que je croyais qu'on n'en serait pas content; car étant ensuite seuls vis-à-vis de l'Autriche, elle pourrait demander des indemnités pécuniaires, 200, 250 *millions par exemple, et qu'alors ce serait acheter la Vénétie et non pas l'avoir sans conditions. Qu'avant la guerre on l'offrait, sans indemnités considérables, et qu'ensuite Karolyi avait parlé à Nikolsburg de ces indemnités.*

« *Oh non ! alors Karolyi déclara qu'il avait aussi des pouvoirs pour traiter avec l'Italie, mais il ne parla pas d'indemnités.* »

Je dis à Bismarck : « *J'ignore ce que fera le gouvernement de Florence. Je crois qu'il entend traiter à Prague avec vous et faire un seul instrument et qu'il insistera là dessus. En tout cas, s'il en était autrement, il faudrait toujours que l'article relatif à l'Italie, que vous acceptez, fût tel que la Vénétie ne fut pas acquise à titre onéreux, et il faudrait*

1. C'est peut-être à cette conversation que le comte de Bismarck fait allusion dans ses *Pensées et souvenirs* (vol. II, p. 23) lorsqu'il dit : « Lorsqu'à Berlin, au printemps de 1866, je négociais avec le général Govone, il eut un mouvement d'effroi en m'entendant manifester le désir qu'il s'informât auprès de sa cour, si nous pourrions compter sur l'Italie et sur sa foi aux traités, même en présence du mécontentement de Napoléon. » Il me dit qu'une question de ce genre serait télégraphiée à Paris le jour même avec cette autre : « Que faut-il répondre ? »

Comme on le voit, la date attribuée à cette conversation est tout d'abord erronée ; car pendant les négociations entamées au printemps avant la guerre, Bismarck lui-même ne cessa de déclarer qu'il fallait procéder d'accord avec la France que lui-même tenait de son côté au courant de la tournure des négociations. De plus la teneur de la réponse faite par le général Govone est tout autre.

que cet article fût concerté ou accepté par l'Italie d'avance... »

Onéreux. « *Reprit Bismarck, c'est le mot que j'ai écrit il y a une demi-heure à Werther, à Prague.* »

Maintenant s'il s'agit de la liquidation de la dette publique, comme cela se fait soupçonner, je lui ai dit que nous ne pouvions accepter de traité quant à l'Italie, qu'à la condition que la cession de la Vénétie ne fût pas onéreuse pour l'Italie et que l'Autriche ne continue pas la guerre à l'Italie. — « Quant à m'engager avec votre cabinet sur ce que l'article relatif fût agréé d'avance (par le cabinet italien), je ne puis dire absolument oui, car je ne sais pas quelles peuvent être vos prétentions, mais nous resterons sans doute fidèles au traité et, si votre gouvernement me propose une rédaction de l'article, je la discuterai. »

Bismarck me dit encore que la politique de l'Empereur est absurde : « Il fait, ajouta-t-il, de la politique du Mexique ou de la Pologne. Ce sont les anciens partis, les orléanistes et autres qui le poussent dans la voie dans laquelle il va se jeter... A moins qu'il ne soit déjà d'accord avec l'Autriche, ce que nous verrons bientôt par la marche des négociations de Prague, ou bien qu'il aie des intelligences avec la Russie, ce que je crois plus difficile. — Mais en tout cas, nous ferons une guerre révolutionnaire, nous soulèverons la Hongrie, nous organiserons des gouvernements provisoires à Prague et à Brünn. Puis je ne tiendrai plus aucun compte des préliminaires de paix, ni de la ligne du Main... » (Ce qui voulait dire que l'Allemagne marcherait de suite à l'unité.)

Bismarck a eu, je crois, un moment le soupçon que nous fussions au courant de ce qui se passait à Paris : que la guerre fut décidée par Napoléon, etc., etc. Car, quand je pris congé, il n'avait plus l'air amical et bienveillant qu'il avait toujours eu avec moi.

Il ne faut pas oublier l'horrible soupçon qu'il a eu sur l'Italie, qui avait suspendu ses opérations quand Napoléon proposa la médiation et devint menaçant. Bismarck dit au

colonel Avet que, si les provinces du Rhin étaient dégarnies de troupes, c'était aussi par le conseil du général Govone, — ce qui voulait dire que toute la trahison avait été préparée d'avance : faire désarmer le Rhin, engager la guerre, nous arranger avec l'Autriche, ou du moins suspendre les opétions pour mettre la Prusse à la merci de Napoléon ! C'est par trop machiavélique et perfide, ma foi !

Je sors de chez Bismarck et je vais à la légation. Il était deux heures et demie après midi. J'allais envoyer un télégramme à Florence pour résumer ma conversation, quand Barral reçoit un télégramme de Visconti-Venosta de ne plus insister pour l'admission de nos plénipotentiaires à Prague.

Barral et moi, nous croyons que réellement il y a de nouvelles combinaisons et qu'on prépare la guerre contre la Prusse, France et Autriche ensemble...

Barral dit : C'est inutile, votre télégramme.

J'y renonce et me dispose à partir le soir à sept heures quarante pour Paris.

Paris, 11 août... *Arrivé ce soir dix heures du 11 à Paris. Je vais de suite chez Nigra. Je l'attends jusqu'à minuit, en visitant en attendant Mabille, rempli, resplendissant de fillettes plus ou moins jeunes, mais toutes peintes sans distinction.*

Je vois que les nouvelles combinaisons d'alliance sont une chimère... L'Empereur ne veut pas faire la guerre. Donc, il est nécessaire d'envoyer à Florence mon télégramme que Barral m'avait fait suspendre... Ayant tout raconté à Nigra, la conversation avec Bismarck et sa réponse à ma proposition d'insérer dans le traité de Prague une clause, PROPOSÉE PAR NOUS, OU DU MOINS COMBINÉE AVEC NOUS, *Nigra dit que c'est encore la meilleure solution dans l'état des affaires. Alors nous combinons un télégramme pour Visconti-Venosta où, après avoir résumé ma conversation avec Bismarck, Nigra ajoute : « Envoyer de suite à Barral rédaction de l'article que vous désirez faire insérer*

dans le traité de Prague et l'instruction nécessaire, etc... »

Ce télégramme est expédié vers deux heures et demie de l'après-minuit, 11-12 *août. Je rédige un rapport pour Visconti-Venosta, que je fais copier à la légation et que je porte moi-même à Suse dans le wagon de la poste.*

12 août... *Aujourd'hui* 12 *août, en causant avec Nigra, je lui dis que si on rédigeait à Prague un article bien conçu, par exemple, dette liquidée comme en* 1859 *pour la Lombardie, etc., on pourrait accélérer la conclusion de la paix. Le soir du* 12, *je pars pour Turin. J'y arrive à onze heures du soir du* 13.

13-14 août... *Je passe le* 14 *à Turin, où je trouve ma petite famille à l'hôtel Feder. Ninni a eu les fièvres intermittentes.*

Le 14 *soir, je pars par le train express de Turin pour Bologne et Ferrare. Je fais route jusqu'à Plaisance avec Louis Marazzani... notre conversation roule sur la campagne... comment nous en empêcher !*

15 août... *Le matin du* 15, *j'arrive à Ferrare à huit heures. Je prends une voiture pour Rovigo avec le baron Levi, de Venise. Le train de Padoue me conduit au quartier général du roi vers trois heures de l'après-midi. Je vais faire rapport au roi de ma mission. Il me raconte tout ce qui a eu lieu, les fautes commises dans la conclusion de l'armistice et la délimitation, etc. Il me dit que tout cela ne marche pas. Que La Marmora avait demandé sa démission, et qu'il allait la lui donner pour mettre un peu de bonne direction dans les affaires...*

Après, je vais voir La Marmora à qui je parle de ma mission, etc.

16 août... *Anniversaire de la Tchernaia. La Marmora m'invite avec dix autres camarades de Crimée à dîner.*

Pendant la journée, je pense à écrire à Visconti-Venosta, car je crains que le télégramme envoyé par Nigra de

Paris dans la nuit du 11 au 12 ne soit pas assez explicite. Puis on me dit que Depretis, ministre de la Marine, va arriver à Padoue, et je pense qu'il vaudra mieux parler avec lui sur tout cela et faire expédier une nouvelle dépêche.

En effet, après le dîner du général La Marmora, je reçois l'avis que Depretis, à qui je m'étais fait annoncer, m'attend chez le marquis Pepoli. Nous entrons dans un boudoir. Je lui raconte toute la dernière conversation que j'ai eue avec Bismarck et le télégramme que j'ai combiné à Paris avec Nigra. Mais j'ajoute que je crains de n'avoir pas été assez explicite; Que si l'article que nous faisions insérer par la Prusse était bien conçu, cela pourrait abréger les négociations de paix pour nous, en servant déjà de préliminaire; Que s'il le croyait utile, il faudrait envoyer un télégramme à Florence, en disant explicitement d'envoyer à Barral l'article tout rédigé, qui dirait : premièrement, que la liquidation de la dette serait faite selon les principes de 1859; deuxièmement, que les forteresses seraient remises intactes, et qu'en cas de litige, pour des prétentions d'indemnités, on s'en référerait à une ou deux puissances neutres.

Depretis entre dans ces vues, et il rédige le télégramme conçu à peu près dans ces termes :

« Au baron Ricasoli.— Général Govone me rapporte sa dernière conversation avec Bismarck.

« Je crois utile de suivre son conseil et d'envoyer immédiatement par télégraphe au comte de Barral le texte « de l'article que la Prusse aura à faire insérer dans un « traité avec l'Autriche :

« La liquidation de la dette de la Vénétie se fera d'après « les règles du traité de Zurich.

« Les forteresses du quadrilatère seront remises intactes « à l'Italie. Les questions relatives y seront soumises à « l'arbitrage des puissances neutres.

« Le Ministre,

« DEPRETIS. »

Tel est approximativement le texte du télégramme. J'aurais voulu qu'on fût plus explicite à propos des forteresses et qu'on eût dit que si « L'AUTRICHE FORMULAIT DES DEMANDES D'INDEMNITÉS, *ces demandes seraient soumises à l'arbitrage des puissances neutres. » Mais le Ministre a mieux aimé une formule plus générale.*

17 août... *Je rejoins mon état-major à Badia-Polésine. Les troupes sont disséminées dans les cantonnements qu'elles occupent depuis hier. Les mouvements seront achevés demain.*

18, 19, 20, 21 août... *Je devrais, il me semble, écrire à Visconti-Venosta pour lui rapporter la dernière conversation que j'aie eue à Paris le* 12 *avec le prince Napoléon. J'écris le* 19 *à Badia la minute d'une lettre. Je ne l'expédie pas, craignant qu'on ne me soupçonne de vouloir trop me mêler des affaires d'État.*

26 août... *Réception à Badia du télégramme qui apporte la nouvelle de la signature à Prague de la paix entre la Prusse et l'Autriche et de l'insertion de l'article* 6 *qui se réfère à l'Italie.*

Cet article est en parfaite concordance avec le télégramme de Nigra, de Paris le 11, *et celui de Depretis, de Padoue, le* 16 *août.* AUCUNE CONDITION ONÉREUSE POUR LA CESSION DE LA VÉNÉTIE, *rien que la liquidation des dettes d'après les règles adoptées à Zurich en* 1859.

Cependant, je ne vois pas qu'il y soit question des forteresses du quadrilatère.

31 août... *Les journaux des jours derniers considèrent que l'article 6 est un grand bonheur pour l'Italie. Tant mieux*[1] *!*

1. Voici le texte :

Art. 2 du traité de Prague :

« Dans le but de mettre à exécution l'article 6 des préliminaires de paix conclu le 26 juillet à Nikolsburg et après que S. M. l'Empereur des Français a fait déclarer officiellement par son ambassadeur accrédité auprès de



Dans les premiers jours de septembre, les troupes commencèrent leurs mouvements pour rentrer dans leurs garnisons. En Prusse, la nation, désormais consciente de sa force, persévéra avec enthousiasme dans la voie dans laquelle un grand ministre l'avait engagée presque par force. L'Italie qui non contente de seconder les vues de son gouvernement l'avait en réalité poussée en avant; l'Italie qui, avait répondu à la demande de 10.0000 volontaires qu'on désirait voir se joindre à ses 200.000 soldats en en offrant 70.000, l'Italie, que la victoire avait rendue maîtresse de ses frontières, de ses alliances et de ses destinées, retombait à nouveau dans la monotonie des crises parlementaires et des difficultés financières.

S. M. le Roi de Prusse « qu'en ce qui concerne le Gouvernement de l'Empereur, la Vénétie est acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix. »

« S. M. l'Empereur d'Autriche adhère aussi, de son côté, à cette déclaration et donne son consentement à la réunion du royaume Lombardo-Vénitien avec le royaume d'Italie sans autre condition onéreuse que la liquidation des dettes, qui, grevant les parties des pays cédés, seront reconnues conformément au procédé suivi dans le traité de Zurich. »

CHAPITRE XI

AU MINISTÈRE.

LA LUTTE CONTRE LA FAILLITE

Aggravées à coup sûr et peut-être même causées par une série ininterrompue de crises politiques, par le manque de méthode et de programme, conséquence inévitable de ces crises, les difficultés financières étaient devenues la principale préoccupation du pays.

Si l'on avait réglé tant bien que mal les affaires de la Vénétie, on avait été, par la force même des choses, obligé de remettre à plus tard, à des temps meilleurs, la solution de la question romaine, et c'était la question financière qui se dressait devant le jeune royaume dans toute son épouvantable gravité que ne voilait plus maintenant l'optimisme des années précédentes.

La confiance qu'on avait témoignée à l'Italie, la confiance dans son étoile, dans les qualités de ses peuples, cette confiance qu'avaient entretenue les succès aussi rapides qu'inespérés des premières années, avait été durement ébranlée en 1866 par la triste réalité des faits. Les esprits sérieux, qui n'avaient pas manqué de rechercher les causes de cette faiblesse, n'avaient pas tardé à découvrir que l'imprévu, la génialité et l'enthousiasme avaient une part bien plus grande à la constitution du nouveau royaume que la sage méthode, la préparation tenace et patiente

qui avaient permis à la Prusse de profiter d'un demi-siècle de paix pour se retremper en vue de l'heure marquée par le destin.

Même en matière de finances, base de toute force, l'Italie avait, comme dans tout le reste, fait preuve de l'optimisme inconsidéré, aveugle, qui est le propre de ceux qui se fient uniquement au hasard et escomptent l'avenir. Depuis le premier jour de sa création, l'Italie avait presque constamment dépensé le double de ce qu'elle encaissait. Les expédients, les impôts nouveaux, les mesures tendant à apporter plus d'ordre et plus d'économie dans les dépenses, toutes ces dispositions salutaires, dont l'application était à tout instant retardée par des crises gouvernementales et des discussions parlementaires, n'avaient pu recevoir un commencement d'exécution qu'au moment où le déficit avait déjà augmenté sous le poids de charges nouvelles. Et tandis que les revenus de l'Etat s'accroissaient à force de sacrifices, tandis qu'on taillait de jour en jour plus dans le vif afin de réaliser quelques économies, le déficit, qu'il était impossible de couvrir et d'équilibrer, grandissait à vue d'œil.

L'armée surtout avait eu beaucoup à souffrir de cet état de choses. On avait dû diminuer son budget d'année en année, même au cours des années pendant lesquelles cette armée avait été le seul appui de l'unité italienne, des années pendant lesquelles elle avait été employée à la répression du brigandage et pendant lesquelles on se prépara à la guerre nationale. A la veille de cette guerre contre l'Autriche, le budget de 1866 avait été fixé au chiffre le plus faible atteint depuis 1860, et de 300 millions auxquels il s'élevait en 1861, il était tombé, en 1869, à 195 millions. Et cependant en 1869 la nécessité de s'imposer de nouveaux sacrifices, dont on ne discutait plus que la grandeur, ne faisait plus doute pour personne.

C'était par bonds peu réfléchis que, soit sous la pression de résolutions radicales, soit sous l'influence de timides remords, on avait procédé à ces réductions. Ainsi, par

exemple, en 1868, après avoir voté un ordre du jour Chiaves qui imposait 30 millions d'économies, la Chambre, qui avait consenti sur la prière du Ministère à lui accorder 19 millions, augmentait d'elle-même de 5 autres millions le total des ouvertures de crédits qu'on lui avait demandés. D'autre part, ne voulant pas toucher à la constitution apparente de l'armée, à sa façade, elle avait été amenée à désorganiser, à affaiblir les services accessoires, mais cependant indispensables, de cette armée. On en était de la sorte arrivé à avoir une armée à effectifs dérisoires, disposant d'un budget qui ne suffisait pas à la maintenir en état de pouvoir se préparer à la guerre, des services misérablement dotés et destinés de plus à croupir longtemps dans une situation aussi précaire, manquant de stabilité et de sécurité, une armée qu'en cas de besoin on n'était pas sûr de pouvoir mobiliser et qu'on ne pouvait pas mettre à même d'entreprendre une campagne avec quelques chances de succès.

Ainsi, tandis que d'un côté l'Italie faisait des efforts supérieurs à ses ressources financières, elle n'arrivait pas, d'autre part, à s'assurer la force vraie, la puissance réelle. Il était par suite urgent, indispensable, de renoncer *à tergiverser entre la solution à donner à deux questions, assurément graves toutes les deux, la question financière, et la question militaire, de se décider à aborder virilement la question financière, par cela même qu'elle renfermait la solution du problème militaire... Le moment était arrivé où il s'agissait de changer d'adversaire, de combattre le déficit avec la même activité fébrile qu'on avait apportée à la lutte contre l'étranger*[1]...

Ces idées, que le général Govone proclamait comme ministre, n'étaient rien autre pour lui que le résultat de longues méditations et de convictions qu'il avait déjà manifestées à plusieurs reprises. Au printemps de 1869,

1. Cf. Discours du général Govone à la Chambre des députés (séance du 24 mai 1870).

lors de la discussion du budget de la Marine, la Commission oubliant le vote de l'ordre du jour Chiaves et renchérissant sur les demandes présentées par le ministre de la Marine lui-même, avait proposé d'augmenter de 5 millions (comme elle l'avait fait pour la Guerre), le budget de la Marine. Le général Govone avait prononcé quelques mots contre l'adoption de cette proposition et démontré que ces augmentations quoiqu'assurément utiles (le champ des augmentations désirables est si vaste), n'étaient cependant pas indispensables. Et comme le rapporteur de cette Commission lui demandait la raison pour laquelle il n'avait pas combattu l'augmentation du budget de la Guerre, le général lui répondit en lui rappelant qu'il avait voté contre ces augmentations. Ces quelques paroles et la déclaration qu'il avait faite au sujet de son vote devaient être rappelées quelques mois plus tard au général et lui valoir l'offre d'un portefeuille qu'il était loin de désirer.

La chute du ministère Menabrea (20 novembre 1869), conséquence d'une crise latente qui couvait déjà depuis quelques mois, fut en effet le point de départ d'une crise, ouverte celle-là, qui fut peut-être la plus longue et la plus laborieuse qu'aient enregistrée les annales parlementaires de l'Italie.

27 novembre 1869 [1]. — *Par dépêche télégraphique de ce jour, Lanza, le président de la Chambre, me mande d'urgence à Florence pour conférer avec moi* [2]. *Je réponds par un autre télégramme que je partirai le soir même et que j'arriverai à Florence le dimanche 28 au soir. Je ne parle de cet appel à personne, sauf au général Pettinengo, auquel j'expose toutes les raisons pour lesquelles je n'accepterai en aucun cas le ministère de la Guerre, si on me l'offre...*

Le soir, à onze heures un quart, je prends le train pour

1. Extraits du journal écrit par le général Govone du 27 novembre 1869 au 15 décembre 1869.

2. Le général Govone était à ce moment à Naples.

Rome. En route, je pense à la situation parlementaire et aux avantages qu'il y aurait à ce que Bertolé-Viale conserve le portefeuille de la guerre. En tout cas, s'il n'accepte pas, je proposerai à Lanza le général Robilant qui, le cas échéant, pourrait, tant à cause de ses talents que de sa fermeté de caractère, prendre les portefeuilles de la guerre et de la Marine.

J'arrive à Florence le dimanche soir à neuf heures...

29 novembre ... *Lanza me raconte qu'étant à la campagne, près de Casal, il a reçu presque simultanément la nouvelle de son élection à la présidence de la Chambre et l'ordre qui l'appelait à Florence pour y former un cabinet. Il me parla de la visite du général de Sonnaz envoyé par le roi et de la conversation qu'il eut avec Sa Majesté. Il me dit qu'il a exposé au roi la gravité de la situation financière et insisté sur la nécessité de restaurer les finances à l'aide d'une bonne administration.*

Le roi lui ayant demandé si l'État courait à la faillite, Lanza lui répondit que : oui. Il lui exposa le déficit de 180 *millions du prochain exercice et des exercices suivants, les opérations ruineuses que la dépréciation de notre crédit a imposées au dernier Ministre des Finances, enfin l'impossibilité de porter remède à la situation sans se résoudre à de sérieuses économies qui soulagent le budget et exercent une influence sur l'opinion publique en disposant le pays aux sacrifices nécessaires.*

Le roi répondit qu'on lui avait toujours caché la gravité de la situation, qu'il aimerait mieux abdiquer que faire faillite, et il termina en lui recommandant de former une administration qui fasse le salut du pays.

Lanza me raconta ensuite que le général de Sonnaz était revenu chez lui pour lui dire que le roi, pensant à confier à nouveau à Menabrea la tâche de former un cabinet, le relevait de toute mission. Il me fit part de la réponse qu'il avait faite au général de Sonnaz : « QUE LE ROI RÉFLÉCHISSE BIEN A LA GRAVE RESPONSABILITÉ QU'IL VA PRENDRE. » *Il me*

raconta enfin que de Sonnaz était revenu chez lui une heure plus tard, de la part du roi, pour le charger définitivement de former un cabinet.

Lanza m'a encore donné lecture d'une lettre qu'il écrivit au roi... J'ai à ce moment interrompu Lanza, en le priant de ne pas me faire des confidences de nature à me mettre dans l'embarras au moment où j'aurais à lui donner ma réponse. Mais Lanza m'assura qu'il ne songeait nullement à me lier au moyen de l'exposé qu'il allait me faire, qu'il avait déjà parlé de tout cela avec plusieurs autres personnages, et il me lut la lettre par laquelle il demandait au roi d'éloigner de lui Gualterio, Digny et Menabrea, me fit part des objections faites par le roi et enfin de l'acceptation de cette condition.

Lanza m'exposa la nécessité de cette demande, qui, à mon avis, me parut être une faute, parce qu'on offensait ainsi le roi et la droite de la Chambre.

Lanza me dit ensuite qu'il avait offert le Ministère de l'Intérieur à Castagnola, qu'il pensait à Torrigiani et à d'autres pour les autres portefeuilles, que j'étais, moi, un des premiers auxquels il faisait des ouvertures, et que j'étais tout à fait en tête de la liste qu'il avait dressée lorsqu'étant encore à la campagne, il avait reçu le premier avis de la mission qu'on voulait lui confier. Il y avait sur cette liste Borgatta, Visconti-Venosta (il me semble) et d'autres noms qui appartenaient pour la plupart au centre de la Chambre. Il conclut en m'offrant le portefeuille de la Guerre, en me faisant un tableau détaillé de la gravité de la situation financière, en insistant sur la nécessité des économies qui étaient la base de son système financier.

Après m'avoir exposé son programme financier, il me dit que, comme tout son programme reposait sur les économies, et comme ces économies devaient frapper surtout le budget de la Guerre, c'était de mon acceptation que dépendait la réussite de ses combinaisons ministérielles; que je ne pouvais lui refuser mon concours par cela même que j'étais indiqué par la situation parlementaire, puisque j'avais, dès

l'année précédente, démontré à la Chambre la nécessité de réaliser des économies sur le budget de la Guerre.

Il ajouta que ce programme et notre Ministère auraient l'appui de Rattazzi avec lequel il avait eu une longue conférence. Rattazi, mettant la main sur son cœur, lui avait dit qu'il le soutiendrait de toutes ses forces, qu'il disposait de soixante-dix voix, qu'il avait déjà fait voter pour lui au moment de l'élection présidentielle.

Je répondis à Lanza que, s'il y avait un programme que j'aurais été heureux de faire accepter au Parlement, ce programme était sans contredit le sien; mais que depuis longtemps déjà j'avais pris la résolution de ne jamais accepter, en quelque circonstance que ce soit, le portefeuille de la Guerre.

La politique active me répugnait; je n'avais ni le caractère, ni les aptitudes qu'il fallait pour cela; je craignais d'être intimidé par la Chambre et de perdre ainsi toute liberté d'esprit et de pensée, et pour toutes ces raisons, je lui dis que j'étais désolé de ne pouvoir lui prêter mon concours.

J'ajoutai que pour ce qui était des questions techniques et personnelles, j'étais, s'il le croyait utile, tout disposé à parler au général Bertolé et à chercher à le décider de se charger du portefeuille de la Guerre; que le général Bertolé avait prouvé l'an dernier qu'il connaissait toute l'importance de la question financière, enfin qu'il avait sur moi deux avantages : Le premier, c'était d'être beaucoup mieux vu que moi à Pitti[1], ce qui avait son importance, surtout après l'insistance avec laquelle lui (Lanza), avait réclamé l'éloignement de Menabrea et des autres. Son second avantage venait des sympathies que Bertolé trouverait pour son administration comme Ministre, dans l'armée, sympathies qui lui permettraient de faire accepter, plus facilement que n'importe qui, les réductions désormais indispensables. Enfin, je fis remarquer qu'il avait plus que moi l'habitude des luttes parlementaires.

1. Palais royal à Florence.

Quant à la question politique, il me semblait que le vote pour l'élection présidentielle ne pouvait être interprété comme le symptôme d'une alliance d'une partie de la droite et des centres, comme on voulait bien le dire, avec la gauche. Les votes de la droite en faveur de Lanza signifiaient seulement qu'on ne voulait plus voir l'ancien Ministère rester au pouvoir... Que toute la force était entre les mains de la droite[1]... Que pour former une administration stable, il fallait s'appuyer sur les forces existantes, et refuser absolument le concours de Rattazzi et de la gauche, concours qui lui aliénerait la droite et ne lui permettrait de gouverner qu'en se mettant entre les mains de Rattazzi qui allait ainsi se frayer le chemin du pouvoir... Que Bertolé-Viale serait pour son ministère un élément d'autant plus utile, qu'il jouissait de la confiance de la droite qui n'aurait jamais consenti à voter avec un Ministère qui accepterait le concours de Rattazzi. La passion que la gauche avait apportée lors de l'enquête sur la Régie, la passion qu'elle avait mise à couvrir Lobbia après son infâme simulation[2], justifiaient, à mon avis, l'attitude intransigeante à cet égard de la droite.

« Lanza me répondit qu'il n'éprouvait aucune difficulté à faire entrer Bertolé-Viale dans son ministère; mais que je lui paraissais bien plus indiqué, et que si je ne voulais absolument pas de la Guerre, et si Bertolé la prenait, il m'offrirait alors le portefeuille des Affaires étrangères; que quant à la situation parlementaire..., il ne pouvait refuser les voix de Rattazzi qui les lui donnait sans condition. »

Je pris congé de Lanza qui me pria de ne pas lui donner un refus définitif, me demanda de réfléchir, de consulter mes amis et de lui rapporter le soir ma réponse qu'il désirait ardemment être favorable.

1. Les faits devaient donner raison au général. La conduite de la gauche, lors de la discussion des mesures financières, détruisit les dernières illusions de Sella et de Lanza et rejeta le Ministère de plus en plus vers la droite.

2. Il convient de rappeler que Lobbia était officier et que Govone, convaincu de sa culpabilité, considérait la lutte soutenue en sa faveur comme une atteinte portée à la discipline et à l'honneur de l'armée.

Le même jour à cinq heures et demie, le député Berti vint chez moi et me dit qu'ayant su par Lanza la réponse que je lui avais faite, il me suppliait de ne pas hésiter... qu'une lourde responsabilité pèserait sur moi si je n'acceptais pas le portefeuille. Il combattit mes objections, les noms des généraux Bertolé-Viale et Robilant, m'assurant que, quant au chiffre total des économies, Lanza se contenterait des quelques millions que je lui indiquerais. Et comme je ne pouvais me décider à accepter, il ajouta que : « Nous autres Italiens, nous étions tous les mêmes, que nous avions des opinions, que nous les manifestions même, mais que, quand il s'agissait d'assumer une responsabilité, on ne trouvait plus personne ». Après avoir insisté pendant trois heures, il voulut m'emmener avec lui chez Lanza afin de décider sur l'heure mon acceptation. Je m'y refusai obstinément en lui répétant les arguments en faveur de Bertolé, que j'avais déjà exposés à Lanza, et je laissai partir Berti en ajoutant en fin de compte que, si Lanza ne réussissait pas, on ferait appeler Sella qui paraissait encore plus indiqué par la situation parlementaire...

« Entre temps, je télégraphiai au général Robilant de se rendre immédiatement à Florence, et il me répondit qu'il partirait le soir même de Turin. »

J'allai chez le général Bertolé-Viale, auquel je communiquai la conversation que j'avais eue à son sujet avec Lanza. Je lui parlai des économies que, d'après moi, on pouvait et on devait faire sur le budget de la Guerre, entre autres, la suppression de deux escadrons par régiment de cavalerie et de quinze batteries.

Le général Bertolé-Viale me dit qu'en somme il serait assez disposé à accepter le Ministère et les économies projetées, mais en apportant quelques légers délais à la diminution de la cavalerie et de l'artillerie. Je le pressai vivement de me donner son consentement afin de le porter le soir à Lanza. Le général Bertolé me répondit qu'il lui était impossible de prendre aussi vite une résolution définitive, mais qu'il réfléchirait et me donnerait sa réponse le lende-

main. Je le priai en attendant de faire établir l'état des économies qui résulteraient de la suppression des deux escadrons par régiment et des quinze batteries.

Vers les cinq heures du soir, j'allai chez Lanza. Je lui rendis compte de ma conversation avec le général Bertolé et lui dis qu'en calculant tout on pourrait arriver à économiser environ 10 *millions sur le budget de la Guerre... Lanza avait un peu modifié ses intentions. — Mais, comme il attendait Visconti-Venosta qu'il avait prié de venir de la Lombardie et qui ne pouvait arriver que le lendemain, il n'avait plus besoin de ma réponse définitive et me dit qu'il lui fallait absolument un Ministre de la Guerre qui épargnât* 20 *millions, et qu'après cela, il trouverait un Ministre de la Marine qui, de son côté, en économiserait* 10. *Il me supplia de ne pas faire échouer une combinaison qui pourrait être utile au pays, de revenir le lendemain matin et avec une réponse qu'il espérait être favorable.*

30 novembre... *Le matin, vers neuf heures et demie, je me rendis chez le général Bertolé-Viale. Il me déclara qu'après réflexion il ne pouvait accepter le Ministère de la Guerre. Toutes mes prières furent vaines. Du reste, sans parler même des autres considérations personnelles qu'il m'exposa, la somme de* 20 *millions, que Lanza avait exigée la veille au soir, aurait décidé Bertolé à refuser.*

Nous nous mîmes à calculer ensemble les réductions, et nous arrivâmes à un total de 10 *à* 12 *millions, en comprenant dans ces chiffres la diminution des escadrons et des batteries, sans faire entrer en ligne de compte la réduction du contingent et l'augmentation des économies qui résulteraient de ce fait. Du reste, ces calculs fourmillaient d'inexactitudes.*

Un peu plus tard, j'allai chez Lanza. Je lui répétai que, d'après les calculs faits, il était impossible d'économiser 20 *millions sans bouleverser l'armée ; que toutefois, restant fidèle à l'opinion que j'avais déjà émise, j'étais disposé à consentir à la suppression de deux escadrons par régiment*

et de quinze ou seize batteries: que je savais bien qu'aucun militaire n'approuverait cette mesure et que, tout en abondant dans son sens, en partageant ses idées financières, en reconnaissant qu'il y avait urgence à réduire de 20 millions le budget de la Guerre, je ne croyais pas possible de prendre le Ministère s'il maintenait ce chiffre d'économies.

Je faisais de la sorte entendre à Lanza que, si j'avais réussi à vaincre ma répugnance, c'était lui qui me mettait dans l'impossibilité d'accepter.

Lanza m'écouta avec bienveillance, mais sans modifier ses chiffres et sans insister pour me faire accepter dans la limite du possible. Il me déclara qu'il reconnaissait l'impossibilité de trouver un Ministre de la guerre et un Ministre de la Marine qui voulussent ou pussent l'aider, et qu'il écrirait au roi dans le courant de la journée pour lui dire qu'il renonçait à se charger de la constitution d'un Ministère. Il me remercia, en me disant seulement qu'il m'aurait donné un autre portefeuille si j'avais voulu l'accepter.

Ma réponse, quelle qu'elle ait pu être, aurait été inutile; car si j'avais accepté un Ministère, ce n'aurait été que celui de la Guerre, et je ne l'aurais accepté que par sentiment du devoir, et seulement dans le cas où on m'aurait fait des conditions possibles.

Je pris congé de Lanza en paix avec ma conscience, puisque Lanza m'avait posé des conditions qui me paraissaient matériellement inacceptables. Je n'avais donc pas à me reprocher d'avoir fait manquer une combinaison que je croyais utile au pays. D'autre part, je pensais qu'après l'échec de la combinaison Lanza on ferait appel à Sella qui me paraissait l'homme indiqué par la situation...

Le général Robilant, qui était venu aux bureaux de l'état-major avant ma visite à Lanza, était arrivé le matin. J'eus avec lui une longue conversation dans laquelle je lui parlai, en mon nom personnel, de la difficulté qu'on éprouvait à trouver des titulaires pour les portefeuilles militaires du Ministère Lanza, surtout pour celui de la Marine où l'on devrait procéder à de grandes économies et

à de fortes réductions. Je lui dis que, le cas échéant, je me proposai de citer son nom à Lanza pour la Marine et même pour la Guerre. Le général Robilant, stupéfait et complètement étonné par la proportion relative à la marine, me dit que n'ayant aucune connaissance technique en la matière il ne saurait accepter ce portefeuille, mais qu'il prendrait tout autre portefeuille. Et comme je lui exposai mes idées sur les réductions qu'il serait possible de faire subir à l'armée, il me répondit qu'il était, lui aussi, de cet avis, qu'il trouvait même que ces réductions n'étaient pas suffisamment radicales, qu'on pouvait et qu'on devait aller beaucoup plus loin dans cette voie, mais que tous les Ministres devraient en faire autant et prendre de plus l'engagement de poser la question de cabinet toutes les fois qu'il s'agirait d'obtenir le rejet de quelque nouvelle demande de crédit.

J'ai revu le général Robilant un peu plus tard. Il me dit qu'il avait réfléchi et qu'il prendrait même le portefeuille de la Marine parce qu'il avait trouvé le personnage qui pourrait le guider et le conseiller, — Lovero di Maria.

A trois heures, je vais à la Chambre des Députés pour conférer avec Dina et lui dire que, comme Lanza renonçait à se charger de constituer un Ministère, il serait urgent de présenter au roi le nom de Sella. Dina me répondit que Lanza lui avait rapporté toute la conversation qu'il avait eue avec moi, que j'assumais une terrible responsabilité en causant par mon refus l'échec de la combinaison Lanza, que Sella était impossible, qu'il n'aurait en aucun cas accepté la mission de former un cabinet et qu'il ne restait plus d'autre alternative que d'avoir recours à Rattazzi. Afin de me prouver qu'il était impossible de songer à Sella, il me lut deux pages écrites par Sella lui-même, mais sans me montrer le reste.

Les paroles de Dina font une profonde impression sur moi et je ne me sens pas le courage d'assumer sur moi une responsabilité aussi grande que celle d'avoir frayé le che-

min à Rattazzi. Je déclare à Dina que, puisque la question se pose en ces termes, il m'est impossible de refuser ; qu'il s'agit désormais pour moi de remplir un devoir sacré, quelque grand que puisse être le sacrifice auquel je me résous. Je déclare en outre à Dina que, si Lanza exige les vingt millions de réduction, c'est-à-dire un total d'économies impossibles à réaliser, ce sera sur lui, Lanza, et non sur moi, que devra retomber la responsabilité.

Dina me demande la permission, que je lui accorde, de rapporter mes paroles à Lanza et il me remercie de ce que je viens de faire. J'ajoute que j'accepterai la Guerre dans le cas où Visconti prendrait les Affaires Étrangères. qu'une fois installé au Ministère on pourra traduire Lobbia devant le conseil de discipline, tant pour faire un acte de moralité nécessaire aux yeux de l'armée que pour déterminer clairement et nettement la position du Ministère par rapport à la gauche. Je persiste à évaluer à une dizaine de millions le minimum des économies en lui affirmant que pour arriver à ce chiffre net on devra prendre des mesures qui ne seront approuvées par aucun de nos généraux.

1er décembre. — *Je vais le matin au Ministère de la Guerre pour mieux étudier le chiffre réel des économies possibles. J'entre chez le colonel Driquet et j'y trouve le général Bertolé. Je raconte comment, sur les instances de ses amis, Lanza a conservé le mandat auquel il voulait renoncer et qu'à la suite des paroles de Dina je m'étais décidé à accepter.*

Je me remis à faire avec eux le calcul des économies et je vis qu'en réduisant le contingent de 8.000 *hommes environ, en raison des suppressions à faire dans la cavalerie et l'artillerie, on arrivait à un total de seize millions et demi, dont il fallait, il est vrai, défalquer* 2 *millions* 800.000 *lire d'économies irréalisables.*

Le général Bertolé me dit qu'on pouvait arriver à 9 *ou* 10 *millions, mais que, tout en admirant le courage de*

celui qui consentirait à la réduction de la cavalerie et de l'artillerie, il était néanmoins forcé de désapprouver cette mesure qu'il regardait comme funeste à l'armée.

Je lui dis que les circonstances étaient si graves qu'elles rendaient ce sacrifice indispensable...

... Dans la journée, je vais à la Chambre. Beaucoup de députés de l'ancienne majorité viennent me dire qu'il faut absolument que j'accepte le portefeuille de la Guerre. Visconti-Venosta est arrivé, et je le recherche à la Chambre. Nous y rencontrons le général de La Marmora qui me demande si j'ai accepté. Je parle au général de la réduction des effectifs de la cavalerie et de l'artillerie. Il me dit que c'est là chose fort grave ; mais, lorsque je lui eus fait voir que, vu l'état de nos finances, il était matériellement impossible de pouvoir en aucun cas mobiliser plus de dix ou douze divisions, il cessa de combattre cette réduction et alla même jusqu'à l'admettre, puisqu'on n'avait plus le choix qu'entre cette réduction et la banqueroute...

Une fois encore, il sembla que le général Govone allait échapper au danger et que le sacrifice, auquel il s'était résigné, devenait inutile. La crise se prolongeait. Cialdini était intervenu ; Lanza renonçait à son mandat et Cialdini entamait la série de ses longues négociations avec Sella dont le nom était la garantie d'une politique financière ferme et habile. Et le général Govone, qui souhaitait de toute son âme la réussite de cette combinaison, qui poussait Lanza à agir dans ce sens sur Sella, éprouva pendant un certain temps l'agréable sensation d'avoir échappé à un grand danger sans avoir encouru la responsabilité d'avoir, par son fait, contribué à l'insuccès des négociations de Lanza.

Ses amis partageaient sa satisfaction et ses espérances : « Puisse le général Cialdini réussir bien et vite, lui écrivait le général Robilant.

« Je vois avec grand plaisir par ta lettre que tu avais accepté le portefeuille de la guerre. Je t'ai com-

muniqué sans réticences ma manière de voir à ce propos. Je me réjouis donc avec toi de ce que tu aies rempli un devoir sacré en consentant à un sacrifice qui te coûtait tant. Maintenant que ta responsabilité dans cette crise est à l'abri, je me félicite de tout cœur d'avoir échappé aux conséquences de ton sacrifice. Pour moi, j'ai pleinement la sensation qu'on éprouve après avoir échappé à un grand danger. De toute façon, j'étais prêt à tenir ma parole et mon engagement dans les éventualités qui s'étaient présentées. La fortune a voulu que ma résolution, que je me permettrai d'appeler héroïque, n'ait pas eu de conséquences. Tu reconnaîtras avec moi que je l'ai échappé belle et je crois que la marine italienne en dirait autant, si elle pouvait se douter du danger auquel elle a été un moment exposée... »

Mais les espérances auxquelles se laissait aller le général Govone devaient être de courte durée. Le général Cialdini échoua dans ses tentatives et se réserva pour critiquer ce qu'on allait faire.

La crise recommençait plus confuse que jamais et mettait de nouveau l'homme politique en présence d'un cruel dilemme : voir réussir Rattazzi, l'homme d'État funeste auquel l'Italie devait déjà Aspromonte et Mentana, ou seconder au prix de n'importe quel sacrifice personnel la réussite de la tentative suprême faite par Sella. Quant au soldat, il voyait de nouveau se dresser devant lui un dilemme non moins cruel : ou se prêter à des réductions immédiates mais limitées, ou laisser les choses en venir à un point tel qu'il faudrait alors se résigner à des sacrifices plus grands encore et faire ainsi retomber sur l'armée la responsabilité de la situation financière.

Le *Journal*, auquel nous avons emprunté les extraits qu'on vient de lire, continue en ces termes :

8 décembre. — *Le général de Sonnaz me mande au Palais par ordre du roi. Il me prie de lui envoyer une lettre con-*

tenant l'exposé de mes idées sur les réductions. Je rédige la lettre que je lui envoie le lendemain vers deux heures de l'après-midi.

10 décembre. — *La combinaison Cialdini-Sella a complètement échoué pendant les derniers jours. Sella m'écrit aujourd'hui et me demande d'aller chez lui à midi. J'y trouve Dina et Chiaves. Sella m'expose ce qui s'est passé et me dit qu'il a été chargé par le roi de former un Ministère et qu'il s'est réservé d'accepter le mandat après avoir conféré avec Cialdini et Lanza. Entre temps, afin d'être prêt à toute éventualité, il a résolu de chercher ses collègues éventuels. Il me dit que je suis indiqué pour la Guerre et insiste pour que j'accepte en raison de la situation du pays. Il ne fixe* A PRIORI *aucun chiffre de réductions*[1].

Je présente mes objections; j'insiste sur les noms de Bertolé ou de Robilant. Je lui répète ce que j'ai dit à Lanza dans ma dernière entrevue, que je ne pourrai refuser le portefeuille dès qu'il fait de mon acceptation la condition indispensable de la réussite de ses combinaisons.

Puis vient une scène entre Sella et Chiaves. Sella déclare qu'il renoncera à sa mission si Chiaves n'entre pas comme garde des sceaux. Chiaves dit qu'il n'acceptera à aucune condition.

Le soir, je rencontre Dina qui me dit que l'affaire Chiaves est arrangée. Chiaves restera en dehors et Sella ne renonce pas.

Dans cette conversation, je dis à Dina qu'il me semblait qu'il y aurait un grand coup à faire, si Sella offrait à Lanza la Présidence et les Affaires étrangères. On ferait disparaître ainsi toutes les suspicions d'intrigues attribuées à Sella lors de l'échec de la combinaison Cialdini. On s'assurerait plus aisément l'appui des Permanenti[1], *qui est précisément le nœud de la question. Dina me répond que*

1. *Permanenti.* Nom d'un nouveau parti ou plutôt d'un nouveau groupe qui s'était formé au Parlement italien.

Lanza n'accepterait probablement pas, que Lanza et Sella marcheraient difficilement d'accord, qu'il vaudrait peut-être mieux ne pas mettre toute la cargaison sur le même navire et qu'il serait sage d'en sauver une des deux et de la conserver pour l'avenir.

11 décembre. — *A neuf heures du soir, je reçois un billet de Sella m'invitant à me rendre chez lui. J'y trouve Correnti, Biancheri, Visconti, Gadda, Chiaves et autres. Le ministère est formé en grande partie. On parle d'autres noms pour le compléter. Difficulté pour la Marine, les Travaux publics, pour l'Agriculture et le Commerce*[1]*...*

Pour l'Agriculture et le commerce on parle de... Pour moi, il me semble qu'on pourrait y faire venir Luzzati... Il se fait tard. Lanza doit arriver demain.

12 décembre... *Je dors peu pendant la nuit. Je pense qu'en fin de compte on ne cherche pas assez à rallier les* Permanenti *à la majorité. Tout cela, joint à la difficulté, ou mieux aux expédients, avec lesquels on fait les combinaisons ministérielles, me décourage.*

13 décembre... *Lanza est arrivé hier soir. Le ministère Sella serait presque au complet. Nous étions tous chez Sella dès huit heures du matin. Sella lance la bombe et dit qu'il lui est venu pendant la nuit une idée lumineuse, qu'il y a un grand coup à faire, celui d'offrir à Lanza la présidence avec le portefeuille de l'intérieur. Comme j'étais arrivé le premier de tous ce matin, il m'en avait déjà parlé, et non seulement je l'ai approuvé, mais je lui ai dit que j'avais eu la même idée, deux jours auparavant et que j'ai moins parlé à Dina. Il m'a tout bonnement répondu : « Eh bien! qu'en a dit Dina? »*

En somme, tous approuvent l'idée de Sella. On va cher-

1. Les passages du journal que nous omettons ici ont trait aux noms des personnages. Ils dépeignent les scènes ordinaires qui se passent derrière la coulisse de toutes les crises ministérielles : Noms mis en avant ; puis rayés, portefeuilles qui voyagent de main en main, acceptations, refus, demandes de réflexion, observations, acceptations, etc., etc.



cher Lanza qui vient et fait de sérieuses objections; mais il finit en somme par accepter à la condition de disposer de deux portefeuilles, celui de la Marine et un autre. Sella passe outre à toutes ces questions avec beaucoup d'habileté...

14 décembre. — *Les difficultés s'aplanissent. Luzzati n'est pas du ministère et Castagnola y entre et prend de plus l'intérim de la marine que j'ai absolument refusé..... Finalement, on prend rendez-vous pour aller chez le roi à trois heures et demie. Nous prêtons serment et tout est fini. Le soir, nouvelle réunion chez Lanza pour y parler du budget provisoire. A six heures j'ai été chez le roi qui m'avait fait appeler.....*

15 décembre. — *Je vais m'installer au ministère de la Guerre. A deux heures, présentation à la Chambre avec discours de Lanza. A trois heures, présentation au Sénat et discours du même. En sortant du Sénat, Lanza me demanda si dans son discours, dans lequel il a beaucoup parlé de la Guerre, il a dit quelque chose qui m'ait déplu. Je lui réponds que non; mais j'ajoute qu'il doit prendre bien garde à ce que les économies à faire sur la Guerre ne sont possibles qu'à la condition d'en faire dans tous les Ministères, c'est-à-dire sur l'Université, sur les Préfectures, sur les cours de cassation, etc. Je le préviens qu'au cas contraire, je me retirerai.*

Au reste, hier soir, en rentrant à la maison, j'ai dit la même chose à Sella, c'est-à-dire, qu'on avait fort peu parlé du programme lorsqu'on s'est occupé de former le Ministère, mais qu'il pouvait être certain que quand on en parlerait, je déclarerais que je ne reculerais pas devant une crise partielle si, de même qu'à la Guerre, on ne faisait pas des économies dans tous les Ministères, et que je tenais à l'en avertir loyalement.

Nous voilà en pleine mer, il s'agit de bien mener la barque. »

* * *

La mer sur laquelle le nouveau Ministère allait voguer était si houleuse que chacun des membres du cabinet devait être bien résolu à faire le sacrifice de toute considération personnelle et égoïste. Le Ministère ne pouvait se dissimuler qu'il allait affronter en bloc tout ce qui devait forcément le rendre impopulaire : d'un côté les impôts, de l'autre les économies. Les impôts, sous la forme la plus rigoureuse qu'ils puissent affecter, allaient se superposer et se greffer sur d'autres de date assez récente et peser lourdement sur un pays qui, sans être épuisé, n'était pas riche et gémissait déjà de l'accroissement constant des charges qu'on lui imposait sous des formes nouvelles. En frappant des services déjà réduits au plus strict minimum, en diminuant les emplois, les travaux à entreprendre et par suite les moyens de contenter les populations, les économies, bien que réclamées par l'opinion publique, devaient priver le gouvernement de l'appui de tous ceux qui avaient profité de lui jusqu'à ce moment ainsi que du prestige attaché à la grandeur des œuvres qu'il patronne. Le Ministère savait qu'on le condamnerait sans pitié s'il échouait dans la tentative suprême qu'il entreprenait, et qu'on ne lui rendrait même pas justice s'il réussissait dans cette entreprise dont les effets ne pouvaient se faire sentir que dans un avenir lointain.

A ces difficultés, à cette situation pénible en elle-même venaient s'ajouter pour le Ministre de la guerre d'autres considérations bien douloureuses pour lui. Il savait que ses idées étaient désapprouvées par quelques-uns de ses collègues les plus chers, qu'il allait avoir l'air de vouloir détruire la solidarité de la grande famille militaire et qu'il s'exposait au danger de perdre dans une tentative, qui allait être violemment combattue sur le terrain parlementaire sur lequel il se sentait mal à l'aise, l'affec-

tion et la confiance de l'armée qu'il avait si brillamment acquises sur d'autres champs de bataille. Mais s'il avait pleinement conscience du danger, il avait de plus conscience que seule la voie qu'il était décidé à suivre pouvait assurer le salut de l'armée et lui épargner des maux bien autrement graves.

La lettre suivante, dans laquelle il avait exposé ses idées au roi, en fournit la preuve incontestable :

Au Comte de Sonnaz

Premier aide de camp de Sa Majesté, Florence

Florence, 9 décembre 1869.

« Mon général,

« *Votre Excellence me demande, par ordre du roi, l'exposé des motifs qui m'ont amené à reconnaître non seulement l'opportunité, mais l'urgence de réaliser de sérieuses économies sur le budget de la Guerre. Je vais le faire avec cette liberté d'appréciation et de paroles qui plaît au roi et qui peut être utile au service de Sa Majesté et au bien du pays.*

Les considérations qui se sont imposées à mon esprit sont bien plus d'ordre politique et financier que de caractère technique et militaire.

Il est hors de doute que, si l'on voulait mettre en regard les dépenses militaires de l'Italie, et d'un côté la force de son armée calculée par rapport à la population du royaume et de l'autre les exigences d'une politique qui fasse sentir la grande et légitime influence de l'Italie dans le concert des nations européennes, il ne se trouverait pas un seul militaire qui osât prétendre que l'armée et les dépenses qu'on fait pour elle sont suffisantes pour atteindre le but désiré. L'armée, telle qu'elle est composée aujourd'hui, dispose à peine des effectifs nécessaires pour assurer les besoins journaliers du service de garnison et est, par suite, hors d'état de recevoir une bonne, une solide, une vraie instruction militaire. Le soldat ne reste pas sous les drapeaux cinq ans pleins,



comme il le faudrait cependant. On n'a plus la possibilité de renouveler, et ce serait cependant urgent, le personnel des officiers; on a besoin d'armes plus perfectionnées, de matériel de guerre plus abondant et nos frontières de terre et de mer sont mal protégées. Pour faire face à tous ces besoins, pour avoir une armée réellement forte, pour assurer la sécurité du pays, il faudrait ajouter 40 *ou* 50 *millions au budget de la Guerre et dépenser quelques centaines de millions pour fermer nos frontières.*

Mais la pauvreté du trésor enlève toute espérance et oppose un obstacle insurmontable à la satisfaction de tous ces besoins, et nous serons condamnés à l'impuissance jusqu'au jour où nous aurons rétabli nos finances. Faibles aujourd'hui, nous serons plus faibles encore demain. Il me semble donc qu'on est loin de se tromper en pensant qu'il importe avant tout de porter secours à l'état de nos finances, qu'il faut procéder à cette opération à l'aide de tous les moyens possibles, avec la même ardeur, la même force de volonté dont le roi et le pays ont fait preuve lorsqu'il s'est agi de réaliser l'unité nationale. On doit, en peu de temps, réussir de la sorte à tirer le royaume d'une situation dangereuse au plus haut degré et à donner au pays et à l'armée une force nouvelle.

Si l'Italie semble n'avoir aujourd'hui qu'une seule pensée, celle du rétablissement de ses finances, il n'en est pas moins vrai que les nations ne vivent pas uniquement en satisfaisant leurs seuls intérêts matériels, et, dès que ces intérêts seront assurés, l'Italie verra bientôt luire le jour où elle sera en mesure de subvenir à ses besoins militaires et où elle aura encore la volonté de donner à son armée ce qui lui manque et ce qu'il lui faut.

Si je ne me trompe, si l'Italie est aujourd'hui faible et impotente, si l'état de ses finances est la cause principale de sa faiblesse, par cela même qu'il y a urgence à endiguer ce mal qui s'aggrave de jour en jour, il importe de rechercher les moyens capables de sauver le pays.

« C'est ici qu'intervient la question politique et parlemen-

taire. — On peut reconnaître à des signes aussi nombreux qu'indiscutables, le fait que l'opinion publique se préoccupe de la situation financière de l'Etat, qu'elle a peur de la faillite, qu'elle réclame des économies budgétaires sur lesquelles elle fonde des espérances peut-être exagérées. Beaucoup d'hommes politiques sont d'avis qu'il serait aussi impossible qu'injuste de résister à ce mouvement de l'opinion, et que seul un ministère qui inscrira sur son drapeau le mot économie, *un Ministère qu'on saura devoir rester fidèle à ce programme, pourra avoir pour lui l'appui du pays et du Parlement.*

L'honorable Lanza, chargé par le roi de former un Ministère, avait accepté comme base fondamentale de son administration, le programme des économies. Il avait reconnu que, mieux que tout autre, ce programme répondait aux circonstances, aux nécessités du moment et à la conscience publique. Grâce à ce programme, il espérait assurer au Gouvernement le concours de l'opinion publique et grouper autour de lui la majorité de la Chambre. Il pensait qu'en portant haut ce drapeau, tous les hommes du Gouvernement qui appartiennent à l'opposition devraient le suivre et se grouper autour de lui poussés par la pression qu'exercera sur eux l'opinion publique.

Il pensait même qu'en leur donnant de sérieuses garanties d'autre nature, les membres de la droite de la Chambre ne pourraient pas se refuser à le soutenir.

Il croyait enfin qu'il se formerait fatalement une majorité dont soit lui-même, soit tout gouvernement qui viendra après lui, aurait le droit de réclamer le concours. Une fois le déficit comblé grâce à toutes les économies qu'il est possible de réaliser, il se proposait de réclamer la modification de toutes les dispositions des lois fiscales qui, laissant un vaste champ ouvert à la fraude, empêchent le trésor de profiter de l'accroissement constant et indéniable de la richesse publique en Italie. L'honorable Lanza pensait enfin qu'il avait le droit d'exiger la rentrée intégrale des impôts existants et croyait qu'il trouverait peu de résistance dans un

pays satisfait de voir qu'il avait fait droit à ses légitimes demandes d'économies et aux yeux duquel, en faisant disparaître le déficit, il aurait fait entrevoir la venue prochaine d'un avenir assuré et l'aube du jour du salut.

Il est donc évident qu'un programme d'économies doit présenter des chiffres déterminés avec une exactitude telle que ces chiffres suffisent à eux seuls pour inspirer confiance à l'opinion publique. L'honorable Lanza avait a priori *évalué le total des économies à* 40 *millions :* 20 *sur l'armée,* 10 *sur la marine,* 10 *sur les autres services.*

L'honorable Lanza me fit appeler, m'exposa ses idées et me demanda mon concours en me le représentant comme l'accomplissement d'un devoir envers mon roi et mon pays. Je ne parlerai à Sa Majesté ni de ma résistance, ni des efforts que je fis pour faire accepter à l'honorable Lanza un concours qui, sans être plus dévoué, aurait été certainement plus efficace que le mien. Je ne cédai que lorsqu'il eût perdu tout espoir de voir d'autres personnages accepter la mission qui m'était offerte. Examinant alors le chiffre des réductions que l'honorable Lanza imposait au budget de la Guerre, je cherchai sur l'heure même, mais non sans une profonde douleur, le moyen d'en arriver le plus près possible.

Partant de cette idée qu'en raison de l'état actuel de l'Italie, une guerre serait le plus grand des maux qui pût la frapper, et aussi celui que l'opinion publique redoutait le plus, j'ai cru que l'Italie devait faire tous ses efforts pour y échapper. Il me semble, du reste, autant qu'on peut baser un raisonnement sur les prévisions humaines, que cette guerre est peu probable. Il me semble que, tant que durera la situation actuelle, l'Italie n'a le droit de recourir aux armes que pour défendre son honneur outragé. Et j'ai pensé que, si par malheur cette éventualité venait à se réaliser, on serait, vu l'état actuel des finances italiennes, hors d'état de réunir une armée d'un effectif égal à celle commandée par le roi lors de la dernière campagne. S'il est donc vrai qu'il faille éviter la guerre, que cette guerre

soit improbable, et qu'en tout cas l'Italie ne pourra mettre sur pied les vingt divisions qui correspondent à nos cadres, il me semble par conséquent inutile et dangereux d'hésiter entre les désirs généreux et l'impuissance des ressources, d'autant que l'incertitude de l'avenir est peut-être même la cause déterminante qui, afin d'assurer d'incontestables avantages à nos finances, doit nous pousser à réduire en vue d'une guerre que la sauvegarde de notre honneur rendrait indispensable, nos moyens militaires aux forces strictement indispensables pour mobiliser dix ou douze divisions.

L'infanterie est d'ores et déjà réduite à des effectifs au delà desquels on ne saurait descendre sans compromettre l'ordre public. On ne saurait donc songer à réaliser des économies de ce côté. Par contre, les armes spéciales, celles dont on a moins besoin à l'intérieur et qui sont des armes de guerre, l'artillerie et la cavalerie, trop faibles aujourd'hui pour fournir à vingt divisions, mais trop nombreuses pour dix ou douze, pourraient subir une réduction qui ramènerait leurs effectifs à des chiffres correspondant aux besoins de ces douze divisions, que, seules, et au prix des plus grands efforts, on parviendrait à pouvoir mettre en campagne.

Telle est à mon sens la seule voie ouverte pour s'approcher du chiffre d'économies réclamé par l'honorable Lanza. On m'objectera que ces armes spéciales sont aussi celles dont la reconstitution ultérieure sera la plus difficile ; mais il me semble que nous avons commis une lourde faute en attribuant peu d'importance au préjudice que, par suite des nécessités financières, nous avons causé à l'infanterie dont les hommes passent trop peu de temps sous les drapeaux. En Angleterre, en Prusse, partout où l'on a de saines idées sur les besoins de l'armée, c'est sur la valeur de l'infanterie qu'on se base pour porter un jugement sur la valeur réelle des armées.

Pour ce qui est du caractère même qu'il conviendra de donner à cette réduction des effectifs de la cavalerie et de l'artillerie, je pense que cette diminution ne doit être que

temporaire, porter sur trois ou quatre ans à peine, qu'elle doit être limitée au laps de temps strictement nécessaire pour faire renaître la confiance et le crédit de l'Etat, pour permettre aux nouvelles taxes de produire leur effet et pour rétablir sur des bases solides l'équilibre du budget.

Je suis du reste certain que, dès que les craintes de faillite auront disparu, dès que le pays et nos finances seront redevenus florissants, ce sera avec une ardeur égale à celle qu'il déploie aujourd'hui pour exiger des économies que le pays, en même temps qu'il imposera au Gouvernement l'obligation de protéger énergiquement les intérêts de l'Italie au dehors, se fera un devoir de lui fournir les moyens dont il aura besoin pour augmenter ses forces et faire respecter son prestige. Il en résulte que ces réductions, ne devant avoir qu'un caractère provisoire, devront s'opérer sans qu'on supprime des corps entiers.

Chaque régiment de cavalerie serait diminué de deux escadrons, chaque régiment d'artillerie de campagne, de quatre batteries (hommes et chevaux). Il serait peut-être même possible de réduire de cinq chevaux le nombre des chevaux de chacune des batteries qu'on conservera. On réaliserait, grâce à ces réductions, des économies qui dépasseraient le chiffre de 5 *millions.*

Les autres économies qu'il me paraît possible de faire sont en grande partie celles-là même auxquelles avait en partie consenti l'éminent ministre actuel de la Guerre, économies qui sont les suivantes, et pour lesquelles je ne donne que des chiffres approximatifs :

Renvoi d'une classe dès que le nouveau contingent sera instruit.......... lire.	7.500.000
Diminution de 1.000 carabinieri (*gendarmes*)..........	900.000
Économies dans les arsenaux..........	600.000
Economies sur les hôpitaux, diminution du contingent....	200.000
Économies sur les remontes..........	300.000
Économies sur les manœuvres d'automne..........	300.000
Autres économies sur les différents chapitres..........	500.000
Sur le budget extraordinaire..........	1.600.000
A ajouter la diminution de 38 escadrons, de 20 batteries et de 5 chevaux pour les batteries restantes..........	5.320.00
TOTAL..........	17.220.000

Il est vrai qu'une fois ces réductions opérées, il faudrait, comme me l'a fait observer le ministre actuel, inscrire certaines sommes pour des dépenses indispensables qui ne figurent pas au budget, savoir :

Taxe de mouture............................. lire.	600.000
Change de monnaie (perte sur le change)...............	800.000
Taxe sur les contrats..................................	250.000
Officiers in aspettativa *(position d'attente) en plus de l'effectif budgétaire*...............................	1.000.000
Économie de 4 0/0 qu'on ne pourra pas réaliser en entier, comme on l'a prévu dans le budget.....................	1.200.000
TOTAL..........	3.850.000

Donc l'économie totale de...........................	17.220.000
serait réduite à.....................................	13.370.000

Économie assurée et qui peut-être même pourra être dépassée.

Résumant maintenant les idées que j'ai exposées dans cette lettre déjà trop longue, Votre Excellence me permettra de lui répéter que l'armée, étant maintenant tellement faible qu'elle ne saurait représenter aux yeux de l'étranger une force respectable, et que notre situation financière nous empêchant de la renforcer, je suis convaincu qu'il serait inutile et même dangereux de reculer devant une réduction ultérieure et d'hésiter à prendre un parti qui, profitant des circonstances politiques pour sauver nos finances, sauverait en même temps l'avenir de l'armée.

L'exemple de l'Autriche me confirme dans cette opinion. Après la terrible secousse de 1848-1850, l'Empire, victorieux à l'intérieur et à l'extérieur, ne sut pas employer au rétablissement de ses finances les quelques années de paix qui lui étaient assurées. On maintint le budget de l'armée à un chiffre de beaucoup supérieur aux besoins ; on entassa dettes sur dettes, emprunts sur emprunts. Puis, lorsqu'il lui fallut enfin ouvrir les yeux devant les exigences du déficit, l'Autriche dut réduire non seulement ses effectifs, mais la durée de la présence des soldats sous les

drapeaux, tout comme cela se fait actuellement en Italie. Ce fut dans cet état d'extrême faiblesse militaire et financière, que la trouva la guerre de 1859, et malgré sa supériorité numérique, la désorganisation de tous ses services la fit tomber de ruine en ruine et d'échec en échec.

L'Autriche elle-même s'est chargée de démontrer par les événements de 1866, qu'aucun État dont le trésor est vide et les finances déséquilibrées ne saurait avoir une forte armée. Les soldats autrichiens comptaient au moment de cette campagne treize à quatorze mois de service sous les drapeaux, et je me rappelle que le comte de Bismarck et le général Moltke, à la veille de la guerre, fondaient sur ce fait une bonne partie de leurs espérances.

La situation financière de l'Autriche eut à ce moment encore d'autres effets désastreux pour elle. Des révélations postérieures à la guerre nous ont appris en effet qu'on avait à plusieurs reprises discuté, à mesure que les incidents diplomatiques se pressaient, la question de la mobilisation de l'armée. Les militaires les plus renommés de l'Empire la réclamaient avec insistance, tandis que les hommes d'État qui tenaient les rênes du Gouvernement refusaient d'y consentir de peur d'engager l'Empire dans des dépenses ruineuses qui pouvaient être inutiles, tant qu'il restait encore un dernier espoir de paix. Et ce retard apporté à la mobilisation n'a pas été l'une des moindres causes de la ruine de l'Autriche.

Ces exemples historiques montrent, si je ne me trompe, combien il est dangereux de laisser passer le moment de rétablir, lorsqu'il est encore temps, les finances compromises de l'État et de laisser échapper une occasion qui ne se présentera plus. Ils prouvent encore que la solidité des finances et du crédit est la base principale et indispensable de la puissance militaire des États.

Dans notre cas, on nous objecte qu'un déficit de 160 à 170 millions ne saurait être comblé grâce à quelques millions économisés sur les dépenses militaires et qu'on risque de ruiner l'armée sans rétablir pour cela les finances.

Mais la question est complexe. Pour nous, les économies apportées au budget militaire et aux autres services, en même temps qu'elles constituent quelque appui direct donné aux finances, sont d'autre part un moyen politique d'une incontestable importance, indispensable pour rétablir l'autorité et la marche régulière du gouvernement, un moyen de force devenu désormais nécessaire pour lui permettre de dominer la situation politique, et peut-être même la dernière ressource qui lui reste pour sauver les finances et avec elles l'avenir de l'armée.

Mes idées peuvent être justes ou fausses, mais elles sont sincères, profondément et longuement méditées. Si Votre Excellence trouve que je les ai exprimées avec quelque chaleur, qu'elle me les pardonne en pensant qu'elles m'ont été inspirées par mon profond dévouement envers le roi et envers mon pays. »

*
* *

Les idées que le général exposait dans cette lettre ne devaient pas tarder à être reprises dans un projet de loi qui modifiait l'organisation de l'armée et elles entrèrent pour une partie importante dans le vaste programme des réformes financières proposées par l'honorable Sella.

Mais plusieurs mois se passèrent avant la présentation de ces projets à la Chambre, mois de travail incessant pour le ministre de la Guerre, mois qu'il consacra à des calculs arides, à l'étude approfondie des chiffres et pendant lesquels il chercha à concilier des exigences auxquelles on ne pouvait se soustraire avec des ressources toujours insuffisantes, s'efforçant en outre de résoudre des questions depuis longtemps en suspens et d'obtenir, grâce à de nouvelles méthodes, plus de clarté, de précision et de rapidité dans les informations qui devaient servir de base aux réformes[1], de

1. Deux exemples tirés de la discussion du budget (*Atti parlamentari*, Chambre, séances du 10 au 14 mai 1870). Les budgets étaient d'abord calculés sur des chiffres basés plus sur des probabilités que sur des bases

protéger l'armée contre certains actes d'indiscipline, enfin d'introduire avant le vote du budget en cours (1870) quelques-unes des économies qui pouvaient résulter de l'adoption du projet de loi sur les mesures relatives à l'armée.

Ce projet de loi, qui contenait les dispositions dont les principes avaient été posés dans l'exposé de la loi de finances, se composait de six articles. Mais les exigences financières primaient tout. Ne pouvant plus frapper les services accessoires, déjà réduits à outrance, ces exigences devaient forcément porter atteinte aux forces vives de l'armée.

La première de ces réductions portait sur l'effectif moyen entretenu sous les armes qui s'élevait à 129.000, et auquel on allait faire subir une diminution de 13 à 14.000 hommes, diminution qui devait frapper les effectifs proposés par le général Bertolé-Viale. Le contingent annuel restait fixé à 40.000 hommes. On ne réduisait pas d'un seul homme le nombre des soldats appartenant à la première catégorie de l'armée et mobilisables en cas de besoin. On obtenait la diminution voulue en réduisant la durée du service, la durée de présence qui, de 3 ans et 9 mois, telle qu'elle avait été fixée dans les dernières années, était abaissée à 3 ans et 3 mois par suite du renvoi de la classe la plus ancienne, dès que les recrues étaient à peu près instruites. C'était là une innovation au-

certaines, parce que les exercices n'étaient arrêtés qu'au bout de plusieurs années. Le ministre réussit à mettre les choses si bien en ordre que, dès le mois de mai, il put présenter à la Chambre les comptes de janvier, février et mars, et les fournir en suite mois par mois. Grâce à ce système, il parvint à réaliser une partie des economies introduites dans ce budget, rien que par la simple annulation des ouvertures de crédit supérieures à la réalité des besoins, tandis que sur quantité d'autres points il réussissait à se procurer des indications précises.

Il régularisa plus tard ce système de bilans mensuels en le combinant avec la création d'un bureau spécial de statistique administrative. Voici la raison de cette création : l'intendance et les inspecteurs suffisaient pour vérifier l'exactitude arithmétique des comptes et la situation des corps; mais si de cette façon on parvenait à prévenir les irrégularités, cela ne suffisait pas pour garantir le fonctionnement d'une bonne administration, puisque la régularité n'excluait pas la possibilité du gaspillage. Grâce à cette création et rien qu'en comparant la situation des différents corps, il fut désormais à même de connaitre les chapitres sur lesquels on pouvait faire porter toutes les corrections et les diminutions.

dacieuse qui devait encore s'accentuer, mais que le ministre n'acceptait que pour peu d'années. Innovation dont la durée devait être prorogée par la suite et qui pouvait même dès lors s'appuyer sur l'exemple de la Prusse. Les vainqueurs de Sadowa n'avaient plus que le service de trois ans.

La diminution des effectifs entretenus sous les armes devait être en moyenne partie suportée par les armes spéciales et toucher à peine à l'infanterie dont on avait besoin pour le maintien de l'ordre et qui, pour le général Govone, était l'organe le plus essentiel de l'armée.

La deuxième réduction portait sur les eadres et celle-là a quelque peu besoin d'être exposée plus à fond.

Tout le projet rentrait dans le cadre d'un projet général et reposait sur une idée qui dominait tout l'ensemble: à savoir que la mobilisation des 20 divisions italiennes était absolument irréalisable en présence de la situation financière de l'État, et qu'au lieu de faire de grosses dépenses pour se donner l'apparence de disposer de 20 divisions, existant sur le papier, mais inutilisables en réalité, il convenait de mettre un frein aux conceptions ambitieuses et de donner tous ses soins à la forte constitution de 12 divisions, réellement mobilisables et dans des conditions plus favorables puisqu'on pourrait les doter plus largement d'armes spéciales.

A toutes ces considérations venait s'en ajouter une autre. la question des réserves. En 1866, quand on mobilisa les 20 divisions, il avait fallu, après avoir créé les 4es bataillons affectés à l'armée active, improviser les 5es bataillons tant pour renforcer l'armée que pour assurer le maintien de l'ordre. On était ainsi arrivé à un système qui ne répondait pas au but que l'on voulait atteindre, comme le prouvèrent les graves événements de Sicile, à un système dangereux par ses conséquences, puisque les promotions extraordinaires et les nominations nouvelles[1] étaient la

1. On avait fait 5.000 promotions et nommé 2.000 officiers à des emplois nouvellement créés.

cause principale de l'encombrement des cadres qui s'est fait si durement sentir depuis : des officiers, qui n'étaient pas tous à la hauteur de leurs fonctions, souvent même absolument incapables et qui encombraient encore l'armée en 1870, retardaient outre mesure les promotions, nuisaient au moral de l'armée et accroissaient le nombre des officiers en *aspettativa*[1]. Deux moyens se présentaient pour éviter de retomber dans cette erreur : créer une réserve en la prenant sur les 20 divisions et en inscrivant au budget de nouvelles dépenses, ou bien constituer en dehors de la masse de l'armée la partie destinée à former la réserve. Dans le projet on avait donné la préférence au premier moyen par cela même qu'en destinant 8 divisions à la constitution de cette réserve, on facilitait du même coup la mobilisation des 12 autres.

Par suite, comme on ne voulait mobiliser en cas de guerre que 12 divisions, les armes spéciales, cavalerie et artillerie, véritables armes de guerre, attribuées aux 8 autres divisions, leur devenaient, sinon inutiles, en tout cas moins nécessaires. Toutefois, tandis qu'on réduisait le nombre des divisions de 20 à 12, on n'abaissait le chiffre total des batteries que de 80 à 60 et au lieu de 6 pièces dont se composaient ces 80 batteries on se proposait de former ces 60 batteries à 8 pièces, comme celles de l'ancienne armée piémontaise.

Les régiments de cavalerie perdaient un escadron et leur 5e escadron devenait escadron de dépôt : mais ces escadrons étaient constitués à l'effectif de 100 chevaux, chiffre que beaucoup d'officiers des plus compétents déclaraient être, tant au point de vue du service que de l'instruction, préférable à l'ancien effectif normal de 80 chevaux.

Enfin quelques autres dispositions complétaient les instructions principales dont nous venons de parler : telles que la suppression des cadres de 5 bataillons de

1. Il y avait en 1869 près de [illegible] officiers en *aspettativa*.

bersagliers, créés en 1866 et qu'on versait dans les autres bataillons ainsi que quelques suppressions ou réductions dans le génie.

L'article 2 de la loi fixait à 18.000 hommes l'effectif total des carabiniers. La diminution n'était ici rien autre chose que la constatation d'un fait, de l'impossibilité de maintenir l'arme à ce chiffre.

L'article 3 réglait tout ce qui avait trait aux inspections et aux commandements généraux et supprimait seulement les fonctions rendues inutiles par les réductions.

Les articles 4 et suivants tendaient à régler la liquidation du passé en débarrassant l'armée des *non-valeurs*, en mettant à la retraite ou en réforme, mais en leur accordant tous les égards et toutes les garanties qui leur étaient dus, ceux des officiers en *aspettativa* qui paraissaient impropres au service ou incapables, et en fixant l'emploi des autres de manière à assurer peu à peu un fonctionnement régulier au mécanisme de l'armée.

L'économie totale s'élevait pour les trois exercices 1871 à 1873 à 18.342.000 lires par an, dont une partie assez considérable était réalisable dès 1870, grâce au renvoi, le 1er août et le 1er octobre, de la classe 1845.

Mais ce projet n'arriva pas jusqu'à la Chambre. Une commission parlementaire composée de tous les généraux, membres du parlement, lui opposa un autre projet qui, tendant à conserver à l'armée ses 20 divisions, un effectif moyen de 140.000 hommes, soit 11.000 hommes de plus que le projet du gouvernement, pour la plupart attribués aux armes spéciales, et qui, repoussant toutes les réductions de cadres (sauf pour les 5 bataillons de bersagliers), conservait les 80 batteries, mais réduisait le nombre de leurs chevaux et ne touchait pas à la cavalerie dont les escadrons restaient formés à 80 chevaux. Ce contre-projet acceptait les autres points du projet du gouvernement, y ajoutait quelques économies découvertes par la commision et arrivait à une épargne d'environ 15 millions qu'un calcul plus serré et l'opposition faite par le ministre à quelques-

unes des économies proposées reduisaient à 13 millions dont 12 et demi étaient des économies communes aux deux budgets et dont le dernier demi-million, proposé par la commission, avait été accepté par le ministre. Ce contre-projet, qui ne tendait pas à une réorganisation de l'armée due à une réforme bien soudée dans ses différentes parties et qui ne tranchait pas la question des réserves, ne faisait, à vrai dire, que conserver la façade de l'armée et ne fournissait pas une solution organique.

Mais il donnait satisfaction au désir commun à la commission et au ministère en posant en principe que les économies ne sauraient être que momentanées et que, dès que la situation financière se serait améliorée, l'Italie devait s'efforcer de former une armée en rapport avec sa position en Europe.

Il avait en outre l'avantage d'écarter le principal point de litige entre le général Govone et les autres généraux, le seul point sur lequel il y eût une divergence d'idées réelle et profonde, puisqu'on renonçait à toucher aux cadres et aux unités tactiques.

Restait cependant la différence fort sensible dans le chiffre total des résultats financiers. Mais cette différence pouvait, elle aussi, être ramenée à un chiffre relativement insignifiant. Grâce au système de rapide vérification des comptes imaginé par le ministre, on avait pu dès ce moment constater l'existence de certains crédits supérieurs aux besoins réels. On pouvait de la sorte compter sur environ 2 millions d'économies nouvelles qui, résultant uniquement d'une comptabilité plus exacte[1], ne pouvaient provoquer aucune objection et permettaient d'arriver avec le projet de la commission au chiffre de 15 millions, tandis que la commission du budget ne faisait état que de 14.

L'objection fondamentale ainsi écartée, l'accord devenait possible. D'autres considérations le rendaient inévitable.

1. Par exemple, sur les transports militaires.

D'une part, les vastes projets financiers du ministère, dans lesquels le budget de l'armée n'entrait que pour une partie, touchaient aux intérêts vitaux les plus élevés et les plus chers du pays et rencontraient tant d'hostilité et de résistance que, pour en faire accepter les points essentiels, le ministère devait forcément céder sur les autres.

D'autre part, il fallait tenir compte de l'effet moral que certaines mesures pouvaient produire sur l'armée et écarter tout ce qui aurait été de nature à lui faire croire que les mesures proposées pouvaient lui être préjudiciables. Il fallait donc s'efforcer de préserver son prestige et son autorité et lui prouver que ses chefs les plus élevés en grade étaient tous d'accord sur ce point.

Le ministre accepta donc sans hésiter le projet de la commission[1]. Il consentit à ce que la Chambre fût appelée à discuter ce projet et non le sien. La lutte longue et acharnée, lutte qui dura dix jours (du 23 mai au 3 juin), devait lui prouver que pour triompher des résistances il n'avait pas été de trop de l'accord intervenu entre la

1. L'honorable Massari appréciait en ces termes la concession faite par le ministre à la Commission :

« ..... C'est avec une extrême satisfaction que j'ai entendu hier mon honorable ami, le ministre de la Guerre, faire les déclarations qu'il a apportées à la tribune. D'autres pourront les lui reprocher, moi non. Je crois qu'en faisant cette déclaration il a obéi à cette abnégation patriotique qui a inspiré les propositions des honorables membres de la Commission...

« Je vois dans l'acte du général Govone la continuation de la noble carrière qu'il a commencée si brillamment en 1848, poursuivie avec une fortune méritée lorsqu'à Silistrie et à Balaclava il précédait l'armée qui, sous les ordres d'Alphonse La Marmora, alla en Crimée au devant des fatigues et des dangers qui donnèrent au Piémont le droit d'être, d'abord le premier interprète des espérances des Italiens, et un peu plus tard le vengeur de leurs souffrances.

« Le général Govone, en adhérant aux propositions de la Commission, a montré qu'il comprenait que lorsqu'il s'agissait de réformes et de réductions de ce genre, il fallait les entourer de toute l'autorité capable de les rendre acceptables et surtout plus facilement acceptables. On ne pouvait frapper plus juste puisque, à mon avis, personne, ni dans cette enceinte, ni hors de la Chambre, ne pourra supposer que les propositions présentées au parlement par des hommes comme ceux qui sont assis au banc de la Commission puissent être nuisibles à la constitution de l'armée, de cette armée qui leur est si chère. »

(*Atti Parlementari*. Séance du 25 mai 1870.)

commission et lui. Il aurait été trop pénible pour le ministre d'avoir même eu l'air de renoncer à la solidarité avec ses collègues pour qu'il n'accueillît pas avec joie le moyen d'accepter leurs propositions, mais sans répudier pour cela ses propres convictions.

Le projet proposé par la commission et accepté par le ministre portait la signature des généraux La Marmora, Bertolé-Viale, Pianell, Cadorna, Brignone, Cosenz et du colonel Malenchini. Ces noms, ceux des plus hautes autorités militaires, prouvaient à l'armée, si toutefois il lui eût été possible d'en douter, qu'on ne voulait pas lui nuire.

La bataille qui se livra sur les mesures relatives à l'armée se termina, le 3 juin, par un vote qui donna 68 voix de majorité. Ce n'était là que la première escarmouche destinée à ouvrir la voie à l'ensemble des mesures financières étudiées par le Ministère.

Le Ministère avait été bien inspiré en faisant passer les réformes et les réductions des différents services, avant ses rigoureuses propositions fiscales. Les impôts, nouveaux ou augmentés, la taxe sur la mouture confirmée et appliquée avec plus de rigueur, les charges imposées à la richesse mobilière, l'impôt sur la rente porté de 8 à 13,5 0/0, la confiscation au bénéfice de l'Etat des ressources prises sur les budgets des provinces et des communes qu'on avait obligées à augmenter le taux des contributions foncières allaient peser lourdement sur l'Italie, déjà fatiguée de voir se répéter et se succéder sans cesse les projets de loi de finances et de voir appliquer sans trêve et sans répit des expériences d'équilibre budgétaire continuellement déçues. Les désordres, provoqués sur bien des points par la taxe sur la mouture, fournissaient aux timides des arguments d'autant plus convaincants que le mécontentement semblait préparer un terrain de plus en plus favorable à la propagande des idées subversives, propagande à laquelle on se livrait à ce moment avec une redoutable activité. Au Parlement, les opinions étaient extrêmement divisées, et on voyait se manifester,

même dans les rangs de la droite, toujours disposée cependant à sacrifier sa popularité aux besoins de l'État, des hésitations et des dissentiments de mauvais augure, tandis que la gauche, systématiquement irréconciliable, repoussait les impôts, les économies, repoussait tout et s'armait de la force qui est le propre de tout parti affranchi de toute responsabilité et n'ayant qu'un programme exclusivement négatif.

Il aurait été bien difficile, impossible même, de grouper dans ces conditions une majorité, une majorité quelconque, autour de projets dont la réalisation obligeait à avoir recours à des remèdes héroïques, si l'on n'avait pu prouver au pays qu'on mettait tout en œuvre pour réduire à leur plus stricte expression les charges nouvelles qu'on lui demandait de supporter. La faible majorité[1] qui sauva les projets du Ministère n'avait pu être obtenue qu'à ce prix.

Le 12 juillet, l'ensemble de la loi de finances, cette grande et courageuse œuvre de Quintino Sella, entrait enfin au port. Si des circonstances exceptionnelles devaient peu de temps après suspendre momentanément l'application des réformes et des économies obtenues avec tant de peine, les bases du programme financier étaient désormais admises et posées et assuraient, dans un avenir assez rapproché, le sauvetage des finances du jeune royaume.

1. Résultat du vote sur l'ensemble du projet de loi sur les mesures financières : Votants 274, majorité 138, pour 150.

CHAPITRE XII

AU MINISTÈRE.

LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE

ROME

Le 13 juillet 1870, l'incident d'Ems éclata comme un coup de tonnerre et vint troubler l'horizon politique à peine rasséréné et débarrassé des nuages gros de menaces qui l'avaient assombri huit jours auparavant.

Le programme politique du Ministère Lanza-Sella, ce programme que lui avaient imposé d'inéluctables nécessités d'ordre financier et de politique intérieure, avait été surtout conçu dans l'espoir que la paix générale ne serait pas troublée avant quelques années et basé sur la ferme résolution de tenir l'Italie à l'écart de toute guerre autre que celle qu'elle se serait trouvée contrainte à soutenir pour défendre son honneur et ses intérêts les plus sacrés.

Il avait donc été impossible d'envisager, lors de la formation du Ministère, l'éventualité d'une guerre dans laquelle l'Italie pouvait être entraînée. Rome seule manquait encore à l'achèvement complet du programme national; mais cette conquête, qui rentrait essentiellement dans le domaine de la politique pure, ne pouvait et ne devait en effet nécessiter de grands efforts,

ni réclamer la mise en œuvre d'un grand appareil militaire. Les rapports de l'Italie avec ses deux voisins, la France et l'Autriche, étaient excellents. L'Autriche, occupée à panser ses blessures et à introduire chez elle une série de réformes, lui avait tendu la main au lendemain d'une lutte loyalement conduite de part et d'autre et, rompant avec les traditions du passé, devait même bientôt seconder ses vues sur Rome. La France, après une période pendant laquelle les relations avaient été plutôt tendues, surtout en 1866 et 1867, s'était, elle aussi, complètement rapprochée.

Enfin, en admettant le cas de l'explosion d'une guerre entre les autres puissances, l'Italie n'avait contracté d'engagement diplomatique envers qui que ce soit. Elle était libre de régler sa conduite sur ses besoins et ses intérêts.

D'autre part, la perspective d'un conflit armé en Europe était, dans les derniers temps surtout, devenue plus improbable que jamais. La seule guerre possible, la seule qu'on eût eu à redouter, la seule qui, à deux reprises, en 1866 et en 1867, avait paru un moment presque inévitable, la guerre entre la France et l'Allemagne ne semblait plus à cette heure qu'une de ces éventualités, toujours possibles mais peu probables, et l'époque de l'explosion de ce redoutable conflit paraissait plus éloignée que jamais.

On connaît jusque dans ses moindres détails l'histoire des rapports de l'Italie et de la France. Les empereurs d'Autriche et des Français avaient eu, en 1867, une entrevue qui n'avait abouti à aucun résultat, bien qu'on y eût, il est vrai, discuté les bases d'une triple alliance.

On avait peu après entamé avec l'Italie des négociations qui, interrompues par l'affaire de Mentana, reprises ensuite, se poursuivant lentement et conduites par les trois chefs d'États, avaient eu dès le début un cachet d'entente personnelle entre les trois souverains bien plus que le caractère d'un accord entre les trois gouvernements, accord que l'instabilité ministérielle ne permettait pas à l'Italie de

conclure. Ce fut seulement en juin 1869 que l'échange des idées arriva à un point tel que l'on aurait pu procéder à un accord formel et que la proposition en fut soumise au Ministère Menabrea.

Quoique favorable au principe lui-même, la réponse du gouvernement italien fut cependant subordonnée à l'acceptation de plusieurs conditions : retrait des troupes françaises de Rome, reconnaissance du principe de non-intervention, engagement de respecter l'ordre de choses établi en Allemagne depuis 1866 grâce au concours de l'Italie.

En un mot la triple alliance projetée n'aurait eu qu'un caractère purement défensif. Ces conditions — mais la première surtout — empêchèrent la conclusion de l'accord. Une fois de plus, comme cela avait été déjà le cas en 1864 et comme cela le fut encore plus tard après la déclaration de guerre, la France avait sacrifié ses propres intérêts à la défense du pouvoir temporel. La rupture des négociations avec l'Italie interrompit le cours des négociations avee l'Autriche, bien que cette puissance fût déjà plus engagée avec la France que l'Italie qui ne renoua pas la conversation, et le Ministère Lanza-Sella n'eut pas à s'occuper de la question.

La France s'était, entre temps, engagée dans la voie des réformes en modifiant radicalement dans un sens absolument libéral les bases de sa constitution. Elle avait commencé une œuvre risquée et difficile, une œuvre qu'il ne lui était possible d'entreprendre et de mener à bonne fin que grâce à une longue période de paix. Placée en présence de ce dilemme : guerre avec un gouvernement personnel et forcément autoritaire — ou paix avec un gouvernement parlementaire, elle avait donné la préférence au second de ces termes. On devait donc considérer cette évolution comme le symptôme d'intentions manifestement et résolument pacifiques, et telle fut aussi l'interprétation que tout le monde lui donna, les Français tout les premiers. On procéda donc en France à la diminution du budget de la guerre ; on fit subir au con-

tingent annuel une réduction de 10.000 hommes. L'Autriche s'engagea, elle aussi, dans la voie des économies militaires et tout en continuant à étudier, d'accord avec l'état-major français, un plan de campagne éventuel, elle avait averti la France qu'elle aurait besoin de 42 jours pour mobiliser et que, par conséquent, il faudrait en cas de besoin la prévenir à temps. L'Italie qui était déjà entrée dans la voie des économies questionna l'Empereur avant de s'engager plus résolument encore dans cette voie. Il lui répondit : « Qu'il ne prévoyait aucun conflit, qu'il espérait que son gouvernement réussirait à amener la Prusse à l'idée d'une réduction des dépenses militaires et conservait l'espoir que tous les gouvernements pourraient se consacrer à des œuvres de paix[1]. »

Pendant tout le cours des dernières années, l'Italie ne s'était jamais trouvée dans une situation politique qui put, autant que celle qui lui était faite à ce moment, lui permettre de réduire ses dépenses militaires. Aucun des membres du Ministère n'ignorait assurément qu'une guerre est toujours possible, et chacun des membres du cabinet savait aussi que dans les limites du possible, il était toujours sage de s'y préparer. Mais à ce moment, comme c'était là chose impossible pour l'Italie, elle avait non seulement le droit, mais le devoir de profiter de cette période de paix probable pour se recueillir et se préparer à être forte dans un avenir prochain, au lieu de continuer à s'épuiser et d'arriver à être incapable de rien faire et réduite à l'impuissance quand le moment d'agir serait venu.

Les premiers mois de 1870 avaient non seulement justifié, mais raffermi la confiance de l'Europe entière dans le maintien de la paix. Le 30 juin même, cinq jours avant qu'on n'ait imaginé la candidature du prince de Hohenzollern, le Ministère Ollivier faisait à la Chambre française la déclaration suivante : « Le Gouvernement n'a « aucune inquiétude. A aucune époque le maintien de la

1. Cf. Rothan, *l'Allemagne et l'Italie*, etc., 1870, vol. II, p. 47.

« paix en Europe ne lui a paru plus assuré. De quelque « côté qu'il porte les yeux il ne voit aucune question irri- « tante engagée; tous les cabinets comprennent que le « respect des traités s'impose...

« Ce que nous avons fait? Puisque vous nous parlez « du Sadowa prussien, nous avons fait le Sadowa fran- « çais, le plébiscite. »

Et à peu près à la même époque, lord Granville, s'adressant à la Chambre des Lords, déclarait : « qu'en prenant « possession de son poste, il avait demandé au sous-secré- « taire d'État permanent des Affaires Étrangères, M. Ham- « mond, un des Nestors de la diplomatie européenne, « quelle était la situation des affaires et qu'il lui avait « répondu que, dans sa longue carrière, il ne se rappelait « pas avoir vu un moment où l'Europe eût joui d'une « tranquillité aussi profonde et aussi complète[1]. »

Il y avait cependant une hypothèse que personne n'avait envisagée ou du moins qui, si on l'avait envisagée, avait été aussitôt rejetée, parce qu'elle paraissait inadmissible à cause de son absurdité. On ne pouvait croire, en effet, qu'après avoir rompu, par égard à des intérêts qui n'étaient pas les siens, les négociations qu'elle avait entamées en vue de se créer des alliances, — après avoir entrepris la réforme de sa politique intérieure, réforme que seule la paix pouvait rendre possible, — après avoir affaibli la force, déjà bien insuffisante, de son état militaire, — après avoir conseillé ou permis à ses amis et alliés éventuels de procéder au désarmement, — après avoir négligé de les avertir et de s'entendre avec eux, la France renonçant même à temporiser, dédaignant les longs *pourparlers* diplomatiques qui précèdent généralement les guerres, la France se jetterait le *cœur léger* et tête baissée dans l'abîme.

Et c'était là l'hypothèse fantastique, inimaginable, faite pour déconcerter la raison et le bon sens bien plus encore

1. Paroles citées par l'honorable Visconti-Venosta au Sénat, le 3 août 1870.

que les prévisions, qui allait cependant devenir une réalité.

Au lendemain d'un succès diplomatique, au moment même où elle pouvait se déclarer satisfaite du résultat obtenu, la France tenta imprudemment de retourner le couteau dans la plaie, chercha à accroître l'importance et le retentissement de son succès en essayant d'imposer une humiliation à la Prusse et provoqua de la sorte une légitime et inévitable réaction.

Puis, rejetant pour une simple question de forme les conseils que lui suggéraient ses amis [1], conseils qui lui auraient permis de gagner du temps et bien qu'elle eût pleinement conscience de la situation militaire de ceux qu'elle espérait avoir pour alliés, en vingt-quatre heures elle se décida à la guerre.

Si la cause, pour laquelle la guerre éclatait, pouvait faire croire, quoique à tort, à une agression préméditée de la part de la France, la rapidité avec laquelle elle procéda, et la négligence qu'elle mit à se concerter avec l'Italie permettaient à cette puissance de croire, ou bien que la France était décidée à agir seule, ou bien qu'elle était désormais résignée à s'assurer son appui au prix des concessions qu'elle lui avait naguère refusées. — Mais ni l'une ni l'autre de ces suppositions n'était fondée. Ce fut au moment où les armées commençaient déjà à marcher que le

1. « M. de Beust, l'histoire ne saurait le méconnaître, ne négligea aucun « effort pour arrêter le gouvernement français. Il proposa sa médiation « de compte à demi avec le Cabinet de Florence...

« ... Il nous supplia de nous contenter de la renonciation... Il protesta « dès le début contre l'interprétation que M. de Gramont se plaisait à « donner à ses engagements. » (ROTHAN, *op. cit.*)

« Avant et après la déclaration, c'est-à-dire le 14 et le 15, je m'étais « rendu chez le duc de Gramont pour lui répéter, d'après les instructions « reçues de Florence, les exhortations du gouvernement italien en faveur « de la conciliation et de la modération...

« Le 15, le prince de Metternich avait en vain tenté de faire accepter au « duc de Gramont la proposition, à laquelle je m'étais associé, de réunir « un congrès.

« Le 16, lord Lyons avait, par ordre de son gouvernement, proposé la « médiation de l'Angleterre, conformément au protocole du traité de Paris « du 14 avril 1856. Sa proposition fut rejetée. » Cf. NIGRA, *Ricordi diplomatici* (1870).

duc de Gramont demanda, *d'un ton dégagé*[1], à l'Italie de reprendre les négociations. — On était alors à la veille des premières batailles, et cependant, pour la troisième fois, la France refusa d'accepter la condition essentielle que l'Italie mettait à son concours : l'abandon de Rome.

La lenteur apportée à ces ouvertures, l'obstination avec laquelle on refusait une concession indispensable, plaçaient l'Italie dans une situation singulière, augmentaient l'incertitude et la confusion qui régnaient dans les esprits déjà désorientés par la surprise que leur avait causée l'explosion inattendue de la guerre.

Les guerres modernes, ces guerres qui se décident dans les premières semaines et lors des premières rencontres, ces guerres qui nécessitent une somme immense d'énergie concentrée pendant de longues années et dépensée en peu de jours, sont, on ne saurait le nier, de grandes et dures épreuves, de ces épreuves dont on ne peut triompher que grâce à une préparation complète et à une utilisation rationnelle de toutes les ressources matérielles et morales du pays, dirigées vers un but nettement déterminé et conduites avec une extrême vigueur. Encore faut-il, pour s'assurer le succès (et c'est là le secret des victoires des Prussiens), que cette préparation à la guerre ait été faite en vue d'un objectif déterminé, contre l'ennemi qu'on s'attend à avoir à combattre et contre lequel on aura fait à l'avance converger et les travaux de l'état-major qui proportionnera les moyens à employer à la capacité de résistance de l'adversaire, et l'action de la diplomatie qui, après avoir isolé son ennemi, le livrera aux coups de l'armée et fera éclater la crise au moment opportun, et tous les organes de la politique intérieure qui préparera la nation, guidera ses aspirations confuses, l'habituera à l'idée de voir dans la crise sanglante qu'elle va traverser la solution logique, inévitable, attendue, d'une

1. Rothan, *op. cit.*, vol. II, p. 57.



situation insoutenable et la prédisposera à des efforts unanimes et aux suprêmes sacrifices.

Une semblable orientation des esprits et de la volonté nationale n'existait pas et ne pouvait pas exister en 1870 en Italie. La conscience nationale était ballottée entre des aspirations contradictoires, entre les souvenirs du cœur et les considérations politiques, entre le désir de parachever le programme national et l'incertitude du choix de la voie qui mènerait plus sûrement à ce but, entre l'intuition de la nécessité politique qui contraignait l'Italie à ne pas se désintéresser des grandes questions d'équilibre européen et l'obligation de maintenir à tout prix l'état de paix et de s'appliquer avant tout à refaire sa puissance économique.

Si le roi et la plupart des hommes d'État et des généraux penchaient en faveur de l'alliance française, d'autres hommes politiques et la plus grande partie de la nation étaient bien décidés à s'y opposer. L'opinion publique, qui devait plus tard être unanime à manifester ses sympathies pour la France le jour où elle vit sur sa tête l'auréole de la douleur et des sacrifices héroïquement supportés, était, dans le principe, et en majorité au moins, hostile à la France qu'elle croyait forte. Elle aurait difficilement compris la mise en marche des soldats italiens chargés d'occuper côte à côte avec des soldats français les postes abandonnés par d'autres soldats français qui, encore en ce moment même, leur fermaient le chemin de Rome. Elle aurait difficilement compris que, sans provocation de leur part, l'Italie se lançât contre ses alliés de 1866, dans l'intérêt et au profit de ceux qui avaient été ses adversaires à Mentana. Elle aurait difficilement compris que, lorsque le peuple gémissait sous le poids des impôts, au lendemain du jour où pour sauver le crédit de l'État on avait dû recourir à des remèdes héroïques, le gouvernement renonçât à brûle-pourpoint au résultat acquis au prix de tant d'efforts et de sacrifices pour aider la France à remporter une victoire dont la première conséquence aurait été de replacer

l'Italie sous une tutelle qui lui pesait et d'augmenter le nombre et la solidité des obstacles qui s'opposaient aux revendications nationales.

D'autre part, les partisans de l'alliance française envisageaient le côté chevaleresque de l'entreprise, invoquaient l'obligation morale de soutenir l'allié de Magenta, et ne se dissimulaient pas non plus le danger d'une neutralité qui exposerait l'Italie aux rancunes du vainqueur comme du vaincu et la discréditerait aux yeux de l'Europe. Convaincus que la France sortirait victorieuse de la lutte ils sentaient, tout comme leurs contradicteurs, que cette victoire remportée sans le concours de l'Italie aurait pour conséquence de retarder encore la réalisation des aspirations nationales et ils espéraient qu'une alliance permettrait au contraire d'arriver au but si ardemment désiré. En tout état de cause, ils étaient décidés à ne pas laisser passivement se dénouer une crise aussi terrible et à ne pas abandonner la France.

Toutes les solutions qui se présentaient au gouvernement italien avaient leur raison d'être : l'alliance prussienne dans laquelle Bismarck avait essayé de nous engager, en nous faisant à Nikolsburg des avances très claires que nous avions laissé tomber — l'alliance française à laquelle la France elle-même opposait des obstacles insurmontables — la neutralité qui devait être imposée par les événements mêmes bien plus que par un calcul ou une résolution mûrement préméditée — l'intervention à titre de modérateurs, se produisant d'après les formes que les circonstances se chargeraient de lui faire prendre. — Toutes ces solutions avaient leurs raisons d'être, mais aucune d'elles ne s'imposait avec la force irrésistible qui résulte d'une étude préalable logiquement et rationnellement préparée.

Au moment où la crise éclata, on ne put s'arrêter à aucune de ces solutions. Le Roi, chevaleresque et belliqueux, se considérant comme engagé personnellement par des échanges de vues qui n'avaient du reste reçu aucune consécration, et comme lié par la reconnaissance, croyant



d'autre part à la victoire de la France, se rendant un compte exact des dangers que lui ferait courir en ce cas la neutralité, se prononçait pour une intervention immédiate. En face de lui, Sella, grand admirateur de l'Allemagne où il avait fait des études, convaincu que Mentana avait délié l'Italie de ses obligations envers la France, convaincu de plus que la question romaine ne saurait jamais être résolue par l'alliance française, inféodé à toute la majorité du Parlement qui voulait la paix et la reconstitution des finances, prêtait aux amis de la paix le concours de sa résistance fière, incessante, opiniâtre, et attendait l'heure de prendre son élan vers Rome. En communauté d'idées avec lui, quoique pour des raisons toutes différentes et bien que foncièrement sympathique à la France, Lanza, interprète des désirs de cette partie de la Haute Italie où s'accomplissait la grande révolution qui poussait le pays dans la voie de l'industrie et du travail, était, surtout à cause de la situation économique de l'Italie, partisan de la neutralité la plus stricte. Visconti-Venosta, Lombard, grand ami de la France, partageait la manière de voir du roi. Mais il reconnaissait que l'Italie n'avait aucune bonne raison pour attaquer ses alliés de 1866. Il pensait de plus que l'Italie était d'autant plus intéressée au maintien de l'espèce d'équilibre qui s'était établi depuis 1866 entre la France et l'Allemagne, que la prépondérance absolue d'un de ces États ne pouvait manquer de la replacer sous sa dépendance. Il désirait par suite écarter une résolution irréfléchie qui rendrait la guerre inévitable et voulait réserver à l'Italie le rôle de médiatrice[1].

Un seul fait aurait pu mettre fin à ces divergences d'opinion : les concessions que la France aurait faites par rapport à Rome. Aux insistances que la France multipliait en vue de la conclusion de l'alliance, le ministère, faisant

1. Cf. Pour les opinions de ces hommes d'État Alessandro Guiccioli *Quintino Sella*, vol. I, p. 259-268.

valoir les motifs qui obligaient l'Italie à rester neutre, répondait en opposant la question romaine sur laquelle le duc de Gramont déclarait impossible de faire la moindre concession. Le roi, pour sa part, désireux à la fois d'intervenir dans cette guerre et reconnaissant, d'autre part, que sans obtenir Rome pour l'Italie il lui était impossible d'avoir le pays avec lui, espérait encore parvenir à vaincre les résistances du gouvernement français et était dans ce cas bien résolu à entraîner où à remplacer le ministère. Mais pendant que Vimercati, porteur d'inutiles projets de traités [1], faisait la navette entre Paris, Florence, Vienne et Metz, pendant que Witzthum courait de Vienne à Paris et à Florence pour y exposer les embarras et les préoccupations de l'Autriche, pendant que dans toute l'Europe les neutres prenaient position pour assister au grand duel, l'Italie restait encore hésitante devant les différents desseins entre lesquels il lui fallait opter.

A dire vrai, l'Italie avait déjà commencé à armer. Dès le 18 juillet, on avait rappelé deux classes et on avait procédé aux premiers achats de chevaux. Tout le monde, quoique pour des raisons différentes, avait consenti à ces mesures qui ne constituaient à proprement parler qu'un commencement d'action : « le roi, pour faire un premier pas vers la guerre, Visconti, afin de se préparer aux éventualités probables, Lanza, afin de faire respecter la neutralité de l'Italie, Sella enfin, pour que l'Italie ne restât pas entièrement à la merci de la France et qu'elle pût au besoin trancher, peut-être même avec son épée, le nœud gordien de la question romaine [2]. »

« *Les partisans de la paix*, écrivait à ce moment M. de Malaret à son gouvernement, *réclament des préparatifs militaires pour permettre à l'Italie de faire respecter la*

1. Cf. GUICCIOLI, *op. cit.*, à propos de ces tentatives qui, quoique ayant échoué, prouvent la part personnelle considérable que Victor-Emmanuel prit à la solution des questions qui intéressaient l'unité italienne.
2. A. GUICCIOLI, *op. cit.*, vol. I, p. 268.

neutralité ; les partisans de la Prusse les demandent pour mettre l'Italie en état d'imposer la paix à la France si elle devait abuser de la victoire ; nos amis estiment au contraire que seuls nous serons appelés à profiter des armements[1].

C'était au milieu de ce tissu de tendances et d'aspirations divergentes et contradictoires, de résolutions qui pouvaient se modifier d'un jour à l'autre, que devait se manifester l'action du ministre de la Guerre, du ministre destiné à préparer l'instrument nécessaire, tout en ignorant même si on aurait recours à cet instrument, où et comment on l'emploierait, quel serait l'objectif qu'on lui assignerait et jusqu'à quel point on aurait besoin de son concours.

Ses sympathies personnelles étaient acquises depuis longtemps à la France. Soldat de Crimée et de Lombardie, admirateur de l'armée française, lié d'amitié avec beaucoup de ses officiers, il avait conservé des souvenirs ineffaçables de ce passé de gloire commune. Les missions en Prusse lui avaient inspiré beaucoup d'estime pour les Prussiens ; mais il avait rapporté de sa mission à Nikolsburg le souvenir des plus grandes amertumes qu'aient pu éprouver un patriote et un soldat. Ami intime de Visconti-Venosta, il partageait ses vues et ses idées bien plus que celles de ses autres collègues. D'autre part, il connaissait trop bien les exigences des guerres modernes, il avait étudié de trop près l'organisation militaire de la Prusse pour pas se rendre, dès le principe, un compte bien plus exact que la plupart des généraux italiens de la terrible gravité de la guerre qui s'engageait. — Il connaissait trop bien la situation financière et militaire de l'Italie pour conserver la moindre illusion sur les grands malheurs qui seraient tombés sur l'Italie si elle s'était laissée entraîner à prendre part à cette guerre. Le général était par suite convaincu qu'il fallait à tout prix éviter de s'engager dans le conflit armé avec la légèreté et l'insouciance d'un Gramont

1. ROTHAN, *op. cit.*, vol. II, p. 60.

et d'un Lebœuf et, plus que jamais, il tenait à pouvoir faire les préparatifs nécessaires pour permettre à l'Italie d'agir au moment opportun. Il n'avait d'ailleurs qu'à se conformer à l'orientation acceptée ou choisie par le gouvernement.

Mais, soit qu'on se décidât à prendre une part directe à la guerre, soit qu'on voulût simplement intervenir comme médiateur, il avait reconnu que le parti, qu'il aurait éventuellement à prendre, devrait être immédiat.

La mobilisation italienne était lente, les services auxiliaires, démontés et affaiblis depuis 1866, devaient être reconstitués presque entièrement. Les premières mesures partielles étaient à peine susceptibles de garantir la neutralité et il n'y avait plus un instant à perdre si l'on voulait appeler d'autres classes à l'activité. Les achats de chevaux, qui constituaient le problème le plus difficile à résoudre lors des opérations de la mobilisation, ne marchaient que très lentement. Les réquisitions auraient permis, il est vrai, d'accélérer cette partie des opérations; mais on ne pouvait y recourir qu'après avoir lancé l'ordre de mobilisation et autorisé ainsi l'emploi des moyens extraordinaires. Les crédits demandés à la Chambre suffisaient à peine pour faire face aux premiers besoins, et cependant, puisqu'on voulait s'armer, il aurait fallu, sur l'heure même, faire tous les préparatifs nécessaires pour assurer le passage de l'armée sur le pied de guerre.

Chaque journée qu'on laissait passer diminuait (en supposant qu'on voulût la guerre) l'efficacité de l'effort, en tout cas bien faible, qu'il aurait été possible d'exiger de l'Italie.

Aussi le ministre n'avait-il qu'une seule préoccupation, celle de connaître au plus tôt le sens de l'orientation politique afin de pouvoir régler en conséquence ses mesures et ses dispositions ; et ce fut dans ce sens qu'il ne cessa d'insister auprès du ministère[1]. Mais si, en tant que cela

1. Le Mémoire présenté par le Ministre de la Guerre au Conseil des Ministres, le 26 juillet 1870, après avoir rendu compte de l'emploi des 15 millions qu'on avait mis à sa disposition, indiquait les dépenses néces-

était en son pouvoir, le ministère avait adopté une ligne de conduite basée sur la situation du moment, la solution définitive dépendait non pas de lui, mais de l'issue de la lutte que se livraient en dessus et en dehors de ce Ministère les tendances les plus opposées, lutte d'autant plus ardente que chacun des partis y apportait un égal patriotisme, une égale conviction que seul il travaillait au bien de l'Italie, lutte à laquelle ne devaient mettre fin que le rejet définitif par l'Empereur du traité qu'on lui proposa (3 août), rejet qui dissipa les dernières illusions, et la nouvelle du premier échec de l'armée française (4 août), qui obligea le gouvernement et le pays à prendre enfin une décision.

*
* *

Laissant pour un moment de côté la lutte politique, nous nous attacherons à montrer de quel poids, sans parler même des conditions politiques et financières de l'Italie, la situation militaire avait pesé sur la balance.

Lorsqu'on reçut le 15 juillet les nouvelles qui rendaient la guerre inévitable, l'Italie était à vrai dire désarmée. La façade de l'armée était intacte : il existait encore, comme en 1866, 20 divisions ; on n'avait supprimé aucune unité tactique ; trois classes étaient sous les drapeaux et la

saires pour mobiliser 100.000 hommes et le temps qu'il faudrait pour parachever cette mobilisation. Govone concluait en ces termes :

« Le soussigné croit devoir mettre ces faits sous les yeux du Conseil des Ministres. »

Il est indispensable de prendre d'urgence une décision.

« J'ai l'honneur de prier le Conseil des Ministres de discuter et de déterminer nettement la ligne de conduite que le Gouvernement entend proposer à Sa Majesté de prendre entre les deux éventualités (neutralité ou entrée en action), afin qu'il soit possible de procéder aux mesures militaires indispensables. Le soussigné, en même temps qu'il fait connaître au Ministère l'état de fait, ne saurait assumer la responsabilité de laisser l'armée sur le pied actuel, s'il existe la moindre possibilité, que le Ministère dût, ne fût-ce que dans un avenir prochain, sortir de l'état de neutralité ».

quatrième, licenciée le 1er avril, pouvait être rappelée et possédait une instruction complète et encore toute fraîche. Il y avait un excédent d'officiers qui tous, il est vrai, n'étaient pas à la hauteur de leurs fonctions ; le matériel d'artillerie était comme nombre et comme qualité l'égal de celui employé en 1866. 450.000 fusils avaient été transformés en armes se chargeant par la culasse et on n'avait arrêté la transformation que parce qu'on disposait d'ores et déjà d'armes en nombre plus que suffisant à la petite armée qu'on aurait pu faire entrer en ligne. Les magasins remplis en 1866 n'avaient pas encore été vidés et, bien que depuis quelques années l'armée eût vécu sur les approvisionnements accumulés à ce moment, on calculait qu'ils pouvaient suffire aux besoins de deux années sans avoir besoin d'attaquer les dotations indispensables aux premières opérations de la mobilisation. Mais, si les cadres de l'armée existaient, la force vive de cette armée et surtout la possibilité de l'utiliser rapidement avaient été réduites à leur minimum d'effet. Les hommes sous les armes, déduction faite des officiers, des *carabinieri*, des non-combattants, ne s'élevaient qu'au total de 120.000 hommes, chiffre qu'on peuvait cependant arriver à augmenter dans un laps de temps relativement court. Mais l'effectif chevaux était réduit à un chiffre par trop minime et les services auxiliaires n'existaient plus qu'à l'état embryonnaire, en raison même des économies qu'on leur avait fait presque exclusivement supporter pour ne pas avoir à toucher à l'effectif des combattants.

Le passage de l'armée du pied de paix au pied de guerre n'aurait donc pu s'effectuer que fort lentement, même si l'on avait eu, dès le principe, recours aux mesures extrêmes.

Le 18 *juillet*[1], *on appela sous les drapeaux les classes* 1844 *et* 1845 *en fixant la mise en route des hommes au* 23. *Les*

1. Exposé fait par le ministre de la Guerre au Conseil des Ministres.

deux classes qui s'élevaient à 66.000 *hommes fournirent* 63.500 *hommes, résultat des plus satisfaisants, vu que parmi les* 2.500 *manquants se trouvaient quantité d'hommes indisponibles parce qu'ils étaient incorporés dans les services des douanes et de sécurité publique, les malades et les décédés des derniers mois.*

Le même jour, on prépara toutes les dispositions destinées à assurer la formation à bref délai d'une armée d'opération composée de trois corps d'armée[1]. *La difficulté principale consistait à se procurer* 12.000 *chevaux de trait qui manquaient.*

Pour y porter remède, on décida :

1° *Que les régiments d'artillerie de la Haute Italie et de l'Italie Centrale achèteraient dans les meilleures conditions possibles les chevaux nécessaires pour porter l'effectif de* 40 *à* 50 *chevaux par batterie. Ces achats devaient commencer le* 23 *juillet. Pour le train, on donna à l'entreprise la fourniture de* 1.000 *chevaux ;*

2° *Le* 25, *on décida l'achat de* 4.000 *autres chevaux à l'aide de commissions réparties çà et là dans la Haute Italie et l'Italie Centrale. Quelques jours après, on procéda de même pour l'achat de* 1.000 *chevaux dans le Napolitain. Le* 9 *août, on pressa les achats qu'on ralentit le* 16 *et qu'on arrêta le* 18, *après s'être ainsi procuré environ* 8.000 *chevaux.*

Entre temps, l'artillerie s'organisa à six pièces par batterie, compléta trente-six batteries et prépara tout le matériel nécessaire à trois corps d'armée. A l'exception des 3.000 *chevaux qui manquaient encore, le* 15 *août, tout était prêt pour la mobilisation telle qu'elle avait été décidée, tant pour les troupes que pour les services de l'artillerie et du train.*

Ces premières mesures, quoiqu'incomplètes et bien qu'elles n'aient été suivies qu'au bout d'un certain temps

1. C'est-à-dire, à cette époque, 12 divisions.

par des dispositions complémentaires prises tardivement à cause des hésitations de la politique, mettaient dès les premiers jours l'armée dans une situation sensiblement meilleure que celle dans laquelle elle s'était trouvée jusque-là avant les dernières économies.

On nous permettra de faire ici et à ce propos une digression nécessaire.

Le fait que la constitution du ministère des économies a pour ainsi dire coïncidé avec l'explosion de la guerre franco-prussienne a donné beau jeu à ceux qui accusèrent le ministre d'avoir compromis, par ses économies, la puissance militaire de l'Italie en un pareil moment.

Il est évident (et personne ne se faisait d'illusion à ce sujet) que les économies avaient sensiblement affaibli une organisation militaire déjà très faible. Il serait en effet absurde de croire qu'en réduisant les dépenses il soit possible de s'assurer le même degré de force militaire. En acceptant des économies devenues inévitables, le général Govone avait accepté toutes les conséquences de cette mesure, convaincu qu'en tout état de cause l'Italie se trouvait dans l'impossibilité de soutenir une grande guerre et que, au lieu de descendre échelon par échelon l'échelle qui va de la faiblesse à l'impuissance absolue, il valait mieux, grâce à un effort pénible mais temporaire et fait à un moment qui semblait opportun, préparer le rétablissement futur, la restauration complète des forces du pays. Seuls ceux qui ne veulent pas admettre les nécessités financières, et plus encore les nécessités politiques qui obligèrent le ministère à s'engager dans cette voie, peuvent encore s'entêter à soutenir la thèse opposée. Toute discussion serait d'ailleurs inutile puisqu'elle s'appuierait sur des appréciations diamétralement opposées de faits cependant patents.

Quelque soit d'ailleurs le point de vue auquel on se place et le jugement que l'on porte sur l'opportunité des économies, il est facile de voir que dans ce cas spécial les économies faites par ce ministère n'ont en aucune

façon contribué à aggraver la situation. Quand on veut faire tomber sur les mesures prises cette année par ce ministère la responsabilité de l'état militaire dans lequel se trouva l'Italie, de quelles mesures veut-on donc parler? Du projet ministériel présenté à la Chambre? Il serait facile de le défendre, il serait facile de prouver que si ce projet avait été approuvé quelques années plus tôt, si on s'était décidé à réduire l'armée mobilisable à 12 divisions, si on avait affecté une partie de ces économies à améliorer l'état de ces 12 divisions, l'Italie aurait été, en 1870, bien plus en mesure de faire l'effort nécessaire. La France, en somme, ne demandait à l'Italie que de 100 à 120.000 hommes, soit 10 à 12 divisions. Il serait donc facile de défendre ce projet, mais à quoi bon? On l'avait retiré — Veut-on parler du projet de la commission approuvé par la Chambre? Ce projet même, qui était en somme l'œuvre des principaux généraux, pourrait lui aussi être défendu ; mais ce serait peine perdue : ce projet voté par la Chambre, mais que le Sénat n'avait pas encore adopté et qui ne devait entrer en vigueur qu'en 1871, ne pouvait certes pas avoir affaibli l'armée en 1870.

Les seuls actes du ministère qui auraient pu amener un semblable résultat, c'étaient les quelques mesures d'économies déjà appliquées à ce moment. Et ces mesures, en ce qui a trait à la force vive de l'armée, se réduisaient en substance à deux : Licenciement anticipé de la classe 1845, effectué le 1er avril au lieu du 1er octobre, comme voulait le faire le ministère précédent. — Vente, pendant le mois précédent, d'environ 800 chevaux d'artillerie et du train, vieux ou malades, et qu'on n'avait pas remplacés. Or, comme on l'a vu, les premières mesures prises par le ministère avaient suffi pour porter remède à ces réductions. Deux classes (63.500 hommes), étaient venues combler les vides laissés par une classe de 35.000 hommes, et les premiers achats de chevaux avaient plus que bouché les quelques trous qui avaient existé momentanément cette année. On ne saurait donc pré-

tendre que ces mesures ont causé le moindre retard, puisqu'à l'époque où l'on avait déjà remédié à ces réductions, vers le 25 juillet, on n'avait pris aucune résolution politique, et l'on se trouvait par suite dans une situation en tout semblable à celle qui aurait existé si l'on n'avait pas procedé à ces économies. L'envoi du contingent demandé par la France aurait donc pu se faire sans plus de difficultés qu'avant l'application de ces économies.

Si l'on refusa de fournir le contingent, si ce refus fut justifié, non seulement par des considérations politiques et financières, suffisantes à elles seules pour l'expliquer, mais aussi par des considérations d'ordre militaire, il convient de reconnaître en invoquant cette dernière cause qu'elle n'a réellement de valeur qu'en raison de la situation que les événements ne tardèrent pas à créer, qu'on eut raison de s'y décider.

L'intervention dans la guerre, quoique limitée dans le principe à la fourniture du petit contingent qu'on lui demandait, aurait amené l'Italie à jouer sa fortune et son honneur dans le grand conflit, l'aurait obligée à soutenir jusqu'au bout l'attitude qu'elle aurait prise, aurait enfin, et surtout après les premiers revers des Français, fait peser sur elle une bonne partie du poids de la guerre. Il devenait dès lors nécessaire d'engager et de fournir toute la somme d'effort militaire que l'Italie était en mesure de fournir.

Et si cet effort possible fut jugé insuffisant, si l'Italie était réellement faible militairement, c'est que les causes de cette faiblesse étaient bien plus graves, bien plus profondes, bien plus anciennes que celles auxquelles on se plut alors à attribuer cet état.

Depuis nombre d'années, le contingent annuel, fixé dans le principe à 56.000 hommes, avait été réduit à 40.000 hommes et la durée de service abaissée de cinq ans à moins de quatre. Le rappel de toutes les dix classes aurait donné moins de 300.000 hommes de première catégorie qu'on ne pouvait renforcer qu'en

ayant recours à un appel de la deuxième catégorie. Ce chiffre de 300.000 hommes suffisait d'ailleurs pour avoir 100.000 hommes employés à l'extérieur, mais il faut de plus considérer qu'il y aurait eu lieu d'alimenter constamment le corps expéditionnaire, de lui envoyer pour chaque mois de guerre des renforts s'élevant à 10 0/0 de l'effectif originaire et d'assurer le maintien de l'ordre public, maintien qui, à ce moment et surtout pendant ces jours d'agitation, nécessitait à lui seul l'emploi de 150.000 hommes. Or, si on avait voulu alors disposer d'une force capable d'exercer une influence sur l'issue de la guerre, il aurait fallu, pendant les années qui avaient précédé, fixer le contingent annuel à un chiffre beaucoup plus élevé et faire figurer au budget ordinaire un nombre plus considérable de millions. — De plus, ce surcroît de sacrifices qu'on aurait demandé au pays aurait encore eu pour conséquence la nécessité d'immobiliser à l'intérieur du royaume une force plus considérable qu'il aurait fallu maintenir pendant des temps aussi critiques et dont le maintien à l'intérieur aurait sensiblement diminué l'effectif de l'armée.

L'armement, fusils et canons, laissait à désirer, les frontières du pays étaient mal défendues et le quadrilatère lui-même, si menaçant lorsqu'il était tourné contre l'Italie, avait perdu une grande partie de sa valeur du jour où il était devenu italien à cause du tracé déplorable donné à la frontière. Les côtes étaient ouvertes et la flotte se rouillait dans les ports. Mais pour avoir un armement à la hauteur des exigences du moment, pour protéger le territoire italien pendant une guerre extérieure, il aurait fallu dépenser des quantités de millions.

Enfin la lenteur de la mobilisation contribuait encore, bien plus que tout le reste, à la faiblesse de l'Italie. Lorsque vers le 16 ou le 17 juillet, le comte Vimercati mit le général Govone au courant de la situation politique et lui parla de l'éventualité de l'envoi en France de 120.000 hommes, le général répondit de suite qu'il lui faudrait pour le moins trente jours. Peu après, le 27 juillet,

lorsqu'il exposa au conseil des ministres les besoins les plus pressants auxquels il s'agissait de faire face, lorsqu'il réclama une solution immédiate, il déclara que la mobilisation complète de l'armée prendrait quarante-cinq jours à partir du jour où cette mobilisation serait décidée, et il ajouta qu'on n'arriverait à gagner quelques jours, tout au plus, qu'en déployant la plus extrême énergie.

Ces délais paraîtraient aujourd'hui énormes, et ils le seraient réellement. Mais à ce moment ils étaient loin d'être exagérés, loin de causer de l'étonnement. En 1866, avec un budget beaucoup plus élevé, on avait eu besoin d'à peu près autant de temps. Et alors il s'agissait d'une guerre se déroulant sur le territoire national, prévue et préparée depuis des années, d'une guerre dont la diplomatie s'occupait depuis longtemps. Et cependant, bien que les négociations eussent été entamées dès les premiers jours de mars, bien qu'on eût signé le traité le 8 avril et lancé l'ordre de mobilisation le 27, l'Italie ne fut réellement prête à entrer en campagne avec 200.000 hommes que vers la mi-juin. On voit donc qu'en 1870, malgré le resserrement du budget et la surprise causée par une guerre éclatant à l'improviste, la situation n'avait nullement empiré quant à la durée des opérations de la mobilisation.

Il y avait même de l'amélioration sur certains points, puisqu'en 1866 on avait par mesure d'économie retardé l'appel sous les drapeaux de la dernière classe, mesure qui, au commencement de cette guerre, priva l'armée italienne de 40.000 hommes.

« *En* 1870 *au contraire*, écrit à ce propos le général Ricotti [1], *le général Govone, ministre de la Guerre, réalisa la même réduction de l'effectif budgétaire par le renvoi*

1. Le général Ricotti, sénateur du royaume, commandait en 1870 la division de Milan et succéda, on le sait, au général Govone au Ministère. Nous reproduisons ici les conclusions d'une lettre par laquelle, en mars 1902, il répondit à la question suivante que nous avions pris la liberté de lui poser : « Quels furent les effets produits par les économies du général Govone sur la situation de l'armée italienne en 1870 ? »

en congé anticipé de la classe la plus ancienne présente sous les drapeaux depuis plus de trois ans, mais ne retarda pas l'appel de la nouvelle classe qui fut incorporée en janvier 1870...

« *En juillet* 1870, *lorsque la guerre franco-allemande éclata, toutes nos classes de première catégorie, y compris celle de la dernière levée, étaient parfaitement instruites et les économies réalisées n'eurent d'autre conséquence que celle du renvoi en congé illimité d'une des classes les plus anciennes, celle de* 1845, *qui aurait encore dû être sous les armes, s'il n'avait pas fallu faire ces économies. Cette circonstance aurait retardé de deux à trois jours la mobilisation générale de l'armée, mais sans porter atteinte au nombre et à la qualité de cette armée, dans le cas où on aurait dû procéder à l'improviste et au plus vite à une mobilisation de ce genre.*

« *Mais on n'eût même pas à ressentir les effets de ce léger inconvénient en* 1870, *puisqu'en raison même de la situation politique du moment le Gouvernement ne procéda qu'avec la plus extrême circonspection à la mobilisation de notre armée, si bien qu'on n'appela les classes* 1844 *et* 1845 *que le* 23 *juillet et qu'on n'envoya pareil ordre aux classes des années antérieures qu'un mois plus tard.* »

Le général Govone avait donc choisi entre les différents systèmes susceptibles d'être employés en vue de réduire l'effectif budgétaire, celui-là même qui présentait le moins d'inconvénients et qui, si l'on eût été obligé d'ordonner une mobilisation générale et imprévue, n'aurait retardé que de deux à trois jours la mise sur pied de guerre de l'armée tout entière, sans altérer en rien ni sa force numérique, ni la qualité des soldats, inconvénient qui ne se manifesta même pas par le fait, puisque, comme le dit le général Ricotti en terminant : « *Les économies réalisées par le général Govone n'exercèrent pas la moindre influence sur la marche de nos opérations militaires au cours de cette année.* »

Le temps qu'il fallait pour mobiliser l'armée italienne n'était donc pas imputable aux mesures prises par ce Ministère, mais en réalité à des causes bien plus anciennes. La rapidité de la mobilisation dépend de deux facteurs, de la différence plus ou moins grande existant entre le pied de paix et le pied de guerre, et du fonctionnement plus ou moins parfait des routes, des voies ferrées et des dépôts, fonctionnement qui permet de faire arriver plus ou moins rapidement à l'armée combattante tout ce qui lui manque pour entrer en action. Mais pour avoir une armée dont la constitution se rapproche le plus possible du pied de guerre, pour avoir sous les armes un nombre d'hommes tel qu'il n'y eût plus qu'à l'augmenter de 50 ou au plus de 100 0/0 au lieu de 200 ou 300 0/0, comme c'était alors le cas, pour disposer d'un effectif de chevaux qui ne soit pas trop inférieur aux besoins du temps de guerre, pour avoir des services auxiliaires toujours bien constitués et capables d'être rapidement et facilement utilisables, il eût fallu augmenter de quelques dizaines de millions le budget de cette année et ceux des années précédentes. De plus, pour disposer d'un réseau routier et de voies ferrées à la hauteur des besoins, pour les doter des organes indispensables à leur bon fonctionnement, il eût fallu des milliards et des années.

Si donc on tient compte de tout ce que nous venons d'exposer, il sera aisé de voir que, pour être en état de prendre une part honorable et efficace à la guerre, surtout à une guerre éclatant d'une manière aussi inopinée, l'Italie, en laissant de côté les dépenses extraordinaires pour les fortifications, les voies ferrées, etc., etc., aurait dû inscrire pour le moins 40 à 50 millions de plus sur les exercices budgétaires des années précédentes. Et c'est là ce que, même parmi les plus chauds partisans de la guerre, nul n'a osé proposer, tellement on était convaincu de la gravité de la situation financière et de l'impossibilité pour l'Italie de soutenir un effort aussi considérable et aussi long.

La grande, la véritable cause de la faiblesse militaire de l'Italie, c'était sa faiblesse financière, ce mal que le Ministère Lanza-Sella se proposait à bon droit d'enrayer et de guérir, et qu'au point de vue strictement militaire le général Govone regardait comme l'ennemi qu'il importait de combattre avant tout autre, virilement, résolument et au prix des plus grands efforts.

« *L'Italie est faible aujourd'hui*, disait-il en substance dans sa lettre à de Sonnaz, *et nous serons condamnés à l'impuissance jusqu'au jour où nous aurons rétabli nos finances. Faibles aujourd'hui, nous serons encore plus faibles demain.* » Et il avait alors cité l'exemple de l'Autriche en 1866, obligée, par l'état de ses finances et malgré les instances des généraux, à retarder ses premiers armements tant qu'elle put conserver la moindre espérance de paix, exemple qui s'adaptait à merveille à ce qui se passait alors en Italie, où malgré les instances du Ministre de la Guerre on n'avait pu se décider à prendre les mesures les plus indispensables et où, afin d'éviter des dépenses ruineuses qui auraient pu devenir inutiles, l'on avait attendu pour cela jusqu'au jour où la situation politique se fut nettement dessinée.

Ce qui arriva, loin d'être la condamnation des idées du général Govone, n'en était au contraire que la prompte et douloureuse confirmation, plus prompte et plus douloureuse toutefois qu'il n'avait pu le croire lui-même.

*
* *

Ce fut à ce moment — alors que les quelques réductions avaient été plus que compensées, — alors que l'armée était déjà et plus nombreuse et mieux organisée que par le passé — alors que la continuation des armements ne dépendait plus que de l'orientation définitive de la politique — lorsqu'il suffisait d'un peu de réflexion et d'un peu de bonne foi pour voir que l'impossibilité de

faire plus et mieux devait être attribuée à des causes déjà anciennes, indépendantes des actes et de la volonté du Ministère, à des causes que, sans se préoccuper du souci de sa popularité, ce Ministère s'était efforcé de faire disparaître, ce fut, disons-nous à ce moment, que le général Cialdini prononça au Sénat un discours d'une violence à laquelle cette haute assemblée était peu habituée.

Il oubliait, à dire vrai (et nous nous abstiendrons de relever une foule d'autres points), que, quelques jours auparavant, il avait lui-même admis la possibilité, l'utilité d'introduire des économies dans le budget de l'armée, qu'il avait même admis un chiffre d'économies à peu près égal à celles inscrites au budget et peut-être même supérieur au total des économies réalisées à ce moment [1].

Mais si le général connaissait toutes les exigences de la guerre moderne, s'il n'ignorait rien de l'organisation militaire de la Prusse (et c'est là chose qu'on est forcé d'admettre quand il s'agit d'un général aussi vaillant, aussi instruit), s'il ne voulait pas jeter l'Italie dans l'abîme avec une légèreté inconsciente, comparable et égale à celle d'un Lebœuf, s'il désirait à bon droit prendre une brillante revanche de la dernière campagne, pourquoi donc n'avait-il pas demandé d'inscrire aux budgets an-

1. Le général Cialdini ayant fait en cette circonstance allusion à mots couverts aux entretiens et à la correspondance qu'il avait eus avec Lanza, celui-ci crut devoir parler clairement et s'écria :

« Or donc, Messieurs, puisque l'honorable Cialdini a soulevé un lambeau du voile qui recouvrait certaines relations, certaines correspondances privées, je crois avoir le droit, et l'honorable Cialdini ne pourra m'adresser le reproche d'être indiscret, d'ajouter quelques mots, et je puis affirmer au Sénat, l'honorable Cialdini ne me démentira pas, que toute la différence qui se produisit au sujet des économies, puisque c'est surtout sur ce point que portait la divergence de nos idées, consistait en ce que l'honorable Cialdini ne croyait pas pouvoir aller au delà de 8 à 9 millions, tandis qu'après avoir pris l'avis d'officiers compétents, je prétendais qu'on devrait pouvoir arriver à 15 ou 17 millions. C'est là la divergence d'opinions qui existait entre le sénateur Cialdini et moi. » (*Atti Parlamentari.*)

Entre les 8 à 9 millions acceptés par Cialdini et les 12 millions figurant au budget de cette année (on n'en avait du reste économisé à ce moment que 5 à 6) on ne saurait en réalité dire, comme le fit le général, qu'il y avait un abime.

nuels une augmentations de 40 à 50 millions par exercice, augmentation strictement nécessaire à l'Italie, non pas pour vaincre, mais pour pouvoir prendre part à une guerre ? Oubliant un passé pourtant si rapproché, il profita avec plus de véhémence que de justice du coup de fortune qui l'avait épargné et qui avait réservé à d'autres les terribles difficultés de l'heure présente.

Après avoir accusé d'imprévoyance la politique extérieure du Ministère, dénoncé sa politique financière qu'il qualifia de ruineuse, il attaqua plus vivement encore sa politique militaire, reprochant au Ministère des paroles qu'il n'avait jamais prononcées, lui attribuant le projet insensé de vouloir offenser et humilier l'armée, lui prêtant des intentions absurdes qu'il eût été presque criminel de concevoir. Puis, se tournant vers le Ministre de la Guerre, il l'accusa d'avoir trahi l'armée en s'associant à cette œuvre de démolition, lui déclara qu'il était honni de l'armée et lui intima enfin, au nom de cette armée, l'ordre d'avoir à s'en aller.

Sella qui avait déjà interrompu Cialdini en lui demandant s'il voulait faire un *pronunciamento*, lui répondit par une vigoureuse et fière improvisation, dans laquelle il riposta avec une égale véhémence à toutes ses injures, repoussa avec dédain ses menaces et se défendit, lui et ses collègues. Visconti-Venosta répondit avec calme en exposant la politique extérieure que le Ministère entendait suivre. Après lui, Lanza démontra qu'à l'époque où le Ministère fut formé, son programme était le seul qui fût acceptable et rappela à Cialdini l'échange des idées qui avait eu lieu entre eux.

Le général Govone ne prit la parole que le lendemain 4 août. Il répondit avec sérénité, dédaignant de relever les invectives de Cialdini. S'adressant au Sénat, il lui démontra le peu de gravité des mesures qu'on avait dû prendre et auxquelles on avait déjà paré ; il lui prouva que ces mesures, et à plus forte raison encore les propositions qui n'avaient pas encore été discutées, ne pouvaient avoir exercé aucune

influence sur l'état des choses. En terminant, il se borna à relever une seule phrase du discours violent de Cialdini, et il la releva non pas pour se défendre d'être devenu un objet d'horreur pour l'armée, mais pour défendre l'armée, l'armée disciplinée et patriotique, contre le soupçon de vouloir, en adoptant des procédés en usage en Espagne, s'imposer à la Majesté du Parlement et de la loi.

« *L'honorable Cialdini a dit que le ministre de la Guerre* « *n'avait pas la confiance de l'armée.*

« *Vraiment, Messieurs, le sentiment du devoir est trop* « *profondément gravé dans le cœur de l'armée pour que* « *je puisse croire qu'elle ait jamais songé à discuter le* « *Ministre de la Guerre. L'armée sait qu'elle doit obéis-* « *sance et confiance au Ministre qui jouit de la confiance* « *du roi et du Parlement... Si le Ministre de la Guerre a* « *la confiance du Parlement, il peut être sûr d'avoir aussi* « *le respect de l'armée. L'armée a été et sera toujours la* « *gardienne fidèle de la discipline la plus rigide. Nul dans* « *l'armée, quelque élevé que soit son grade, ne saurait* « *s'affranchir de l'obéissance et du respect dus au Ministre* « *de la Guerre, non pas assurément à la personne du* « *Ministre, mais à la dignité, à l'autorité du Ministre du* « *royaume d'Italie, à cette autorité que lui confèrent les* « *lois fondamentales de l'État.* »

Le Sénat, quelque peu ému par les violences du général Cialdini, lui laissa la responsabilité tout entière de son intempérance de langage et vota en faveur du Ministère. La bataille parlementaire était gagnée, mais le ministre de la Guerre avait été profondément blessé par ces injustes accusations. La blessure était mortelle, mais bien que frappé au cœur, il consentit pendant tout un mois à remplir les devoirs que lui imposaient la solidarité ministérielle et la nécessité d'éviter une crise dans un moment aussi décisif. « *Je donnerais un bras*, écrivait-il dans une lettre de famille, *pour sortir du ministère, mais*

toutes les manœuvres faites dans ce but ont eu pour effet de me clouer à mon poste... »

*
* *

Pendant les tout premiers jours du mois d'août, les partisans de l'alliance française vécurent sous l'impression de l'heureuse escarmouche de Sarrebruck. Mais Wissembourg, le 4 août, et Wörth, le 6, inaugurèrent bientôt la série continuelle et terrifiante des revers de l'armée française. Au même moment, les menaces de la Russie immobilisaient l'Autriche.

Les destinées de la France étaient désormais marquées. Le concours de l'Italie, qui, eût-il même été décidé dès la première heure, n'aurait plus servi qu'à combler les premières pertes, n'aurait pu lui être fourni désormais qu'à un moment où la France n'allait plus avoir d'armée. L'alliance dont la France avait rejeté la clause qui en était la condition essentielle, n'aurait plus été dès lors une aventure pleine de périls, mais chevaleresque tentée pour épargner à un ami les conséquences de sa folie ; elle aurait été un acte de démence, une association dans le suicide, une participation à un désastre qui, sans gloire pour l'Italie, pays aux finances épuisées, pays dont l'unité était récente et encore mal soudée, aurait eu pour elle des conséquences bien plus tragiques encore que pour la France qui, grâce à ses richesses, à sa solide et ancienne cohésion, devait survivre au désastre et renaître aisément de ses ruines.

L'intervention dans la guerre était désormais devenue impossible.

Mais l'espoir qu'un changement dans les chances de la guerre pourrait à un moment donné rendre au concours de l'Italie l'utilité qu'il n'avait plus à ce moment, la perspective de pouvoir peut-être intervenir plus tard de façon à épargner à la nation amie des maux irréparables,

la nécessité d'être prêt à toute éventualité, soit afin de circonscrire le conflit, soit afin de se défendre, dans le cas où la conflagration s'étendrait, obligeaient le gouvernement italien à continuer des armements auxquels ne s'opposaient plus désormais les anciens adversaires de l'alliance. Enfin, il s'agissait d'être en mesure de parer à certains dangers qui pouvaient se manifester à l'intérieur.

Dès le 8 août, Nigra avait de Paris appelé l'attention sur la possibilité, dans le cas où les revers continueraient, d'un mouvement républicain en France, mouvement dont le contre-coup se ferait probablement sentir en Italie, et surtout à Rome et qui pourrait donner aux garibaldiens l'idée de tenter à nouveau l'aventure. Le gouvernement était dans ce cas résolu à ne pas se laisser, comme l'avait fait le ministère Rattazzi, enlever cette fois la direction et la responsabilité des événements.

Le 9 août, le conseil des ministres résolut de convoquer la Chambre pour le 16 et de lui demander un nouveau crédit de 30 millions destiné à assurer la mobilisation d'un corps de 60.000 hommes. Dès le lendemain, on rappela à l'activité deux autres classes, celles de 1842 et 1843, qui portèrent l'effectif total présent sous les armes à 252.000 hommes, dont 187.000 mobilisables. Presque au même moment, on reconnut la nécessité de pourvoir à la garde de la frontière romaine. Le 11 août, Visconti-Venosta demandait un corps de 30.000 hommes afin de pouvoir être maître de la situation en cas de mouvements à Rome. Le lendemain, on examina dans une conférence qu'eurent au ministère des Finances, Sella, Visconti et Govone les éventualités qui pouvaient résulter de l'établissement de la république en France, la nécessité de s'opposer dans ce cas à l'établissement d'une république à Rome, et on décida la formation immédiate d'un corps considérable sur la frontière pontificale. Le même jour, le ministre de la Guerre lançait ses ordres et appelait au commandement des trois divisions, les généraux Cosenz, Mazé et Ferrero qu'il plaça sous les ordres du général

Cadorna. Quatre jours plus tard, les troupes du corps de l'Ombrie étaient réunies dans leurs cantonnements, bien qu'on eût pris une brigade à Naples et une brigade et demie à Vérone. Le 17, le corps d'armée tout entier était donc prêt à marcher sur Rome. Pour peu que l'on veuille bien considérer qu'il s'agissait à ce moment d'être à la fois prêt à agir au centre de l'Italie et peut-être au-delà des frontières, on ne pourra plus, en présence de ce résultat, prétendre que l'armée était désorganisée.

Le corps de l'Ombrie n'était d'ailleurs à ce moment qu'un corps d'observation et ne jouait qu'un rôle secondaire dans les préoccupations multiples du gouvernement. Medici avait depuis longtemps déjà signalé la possibilité de troubles en Sicile. Pettinengo, de son côté, faisait remarquer que Capoue était exposée aux coups de mains des bandes de perturbateurs, et depuis le commencement du printemps le maintien de l'ordre en Lombardie avait donné beaucoup de besogne et de soucis à Ricotti. L'excitation des esprits aurait pu amener des surprises contre lesquelles il importait de se précautionner à temps. Il fallait en même temps songer à l'armée qu'on voulait avoir dans le Nord de l'Italie, toute prête à agir éventuellement soit vers l'ouest, soit vers l'est, parce qu'Arese appelait de Vienne l'attention sur les armements suspects de l'Autriche.

Il est dès lors facile de s'expliquer les raisons pour lesquelles on attendit quelque peu avant de compléter le corps de l'Ombrie. On prévoyait le cas où il pourrait devenir nécessaire de le transporter dans la Haute Italie et, comme on ne voulait pas s'encombrer plus que de raison, on avait retenu provisoirement une partie des trains de ce corps sur les points mêmes où ils se formaient, en Toscane et de l'autre côté de l'Apennin, afin de pouvoir, dans le cas de l'envoi de ce corps sur les frontières, le compléter à l'aide des colonnes déjà prêtes, et sans avoir à faire des transports inutiles. D'autre part, afin d'avoir, comme le voulait le ministre, 60.000 hommes susceptibles

d'être employés à l'extérieur, on forma dans le nord les batteries et tous les autres services pour les six divisions, en outre des trois divisions de Cadorna, sans porter, il est vrai, l'effectif de ces neuf divisions à leur pied normal, mais en les dotant d'un nombre de chevaux suffisant pour assurer la mobilisation de six divisions à effectifs complets. En somme, on se trouvait toujours en présence de la nécessité de faire face à des éventualités diverses et incertaines à l'aide de ressources rares et insuffisantes et avec la préoccupation d'éviter les gaspillages qui auraient rendu absolument impossibles d'autres dépenses devenues cependant indispensables. Cette préoccupation continuelle qui centuplait les difficultés ne permettait d'obtenir des résultats satisfaisants qu'à grand'peine et au prix des plus grands efforts ; c'était de plus une préoccupation énervante qui démontra une fois de plus combien il est vrai que sans de bonnes finances, sans un crédit bien établi, il est impossible d'avoir une forte armée.

Le travail fébrile occasionné par l'organisation de ces différents noyaux en vue d'éventualités multiples et incertaines se concentra tout entier vers la fin d'août sur le corps de l'Ombrie, devenu entre temps l'objet des préoccupations primordiales du gouvernement et qu'on dota alors de ses services auxiliaires en prévision d'une marche sur Rome qui paraissait de jour en jour plus probable et plus imminente.

Les mesures énergiques prises par le gouvernement, bien décidé à ne pas laisser Rome et l'Italie à la merci d'agitateurs dangereux, avaient heureusement empêché les aspirations légitimes du peuple italien de dégénérer en mouvements désordonnés, d'être la cause de troubles qui auraient pu être considérés comme les symptômes de l'impuissance du gouvernement et non comme les manifestations d'une volonté populaire sérieuse et réfléchie.

Il n'en était pas moins incontestable que, en présence de la poussée irrésistible qui entraînait les peuples ita-

liens vers Rome, la solution immédiate de la question romaine était devenue une nécessité politique, pendant que d'autre part l'excitation générale des esprits à Rome permettait de prévoir et l'enthousiasme avec lequel on allait y accueillir les troupes italiennes et l'unanimité du plébiscite qui devait sceller l'unité de l'Italie. La question était désormais posée, et il ne pouvait y avoir dès lors d'hésitation, de divergence d'opinion que quant au mode et au moment qu'il s'agissait de choisir pour la trancher.

Du 24 au 31 août, on discuta dans différents conseils des ministres et les éventualités possibles et les conditions et les garanties qu'il conviendrait d'accorder au Pape. Enfin, le 3 et 4 septembre, le conseil des ministres délibéra sur l'occupation.

Une publication récente, le *Journal* posthume de l'honorable Castagnola, qui faisait partie du ministère, a enregistré les votes émis par les différents ministres au cours de cette mémorable séance[1]. Un autre membre du cabinet,

1. STEFANO CASTAGNOLA, *Da Firenze a Roma. Diaro Storico politico*. D'après ce *Diario*, la discussion qui eut lieu le 3 septembre n'aurait pas abouti à une solution. Le 4, on aurait formulé les différentes propositions qui, mises aux voix, auraient donné les résultats suivants (p. 30) :

1° Doit-on occuper immédiatement les États pontificaux sans attendre les événements ultérieurs, sauf la procédure diplomatique ?
Oui : Sella, Lanza, Correnti, Raeli, Castagnola.
Non : Visconti-Venosta, Govone, Acton.
2° Cette occupation doit-elle s'étendre à la ville de Rome ?
Oui : Sella, Raeli, Castagnola.
Non : Visconti-Venosta, Govone, Acton, Lanza, Correnti.
3° Relativement à l'appui de la Prusse. (Le vote dut être inexactement relaté puisqu'il est en contradiction avec les votes suivants qui n'ont eu lieu que pour élucider ce point.)
4° Si l'on est sûr de l'appui de la Prusse, doit-on occuper les Etats pontificaux, y compris la ville de Rome ?
Oui : Sella, Raeli, Castagnola.
Non : Visconti-Venosta, Govone, Acton, Lanza, Correnti.
4° Doit-on au moins, grâce à cet appui, occuper les Etats pontificaux moins Rome ?
Oui : Lanza, Raeli, Castagnola, Correnti.
Non : Visconti-Venosta, Govone, Acton, auxquels s'adjoignit Sella opposé à cette demi-mesure.
En résumé, trois ministres, Visconti-Venosta, Govone et Acton ont cons-

l'honorable Gadda[2], qui n'assistait pas à ce conseil, a sévèrement critiqué cette publication. Il en a même contesté l'exactitude, puisqu'à vrai dire il ne s'agissait pas de votes dans l'acception étroite du mot, mais seulement de notes prises par Castagnola et relatives aux opinions exprimées par les ministres.

Quoi qu'il en soit, il ressort des deux publications en question, qu'il existait une assez grande divergence d'opinions entre les membres du cabinet quant au mode et au moment qu'il s'agissait de choisir en vue de trancher la question romaine. En tout cas, en ce qui concerne le général Govone, nous n'hésiterons pas à accepter comme indication de ses tendances les données qui résultent du récit, inexact dans ses détails, de l'honorable Castognola. Nous l'acceptons sans hésitation parce qu'il répond entièrement à ce que nous savons personnellement de l'opinion qu'il avait à cette époque, aux pensées que lui suggérait son cœur de soldat. Ceux de ces collègues qui envisageaient autrement la question étaient certainement conséquents avec eux-mêmes. C'était lui, Sella qui dès le principe avait inscrit en tête de son programme la solution de la question romaine et qui, n'étant pas retenu par ses sympathies pour la France, engagé au contraire par les promesses solennelles faites à la Chambre, ne pouvait manquer, dès que l'occasion se présenterait, d'en profiter pour réclamer l'exécution des idées qu'il avait proclamées. Lanza, lui aussi, était conséquent avec lui-même, lui que guidait comme toujours un grand sens pratique joint au désir de ne pas précipiter les événements. Mais les ministres de la Guerre, des Affaires Étrangères et de la Marine, étaient, eux aussi, logiques et conséquents avec eux-mêmes et avec leurs principes, eux qui

tamment voté contre l'occupation tant des États pontificaux que de Rome. Trois autres Sella, Raeli et Castagnola ont toujours voté en faveur de l'occupation (le dernier vote de Sella n'étant qu'une protestation contre une demi-mesure). Deux autres, Lanza et Correnti, auraient été favorables à cette demi-mesure.

2. Giuseppe Gadda, *Ricordi e Impressioni.*

s'étaient constamment prononcés contre les résolutions proposées par le Gouvernement.

L'occupation de Rome était désormais un fait inévitable et décidé d'un commun accord. Il ne pouvait y avoir de discussion que sur la fixation du moment. Mais la date même de ce conseil suffit pour faire voir combien il eût été inconvenant de se prononcer pour une marche immédiate vers Rome. Napoléon qui représentait encore la France avait, depuis deux jours, rendu son épée à son vainqueur et l'Italie, en déchirant sous les yeux mêmes de l'infortuné vaincu la convention de septembre, aurait ajouté à l'occupation de Rome, événement qui ne pouvait être que désagréable à la France, l'offense qui consistait à fouler aux pieds toutes les convenances diplomatiques en rejetant comme inutiles les démarches à faire pour tenter d'arriver à un accord avec le Gouvernement en train de se constituer et en renonçant jusqu'à l'envoi d'un préavis ou tout au moins d'une communication amiable. Elle aurait ajouté au fait même, qui ne pouvait qu'être odieux aux yeux de la France, la dureté de la forme, la cruauté d'un inutile affront. Quel grand courage il aurait fallu pour oser défier et offenser la France au lendemain de Sedan ! Si, en sa qualité de ministre italien, le général Govone avait dû s'acquitter d'un devoir douloureux pour lui, s'il avait dû empêcher sa patrie de risquer son avenir dans une entreprise sans espoir, il avait en revanche souffert de chacune des défaites de l'armée française et il en ressentait l'amertume trop vivement et trop profondément pour pouvoir sourire à la pensée d'une conquête due aux revers et aux désastres de la nation amie. En d'autres temps[1], il aurait reçu avec joie l'ordre du roi de marcher

1. En octobre 1867, lorsqu'avant Mentana le Conseil des Ministres eut à envisager l'éventualité de la marche des troupes régulières sur Rome, le général Govone avait été désigné pour le commandement du corps expéditionnaire, pour le cas où l'on se serait décidé à l'occupation.

Cette circonstance de la vie du général a été affirmée par l'honorable Coppino, membre du Ministère Rattazi, lors d'une cérémonie commémorative célébrée à Alba en l'honneur du général Govone.



sur Rome défendue par une armée étrangère ; maintenant il n'avait plus qu'un désir, celui d'une solution pacifique qui offensât le moins possible la France défaite, vaincue et malheureuse.

Du reste, ce ne devait être qu'après le changement prévu, inévitable, de la forme du gouvernement en France qu'on pouvait être en mesure de se faire une idée saine et exacte de la situation et des conséquences de l'acte qu'on se disposait à accomplir[1]. On n'avait pas encore perdu absolument l'espoir (qu'on conserva même pendant la marche du général Cadorna) d'amener le Pape à des résolutions plus douces et plus chrétiennes et, comme il était désormais impossible d'entrer à Rome après de grandes batailles gagnées, il aurait été criminel de ne pas recourir à tous les moyens de nature à rendre inutile l'emploi de la force. Il fallait en tout cas, grâce aux négociations diplomatiques entamées avec le Pape, enlever à l'entreprise tout caractère de surprise ou de coup de main pour lui conserver celui qu'elle devait avoir, le caractère de l'affirmation tranquille et loyale du droit national de l'Italie.

*
* *

Lorsque le général Govone assista ce jour-là pour la dernière fois au conseil des ministres, sa santé était déjà extrêmement ébranlée. Depuis plusieurs mois l'intensité du travail de bureau l'avait fatigué. Le labeur fébrile des dernières semaines l'avait épuisé ; l'amertume de la vie

1. Loin d'être opposé en principe à l'occupation, le Ministre Visconti-Venosta s'était seulement prononcé contre une décision immédiate. Les renseignements qui lui étaient parvenus lui avaient fait connaître que la chute de l'Empire allait suivre de près la catastrophe de Sedan et il croyait indispensable d'attendre pendant le laps de temps dont il avait besoin pour voir plus clair dans la situation. Ce fut lui qui prit l'initiative de la convocation du Conseil des Ministres dans lequel on se prononça à l'unanimité en faveur de l'occupation.

et des luttes politiques avaient achevé de lui porter le dernier coup. Ces dernières semaines d'activité incessante, d'insomnie et de doutes avaient été pour lui un véritable supplice et seul, depuis le 3 août, le sentiment du devoir l'avait soutenu. Après le 4 septembre, son supplice dura deux jours encore, puis les forces lui manquèrent.

Le 7 septembre, il présentait sa démission et le 14, Quintino Sella lui écrivait :

« *Très cher ami... Nos troupes s'avancent dans les provinces romaines sans rencontrer de résistance sérieuse. Nous parlons souvent de toi avec reconnaissance, puisque les troupes se sont trouvées prêtes à l'heure dite et sans manquer de rien.*

Celui qui ne peut parler et se souvenir de toi sans éprouver un gratitude indélébile, c'est moi, puisque c'est à toi que je dois l'approbation du projet de loi de finances par le Parlement. Moi donc et tout le pays, nous te devons une profonde reconnaissance, puisque c'est toi qui as démontré la possibilité de faire de sérieuses économies dans l'armée sans la désorganiser. Et, du reste, cette reconnaissance m'a l'air d'être universelle, puisque je vois que tous les généraux, même ceux des partis extrêmes, parlent de toi avec sympathie et estime. »

Six jours plus tard, le drapeau italien flottait sur Rome, récompense suprême de tous ceux qui avaient travaillé à la résurrection de l'Italie.

APPENDICE

NOTES, ANNEXES ET DOCUMENTS

NOTE I

MÉMOIRE SUR LES CAUSES DU BRIGANDAGE

Palerme, 2 avril 1863.

A l'honorable général Sirtori, député,
Président de la Commission du brigandage.
Turin.

« La Commission parlementaire chargée d'étudier les causes du brigandage napolitain et de proposer les remèdes propres à le faire disparaître m'invita à assister à sa réunion du 23 mars, me posa quelques questions et fit consigner mes réponses dans le procès-verbal.

« J'ai l'honneur de vous adresser aujourd'hui un rapport écrit et de prier la Commission de vouloir bien substituer au procès-verbal cette pièce dans laquelle j'ai exposé mes idées plus complètement que mon inexpérience ne m'avait permis de le faire devant elle.

La Commission m'a surtout demandé : « A quelles causes j'attribuais le brigandage et quels remèdes me paraissaient nécessaires pour le faire disparaître? »

Pendant mon séjour de plus de seize mois (de la mi-mai 1861 à la fin de septembre 1862) dans les provinces napolitaines, d'abord à Aquila dans les Abruzzes, puis à Gaëte, où j'étais chargé du commandement des troupes sur la frontière pontificale depuis la mer jusqu'à Tagliacozzo sur le lac Fucin, je me suis efforcé d'étudier la première de ces deux questions, et au bout de quelques mois je trouvai dans la condition sociale du pays et dans l'état misérable du prolétariat l'explication du brigandage.

J'ai été de prime abord frappé par la modicité des salaires alloués à ceux qui exécutent les travaux cependant bien rudes de la campagne. En interrogeant sur ce point les propriétaires des différents pays situés en cette ligne si étendue, j'ai pu constater que le salaire journalier, pendant les mois de travail, était d'un *carlino* et demi, soit environ 60 centimes, et qu'il était un peu plus élevé au moment de la moisson. La rétribution du travail des femmes est encore plus minime. Un haut fonctionnaire, auquel j'en parlai en 1861, m'a déclaré que, dans beaucoup de provinces, la moyenne des salaires

annuels atteignait à peine le chiffre de 30 centimes par jour. J'ai vu souvent des travailleurs des champs se nourrir de concombres crus. Une fois même, j'ai été douloureusement impressionné en voyant deux femmes qui se querellaient avec la sentinelle afin de pouvoir ramasser sur les glacis de Gaëte des herbes communes qui devaient constituer leur nourriture. Tous mes officiers étaient unanimes dans les descriptions qu'ils me faisaient de la misère des prolétaires. Un d'entre eux me raconta, qu'à l'époque de la moisson, il avait vu les journaliers rentrer le soir chez eux portant des gerbes sur leurs épaules et, qu'à la question qu'il posa à ce propos aux propriétaires, ceux-ci lui avaient répondu : « Eh oui ! ce sont des choses qu'on « nous vole, mais nous ne pouvons y porter remède. Les ouvriers « gagnent si peu de chose pendant toute une partie de l'année. Ils « mourraient de faim s'ils ne nous volaient pas. »

La faim et la misère sont les premières des plaies dont souffre le prolétariat napolitain. Les injustices auxquelles le prolétaire est en butte viennent encore augmenter sa détresse.

Lorsque j'arrivai à Aquila, en mai 1861, je fus étonné de voir un nombre considérable de paysans et de vieilles femmes qui arrivèrent alors de points assez éloignés et se présentèrent journellement chez moi pour me prier d'intervenir dans des questions qui n'avaient rien à voir avec mes fonctions. C'étaient des questions qui regardaient tantôt la curie épiscopale, tantôt la justice civile et criminelle, tantôt les administrations communales ou les gardes nationales. Force m'était d'inviter ces pauvres gens qui s'agenouillaient devant moi à se relever et de les renvoyer devant les autorités compétentes. La réponse était toujours la même : « Mais Votre Excellence n'a-t-elle pas l'*alter ego*[1] Ces autorités dépendent aussi de vous (qu'il me soit permis de citer textuellement), car nous sommes pauvres, et là on ne nous écoute pas ! »

Je sais qu'il serait injuste d'accuser ainsi indistinctement tous les fonctionnaires nés dans le pays. Mais cette accusation doit avoir cependant une cause et je la trouve dans les prévarications traditionnelles de l'administration bourbonienne qui ont enlevé tout prestige aux fonctionnaires natifs du pays. Je pourrais citer un sous-préfet, originaire du royaume de Naples, homme des plus honnêtes et contre lequel je reçus bien souvent des lettres anonymes contenant les accusations les plus graves.

En parcourant le pays, j'ai souvent entendu raconter des faits passés et présents qui expliquent la défiance dont est hanté l'esprit du peuple napolitain.

J'ai dit que le prolétariat était la victime de nombreuses injustices.

Les riches corrompent les fonctionnaires publics au moment de la

1. « Est-ce que Votre Excellence n'est pas le délégué du roi ? » — C'est là une réminiscence de l'ancien régime.

conscription et les pauvres partent à leur place. J'ai assisté dans une ville aux opérations de la levée faite encore d'après le système bourbonien. La façon dont on tient l'état civil et le mode de procéder à la levée rendent les prévarications extrêmement faciles. Mais bien que le nouveau régime ait sensiblement modifié cet état de choses et bien que la fraude soit désormais presque impossible, il m'a semblé qu'il était encore facile de commettre des erreurs. Quoi qu'il en soit, j'ai eu entre les mains, à l'occasion de cette levée, un document conçu en ces termes : « Moi, Modesto Pompéi, chancelier « communal de Pico, je déclare avoir reçu de N. N. la somme de « 6 ducats en échange de la promesse qu'il ne serait pas inquiété à « propos de la levée. S'il venait à être inquiété, je restituerai cette « somme ; autrement, il me fera le cadeau qu'il jugera convenable. »

J'ignore ce que Modesto Pompéi pouvait faire en vue de l'exonération du service militaire du propriétaire de ce document. Mais, après enquête, j'ai découvert que ce même Pompéi commettait beaucoup d'injustices et extorquait de l'argent. Le paysan riche ou pauvre met une extrême prudence à révéler ces faits à l'autorité parce qu'il craint les vengeances qu'on exercerait contre lui et contre sa famille. Dès que Pompéi eût été arrêté, une foule de gens se présentèrent pour déposer contre lui. Sans cette crainte, le Gouvernement aurait connaissance de tous les faits de même nature qu'on lui cache parce qu'on n'a pas confiance dans la répression. Mais ce que le Gouvernement ignore, les paysans ne l'ignorent pas. Ceux qui ont des sentiments d'équité native se révoltent, et c'est ce qui est arrivé à Pico, où pour quelques jeunes soldats que devait fournir la commune, il n'y eut pas moins de 50 réfractaires. Le même fait s'est produit dans tous les villages des environs de Gaëte, à Sperlonga, Itri, S. Giovanni Incarico. Pour quelques soldats à fournir, il y avait dans tous ces endroits des cinquantaines de réfractaires poussés à la rébellion par la crainte ou la certitude des injustices qu'on commettait.

J'ai connu un riche propriétaire qui répondit à un paysan qui lui réclamait quelques *scudi*[1] qu'on lui devait : « *Tes scudi, tu iras les prendre au bagne.* »

On m'a rapporté des faits scandaleux d'usure, exercés par les petits seigneurs sur les paysans au moment où ces derniers avaient le plus grand besoin d'argent. Pour une mesure de grain on en exigeait de deux à trois à prélever sur la récolte future. Une pauvre femme arrêtée pour recel d'objets que d'autres avaient volés dans les magasins de Gaëte et qu'elle revendait ensuite m'a dit, qu'afin de se procurer l'argent dont elle avait besoin pour ce négoce, elle avait dû l'emprunter à une personne qui avait exigé d'elle des intérêts à un taux qui s'élevait à 200 0/0.

1. *Scudo* (écu). Monnaie d'argent valant 5 fr. 35 dans les États de l'Église, 4 fr. 70 en Sardaigne, 5 fr. 10 en Sicile.

Je cite ces exemples qui caractérisent les relations qui existent trop souvent entre le riche et le pauvre. Mais j'ai reçu de mes officiers des rapports, je peux dire quotidiens, me signalant des actes d'extorsion et de pression exercés par les petits seigneurs, les syndics ou les capitaines de la garde nationale sur les paysans. Dans les petites communes où en violation de la loi on avait inscrit des prolétaires sur les états de la garde nationale, ces malheureux prolétaires étaient à peu près les seuls appelés à faire le service de garde et à passer la nuit au poste après avoir été pendant toute la journée occupés aux durs travaux des champs. Les gardes nationales furent mises alors sous la surveillance d'officiers de l'armée, chargés de veiller à ce que les charges du service fussent réparties également entre le riche et le pauvre. Un de mes officiers m'a dit un jour qu'ayant infligé de la prison à un individu qui ne faisait jamais son service, celui-ci lui répondit : « Comment, major, mais dites-moi, moi qui suis un gentilhomme, j'irais au corps de garde et en prison avec les *caffoni*[1] ! » Voilà en quoi consistent les sentiments d'équité et d'égalité dans les petites communes.

Si, par exemple, il y a des prestations militaires à faire, si ces prestations entraînent des charges, comme par exemple, s'il s'agit de fournir des moyens de transport, le seigneur ne donne pas ses mules, mais le paysan est d'obligé d'amener les siennes, et lorsque le Gouvernement envoie les états de remboursement, on commence par payer au riche le logement qu'il a fourni tandis qu'on se garde bien de rembourser au paysan la paille qu'il a livrée. J'ai reçu sur ces points beaucoup de rapports de mes officiers.

Je ne m'étendrai pas sur une infinité de petits faits de cette nature qui montrent toutes les injustices dont les pauvres sont les victimes et les sentiments peu équitables de la plupart des petits seigneurs des petites communes.

Mais là où la justice subit les influences extérieures, ce n'est pas le pauvre qui peut la rendre bienveillante et il se trouve sans défense contre ceux qui sont au-dessus de lui.

Afin de mieux caractériser la façon dont on entend la justice à l'égard du pauvre, je me contenterai de dire que dans la zône placée sous mon commandement, un juge de canton lança un jour un mandat régulier de prise de corps ordonnant aux *carabiniers* royaux de s'assurer de la personne de deux petites femmes qui avaient commis le crime de refuser d'entrer à son service particulier.

Au temps où nous vivons, la justice est le besoin le plus essentiel de l'homme et rien, dans la société moderne, n'excite plus ses passions et sa rage que les vexations impunies auxquelles il est en butte.

On ne saurait donc s'étonner si, livré sans défense à la faim, ne

1. *Caffoni*, dénomination qui sert à désigner les journaliers dans les provinces napolitaines et, d'une façon générale, les classes les plus pauvres des campagnes.

trouvant aucune protection contre les abus et les vexations, le prolétaire se révolte contre la société et lui déclare la guerre dans l'espoir d'arriver par la force à se faire rendre la justice qu'on lui dénie aujourd'hui. C'est à ces conditions dans lesquelles se débat le prolétariat napolitain, qu'après avoir mûrement réfléchi j'attribue la cause principale du brigandage.

Si le brigandage actuel date de la révolution politique de 1860, ce n'est cependant ni cette révolution politique, ni l'attachement à la dynastie des Bourbons qui en sont la cause. Mais de même que jadis la peste éclatait de temps à autre lorsque la mauvaise nourriture, les logements insalubres et les souffrances de toutes espèces avaient depuis trop longtemps ruiné l'organisme des êtres humains, de même que jadis la famine se chargeait de faire éclater ce fléau, de même aussi le brigandage n'a été que la conséquence d'une révolution politique préparée par les longues souffrances matérielles et morales du prolétariat. J'ai cru trouver la confirmation de cette opinion qu'avait fait naître dans mon esprit l'examen attentif des faits, de cette opinion que j'avais exposée dès le commencement de l'année 1862 dans le journal l'*Opinione*, en voyant quelle était la classe de la population dans les rangs de laquelle se recrutait presque exclusivement le brigandage, en constatant que c'était presque exclusivement dans le *Prolétariat.*

Ceux qui, sans être des *prolétaires*, se jettent dans le brigandage, y sont poussés par des motifs personnels : la politique, ce qui est le cas de Borjes[1], la nécessité d'échapper à la justice, s'il s'agit d'évadés du bagne et de quelques *sbandati*[2] qui appartiennent à la classe du paysan propriétaire, la *vendetta*, soit exécutée, soit désirée par quelques-uns de ces paysans poursuivis de ce chef...

J'ai trouvé encore une autre confirmation de l'opinion que je m'étais faite sur les origines du brigandage dans les exemples tirés de l'histoire de l'ancienne société. Ainsi, par exemple, lorsque je me rappelle qu'en France, le peuple, misérable, dépouillé, pressuré, était obligé de calmer sa faim en mangeant de la chair humaine (IXe siècle) et, un peu plus tard, contraint à se nourrir avec l'herbe des prés, avec des reptiles, ou du pain fait avec de la craie et du son (XIe siècle), je vois, comme aujourd'hui, surgir de grandes bandes de brigands, et je vois encore ce peuple protester contre sa condition sociale, comme il le fit au XVe siècle en brûlant, en pillant tout, en mettant tout à feu et à sang. Et si l'antique brigandage paraît plus terrible et plus imposant, le brigandage actuel n'en est pas moins en corrélation directe dans ses proportions avec la grandeur des maux

1. Chef de brigands espagnol, ancien carliste. Envoyé par François II pour prendre le commandement des bandes, il fut pris et fusillé.

2. On désigna sous ce nom de *sbandati*, les hommes qui, provenant de l'armée bourbonienne, s'étaient débandés et étaient pour la plupart devenus brigands.

qui l'ont engendré, avec la gravité des plaies qui existent actuellement dans le royaume de Naples.

Enfin, ce qui acheva de corroborer mon opinion, ce furent les faits qui se produisirent partout où le brigandage se manifesta et s'organisa.

Toutes les fois qu'une bande put pénétrer dans une localité, elle commença par rechercher le capitaine de la garde nationale, le syndic et parfois le juge. Si on réussissait à s'emparer d'eux, on les mettait à mort ; mais dans le cas contraire on brûlait leurs maisons.

Avant mon arrivée sur la frontière pontificale, un fort mouvement de ce genre s'était manifesté à Civitella Roveto, mouvement dirigé surtout contre le juge auquel on finit par trancher la tête après lui avoir fait subir toutes sortes de tortures.

Pendant le temps de mon commandement, la bande Chiavone réussit pendant l'été de 1861 à occuper pendant deux heures, avant l'arrivée des troupes, S. Vincenzo di Balzorano.

Le syndic put s'enfuir, mais on incendia sa maison.

La bande Chiavone occupa plus tard un autre petit village, Castelluccio, près de Sora, où elle mit le feu à la maison du syndic, si je ne me trompe, et à celle du commandant de la garde nationale.

La même bande entra à l'automne de 1861 à S. Giovanni Incarico, et incendia aussitôt la maison du capitaine de la garde nationale qui, s'il n'avait pu s'enfuir, aurait eu la tête coupée.

Dans chacun de ces cas, les personnes qui avaient été si durement éprouvées me dirent toutes que les prolétaires de ces villages avaient aidé les brigands et leur avaient indiqué les maisons auxquelles ils mirent le feu.

J'ai essayé de me faire renseigner sur les causes qui avaient pu provoquer ces actes de violences. J'ai su qu'on disait, au sujet de l'une de ces victimes des vengeances des bandits, qu'elle extorquait de l'argent aux paysans sous prétexte d'intervenir entre eux et le juge, entre eux et l'autorité gouvernementale.

J'ai appris qu'un autre pressurait le paysan, et un de mes officiers me rendit compte qu'un paysan ayant réclamé à cet individu cinquante écus qu'il lui devait, il lui avait répondu en présence de l'officier lui-même : « *Tu iras les chercher au bagne* », et qu'il avait joint la menace au refus qu'il lui opposait.

Lors de l'envahissement de S. Giovanni Incarico, on respecta la maison du plus riche habitant du pays. Je reçus alors la visite de l'autorité administrative et d'un délégué de la Sûreté Publique qui me dirent qu'il fallait faire un exemple, en finir avec les Bourbons et fusiller l'individu qui avait été épargné de la sorte et qui, puisqu'il avait été respecté par les brigands, devait être, comme le disaient les libéraux de S. Giovanni, un *bourbonien* des plus avérés.

J'ai mis alors un fort détachement en station à S. Giovanni et mes officiers ont été unanimes à me déclarer que la personne en

question était un homme excellent, fort honnête, extrêmement charitable pour les pauvres, de caractère timide, incapable de conspirer, en un mot, le meilleur citoyen du village.

J'ai cru trouver dans ces circonstances et dans ces faits la preuve que le brigandage était une vengeance sociale, qui s'applique parfois avec une certaine justice.

Je pourrais citer encore bien des exemples qui tous confirment l'opinion que j'ai émise.

Il est vrai que dans beaucoup d'endroits le parti, dit libéral, attribuait le brigandage à l'action des comités bourboniens. Ce fut même ainsi que, pendant les premiers temps de mon séjour sur la frontière pontificale, je reçus de nombreuses dénonciations, qui devinrent plus rares par la suite, contre des conspirateurs bourboniens, contre des comités, etc.

Mais peu à peu je fis la connaissance de quelques-unes des personnes qui m'étaient dénoncées et je pus constater par moi-même toute l'absurdité de ces dénonciations et me rendre un compte exact de l'estime que méritaient la plupart des familles ainsi accusées. Je cherchai par suite à remonter jusqu'à la source même de ces faits ; je fouillai les antécédents de ces familles qui, au nombre d'une ou deux dans chaque commune, étaient en général les plus riches et les plus respectables de l'endroit. J'ai procédé à une enquête de ce genre pour une quinzaine de cas. J'arrivai ainsi à découvrir que les unes, parce qu'un de leurs membres avait occupé de hautes fonctions du temps du gouvernement bourbonien, d'autres, parce qu'elles avaient été en relation avec la cour, d'autres uniquement parce qu'elles étaient riches, avaient joui sous un régime de despotisme, où tout, même la justice, était donné à la faveur, d'une situation exceptionnelle, et qu'elles avaient occupé des charges communales dont leurs membres avaient profité, les uns pour être les maîtres du pays, d'autres pour commettre des abus, des injustices et des vexations. De là, de vieilles rancunes, des haines enracinées, violentes et parfois justifiées.

Survint la révolution de 1860. Ceux qui étaient proscrits, ceux dans le cœur desquels couvaient la haine et la rancune, firent désormais la loi et ne tardèrent pas à renverser ceux qui avaient jusque-là été les maîtres et auxquels manquait maintenant l'appui d'un gouvernement ébranlé. Ces divisions contribuèrent puissamment au triomphe de la Révolution. Il arriva alors ce que Machiavel avait prévu lorsqu'il posait cette maxime : « Grâce aux divisions, il est plus facile de manier les peuples et de les assujettir », et lorsqu'il écrivait encore : « Il est dans l'ordre des choses que dès qu'un puissant étranger entre dans une province, il reçoit l'adhésion et le concours de tous ceux des habitants qui faibles ou opprimés sont poussés par la haine qu'ils portent à ceux qui exerçaient le pouvoir. »

Lors de la révolution, ces nouveaux puissants se dirent libéraux et appelèrent les autres des bourboniens. Parmi les premiers, j'ai

connu d'honnêtes libéraux, mais aussi beaucoup de gens qui s'abritaient derrière cette étiquette pour satisfaire leurs haines et leurs vengeances ou pour assurer le gain d'un procès engagé contre un de ceux qu'ils avaient baptisés bourboniens.

Parmi les seconds, il y en a certainement quelques-uns qui ont des sympathies pour les Bourbons: mais la majorité se compose de gens qui sont uniquement coupables d'avoir excité l'envie, soit par leur richesse, soit par leur situation personnelle, soit par leur honnêteté.

Aussi mes officiers et moi avons-nous apporté une extrême circonspection à nos actes comme aux appréciations que nous portions sur le caractère des individus qu'on nous disait être libéraux ou bourboniens. J'ai reçu nombre de rapports sur cette question, et il m'est arrivé deux fois, à moi personnellement, que des soi-disant libéraux vinrent me dire qu'ils avaient rencontré dans la campagne des brigands, qui après leur avoir fait faire une chère excellente leur avaient révélé le nom de ceux qui leur fournissaient des vivres et des renseignements. Or ce n'étaient là que de grossières calomnies inspirées par la haine qu'ils portaient à d'honnêtes gens du pays, des calomnies que je pus découvrir et que je voulus réprimer en faisant emprisonner les calomniateurs. Mais la justice n'osa pas punir les deux coupables, dont l'un cependant avait avoué. Enfin je dois dire que je n'ai pas découvert le moindre comité bourbonien dans ma zône de commandement et je crois pouvoir dire qu'il n'en existait pas.

Mais les soi-disant libéraux, le parti victorieux (je parle ici des propriétaires que seuls je mets en cause), s'ils comptaient parmi eux des gens dignes de ce nom, avaient aussi dans leurs rangs (et c'est chose fort naturelle), tous les ambitieux, tous les intrigants malins, et même tous les anciens flatteurs de la tyrannie bourbonienne qui avaient réussi à s'enrôler dans le parti du vainqueur. Les libéraux honnêtes, tout comme ceux qui ne l'étaient pas, obtenaient des fonctions dans les bureaux et des grades dans la garde nationale, par conséquent des situations qui leur permirent de commettre de fréquents abus, d'assouvir leurs vengeances et d'abreuver d'injustices leurs adversaires et les clients de ces adversaires. De là, un surcroît de désordre, et de nouveaux éléments pour le brigandage.

Parmi ces injustices, il convient d'enregistrer la radiation de leurs adversaires des listes de la garde nationale, et par suite, des listes électorales (pour les élections communales et politiques), ainsi que quantité de persécutions directes, telles que celles qui consistaient à les exclure des emplois dont les électeurs pouvaient disposer et à raviver les vieilles haines et les passions.

J'ai eu pour ma part connaissance de nombreux faits de persécution de ce genre qui furent commis dans ma zône. Pendant le siège de Gaëte, alors qu'il importait de veiller à la sécurité des environs du camp, à Fondi comme à Traetto et dans une foule d'autres

endroits, les syndics et les capitaines de la garde nationale, abusant des pouvoirs exceptionnels qui leur étaient attribués, mirent la main sur tous leurs ennemis personnels et en firent emprisonner un bon nombre comme conspirateurs bourboniens.

A Pastena, un capitaine de la garde nationale poursuivit, jusqu'au jour où il fut tué lors d'une battue, d'abord un de ses parents auquel il en voulait au sujet d'un héritage, puis un certain nombre d'individus qu'il contraignit ainsi à se jeter dans la campagne. Destitué, ce capitaine fut obligé d'émigrer et, dès son départ, tous ceux qui s'étaient crus forcés de se jeter dans la campagne[1], rentrèrent aussitôt chez eux.

On avait chargé un bataillon de garde nationale mobile de surveiller le pays aux environs de Gaëte. A partir de ce moment, il n'y eut pas de rapines, de vexations, de vengeances devant lesquelles reculèrent les hommes dont il se composait. Il fallut dissoudre le bataillon. Je ne saurai dire s'il ne fallut pas pour cela recourir à la force.

Un des faits les plus probants, un fait qui démontre mieux que tous les autres quelles ont été les causes qui ont fomenté et entretenu le brigandage, se produisit à Fondi. Le syndic, entré en fonctions lors de la Révolution, après avoir fait arrêter bon nombre de ses ennemis, recherchait un certain Giuseppe Conti et le frère de cet individu, deux riches paysans, qui avaient de la sorte été contraints à se cacher et à se jeter dans la campagne (*latitanti*[1]). Le frère demanda à rentrer, et autorisé par moi il retourna chez lui. Giuseppe n'osa faire de même, bien qu'il n'eût jusque-là commis aucun acte répréhensible. Il commença alors par se venger du syndic en arrachant les vignes qui lui appartenaient. Puis de coup en coup, il finit un jour par arrêter la diligence de Fondi, par s'emparer de trois paysans avec lesquels lui et les siens avaient de vieux différends et leur coupa la tête. Les trois têtes furent déposées pendant la nuit sur un petit mur à l'entrée du pays avec trois inscriptions, les plus effroyables, les plus horribles qu'on pût imaginer. Le syndic n'osait plus sortir de la localité et même de chez lui et craignait pour sa vie. Ces persécutions produisirent leur effet, et lors des élections qui eurent lieu sur quelques points, ce furent les soi-disant bourboniens qui furent nommés.

Les capitaines de la garde nationale et les syndics, contre lesquels les brigands exerçaient de préférence leurs vengeances, en même temps qu'ils appartenaient au parti soi-disant libéral, étaient pour la plupart des petits seigneurs (*signorotti*), et c'est encore cette classe d'individus qui détient et exerce l'autorité.

Le prolétaire ne saurait être content d'eux, comme je l'ai déjà

1. *Latitanti*, dénomination dont on se sert pour désigner tous les individus qui se cachent pour échapper à la justice et à la prison et qui correspond à notre expression : *se jeter dans le maquis.*

dit plus haut, et la *vendetta* que le brigand exerce contre eux est motivée bien plus par leur situation de *signorotti* et par leurs iniquités passées et présentes que par leurs opinions politiques. Voici du reste un fait qui vient à l'appui de mon dire :

Tandis que les brigands sont sans pitié à l'égard de ces *signorotti*, ils se conduisent de tout autre façon à l'égard des soldats, sauf naturellement pendant qu'on se bat avec eux, et cependant, si la politique était la cause du brigandage, il me semble que ce serait surtout contre les soldats qu'il s'acharneraient. Plusieurs de mes soldats, deux du côté de Sora, six du côté de Gaëte, tombèrent entre les mains de Chiavone et de Cuccito. Aucun d'eux ne fut fusillé. Il s'est même produit ce fait curieux que ce dernier, un bandit féroce, fit dire au major des bersagliers à Fondi qu'il le félicitait de sa justice, et qu'un autre bandit s'adressa à sa générosité pour lui demander la mise en liberté de sa femme qu'on avait gardée un moment comme otage afin de sauver, si faire se pouvait, le syndic de Mola pris par les brigands qui lui coupèrent la tête un peu plus tard.

Tout en émettant ici l'avis que le brigandage est la conséquence de l'état social du pays et de la situation du prolétariat, je ne vais pourtant pas jusqu'à prétendre que d'autres causes, telles que la politique, la tradition, la poursuite des *sbandati* et une foule d'autres motifs ne contribuent pas à l'existence du brigandage.

Il est avéré que les autorités ont découvert à Naples un certain nombre de comités bourboniens qui étaient en relations suivies avec les brigands. Il est établi par des preuves irréfutables que le brigandage existant sur la frontière pontificale, brigandage essentiellement différent de celui qui existe à l'intérieur du royaume, est payé et organisé à Rome par le Bourbon avec la connivence des autorités pontificales. Il est d'autre part incontestable que, en leur faisant concevoir l'espoir qu'ils resteront impunis, le séjour et la présence de François II à Rome encouragent à persister dans leurs entreprises tous ceux qui sont déjà compromis. La tradition, qui glorifie encore certains chefs de brigands du temps du cardinal Ruffo, n'est pas aussi sans exercer quelque influence. Enfin les débandés (*sbandati*) fournissent un contingent respectable au brigandage. La religion, qui est devenue pour le prolétaire une espèce de paganisme n'ayant plus rien à voir avec la morale, n'a plus aucune action sur le brigand qui assassine et massacre en ayant la poitrine couverte d'images saintes.

Mais je persiste à affirmer que, n'était la condition sociale du prolétariat et du pays tout entier, tous ces crimes n'auraient pas suffi pour faire surgir et durer le brigandage, tout comme il serait impossible de l'organiser dans l'Apennin de la Toscane, de l'Emilie, des Marches, de l'Ombrie, dans ces pays qui avaient cependant pour leurs anciens souverains une affection bien autrement vive que celle que le paysan napolitain a pu jamais avoir pour la dynastie des Bourbons (si tant est, ce que je ne crois pas pour ma part, qu'il l'ait jamais

aimée). On m'a raconté à S. Germano qu'un avocat se rendant au conseil provincial, à Caserte, tomba entre les mains de Cipriano La Gala qui exigea de lui une forte rançon. Pendant les deux jours qu'il passa à attendre l'argent, l'avocat espérant ainsi obtenir une réduction de la somme demandée composa à l'adresse de François II un sonnet, dans lequel il vanta les services qu'il avait rendus à la dynastie. Cypriano lui répliqua : « Tu as fait des études, tu es avocat et tu crois que nous travaillons pour François II? »

A San Germano même, on me raconta que quand on y organisa les premières bandes, Giorgi et un officier bourbonien qui excitaient les paysans par leurs discours et péroraient sur la place, leur disaient : « François II veut en finir avec ces *Galantuomini* qui vous font du mal. Il me charge de vous dire qu'il vous donnera leurs biens et leurs maisons. Je suis de plus chargé par le pape de vous donner sa bénédiction et de vous absoudre de vos péchés. »

Pendant plusieurs jours, 2 à 3.000 paysans vinrent en ville, à l'épouvante de tous, en attendant le moment de prendre possession de ces bonnes maisons. L'action exercée par l'abbé du Mont-Cassin et par le P. Scotti, frère du général, conjura le danger. Pour soulever le paysan, il fallait lui parler de vengeance et de pillage contre le seigneur, mais non de fidélité envers la dynastie.

Jusqu'ici j'ai exposé les raisons pour lesquelles je crois que le brigandage est, en réalité, la conséquence de la situation sociale du prolétaire mourant de faim et en butte aux vexations et aux injustices des *signorotti*. J'ai dit aussi pour quelles raisons j'attachais peu d'importance aux conspirations bourboniennes; j'ai essayé d'indiquer le sens à donner aux divisions entre bourboniens et libéraux, de faire voir que cette division du pays a donné naissance à des vengeances, à des persécutions qui ne pouvaient manquer de favoriser le brigandage.

Je demande maintenant à la Commission la permission d'insister quelque peu sur les désordres que j'ai pu constater dans l'administration de la justice, sur ceux existant dans l'administration communale et dans l'organisation de la garde nationale, enfin sur l'impuissance des autorités politiques hors d'état d'y porter remède. Je voudrais surtout montrer que les tribunaux ne savent ni garantir la morale publique, ni protéger le pauvre contre le riche, que fort souvent les gardes nationales et les administrations communales ont bien plus contribué à augmenter le mécontentement et à fournir de nouveaux éléments au brigandage qu'à calmer les passions et à défendre les communes contre les brigands.

Pour ce qui est des tribunaux, on les a si sévèrement attaqués, que l'opinion publique a réclamé des réformes déjà présentées par le Gouvernement.

Il serait donc superflu d'en parler ici, si je ne tenais à citer quelques-uns des scandales dont j'ai été témoin. Lorsque je visitai,

en 1861, les prisons d'Aquila, j'y vis, si je ne me trompe, 700 prisonniers de la dernière classe qui y gisaient entassés sur la terre nue dans des trous malsains, avec une nourriture misérable, depuis plusieurs mois, sans qu'on ne les ait, ni interrogés, ni classés par catégorie. Tout ce honteux désordre est mis sur le dos de la révolution. Ce qui me frappa encore, ce fut la réponse d'un juge que je questionnai à ce propos. Il me dit que, comme on avait oublié de nommer un procureur général, celui qui en faisait provisoirement fonction ne se souciait pas d'assumer la responsabilité, d'autant plus qu'il ne savait pas si le Gouvernement voulait être sévère ou doux, comme si la loi n'était pas au-dessus de tout Gouvernement.

Plus tard, j'ai vu des individus qui, après avoir été arrêtés pour homicides commis lors des mouvements réactionnaires de 1860, dans différentes communes de ma zône, à Rocalguglielmo, je crois, avaient été remis en liberté, bien que l'on sût dans toute la commune de quels crimes ils s'étaient rendus coupables. Le commandant du 43e régiment découvrit à San Germano qu'un certain prêtre, De Valente, avait vendu des faux congés à raison de 50 ducats la pièce. Arrêté, il avait avoué le fait, mais il avait été peu après remis en liberté sous le prétexte qu'on ne l'avait pas arrêté comme prévenu, mais seulement interrogé en qualité de témoin.

On avait en effet arrêté à Naples le chef de cette bande de faussaires, un major Orsini, qui avait vendu des milliers de faux congés à des débandés (*sbandati*) et avait de la sorte été la cause que beaucoup d'entre eux n'étaient pas venus se présenter. On m'a dit à Naples qu'on n'osait pas faire marcher le procès d'Orsini parce que, malgré les preuves évidentes de sa culpabilité, on craignait qu'il ne fût acquitté.

A San Germano, on acquitta un brigand convaincu d'assassinat et de vols à main armée que mes soldats avaient arrêté.

A Gaëte, on en fit de même pour un homme qui avait volé des objets appartenant à l'État et qu'on avait retrouvés chez lui. Je m'en tiens là de mes citations.

Quant aux magistrats cantonaux, qui sont en contact immédiat avec le peuple, il y avait bien peu d'honnêtes gens parmi eux. Pendant que je commandais à Gaëte, on y commit une dizaine de vols dans les magasins de l'État et on arrêta les voleurs en flagrant délit. Ils furent tous remis en liberté par le juge.

Les juges cédaient souvent à la crainte et à l'intimidation quand ils avaient à faire à des membres de quelque *camorra* ou à des gens dangereux. Quant aux gens du peuple, dont ils n'avaient rien à craindre, j'ai déjà cité l'exemple du juge de Civitella Roveto qui avait lancé des mandats d'arrêt contre deux femmes qui refusaient d'entrer à son service.

Il m'est parvenu une foule de rapports sur des faits du même genre, dont je me souviens trop vaguement pour pouvoir les citer.

Il est bien évident que, partout où de tels faits se produisent, la

justice n'effraye plus le coupable et ne rassure plus l'opprimé. N'ayant plus confiance en elle, le peuple en vient à mieux aimer se faire justice lui-même, volant les riches qui ont été injustes envers lui, les tuant même lorsqu'ils ont poussé trop loin leurs vexations et leurs mauvais traitements.

J'ai eu maints exemples de cette défiance dans laquelle on tient l'administration de la justice. Lorsque le commandant français livra Giuseppe Conti arrêté dans les États pontificaux, le père d'une de ses victimes et la mère d'une autre s'adressèrent à moi en me priant d'intervenir auprès de l'autorité afin que Conti, qui avait des protections, ne fût pas absous par le tribunal.

Près de Sora, un ouvrier employé dans une filature tua son patron au cours d'une discussion. On l'arrêta, on le fit conduire à Sora par une patrouille, à laquelle la veuve tendit une embuscade afin de faire assassiner par quelques salariés le meurtrier de son mari. Il est évident que cette femme n'avait pas grande confiance dans la justice des tribunaux.

Mais il est encore des désordres dont la répression incombe plutôt aux autorités politiques et à la sûreté publique qu'aux tribunaux. Je veux parler des irrégularités et des abus existant dans les administrations communales et dans la garde nationale.

Je dois reconnaître que j'ai reçu continuellement des plaintes venant d'une quantité de communes et me signalant les abus, les mauvais traitements, les malversations des deniers publics et les illégalités dont les autorités communales se rendaient coupables. Ici, c'était un syndic qui avait vendu les buffles de la commune et refusait de rendre compte de l'argent encaissé. Là, le syndic maltraitait et frappait ses administrés et faisait marché de sa charge. Ailleurs, le syndic fabriquait le pain, en fixait le prix et s'attribuait une espèce de monopole en s'arrogeant seul le droit de le vendre, etc., etc.

J'ai pu fréquemment constater le peu d'équité apporté à la répartition des charges résultant des prestations militaires, les irrégularités commises lors des remboursements faits par l'État. J'ai pu voir aussi combien grand était l'abandon dans lequel on laissait les affaires communales à tel point que, pendant la durée de mon commandement, plusieurs communes en étaient réduites, n'ayant pas de cimetière, à déposer leurs morts dans des locaux voisins des églises, où ils se décomposaient au grand détriment de l'hygiène publique.

Beaucoup de communes opposent l'inertie la plus absolue aux mesures ordonnées par le Gouvernement et quelques-unes ne craignent même pas de violer la loi, si bien que pendant l'état de siège je dus faire arrêter un syndic qui donnait asile à un débandé (*sbandato*), un conseiller communal qui en cachait deux, et qui, sur le point d'être découvert, les munit de faux passe-ports et les fit émigrer à Rome. De tels abus sont extrêmement fréquents.

Dans les provinces napolitaines, l'antique despotisme et les procédés arbitraires du régime bourbonien ont étouffé dans l'esprit du peuple toute idée de légalité.

Lorsque la loi à la main vous refusez ce qu'on vous demande, on vous répond : « Mais je vous le demande à titre de faveur. » C'est ainsi qu'un individu demanda à un officier de faire emprisonner une personne avec laquelle il était en procès. On ne connaît par suite que celui qui commande et celui qui doit obéir. L'un fait tout ce qu'il veut, l'autre doit se plier à tout. Il en résulte que les fonctions dans les administrations communales et dans la garde nationale, par cela même qu'elles confèrent une certaine autorité, sont recherchées avec une rage et une ardeur dont on ne peut se faire une idée. Les luttes qui éclatent à ce propos dans les petites communes déchainent les passions les plus violentes et fomentent une quantité de divisions dans le sein du parti arrivé au pouvoir avec la révolution et qui n'a été uni qu'un moment pour renverser les anciens dominateurs.

Voici maintenant un fait que j'ai vu se produire à tout instant : Dans les communes où il n'y a qu'une seule famile riche ou patriarcale ou bien dans celles où quelques familles unies par les liens de la parenté et de l'amitié se partagent l'influence et les fonctions dans les administrations communales et la garde nationale et les excercent dans l'intérêt de tous, il n'y a pas de débandés (*sbandati*), peu ou pas de réfractaires, peu de brigands, et, même lorsque des bandes se tiennent à proximité, ces communes ne demandent pas l'envoi de détachements de troupes. Je cite avec plaisir et comme exemple, les communes d'Atina, près de S. Germano, et de Villa S. Sebastiano, près d'Avezzano, si je ne me trompe.

Mais, partout où les communes sont en proie à la discorde, aux luttes intestines, aux *vendetta*, tout marche à tort et à travers. Le contingent fourni au brigandage y est considérable, les résultats de la conscription presque nuls. On y aide les bandes et les prolétaires conspirent pour les faire entrer dans la localité.

Pour ce qui est plus particulièrement des gardes, nationales, je dois dire que leur organisation s'est faite dans les petites communes de façon absolument arbitraire, en violation des lois et que sous le prétexte d'opinions bourboniennes on en a exclu bien des gens. Lorsque la révolution survint, lorsqu'on décida la formation de la garde nationale, dans beaucoup de communes, dans la plupart de celles de ma zône, les soi-disant libéraux s'armèrent sans autre formalité et on donna ou on laissa prendre les grades aux plus audacieux. Plus tard, pendant l'été de 1861, le Gouvernement envoya des officiers chargés d'organiser cette garde, l'un à Aquila et un autre dans la Terre de Labour à Caserte, avec lesquels je fus en relation. Ils me demandèrent de leur adjoindre des officiers de l'armée pour les aider à parcourir les communes et pour procéder aux formalités exigées par la loi. Ces officiers se mirent en route munis d'instruc-

tions détaillées, travaillèrent pendant six mois et parcoururent de nombreux villages.

Ils m'ont rendu compte des abus qui se commettaient dans la garde nationale, telle qu'elle avait été primitivement constituée : tels qu'arrêts infligés arbitrairement en vue d'extorquer de l'argent et de rendre la liberté aux hommes ainsi punis, de *vendetta* et vexations à l'égard des pauvres.

On réorganisa donc la garde nationale sur des bases légales. Mais des officiers qui ne connaissaient pas le pays, dans lequel ils ne pouvaient s'arrêter au plus que quelques jours en raison de l'énorme travail qu'on leur avait confié, ne pouvaient ni réussir à faire entièrement disparaître les exclusions illégales faites sous prétexte de *bourbonisme*, ni empêcher que pour grossir les états on ne fît figurer les prolétaires sur ces listes, on ne conférât des grades d'officiers aux plus ambitieux et on ne laissât sur ces états les clients dont ces ambitieux avaient besoin lors des élections. Ces violations de la loi, que j'ai eu par la suite occasion de constater, étaient fort nuisibles et dangereuses. Ainsi, on avait fait figurer, parmi les soi-disant bourboniens exclus, les gens les plus respectables du pays que les puissants du jour sacrifiaient de la sorte à leurs haines et à leurs rancunes. Il en résulta qu'on pût arriver de la sorte à constituer presque légalement un parti hostile au nouvel ordre de choses en mettant hors de la loi et en persécutant nombre de personnes qui n'auraient pas mieux demandé que d'adhérer au nouveau Gouvernement. Enfin, on organisa des gardes nationales inutilisables contre les brigands parce que, par le fait même qu'elles comptaient dans leurs rangs des prolétaires dont les sympathies étaient acquises à la cause du brigandage, elles n'inspiraient aucune confiance à leurs officiers et aux propriétaires et que de plus, quand, par hasard, on voulait les employer, il fallait leur donner une indemnité journalière sur laquelle ces hommes spéculaient sans rendre le moindre service en échange. En outre, on ne pouvait donner une instruction militaire à des prolétaires obligés de travailler pour gagner leur pain. Les exclusions illégales et l'inscription des prolétaires sur les états s'élevaient au tiers ou tout au moins au quart des effectifs totaux.

On ne pouvait donc, comme je l'ai dit, compter sur des gardes nationales organisées de cette façon pour se défendre utilement contre le brigandage.

Je citerai à l'appui quelques faits qui se sont produits dans la zône placée sous mes ordres.

A Vallerotonda, commune de plus de 3.000 âmes, où il y avait 2 compagnies de gardes nationales et 150 fusils, 14 brigands, dont quelques-uns presque des enfants, purent pénétrer dans la localité, réquisitionner de maison en maison les fusils qui s'y trouvaient et en faire porter la plus grande partie dans la montagne par les habitants eux-mêmes.

A Campodimele, localité admirablement située et malgré la proximité d'un détachement établi à 1.500 mètres du village, 20 brigands entrèrent dans le pays et emportèrent ou firent emporter tous les fusils.

Un gros bourg qui possédait 3 compagnies de gardes nationaux en armes vint un soir demander à Gaëte 12 soldats parce qu'on avait vu dans la journée 8 brigands sur le territoire de la commune et parce que depuis ce moment l'alarme régnait dans tout le pays.

Lorsque j'adressai à ce propos des reproches à ces gardes nationaux, on me répondit encore cette fois comme toujours, comme partout : qu'on ne pouvait pas se fier aux hommes dont cette garde se composait.

Un détachement de gardes nationaux de Fondi exécutant une battue trouva Giuseppe Conti dans un bois.

Au lieu de l'arrêter, le détachement resta un certain temps avec lui.

D'autre part, personne ne jouit dans les communes de plus d'autorité que le capitaine de la garde nationale et souvent toute la corporation se considère comme étant au-dessus des lois : de là, les arrestations arbitraires, les vexations, les *vendetta*.

Dans une commune, les officiers de la garde nationale avaient à leur service un certain nombre de débandés (*sbandati*) qu'ils n'emprisonnaient que lorsque ces gens voulaient passer au service d'autres personnes.

Une patrouille de troupes ayant arrêté un de ces hommes qui essaya de s'enfuir à son approche, un capitaine de la garde nationale intervint pour le faire relâcher et donna sur lui les meilleurs renseignements. Toute la commune s'en indigna : cet homme était un criminel des plus dangereux qui venait peu de temps avant de commettre plusieurs assassinats.

Quand, en 1861, les troupes se répandirent par détachements sur toute l'étendue de ma zône, les autorités communales et les officiers des gardes nationales des petites communes craignant les conséquences de leur présence flattèrent les chefs de ces colonnes et essayèrent de les circonvenir afin de se concilier la faveur de l'autorité militaire. Puis, quand on eût vu que ces premières troupes étaient admirablement disciplinées, lorsqu'on sût qu'on allait relever les détachements, on m'accabla de requêtes et d'envoi de députations pour me demander de maintenir les détachements en place, toujours parce qu'on redoutait la venue de nouvelles troupes.

Quand on eût vu que tous ces détachements étaient également disciplinés, on ne m'adressa plus aucune demande.

Finalement, lorsque les ambitieux et les intrigants eurent reconnu que les chefs des troupes ne se laissaient pas circonvenir, se tenaient sur la réserve, veillaient à mettre fin aux exactions et aux abus et avaient l'œil sur eux, les capitaines nationaux et les syndics recoururent à la calomnie et aux dénonciations pour essayer de se débarrasser des

officiers qui déployaient le plus de zèle et s'adressèrent à l'autorité supérieure pour obtenir leur changement, espérant être plus heureux avec d'autres. C'est ainsi qu'on accumula calomnies sur calomnies contre un capitaine du 43e qui avait découvert qu'on envoyait en contrebande plusieurs millions de kilogramme d'huile à Isoletta, entreprise à laquelle participaient plusieurs *signorotti*, et contre un capitaine de bersagliers qui avait découvert à Casalvieri les débandés (*sbandati*) que cachaient chez eux des fonctionnaires municipaux.

On engagea une lutte du même genre contre les *carabiniers* royaux dès qu'on eût acquis la conviction qu'ils ne suivaient pas les traces des gendarmes bourboniens : on essaya alors de lutter d'influence contre eux, c'est-à-dire contre la loi et, dans l'espace d'un mois, de Gaëte à Avezzano, il n'y eut pas moins de cinq à six circonstances à propos desquelles les capitaines de la garde nationale et les syndics réclamèrent violemment contre les carabiniers, parce que la garde nationale avait voulu leur arracher des prisonniers qu'ils étaient en train d'emmener, ou des gens appartenant à la corporation, coupables de vols, ou des déserteurs que les carabiniers s'étaient refusés à leur rendre.

Le fait d'appartenir à la garde nationale était une garantie, une sauvegarde pour tous les individus suspects ou dangereux. C'est pour cette raison même que plus d'une fois des hommes pour lesquels leur inscription sur les états aurait constitué une charge vinrent me demander de les inscrire. Un de ces hommes fut arrêté peu après pendant qu'il essayait de rançonner le faubourg de Gaëte au nom d'un brigand et pour son propre compte.

Je dois déclarer que, malgré les efforts tentés pour améliorer la garde nationale, malgré les transformations et les licenciements, on n'obtint guère de résultats satisfaisants. Quelques syndics m'ont avoué qu'ils n'avaient pas le courage d'en modifier la composition. Plus tard, grâce aux pouvoirs que me conférait l'état de siège, je fis procéder à l'épuration des listes sous la surveillance de mes officiers qui connaissaient déjà mieux le pays. Ayant quitté Gaëte à ce moment, j'ignore quel a été le résultat de l'opération.

Pour en finir avec l'examen de ces désordres, je tiens à dire qu'ils contribuent puissamment au malaise du pays et ensuite à l'existence du brigandage.

Dire que ces désordres durent déjà depuis trois ans sans qu'on ait pu en somme y porter grand remède, c'est démontrer du même coup que les autorités administratives n'ont pas la force de les faire disparaître. Et cette force, elles ne l'ont pas à cause de la façon dont sont organisées les préfectures. Même là où il y a un administrateur probe et honnête, il est entouré de nombreux employés qui sont en majorité des prévaricateurs et de malhonnêtes gens. Quand on signale à la préfecture des abus commis par les autorités communales ou par la garde nationale, une partie des

employés de la préfecture en donne copie à l'intéressé qui prépare alors ses moyens de défense et de riposte. J'ai reçu souvent la visite d'officiers animés du désir de bien faire et qui venaient se plaindre du labyrinthe d'intrigues dans lequel on cherchait à les perdre et à annihiler tout ce qu'ils essayaient de faire. Moi-même j'ai pu voir les menées, les intrigues tramées par les syndics, les juges et les délégués de la Sûreté publique. Ces derniers surtout sont une des plaies de l'administration dans les provinces napolitaines. . . . .

. . . .

La misère du prolétariat napolitain et les désordres sociaux que j'ai exposés de mémoire, n'ayant ici aucune note, aucun document, et dont j'ai essayé de démontrer les points de contact et les relations avec le brigandage, me semblent être une explication suffisante de ce fléau.

Je crois que le brigandage disparaîtra avec le temps et s'éteindra de lui-même ; mais il me semble qu'on peut déduire de cet état de choses les remèdes qu'il convient d'employer pour le faire cesser et surtout pour l'empêcher de renaître, quelques grandes que puissent être les commotions politiques de l'avenir.

A mon avis, ces remèdes sont de deux espèces :

Ceux qui combattront la faim et la misère du prolétariat et ceux qui, faisant rentrer toute chose dans un système légal et régulier, maintiendront tous les citoyens dans les voies de l'équité et de la justice, désarmeront les vengeances du pauvre et rétabliront la concorde entre tous les citoyens.

Les remèdes de la première catégorie ne peuvent être que l'œuvre du temps. On construira peu à peu des routes et des chemins de fer, on augmentera les sources du travail, on relèvera en même temps les salaires, et le prolétaire s'assurera de la sorte une existence matérielle moins précaire et pourra satisfaire à ses besoins les plus essentiels.

Quant aux remèdes de la deuxième catégorie, je le dis parce que l'expérience des faits m'a permis de m'en convaincre, ils sont à la fois plus importants et plus urgents. Rien ne s'oppose du reste à leur application immédiate.

Telle qu'elle fonctionne actuellement dans les provinces napolitaines, l'administration de la justice est faite plutôt pour encourager l'immoralité, pour empêcher de discerner le bien du mal, pour être un instrument d'oppression illégale et de vexations, que pour assurer la répression des crimes et des délits et pour protéger la société. Il s'agit de lui faire subir des réformes bien autrement profondes et radicales que celles tentées jusqu'à ce jour. Certaines dispositions de lois me paraissent aussi fort imparfaites.....

L'impuissance de l'administration civile à mettre un terme aux désordres des pouvoirs communaux, des gardes nationales et de

la sûreté publique a, ce me semble, été démontrée par l'expérience de ces trois dernières années. Les germes de cette impuissance se trouvent, je l'ai dit, dans le personnel même dont disposent les préfectures.

Il faut donc procéder à une reconstruction progressive de la machine gouvernementale. C'est assurément une œuvre qui ne manque pas de difficultés, mais qui serait déjà faite si le comte de San Martino, par exemple, était resté dans les provinces napolitaines muni des pouvoirs nécessaires. A cette heure, il aurait assurément réussi à faire nommer de bons préfets, des fonctionnaires vigoureux qui soutenus par lui auraient réussi à chasser de l'administration les employés infidèles et incapables qui remplissent les bureaux et font échouer toutes les réformes, toutes les œuvres utiles. Le personnel de la sûreté publique, recruté en partie parmi les braillards de la place publique, a besoin d'être épuré et assaini par de nombreuses destitutions et par des répressions exemplaires et retentissantes.

Comment le gouvernement pourra-t-il s'acquitter de cette grande œuvre? L'expérience des faits et la difficulté d'obtenir les destitutions nécessaires ont fait naître en nous la conviction que le Gouvernement central ne saurait se charger directement de l'exécution de ces réformes. Il ne peut le faire à cause de la masse des affaires. Et tous les désordres, tous les abus ne produisent de loin quand on en rend compte au Gouvernement central (ce qu'on se garde bien de faire dans tous les cas, parce qu'on n'a pas assez confiance dans la répression) qu'une impression absolument affaiblie, tandis que sur place ces scandales ont souvent un véritable caractère de gravité. Ces affaires, qui sont pour ainsi dire étrangères au Ministère, ne devraient pas, en raison de leur grand nombre, être transmises plus loin et devraient être même confiées aux employés inférieurs.

Même au temps des lieutenances et des commissaires royaux à Naples, j'avais reconnu la nécessité de les faire assister par une *commission* que j'avais appelée *commission des plaintes*, à laquelle on devait adresser les rapports sur les abus et les injustices de tout genre qui se produisaient. Cette commission avait le droit d'envoyer sur les lieux, aussitôt après les premières constatations, des commissaires qui après avoir examiné sommairement la question, devaient faire prompte justice et exercer une répression exemplaire.

Maintenant qu'il n'existe plus de pouvoirs exceptionnels à Naples, nous nous trouvons en face d'une situation nette, où tout est à faire. Le Gouvernement dira peut-être : « Je mettrai partout des bons préfets et je leur donnerai les pouvoirs les plus étendus. »

Mais il me semble qu'on tournerait ainsi dans un cercle vicieux. Comme il n'y a peut-être pas dans tout le royaume de Naples (et hors de ce royaume) 15 ou 16 excellents préfets et 50 sous-préfets, plus tout le personnel fidèle qu'on doit placer à côté d'eux, com-

ment faire, non seulement pour administrer les pays difficiles, mais pour réorganiser l'administration ?

Je ne crois pas que ce personnel existe, et il s'agit donc de se contenter de surveiller l'œuvre de quelques-uns de ces fonctionnaires et de les protéger tous contre leurs subordonnés infidèles. Donnez des pouvoirs étendus aux préfectures actuelles, telles qu'elles sont constituées dans le Napolitain, ou avec les légères modifications qu'on pourrait leur faire subir, et vous mettrez dans la plus grande partie du pays le comble de l'anarchie dans la machine gouvernementale.

Il me semble donc évident que le remède consiste à décentraliser, à donner des pouvoirs fort étendus à quelques commissaires, 3 ou 4 pour tout le royaume de Naples, qui entourés d'un personnel spécial, honnête, discret, exerceront sur l'Administration une surveillance de tous les instants, lui traceront sa voie, l'aideront de leurs conseils et procéderont à l'épuration des emplois.

Je demande seulement 3 ou 4 commissaires royaux, parce qu'il faut des hommes de caractère, ayant une grande habitude des affaires, beaucoup de zèle et une grande facilité de travail, des hommes de premier ordre qui assureront l'exécution de la loi, sans s'occuper de la droite ou de la gauche, des bourboniens ou des libéraux, mais rien que de la loi.

On devra se garder de satisfaire les criailleries des agitateurs, de changer ces hommes d'élite qui auront à combattre tant d'abus et tant d'illégalités. Dans le royaume de Naples, la vraie opinion publique, celle de la masse de la population qui a besoin de calme, de justice, de légalité, ne se fait pas encore sentir avec force, surtout dans les provinces. Mais quand elle se sentira soutenue, cette opinion publique se réveillera, et ce n'est qu'après avoir mené à bonne fin leur œuvre de régénération sociale et de réorganisation administrative, que ces hauts fonctionnaires peuvent espérer trouver dans l'approbation de l'opinion publique la seule, la haute récompense à laquelle ils prétendent[1]....... »

1. Suivent quelques considérations sur la façon de conduire la campagne contre les brigands, sur l'attitude des Français, sur les rapports que le Général a eus avec eux et sur l'attitude des autorités pontificales.

NOTE II

LES OPÉRATIONS EN SICILE

1° *Paroles prononcées par le général Govone à la Chambre des Députés, le 5 décembre 1863, à l'occasion de l'interpellation d'Ondes-Reggio sur ce qui s'est passé en Sicile* (*Atti Parlamentari*).

GOVONE. « Pour pouvoir apprécier en toute justice la conduite des troupes en Sicile, la Chambre ne doit pas perdre de vue qu'il s'agit d'un pays qui ne se trouve pas dans des conditions normales et régulières. Elle ne doit pas non plus s'inspirer de l'opinion émise après les événements par les partis en Sicile, mais remonter au contraire à l'opinion qu'exprimait la Sicile tout entière pendant les premiers mois de cette année.

Messieurs! Il existe en Sicile des haines de famille, des haines souvent féroces et qui datent de loin. L'administration imparfaite de la justice, le mauvais gouvernement de l'ancien régime peuvent avoir contribué à entretenir cet état de choses. Mais c'est surtout dans le désir de la suprématie, dans le désir de dominer dans la commune qu'il faut chercher la véritable cause de ces haines.

Entre temps, la révolution de 1860 a fourni à ces haines l'occasion de se manifester par d'horribles massacres et d'épouvantables cruautés et je connais bien des communes, je pourrai en citer une vingtaine à la Chambre, où *chevaliers et scribes* [1], *grecs et latins*, *soci et libéraux*, et d'autres partis ornés d'autres noms, noms qui sont souvent ceux de familles rivales, se sont jetés les uns contre les autres et où des familles entières furent détruites, hommes, femmes, enfants, les maisons saccagées et brûlées et où il ne resta aux parents éloignés survivant aux massacres d'autre ressource que d'émigrer dans d'autres communes. Ce sont là, il me semble, des mœurs du moyen âge.

Mais à côté de ces massacres retentissants, bien d'autres haines

1. Appellation des petits partis locaux qui existaient dans presque tous les bourgs de Sicile.

se sont montrées au grand jour, et bien des *vendetta* ont été satisfaites.

Ces actes de violence, qui laissent derrière eux de si terribles rancunes, ont brouillé avec la justice un nombre considérable d'individus, pour la plupart des gens du peuple qui ont servi d'instruments à ces haines.

A cette première catégorie d'individus dangereux sont venus s'ajouter de nombreux malfaiteurs, évadés des prisons et des galères en 1860, qu'il avait été impossible de reprendre ou qui avaient été amnistiés par la dictature. Leur nombre peut s'élever à 6, 8 peut-être même 10.000; je ne saurais le fixer exactement.

Puis est venue la conscription et avec elle une nouvelle catégorie d'individus dangereux, les réfractaires ou les déserteurs qui se jetaient par milliers dans la campagne et devenaient bandits.

Tant de haines, tant de rancunes et tant d'éléments dangereux devaient porter de tristes fruits.

L'arme des carabiniers a relevé dans les vingt-quatre mois de 1861 et 1862 1.500 assassinats, et ce n'est pas là un total exact et vrai, puisqu'on peut affirmer qu'il se commet au moins un millier d'assassinats par an en Sicile.

Quant aux vols, aux extorsions, aux agressions sur la voie publique, aux séquestrations de personnes, aux incendies, je demande à la Chambre la permission de lui lire quelques lignes d'un journal de Girgenti du mois de mai :

« *Le 8 courant, une bande de brigands a entouré sur le territoire de Naro la maison du métayer Alà, sequestra son fils et ne le relâcha qu'après avoir extorqué une somme dont on ne connaît pas encore le montant.*

Le même jour, dans les mêmes parages, on a commis divers vols de froment, de farine, accompagnés des violences ordinaires.

Là encore, on vola 6 mules et 2 juments suitées appartenant à un certain Marziano qui rentra, dit-on, en leur possession, moyennant le payement de 100 onces.

Le 9 au soir, la garde nationale de Naro et quelques carabiniers se rendirent à la ferme du métayer Alà pour donner la chasse aux brigands. De Naro on entendit une fusillade assez vive ; mais il n'y eut ni pertes, ni arrestations.

Le même jour, aux environs d'Aragona, une poignée de brigands séquestra un certain Licata qu'on taxa à 400 onces. On le retint pendant trois jours entre la vie et la mort, et à la fin on le relâcha après lui avoir extorqué une somme de 100 onces.

A peu de distance de ce point, on arracha des bras mêmes de son mari une femme qu'on relâcha quelques jours après.

A Aragona, on mit le feu à des meules de paille appartenant à un certain Di Benedetto.

Au même moment, on aperçut sur la route dite Piano di Cleri 20 bri-

gands armés de fusils à deux coups et de tromblons, jouant un air populaire que nous appelons à Girgenti magarrone *et qui dépouillèrent tous ceux qui passaient. Puis ils rentrèrent avec la plus grande désinvolture dans le cabaret situé à la croisée de quatre routes, y mangèrent, s'y grisèrent, payèrent et partirent.*

A Castrofilippo, tout près du village, un certain Pasquale Ceraci qui travaillait dans son champ avec 22 journaliers vit arriver 25 brigands armés comme ceux dont on vient de parler. Ils le sequestrèrent, lui firent passer trois jours dans les affres de l'agonie et le relâchèrent moyennant 60 onces.

A San Biagio, une bande de brigands menaça de donner l'assaut et s'enfuit lorsqu'ils virent accourir toute la population.

On nous affirme qu'une bande armée entra en plein jour dans la bourgade de Milona, province de Caltanisetta, y vola et enleva 50 filles. On ne sait ni où ni quand elles furent relâchées. Nous en parlerons dans un autre numéro.

Un milicien de la compagnie de Girgenti, nommé Calogero Messina, de Camastra, qui accompagnait un négociant de Girgenti à Naro où il allait écouler sa marchandise, fut attaqué par 14 brigands et assassiné à coups de couteaux ainsi que le malheureux marchand. Les voitures furent criblées de balles.

Nous relaterons dans le prochain numéro de nombreux vols d'animaux, de froment, etc., commis dans la province.

Messieurs du Gouvernement, nous vous adressons à nouveau la prière de vouloir bien tourner vos regards vers cette île qui s'appelle la Sicile, et chasser de votre esprit les idées que vous qualifiez du mot : EXAGÉRATION.

Prenez des mesures énergiques et ordonnez à qui de droit de faire marcher la troupe, les chevau-légers, les miliciens, la garde nationale.

Le moment est critique, et si l'on n'y prend garde la gangrène prendra de telles proportions qu'il n'y aura plus de guérison possible. »

J'ai pris ce numéro de journal au hasard et je pourrais vous en citer d'autres. Tous les numéros des six premiers mois de cette année sont pleins de récits aussi tristes et aussi douloureux.

Je crois qu'à côté des feuilles publiques, les Municipes et les collèges organisés ont fait, eux aussi, parvenir leurs remontrances au Gouvernement.

En tout cas, je sais que la Chambre de commerce de Girgenti a rédigé et fait signer une pétition dans laquelle je trouve les passages suivants :

« *Le brigandage organisé dans notre arrondissement y prend des* « *proportions inquiétantes. Les vols, les meurtres, les extorsions, les* « *séquestrations s'y perpètrent à main armée, sans qu'une répression* « *efficace les entrave ou les prévienne.* »

Et un peu plus loin :

« *Les lois faites jadis pour le Piémont, sont nuisibles lorsqu'on veut* « *les appliquer à la Sicile. Quand les lois ne sont pas en rapport avec* « *les besoins du pays, elles sont une calamité et non un bienfait pour le* « *peuple.* »

Puis plus loin encore :

« *Une grande masse de troupes, de carabiniers, de gardes nationales,* « *de militaires à cheval en est réduite à assister au massacre de la société* « *sans pouvoir arrêter le fléau qui menace de tout dévaster, parce* « *qu'elle ne peut agir qu'en cas de flagrant délit ou munie de mandats* « *d'arrêt. Mais ce sont là des circonstances qui se présentent rare-* « *ment et l'on ne peut par suite ni prévenir, ni punir les crimes.* »

Et enfin :

« *Nous émigrerons avec toutes nos familles pour trouver ailleurs la* « *paix et la tranquillité que nous avons le si vif désir de recouvrer et* « *dès aujourd'hui nous abandonnerons nos campagnes. Nous fermerons* « *nos usines avec la conscience qu'on ne peut nous rendre responsables* « *des conséquences qui résulteront pour la société du renvoi nécessaire,* « *de milliers d'ouvriers jetés sur le pavé et obligés de se procurer du tra-* « *vail et du pain.* »

Toutes ces plaintes qui retentissaient dans l'île entière eurent un écho dans cette Chambre, et le 13 avril, l'honorable député de Girgenti, interpellant le ministère, lui disait entre autres :

« *Il me paraît indispensable de poursuivre par la force armée toutes* « *ces bandes, tous ces réfractaires, c'est là le seul moyen capable d'en* « *finir avec ceux qui ne sont pas encore des brigands, mais de simples voleurs* « *de grand chemin et d'empêcher l'organisation du brigandage en Sicile.* « *Je crois que le brigandage aura de la peine à prendre racine en Sicile ;* « *mais si le gouvernement ne se décide pas à détruire le mal dans son* « *germe et ne disperse pas ces bandes, je crains fort que nous n'ayons à* « *déplorer et à subir les tristes conséquences de sa mollesse.* »

Le député de Girgenti n'avait que trop raison.

La situation était en effet des plus graves dans certaines provinces de la Sicile et surtout dans celle de Girgenti. Comme je le disais dans un de mes rapports au Ministre de la Guerre, les habitants n'osaient plus s'aventurer hors des localités, souvent même hors de leurs maisons.

J'ai connu un riche propriétaire qui, pour se rendre de l'intérieur de l'île à Palerme, dut se faire escorter par 40 de ses gens armés et

montés. Les habitants des communes voisines de Palerme ne pouvaient venir en ville qu'en se réunissant en armes et en formant des caravanes. Les rançons imposées à l'intérieur de quelques villes ou bourgs se payaient, par crainte de représailles pires encore, avec autant d'exactitude que des lettres de change.

La dépression des esprits était générale et profonde.

Les autorités politiques et judiciaires ne pouvaient enrayer le mal parce qu'en général on n'osait pas avoir recours à elles.

On n'osait pas recourir à l'intervention de ces autorités par crainte de représailles et aussi par suite d'un vieux préjugé enraciné dans l'esprit du peuple qui consiste à considérer comme un être abject et vil tout individu qui fait des révélations aux autorités, quand bien même il s'agirait du plus infâme des malfaiteurs.

Je dirai même à la Chambre que cette vertu, ce genre de silence a reçu une dénomination spéciale dans le langage populaire et s'appelle *omertà*.

Quant à la crainte des vengeances, elle n'est que trop justifiée par des faits presque quodidiens, par l'assassinat au centre même des villes et des bourgs des personnes soupçonnées d'être en relation avec les carabiniers ou avec le juge.

Je raconterai à ce propos à la Chambre quelques faits que j'ai vu se produire au cours des quelques semaines pendant lesquelles j'exerçai le commandement des colonnes mobiles.

Il y avait à Sambuca, dans la province de Girgenti, une bande de cinq à six bandits. J'y envoyai une patrouille qui se fit guider par un garde communal.

Ce guide la servit fidèlement bien qu'on ne pût réussir alors à mettre la main sur les bandits. Mais, le lendemain du jour où la patrouille quitta Sambuca, il fut assassiné en plein village rien que pour avoir servi de guide à cette patrouille.

J'envoyai à Santa Cristina, près de Palerme, une compagnie avec l'ordre d'arrêter quelques malfaiteurs. Elle réussit à s'emparer d'un très mauvais sujet. Le lendemain, trois individus pénétrèrent chez un parent du syndic (notez bien qu'il s'agit d'un parent du syndic) et le massacrèrent parce qu'ils soupçonnaient le syndic d'avoir fourni des indications à mes soldats.

Enfin, Messieurs, lorsque les troupes eurent ramené à Bagheria les réfractaires et les malfaiteurs de l'endroit, elles partirent en laissant six de ces gredins aux carabiniers qui devaient les amener à Palerme.

Les carabiniers réquisitionnèrent à la Mairie un chariot pour ce transport et le syndic charga un de ses neveux âgé de moins de vingt ans de la conduite de ce véhicule.

Ce jeune homme conduisit donc les malfaiteurs à Palerme et reprit ensuite la route de Bagheria, située à 3 ou 4 milles de Palerme. Arrivé environ à mi-chemin il fut assailli par deux individus qui le tuèrent d'un coup de pistolet à bout portant. Les chevaux s'arrêtèrent

devant la maison du père qui trouva dans la voiture le cadavre de son fils assassiné par vengeance contre le syndic qu'on accusait d'avoir renseigné les troupes.

Messieurs, de semblables crimes se commettent journellement et rien ne me serait plus facile que de vous en citer une foule d'autres.

D'après tout ce que je viens de vous exposer, vous pouvez juger quels maux en résultent pour la Sicile, puisque ne pouvant ou ne voulant pas recourir à la justice pour lui demander réparation des préjudices éprouvés, chacun assure sa défense personnelle par ses propres moyens. C'est ainsi que de riches propriétaires du pays prennent ou gardent à leur service, comme gardiens de leurs propriétés et comme fermiers (*gastaldi*), des individus mal famés et chargés de crimes ou de délits qui, grâce à leurs relations avec les malfaiteurs, grâce à la terreur qu'ils inspirent, protègent la vie et les biens de leurs maîtres. Et alors, lorsque ces gens tombent entre les mains des autorités, ce sont ces seigneurs qui interviennent pour réclamer leur mise en liberté.

Ce sont là de véritables *bravi* d'un autre temps.

L'excès du mal avait engendré dans la province de Girgenti une réaction utile et favorable; mais, comme vous l'a dit l'honorable Ministre de la Guerre, cette réaction se manifesta par quantité d'actes illégaux. C'est ainsi que la garde nationale de Regalmuto tira de prison un malfaiteur qu'elle fusilla sans autre forme de procès.

A Montaperto, près de Girgenti, comme je le disais dans le rapport que vous a lu l'honorable Ministre, la garde nationale tua un malfaiteur au moment où, ne se croyant plus en sûreté dans le pays, il se disposait à transporter son domicile dans une autre commune et fit partager son sort à sa femme.

Pour ma part, j'ai fait arrêter les coupables sur mandats délivrés par le pouvoir judiciaire, mais je dois dire que la ville de Girgenti désapprouva ces arrestations.

Enfin, Messieurs, je me souviens encore d'un autre fait. Un courageux jeune homme de Girgenti, attaqué et dépouillé sur la voie publique, sortit le lendemain avec quelques amis pour aller à la chasse, mais à la chasse aux voleurs. En ayant trouvé un qui travaillait dans son champ, il le tua et rentra chez lui enchanté de l'emploi de sa journée.

J'attribue sans hésiter ces faits à la situation exceptionnelle du pays; mais je veux par là faire remarquer à la Chambre que cette situation même justifiait et commandait l'emploi de mesures énergiques.

Le Gouvernement s'émut de cet état de choses et voulut y porter remède. Mais de quels moyens disposait-il? Des carabiniers? Le ministre de la Guerre nous a dit que 68[1] carabiniers furent tués ou

1. Les chiffres donnés par le ministère étaient de 36 morts et 64 blessé .

blessés en Sicile. J'ajouterai que, tandis que 35 de ces braves soldats tombèrent pendant le cours des deux années de 1861 et 1862, les 33 autres furent tués pendant les six premiers mois de 1863, non pas en procédant à l'arrestation des malfaiteurs, mais, pour la plupart, traîtreusement, à coups de fusil tirés sur eux par des gens embusqués derrière les haies ou les murs.

On a du reste commis quantité d'attentats de ce genre : car les malfaiteurs donnèrent littéralement la chasse aux carabiniers; on a même commencé à opposer de la résistance aux patrouilles faites par les troupes.

Je pourrai vous citer plusieurs rencontres, une à Misilmeri, une à Polozzi et d'autres sur bien des points. Mais je tiens à mentionner tout spécialement une rencontre qui eut lieu à Castellamare entre une bande de malfaiteurs et de réfractaires et une compagnie d'infanterie qui eut 3 hommes tués dans cette affaire.

Il n'y avait donc plus d'autre voie à suivre que celle qui fut tracée par le ministre de la Guerre. Il fallut réunir des troupes en nombre respectable, et grâce à l'effet produit par la force ramasser les malfaiteurs et les réfractaires.

Le ministre me confia cette mission et je vais en toute franchise faire connaître à la Chambre les moyens auxquels j'eus recours et les difficultés que j'ai rencontrées.

Les troupes, comme on vous l'a déjà dit, partirent de la province de Caltanisetta. Elles avaient ordre de se diviser en colonnes mobiles qui visiteraient toutes les communes, ramasseraient, puisque personne ne voulait nous renseigner, tous les jeunes gens qui, en raison de leur âge, pouvaient être des réfractaires et les ramèneraient dans leur commune.

On établissait de plus autour de chaque commune, un cordon de sentinelles chargé d'empêcher les jeunes gens suspects d'en sortir.

Puis on chargeait le syndic de réunir le conseil municipal, les curés, la garde nationale et les notables.

L'officier qui commandait la colonne mobile les invitait au nom de la patrie à conseiller aux réfractaires d'obéir à la loi.

Enfin, Messieurs, on faisait connaître à tout le monde, à l'aide de sonneries de clairon ou de roulements de tambour, que les jeunes gens devaient se présenter devant les autorités.

Ces mesures produisirent dans le pays un certain effet. Elles agirent sur l'esprit des masses, et quelques réfractaires vinrent se présenter.

Mais peu après, lorsque l'on vit que les troupes obligées d'accélérer leurs mouvements ne pouvaient s'arrêter que vingt-quatre ou quarante-huit heures au plus dans chaque commune, la résistance releva la tête et personne ne vint plus se présenter.

C'est là ce qui se produisit dans la province de Girgenti où la question des réfractaires se confondait presque entièrement avec celle des malfaiteurs. Ceux-ci ne sont pas organisés en Sicile,

comme c'est le cas dans le royaume de Naples, en bandes permanentes de brigands. Mais les malfaiteurs et les réfractaires s'y réunissent momentanément en bandes pour commettre certains méfaits, puis, une fois le coup fait, chacun rentre chez soi sous la protection de parents et d'amis qui les cachent, bien tranquille et bien certain que personne n'osera révéler sa présence au juge ou au carabinier. Quand j'arrivai à Girgenti, toutes les bandes s'étaient dissoutes.

Je dus m'adresser à l'autorité judiciaire, afin de connaître ceux contre lesquels il y avait lieu de lancer un mandat d'amener, ou aux autorités politiques, afin de me procurer la liste de ceux qui avaient fait partie des bandes ou qui passaient pour tels et de donner alors aux colonnes mobiles l'ordre d'essayer de s'emparer d'eux.

Pour ce qui est des réfractaires, je ne saurais mieux vous dépeindre les difficultés que j'éprouvai à les découvrir et à les arrêter qu'en vous racontant avec quelques détails l'histoire de la première tentative que je fis à cet effet dans une grosse commune.

J'établis un cordon pour empêcher les jeunes gens d'en sortir. Je réclame l'intervention de l'autorité municipale qui s'y refuse, celle des huissiers communaux que j'invite à me faire connaître les domiciles des réfractaires. Ils s'y refusent et préfèrent aller en prison. Que me restait-il à faire? Je fis procéder à des perquisitions domiciliaires en leur donnant un semblant de forme légale, grâce à la présence d'un délégué ou d'un brigadier de carabiniers.

Mais après avoir cueilli les jeunes gens, restait la difficulté de les identifier, de savoir qui ils étaient, puisqu'ils changeaient naturellement de nom et de patrie.

Force fut donc de procéder de la façon suivante :

On amenait le jeune homme devant le conseil réuni dans une salle. Il déclinait son nom et le conseil attestait l'exactitude ou la fausseté de sa déclaration. Afin de contrôler dans une certaine limite la sincérité de cette déclaration, on conduisait le jeune homme devant une autre commission composée de huit notables citoyens qui devaient, eux, décliner les premiers le nom de la personne qu'on leur présentait et voir si tout concordait. Car, Messieurs, la principale difficulté consistait à bien établir l'identité des individus. Mais en procédant de la sorte il fallut employer 4 ou 5 bataillons et une quinzaine de jours pour mettre la main sur 50 ou 60 réfractaires. Puis quand les propriétaires, las des charges que leur occasionnait le séjour des troupes, se décidèrent à nous aider, savez-vous ce qu'ils demandaient?

Les notables citoyens, membres des Municipes, demandaient à être conduits par les rues entre des soldats afin d'avoir l'air d'être arrêtés et de couvrir ainsi leur responsabilité aux yeux de leurs concitoyens.

Que devais-je faire, je le demande à la Chambre, en présence

d'une pareille conspiration, basée sur la mauvaise volonté et surtout sur la peur? Je dis surtout sur la peur, parce qu'il y avait en réalité en tout cela plus de peur que de mauvaise volonté.

Devais-je dire au Gouvernement : « La mission que vous m'avez confiée est inexécutable ? » Devais-je dire à ces honnêtes citoyens, à ces notables qui avaient besoin d'être rassurés et protégés, qui ne pouvaient sortir de chez eux, qui, depuis deux ans, mais surtout pendant les six derniers mois, avaient dû abandonner leurs terres aux paysans, devais-je leur dire : « Abandonnez toute espérance, ne comptez plus sur ce dernier appui auquel vous vous cramponniez, celui des troupes, le Gouvernement ne peut rien faire pour vous? » Devais-je laisser croire aux réfractaires, aux déserteurs, aux malfaiteurs qu'il n'y avait pas moyen de les punir, de les châtier?

Je crois qu'en agissant ainsi j'aurais fait œuvre de mauvais citoyen, de mauvais soldat. J'ai donc cru qu'il était de mon devoir de compromettre peut-être ma responsabilité *personnelle* en prenant les mesures les plus douces qu'il se pût, mais qui fussent cependant à la hauteur des besoins et de la situation.

Et voici, Messieurs, comment l'on procéda. On établissait autour d'une commune un cordon qui avait ordre de ne laisser sortir ni réfractaires, ni malfaiteurs, et comme on se refusait à désigner ces individus, personne ne put plus sortir du pays. Personne, parce qu'il m'était impossible d'offenser les populations en leur disant : « Les propriétaires ont le droit de sortir, mais vous ne le pouvez pas, vous qui avez besoin de gagner votre vie. » La sortie était donc interdite à tout le monde. Et voici le phénomène qui se produisit.

Après vingt-quatre ou quarante-huit heures de fonctionnement d'un pareil cordon, l'opinion publique se modifiait du tout au tout. Ceux qui étaient les plus hostiles, ceux qui faisaient de la propagande et protestaient contre les présentations étaient les plus chauds à se prononcer en faveur de cette mesure. Parfois même, dans quelques communes, la garde nationale reprenait courage, prenait même les armes et coopérait aux battues et aux perquisitions. Quelques notables, plus hardis que les autres, accompagnaient les troupes et leur fournissaient des indications. Alors, Messieurs, ce n'étaient pas rien que les réfractaires qui venaient se présenter, mais aussi les malfaiteurs et, après quelques arrestations, après quelques perquisitions qui amenaient la capture d'un malfaiteur, les autres arrivaient et se rendaient à leur tour.

On a dit que nous avions pris des otages, que nous avions maltraité les parents des malfaiteurs ou des réfractaires.

J'oppose un démenti formel à ces allégations.

En général, on n'a mis que quelques plantons devant les maisons des réfractaires. Mais, dans les localités où pullulaient réfractaires et malfaiteurs, les gens du pays eux-mêmes nous disaient : « Vous n'arriverez à rien si vous ne privez pas les malfaiteurs de l'appui que leur donnent leurs parents et les gens qui, ou bien les recèlent,

ou bien leur font tenir des avis, des vivres ou des subsides. » On dut donc recourir à ce moyen. On s'assurait par suite de ces gens, que cependant on ne mettait pas en général en prison. On les plaçait dans des locaux désignés à cet effet et jamais on ne leur a fait subir le moindre mauvais traitement.

Parfois, et seulement quand on ne disposait pas de locaux spéciaux, on dut les emprisonner, mais on n'alla jamais plus loin, et s'il est quelqu'un de ces individus auquel on ait mis les menottes, j'affirme bien qu'on ne l'a fait que parce qu'il s'agissait de quelque fait spécial et exceptionnel. Je nie formellement, catégoriquement, qu'il y ait eu là une mesure générale et j'affirme encore une fois qu'il ne peut s'agir que de cas isolés, de cas spéciaux.

Alors, Messieurs, en multipliant les battues et les perquisitions, quelque dures et fatigantes qu'elles fussent, grâce surtout au concours de quelques citoyens et parfois aussi de la garde nationale, les malfaiteurs se décidèrent à se présenter. Et il en est venu alors qui, ayant une dizaine de meurtres sur la conscience, se rendirent parce qu'ils étaient absolument découragés et privés de toute ressource.

De la province de Girgenti, qui était la plus infestée et où la résistance fut la plus acharnée, on passa dans celle de Trapani. Cette province, qui avait eu connaissance du mode de procéder des colonnes mobiles, avait, si je ne me trompe, sollicité, par l'organe des conseillers provinciaux, l'intervention de ces colonnes.

La province de Trapani n'était guère mieux lotie que celle de Girgenti. On y séquestrait, on y assassinait jusqu'au centre même des lieux habités. Un capitaine de la garde nationale avait été tué aux portes mêmes de Trapani, en pleine promenade, et l'on avait tiré des coups de fusil sur un major de cette même garde, riche propriétaire de cette ville.

Telle était la situation dans la province de Trapani. Eh bien! Messieurs, les troupes y avaient à peine pénétré que plus de 500 des 1.000 réfractaires existant dans cette province vinrent se présenter spontanément sous l'impression de ce qui s'était passé dans la province de Girgenti, et, sans qu'il eût été nécessaire d'établir le moindre cordon. Ils arrivèrent en bandes au son du tambour, accompagnés par les gardes nationaux et aux cris de : *Vive l'Italie!* L'autre moitié ne se rendit que devant l'application des mesures dont j'ai parlé et dont on a exagéré la sévérité.

Il y avait dans la province de Trapani deux grosses communes qui étaient plus particulièrement infestées : Alcamo, chef-lieu d'arrondissement, et Castellamare.

A Castellamare, après la réaction provoquée en 1861 par des haines locales, et qui fut marquée par des meurtres et des incendies, il y avait encore une soixantaine d'individus gravement compromis dans ces troubles et qui avaient pris le large parce qu'ils se savaient sous le coup de mandats d'arrêt, plus 300 réfractaires de Castella-

mare, Alcamo et Monte San Giuliano qui s'étaient enfuis dans les montagnes.

Cette commune causait de fréquentes inquiétudes au Gouvernement. J'ai gardé le souvenir de plusieurs télégrammes envoyés de Castellamare au Ministre de l'Intérieur, communiqués par lui au Ministre de la Guerre, transmis à Palerme et signalant l'existence de bandes de 100 à 200 brigands qui, réunis dans la montagne, y attendaient l'arrivée de 300 à 400 camarades venant, soit de Rome, soit de Malte.

Cette commune était en somme dans un état déplorable et, depuis deux ans, les propriétaires avaient dû y abandonner aux paysans leurs terres si belles et si fertiles.

Lors de mon arrivée à Castellamare, le syndic et le conseil municipal vinrent me rendre visite et me dire de faire ce qui me plairait dans leur pays, pourvu toutefois qu'il me fût possible de les délivrer une bonne fois d'un mal insupportable.

Eh bien, Messieurs, je fis à Castellamare exactement ce que j'avais fait dans d'autres communes.

J'établis un cordon dans le pays, un cordon de 40 kilomètres dans la campagne ; j'isolai l'isthme de San Vito et fis cerner des montagnes entières. Les mêmes soldats ont été de garde pendant six jours et six nuits dans une région pestilentielle, sous un soleil ardent, malgré l'humidité morbide des nuits; mais ils y sont restés, parce que je voulais à tout prix délivrer cette commune du fléau dont elle souffrait.

On employa six autres jours à battre les montagnes au prix des plus grandes fatigues. On fouilla, sans exception aucune, toutes les maisons, toutes les cabanes, toutes les grottes.

Eh bien, Messieurs, nous avons arrêté un certain nombre de malfaiteurs; mais, s'il avait fallu les arrêter tous, nous y serions encore. Seulement, grâce à l'établissement de ce cordon, grâce à l'énergie des mesures que nous avons prises, nous avons obtenu ce magnifique résultat que tous les réfractaires et que tous les soixante malfaiteurs qui tombaient sous le coup de la loi, et parmi lesquels il en était qui avaient commis jusqu'à quatre et même cinq assassinats, vinrent se constituer prisonniers.

A Alcamo, au contraire, les autorités locales me dirent qu'elles avaient fait des arrestations et que notre intervention était désormais inutile.

Eh bien, Messieurs, Alcamo s'est plainte de ce fait, par la voie de la presse, et, je dois le dire, avec raison, puisqu'on a continué à y commettre des assassinats en pleine rue. Je crois même, si je ne me trompe, qu'on y a assassiné cinq ou six personnes dans l'espace d'une semaine ou tout au plus d'un mois.

Je sais aussi qu'on arrêta un propriétaire qui, en pleine rue, avait envoyé un coup de fusil à un de ses ennemis.

De sorte que, après ma rentrée à Palerme, lorsque tout était déjà

terminé, je dus envoyer un bataillon à Alcamo et je suis heureux de constater qu'un journal que je reçois aujourd'hui me félicite et de cette mesure et des résultats obtenus, grâce à cet envoi, par le préfet et par le major d'infanterie.

Passons de la province de Trapani à celle de Palerme. Il fallut, parfois peut-être, y recourir à ces mêmes mesures que certains journaux qualifient d'exagérées. En revanche, il est un fait avéré, c'est que non seulement les réfractaires étaient disposés à se présenter, mais que même les malfaiteurs, 130 malfaiteurs, vinrent spontanément se constituer prisonniers entre les mains de la sûreté publique de Palerme avant que les soldats eussent commencé leurs opérations pour les prendre, sans qu'on eût eu besoin de les rechercher. Parmi eux se trouvaient plusieurs chefs de bande, auteurs de nombreux crimes et de quantité de séquestrations et déjà condamnés par les tribunaux à des peines variant de dix à quinze ans.

Lors de mon arrivée à Palerme, les bons citoyens vinrent me féliciter. Mais ces compliments motivés par ce qui s'était fait dans l'intérêt de la Sicile, je le constate avec orgueil, s'adressaient bien moins à moi qu'aux troupes.

Du reste, on considérait dès le principe comme absolument bénignes les mesures qu'on prit à Palerme. On souriait à la vue d'une patrouille accompagnant un jeune homme qui allait se faire reconnaître par une commission. Il n'y avait aucune trace ni de mécontentement, ni de résistance ; rien, absolument rien.

Messieurs, il y avait 4.000 réfractaires sur les listes. Je savais bien que tous n'étaient pas réfractaires, et quand je m'adressai au Municipe pour faire corriger les listes, je m'aperçus qu'on y avait fait figurer nombre de décédés.

Je n'accuse pas le Municipe et moins encore le syndic, excellent et respectable à tous égards, qui m'assista à l'aide de tous les moyens en son pouvoir. Mais on se débattait alors dans une situation telle que le Municipe ne pouvait rien faire. Je me trouvai donc en présence d'une liste de 4.000 réfractaires, sans pouvoir arriver à savoir quels étaient les vrais réfractaires, ni où trouver tous ces individus, ni quels étaient ceux qui étaient morts, ni où et comment faire vérifier ces 4.000 noms.

Cet état de choses dura un certain temps par cela même qu'on ne rencontra pas dans la population le concours qu'on aurait pu, qu'on aurait dû obtenir. Je tiens cependant à rendre hommage aux quelques braves citoyens et curés qui m'ont prêté leur appui.

Quand un officier frappait à une porte et demandait si tel ou tel individu habitait là, le maître de la maison, qui était parfois celui-là même qu'on recherchait, sortait et disait : « Je ne le connais pas. » Dans une rue on demandait à quelqu'un : « Est-ce là la rue de Tolède ? Est-ce la maison Riso ? » On nous répondait : « Je l'ignore », et la maison en question était juste à côté.

Messieurs, ces difficultés ne furent pas sans compliquer sensible-

ment les choses. Il fallut par suite appliquer pendant plus longtemps les mesures grâce auxquelles on empêchait les jeunes gens de sortir. Je me suis efforcé d'y apporter quelque adoucissement, mais j'ai vu qu'en pratique on ne pouvait laisser sortir de chez eux que ceux qui en avaient réellement besoin pour des affaires urgentes. Ces mesures provoquèrent naturellement quelque mécontentement, surtout parmi les messieurs qui, pour la plupart, désiraient pouvoir circuler en toute liberté et à leur gré, quoique j'aie toujours respecté la promenade publique (le *Corso*).

Il y a donc eu quelques plaintes; mais, Messieurs, ces mesures n'en ont pas moins été utiles à Palerme et n'y ont pas moins produit de bons résultats. En effet si, au lieu de 4.000 réfractaires, on n'y trouva guère que 900 déserteurs ou réfractaires, savez-vous quelle a été la conséquence de cette mesure ? La découverte d'innombrables fraudes en matière de recrutement, de fraudes qui toutes avaient été commises au grand préjudice des classes pauvres. La découverte de 80 exemptions frauduleuses, à titre de fils uniques, de jeunes gens qui avaient 5 à 6 frères, découverte à la suite de laquelle on remit 150 personnes à l'autorité judiciaire et à la suite de laquelle on signala une foule de cas analogues. Enfin 300 à 400 omis sur les listes des classes 1840, 1841, 1842 furent inscrits sur les listes des classes 1843 et 1844.

Je ne m'étendrai pas davantage sur les événements de Palerme. Je me bornerai à dire que les troupes parcoururent et fouillèrent 154 communes, ramassèrent plus de 4.000 réfractaires, établirent la situation de 8.000 individus inscrits par erreur sur les listes, et cela au prix de recherches minutieuses qui, je l'affirme à la Chambre, ont imposé aux officiers des fatigues qui doivent leur assurer, à eux et à leurs soldats, quelque reconnaissance de la part des Siciliens.

Les troupes mirent la main sur 1.350 malfaiteurs, dont un tiers ou un quart était sous le coup de mandats d'arrêt et dont les autres, qui n'étaient pas encore recherchés par la justice, avaient pour la plupart commis plusieurs assassinats. Enfin l'opération exécutée par les troupes fit rentrer dans les caisses un demi-million de lires d'impôts en souffrance.

Il est bien évident qu'on ne peut obtenir pareil résultat sans léser quelques intérêts, sans blesser quelques susceptibilités. De là, les plaintes dont le Ministre de la Guerre vous a déjà parlé et qu'il vous a expliquées. Je voudrais toutefois dire quelques mots sur ce qui s'est passé à Salemi.

L'eau manquait à Salemi, nous a-t-on dit. En réalité, elle ne faisait guère défaut que pour les animaux. Mais il fut indispensable d'y établir un cordon serré parce que depuis quarante-cinq jours les malfaiteurs retenaient entre leurs mains un propriétaire du pays et qu'il fallait absolument le délivrer, vous le reconnaîtrez avec moi. Cet homme fut en effet remis en liberté; mais il ne voulut ni dire ce qui lui était arrivé, ni donner le moindre renseignement sur

les malfaiteurs. Or, Messieurs, sans revenir sur la délibération du municipe de Salemi dont le Ministre de la Guerre nous a donné lecture afin de justifier le commandant de cette colonne mobile, je dois vous faire connaître que, lorsque les conseillers provinciaux de Salemi vinrent à Trapani, voici ce qu'ils dirent à un des fonctionnaires politiques : « Comme libéraux, nous avons dû protester, mais « il est bien regrettable que le général Govone ait levé le cordon « avant de nous avoir délivrés de tous les malfaiteurs. »

Voilà, Messieurs, nos actes et l'opinion des autorités locales. Je crois donc inutile de démentir ici des actes supposés de cruauté.

Je tiens aussi à dire encore un mot à propos de Licata. Comme c'était là une ville importante et commerçante, j'ai mis tout en œuvre pour lui épargner l'établissement du cordon.

Je commençai par y envoyer un détachemeut de troupe, et 15 à 20 réfractaires se présentèrent le premir jour. Puis ces présentations cessèrent tout à coup parce que certaines personnes, peut-être même nombre de personnes conseillèrent la résistance. J'attendis quelques jours, puis j'envoyai deux autres bataillons qui se mirent à faire des patrouilles et placèrent des plantons devant les maisons des réfractaires. Ces plantons ne touchaient pas d'indemnité spéciale, mais causaient seulement l'ennui, la gêne qui résulte de la présence d'étrangers dans une maison.

Cette mesure n'amena du reste aucun résultat.

Aucun réfractaire ne se présenta, et quinze jours s'étaient déjà écoulés. Mettez-vous pour un moment à ma place. Que devais-je faire? Renoncer à l'entreprise eût été donner un exemple déplorable en raison de sa répercussion sur d'autres communes.

J'examinai donc la tournure prise par la situation et les résolutions qu'il y avait lieu de prendre et je reconnus que l'abandon de Licata pourrait faire croire à d'autres communes qu'il était possible de résister et qu'en présence des résulats négatifs obtenus par la force publique et par la loi ces communes n'auraient pas manqué de se dire : « Eh bien, résistons, nous aussi. »

Après vingt-cinq jours, je me décidai donc à retirer mes troupes et à établir sans préavis un cordon autour de Licata. Pendant cinq jours personne ne se présenta, peut-être parce qu'on avait cherché à donner toutes les facilités possibles au pays.

Juste à ce moment je dus relever un des bataillons de Licata pour l'envoyer à Trapani. Lorsque j'eus fait embarquer le nouveau bataillon destiné à Licata, je fis arrêter le vapeur pendant quelques instants au môle de Girgenti et je me rendis à bord pour donner mes instructions au chef de bataillon, auquel je dis : « Major, il s'agit d'une ville importante dont je ne veux pas ruiner le commerce. Vous chercherez à faire beaucoup de bruit de façon à trancher la question au plus vite et en causant le moins de mal possible. »

Il me semble que cet officier comprit bien mes indications

car il parvint sûrement au résultat désiré sans avoir fait tomber un seul cheveu à qui que se soit.

Je ne vous cite pas ce fait dans le but de vous décider à approuver tout ce qui a pu être fait par mes officiers. Quand il sera démontré que l'un d'entre eux se sera réellement rendu coupable de quelque faute, je demanderai à supporter pour mon compte la part de responsabilité qui m'incombe. Et c'est là ce que je vous dis à propos du major Frigerio, un officier excellent et énergique qui n'a jamais reculé devant aucune fatigue, se privant de sommeil, toujours en route, afin d'obtenir des résultats qui avaient assurément moins d'importance pour lui que pour la Sicile[1]. . . . .

. . . .

Pour ce qui est de la discipline des troupes, je dis qu'elle a été attestée par plus de 150 syndics qui ont été unanimes à proclamer qu'elle avait été exemplaire. « La courtoisie des militaires, ont-ils dit, est telle qu'elle fait honneur au renom du soldat italien. » Je le proclame avec force afin de rendre justice et hommage aux braves troupes qui ont si gaillardement supporté tant de fatigues pour faire leur devoir et je suis sûr que la Chambre sera heureuse de savoir de cette façon quelle a été la conduite de l'armée italienne.

Si 5, 6 ou 8 conseils communaux ont formulé quelques plaintes, je peux leur opposer une vingtaine de délibérations prises pour remercier les troupes. Je les tiens à votre disposition, mais je vous en épargnerai la lecture. Il serait d'ailleurs un peu tard pour produire les témoignages qui font le plus grand éloge du zèle et de la modération des troupes.

Je dois cependant ajouter, Messieurs, que quatre de mes commandants de colonne ont été nommés citoyens d'honneur des communes qu'ils avaient délivrées des malandrins.

Quant à moi, Messieurs, si la Chambre devait me juger, je ne demanderai pas à être amnistié par elle. Je voudrais qu'elle me jugeât parce que je crois qu'un pareil jugement serait utile. Si la Chambre tient seulement compte des mesures prises sans avoir égard aux circonstances exceptionnelles qui les rendirent indispensables, elle devra me condamner; mais si elle me juge d'après les résultats obtenus sans se laisser impressioner par la sévérité de mesures devenues indispensables, elle ne pourra faire autrement que d'approuver hautement ma conduite.

Il m'est aussi impossible de me juger moi-même que de demander un vote à la Chambre ; mais j'espère que, sans me décerner des éloges, sans m'infliger un blâme, elle reconnaîtra que nous avons fait notre devoir tel qu'il nous était imposé d'urgence par les circonstances.

Le jugement que rendra la Chambre fera voir que la force armée

1. Suivent des détails sur des événements survenus à cette époque et sur les plaintes provoquées par les mesures prises et par les opérations exécutées par ordre du général.

peut encore être employée en Sicile au grand profit de la sécurité publique. Pour moi, je ne sais que trop quels maux fondraient sur elle si on la privait de ce moyen d'action.

La Sicile se rend compte de l'amélioration qui s'est produite dans sa situation. J'ai reçu tout récemment des pièces qui établissent que dans une province, au lieu de 22 assassinats, il n'en a plus été commis que 12 en deux mois. Dans une autre, au lieu de la moyenne ordinaire qui était de 33 meurtres en deux mois avant l'application de ces mesures, on n'en a plus relevé que 8.

Je ne m'étendrai pas sur ce point : mais l'amélioration de la situation est un fait notoire. Toutefois, la faible expérience que j'ai acquise me fait un devoir de vous dire, Messieurs, que cette amélioraion n'est que passagère, parce que, tant que les conditions sociales ne permettront pas aux tribunaux de prendre et de condamner les coupables, on verra les malfaiteurs reparaître et relever la tête. Les crimes se multiplieront aussitôt et en peu de mois on se retrouvera en présence d'une situation semblable à celle du passé, si les autorités et la sagesse du Parlement n'y prennent garde et n'y portent remède.

Il est toutefois consolant de penser que la Sicile n'est pourtant pas sortie de l'orbite que suivent toutes les nations pour passer de la barbarie à la civilisation et qu'elle se trouve dans une de ces phases qu'ont eu à traverser avant elle l'Angleterre, la France et d'autres provinces d'Italie et de songer qu'avec l'aide du temps et de sages mesures on réussira à mettre fin à ces maux. La Sicile est sur la bonne voie. Elle a seulement besoin qu'on l'aide et qu'on la guide.

Telle est l'opinion que je me suis faite. A la Chambre de l'apprécier.

2° *Pendant la séance du 7 décembre 1863, le général Govone demanda la parole sur le procès-verbal de la séance précédente et prononça les phrases suivantes :*

« Quelques-uns de mes amis et collègues m'ont fait remarquer que les dernières paroles que j'ai prononcées dans la séance de samedi pourraient être interprétées dans un sens défavorable à la Sicile. On a cru que j'avais dit que la Sicile n'était pas encore sortie de la barbarie.

Messieurs, je n'ai de préférence pour aucune province italienne. J'aime et je vénère l'Italie tout entière. Un mot désobligeant, injuste à l'adresse de la Sicile retentirait douloureusement à l'oreille de toutes les autres provinces italiennes. Si je l'avais prononcé, je le retirerais immédiatement. Mais je crois qu'il me suffira de rappeler ce que j'ai pensé et dit samedi.

Il y a des hommes timorés qui, dès qu'il surgit une difficulté en Sicile ou ailleurs, se remettent à trembler et à se défier. Ce sont eux que j'ai voulu rassurer. J'ai dit que la Sicile ne devait pas être

une cause d'inquiétude et de découragement. J'ai voulu dire par là que la Sicile n'était pas une planète sortie de son orbite, une planète dont on ne saurait prévoir la course et le point d'arrivée. J'ai dit que la Sicile suivait la même route, passait par les mêmes phases que tous les peuples modernes sortis de la barbarie, que toutes les provinces italiennes qui s'acheminent vers une civilisation sans cesse croissante et indéfiniment perfectible. J'ai dit que si un mauvais gouvernement avait, de propos délibéré, ralenti la marche et les progrès de la Sicile dans cette voie, il appartenait à un gouvernement réparateur de les faciliter et de les accélérer par de sages mesures.

Tel est le sens des paroles que j'ai prononcées samedi. »

NOTE III

MISSION A BERLIN

Rapports et dépêches [1]

Berlin, 14 mars 1866.

N° 1.

« Excellence,

« En vous annonçant mon arrivée, je dois vous faire connaître qu'on en avait eu vent depuis avant-hier et que le maréchal Wrangel en avait lui-même donné avis au Ministre de Hanovre, grâce auquel la nouvelle s'en répandit en ville avec la rapidité de l'éclair. Le comte de Bismarck, que le comte de Barral informa de cette indiscrétion, s'en est montré extrêmement surpris et contrarié. Il déclara qu'il allait faire intervenir le roi et lui demander d'en punir les auteurs. Je ne ferai aucun commentaire sur une indiscrétion qui servirait fort bien les intérêts de S. E. le Président du Conseil, s'il est vrai que le cabinet de Berlin se propose bien plus d'intimider l'Autriche au profit exclusif de sa propre politique que de prendre avec l'Italie des accords sérieux basés sur des avantages réciproques.

« Le comte de Barral, auquel j'ai présenté ce matin aussitôt après mon arrivée la dépêche confidentielle de Votre Excellence, prévint sans retard le comte de Bismarck de mon arrivée. Celui-ci avait déjà manifesté le désir de me voir et répondit aussitôt par un billet me disant qu'il me verrait avec plaisir dans la journée et qu'afin d'éviter la surveillance des agents qui l'épient, il se rendrait à trois heures de l'après-midi chez le comte de Barral, dont la Légation est située en face du Ministère d'État.

« Le comte de Bismarck arriva et, après quelques paroles insigni-

1. Il est utile de prévenir le lecteur que, pour avoir l'histoire complète de ces négociations, il aurait fallu joindre à ces documents la correspondance du comte de Barral, auquel le général Govone laissa le soin d'exposer, en leur nom à eux deux, la partie plus spécialement diplomatique de la mission.

fiantes qu'il m'adressa, ce fut à moi d'aborder la question qui m'a amené à Berlin. Je lui dis que le roi et Votre Excellence avaient lieu de supposer, d'après les communications verbales, pressantes et répétées, faites dans ces derniers temps par le comte d'Usedom, que la Prusse était décidée à amener la solution des questions qui l'intéressaient en Allemagne, fut-ce même par une guerre contre l'Autriche ; que le roi et le cabinet de Florence étaient disposés à marcher avec la Prusse afin d'obtenir la solution de la question de la Vénétie en même temps que la Prusse travaillerait à la réalisation de son propre programme. « L'Italie, ajoutai-je, peut attendre et ne fera aucun pas décisif avant d'avoir conclu des engagements formels qui établissent une solidarité complète entre les programmes des deux nations et dès que ces bases seraient admises, j'aurai à m'acquitter d'une mission, pour ainsi dire technique, qui consiste à conclure une convention militaire dérivant, résultant des accords politiques que je viens d'indiquer. »

« Le comte de Bismarck m'écouta avec une attention soutenue et en fixant sur moi un regard pénétrant. Puis il m'exposa ses vues. Remontant à l'époque de la convention d'Olmütz, il me dit qu'il ne désirait rien plus que se trouver en présence d'une situation tout aussi embrouillée que celle qui existait en Allemagne en 1850, par cela même que le caractère du roi lui permettait d'affirmer à coup sûr que ce serait cette fois par la guerre qu'on arriverait à la solution définitive. Il se proposait par conséquent de provoquer en Allemagne un état de choses semblable à celui qui avait été si mal réglé par la convention d'Olmütz afin d'arriver au but auquel il tendait. Il n'hésita pas à me déclarer nettement et hautement que ce qu'il voulait, c'était « *satisfaire l'ambition de la Prusse, ambition qui tend à établir sa domination sur le nord de l'Allemagne, mais qui ne va pas plus loin* ». Rien ne serait plus facile pour lui que de faire sortir la guerre de la seule question des Duchés de l'Elbe, ajouta-t-il, mais faire une si grande guerre pour des raisons aussi minimes, ce serait rompre en visière avec l'opinion de l'Europe, tandis qu'on trouvera au contraire parfaitement légitime une guerre qui aura pour objet la solution de questions d'une autre envergure, de la question de la nationalité allemande.

« Le Président du Conseil entra à ce propos dans des développements fort étendus. Il me dit que l'Autriche, c'était là son opinion personnelle qu'il exprimait, était par la force même des choses l'ennemie naturelle de la Prusse, qu'il avait par suite vu avec plaisir l'attitude et les heureux succès de la maison de Savoie. Mais c'était là une opinion qu'il était le seul à professer en Prusse. On y avait toujours considéré, ajouta-t-il, comme un véritable sacrilège la guerre contre l'Autriche et l'alliance avec la France. Quant à l'Italie, l'opinion publique l'identifiait avec Garibaldi et peut-être même avec Mazzini. Il avait cependant réussi à modifier ces manières de voir et proposé tout récemment au roi Guillaume de tenter une

expérience en invitant l'Autriche à prendre part à la guerre contre le Danemark, afin de voir ensuite si l'on pouvait cimenter l'alliance austro-prussienne. Cet espoir avait été totalement déçu, ou plutôt on était arrivé au résultat qu'il avait prévu ; c'est-à-dire, à la rivalité naturelle avec l'Autriche dont l'animosité s'était manifestée plus clairement que jamais. Cette expérience avait démontré au roi et à bien des gens l'impossibilité d'une alliance avec l'Autriche. Le roi Guillaume avait désormais renoncé à ses scrupules trop étroitement légitimistes et lui, Bismarck, avait pu l'amener à partager sa manière de voir.

Le comte de Bismarck m'exposa alors ses vues comme suit :

« Remettre sur le tapis dans peu de temps, trois ou quatre mois par exemple, la question de la réforme de la confédération germanique, *assaisonnée* d'un parlement allemand ; provoquer par cette proposition et avec ce parlement une confusion, un bouleversement qui ne tarderont pas à mettre la Prusse en face de l'Autriche. La Prusse se décidera alors à en venir à la guerre, guerre à laquelle l'Europe ne pourra trouver à redire puisqu'il s'agira d'une grande question, d'une question nationale. Le comte de Bismarck ajouta que pour arriver à la réalisation de ce programme (qui, comme vous le voyez, mon général, n'est pas précisément simple), afin de pouvoir plus facilement y amener le Roi, son maître, il avait besoin de conclure dès maintenant un traité avec l'Italie. Il désirait, par conséquent, nous voir prendre par ce traité l'engagement de suivre la Prusse qui, de son côté, s'engagerait formellement à trancher en même temps, par la guerre qu'on allait amener, la question de la Vénétie. »

Telle fut en substance et dans toute sa crudité la signification des paroles du comte de Bismarck.

« Il me sembla que la question ainsi posée ne répondait en aucune façon aux vues de Votre Excellence. Aussi, dès que le comte de Bismarck eût fini de parler, n'hésitai-je pas à lui faire remarquer que le roi d'Italie et son gouvernement étaient tout disposés à contracter des engagements en vue d'une solution immédiate et simultanée des questions d'Allemagne et de Vénétie, parce que le moment leur semblait opportun, mais qu'ils n'avaient pas l'intention de prendre des engagement en vue d'éventualités lointaines qui pourraient ne se réaliser qu'à une époque où la situation de l'Italie pourrait être toute différente. J'ajoutai que j'allais en référer immédiatement à Votre Excellence, mon Général.

« Le comte de Bismarck me dit alors : « Je comprends. L'Italie a peut-être quelque méfiance à notre égard et doute de notre sincérité. Dans ce cas, la Prusse pourrait à titre de garantie vous indiquer d'ores et déjà les différentes phases par lesquelles la question aura à passer, d'après le plan que j'ai conçu, et chercher à déterminer la phase, le point, à partir desquels elle serait irrévocablement engagée, sans qu'il y eût pour elle la moindre possibilité de reculer, et ce sera alors, mais alors seulement, que l'Italie, qui n'aura plus à

craindre d'être laissée en plan, sera, elle aussi, virtuellement engagée. Si, par exemple, nous prenions comme date du départ de ces engagements réciproques, celle de la convocation d'un Parlement allemand, n'est-il pas évident que dès la réunion de ce parlement la Prusse aurait brûlé ses vaisseaux et serait irrémissiblement forcée à marcher? Quel inconvénient verrait donc l'Italie à déclarer dès maintenant que, dès qu'on en serait arrivé à ce point, sa politique se solidarisera avec celle de la Prusse et que les deux questions d'Allemagne et de Vénétie devront être tranchées du même coup? N'est-il pas vrai qu'on pourrait, en somme, conclure un traité sur ces bases? »

« Il me sembla que, même posée de cette façon, la question ne changeait guère d'aspect, et que les conséquences pratiques d'un semblable traité ne répondaient en aucune façon aux vues que vous m'aviez exposées, mon Général, au moment de mon départ pour Berlin.

« Afin de pousser le comte de Bismarck jusque dans ses derniers retranchements et de chercher à m'assurer si au fond de sa pensée il n'y avait pas tout bonnement l'intention de s'assurer un nouvel élément qui lui permît d'exercer une pression sur l'Autriche dans la question des Duchés, je répondis :

« Que je manquais d'instructions pour une combinaison de ce genre et que j'en référerais à Votre Excellence. Mais que, s'il m'était permis d'exprimer dès maintenant ma pensée et mon opinion personnelle, j'avais tout lieu de croire que le Gouvernement du roi se refuserait à souscrire actuellement à de pareilles conditions, à moins toutefois qu'il ne demeurât bien convenu et bien établi qu'aucune des questions actuellement pendantes entre l'Autriche et la Prusse, pas même *celle des Duchés de l'Elbe*, ne serait tranchée autrement que simultanément avec celle de la Vénétie. Que je croyais qu'à défaut de cette stipulation, Votre Éminence ne prendrait aucun engagement.

« Je pensais que la réponse que le comte de Bismarck allait être obligé de faire à cette proposition me révélerait ses pensées les plus secrètes.

« Le comte de Bismarck me dit en effet :

« Mais nous ne pouvons introduire dans un traité la question des Duchés. C'est une question trop peu importante pour qu'il en soit fait mention. Nous réclamons le concours de l'Italie en vue d'événements plus considérables et de desseins plus vastes. D'abord, parce que nous augmenterons ainsi notre puissance d'action réciproque, puis, parce que notre union avec l'Italie nous permettra de nous assurer plus facilement la bienveillance de la France. Aujourd'hui, la France refuse de prendre des engagements avec nous. L'Empereur dit qu'il nous laissera toute liberté d'action dans la question des Duchés et qu'il conservera une neutralité bienveillante, mais que pour l'avenir et pour les autres questions il posera d'autres conditions qu'il ne veut pas faire connaître pour l'instant. Or,

si nous sommes d'accord avec l'Italie, nous nous entendrons bien plus facilement avec la France. »

« Le comte de Bismarck termina en disant que : « Même dans le cas où nous ne serions pas disposés à signer une convention dans cet ordre d'idées, il nous demanderait alors comme *minimum* de conclure un simple traité général d'amitié et d'alliance perpétuelle. Bien que dénué de toute importance pratique, bien que n'ayant aucun but nettement déterminé, un pareil traité lui servirait au moins à maintenir le roi Guillaume dans des dispositions favorables à ses combinaisons. »

Je me réservai d'en référer à Votre Excellence.

« Comme vous le voyez, mon Général, il ressort à mon avis de tout cela que le comte de Bismarck, qu'il ait ou qu'il n'ait pas réellement l'intention de trancher plus tard la question allemande par les armes, veut pour le moment nous lier envers lui de quelque façon que ce soit. Et cela pour deux raisons : Il veut d'abord exercer une pression sur l'Autriche pour résoudre sur l'heure la question des Duchés de l'Elbe, pour laquelle il tient à se réserver toute sa liberté d'action sous le prétexte spécieux que cette question est trop peu importante pour figurer dans un traité. La seconde raison consiste, à mon avis, à prendre les devants sur l'Autriche qu'il craint de voir faire au cabinet de Florence des ouvertures directes relatives à la cession de la Vénétie. Et de fait, après avoir parlé et des négociations en cours à Munich tendant à s'assurer l'alliance de la Bavière, et de la guerre contre l'Autriche qui aurait pour objectif la conquête de la Bohême, non pas pour la conserver, mais pour en faire ensuite un objet d'échange et contraindre ainsi l'Autriche à sortir de la Confédération, après m'avoir confié tous ses projets, le comte de Bismarck fit incidemment allusion à la vente de la Vénétie qui pourrait nous être proposée par l'Autriche. Il me dit qu'en agissant de la sorte, l'Autriche n'aurait d'autre intention que de nous tendre un piège dans lequel il nous faudrait nous bien garder de tomber. Il ajouta que nous ne ferions alors que fournir à l'Autriche l'argent à l'aide duquel elle essayerait ensuite de reprendre la Lombardie et la Vénétie ; que par conséquent, il serait plus avantageux d'employer l'argent de ce rachat à faire une guerre dans laquelle nous serions alliés avec la Prusse.

« Je me bornai à lui faire remarquer que certainement nous préférerions une solution par les armes à un rachat.

« En un mot, mon Général, l'impression que nous ont laissée au comte de Barral et à moi les ouvertures du comte de Bismarck, c'est que, pour le moment du moins, la Prusse est encore loin de penser à la guerre. Si elle a le désir de conclure des accords avec nous, ces accords qui visent des éventualités plus lointaines ne sauraient nous convenir pour le moment, puisqu'ils tendent uniquement à rendre impossible une solution directe de la question de la Vénétie à l'aide des négociations avec l'Autriche, solution qui pourrait

paraître d'autant plus acceptable à Votre Excellence, si elle venait à vous être proposée, qu'il y a peu de fond à faire sur la sincérité et la fidélité de la Prusse qui nous demande de pareils engagements, et qui ne serait peut-être guère décidée à les tenir le cas échéant.

« Mais puisque le comte de Bismarck désire une convention ou un traité quelconque, fut-ce même un simple traité d'alliance perpétuelle et d'amitié, et puisque je lui ai promis d'en référer à Votre Excellence, j'attends les ordres de Votre Excellence à cet égard, ainsi que vos instructions pour le cas où Votre Excellence croirait devoir adhérer à quelqu'une des autres combinaisons mises en avant par le comte de Bismarck et qu'on peut résumer comme suit :

« Engagement pris d'ores et déjà de suivre la Prusse à travers le développement de la question allemande, tel que le comte de Bismarck entend le conduire.

« Engagement qui n'entrera en vigueur que du jour de la réunion effective du Parlement allemand, et qui aura pour contre-partie l'engagement pris par la Prusse de joindre la solution de la question de la Vénétie à celle de la question allemande.

« Votre Excellence me pardonnera si je me suis démesurément étendu. J'ai cru devoir, dans une question aussi grave, mettre sous les yeux de Votre Excellence les arguments, les combinaisons et jusqu'aux paroles mêmes du comte de Bismarck, au lieu de ne lui donner que le résumé des impressions que je ressentais. Votre Excellence pourra en déduire elle-même les considérations qui découlent des circonstances que je viens d'exposer et que je crois avoir rapportées avec la plus grande exactitude possible.

« Il me semble inutile de vous dire, mon Général, que j'ai été assisté et soutenu avant et pendant cet entretien avec le comte de Bismarck, d'abord par les précieux conseils, puis par la parole autorisée du comte de Barral. Je crois que l'impression qu'a produite sur le Ministre du roi à Berlin la conversation que nous avons eue avec le chef du cabinet prussien se rapproche infiniment de celle que j'ai éprouvée moi-même.

« Veuillez agréer, etc. »

Berlin, 15 mars 1866.

P. S.

Mon Général,

J'adjoins sur un feuillet séparée ces quelques lignes au rapport que je vous adresse sur la question pour laquelle j'ai été envoyé à Berlin.

« S'il s'agissait d'une question absolument simple, s'il s'agissait uniquement de signer ou non un *acte* avec le Gouvernement prussien, après la conversation que j'ai eue hier avec le comte de Bismarck, il faudrait, à mon avis, briser net et sur l'heure même. Mais, comme en raison des considérations et des négociations dont Votre

Excellence m'a parlé, il est utile de faire croire à Vienne que la Prusse et l'Italie sont disposées à faire la guerre et sont sur le point de s'entendre et de s'allier, peut-être jugerez-vous convenable, mon Général, que je reste encore ici pendant quelques jours, que j'abonde dans le sens du comte de Bismarck, que j'accepte même les propositions *ad referendum* et peut-être même que je signe en fin de compte le fameux traité d'amitié éternelle et d'alliance qu'il désire. De cette façon on gagnerait du temps et on pourrait profiter des événements pour essayer de faire accepter les combinaisons dont Votre Excellence m'a entretenu, et la « vipère aura mordu le charlatan [1] ».

« Hier soir, j'étais invité chez le comte de Bismarck à une fête à laquelle le roi et la reine ont assisté. Le président du Conseil me présenta à Sa Majesté qui a été fort gracieuse et m'a offert de visiter les établissements militaires prussiens, puisqu'il avait été convenu avec le comte de Bismarck que ce prétexte servirait à justifier ma présence ici.

« J'ai été présenté à M. Benedetti qui s'est borné à me dire, en faisant allusion à la publicité donnée à mon arrivée, que « je faisais beaucoup parler de moi ».

« L'ambassadeur d'Angleterre, lord Loftus, auquel je fus également présenté, m'a questionné sans ambages sur la solidité du cabinet de Florence et m'a demandé si j'étais venu ici chargé de quelque mission. Je lui répondis : « qu'on m'avait chargé de voir les armes et les troupes prussiennes ». Il ajouta : « Mais la Prusse a fait des propositions à Florence ». Je répliquai en lui disant que je n'en savais absolument rien. — Il me dit alors qu'on faisait des armements chez nous et que c'était là chose assez imprudente. — Je niai ces armements et lui demandai à mon tour si la Prusse était sur le point de faire la guerre à l'Autriche. « Je ne connais pas encore la situation, me dit-il, n'étant ici que depuis peu de temps. Mais je ne le crois pas. Que l'Italie se garde bien de s'engager avec la Prusse, qui n'hésitera pas ensuite à l'abandonner dès qu'elle trouvera une occasion favorable. »

« Voilà l'opinion de lord Loftus.

« Si je dois rester ici, il me faudrait un courrier de cabinet, comme Votre Excellence me l'a offert, ou tout au moins un de mes serviteurs que je ferais venir. »

Berlin, 17 mars 1866.

N° 2.

« Excellence,

« Hier soir, le comte de Bismarck s'est rendu chez le ministre du roi auprès de cette Cour et l'informa que le roi me recevrait

1. Proverbe italien équivalant à « se prendre dans ses propres filets ».

aujourd'hui à deux heures et demie de l'après-midi en audience particulière.

« Le comte de Bismarck m'invita ensuite à me rendre chez lui au ministère d'État hier soir, à huit heures et demie.

« Je m'y rendis et je fus immédiatement reçu par le chef du cabinet prussien. Il me répéta, en entrant dans de longs développements, les motifs pour lesquels la Prusse ne croyait pas devoir déclarer pour le moment la guerre à l'Autriche. Il m'expliqua la route qu'il comptait suivre pour arriver à une rupture, m'exposa les raisons pour lesquelles il tenait à avoir un traité avec l'Italie et termina en me faisant entrevoir la conduite qu'il désirait me voir tenir au cours de l'audience que le roi devait me donner le lendemain.

« Quoique dans mon précédent rapport j'aie exposé en détail à Votre Excellencc les vues du comte de Bismarck sur les questions sur lesquelles il est revenu au cours de ce second entretien, Votre Excellence me permettra cependant de les lui remettre à nouveau sous les yeux, par cela même que quelque rectification, quelque donnée complémentaire pourra peut-être vous paraître digne d'attention.

« Le comte de Bismarck m'a répété que la guerre immédiate à cause des Duchés présenterait de nombreux inconvénients. L'Angleterre la désapprouverait alors qu'elle ne pourrait faire de sérieuses objections à une guerre nationale allemande. L'empereur Napoléon trouverait, lui aussi, à redire à une guerre qu'on ne pourrait même pas essayer de justifier par le désir d'arracher une province au joug de l'étranger, comme ce serait le cas pour l'Italie recourant aux armes pour délivrer la Vénétie. Il ajouta à propos de l'empereur Napoléon qu'il avait tout lieu de penser que ce souverain désirait voir éclater une grande guerre en Allemagne, parce qu'à la tête d'une armée telle que l'armée française il pourrait toujours y trouver son profit. Mais que, même en laissant de côté toutes les questions de principe, l'empereur Napoléon approuverait plutôt une guerre tendant à la constitution de la nationalité allemande qu'une guerre pour les Duchés de l'Elbe. »

« Toutes ces raisons, me dit le comte de Bismarck en terminant, nous forcent à ajourner la guerre et à la préparer tranquillement et méthodiquement. Mais avant de nous engager dans la voie des préparatifs, nous désirons nous assurer l'appui de l'Italie. »

« Pour le moment, les gouvernements du Nord (Hanovre, Mecklembourg, etc.), sont avec nous en ce qui a trait aux questions pendantes. Mais du jour où la Prusse mettra sur le tapis la question de la transformation de la confédération germanique, il est absolument hors de doute que ces gouvernements passeront dans le camp opposé.

« Nous avons donc plus que jamais besoin d'assurer à notre politique future et l'appui de la Bavière, avec laquelle nous négocions pour le moment, et le concours de l'Italie. « L'Italie, me dit le comte de

Bismarck, n'a pas à craindre que la coopération éventuelle que nous lui demandons, soit ajournée à une date par trop éloignée. Un ajournement trop prolongé de la solution de ces questions ne saurait pas plus convenir à la Prusse qu'à l'Italie.

« Aujourd'hui nous avons sur le trône de France un Empereur qui nous laissera faire, tandis que dans deux ans nous pourrions nous trouver en présence d'une régence qui aurait des vues toutes différentes. Aujourd'hui nous avons pour nous la bienveillance de la Russie qui peut à l'avenir modifier ses intentions et sa manière de voir. Aujourd'hui enfin, l'Italie peut nous prêter un concours bien plus efficace que plus tard. Si, par exemple, sa situation financière l'obligeait à réduire sensiblement son état militaire, l'appui qu'elle pourrait nous donner serait loin d'être ce qu'il est aujourd'hui où elle est déjà sous les armes. Vous voyez donc, ajouta le comte de Bismarck, que, tout comme l'Italie, nous avons intérêt à précipiter la rupture et à tout préparer pour la provoquer dans six mois, par exemple.

« L'Italie peut donc, à notre avis, signer un traité sans crainte et sans méfiance. Voici un projet que j'ai établi, dont les clauses que j'ai rédigées DE PREMIER JET sont naturellement susceptibles d'être modifiées et qui me paraissent cependant devoir parfaitement convenir aux deux puissances. »

Le comte de Bismarck me lut alors ce projet de traité qui, après les formules en usage, contient en substance les importantes clauses que voici.

« ARTICLE PREMIER. — La Prusse proposera une transformation, plus en rapport avec les besoins des temps modernes, de la confédération germanique. Si cette réforme altère la bonne harmonie entre les états confédérés et amène un conflit entre l'Autriche et la Prusse, l'Italie, dès qu'elle en aura reçu avis, déclarera la guerre à l'Autriche et à ses alliés.

« ART. 2. — Les deux puissances emploieront toutes les forces que la Divine Providence a remises entre leurs mains pour assurer le triomphe de leur juste cause et de leurs droits et aucune des deux parties ne pourra ni déposer les armes, ni signer la paix, ni conclure un armistice sans avoir obtenu le consentement préalable de l'autre.

« ART. 3. — Ce consentement sera obligatoire dès que l'Autriche aura évacué le royaume lombard-vénitien et dès que ces territoires seront occupés par les troupes du roi d'Italie, et dès que d'autre part la Prusse aura entre les mains un territoire autrichien équivalent au royaume lombard-vénitien. »

Après m'avoir fait cette lecture, le comte de Bismarck ajouta que ce traité était celui qui conviendrait le mieux à la Prusse, mais que, comme, lors de notre précédent entretien, j'avais déclaré que mon Gouvernement n'accepterait qu'un traité visant une action im-

médiate, il me priait (et il le fit en paroles soigneusement étudiées et mûrement pesées et choisies), il me priait toutefois, lors de l'audience que je devais avoir chez Sa Majesté, le roi Guillaume, de ne pas formuler à nouveau ma déclaration sans laisser entrevoir à Sa Majesté la possibilité de quelque autre accommodement correspondant aux vues de la Prusse et tendant à une action commune dans un temps assez rapproché. « J'ai eu beaucoup de peine, ajouta le comte de Bismarck, à faire accepter mes vues par Sa Majesté. J'ai fait luire à ses yeux la perspective de l'alliance italienne. Le roi est arrivé à un âge où la réflexion exerce une influence prépondérante sur son esprit et il pourrait bien refuser son approbation à la politique que nous nous proposons de suivre, si vous détruisiez les horizons que je lui ai fait entrevoir, en un mot, si vous lui déclariez que l'Italie ne veut s'engager qu'en vue d'une action immédiate, et que c'est à cela que se bornent vos instructions. »

Je répondis au comte de Bismarck que telles étaient en effet les limites qu'on m'avait posées, que cependant, pour me rendre à ses désirs, j'avais exposé ses vues au chef du cabinet de Florence, que je lui avais rapporté les différentes combinaisons mises en avant par Son Excellence, combinaisons que je le priai de m'autoriser à résumer devant lui afin de le mettre à même de relever les erreurs que j'aurais pu commettre. Ces combinaisons étaient au nombre de trois:

La première avait trait à un traité immédiat d'alliance offensive et défensive, à celui dont le comte de Bismarck m'avait lu le projet.

En cas de rejet de cette combinaison, on pouvait se rejeter sur une promesse *donnée dès maintenant* et qui se transformerait en traité formel d'alliance offensive et défensive *le jour où* la réforme de la Confédération aurait abouti à la convocation d'un Parlement allemand.

Enfin, si cette combinaison était, elle aussi, rejetée, on pourrait conclure à l'instant un traité d'amitié et d'alliance perpétuelle sans autre engagement de détail.

J'ajoutai qu'ayant demandé à Votre Excellence de me faire tenir ses instructions, j'étais forcé de les attendre et qu'il m'était par suite impossible de faire entrevoir à Sa Majesté le roi Guillaume l'acceptation d'une quelconque de ces combinaisons sans outrepasser mes instructions; qu'assurément, même si je me laissais aller à le faire, je ne pourrais engager mon Gouvernement qui n'aurait alors qu'à me désavouer, mais que j'aurais de la sorte compromis et ma position et le succès de ma mission et engagé ma responsabilité morale à l'égard du roi Guillaume en lui faisant croire à la probabilité d'une combinaison qu'on rejetterait plus tard à Florence.

Le comte de Bismarck insista en disant que dans tout cela il n'y avait qu'une question de *nuances* et que je pourrais trouver des expressions qui sauvegarderaient l'avenir sans compromettre le succès du travail aussi lent que difficile qu'il avait entrepris afin d'agir sur l'esprit du roi.

Je répondis qu'assurément l'Italie ne saurait vouloir dégoûter le roi de la guerre contre l'Autriche et que je chercherai une formule qui ne compromît ni ma mission, ni son œuvre.

Le comte de Bismarck aborda encore un autre point. Il me dit que, pour des raisons spéciales et personnelles, le Gouvernement prussien avait décidé d'envoyer à Florence le général comte de Moltke, chef de l'état-major, et de l'adresser au comte d'Usedom. Il ajouta que le roi craignait qu'une résolution de ce genre ne m'étonnât, ne m'offensât même, par cela même qu'on m'avait envoyé à Berlin pour traiter avec le Gouvernement prussien.

Je répondis que la mission que je remplissais m'avait été confiée par le cabinet de Florence et que rien de ce que le cabinet de Berlin croirait devoir faire dans son propre intérêt ne pouvait, ne devait me déplaire. Que la mission qu'on voulait confier au général de Moltke présentait cependant un inconvénient que je me permettais de lui signaler, puisqu'elle allait appeler fatalement l'attention publique sur les négociations en cours, négociations dont le secret n'était déjà que trop compromis.

Le comte de Bismarck me fit remarquer que le départ du général de Moltke avait déjà été décidé antérieurement à mon arrivée et qu'afin de cacher le but de sa mission il irait avec sa famille à Nice et se rendrait de là à Florence.

Je crois inutile de dire à Votre Excellence combien la mission du général de Moltke serait de nature à augmenter les soupçons que le comte de Bismarck se propose d'inspirer à l'Autriche en lui faisant croire à l'existence d'accords sérieux avec l'Italie. A ce propos, je crois utile de vous faire observer que le comte de Bismarck a une fois de plus touché à ce point même au cours de cet entretien. Il m'a dit qu'on ne devait pas croire qu'il ait la moindre velléité d'intimider l'Autriche : « L'Autriche, m'a-t-il dit, cédera d'autant moins qu'on voudra avoir l'air de la menacer et, il faut lui rendre cette justice, qu'elle aimerait mieux se faire battre sur un champ de bataille que céder devant une intimidation. Vous devez donc cesser de croire que, si je désire signer un traité avec vous, c'est pour le montrer ensuite à l'Autriche et m'en servir pour arriver à mes fins. »

A vrai dire, par cette conversation d'hier soir, le comte de Bismarck a uniquement cherché à m'empêcher de détruire dans l'esprit du roi la croyance à la probabilité d'un accord entre la Prusse et l'Italie. Il a voulu, au contraire, bien que le point de vue auquel se placent les deux parties soit diamétralement opposé, bien que nous ne voulions nous lier qu'en vue d'une action immédiate, tandis que la Prusse tient à ne s'engager que pour des éventualités plus ou moins lointaines, que je lui laisse entrevoir la possibilité de cette entente. Quel résultat le comte de Bismarck se flatte-t-il d'obtenir en faisant luire aux yeux du roi des espoirs qui ont peu de chances de se réaliser, c'est là ce que je n'ai pu encore parvenir à découvrir. Peut-

être veut-il, comme on le croit dans certains milieux, raffermir par là sa situation personnelle, qui, d'après le dire de certains personnages, serait assez ébranlée? Peut-être aussi ne s'oppose-t-il à une rupture trop prompte que parce que cette rupture dérangerait ses calculs, contrarierait les projets d'intimidation qu'il nourrit et qu'il poursuit même en dépit de toutes ses dénégations.

Le comte de Bismarck m'a dit encore qu'il serait désirable de nommer des attachés militaires aux deux légations de Florence et de Berlin. Bien que telle ne soit pas notre habitude, je lui ai dit que j'en écrirai à Votre Excellence. Mais cette proposition, elle aussi, me paraît devoir être classée parmi les simples démonstrations.

Le comte de Barral, qui m'a donné ses conseils avant ma visite chez le comte de Bismarck et auquel j'ai raconté tout ce qui s'était passé, partage de plus en plus ma manière de voir et croit, comme moi, que les négociations que nous suivons ici n'assureront aucun avantage sérieux et pratique à l'Italie.

P. S. — Le comte de Bismarck me prévient ce matin par un billet que le roi est indisposé et que le médecin lui a défendu de s'occuper d'affaires sérieuses. Il me fera connaître le jour où il sera possible à Sa Majesté de me recevoir. »

Berlin, 18 mars 1866.

N° 3.

Excellence,

« Hier, après le dîner donné par le comte de Barral à la Légation d'Italie et auquel assista avec la plus grande partie du corps diplomatique S. E. le comte de Bismarck, le Président du Conseil m'entretint à nouveau des avantages réciproques que procurerait aux deux pays un traité d'alliance entre l'Italie et la Prusse. Le comte de Bismarck me dit que les nouvelles qu'il avait reçues pendant la journée lui avaient montré que rien jusqu'à ce jour n'avait exaspéré la Cour de Vienne autant que le soupçon des négociations qu'elle croyait désormais entamées avec l'Italie. Il ajouta que par conséquent si la Prusse n'avait pas brûlé ses vaisseaux, ils allaient commencer à flamber le jour même ; que nous pouvions avoir toute confiance dans le traité qu'il nous proposait, vu que S. M. le roi Guillaume serait le dernier des souverains d'Europe qui se déroberait devant un engagement qu'il aurait souscrit. « Au contraire, ajouta-t-il, il est évident que la question italienne est infiniment plus mûre que la question allemande et que peut-être il vaudrait mieux que ce fût l'Italie qui se chargeât de faire les premiers mouvements destinés à mettre le feu aux poudres. »

Puis il me parla des corps francs qu'il faudrait jeter en Vénétie, etc., etc.

Je répondis que l'Italie n'était pas disposée en ce moment à pro-

céder de cette façon ; que l'opinion publique, sensée et rassise au plus haut degré, n'avait qu'un seul désir, celui de rétablir la situation administrative et financière du pays, parce qu'elle savait qu'une fois cet équilibre rétabli, les autres questions politiques se résoudraient d'elles-mêmes ; que l'opinion publique aurait sans aucun doute saisi avec empressement une occasion propice et inattendue qui se serait présentée et qui aurait permis de résoudre plus rapidement la question de la Vénétie — que c'était pour cette raison que Votre Excellence croyant la Prusse disposée à la guerre m'avait envoyé à Berlin — mais que l'Italie comprenait parfaitement aussi qu'il n'était pas de son intérêt de précipiter les choses et que le Gouvernement trouverait imprudent de prendre l'initiative des démarches dans le genre de celles que Son Excellence lui proposait.

Le comte de Bismarck me dit alors : « Mais alors vous pouvez attendre ; ce ne sont pas les finances qui vous forcent à précipiter la solution et vous pouvez par conséquent vous unir à nous pour marcher de l'avant avec nous et poursuivre d'ici à six mois la réalisation du programme que je vous ai développé. »

Je lui fis remarquer qu'on s'occupait chez nous du rétablissement des finances, qu'il s'agissait seulement d'assurer une majorité parlementaire à quelques lois établissant des impôts nouveaux, impôts que l'Italie pouvait payer facilement ; que si à ces nouvelles sources de revenus on ajoutait l'augmentation naturelle des anciens impôts, l'équilibre serait avant peu rétabli en Italie ; que les économies qu'on avait introduites dans le budget de l'armée avaient atteint les extrêmes limites auxquelles l'opinion publique permettrait de les pousser et qu'il n'y avait pas lieu de craindre pour l'avenir des désarmements qui affaibliraient le pays. — Que par conséquent on se tromperait en croyant que l'état de nos finances nous obligeait à précipiter la solution, tandis qu'au contraire rien ne nous empêchait d'attendre. J'ajoutai pour ma part que le Gouvernement de Florence se refuserait à se lier avec la Prusse en vue d'éventualités aussi lointaines, parce que l'Italie pourrait se trouver contrainte à sacrifier à son désir de rester fidèle à la sainteté des engagements qu'elle aurait pris des intérêts essentiels pour elle. « Que Votre Excellence songe, dis-je au comte de Bismarck, par exemple, à une éventualité qui d'ici à six mois nous mettrait en présence de la question romaine et vous devrez reconnaître que nos scrupules sont parfaitement justifiés. »

Pendant la journée d'hier, j'ai vu l'ambassadeur de France, M. Benedetti, qui trouve que la situation actuelle de l'Allemagne et la tension entre la Prusse et la France sont bien plus graves qu'elles ne le furent même au temps de la convention d'Olmütz en 1850. Malgré cela il croit, lui aussi, que la Prusse n'osera pas affronter la guerre. »

Télégramme expédié le 21 mars au soir

« Aujourd'hui, audience du roi. Il a dit que dans les graves conjonctures actuelles il avait mis yeux sur Italie et espérait pouvoir se mettre d'accord sur le traité éventuel dont Barral a télégraphié hier à Votre Excellence.

Il ajouta qu'il voulait demander au roi qu'une partie notre flotte surveillât et suivît, même avant déclaration guerre, escadre autrichienne préparée à Pola si elle sortait de l'Adriatique.

Répondu au roi que ennemis Autriche étaient nos alliés naturels sans m'engager davantage.

Informations de Bismarck et autres portent qu'Autriche arme sur plus grand pied. S'il se confirme, je ne doute pas qu'elle ne se prépare à prévenir et surprendre Prusse et envoyer ensuite *ultimatum* comme en 1850. J'ai dit cela au roi, mais il attend des rapports avant de commencer mobilisation. Si l'on veut faire cause commune, mon but ici devrait être de les presser à armer aussitôt et peut-être prendre nous-mêmes des décisions importantes pour ne pas être surpris.

Attends les instructions de Votre Excellence, situation étant changée par l'initiative autrichienne.

Signé : GOVONE. »

Berlin, 22 mars.

N° 4.

EXCELLENCE,

« Comme je l'ai télégraphié hier soir, à Votre Excellence, après qu'on m'eût fixé deux audiences successivement contremandées par les influences qui s'agitent autour du roi, j'ai été reçu, hier mercredi, à trois heures et demie, par Sa Majesté qui m'a dit combien il avait regretté qu'une indisposition l'ait empêché de me recevoir plus tôt et qu'un malentendu causé par des ordres qu'il n'avait pas donnés l'eût empêché de me recevoir lundi, jour qu'il avait fixé pour cette audience. Il me dit que, lorsque je lui fus présenté lors de la soirée du comte de Bismarck, il m'avait parlé comme à un officier étranger venu pour visiter les établissements militaires de la Prusse. Il me déclara, en faisant allusion au motif de ma mission, qu'il était pleinement décidé à la guerre avec l'Autriche s'il ne réussissait pas à s'entendre avec elle d'une manière satisfaisante; qu'il avait pour cela jeté les yeux sur l'Italie; qu'il espérait que son Ministre des Affaires étrangères réussirait à se mettre d'accord avec nous et à signer un traité éventuel d'alliance en vue d'une action commune dans ce cas.

Je répondis, en remerciant Sa Majesté de l'honneur qu'elle m'avait fait en m'accordant une audience, que nos visées politiques

aussi justes, aussi saintes que celles de la Prusse, faisaient de nous les alliés naturels de tout ennemi de l'Autriche; que j'espérais, moi aussi, qu'on pourrait arriver à une entente avec son Gouvernement.

Le roi m'ayant parlé alors de son armée, de l'armée autrichienne et de la nôtre, je profitai de cette occasion pour lui demander si les armements autrichiens dont on parlait étaient considérables et si l'on ne pouvait pas en déduire que l'Autriche songeait à tenter quelque nouvelle surprise.

Le roi me répondit qu'il attendait des nouvelles précises, mais qu'il ne croyait pas que pour le moment l'Autriche procédât à des armements sur une grande échelle.

Je demandai au roi si la Prusse allait mobiliser, et le roi me dit qu'à ce moment même ses Ministres étaient réunis, qu'il attendait les rapports qu'ils allaient lui faire sur les mesures à prendre ; que l'infanterie pouvait être mobilisée en peu de jours, que l'achat des chevaux pour l'artillerie et le train serait l'opération qui prendrait le plus de temps et que peut-être on allait commencer à y procéder sous peu.

Je parlai incidemment à Sa Majesté de la nécessité qu'il y aurait, en cas de guerre, à être prêt avant l'Autriche et que, dans ce cas, l'armée pourrait même entrer en campagne avec les effectifs actuels de 500 à 600 hommes par bataillon et de 120 chevaux par escadron et que l'artillerie pourrait marcher avec quatre pièces par batterie, quitte à se faire rejoindre par les autres pièces dès que l'on se serait procuré des chevaux.

Le roi, comme frappé tout à coup par une idée qui lui revenait, me dit : « Il y a une chose que je voudrais demander au roi Victor-« Emmanuel, c'est qu'avant toute déclaration de guerre, et natu-« rellement dans le cas où on serait arrivé à une entente avec « vous, une partie de la flotte cuirassée italienne reçût l'ordre « de surveiller l'escadre autrichienne préparée à Pola et destinée « à la Baltique. Ma marine est encore dans l'enfance, et si l'Au-« triche commençait les hostilités contre vous et contre nous, vos « vaisseaux seraient à portée pour tenir en respect les forces « navales de l'Autriche. »

Je me suis engagé à en informer Votre Excellence.

Sa Majesté me congédia après une audience d'une demi-heure.

Comme j'en étais convenu avec le comte de Bismarck, je me rendis à huit heures et demie du soir chez le ministre qui désirait avoir des nouvelles de cette audience.

Le président du Conseil me dit que le roi avait trouvé que je m'étais tenu sur une extrême réserve. Puis il me fit part de deux combinaisons, relatives au traité à conclure avec l'Italie et dont il avait déjà parlé au comte de Barral.

La première de ces combinaisons est celle qui a été télégraphiée par le comte de Barral qui en a pris l'initiative et vous a demandé

des intructions. Elle a trait à la signature d'un traité d'alliance offensive et défensive qui deviendrait caduc au bout de deux mois.

Le comte de Bismarck m'a dit qu'il désirerait obtenir pour ce traité une durée de trois mois, mais qu'il se contenterait de deux mois, si de notre côté on insistait sur ce point. Ce projet de traité est en somme semblable à celui dont j'ai communiqué les clauses à Votre Excellence par ma lettre n° 2 du 17 courant.

On voudrait aujourd'hui ajouter à ce traité un article limitant sa durée à deux mois et un article secret relatif au détachement antérieur à la déclaration de guerre de la flotte italienne, qui, comme je l'ai dit plus haut, serait chargée de surveiller la flotte autrichienne dans le cas où elle voudrait sortir de Pola pour se rendre dans les mers du Nord.

Votre Excellence ayant télégraphié hier au comte de Barral qu'elle ne pouvait prendre aucune décision relative au traité éventuel sans en avoir le texte sous les yeux, je sais que le comte de Barral se proposait de réclamer ce matin cet écrit au comte de Bismarck.

Le comte de Bismarck a insisté auprès de moi pour savoir s'il y avait quelque probabilité d'amener le Gouvernement de Florence à consentir à ce détachement de ses cuirassés. Je me suis borné à lui répondre que cela dépendrait des circonstances et du moment.

Le deuxième projet, dont me parla le comte de Bismarck et qu'on aurait à examiner dans le cas où l'on n'accepterait pas le traité éventuel limité, se compose :

1° D'un traité général d'amitié et d'alliance contenant une clause aux termes de laquelle, en présence d'éventualités qu'on se réserve de déterminer, on signerait sans retard un traité d'alliance offensive et défensive;

2° De l'engagement à prendre par les parties de discuter et d'arrêter dès maintenant les clauses du traité d'alliance offensive et défensive, de munir les plénipotentiaires de pouvoirs réguliers afin qu'il ne restât plus, si les éventualités prévues venaient à se produire, qu'à signer le traité sur un ordre télégraphique de Florence.

Cette deuxième combinaison comprend donc deux traités distincts, dont j'ai déjà entretenu Votre Excellence. Le comte de Bismarck a fait rédiger les projets de ces deux traités. On insérera dans le premier de ces deux traités, comme dans la précédente combinaison, la clause relative à l'expédition que ferait notre flotte avant la déclaration de guerre.

Le comte de Barral, qui a pris l'initiative de la première de ces deux combinaisons, de celle qui vise un traité unique éventuel et limité à deux mois, pourra mieux que moi dire à Votre Excellence combien cette deuxième combinaison nous lierait plus complètement, et dans des conditions plus difficiles à déterminer, que la première combinaison qu'il nous a proposée.

La Prusse ayant, dès le premier jour de mon arrivée ici, décliné

la proposition de signer avec nous un traité d'alliance offensive et défensive en vue d'une action immédiate, ainsi que la convention militaire qui en est la conséquence et qui avait motivé mon envoi à Berlin, ma mission jusqu'à réception de nouvelles instructions se trouve réduite à un simple rôle d'observateur. Je considère naturellement comme mon devoir de rendre compte à Votre Excellence de toutes les circonstances, de toutes les particularités, du genre des précédentes, qui me paraissent de nature à vous intéresser, et je laisserai au comte de Barral le soin de traiter officiellement, et avec l'autorité qui lui appartient, ces mêmes questions avec Votre Excellence.

Après la conversation que j'eus avec le comte de Bismarck à propos des combinaisons ci-dessus, il m'entretint des mesures militaires prises par l'Autriche et par la Prusse. Mais, pour dire vrai, il est difficile de se faire une idée exacte des armements autrichiens, soit parce que le comte de Bismarck n'a pas encore reçu des renseignements précis, soit parce que la Prusse a peut-être bien intérêt à les présenter sous un certain jour.

Le comte de Bismarck et d'autres personnes généralement bien informées ont attaché dans le principe une grande importance à ces armements. Si réellement l'Autriche a rappelé les hommes en congé dans toutes ses provinces, s'il est vrai qu'elle mette en route les troupes des confins militaires qui sont en général les dernières à marcher, ce que Votre Excellence peut savoir par d'autres voies, et par les renseignements du bureau de l'état-major à Turin, ce serait pour moi la preuve évidente qu'elle se prépare à porter de grands coups à la Prusse et qu'elle tente de renouveler sa tactique de 1850. Dans ce cas, afin d'éviter de graves événements, la Prusse devrait rivaliser de rapidité dans ses armements avec l'Autriche, et en tout cas, il ne lui resterait plus d'autre alternative que la guerre. Il me semble en effet peu probable qu'elle accepte une nouvelle humiliation. Mais alors, comme la crise pourrait éclater à brève échéance, nous ferions, je crois, bien de commencer, nous aussi, nos préparatifs militaires.

J'ai demandé, hier soir, au comte de Bismarck de me donner des renseignements plus précis sur les armements de l'Autriche et des informations sur les projets de la Prusse ; il m'a paru moins disposé à croire à un armement général de l'Autriche. Il m'a dit que cependant la Prusse avait pris la résolution de réaliser certaines valeurs, afin de se procurer de l'argent, et qu'elle allait procéder à l'achat d'environ 16.000 chevaux pour l'artillerie et le train et qu'on avait de plus décidé de réunir sur les voies ferrées le matériel nécessaire au transport des troupes par les voies rapides. Je lui ai parlé de l'intérêt qu'il y aurait à prévenir l'Autriche dans le cas où elle armerait réellement sur un grand pied, en concentrant en Silésie les corps avec les effectifs qu'ils ont actuellement. Il m'a répondu que le roi pouvait peut-être songer à des opérations et à une mobi-

lisation régulière, mais qu'il ne donnerait jamais son consentement à des projets précipités et visant à une surprise.

Quant aux déclarations faites par la Bavière à notre représentant à Munich, le comte de Bismarck se refuse à croire qu'elles aient été exactement interprétées et fidèlement transmises. Il soutient que la Bavière est mal armée et incapable de pouvoir produire à bref délai une action militaire. »

Berlin, 26 mars 1866.

MON GÉNÉRAL,

« Je continue à vous rendre compte, jour par jour, des événements ainsi que des impressions que produit sur mon esprit mon séjour à Berlin.

Avant-hier, le roi passa une revue et m'invita à assister à cette parade ainsi qu'au déjeuner qu'il donna ensuite au palais. J'étais placé à table presqu'en face de la reine, qui, comme Sa Majesté, a été fort aimable pour moi.

Hier, j'ai été avec le colonel Driquet rendre visite au général de Moltke, chef de l'état-major, celui qui devait se rendre à Florence. Aux questions que je lui posai relativement aux armements autrichiens, il me répondit qu'on les avait beaucoup exagérés, qu'il ne s'agissait apparemment que de l'envoi de quelques troupes en Bohême et surtout de l'armement de Cracovie, armement qui pouvait être tout aussi bien dirigé contre la Russie que contre la Prusse. A en juger par les paroles du général de Moltke, il ne semble pas que la Prusse songe à prendre ces jours-ci des mesures de mobilisation, comme le comte de Bismarck me l'avait fait supposer. Le général m'a dit qu'il fallait attendre *jusqu'au jour où la guerre serait décidée*, et qu'alors seulement on armerait tout d'un coup et complètement.

J'ai également vu hier l'ambassadeur d'Angleterre qui a amené la conversation sur les complications présentes et insisté sur la prudence qui s'impose à l'Italie, sur la nécessité pour elle de ne pas se jeter dans quelque aventure dangereuse.

Hier soir, M. de Thiele, ancien ministre à Rome, et actuellement secrétaire général des Affaires étrangères, qui était déjà deux fois venu chez moi sans me trouver, me donna rendez-vous pour ce matin à onze heures pour affaires urgentes. A l'heure dite, il se présenta au *British Hotel* de la part du comte de Bismarck. M. de Thiele me dit : « que le président du conseil, encore malade, ne pouvait me recevoir; mais qu'il avait à cœur de pousser les négociations relatives au traité éventuel et qu'il me recevrait dès qu'il serait en état de le faire ». Me parlant alors de ce traité, M. de Thiele me dit : « Que la question des Duchés était en somme celle qui devait être décidée par la guerre, mais que le comte de Bismarck

préparait d'autres prétextes plus plausibles qu'il présenterait à l'Europe. »

Cette étonnante communication, qui m'a été faite par inadvertance, modifie singulièrement les assertions du comte de Bismarck, qui m'avait déclaré que les vues ambitieuses de la Prusse s'étendaient sur tout le Nord de l'Allemagne. Elle m'a fait voir qu'une fois la question des Duchés réglée il n'y aura plus aucun motif de guerre.

Puis M. de Thiele me demanda si j'étais muni de pleins pouvoirs en règle, si j'avais fait part à Votre Excellence des ouvertures relatives au traité éventuel et si j'avais reçu des instructions à cet effet.

Je crois que la visite de M. de Thiele a surtout eu pour objet de s'assurer si j'étais muni de pleins pouvoirs pour signer un traité, puisqu'il ajouta que le comte de Bismarck désirait fort que j'en fusse pourvu.

Je répondis que Votre Excellence m'avait envoyé ici parce que, d'après les communications du comte d'Usedom, nous pensions que la Prusse était sur le point de se décider à la guerre; Que dans ce cas on m'aurait expédié les pleins pouvoirs pendant le temps qu'il aurait fallu pour discuter et conclure une convention militaire; Qu'en présence de la situation toute différente que j'avais trouvée ici, je devais déclarer que je n'avais pas d'instructions; Que Votre Excellence avait déjà écrit entre temps pour réclamer le texte du traité éventuel dont le comte de Barral avait parlé au comte de Bismarck, et que ce dernier avait paru disposé à nous communiquer ce projet. J'insistai sur le désir formulé par Votre Excellence, et M. de Thiele prit congé de moi.

Entre temps, le comte de Barral se rendit peu après chez M. de Thiele pour l'entretenir d'autres questions; mais la conversation fut presque aussitôt ramenée sur ce sujet. M. de Thiele avait vu le comte de Bismarck dans l'intervalle. Je conclus des réponses qu'il fit au comte de Barral que le président du Conseil désire très vivement que l'expédition des pleins pouvoirs en règle ait eu lieu avant qu'il ne se décide à entamer des négociations sérieuses. Il semble en effet que le comte de Bismarck n'est plus disposé à transmettre à Votre Excellence le texte écrit du projet qu'il a rédigé.

J'enregistre tous ces petits détails afin de bien montrer à Votre Excellence que la situation change d'aspect à tout instant. Le comte de Barral ne saurait donc faire prévoir à Votre Excellence la marche probable de l'affaire qui nous occupe, sans risquer de devoir peu après vous signaler et vous soumettre de nouvelles modifications.

Tout en rendant compte à Votre Excellence d'une manière tout à fait privée de ces incidents que, faute de temps, j'ai dû rédiger sans aucune espèce d'ordre, je me réserve de lui écrire plus clairement et plus exactement dès que j'aurai vu le comte de Bismarck.

Pendant ce temps, Votre Excellence verra s'il y a lieu de nous

munir, le comte de Barral et moi, de pleins pouvoirs ou de les envoyer à un seul. Je vous prierai ensuite de m'indiquer la réponse que je puis faire à la question relative à notre escadre, question que je vous ai exposée antérieurement.

Pardonnez-moi la hâte avec laquelle je vous écris afin d'arriver encore à temps pour faire partir ma lettre par la poste. »

Dépêche chiffrée transmise par les soins de la Légation

Berlin, 28 mars 1866.

« Barral vous envoie par télégraphe le projet traité éventuel limité trois mois. N'étant pas pourvu de pleins pouvoirs réguliers et l'ayant déclaré hier au sous-secrétaire d'Etat, le comte de Bismarck traita avec M. de Barral l'affaire de ce traité.

Je prie Votre Excellence de nous envoyer les pleins pouvoirs pour signer le cas échéant cet acte et la convention militaire subséquente lorsqu'ils auront été discutés ici et acceptés à Florence.

Le comte de Bismarck le désire avec instance.

En attendant, je crois devoir vous prévenir que le président du Conseil tient exactement au courant M. Benedetti de toutes ses négociations avec nous, et que M. Benedetti, tout en déclarant être sans instructions, pousse à la guerre et nous pousse à la conclusion de ce traité, quoiqu'il pense que les probabilités sont toujours plutôt pour le maintien de la paix que pour la guerre.

Le danger paraît être que le traité soit une arme pour M. de Bismarck pour la proposition qu'il lance en ce moment d'une réforme fédérale et soit destiné à effrayer l'Autriche et les États secondaires et obtenir les Duchés sans coup férir.

Votre Excellence pensera qu'il est regrettable que notre participation au traité n'ait pas d'autre résultat utile et reste sans conséquence pour l'Italie; mais il serait bien plus regrettable qu'un arrangement entre l'Autriche et la Prusse n'intervînt qu'après que nous eussions supporté toutes les dépenses d'une mobilisation inutile.

Toutefois les vues de Votre Excellence sur la politique générale peuvent la faire pencher vers l'acception du projet Bismarck modifié par le comte de Barral, malgré les chances défavorables qu'il peut encore présenter pour nous.

Mais si Votre Excellence désire se donner le temps de réfléchir, je pourrais proposer ici l'addition d'un article déclarant que notre mobilisation suivrait aussitôt celle de la Prusse, mais qu'aussitôt décrétée, la question des Duchés ne pourrait pas être résolue sans que celle de la Vénétie le fût aussi. Cette clause n'aurait cependant pas, je crois, de chance d'être acceptée par la Prusse ; elle ne sau-

rait être qu'un moyen de prolonger les négociations si cela convenait à Votre Excellence et un moyen de faire, en y renonçant en dernier lieu, une concession pour obtenir de modifier l'article 4 et de substituer aux mots : Royaume Lombardo-Vénitien, ceux-ci : Royaume Lombardo-Vénitien et Tyrol italien, jusqu'à la crête des Alpes.

Le traité accepté, il faudra passer à stipuler une convention militaire. Il me faudrait pour cela la dislocation actuelle de l'armée et le tableau de la flotte. »

Berlin, 28 mars 1866.

Mon Général,

« Il résulte des renseignements militaires reçus ici que l'Autriche a renforcé ses troupes de Bohême de 22 bataillons qui, ajoutés au chiffre normal des troupes de garnison, donnent un effectif total de 43 bataillons. Il n'y a en Moravie que les troupes qui l'occupent en temps ordinaire, 14 bataillons, ce qui ferait un tolal de 57 bataillons qui, portés sur le pied de guerre, constitueraient une armée de 70.000 hommes. Driquet qui relève toutes les nouvelles données par les journaux croit que l'augmentation réelle est encore inférieure à celle indiquée ci-dessus. On dit ici que les bataillons d'infanterie autrichienne qu'on a vus ont, les uns 500 hommes, les autres, 1.000 hommes à l'effectif, ce qui indiquerait que ces derniers ont été complétés et rejoints par les hommes en congé des classes antérieures. Mais les nouvelles que nous avons reçues hier directement de Brescia disent que jusqu'à ce jour on n'a appelé aucun homme du contingent italien, bien que ce contingent fournisse à plusieurs des régiments stationnés en Bohême. On croit qu'on a pu prendre ces jours derniers quelques mesures de mobilisation, mais on ne le sait pas au juste et peut-être bien le fait ne s'est-il pas encore produit.

Je porte à la connaissance du comte de Barral toutes les communications que j'adresse à Votre Excellence. Je vous prierai, mon général, de vouloir bien me faire envoyer par le Ministère de la Guerre la dislocation actuelle de nos troupes et le tableau de la flotte, parce que je pourrai en avoir besoin par la suite. »

Télégramme chiffré expédié au général La Marmora à Turin, le 2 avril 1866, vers trois heures après midi

« Je prie Votre Excellence de me dire si avec le traité nous devons signer aussi une convention militaire. Comte Barral croyant guerre fort peu probable pense qu'on ne doit pas parler de convention mili-

taire aujourd'hui; mais si Votre Excellence juge autrement, j'en parlerai au comte Bismarck sur bases suivantes :

Nous nous obligerions pour *minimum* de 15 divisions, dont une de cavalerie, effectif 200.000 hommes. Si des forces maritimes alliées devaient agir ensemble, le commandement serait à celui qui a sur les lieux les forces plus considérables. On se communiquerait respectivement propres positions et positions ennemies sans cesse ainsi que toute proposition venant de l'ennemi, etc. »

Berlin, 2 avril 1866.

Mon Général,

« Permettez-moi de continuer à vous communiquer les impressions que je recueille ici, quand bien même elles ne devraient vous paraître que peu intéressantes.

« Après les premières conversations que j'ai reproduites dans mes lettres précédentes, je n'ai pas hésité à vous mander, mon général, que, contrairement à l'idée que j'avais en partant de Florence, la Prusse me paraissait peu disposée à une guerre immédiate ou même prochaine, puisqu'elle ne croyait pouvoir provoquer cette rupture qu'en proposant une réforme radicale de la Confédération germanique.

« Mais les préparatifs militaires de l'Autriche et les mouvements de ses troupes sont survenus depuis lors. Le comte de Bismarck a peut-être même cru un moment que l'Autriche voulait prendre l'initiative de la rupture et, malgré la gravité qu'aurait eue cette crise inopinée, je crois qu'il s'en serait réjoui. Le soir même, lorsqu'on reçut les premières nouvelles de ces faits, le comte de Bismarck passa chez moi. Ne m'ayant pas trouvé, il alla chez le comte de Barral. Mais l'espoir de cette initiative autrichienne fut de courte durée. — On ne tarda pas à savoir qu'il s'agissait de dispositions peu importantes, de mesures essentiellement défensives et de pure précaution.

Le comte de Bismarck ne voulait pas moins en tirer parti et pendant quelques jours ses journaux ne firent que grossir et exagérer les faits. Tout était à la guerre. — On parla des provocations autrichiennes, de la raison d'être des armements prussiens. Puis on décida ces armements qui sont aujourd'hui chose faite. Ci-joint une note du colonel Driquet sur ces armements. Ils sont peu considérables et peuvent être, soit une mesure de précaution, soit un moyen de forcer l'Autriche à armer, elle aussi, afin d'arriver graduellement à la tension d'où peut sortir la guerre.

En attendant, voici ce qu'on pense ici des probabilités de guerre. On croit que le comte de Bismarck s'étant engagé à fond dans la question des Duchés, et ne pouvant plus la résoudre à l'aide de démonstrations, pourrait recourir à la guerre pour la trancher. C'est là l'opinion de ceux qui le connaissent : mais les vieux diplomates

de Berlin déclarent que le roi ne le suivra jamais aussi loin et croient qu'un beau jour l'envoi d'un général à Vienne mettra tout simplement fin au conflit.

Le comte de Bismarck exerce assurément une réelle influence sur le roi; mais le roi prête aussi l'oreille à d'autres influences qui, elles aussi, ne s'endorment pas. On raconte tous les jours des anecdotes à ce propos. Par exemple, un journal inspiré par le comte de Bismarck devait, il y a quelques jours, publier un article très belliqueux dont le roi ne voulait pas entendre parler. Le ministre insista longtemps et sortit du palais après avoir décidé le roi à y consentir, mais dès que l'on commença à vendre les premiers numéros du journal, on le fit saisir et retirer de la circulation.

On dit aussi que le général comte de Münster a déjà été appelé et chargé d'une mission pour Vienne. Samedi, le maréchal Wrangel, qui ne m'avait pas rencontré chez moi, me fit prier de passer chez lui et me dit que le comte de Münster était parti vendredi pour Vienne chargé d'y demander des explications sur les armements autrichiens. Le comte de Bismarck nie, au contraire, qu'on ait songé à une pareille mission et affirme que le général a ordre d'aller à Florence. Ce qui est certain, c'est que le général est reparti pour Düsseldorf et que c'est le comte de Bismarck qui l'a emporté cette fois. Je vous cite ces incidents parce qu'ils caractérisent la situation. Tout cela fait croire aux diplomates qui connaissent le mieux les gens et les choses d'ici que le roi ne consentira jamais à la guerre.

Le comte de Bismarck a, de plus, à vaincre encore d'autres difficultés qu'il rencontre cette fois dans le pays. Les classes les plus élevées de la population ne sont pas seules à être hostiles ou peu favorables à la guerre. Les classes moyennes partagent cette aversion qui est certainement entretenue et répandue par des journaux populaires. L'opinion publique est encore toute imprégnée de rancunes et de méfiances à l'adresse de la France, tandis qu'il n'y a pas trace de haine contre l'Autriche. De plus, sa lutte contre la Chambre a valu de nombreux adversaires au comte de Bismarck, bien que la Chambre ne jouisse cependant ni d'un grand prestige, ni d'une grande popularité. On en parle à Berlin avec peu de considération, comme d'une réunion d'intrigants sans valeur et sans portée. On dit que la loi électorale avec l'élection à deux degrés est tout ce qu'il y a de plus défectueux et que l'esprit public n'est pas encore mûr en Prusse pour une constitution. Ce sont des choses qui nous étonnent, mais qui doivent cependant avoir un semblant de vérité étant donnée la conduite que tient le Ministère à l'égard de la Chambre.

Reste l'armée; mais d'après tout ce qui m'a été dit par les officiers, elle n'a aucun enthousiasme pour la guerre contre l'Autriche. Elle a au contraire de la sympathie pour l'armée autrichienne. Je sais bien, qu'une fois la guerre déclarée, l'armée s'électrisera et fera bravement son devoir; mais je tiens à dire que pour le moment

elle n'est ni un appui, ni un stimulant pour la politique que le comte de Bismarck veut faire prévaloir. Il se trouve donc presque isolé, ou, tout au moins, peu soutenu. Il a à lutter contre toutes les difficultés énoncées ci-dessus si bien que l'on en vient parfois à dire qu'écœuré et rebuté par tous ces obstacles il songe à abandonner la partie. Quoi qu'il en soit et quoi qu'il advienne, c'est un homme de haute valeur, d'une rare intelligence, doué d'une volonté de fer et qui mérite de réussir. Mais on serait fort osé si on voulait prédire aujourd'hui qu'il triomphera, soit en résolvant pacifiquement la question des Duchés, soit en provoquant la guerre — à moins toutefois qu'il ne réussisse à trouver au dehors des appuis et des encouragements.

J'ai visité ces jours-ci les établissements militaires prussiens. L'artillerie de campagne avec ses canons d'acier se chargeant par la culasse et ses obus à percussion me paraît excellente. La moitié de l'armée est déjà pourvue de ce matériel. J'ai visité l'école normale de tir de Spandau. 10 hommes — naturellement des tireurs hors ligne — ont tiré 124 coups en deux minutes et demie et ont mis 108 balles dans la cible à 300 mètres. Le fusil prussien me paraît réellement excellent et inspire grande confiance aux troupes que je crois parfaitement en état de lutter contre les troupes autrichiennes.

Quand je n'aurai plus rien à faire ici — et ce sera le cas dans quatre ou cinq jours, — et quand il s'agira pour moi de rentrer en Italie, je vous prierai, mon Général, de m'autoriser à passer par la Belgique et à consacrer avec le colonel Driquet vingt-quatre heures à la visite d'Anvers.

Quant à ce qui est de l'officier à attacher à la Légation, il me semble que le capitaine Taverna, dont m'a parlé le général Pettinengo, serait celui qui conviendrait le mieux.

P.-S. On a désigné pour m'accompagner, au cours de mes visites dans les établissements militaires, le lieutenant Wedelstaedt, du 3e régiment des grenadiers de la garde Reine-Elisabeth, aide de camp du Gouverneur de Berlin. Si Votre Excellence voulait lui faire donner l'ordre des Saints Maurice et Lazare, elle me causerait un très vif plaisir. »

Berlin, 4 avril, huit heures soir.

Général La Marmora — Milan

« Barral attendait pleins pouvoirs pour annoncer Bismarck autorisation signer traité. Je le lui annoncerai moi-même demain.

Je prie Votre Excellence de me dire si pleins pouvoirs ont été expédiés.

G. Govone. »

---

5 avril 1866, dix heures matin.

Général La Marmora.

« Reçu par courrier pleins pouvoirs.

GOVONE. »

---

5 avril 1866, trois heures et demie soir.

Général La Marmora — Milan

« Bismarck reçut avec joie nouvelle arrivée pleins pouvoirs et autorisation signer traité. Il informera de suite roi. Il me fit voir note Russie qui sollicitée par Autriche intervient très amicalement auprès roi pour faciliter arrangement. Tous princes allemands ne cessent de presser Sa Majesté dans même sens. Si Bavière arme, ce que je saurais bientôt, m'a-t-il dit, nous allons mobiliser les deux corps du Rhin, et les armements d'un côté appelant des armements de l'autre côté, nous pouvons même espérer d'arriver à la guerre pour le commencement de mai. En tout cas comte de Bismarck espère guerre éclatera avant expiration notre traité.

GOVONE. »

Berlin, 6 avril 1866.

N° 6.

EXCELLENCE,

« Hier, à une heure après midi, j'ai été reçu par S. E. le comte de Bismarck et je lui ai donné connaissance des communications dont il est question dans mon télégramme chiffré du 5. Il en a été extrêmement satisfait et ajouta que, même si — ce qui lui parait fort improbable — la guerre ne sortait pas des complications actuelles, les relations établies entre la Prusse et l'Italie marqueraient un moment capital dans la vie des deux nations et le point de départ d'une politique nouvelle dont les résultats seraient utiles aux deux pays. Il ne m'a pas exprimé le désir de conclure une convention militaire.

Comme je l'ai mandé à Votre Excellence, le comte de Bismarck lisait, lorque je suis arrivé chez lui, une lettre du Tzar ou une note du Cabinet russe qui, d'après ce que m'a dit le Président du Conseil, intervenait, à l'instigation du Cabinet de Vienne, auprès du roi Guillaume et le priait de chercher la voie d'un accommodement. Le Président du Conseil ajouta que cette communication était conçue dans les termes les plus cordiaux pour la Prusse. Il m'a dit, d'autre part, que tous les princes allemands ne cessaient de supplier le roi et de le prier de donner une solution pacifique aux difficultés actuelles. Malgré cela, le comte de Bismarck persistait à croire que

la guerre était au bout de toutes ces questions et même qu'elle devait éclater avant trois mois.

Comme je lui demandais alors s'il croyait à l'existence d'un traité d'alliance entre la Bavière et l'Autriche, il me répondit qu'il n'y avait pas de traité. Je demandai encore à Son Excellence s'il avait eu confirmation des nouvelles relatives aux armements de la Bavière et dont les journaux avaient parlé. Il me répondit qu'il en avait été en effet informé et qu'il en attendait la confirmation officielle. Si ce fait était officiellement constaté, la Prusse étendrait sur l'heure même aux deux corps d'armée des provinces rhénanes les *mesures de préparation à la guerre* qu'elle avait déjà adoptées pour les autres corps et qu'on était déjà en train d'exécuter. Il prévoyait que dans ce cas, par cela même que les armements faits par l'une des parties oblige l'autre à répondre à cette mesure par de nouveaux armements, on arriverait facilement à la guerre dans un laps de temps plus rapproché qu'il ne l'avait pensé et qu'il fixait aux premiers jours de mai.

Le comte de Bismarck jeta à ce moment les yeux sur un Mémoire militaire et m'exposa quelques-unes de ses idées sur la conduite de la guerre pour le cas où la Bavière prendrait parti contre la Prusse. Il évaluait à plus de 100.000 hommes les troupes que la Prusse pourrait tirer des provinces rhénanes et auxquelles s'adjoindraient les 10.000 hommes déjà promis par Hesse-Cassel et les troupes du duc de Saxe-Cobourg-Gotha. Cette armée forte de plus de 100.000 hommes traverserait la Bavière et après l'avoir balayée exécuterait une diversion qui, se dirigeant par Linz sur Vienne, viendrait donner la main à l'armée italienne. Il ajouta que, dans le cas contraire, si la Bavière s'unissait à la Prusse, on disposerait alors pour exécuter cette diversion d'une masse de 150.000 hommes qui pourrait rendre à la Grande Armée, opérant sur la Bohême ou en Silésie, plus de services que n'en rendrait la jonction immédiate des deux corps rhénans avec cette armée.

Quant à la Bavière, le comte de Bismarck me dit encore qu'elle aurait pu devenir le centre d'un second empire germanique. L'Allemagne du Sud ne saurait convenir à la Prusse, d'abord à cause de la différence de religion, puis parce qu'on ne pourrait que fort mal administrer de Berlin les provinces du Sud qui deviendraient les *Calabres de la Prusse*.

Le comte de Bismarck m'exposa toutes ces vues avec une apparence de sincérité et de conviction.

Il ajouta que la Prusse ne laisserait en fait de troupes de garnison dans les provinces rhénanes que vingt-huit bataillons de dépôt[1] (bataillons de remplacement) qui s'y formeront au moment de la mobilisation de ces deux corps d'armée. Cette dernière communication, comme du reste l'ensemble de toute sa conversation, me

1. *Ersatz-bataillone.*

prouve à quel point le Président du Conseil compte sur la bienveillance de la France. Cependant, lorsque je pris congé de lui, il ajouta : « Tout cela, bien entendu, si la France le veut, car si elle montrait de la mauvaise volonté, on ne pourrait rien faire. » Puis il me répéta que l'empereur Napoléon avait déjà antérieurement fait savoir que, si la guerre devait éclater en Allemagne, il fallait que ce fût pour des motifs susceptibles d'être approuvés en France par l'opinion publique. Il avait en même temps fait observer que, si cette opinion publique n'était pas favorable à la Prusse, il pourrait être contraint à s'opposer à la politique prussienne et peut-être même à intervenir militairement. »

Berlin, 6 avril 1866.
(Expédié avec le rapport n° 6.)

MON GÉNÉRAL,

« Après le comte de Bismarck, j'ai vu hier M. Benedetti. Au commencement, il y avait chez lui le ministre de Bavière auquel, au cours de la conversation, l'ambassadeur de France exposa plusieurs projets tendant à l'arrangement des difficultés actuelles. Lorsque le Ministre fut parti, M. Benedetti me dit en souriant : « *Je leur fais des projets d'arrangements comme vous voyez, mais nous serions bien attrapés s'ils nous prenaient au mot.* » Là-dessus, M. Benedetti me dit qu'à son avis ce qui vaudrait le mieux pour nous, ce serait de ne pas signer de traité, et que nous devrions nous contenter de discuter un projet, d'en arrêter les clauses et de ne le signer que lorsque la Prusse aurait achevé sa mobilisation. De cette façon, nous laisserions d'un côté la porte ouverte à un arrangement avec l'Autriche et de l'autre nous obligerions la Prusse à presser ses armements.

« Mais dans ce cas, lui dis-je, il vaudrait encore bien mieux ne rien faire du tout, attendre le commencement de la guerre et prendre parti en réglant sa conduite sur les événements. D'autre part, si la guerre éclate en Allemagne, elle sera de courte durée, une ou deux batailles, un mois ou six semaines, et pour pouvoir prendre alors part à la guerre, il s'agit d'être prêt à entrer en campagne dès le début des hostilités, et il faut par suite s'armer en temps utile. Ce qui peut nous arriver de pire, c'est de faire les frais d'une mobilisation inutile, et c'est là ce que nous n'éviterions pas, même en suivant votre conseil, et de plus nous aurions à tenir compte du préjudice que nous nous serions causé en privant le comte de Bismarck d'un élément sur lequel il compte pour pousser le roi à une rupture. Enfin, ajoutai-je, quant à un arrangement avec l'Autriche, c'est là chose qui nous paraît fort improbable. »

M. Benedetti me parla du roi. Il me dit que c'était une espèce d'illuminé, qui avait gravé au fond de son cœur toutes sortes de théories sur le droit divin et qui avait une foi inébranlable dans la mission providentielle des rois.

Du comte de Bismarck, il me dit que c'était un diplomate atteint d'une manie ; que, depuis quinze ans qu'il le connaissait et le suivait, il l'avait toujours vu poursuivre inébranlablement un but invariable, fixe, auquel il travaille depuis tout ce temps et qui consiste à reléguer l'Autriche au rang d'une puissance de deuxième ordre et à assurer la prédominance à la Prusse.

« *Je ne sais ce que l'histoire réserve à M. de Bismarck*, ajouta-t-il, *mais sans doute, c'est l'homme le plus considérable de l'Allemagne. Pour en arriver à ses fins, il travaille depuis trois ans avec une persévérance et une adresse admirables à se rendre indispensable au roi dans la politique intérieure. Il dépasse tous ses désirs dans la lutte avec la Chambre, il lui trouve l'argent pour la réforme militaire, de telle façon que, si M. de Bismarck devait abandonner le pouvoir, le roi probablement en serait réduit à abdiquer, ce qu'il n'aimerait certainement pas. Une fois cette position acquise, M. de Bismarck commença à travailler contre l'Autriche en espérant pouvoir entraîner le roi derrière lui.* »

M. Benedetti ne doute donc pas de la sincérité du comte de Bismarck, de son désir bien arrêté de faire la guerre à l'Autriche. Mais réussira-t-il ? M. Benedetti ne le pense pas et croit la paix plus probable que la guerre. La guerre, selon lui, ne deviendrait probable que si les fautes commises dans le camp adverse légitimaient les armements considérables et persistants de la Prusse et si les choses en arrivaient à un point tel de rendre un Olmütz nécessaire pour les deux partis. La guerre pourrait alors en sortir.

Je ferai remarquer à Votre Excellence que telle est en effet l'espérance, déjà en partie réalisée, du comte de Bismarck.

Ici on continue les armements dans les limites que je vous ai fait connaître, et la note Karolyi n'a rien arrêté.

On a fait ces jours-ci quelques promotions dans l'armée : 1 général de division, 7 de brigade, 24 commandants de régiment, 60 majors et 140 officiers subalternes. 6 commandants de forteresse ont reçu d'autres destinations et on a fait des mutations dans le train et l'état-major.

J'ai rencontré, il y a une demi-heure, le général de Moltke qui m'a dit que, d'après les dernières nouvelles, la Bavière n'armait pas. Ce serait pour le comte de Bismarck la perte d'une de ses espérances.

Hier, j'ai été invité à un concert à la Cour. Le roi, la reine, le prince royal et les autres princes m'ont comblé d'attentions et d'amabilités. »

Billet au crayon[1]

Berlin (sans date).

« Hier au soir, concert à la cour, le roi, la reine et les princes ont été d'une grande bienveillance pour moi comme à l'ordinaire,

1. Ce billet ne figure pas dans l'édition italienne.

quoique la reine et le prince royal passent pour être des adversaires acharnés de la guerre et de l'alliance avec l'Italie. J'ai dit au roi que j'avais assisté aux manœuvres d'exercices de quelques régiments d'infanterie de la garde et que je trouvais admirable et aussi pratique que possible leur règlement d'exercice... que j'avais vu l'école de tir de Spandau et que la célérité du tir de leur fusil me donnait une grande confiance.

« J'ai dit à Sa Majesté, qu'ainsi Elle avait pour Elle la justice, le droit et la force. Le roi me fit une dissertation sur les principes qui avaient inspiré la rédaction de leur règlement de manœuvre, puis il me dit : « Sans doute l'empereur d'Autriche ne fait que nous provoquer. L'armée est très belle et très bonne aussi. On doit pendant la paix faire tout ce qui est possible pour mettre les chances de son côté et avoir dans l'armée un bon instrument pour la guerre. Mais quant à la victoire, elle est toujours entre les mains de la Divine Providence. »

N° 7.

Berlin, 10 avril 1866.

« Comme j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par la lettre du 6 courant, n° 6, le comte de Bismarck ne m'a pas manifesté le désir de signer une convention militaire avec l'Italie. Quoi qu'il en soit, comme les complications politiques qui se produisent actuellement peuvent, dans un avenir plus ou moins rapproché, nous amener à conclure avec la Prusse une convention militaire fixant l'effectif des forces qu'il y aurait lieu d'employer dans une guerre commune contre l'Autriche et déterminant la nature des relations qui doivent exister entre deux armées alliées, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence l'ébauche d'un projet de convention militaire afin que Votre Excellence puisse, si elle le trouve utile, communiquer à la personne qui pourrait être appelée à conclure cette convention les bases sur lesquelles elle devrait reposer.

Comme Votre Excellence pourra le constater, les points les plus importants de cette pièce sont d'abord celui qui détermine l'effectif des forces que chacune des parties contractantes s'engage à mettre en ligne et celui qui a trait au commandement en chef ou à la direction des opérations dans le cas où des troupes appartenant aux deux armées alliées devraient agir de concert.

En ce qui a trait aux forces que l'Italie aurait à mettre en ligne en cas de guerre contre l'Autriche, bien que je sache que Votre Excellence jugera à propos d'y employer jusqu'à notre dernier soldat, me conformant aux instructions verbales que Votre Excellence m'a données, j'ai cru devoir fixer l'effectif total des forces destinées à entrer en action à 200.000 hommes et quant à ce qui est du commandement en chef ou de la direction des opérations qu'il y aurait lieu d'exécuter en commun, j'ai cru qu'il serait utile à la bonne marche des

affaires de bien préciser que le commandement n'appartiendrait qu'à un seul chef.

« Un traité d'alliance offensive et défensive ayant été convenu entre S. M. le roi d'Italie et S. M. le roi de Prusse, les hautes parties contractantes, à l'effet de régler une convention militaire pour y donner suite, le cas échéant, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. M. le roi d'Italie, etc.

S. M. le roi de Prusse, etc.

lesquels s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Article premier. — S. M. le roi d'Italie déclarera la guerre à l'Autriche aussitôt qu'il aura été informé par S. M. le roi de Prusse que pareille démarche a été faite par la Prusse à l'Autriche ou par l'Autriche à la Prusse.

Art. 2. — S. M. le roi d'Italie s'engage à pousser dès lors les hostilités avec la plus grande vigueur avec toutes les forces de terre et de mer dont il pourra disposer, et en tout cas, quant à son armée de terre, avec un *minimum* de 14 divisions complètes d'infanterie et une division de cavalerie de réserve, formant un effectif de 200.000 combattants.

Art. 3. — S. M. le roi de Prusse s'engage de son côté à pousser la guerre avec toutes les forces disponibles de ses armées de terre et de mer et, en tout cas, à concentrer sur le théâtre des opérations... formant un effectif de.....

Art. 4. — Les armées alliées agiront chacune sous les ordres de leurs généraux en chef respectifs, selon que chacun de ces commandants le jugera plus profitable au but de la guerre.

Art. 5. — Lorsqu'une partie des forces de mer de S. M. le roi de Prusse et de S. M. le roi d'Italie se trouveront avoir à agir sur le même théâtre d'opérations, elles seront réunies sous le commandement de l'officier qui commandera la force la plus considérable ; en cas de forces égales, de celui qui aura le grade le plus élevé dans la hiérarchie militaire.

Art. 6. — Si par suite des événements de la guerre une fraction des troupes de terre de S. M. le roi d'Italie venait à se trouver à telle distance d'une fraction des troupes de S. M. le roi de Prusse qu'il devînt utile d'agir de concert dans un but déterminé, la direction des opérations devra échoir à celui des commandants des troupes alliées qui disposera des plus grandes forces, et en cas de parité de forces, à celui qui aura le grade le plus élevé dans la hiérarchie militaire.

Art. 7. — Les forces de terre ou de mer d'une des deux puissances alliées qui se trouveraient avoir à agir sur des côtes ou dans des pays possédés ou occupés temporairement par des forces de terre ou de mer de l'autre puissance recevront un accueil amical par les autorités de cette puissance, et il sera pourvu pour que toutes facilités soient accordées à leurs approvisionnements de toute nature.

Art. 8. — Les commandants en chef des armées alliées se communiqueront sans cesse les positions de leurs forces respectives.

Art. 9. — Les commandants en chef des troupes alliées se communiqueront sans cesse toutes les informations, qu'elles seront dans le cas d'avoir, des mesures militaires, des forces et des positions de l'ennemi.

Art. 10. — Aucune suspension des hostilités dépassant vingt-quatre heures n'aura lieu ni par un accord tacite ni pour toute autre raison entre les parties belligérantes jusqu'à ce que le but de la guerre ne soit atteint. Les généraux en chef s'informeront réciproquement de toutes les communications qu'ils pourraient recevoir de l'ennemi ou qu'ils seraient dans le cas de lui adresser pour toute autre raison.

Art. 11. — Les hautes parties contractantes s'engagent à se communiquer sans retard toutes propositions d'armistice ou de paix qu'elles pourraient recevoir de l'ennemi et à n'y donner suite sans le consentement de leur allié.

Art. 12. — Les hautes parties contractantes accréditeront auprès de l'armée alliée un officier supérieur pourvu de pleins pouvoirs réguliers pour conclure et signer, le cas échéant, toute convention militaire supplémentaire ou tout autre acte qui serait jugé nécessaire pendant la durée de la guerre. »

Berlin, 10 avril 1868.

Mon Général,

« Le comte de Barral, en vous transmettant le traité signé le 8 courant, vous a sans aucun doute mis au courant des petits incidents auxquels ont donné lieu quelques modifications que le comte de Bismarck proposa par ordre du roi.

D'abord, dans les premières lignes du traité, on voulait remplacer les mots : « Traité d'alliance *offensive et défensive*, » par ceux de « Traité *d'alliance et d'amitié* ». Le comte de Barral a insisté pour le maintien de la rédaction transmise à Florence et, après avoir fait quelque difficulté, le Président du Conseil finit par y consentir.

Les principales modifications portent sur l'article 2. Le comte de

Bismarck voulait qu'il fût dit : *L'Italie... déclarera la guerre à l'Autriche et à ses alliés*, en supprimant le mot « *Allemands* ».

Le roi désirait cette modification afin de ne pas avoir l'air d'entraîner une puissance étrangère dans une guerre contre les États allemands.

C'était une question de *nuances*. D'accord avec le comte de Barral, nous refusâmes d'accepter cette modification, même lorsque le comte de Bismarck nous eût dit qu'il savait que l'Autriche pressait le Danemark de s'allier avec elle, mais que jusqu'à présent cette puissance s'y refusait. Je répondis an comte de Bismarck que dans ce cas nous nous trouverions en guerre contre tous les alliés de l'Autriche, qu'ils fussent ou non allemands ; mais que nous attachions une certaine importance morale à ne pas déclarer la guerre, mais à laisser l'initiative de cette déclaration tant au Danemark qu'aux autres alliés éventuels de l'Autriche. Je pensai aussi que cette modification pût, à mon avis, être utile à la France en admettant qu'elle cherche des prétextes pour intervenir.

Alors le comte de Bismarck proposa de dire simplement : *l'Italie... déclarera la guerre à l'Autriche*.

Je crus que cette modification du texte primitif ne pouvait qu'être avantageuse pour nous et je proposai au comte de Barral de l'accepter sans faire d'objections. Et c'est ce qui eut lieu.

Par suite de la modification qu'on venait d'apporter au texte primitif et de la nécessité de le remettre au net, on dut remettre la signature à huit heures et demie.

Le comte de Bismarck proposa encore de rédiger et de signer un protocole aux termes duquel les deux parties s'engageaient à garder le secret sur le traité. Il ajouta : « *Je n'y tiens pas, mais le protocole* « *peut rassurer le Cabinet de Florence qui craint, à ce qu'on m'écrit, que* « *nous allions nous présenter avec notre traité à l'Autriche pour obtenir* « *des concessions et un arrangement. Comme je désire et espère que nos* « *relations seront durables, il faut qu'il y ait loi et foi.* »

Lorsque nous prîmes congé après avoir signé, le Président du Conseil nous dit que le lendemain la Prusse présenterait à la Diète fédérale la proposition de la réforme du parlement allemand et du suffrage universel, proposition qui devait, d'après lui, jeter le trouble en Allemagne et peut-être même être la cause de la guerre. Il ajouta que lorsqu'il en parla au roi, Sa Majesté lui ayant dit : *Mais c'est la Révolution que vous me proposez-là* « il lui avait répondu : *Mais qu'est-ce que cela doit faire à Votre Majesté, si dans ce naufrage général elle est assise sur un rocher qui ne sera pas envahi par les eaux et où tous ceux qui ne voudront pas périr devront venir chercher leur salut ?* »

Le comte de Barral lui fit remarquer que tous les États allemands rejetteraient cette proposition et lui demanda ce que la Prusse comptait faire dans ce cas. Le Président du Conseil lui répondit qu'il lui resterait alors à se retirer de la Confédération et à prendre les armes pour faire triompher sa proposition. Mais il n'est pas difficile de

déduire de toutes ces propositions, ou que le comte de Bismarck tient à dissimuler ses projets ultérieurs ou qu'il n'est pas encore bien fixé lui-même sur ce point, qu'il compte sur son étoile et sur les événements et les occasions qui se présenteront par la suite et dont il saura assurément tirer un bon parti.

Comme Votre Excellence le voit, le comte de Bismarck est en train de mettre à exécution les plans et projets qu'il m'avait exposés au cours du premier entretien que j'ai eu avec lui aussitôt après mon arrivée, savoir : la réforme fédérale grâce à laquelle il espère provoquèr une perturbation générale, puis la guerre. Les mouvements des troupes autrichiennes sont survenus juste à point pour envenimer le différend à un tel point que la tension déjà fort grande s'accroît de jour en jour.

La Prusse s'était peut-être, dans le principe, flattée d'arriver à intimider l'Autriche et par notre traité et par la menace de la réforme fédérale. Telle avait été, comme je l'ai marqué à Votre Excellence dans ma première lettre, ma première impression, que l'opinion du comte de Barral, si parfaitement au courant des affaires allemandes, avait encore corroborée.

Puis vinrent les mouvements des troupes autrichiennes, mouvements annoncés avec pompe, peut-être bien dans le but d'intimider la Prusse.

Mais les tentatives d'intimidation ont échoué : on a fait du chemin de part et d'autre et les deux partis s'engagent de plus en plus dans une voie dans laquelle il ne leur est plus permis de faire machine en arrière et d'où ils ne peuvent plus guère sortir que par la guerre.

D'après tout ce que j'entends dire sur le compte du comte de Bismarck, d'après son attitude et ses paroles, il me semble qu'il est décidé à la guerre et qu'il espère y amener le roi.

Le comte de Bismarck a dit ces jours derniers à M. Benedetti :

« *Voyez, j'ai réussi à interrompre les relations intimes qui existaient depuis un siècle entre la maison de Prusse et la maison d'Autriche ; j'ai entraîné le roi à faire un traité avec l'Italie ; j'ai réussi à le persuader à en venir à des arrangements avec la France, quand le moment sera venu. Ce sont là trois révolutions que j'ai faites ! Il ne me reste plus qu'à en faire une quatrième ; c'est d'entraîner la Prusse à la guerre contre l'Autriche — et j'espère y parvenir. En tout cas j'ai creusé déjà un fossé entre la Prusse et l'Autriche qu'on ne pourra désormais plus combler. Et même si je devais tomber, si un Ministère libéral devait me succéder, il ne pourra rien changer à ma politique étrangère.* »

Quant à l'Autriche, voici ce que disent ses journaux : « Nous n'avons aucune visée ambitieuse sur les Duchés ; nous pourrions même faire à ce sujet des concessions à la Prusse : Mais à quoi cela servirait-il si cette puissance laisse voir qu'elle tient à mettre la confédération germanique sens-dessus, sens-dessous, à la détruire, et si elle manifeste à tout instant de nouvelles ambitions. Mieux

vaut arrêter la Prusse dès le principe et accepter la guerre sur l'heure même. »

Quelques vieux diplomates me disent qu'il n'y avait pas lieu de craindre la guerre tant que tout se bornait à une simple querelle entre la Prusse et l'Autriche : mais ces craintes ont pris corps et sont devenues sérieuses du jour où l'Italie s'est mêlée de l'affaire, du jour où on a vu que je venais à Berlin.

Il y a eu ici quelques petits scandales. C'est d'abord un colonel d'état-major autrichien attaché à la Légation qui, ayant appris que le Gouvernement prussien avait passé avec un négociant un marché pour quelques milliers de chevaux avant la mise en mouvement des troupes autrichiennes vers la Bohême, est allé chez cet individu et lui a offert 50 louis pour prendre connaissance de ce marché. Le marchand l'a mis à la porte et a raconté le fait, ce qui a naturellement fait pas mal jaser.

Deuxième scandale. Le comte Waldersee, fils du gouverneur de Berlin et officier prussien, a été envoyé en Bohême pour s'y procurer des renseignements. Bien que le comte de Bismarck lui eût défendu de changer de nom, il se fit délivrer deux passeports sous des noms d'emprunt. Arrêté à Prague, où l'on fouilla ses papiers, il a été reconduit à la frontière.

Nous avons constaté à la Légation d'Italie que, le 10 mars, on y avait visé un passeport au nom de S..., lieutenant prussien se rendant en Italie avec des dépêches. Pendant les premiers jours de mon séjour ici, j'ai trouvé dans l'*Opinione* la nouvelle de l'arrivée à Florence du général S..., aide de camp du roi de Prusse. Or il n'y a pas de général, pas d'aide de camp du roi qui porte ce nom. De Pérouse, on m'écrit que dans les premiers jours du mois d'août un général S... se présenta chez le général Danzini qui, ne sachant pas pour quelle raison ce soi-disant général S... était à Pérouse et étant de plus indisposé, refusa de le recevoir. C'est à propos de ce général S... que j'ai télégraphié à Votre Excellence, le comte de Bismarck m'ayant affirmé qu'à l'exception de Von der Burg, il n'y avait pas un seul officier prussien en mission en Italie. J'ai cru devoir vous signaler ces détails parce qu'il pourrait y avoir quelque intrigue là-dessous. Le comte d'Usedom pourra peut-être dire à Votre Excellence si réellement S... lui a apporté des dépêches.

J'ai reçu le télégramme de Votre Excellence m'enjoignant de rester ici jusqu'à nouvel ordre et m'annonçant des lettres particulières du Ministre de la Guerre. J'attends ces lettres. Il me semble qu'en raison du bruit qu'a causé ma venue et de l'accueil qui m'a été fait à la cour, il ne serait pas bon de m'y laisser longtemps et que, par exemple, le capitaine Taverna pourrait tenir le gouvernement au courant des choses militaires.

Quant à ce qui est de la convention militaire qu'il y aura peut-être lieu de conclure plus tard, on pourrait peut-être la discuter et la signer à Florence.

Si Votre Excellence en juge autrement, je lui demanderai en tout cas la permission de m'éloigner pendant quelques jours pour me rendre à Bruxelles ou pour visiter Anvers. Et je reviendrai ici si Votre Excellence le juge nécessaire.

P. S. — Étant allé chez le comte de Barral pour lui lire cette lettre, il m'a appris que l'Autriche avait envoyé à la Prusse une note l'invitant à désarmer.

La situation n'en est que plus grave, puisque l'Autriche se propose, paraît-il, de ne pas s'en tenir là et d'inviter la confédération à mobiliser et que la Prusse y répondrait alors en armant sur un grand pied. »

TEXTE DU TRAITÉ

Leurs Majestés le roi d'Italie et le roi de Prusse, animés du même désir de consolider les garanties de la paix générale, et tenant compte des besoins et des aspirations légitimes de leurs nations, ont, pour régler les articles d'un traité d'alliance offensive et défensive, nommé pour leurs plénipotentiaires, munis de leurs instructions, savoir :

Sa Majesté le roi d'Italie :
Le comte Jules, Comte de Barral, etc. ;
Le chevalier J. Govone, etc.;
Sa Majesté le roi de Prusse :
Le comte de Bismarck, etc.

Lesquels après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne forme, sont convenus des articles suivants :

1° Il y aura amitié et alliance entre Sa Majesté le roi d'Italie et Sa Majesté le roi de Prusse;

2° Si les négociations, que Sa Majesté le roi de Prusse vient d'ouvrir avec les autres Gouvernements allemands en vue d'une réforme de la constitution fédérale conforme aux besoins de la nation allemande, échouaient et que Sa Majesté par conséquent serait mise en mesure de prendre les armes pour faire prévaloir ses propositions, Sa Majesté Italienne après l'initiative prise par la Prusse dès qu'elle en sera avertie, en vertu du présent traité, déclarera la guerre à l'Autriche;

3° A partir de ce moment, la guerre sera poursuivie par Leurs Majestés avec toutes les forces que la Providence a mises à leur disposition, et ni l'Italie ni la Prusse ne concluront ni paix ni armistice sans consentement mutuel;

4° Ce consentement ne saura être refusé quand l'Autriche aura consenti à céder à l'Italie le royaume lombard-vénitien et à la Prusse des territoires autrichiens équivalents audit royaume en population;

5° Ce traité expirera trois mois après sa signature si dans ces trois mois le cas prévu à l'article second ne s'est pas réalisé, savoir que la Prusse n'aura pas déclaré la guerre à l'Autriche ;

6° Si la flotte autrichienne, dont l'armement s'exécute, quitte l'Adriatique avant la déclaration de la guerre, Sa Majesté Italienne enverra un nombre suffisant de vaisseaux dans la Baltique qui y stationneront pour être prêts à s'unir à la flotte de Sa Majesté prussienne dès que les hostilités éclateront.

Fait à Berlin, le 8 avril 1866.

Signé : Comte de BARRAL, Général GOVONE, BISMARCK.

Berlin, 26 avril 1866.

MON GÉNÉRAL,

« Hier soir, le comte de Bismarck me fit savoir qu'il recevrait à huit heures le comte de Barral pour échanger les ratifications de notre traité.

J'ai accompagné le comte de Barral, bien que d'après les usages diplomatiques, je n'eusse rien à faire dans cet échange. Après avoir examiné le texte du traité, le comte de Bismarck et le Ministre d'Italie procédèrent à la signature du procès-verbal y relatif.

Le comte de Barral demanda au Président du Conseil quelle réponse la Prusse avait faite à la Note arrivée de Vienne dans la journée, note par laquelle l'Autriche proposait de commencer à désarmer à partir du 25, à la condition que la Prusse s'engageât à désarmer, elle aussi, dès le lendemain.

Le Président du Conseil répondit : « Ce n'est pas tout à fait ainsi que la question a été posée. L'Autriche déclare qu'elle commencera le 25 à faire rentrer ses troupes dans leurs anciens quartiers et s'attend à ce que la Prusse commence dès le jour même ou dès le lendemain à révoquer les mesures militaires qu'elle a prises. Or il est fort difficile, ajouta le comte de Bismarck, de répondre par un refus à une semblable proposition. Nous n'avons pas encore pris une résolution définitive.

« Nous répondrons probablement que nous sommes prêts à suivre pas à pas l'Autriche en tout ce qu'elle fera pour ses troupes, c'est-à-dire que nous répondrons au renvoi de chaque bataillon retiré de la frontière par le renvoi successif dans leurs foyers d'un nombre correspondant d'hommes de la réserve qui étaient venus renforcer chacun de nos bataillons et que nous procéderons à ces licenciements en nous réglant étape par étape sur la marche rétrograde des bataillons autrichiens. Du reste, le relèvement des effectifs de nos bataillons n'a aucune importance, c'était, à proprement parler, un caprice du roi. On peut et on pourra toujours mettre en peu de jours nos bataillons sur le pied complet de guerre. La seule mesure

militaire importante a consisté dans l'achat de chevaux pour l'artillerie. Donc, *si le roi veut me suivre dans l'accomplissement de mes projets*, je m'arrangerai de façon à ne pas revendre les chevaux. Notre organisation diffère du tout au tout de celle des Autrichiens. Ils ont, eux, en temps de paix, des chevaux pour 6 pièces sur 8, et nous n'en avons que pour 4 pièces sur 6. Nous pouvons donc demander que notre artillerie reste dans des conditions qui seront semblables à celles de leur artillerie et nous n'aurons plus besoin de revendre des chevaux. De plus, nous pourrons encore invoquer comme prétexte certaines mesures militaires prises par les États secondaires. »

Mais tout cela fut dit par le Président du Conseil sur un ton qui laissait voir qu'il n'avait pas encore des idées bien nettes et bien arrêtées à ce sujet. Il était même impossible d'en conclure s'il allait en parler dans sa réponse à l'Autriche (et dans ce cas cette combinaison pourrait donner lieu à de nouvelles discussions), ou bien s'il avait l'intention de procéder réellement au désarmement.

Le comte de Bismarck ajoutait que « l'on voulait faire *une course au clocher* à qui ferait montre des intentions les plus pacifiques afin de se concilier l'opinion de l'Europe. Mais qu'en somme il n'y avait pas lieu de donner tant d'importance à cette *opinion* qu'il est si facile de modifier quand on agit *avec énergie*, enfin que, si l'Autriche espère ainsi se procurer des alliances, la Prusse, elle, en a déjà et pourra même en trouver d'autres. » Il faisait, je crois, allusion à la France.

Comme le colonel Driquet avait reçu le matin un télégramme venant de la Lombardie et lui annonçant le rappel sous les drapeaux des classes libérées et des réserves autrichiennes en Vénétie, je communiquai cette nouvelle au Président du Conseil en lui faisant remarquer qu'elle était tout à fait en contradiction avec la situation diplomatique du moment.

Le comte de Bismarck répondit : « Qu'il avait déjà reçu, de la Bohême, de la Moravie, de la Galicie, de Vienne et d'autres points, la nouvelle du rappel à l'activité de toutes les classes congédiées et de toutes les réserves autrichiennes et que le consul de Prusse en Serbie avait télégraphié la nouvelle de l'appel à l'activité des régiments des confins militaires. »

« Mais, ajouta le comte de Bismarck, tout cela ne doit pas être pris trop au sérieux et il ne doit s'agir encore que d'une démonstration. »

Il ajouta encore quelques mots sur les influences pacifiques qui s'agitaient plus que jamais autour du roi.

Notre ministre ayant démandé au comte de Bismarck s'il était vrai que les États secondaires eussent déclaré que le désarmement devait s'effectuer avant la présentation et l'examen de la moindre ouverture relative à la réforme fédérale, le Président du Conseil répondit que les États secondaires n'avaient pas encore fait connaître leur opinion et qu'ils avaient dû se réunir la veille seulement à Augsbourg pour s'entendre sur la conduite qu'ils auraient à

tenir en présence des prétentions de la Prusse à la prédominance. Le comte de Bismarck ajouta, non sans une certaine satisfaction, que la démocratie commençait à s'intéresser à ses projets. Je vois qu'il comprend maintenant tous les avantages qu'il pourrait tirer de l'appui des masses.

Cette conversation assez courte, que le comte de Bismarck ne put prolonger à cause de l'état de sa santé (bien qu'il continue à courir et à travailler), nous laissa, le comte de Barral et moi, sous l'impression que le comte de Bismarck était un homme mécontent de la tournure que prenaient les affaires.

Lors de mon arrivée ici, il m'avait déclaré qu'il se proposait de faire sortir de la réforme fédérale une guerre que la question des Duchés de l'Elbe était impuissante à allumer. La question de la réforme étant désormais mise sur le tapis, le comte de Bismarck dispose désormais des deux causes de conflits.

Pour comble de bonheur pour lui, les quelques mouvements des troupes autrichiennes lui ont donné un prétexte pour armer et une troisième cause de dispute, un troisième point litigieux qui n'a pas tardé à devenir le plus brûlant. Si même ce dernier moyen vient à lui faire défaut grâce au coup habile tenté par l'Autriche qui se déclare prête à révoquer les mesures militaires, il lui reste toujours encore les deux premières questions.

Aussi le découragement et le mécontentement du comte de Bismarck doivent-ils avoir une autre cause. Il doit attribuer aux hésitations que le roi aura manifestées en dernière heure la détente qui vient de se produire. Ce qui m'a le plus frappé dans la conversation d'hier, c'est la façon dont il a prononcé ces mots : *Si le roi veut me suivre...* Il m'a semblé qu'il n'avait plus, comme lors de nos derniers entretiens, autant de confiance dans l'ascendant qu'il exerçait sur le roi.

L'opinion qu'on se fait ici de la situation : « Va-t-on à la guerre ou non? » varie, pour ainsi dire, chaque jour. C'est là ce qui se produit toujours dans les moments de grande crise, et c'est ce qui est arrivé en 1853 et en 1859. Une nouvelle plus ou moins certaine, une note ou une réponse, font passer d'un extrême à l'autre l'opinion même des diplomates étrangers. Les plus vieux d'entre eux, basant leur opinion sur les sentiments du roi Guillaume, persistent à se refuser à croire à la guerre. On se trouve pourtant en présence de grosses questions qu'il s'agit de résoudre une fois pour toutes, en présence de résistances si déclarées des deux côtés que dans tout autre pays et dans des conditions normales on devrait penser que la guerre est inévitable — et pour ma part c'est vers cette solution que je penche. Mais il est bien difficile de prévoir avec quelque certitude ce qui se passera ici. L'opinion publique, aussi bien celle qui se manifeste aujourd'hui que celle qui sera peut-être toute différente demain, n'exerce aucune influence sur la marche des événements, et si l'on considère les éléments essentiels à la solution

du problème, on se trouve en présence d'un souverain dont la volonté hésite devant les grandes résolutions et d'un homme d'État qui personnifie au contraire la volonté et la décision.

Peu de jours après la note autrichienne du 7 courant, je demandai au roi, lors d'une fête à la Cour, si nous devions nous préparer à la guerre, en disant que dans ce cas Sa Majesté devrait avoir la plus grande confiance dans une armée si bien instruite et si bien armée. Le roi me répondit : « *Mais je ne sais pas si nous aurons la guerre. Cependant il faut dire que l'Autriche est toujours plus provocante.* » Puis il me fit toute une dissertation sur le règlement prussien.

Le roi s'occupe beaucoup de l'armée, mais il s'attache aux petits détails bien plus qu'il ne pense aux grandes questions. C'est ainsi qu'à cette époque de l'année il emploie la plupart de ses matinées à passer en revue et à faire manœuvrer un bataillon de la garde après l'autre. C'est un examen qui a lieu avant le passage à l'école de régiment. Cependant, un officier supérieur d'état-major m'a dit que ces jours-ci le roi s'était occupé dans son cabinet de questions plus importantes et de la perspective d'une grande guerre, ce qu'il n'avait pas fait jusqu'ici.

D'après l'opinion la plus généralement admise ici dans les milieux militaires, l'Autriche se tiendrait sur la défensive en Italie avec 100 à 120.000 hommes et porterait ses masses principales contre la Prusse dans l'espoir de remporter de ce côté des succès immédiats et décisifs.

On croit que le roi Guillaume prendra le commandement de l'armée prussienne.

Quant aux armées des États secondaires, le comte de Bismarck, qui m'en a parlé il y a quelque temps, affirme qu'elles existent plutôt sur le papier qu'en réalité, et il a l'air de ne leur attribuer aucune importance.

Quant aux armements prussiens autour desquels on a mené si grand bruit, on les tient toujours encore dans les limites assez restreintes que j'ai indiquées à Votre Excellence : 8 à 10.000 chevaux d'artillerie, voilà l'essentiel, puis l'appel de 10 à 15.000 hommes qu'on a répartis entre les divisions d'infanterie.

Le comte de Barral m'a communiqué le télégramme de Votre Excellence m'autorisant à m'éloigner de Berlin. Je l'en remercie, vu que la prolongation et la continuité de mon séjour ici me semblent présenter des inconvénients. Ce sont là des questions de *nuances*, qu'on ne peut bien apprécier que sur place. Pour ce qui est de me rendre sur la frontière autrichienne, je ne pourrai le faire *incognito*.

Ici le roi et la reine savent si je me propose ou non d'aller au théâtre et les diplomates me regardent d'un œil inquiet et défiant. S'il s'agit de savoir ce que les Autrichiens font en Bohême, mieux vaut rester ici et puis je crois qu'il ne serait ni convenable, ni sage d'avoir l'air de vouloir contrôler ce que les Prussiens font en Silésie. De plus, si le désarmement est réellement imminent, il n'y a plus

aucun intérêt à aller sur la frontière autrichienne. Je vais donc mettre à profit la liberté qui m'est laissée pour faire une excursion à Hambourg et à Duppel, ou bien sur le Rhin, où il y a une grande fonderie à visiter. »

Berlin, 23 avril 1866.

« MON GÉNÉRAL,

« Hier à dîner chez le comte de Barral, M. Benedetti m'a raconté que le comte Karolyi lui avait dit que l'Autriche avait connaissance de la concentration de troupes italiennes à Bologne et à Plaisance et qu'elle allait prendre des précautions de son côté. Comme M. Benedetti a répété ces paroles au comte de Barral et leur a attaché ainsi une certaine importance, le comte de Barral a télégraphié à Votre Excellence. Mais on ne sait si le comte Karolyi n'a fait qu'exprimer une opinion personnelle ou s'il a reçu de Vienne l'ordre de faire allusion à ces faits.

M. Benedetti m'a encore dit qu'il avait dîné la veille chez le Ministre de la Guerre, von Roon, et que celui-ci avait manifesté l'intention de vendre le moins de chevaux possible lors du désarmement, parce que, ajouta-t-il : « *Dans quinze jours il nous faudra recommencer à en racheter.* »

M. Benedetti prévoit en effet que le conflit s'envenimera de nouveau, sous peu, grâce à la réforme électorale et qu'on se retrouvera dans la même situation qu'auparavant. Mais lui aussi, il voit dans la solution de la question des armements le plus grave des symptômes qui permettent de douter de la probabilité de la guerre, par cela même, comme je l'ai écrit à Votre Excellence par le dernier courrier, que le roi qui a échappé cette fois à M. de Bismark pourrait bien lui échapper encore par la suite.

C'est en effet le Roi qui a corrigé à deux reprises différentes la note prussienne du 15 avril, cette note qui a laissé la porte ouverte au désarmement successif à partir du 25 et du 26, désarmement proposé par l'Autriche et accepté avant-hier par la Prusse.

La maladie du comte de Bismarck, qui laisse plus complètement le roi à la merci des influences hostiles à la guerre, est pour beaucoup dans cet état de choses. Mais il arrive parfois aussi que les caractères les plus irrésolus se laissent entrainer bien plus loin qu'ils ne se l'étaient proposé, rien que parce qu'ils sont las de leurs longues hésitations.

En tout cas, la solution de la question des armements a amené ici une forte réaction contre les craintes de guerre et provoqué un mouvement d'opinion favorable au maintien de la paix. Les diplomates incrédules triomphent.

Je pars demain matin pour Hambourg, parce que le prince Charles m'a invité à dîner pour aujourd'hui. Peut-être irai-je pour un jour à Kiel. En tout cas je pars d'ici parce qu'il m'a paru à moi, au

comte de Barral, à la légation de France et à d'autres personnes que le séjour prolongé d'un général italien au milieu de toutes ces tergiversations de la politique pouvait faire croire que nous insistions pour arriver à une entente avec la Prusse qui se faisait tirer l'oreille pour y consentir. »

Télégramme chiffré

Berlin, 2 mai 1866,
1er mai, onze heures du soir, expédié le 2 à deux heures du matin.

« Bismarck m'a dit qu'on a décidé en principe d'augmenter l'armement. Le conseil de généraux voudrait acheter tous les 50.000 chevaux pour l'artillerie, munitions et cavalerie de réserve, tandis que le roi, toujours hésitant, veut armer en moindre proportion.

La décision ne sera prise que dans deux ou trois jours au plus tard.

Pour connaître l'extension qu'on donne ici aux engagements pris avec nous, j'ai dit au comte de Bismarck que l'Autriche et nous, nous serions prêts dans un mois au plus tard, et qu'alors la guerre pourrait éclater en Italie, et lui ai demandé si la Prusse ne fait pas le même calcul pour ses armements et si elle sera prête à déclarer la guerre à l'Autriche d'après le traité d'alliance, si l'Autriche la déclare à l'Italie.

Il m'a dit que le roi ne donnait pas au traité cette portée et qu'il ne croyait pas que cette obligation fut réciproque d'après le texte littéral.

J'ai ajouté alors si on ne pourrait pas compléter les stipulations et y introduire complète réciprocité dans une convention militaire.

Il m'a dit que le roi refuserait de s'engager à déclarer la guerre à l'Autriche dès qu'elle éclaterait en Italie, ne voulant pas nous encourager à pousser les choses à bout;

Que cependant le Ministère prussien croyait que cette éventualité serait forcément amenée par les circonstances et attacherait son existence à ne pas laisser engager la lutte entre l'Italie et l'Autriche sans prendre part au même moment.

Il m'a autorisé à le déclarer à Votre Excellence en ajoutant de nous fier à la force des circonstances et des intérêts prussiens les plus graves, même si les hésitations du roi ne lui permettaient pas d'obtenir sa signature.

J'ai demandé si la Prusse serait disposée à sacrifier cinq millions pour Hongrie. Il répondit qu'on ne connaît ni le pays ni les hommes, qu'on craignait de jeter l'argent inutilement, surtout que les formalités minutieuses du gouvernement prussien rendaient absolument impossible de détourner une telle somme, même pour un objet de cette importance.

GOVONE. »

Télégramme

Berlin, 2 mai 1866.
Dix heures soir, expédié à onze heures et demie.

« Bismarck m'a fait appeler en hâte ce soir.

J'ai soumis au roi, m'a-t-il dit, les deux questions que vous m'avez posées hier soir.

1° Que ferait la Prusse si Italie attaque Autriche ?

2° Que ferait la Prusse si Autriche attaque Italie ?

Et je lui ai dit qu'à la seconde question j'avais répondu que la Prusse entrerait alors en lutte contre Autriche.

Le roi a complètement approuvé cette réponse.

Quant à la première question, le roi conseille franchement Italie de s'abstenir de toute attaque.

J'ai demandé à Bismarck s'il avait pris un parti quant aux armements prussiens.

Bismarck répondit qu'on décidera demain en conseil des Ministres ; que cependant le roi avait dit aujourd'hui qu'il ne trouvait plus personne autour de lui qui ne lui dît qu'il trahirait son pays s'il n'armait pas. Aussi Bismarck croit que demain il va signer ordre mobilisation.

J'ai encore demandé à Bismarck si nous avions à retenir pour impossible un arrangement entre Prusse et Autriche qui nous laissât isolés.

Il répondit qu'aucune concession autrichienne ne pourrait désormais compenser la Prusse des inconvénients d'un arrangement.

Que toutefois si l'Autriche faisait des concessions qu'on ne peut absolument refuser, en ce cas il nous préviendrait à temps et loyalement, et qu'en aucun cas les arrangements ne seraient tels que l'Italie pût se trouver seule vis-à-vis de l'Autriche armée.

GOVONE. »

Berlin, 2 mai 1866.

EXCELLENCE,

Informé par le comte Puliga de la gravité de la situation en Italie, je suis rentré hier matin à Berlin et j'ai immédiatement demandé une audience au Président du Cabinet prussien. Le comte de Bismarck me fit dire qu'il me recevrait le soir même à huit heures et demie.

Je me proposais par là de connaître la ligne de conduite que la Prusse comptait suivre en présence des armements de l'Autriche en Italie, armements qui nous avaient obligés à renoncer au maintien de nos effectifs sur le pied de paix, et de savoir jusqu'à quel point le Gouvernement prussien se considérait comme solidaire du Gou-

vernement italien, maintenant que la nouvelle tournure prise par les affaires semblait indiquer que la question avait changé d'aspect et que ce n'était désormais plus en Allemagne, mais en Italie que le conflit était sur le point d'éclater.

J'ai communiqué cette nuit même à Votre Excellence, dans un télégramme chiffré, le résumé de la longue conversation que j'ai eue avec le comte de Bismarck.

M. Benedetti m'ayant averti qu'on trouvait à Berlin que nous avions apporté trop de précipitation à nos armements, j'exposai au Président du Conseil : que les armements de l'Autriche avaient commencé avant l'arrivée à Berlin de la proposition de désarmement fixé aux 25 et 26 avril, que les menaces qui visaient directement l'Italie nous avaient forcés à mettre notre armée sur le pied de guerre, que nous ne pouvions pas nous exposer à recevoir un *ultimatum* de l'Autriche campée sur notre frontière alors que nous aurions été encore complètement désarmés, enfin que l'Autriche et l'Italie seraient prêtes dans vingt-huit jours à un mois au plus, et qu'alors la guerre pourrait éclater à tout instant; Qu'il était dès lors du plus haut intérêt pour Votre Excellence de savoir si la Prusse se livrait aux mêmes calculs, procédait aux mêmes mesures afin d'être prête au même moment à déclarer la guerre à l'Autriche en exécution des clauses du traité du 8 avril dans le cas où la guerre viendrait à éclater en Italie.

Le Président du Conseil m'a répondu que d'après les informations les plus précises reçues par le Gouvernement prussien, l'Autriche avait, dès le 17 avril, donné l'ordre de procéder aux armements, et que par suite il était désormais évident que la proposition de désarmement n'était rien autre qu'une manœuvre diplomatique, et que, pendant qu'on s'occupait de cette proposition, l'Autriche cherchait d'un autre côté un prétexte à des armements plus considérables encore et le trouvait dans les armements supposés de l'Italie. Il ajouta que ce prétexte était d'autant plus inadmissible que le Cabinet prussien s'était sérieusement préoccupé de la tranquillité de l'Italie au point même d'attribuer quelque fondement aux bruits qu'on avait fait courir, et d'après lesquels l'Italie aurait entamé des négociations avec l'Autriche en vue de la cession de la Vénétie. Il me dit que le Gouvernement français, basant son appréciation sur les rapports unanimes de ses agents, tant diplomatiques que consulaires, résidant en Italie, avait dû, lui aussi, reconnaître que les récriminations formulées par l'Autriche contre l'Italie étaient dénuées de tout fondement, et qu'il avait constaté le fait dans une note expédiée de Paris à M. Benedetti. Il déclara qu'en somme l'attitude du Gouvernement italien était absolument irréprochable.

« Quant à la Prusse, continua le comte de Bismarck, la situation nouvelle créée par les armements dont il vient d'être question, l'oblige à régler sa conduite sur les circonstances. La Prusse doit entrer en lutte avec l'Autriche dès que la guerre éclatera en Italie.

Il est de principe élémentaire de ne pas s'exposer séparément aux coups d'un ennemi commun, et la Prusse est de plus grandement intéressée à ne pas laisser la France intervenir avant elle dans le conflit en qualité d'alliée de l'Italie, la France qui, a encore fait remarquer le comte, désirerait intervenir non seulement en Italie, mais en Allemagne, avec l'arrière-pensée de nous présenter ensuite une forte note à régler. »

« Mais, ajouta-t-il, nous ne donnons pas au traité du 8 avril une interprétation qui obligerait la Prusse à déclarer la guerre à l'Autriche dans le cas où cette puissance entrerait en lutte avec l'Italie. Nous croyons que cette obligation n'existe qu'à l'égard de l'Italie. Telle est la signification littérale du texte même de l'article du traité. »

« Mais, lui répondis-je, je parle ici en mon propre nom et sans avoir reçu d'instructions : puisqu'il s'agit d'un traité d'alliance offensive et défensive, les obligations ne peuvent être que réciproques, et si cette réciprocité n'est pas clairement exprimée, on pourrait la stipuler dans une convention militaire qu'on conclurait lorsque le moment opportun serait venu. »

Le comte de Bismarck me dit alors : « Qu'il fallait tenir compte des hésitations et des sentiments pacifiques d'un roi septuagénaire. Que le roi n'apposerait jamais sa signature sur une convention qui mettrait une arme entre nos mains, nous encouragerait à pousser les choses à bout et qui obligerait la Prusse à s'engager malgré elle dans un conflit armé. Que cependant le Cabinet prussien n'en reconnaissait pas moins combien il était important de ne pas laisser l'Italie s'engager seule dans la lutte, et qu'il attacherait son existence à entrer, le cas échéant, en lice en même temps que nous. »

Je fis remarquer au comte de Bismarck que, si telles étaient les vues du Cabinet Prussien, il avait dû sans aucun doute prendre des mesures militaires afin d'être prêt à agir au moment où l'Autriche et l'Italie le seront de leur côté, et que je le priai de me renseigner sur ce point.

Le Président du Conseil me dit qu'on était encore en train de délibérer sur cette question. Le Ministère et les généraux qu'on avait consultés étaient d'avis d'acheter les 75.000 chevaux dont l'armée a besoin, ou pour le moins les 50.000 nécessaires aux armes combattantes. Le roi, au contraire, veut procéder beaucoup plus lentement. De toute façon, la décision définitive sera prise dans deux ou trois jours. Une fois les chevaux achetés, et c'est là une opération qui sera vite faite, on sera prêt à marcher en peu de jours.

Je ferai remarquer à ce propos à Votre Excellence que le général de Moltke, que j'avais vu dans la journée d'hier avant de parler au comte de Bismarck, m'avait dit que l'Autriche avait pris l'avance sur la Prusse par ses armements, qu'il ne restait plus d'autre ressource que d'armer en grand d'ici à deux ou trois jours, ou d'y renoncer définitivement. Dans le premier cas, les troupes prussiennes pour-

raient être concentrées en Saxe le dix-huitième ou au plus tard le vingt-cinquième jour.

J'insistai auprès du comte de Bismarck sur la nécessité qui s'imposait aux deux partis d'être prêts au même moment, et je lui dis « qu'en tout cas, si le Gouvernement prussien ne pouvait s'y décider « parce qu'il ne se considérait pas *comme suffisamment lié avec nous,* « *il faudrait au moins nous en informer à temps; que nous comptions* « *sur la guerre; que nous avions une bonne et forte armée, un peuple* « *patriotique, mais qu'avant de nous jeter seuls dans une guerre avec* « *l'Autriche, dans laquelle nous jouerons notre existence, la prudence* « *nous imposait le devoir d'aller chercher ailleurs des appuis politiques* « *ou militaires et que, pour ce qui était de l'appui politique, il nous suf-* « *firait, par exemple, pour pouvoir combattre même seuls, d'avoir avec* « *nous, non pas l'armée française, mais rien que le drapeau de la* « *France.* »

Le Président du Conseil m'écouta avec une visible attention; puis il me dit que les influences qui s'agitaient dans l'entourage immédiat du roi étaient souvent causes des doutes et des hésitations de Sa Majesté; que sa maladie à lui (comte de Bismarck), l'avait empêché de continuer à travailler sans relâche l'esprit du roi et avait augmenté les difficultés qu'il avait à vaincre, lorsqu'il s'agissait de lui arracher des résolutions en contradiction avec son caractère pacifique; que nous devions avoir confiance dans la force des circonstances qui s'imposaient désormais et amèneraient la solution de la crise; qu'il nous préviendrait loyalement et à temps si la Prusse ne pouvait pas nous suivre, mais que son Cabinet attacherait son existence à ne pas laisser engager la lutte entre l'Italie et l'Autriche sans prendre part au même moment aux hostilités.

« Alors, repris-je, Votre Excellence m'autorise à déclarer au général La Marmora, que si vous ne pouvez pas obtenir du roi une signature qui nous assure son concours, son Cabinet se considérerait comme engagé d'honneur avec nous. »

« Vous pouvez dire au général que nous ferons de cette condition une question d'existence. Et pour le reste fiez-vous à la force des choses. »

La situation est donc la suivante :

Le comte de Bismarck tend avec toute son énergie et toute sa haute intelligence vers un but, vers la guerre contre l'Autriche. Ayant affaire à un [illegible] façon absolue [illegible] jours un pas en avant [illegible] intérêts qui sont en [illegible] Prusse, [illegible] sur le chemin [illegible] tous les avantages [illegible] Prusse. [illegible] probable que le comte de Bismarck [illegible] propose.



Au cours de la conversation, le Président du Conseil m'a dit que la Saxe et le Wurtemberg prenaient décidément parti contre la Prusse, mais que la Bavière hésitait encore. On peut croire encore que lorsqu'elle verra de quel côté se trouvent les plus grandes chances de succès, lorsqu'elle pèsera les avances faites par la Prusse, elle se décidera en fin de compte à se prononcer en sa faveur. Mais c'est là mon opinion personnelle, et par conséquent elle n'a que peu de poids.

Le comte de Bismarck me fit remarquer avec un certain plaisir qu'il s'était opéré dans la presse prussienne une révolution complète en faveur de sa politique, et qu'il n'avait plus contre lui que quelques journaux démocratiques « vendus à l'Autriche ».

Sur la question des concours pécuniaires [1] au sujet desquels Votre Excellence a télégraphié au comte Puliga, et dont j'ai parlé au comte de Bismarck avant même d'avoir reçu le télégramme de Votre Excellence me chargeant de cette ouverture, j'ai cité dans ma dépêche chiffrée de la nuit du 1er au 2 mai la réponse textuelle du comte de Bismarck qui équivaut à un refus et je crois qu'il n'y a guère de probabilité de le voir changer d'avis, si ce n'est peut-être un peu plus tard, lorsque les hostilités seront engagées et lorsque le danger sera imminent. »

Berlin, 3 mai, sept heures du matin.

« N'ayant pu, faute de temps, expédier hier la lettre ci-dessus, j'en profite pour confirmer à Votre Excellence mon télégramme d'hier, nuit du 2 au 3 mai. J'ai rapporté dans cette dépêche les paroles presque textuelles du Président du Conseil. J'ai répondu au comte de Bismarck que Votre Excellence recevrait avec satisfaction les déclarations qu'il me faisait au nom du roi Guillaume. J'ai ajouté que lui (le comte de Bismarck), il avait dirigé jusqu'ici la question politique avec une telle supériorité de vues que l'on trouverait difficilement dans les annales séculaires du royaume de Prusse des conditions aussi favorables à une action que celles présentées par les circonstances actuelles et que, par conséquent, on était en droit d'espérer que Sa Majesté ferait les derniers pas, comme le comte paraissait le croire. »

Trois heures après-midi.

« J'ai reçu le télégramme de Votre Excellence me chargeant pour le comte de Bismarck de communications rendues inutiles par les explications que contenait mon télégramme de cette nuit.

1. Il s'agit ici des subsides à fournir pour fomenter l'insurrection en Hongrie.

Aujourd'hui, j'ai longuement parlé au général de Moltke de la question financière dont Votre Excellence m'avait chargé. Le général apprécie hautement l'importance de cette combinaison et doit en parler aujourd'hui au ministre de la Guerre avant le Conseil, dans lequel on doit décider la mobilisation. Il me fera tenir sa réponse un peu plus tard.

Le général Moltke croit, d'après ses calculs, que l'Autriche pourra être prête à prendre l'offensive en Bohême vers le 6 juin et dit qu'à cette époque, si on décrète aujourd'hui la mobilisation, l'armée prussienne pourra, elle aussi, être concentrée sur la frontière. »

Berlin, 4 mai 1866.

Mesures militaires arrêtées hier sont tenues secrètes.

Elles consistent mobilisation complète de 3, 4, 5, 6 corps et de la Garde, en vingt jours. Ces troupes formant un total de 168.000 hommes seront concentrées sur frontière autrichienne.

On mobilise aussi 24.000 de la Landwehr en Silésie pour les garnisons de Cosel, Neisse et Glatz.

Pour les 4 corps d'armée qui restent, on achète en attendant chevaux artillerie et cavalerie.

Selon les événements, on se réserve de les mobiliser complètement dans huit ou dix jours et les porter en ligne. Alors on aurait sur pied près de 300.000 hommes pour fin du mois.

D'après les calculs de l'état-major, l'Autriche a dès aujourd'hui 60.000 hommes prêts en Bohême. A la fin du mois elle pourra en avoir 160.000; plus tard le reste.

On ne comprend pas ici pourquoi l'Autriche arme et fait grands approvisionnements à Cracovie.

Moltke parla au Ministère du subside hongrois en l'appuyant, mais on ne s'est pas décidé à le donner.

Je prie Votre Excellence de me dire l'époque approximative de mon rappel.

GOVONE. »

MÉMOIRE

(Communiqué à M. le chevalier Nigra) sur la question de la cession de la Vénétie, offerte par l'Autriche

Paris, 8 mai 1866.

Les armements prussiens se poursuivent en ce moment avec rapidité. Les cinq corps d'armée qui, d'après les ordres émanés les premiers jours de mai, devaient se mettre sur pied de guerre, ont

reçu postérieurement pour instruction de se mobiliser selon les ordonnances et règlements qui concernent les *cas urgents*, et on attendait à Berlin pour le 8 ou 9 la complète mobilisation des 4 corps restants, qui étaient en train de se mettre sur le pied de *préparation à la guerre*. Avant la fin du mois, toute l'armée prussienne de 300.000 combattants sera sur pied de guerre et les concentrations sur la frontière seront terminées.

Ces mesures, ainsi que les déclarations de M. de Bismarck et des principaux officiers de l'état-major prussien, ne laissent aucun doute, qu'on est désormais fermement décidé à commencer les hostilités dans un court délai de temps, et peut-être espère-t-on pousser l'Autriche à prendre elle-même l'offensive. Aussi, dans le cas qu'aucun grave événement n'intervienne, les premières batailles seront livrées dès le commencement de juin.

Dans cet état de choses, avec un traité signé avec la Prusse, quel parti l'Italie doit-elle prendre selon ses propres intérêts, vis-à-vis des dernières propositions autrichiennes de céder la Vénétie? Peut-elle, sans compromettre gravement son honneur, accepter ces propositions?

La question est, en même temps, d'intérêt matériel et d'intérêt moral.

Mettons le cas que la lutte s'engage entre l'Autriche, l'Italie et la Prusse et que nulle autre grande puissance n'intervienne.

L'Autriche a en ce moment, d'après les dernières nouvelles, moins de 200.000 hommes en Italie, en tout, y compris les régiments de frontière.

Ces troupes sont dispersées. Une trentaine de mille hommes sont retenus à Pola et à Trieste, et 15.000 au moins doivent se renfermer à Venise par la seule menace de notre flotte et de deux ou trois divisions italiennes, que, sans doute, on aura soin de concentrer à Ancône avec les moyens d'embarquement nécessaires.

Dix mille Autrichiens au moins sont aujourd'hui dans le Tyrol, et les volontaires italiens les retiendront bien dans cette contrée, éloignés de l'armée principale de Vénétie. Peschiera exige 8.000 hommes de garnison au moins, 12 ou 15.000 Mantoue, et 25 à 30.000 Vérone et Legnago.

Le jour où l'armée italienne franchira le Mincio ou le Pô, les garnisons de Peschiera et de Mantoue devront être au complet; si l'escadre et les volontaires agissent dès le début de la campagne, les troupes du Tyrol, de Venise et du littoral seront aussi retenues à leur place; seule une bonne partie de la garnison de Vérone pourra être sur le champ de bataille. En tout cas, l'armée autrichienne en ligne ne pourra donc dépasser les 110, mettons les 120.000 hommes pour la bataille principale.

L'Italie peut passer le Mincio avec 200.000 hommes au moins et elle aurait encore 30 à 40.000 hommes de ses troupes mobiles disponibles pour Ancône. Même en déduisant de son effectif supposé

de 200.000 hommes, une division pour observer Peschiera et une autre pour cerner Mantoue, on aura sur le champ de bataille une supériorité numérique suffisante pour qu'une victoire paraisse assurée.

Une fois l'équilibre rompu, on pourra pousser l'épée dans les reins les troupes ennemies qui tiennent la campagne, et attaquer Vérone avec les puissants moyens de l'artillerie rayée.

Il paraît qu'à cette phase de la campagne engageant dans la lutte toute l'armée mobile, qui est de près de 300.000 hommes, les volontaires dans le Tyrol et les montagnes, on pourra vraisemblablement soutenir les opérations autour de Vérone et détacher une armée considérable pour poursuivre au delà des frontières de l'Italie les forces autrichiennes qui ne se seront point renfermées dans les places.

Ces combinaisons ne sont pas au-dessus des forces effectives dont dispose l'Italie en ce moment ni de leur qualité. L'armée autrichienne a sans doute de grandes qualités et d'excellents cadres; cependant elle sera inférieure numériquement en Italie, et ses soldats n'ont qu'un à deux ans de service sous les drapeaux, ce qui constitue une infériorité appréciable. Cependant, pour que toutes les opérations à entreprendre puissent être menées à bonne fin, il faudrait que la masse principale des forces autrichiennes, de 250.000 hommes, engagée sur la frontière nord contre la Prusse, fût retenue sur cette frontière trois mois ou quatre.

L'armée prussienne, bien conduite, non dispersée sur de longues lignes, aidée enfin par la fortune pourra gagner une ou deux batailles sur l'armée autrichienne; mais si les méfiances envers les États secondaires, si d'autres circonstances devaient retenir loin du point décisif de la lutte une partie considérable de l'armée prussienne, dans ce cas la supériorité numérique de l'Autriche pourrait faire pencher la victoire de l'autre côté. Or, une ou deux batailles perdues en Silésie ouvriraient la route de Berlin, cette frontière manquant de ces grands points d'appui, de ces grandes forteresses dont une armée a besoin pour se reformer.

Dans ce cas l'Italie verrait bientôt se diriger vers elle une partie des troupes autrichiennes engagées aujourd'hui vers le nord, et cela avant qu'elle se fût rendue maîtresse d'une des principales forteresses du quadrilatère. La lutte pourrait devenir inégale.

Sans doute, lorsque, même si elles étaient peu probables, de pareilles éventualités sont pourtant possibles, la responsabilité d'un gouvernement qui s'y serait exposé en refusant les propositions de la cession de la Vénétie serait fort lourde si son honneur ne lui fait pas un devoir absolu de refuser.

On entre ici dans le côté moral de la question, et pour bien l'apprécier il faudra rappeler quelques circonstances des négociations relatives à notre traité avec la Prusse et à l'interprétation qu'on a voulu y donner.

La première rédaction du traité appartient à Son Excellence le comte de Bismarck. Dans l'introduction aux articles il l'avait d'abord appelé : traité d'alliance offensive et défensive. Lorsque Son Excellence le général de La Marmora approuva le texte, et que les plénipotentiaires se réunirent pour le signer, le comte de Barral et moi, nous remarquâmes que cette appellation avait disparu et qu'on y avait substitué traité *d'alliance et d'amitié.*

Le comte de Baral soutint la première rédaction qui ne fut acceptée par le comte de Bismarck qu'avec difficulté et après avoir soutenu longtemps que tel était le texte primitif envoyé à Florence pour être examiné. On alla chercher ce texte qui avait été écrit par M. de Barral sous la dictée du comte de Bismarck et ce dernier fut forcé de rétablir le texte ; de telle sorte qu'on différa jusqu'au soir la signature.

Lorsque, par suite des notes échangées entre Vienne et Berlin, il fut convenu que les deux puissances désarmeraient le 25 et 26 avril, et que l'Autriche tourna contre l'Italie de très sérieuses mesures militaires, ayant eu une audience du comte de Bismarck, je lui demandai si la Prusse serait prête, d'après le traité conclu avec nous, à entrer en campagne pour la fin de mai, les armements de l'Autriche en Vénétie et les nôtres qui en étaient la conséquence forcée faisant croire à la possibilité d'une rupture vers cette époque.

Le comte de Bismarck, tout en déclarant qu'il était de l'intérêt prussien de ne pas nous laisser seuls, ajouta cependant que la Prusse ne se tenait pas pour légalement engagée envers nous par le traité à déclarer la guerre à l'Autriche, si celle-ci nous attaquait; il en faisait une question d'intérêt prussien, mais non pas une question de loyale interprétation d'un traité qui, étant appelé d'alliance *offensive* et *défensive*, doit sans doute avoir pour conséquence d'engager également les deux parties. Cette circonstance, rapprochée de l'essai qu'il avait fait de supprimer dans le texte du traité l'appellation d'alliance offensive et défensive, montre que le Président du Conseil voulait se laisser la porte ouverte à nous quitter, si cela lui convenait.

J'eus soin dans cette conversation de dire à S. E. le comte de Bismarck, que puisqu'il interprétait ainsi le traité, il aurait été convenable et équitable de compléter ces stipulations par une convention militaire pour établir la réciprocité des engagements, de telle sorte que nous ne puissions en aucun cas nous trouver seuls à la merci de l'Autriche. Le comte de Bismarck répéta que nous pouvions être rassurés par le propre intérêt de la Prusse et fit les plus amples déclarations, mais en ajoutant que *jamais le roi ne signerait une stipulation qui mettrait la Prusse à la merci de l'Italie.* Le jour suivant, il me fit appeler et me dit qu'ayant rapporté au roi notre conversation de la veille, Sa Majesté avait approuvé ses réponses.

Je dis alors à M. de Bismarck, s'il ne pourrait pas nous arriver que, par suite de propositions autrichiennes, un arrangement n'intervînt entre la Prusse et l'Autriche, et que nous fussions en ce cas laissés

seuls vis-à-vis de l'Autriche. M. de Bismarck répondit : Que désormais aucune proposition autrichienne ne pourrait être assez favorable pour être aux yeux de la Prusse l'équivalent des conséquences qui résulteraient dans l'avenir pour la Prusse de l'abandon de l'Italie. Il ajouta d'autres considérations d'intérêt, mais il termina en disant que toutefois, si des concessions à ne point pouvoir être refusées lui étaient faites, dans ce cas il nous préviendrait à temps. Il ne repoussait donc pas absolument la possibilité d'un arrangement avec l'Autriche, mais seulement il en mettait en doute la probabilité, et s'il ajouta qu'en aucun cas nous ne serions laissés en face de l'Autriche irritée et armée, c'est que des bruits de cession de la Vénétie lui sont parvenus, ce qui le force à nous ménager.

D'après tout ce qui vient d'être rappelé, on peut en tirer cette conclusion, que la Prusse, si ses intérêts le lui conseillaient, ne se refuserait pas à un arrangement avec l'Autriche, aujourd'hui encore, et se basant sur une subtile interprétation du texte de notre traité; se croirait en droit, quoiqu'elle ne le juge pas dans ses intérêts, ni de son honneur, de nous abandonner si l'Autriche nous attaquait aujourd'hui que nous sommes engagés pour les intérêts prussiens autant que pour les nôtres.

Nous pourrions par conséquent, avec un égal fondement, prétendre que si l'Autriche était la première à attaquer la Prusse, nous serions déliés de tout engagement, car le texte littéral du traité dit à peu près :

« *Si Sa Majesté le roi de Prusse, par suite de la réforme fédérale qu'il* « *va proposer, est mis en mesure de prendre les armes, dans ces cas* « *l'Italie, après l'initiative prise par la Prusse, déclarera la guerre à* « *l'Autriche.* »

Or, M. de Bismarck prétend que le traité n'a d'autre portée que celle contenue littéralement dans les mots : *après l'initiative prise par la Prusse.* Il dit que, puisque M. de Barral a tenu à ajouter ces mots au texte primitif, lui, comte de Bismarck, a cru que c'était nous qui voulions exclure tout autre cas, même celui d'une *initiative prise par l'Autriche contre l'Italie*, et il a insisté avec moi sur ce point lorsqu'il me donna son interprétation de la portée du traité que j'ai énoncée plus haut. A le prendre au mot, on n'aurait donc qu'à pousser l'Autriche à attaquer la première pour que nous fussions dégagés, aussi bien que la Prusse prétend l'être envers nous, dans le cas analogue.

Cependant, serait-il honorable de suivre la Prusse dans ces subtilités ? Je ne veux pas examiner cette question. Sans doute si nous le faisions, si nous acceptions un arrangement avec l'Autriche, nous ne ferions que ce qu'en cas de sa convenance ferait sans doute la Prusse.

Mais pour nous aussi, il y a des considérations d'une autre nature, et peut-être en spéculant sur l'avenir, en pensant à l'humiliation de

la Prusse qui serait la conséquence de notre abandon, en pensant à l'augmentation de la puissance autrichienne en Europe, on peut se demander si on ne faciliterait pas des coalitions dangereuses alors, par notre conduite d'aujourd'hui. C'est ce qui fait réfléchir M. de Bismarck devant l'éventualité d'un arrangement avec l'Autriche, qu'il n'accepterait qu'à la condition d'être très convenable.

Maintenant, si le cas que j'ai examiné d'une lutte entre l'Autriche, la Prusse et l'Italie, devait se modifier par l'intervention de la France avec nous, alors l'équilibre serait tellement rompu, et la victoire tellement sûre et prompte que, dans ce cas, la lutte conviendrait à l'Italie infiniment mieux qu'une transaction, pour des considérations de toute évidence.

Il s'agit donc, à mon avis, de savoir si la France intervient, avant de prendre toute décision sur la proposition autrichienne.

M. de Bismarck a toujours parlé de l'attitude de la France, comme favorable à sa politique, quitte à se faire payer après sa bienveillance. M. de Bismarck désire connaître les intentions et les désirs de l'Empereur; il en a parlé à M. de Barral; il lui a dit de tâcher d'en savoir quelque chose par M. le chevalier Nigra; il a même donné lieu de croire qu'il serait disposé à lui abandonner les rives du Rhin; ayant été informé par ses agents que l'Empereur négociait avec l'Autriche et que l'Autriche lui cédait, croit-il, la Vénétie, et l'engageait même à s'emparer de la rive gauche du Rhin; M. de Barral, à qui il en parlait, s'écria : « Mais l'Autriche ne se compromettrait « pas ainsi avec l'Allemagne en sacrifiant des pays qui appartiennent « à la Confédération ! » M. de Bismarck fit un geste qui paraissait vouloir dire : « Moi aussi je les céderais. Seulement, ajoutait-il, on ne peut comprendre ce que veut l'Empereur. »

On peut croire que, si M. de Bismarck pouvait penser que l'Italie accepterait peut-être la Vénétie et que cette province est offerte, il s'empresserait de faire à la France les plus amples concessions, car il n'aurait pas d'autre issue, une entente avec l'Autriche étant moins probable et moins convenable pour lui.

En conclusion, si nous voulions nous dégager de la Prusse, on pourrait à la rigueur le faire avec les mêmes subtilités dont la Prusse se serait, d'après ses aveux, servie envers nous, s'il lui avait convenu.

Seulement nous pourrions encourir l'improbation d'une partie de l'Europe et paraître avoir manqué à la bonne foi, tandis que celui qui, comme la Prusse, n'a eu que l'intention d'y manquer, échappe plus facilement à cette improbation. Cependant, si la France ne s'en mêlait pas, le Gouvernement du roi pourrait difficilement prendre la responsabilité de refuser la cession et engager une lutte dont l'issue n'est pas certaine.

Comme d'ailleurs il paraît que la France est disposée à s'engager dans la lutte, avant de prendre nous-mêmes un parti sur l'acceptation de la cession de la Vénétie, il serait convenable d'avoir le conseil de l'Empereur lui-même, après l'avoir édifié par tous les détails

qui précèdent, et savoir s'il ne veut pas pressentir les dispositions de la Prusse à son égard, avant de se décider à être l'intermédiaire d'une cession qui le compromet avec la Prusse et le rend solidaire de l'Autriche.

GOVONE. »

Télégramme expédié le 22 *mai*

Berlin, neuf heures du matin, 22 mai.

« Le comte de Bismarck m'a dit hier que dispositions militaires seraient terminées fin mois et que Prusse pourrait être forcée alors, si Congrès ne venait pas entraver marche des choses, à faire éclater la guerre par quelque déclaration de la Diète, ou armement du Hanovre ou de la Hesse, etc. Sur États secondaires, il espère encore que Bavière reste neutre.

Il est très inquiet de la France dont agents auprès des cours secondaires, dit-il, agissent en faveur de l'Autriche. J'ai répondu : « Mais je croyais que Votre Excellence avait des arrangements avec la France. » Il répliqua qu'il y a six mois l'Empereur lui avait paru être content de certains arrangements qui convenaient aussi à la Prusse : aujourd'hui qu'il faudrait stipulations définitives, l'Empereur refuse absolument toute explication. J'ai répondu que toute l'Europe croyait comprendre les vues de l'Empereur, et que c'était une nécessité de les satisfaire. Le comte de Bismarck a fait des objections en ajoutant toutefois sans en repousser l'idée qu'après une défaite la nation comprendrait la nécessité de ces concessions pour obtenir l'aide de la France, mais qu'il serait plus difficile les faire avant le combat.

J'ai longuement discuté dispositions militaires.

On concentre 60.000 hommes à Neisse, 40.000 Görlitz, 130.000 vis-à-vis Dresde, 40.000 vis-à-vis Leipzig. J'ai fortement combattu cette dissémination. Bismarck est convaincu du danger et me prie de soutenir des idées plus saines auprès du chef d'état-major. Ce que je ferai demain. »

Berlin, 22 mai 1866.

EXCELLENCE,

« Arrivé le 20 au soir à Berlin, j'ai informé dès hier le comte de Bismarck de ma présence pour le cas où il aurait désiré me voir.

Le Président du Conseil m'a reçu hier soir.

Je l'ai mis au courant de la marche vraiment satisfaisante des armements en Italie, et de l'excellent état des esprits. Je lui ai demandé où en étaient les armements prussiens, et quelles étaient ses idées, ses prévisions sur les éventualités futures, sachant que

Votre Excellence désire connaître l'époque probable de l'ouverture des hostilités en Allemagne.

Le comte de Bismarck m'a répondu que les armements de la Prusse étaient presque achevés et qu'ils le seraient entièrement sous peu de jours. La guerre pourra alors éclater soit à la suite d'un vote hostile de la Diète, soit à cause des armements auxquels procédait le Hanovre ou quelqu'un des petits États dont les territoires séparent les deux parties de la monarchie prussienne. La Prusse pourrait alors se voir forcée à commencer les hostilités. « Cependant, ajouta-t-il, voici qu'on a fait surgir une proposition de Congrès qui pourrait bien mettre des bâtons dans les roues. » Le comte de Bismarck ne croit pas du reste à l'efficacité d'un Congrès dont la réunion ne lui a pas encore été proposée jusqu'à cette heure.

Je lui ai demandé quelle serait à son avis la conduite que tiendraient dans ce conflit désormais imminent les États secondaires et plus spécialement la Bavière. Il me répondit que le Wurtemberg avait une attitude belliqueuse et hostile ; mais qu'il avait encore bon espoir quant à la Bavière et qu'il croyait probable qu'elle resterait tout au moins neutre. Il croit du reste que les armées de ces États n'auront guère le courage d'entreprendre des hostilités au-delà de leurs frontières, et qu'alors il suffira d'une première bataille heureuse pour faire tomber les armes de leurs mains.

« C'est l'attitude de la France, me dit le comte de Bismarck, qui « nous cause les plus sérieuses difficultés et nous donne de réelles « inquiétudes. La France garde le silence avec nous et pendant ce « temps ses représentants auprès des États secondaires les travaillent « tous en faveur de l'Autriche. On nous dit, il est vrai, que ces agents « font la politique de M. Drouin de Lhuys, qu'ils l'exagèrent même « et que l'Empereur a une toute autre politique. Malgré tout, il est « peu rassurant pour nous de commencer la guerre en laissant der- « rière nous 300.000 hommes qui peuvent tomber sur notre dos « quand nous serons engagés à fond. »

« Mais je croyais, lui dis-je, que Votre Excellence avait des intelli- « gences et des arrangements avec l'Empereur, et dans ce cas on « peut se fier aveuglément à lui, car il est un *parfait gentleman* qui « ne trompe jamais ses amis. Nous en savons quelque chose et pou- « vons en témoigner. »

Le comte de Bismarck me répondit en pesant et en étudiant ses paroles :

« Il y a six mois, lorsque je parlai à l'Empereur des événements « actuels, il paraissait satisfait de quelques arrangements qui con- « venaient également à la Prusse. Mais aujourd'hui, à la veille de la « solution et lorsqu'il nous faudrait des engagements plus positifs, « il se refuse à toute conversation. »

« Mais, repris-je, toute l'Europe connaît ce qui peut convenir à « la France, et peut-être bien l'Empereur a-t-il lui aussi les mêmes « désirs ? »

Le comte de Bismarck répliqua : « Enfin, dans toute cette affaire « il s'agit pour la Prusse d'établir sa prépondérance sur une partie « de l'Allemagne et de s'attacher cette partie de la Confédération « par des liens solides. La Prusse et son roi peuvent-ils, pour s'as« surer ces avantages, consentir à céder à la France de vastes pro« vinces de langue et de sang allemand ? L'annexion de la Belgique « ne serait-elle pas plus profitable à l'Empereur ? »

Je répondis que la Belgique avait une vitalité si puissante, un sentiment si vif de son autonomie et de son indépendance qui pouvaient fort bien donner à réfléchir à l'Empereur, et que du reste il était dans les circonstances présentes absolument indispensable de l'avoir avec nous. « Votre Excellence ne croit-elle pas, ajoutai-je, que l'impulsion une fois donnée au mouvement national en Allemagne, impulsion à laquelle les réunions populaires donneront encore plus d'élan et de force, on ne se trouve entraîné bien au delà des limites prévues par le programme actuel, et qu'en fin de compte on en vienne à des annexions? La Prusse gagnerait de cette façon bien plus qu'elle ne perdrait d'un autre côté par quelques cessions de territoire. Je lui citai l'exemple de l'Italie en ajoutant que, si les arrangements qui pouvaient pour le moment convenir à la France n'étaient pas de nature à être consignés dans un acte officiel, on pourrait au moins en parler tout bas à l'Empereur.

Le comte de Bismarck m'écouta et me laissa parler sans manifester la moindre surprise et me dit que dans un moment critique, après une défaite, on pourrait peut-être faire à la France de semblables propositions et de pareilles concessions, mais qu'actuellement il serait bien difficile de faire accepter à l'opinion publique la cession, qu'aucun besoin urgent ne justifiait, d'une portion de territoire allemand.

J'avais eu soin de donner à toute cette conversation le caractère d'un hors-d'œuvre académique (ce n'était du reste que cela) amené incidemment par quelques paroles du Président du Conseil. Je n'en gardai pas moins l'impression que la résistance du comte de Bismarck, engagé comme il l'était dans une crise dans laquelle allaient se jouer les destinées de son pays, ne serait ni invincible, ni même difficile à vaincre.

Le Président du Conseil me parla ensuite des Principautés danubiennes comme d'une question qui pourrait être intéressante pour la France. Mais je n'ai pas bien compris son idée et j'ai jugé inutile de lui poser des questions à cet égard. J'ai seulement retenu une de ses déclarations : il m'a dit que pour se rendre à Bucharest, le prince de Hohenzollern avait, pour ainsi dire, déserté; que les Principautés étaient assez fortes pour résister à une intervention de la Turquie, mais que dans tout cas, si l'on chassait ce prince, la Prusse n'en aurait cure.

Nous en vînmes ensuite à parler de la situation militaire de la Prusse, de l'Autriche et de l'Italie. Je dis au Président du Conseil

que, d'après nos calculs, l'Autriche opposerait à la Prusse de 200 à 250.000 hommes, et que d'après les expériences que nous avions acquises, il y avait tout lieu de croire que, dès l'ouverture des hostilités cette formidable armée franchirait coude à coude et en ordre de bataille la frontière prussienne, et je lui demandai si nos appréciations concordaient avec les idées admises chez eux.

Le comte de Bismarck me fit alors connaître que, d'après leurs calculs, les Autrichiens disposeraient dans les premiers jours de 200.000 hommes au plus, concentrés et prêts à marcher, et auxquels les Prussiens pourraient en opposer de 280 à 290.000.

« Mais, lui fis-je observer, est-ce que ces troupes ne sont pas trop « éparpillées? Ne serait-il pas utile de faire entrer en ligne les deux « corps d'armée rhénans? Ne serait-il pas sage de faire serrer sur le « gros de l'armée les 60.000 hommes postés dans la Haute-Silésie? »

Le comte de Bismarck me confia alors qu'on appellerait et qu'on amènerait en ligne les deux corps du Rhin. Puis il entra dans nombre de détails relatifs à la position des troupes prussiennes. Deux corps d'armée sont dans la Haute-Silésie du côté de Neisse. Un corps est concentré à Görlitz, trois corps sur la frontière de Saxe face à Dresde et un autre sur Leipzig. Sept corps d'armée avec des effectifs s'élevant pour chacun à 31 ou 33.000 hommes sont donc en train d'achever leur concentration. Cette masse imposante sera même renforcée par les deux corps du Rhin qui porteront à 300 ou 350.000 hommes l'effectif combattant, sans parler de la *landwehr* qu'on a appelée presque tout entière sous les armes et de formations de remplacement (*Ersatz-Truppen*) qui donneront plusieurs centaines de milles hommes, mais qui n'entreront pas en ligne.

C'est là, on ne saurait le contester, une masse imposante, plus considérable qu'on n'aurait jamais pu le supposer, une masse réellement importante si on arrive à la réunir et à la concentrer. Et c'est même à ce propos que je me suis permis de m'élever contre la trop grande dispersion de ces forces. Je ne rapporterai pas ici la longue conversation que j'eus à cet effet avec le comte de Bismarck qui examina avec moi la question sur la carte d'état-major. Le comte conclut en me disant qu'un officier des plus compétents, dont je n'ai pas retenu le nom, mais qui est désigné pour remplir les fonctions de chef d'état-major, lui avait fait la veille les mêmes observations, et qu'il me priait par suite d'étudier cette question avec lui d'autant plus que lui (Bismarck) partageait entièrement ma manière de voir.

Je lui répondis en lui demandant si le général Moltke n'était pas ce chef d'état-major et le comte de Bismarck, après m'avoir dit que le général Moltke était l'auteur du plan que je critiquais, m'invita à en parler aussi avec lui.

Mon audience se termina sur ces paroles. Je me suis rendu aujourd'hui chez le général Moltke qui me confirma les dispositions, dont il a été question ci-dessus. Il m'informa confidentiellement qu'à partir du 27 courant, on transporterait par voie ferrée les deux corps

du Rhin sur la frontière saxonne et que, le 3 juin, les 9 corps d'armée seraient au complet sur la frontière et que tout jusqu'au dernier fourgon serait arrivé sur les points désignés.

Il m'expliqua la manière dont, en tenant compte des différentes hypothèses, s'opérerait la concentration de 7 de ces 9 corps, face à l'armée de Benedeck, selon que ce général envahirait la Saxe ou qu'il veuille au contraire s'avancer par la Lusace (Bautzen-Görlitz). Quant aux deux corps de la Haute-Silésie, outre que le temps pourrait manquer pour les faire serrer sur le gros de l'armée, il était impossible de laisser la Silésie exposée aux insultes des Autrichiens et de plus il pourra peut-être être utile d'exécuter une diversion de ce côté. Le général Moltke a confiance dans le succès, et croit que la première bataille sera décisive ; il compte avoir pour lui la supériorité du nombre sur le champ de bataille. J'espère que ses prévisions se réaliseront, et je le crois possible. Mais il y a cependant un danger. Pendant que les Prussiens hésiteront entre la défensive et l'offensive, une vigoureuse offensive des Autrichiens par la Lusace, par exemple, pourrait déconcerter les prévisions de leur adversaire, contrarier sa concentration et obliger les Prussiens à accepter une bataille dans des conditions telles qu'ils auraient déjà l'air d'avoir éprouvé un échec par le fait même que les corps de la Haute-Silésie se trouveraient déjà coupés du reste de l'armée et que la concentration, au lieu de s'opérer en marchant en avant, ne pourrait plus se faire qu'en *retraite*. Pour toutes ces raisons, j'ai soutenu qu'à mon avis, au lieu d'attendre, il serait préférable de se décider en faveur de l'offensive par la Lusace et de se concentrer en conséquence sans se préoccuper de ce que pourront faire les Autrichiens.

Ma conversation avec le général Moltke m'a laissé l'impression qu'il a confiance et qu'il croit, bien que la proposition de réunion d'un congrès puisse causer encore quelque retard, que l'on devra en venir aux mains dans les premiers jours de juin, par cela même qu'il lui serait impossible de prolonger une situation aussi formidable par ces armements mêmes, que celle qui, à partir du 4 juin, sera pour la Prusse un fait accompli.

Voilà la situation telle qu'elle est aujourd'hui.

Malheureusement, malgré la tension de la situation, malgré l'existence d'une crise qui met en question l'existence du pays, on ne constate pas encore le moindre symptôme de réveil de l'opinion publique.

Je crois, pour ce qui est de l'armée, que le roi qui en prendra le commandement ne tardera pas à lancer une proclamation qui réchauffera son esprit et son zèle. »

Berlin, 23 mai 1866.

EXCELLENCE,

« J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence l'état d'emplacement de l'armée autrichienne en formation sur la frontière prussienne, remis au colonel Driquet par l'état-major prussien.

Il en résulte que l'armée du général Benedeck se compose actuellement de 3 corps d'armée : I, II, IV, total 77 bataillons, 50 batteries ou 400 bouches à feu, 63 escadrons, 94.000 hommes. Un de ces corps, le IVe, n'est pas encore au complet.

En dehors de ces troupes d'opérations il existe encore 40 bataillons, confins militaires ou quatrièmes bataillons, destinés à fournir les garnisons et peut-être aussi à marcher en partie.

Cette armée est encore disséminée depuis Eger, sur la frontière de la Bavière, jusqu'à Cracovie sur une ligne de 500 kilomètres.

On est en train de former deux autres corps, VI et VIII, à Vienne et à Presburg, en destination de la Bohême. Le IIIe est à Laibach. On a dit qu'il devait partir pour l'armée du Nord ; mais rien n'est encore décidé à ce propos.

On laisse en Italie les deux corps V et VII, et on dit que l'on est en train de former le IXe. On doit être mieux renseigné sur ce sujet à Florence qu'ici. L'état-major prussien croit qu'on a fait venir d'Italie, d'Istrie et de Dalmatie 7 régiments afin de renforcer les corps en formation, mais il ignore la destination donnée à ces régiments qui seraient les 1er, 5e, 15e, 21e, 32e, 71e et 74e. Il y aurait, en tout cas, lieu de faire vérifier par nos officiers ces nouvelles auxquelles on n'attache que peu de créance.

Le tableau ci-joint permettra en tout état de cause à notre état-major de contrôler les renseignements qu'il possède déjà sur la répartition des troupes autrichiennes.

Si l'on compare cet état avec les données contenues dans mon rapport d'hier 22, on verra qu'au commencement du mois prochain les Prussiens auront pour eux tous les avantages que leur assurent et la présence sur la frontière de forces disponibles sensiblement supérieures en nombre et la possibilité d'opérer la concentration bien avant leur adversaire. »

Télégramme chiffré

Berlin, 24 mai, onze heures du matin.

« Je prie Votre Excellence instamment d'envoyer ici sans retard commissaire militaire, car j'ai lieu de croire que Prusse fera éclater guerre au commencement juin, soit à propos de brigade autrichienne du Holstein qui doit se retirer sur Francfort, soit en envoyant sommation à Saxe ou Autriche. Driquet serait désormais

très utile en Italie et je le ferai partir. Je demanderai moi-même audience de congé du roi, car il doit quitter Berlin pour visiter ses troupes concentrées. Je prie Votre Excellence répondre. »

Berlin, 26 mai 1866.

Excellence,

« Le départ du colonel Driquet, qui communiquera verbalement à Votre Excellence toutes les informations qu'il a été possible de se procurer sur la situation militaire de la Prusse, me dispense aujourd'hui d'entrer à ce propos dans de longs détails.

Comme Votre Excellence a pu le voir par mes derniers rapports, l'armée prussienne se concentre sur la frontière autrichienne et saxonne avec un ordre, une régularité et une promptitude remarquables. Demain la garde et les deux corps du Rhin commencent leurs mouvements de concentration; le 3 juin, les neuf corps d'armée seront en ligne et le roi se rendra personnellement à son quartier-général qui sera en tout cas établi à cette époque à Görlitz.

Le Prince Royal, partisan dans le principe du maintien de la paix mais que la force des événements a convaincu de la nécessité de la guerre, est chargé du commandement de l'armée réunie dans la Haute Silésie autour de Neisse et forte de deux corps.

Le Prince Frédéric-Charles commande l'armée principale établie sur la frontière de la Saxe et qui s'étend jusqu'à Görlitz sur la frontière de la Lusace. Elle se compose de plus de 300.000 combattants de belles et bonnes troupes.

Les informations reçues aujourd'hui à l'état-major confirment le transport par voie rapide des troupes autrichiennes de Vienne sur la Bohême, transport qui a eu lieu ces jours derniers. Il s'agit sans doute des deux corps d'armée formés à Vienne et à Presburg, dont je vous ai parlé dans mes précédents rapports et qui vont rejoindre les trois corps déjà formés en Bohême, Moravie et Galicie.

Vingt trains militaires arrivent journellement en Bohême et amènent vraisemblablement chaque jour 10.000 hommes avec leur matériel. A la fin du mois, les troupes autrichiennes concentrées en grande partie en Bohême et s'étendant vers la Moravie et la Galicie s'élèveront à plus de 200.000 hommes.

Les Prussiens auront donc une énorme supériorité numérique.

Le général Moltke, chef d'état-major du roi, un officier des plus remarquables, est convaincu que la rencontre des deux masses donnera la victoire aux Prussiens.

Le général n'en déplore pas moins la proposition de réunion d'un Congrès, proposition que le roi se fait un devoir d'accepter. Faite en ce moment, cette proposition est en effet toute à l'avantage de l'Autriche, parce qu'on donne ainsi aux petits États le temps de s'armer, mais surtout parce que, le 3 et le 4 juin, l'armée

prussienne aurait été en mesure de prévenir les Autrichiens et aurait pu prendre l'offensive en entrant en Saxe par une marche concentrique, soit pour se porter de là avec les sept corps d'armée réunis à la rencontre des Autrichiens en Lusace, soit pour pénétrer en Bohême. Chaque jour perdu donne aux Autrichiens le temps d'achever leur concentration et peut-être la possibilité de prendre l'offensive, probablement sur Görlitz et de contrarier de la sorte la concentration que l'armée prussienne, adossée à la frontière de Saxe, ne pourra guère opérer qu'en cédant du terrain.

Cette appréciation que j'ai déjà communiquée à Votre Excellence est celle que m'a exposée aujourd'hui le général Moltke.

Aussi la Prusse désire que ce congrès, à l'efficacité duquel personne ne croit, dure le moins longtemps possible. Elle cherchera peut-être le moyen d'arriver à sa dissolution immédiate.

Les informations reçues aujourd'hui par l'état-major prussien confirment la diminution sensible des forces autrichiennes en Italie où, abstraction faite du corps de Laibach, il n'y aurait plus que 60 à 70.000 hommes de troupes de campagne. »

Berlin, 26 mai 1866.

M. le Ministre (Nigra),

« Le colonel Driquet vous portera les nouvelles d'ici. Le comte de Barral et moi, nous vous remercions des nouvelles et des communications que vous nous avez fait tenir par mon domestique. Je ne ferme pas le rapport que j'adresse au général La Marmora sur les affaires militaires afin que vous puissiez en prendre connaissance. Ce n'est du reste que la répétition de nouvelles déjà données. Mais vraiment les Prussiens ont fait un sacrifice en acceptant le Congrès. Dans un moment tel que celui-ci où les questions militaires devraient occuper le premier rang, tout retard peut avoir de graves conséquences pour eux. Du reste, les Prussiens sont tellement convaincus qu'il n'y a plus d'autre issue possible que la guerre qu'il est impossible d'admettre que nous soyons exposés au danger d'être abandonnés par eux. Bismarck et l'état-major sont décidés à aller de l'avant, et le roi les suivra désormais forcément, tout en nourrissant peut-être encore quelque secret espoir S'il m'est permis, monsieur le Ministre, de vous faire part de mon opinion, sur les probabilités des éventualités imminentes, je vous dirai que je ne suis pas éloigné de croire que les Prussiens peuvent parfaitement gagner une bataille qui les mènera jusqu'à Vienne, à moins toutefois que le Congrès ne vienne paralyser leurs opérations. »

Berlin, 3 juin 1866.

Excellence,

« Ayant demandé au comte de Bismarck une audience de congé avant de retourner en Italie, le Président du Conseil m'a reçu hier soir à cinq heures, dans le jardin du Ministère d'Etat et m'a retenu jusqu'à dix heures.

J'ai annoncée à Son Excellence l'arrivée imminente du colonel Avet, un des officiers les plus estimés de l'armée italienne, désigné par le roi pour suivre l'armée prussienne en cas de guerre. J'ajoutai qu'en raison de la gravité sans cesse croissante de la situation, je me voyais forcé de renoncer à attendre l'arrivée de cet officier supérieur que j'aurais aimé à présenter moi-même.

Le comte de Bismarck me répondit : « Eh bien qui mettra le feu aux poudres ? Sera-ce l'Italie ou la Prusse ? »

Je demandai au Président du Conseil si l'on connaissait le texte même de la réponse faite par l'Autriche à la proposition de réunion d'un congrès et si après cette réponse le Gouvernement prussien avait pris une résolution relative à la conférence et si lui, comte de Bismarck, renonçait à se rendre à Paris?

Le Président du Conseil me répondit : « Je crois connaître exac- « tement le teneur de la réponse autrichienne. Elle exclut toute né- « gociation qui tendrait à modifier l'*équilibre des forces* entre les « partis. Si donc, il ne peut être question ni de la cession de la Vé- « nétie, ni de celle des Duchés de l'Elbe, la conférence est tout « bonnement inutile. Nous attendons pour demain la communica- « tion du texte officiel de l'Autriche pour prendre ensuite une déci- « sion. Nous espérons qu'en présence de cette réponse, en présence « de l'emprunt forcé imposé à la Vénétie, en présence du dernier « acte de l'Autriche qui défère la question des Duchés à la Diète, et « viole ainsi le traité de Gastein, la France reconnaîtra que l'Au- « triche est formellement décidée à se refuser à tout arrangement « et ne cherchera pas à faire durer outre mesure des négociations « inutiles et nuisibles pour nous. Une pareille attitude de la France « serait une preuve manifeste de sa loyauté envers nous. Car, si elle « agissait autrement, nous serions amenés forcément à douter de ses « intentions. Il y avait cependant une raison pour laquelle j'aurais « aimé à me rendre à Paris. J'aurais aimé à pouvoir parler avec « l'Empereur afin de connaître le minimum des concessions que la « France nous demande. »

Je demandai au comte si, de l'autre côté du Rhin, il y avait quelque territoire qui, si on appelait la population à faire connaître ses désirs, se prononcerait en faveur de l'annexion à la France.

Le comte de Bismarck me répondit : « Aucun. Les agents français « qui ont parcouru le pays pour connaître ses dispositions ont été « unanimes à constater que nulle part le vote, à moins d'être faussé,

« ne donnerait un résultat favorable à la France. On n'y aime ni « notre gouvernement, ni la dynastie régnante ; mais tout le monde « y est et veut y rester allemand, de sorte qu'il n'y aura d'autre « moyen de donner une compensation à la France qu'en lui attri- « buant les parties françaises de la Belgique ou de la Suisse. »

Je fis remarquer au comte que c'était là chose extrêmement délicate et difficile, mais que, dès que l'on ne pouvait pas faire valoir la volonté populaire, on pourrait peut-être invoquer quelque autre principe, comme par exemple, celui des frontières naturelles.

J'ajoutai aussitôt que je n'entendais pas par là faire allusion à la rive gauche du Rhin, mais qu'il pourrait y avoir quelque autre ligne géographique qui pourrait convenir à la France.

Le comte de Bismarck me dit alors : « Oui, ce serait la Moselle. Je « suis, pour ma part, bien moins Allemand que Prussien. Et je ne « verrai aucune difficulté à consentir à la cession à la France de « tout le pays entre le Rhin et la Moselle; Palatinat, Oldenburg et « une portion de territoire prussien, etc. Mais le roi, sous l'influence « de la reine qui n'est pas née prussienne, aurait les plus grands « scrupules et ne s'y déciderait que dans un moment de crise « suprême, lorsqu'il s'agirait pour lui de tout perdre ou de tout ga- « gner. De toute façon, afin de préparer l'esprit du roi en vue d'un « arrangement quelconque avec la France, il faudrait connaître le « terme *minimum* de ses prétentions. S'il s'agissait de toute la rive « gauche du Rhin, Mayence, Coblence et Cologne, mieux vaudrait « s'entendre avec l'Autriche et renoncer aux Duchés et à beaucoup « d'autres choses. »

« Mais, lui dis-je, avec l'Autriche, il n'est d'autre arrangement « possible qu'une capitulation, puisque les questions en litige inté- « ressent ses intérêts les plus essentiels et son avenir. Elle ne sau- « rait donc transiger. »

« C'est vrai, répliqua le comte de Bismarck, mais l'opinion pu- « blique de l'Allemagne pardonnerait au roi cette capitulation dès « qu'elle saurait qu'il s'y est résigné pour ne pas céder à une puis- « sance étrangère la moindre parcelle de territoire allemand. »

Il ajouta ensuite que le roi n'avait pas perdu l'espoir d'une solution pacifique, que dans ces derniers temps il avait entamé des négociations secrètes avec l'Autriche en vue d'un arrangement et cela à son insu, à lui, comte de Bismarck. « Heureusement, dit-il, ces « négociations ont échoué et le roi se sera convaincu de l'impossi- « bilité de s'entendre honorablement avec l'Autriche, même en « laissant ma personne de côté. En ce moment encore, le grand-duc « de Bade (je crois, mais je n'ai pas bien saisi le nom qu'il me cita), « le gendre du roi, est à Dresde pour y traiter de la paix. Dès qu'il « fût question de la réunion d'un Congrès à Paris, le roi voulut sur- « seoir au départ de la garde de Berlin, afin de mieux manifester la « sincérité de ses intentions pacifiques. Aujourd'hui, plusieurs « généraux et moi, nous avons dû lutter sérieusement pour décider

« le roi à laisser partir la garde. Il s'est mis en colère, mais il a fini « par céder, et la garde part demain. »

« Et les corps du Rhin ? demandai-je. »

« Ils sont depuis trois jours sur la frontière de la Saxe, me répondit le président du Conseil. »

Le comte de Bismarck revint alors sur le sujet qu'il avait abordé au début de l'entretien : à savoir, qui de la Prusse ou de l'Italie commencerait les hostilités. Il me dit qu'il lui serait bien difficile de décider le roi à prendre l'offensive. Tant à cause de ses sentiments religieux que sous l'influence d'une superstition contre laquelle il n'y avait pas à lutter, le roi s'entêtait à ne pas vouloir prendre sur lui la responsabilité d'une guerre européenne, et pendant qu'on perdra ainsi un temps précieux, l'Autriche et les États secondaires achèveront leurs armements et les chances de succès de la Prusse s'affaibliront de plus en plus. L'Italie, si la victoire restait à l'Autriche, verrait donc ainsi ses intérêts gravement compromis.

« L'Italie, ajouta-t-il, peut aisément amener la guerre en s'arran- « geant de façon à se faire provoquer par quelques troupes croates. « Et alors elle pourrait être sûre que le jour même nous passerions « la frontière. »

Je lui fis remarquer que l'Italie se trouvait placée dans une position extrêmement délicate. Elle avait fait déclarer à Paris, en pleine séance du Corps législatif, qu'elle ne prendrait en aucune façon l'initiative de l'attaque, et depuis elle avait renouvelé cette déclaration sous toutes les formes. L'Italie devait tenir grand compte de l'opinion publique de la France. Elle ne pouvait, elle ne devait pas rendre difficile, et encore moins impossible, l'action amicale que l'empereur Napoléon voulait exercer en sa faveur, en se mettant à dos l'opinion publique que l'empereur devait consulter et qui exerçait tant d'influence sur ses résolutions. L'Italie avait donc d'autant plus besoin de convaincre l'Europe de sa sagesse et de sa modération, que dans certaines parties de l'Europe on connaissait assez mal son véritable état, l'ordre qui régnait dans le pays, l'autorité incontestée qu'exerçait son gouvernement sur le pays tout entier, sur l'armée comme sur les volontaires.

Le comte de Bismarck insista longtemps encore sur ce point et me pria d'en parler à Votre Excellence et au roi, de bien dire que, si nous commencions les premiers les hostilités, le roi Guillaume se déciderait à renoncer à ses hésitations, à ses atermoiements si favorables à l'ennemi, aujourd'hui surtout où tous les États secondaires se sont prononcés en faveur de l'Autriche ou sont sur le point de le faire.

Je lui promis de transmettre ses désirs, mais sans lui cacher qu'ils n'avaient aucune chance d'être exaucés et il mit fin à l'entretien en me disant que, dès qu'il aurait décidé le roi à prendre l'offensive, il en enverrait par différentes voies l'avis télégraphique à Florence.

Il ajouta que l'Autriche continuait à se tenir sur une attitude absolument défensive et expectante, et que rien ne faisait prévoir l'imminence d'une agression.

Tel est le résumé de ma conversation avec le comte de Bismarck, et je crois pour ma part qu'il mettra tout en œuvre pour précipiter la marche des choses et en arriver le plus tôt possible aux hostilités.

Ce qui est surtout intéressant pour le cabinet de Florence, c'est la déclaration du comte de Bismarck relative aux ouvertures faites ces jours derniers par le roi Guillaume afin d'arriver à un arrangement pacifique avec l'Autriche, à ces négociations qui se poursuivent encore. Elles ont assurément peu de chances de réussir : mais la possibilité, même lointaine, de pareils arrangements doit inspirer de sérieuses réflexions à l'Italie et l'obliger à en peser, tant qu'il en est temps encore, les incalculables conséquences. »

Berlin, 3 juin 1866.

« Excellence,

« Le 3 juin, au matin, j'ai été prendre congé du général Moltke appelé à remplir en cas de guerre les fonctions de chef d'état-major. Il m'a communiqué les derniers renseignements sur les armements de l'Autriche.

Les transports effectués dans la dernière décade de mai ont porté de 3 à 6 le nombre des corps d'armée stationnés en Bohême, Moravie et Galicie. Mais ces transports n'étaient pas encore entièrement terminés le 1er juin. Ils ne le seront que dans quelques jours. Chacun de ces corps se composera de 4 brigades et présentera un effectiff de 30.000 combattants. En y ajoutant la cavalerie, on arrive à un effectif total de 200.000 hommes.

Mais les renseignements reçus par l'état-major prussien, et confirmés par plusieurs dépêches de l'agent militaire de Vienne, portent que le corps de Laibach, précédemment attribué à l'armée du Sud et de même force que les corps précédents (auquel on substitue un corps d'armée formé par des 4es bataillons), sera dirigé sur l'armée du Nord, dès que les voies ferrées cesseront d'être encombrées par les transports ci-dessus indiqués et sera probablement mis en route dans la première moitié de ce mois. L'armée autrichienne, en y comprenant le corps saxon (24.000 hommes) qui va se joindre à elle, présentera donc un effectif sensiblement égal aux forces prussiennes qui s'élèvent à 300.000 hommes amenés en ligne sur la frontière.

Le général Moltke a pleine confiance dans le résultat de la première rencontre. Le ministre de la Guerre m'a dit qu'on avait resserré la concentration des troupes.

J'ai demandé au général si le roi se déciderait à prendre l'offen-

sive, dès que le Congrès se séparerait ou dans le cas où il n'arriverait pas à se réunir. Le général croit que, dès qu'il sera en campagne, le roi se rendra à l'évidence des raisons que lui donneront ses généraux pour lui démontrer la nécessité d'une action immédiate. Pour le moment, l'armée autrichienne est encore éparpillée en Bohême et en Moravie et ne songe pas à prendre l'offensive.

Le roi m'a reçu en audience ce matin. Il m'a parlé en termes indignés de la conduite de l'Autriche et de sa déloyauté par rapport au traité de Gastein. J'ai demandé au roi, si, dans le cas où le Congrès ne se réunirait pas, la guerre éclaterait immédiatement. Il m'a parlé d'hostilités prochaines, mais il m'a semblé qu'il croyait qu'elles auraient plutôt pour cause une offensive autrichienne qu'une agression de la part de la Prusse. Il me raconta à ce propos que la grande duchesse (?) de Wurtemberg, sa nièce, était allée à Saint-Pétersbourg pour y intriguer contre la Prusse et qu'elle était retournée à Stuttgard en passant par Vienne. Arrivée à Stuttgard, elle y aurait dit que la guerre éclaterait le 10 juin parce que l'Autriche était décidée à nous attaquer. Il y a là une singulière coïncidence de date entre celle dont il est question ici et celle qu'indiquait la dépêche que Votre Excellence a adressée ce matin, au comte de Barral, dépêche dans laquelle Votre Excellence dit : Que le comte d'Usedom lui a demandé de la part du comte de Bismarck s'il était vrai que l'Italie avait l'intention d'attaquer l'Autriche le 10.

Sa Majesté ne m'a chargé d'aucune commission spéciale pour Florence. Il m'a seulement parlé de la réponse faite par l'Autriche à la proposition de réunion d'un Congrès, et qui était probablement destinée à faire échouer cette proposition. Il ajouta que la Prusse n'avait encore pris aucune décision à ce sujet et qu'elle attendait des nouvelles de Paris, Londres et Saint-Pétersbourg. »

Télégramme

Paris, 5 juin.

Général La Marmora,

« J'arriverai à Florence le 8 au matin. Bismarck dans la dernière entrevue a beaucoup insisté pour que l'Italie attaque la première, afin d'entraîner le roi Guillaume. Je ne lui ai laissé aucun espoir à cet égard, mais il serait aujourd'hui urgent que la Prusse engageât la lutte, car avant deux semaines l'Autriche ne sera pas aussi forte qu'elle. Nouvelles militaires de Berlin portent que corps de Laibach sera transporté bientôt à l'armée du Nord.

Bismarck fera tout son possible pour entraîner le roi et termina en me disant qu'à peine il aura déclaré la guerre il en préviendra Votre Excellence par télégraphe.

Bismarck m'a avoué les négociations secrètes du roi avec l'Autriche, qui se poursuivent encore, mais il n'y attache pas grande importance. »

Florence, 11 juin 1866.

EXCELLENCE,

« Votre Excellence trouvera ci-joints deux rapports en date du 3 juin par lesquels je termine la mission à Berlin, que vous aviez bien voulu, Monsieur le président, me faire l'honneur de me confier.

Le premier de ces deux rapports qui contient ma dernière conversation avec le comte de Bismarck et dont, sur sa demande, j'ai laissé copie au chevalier Nigra, a amené ce ministre à penser qu'en présence des négociations que le roi Guillaume continue à suivre avec l'Autriche, il y aurait peut-être lieu de demander au comte de Bismarck si la Prusse se proposait en fin de compte d'en venir à une rupture avec l'Autriche et de lui faire pressentir que nous réglerons notre conduite sur sa réponse.

Le chevalier Nigra m'a chargé du reste de prier Votre Excellence de continuer à le tenir au courant de toutes les informations et nouvelles venant de Berlin, afin de pouvoir s'en servir à Paris.

J'ai vu à Paris le général Klapka qui m'a chargé de dire à Votre Excellence qu'il se mettait à la disposition du roi Victor-Emmanuel et du cabinet de Florence pour les opérations qu'on pourrait vouloir entreprendre du côté de la Hongrie, de la Croatie et de la Dalmatie.

Quant à l'état de l'esprit public en Prusse, j'ai le regret de devoir dire à Votre Excellence qu'aucune des mesures prises dans ces derniers temps par le cabinet de Berlin, et même les dangers auxquels la guerre expose le pays, n'ont réussi à modifier sensiblement l'opinion du pays qui persiste dans son hostilité contre la politique du comte de Bismarck.

L'attentat de Blind a été le résultat d'une conspiration, et une partie des conjurés ont actuellement disparu de leur patrie et cherchent à perpétrer le crime que Blind n'a pu commettre. Le comte de Bismarck lui-même m'a communiqué ces détails.

Je n'a pas besoin de vous dire que le comte de Bismarck, dont la force de caractère vous est bien connue, continue à suivre la route qu'il s'est tracée sans se préoccuper ni de ces dangers ni de l'opinion des partis qui lui sont hostiles. »

Fragments de notes, sans date, du général Govone relatives au plan de guerre[1]

« Je causais aujourd'hui avec le général Moltke des événements militaires prochains et je lui disais que j'espérais bien que la Prusse aurait employé tous ses moyens concentrés contre l'Autriche sans se soucier d'autres soupçons, surtout à l'égard de la France pour les provinces du Rhin.

1. Ces notes, rédigées en français, ne figurent pas dans l'édition italienne.

« Oui, me répondit-il, nous devons faire un seul effort contre « l'Autriche. Si l'Autriche est vaincue, toute l'Allemagne tombe à « nos pieds. *Quant à la France, cela viendra après.* »

Ces derniers mots furent dits par le baron de Moltke à demi-voix en me regardant fixement entre les deux yeux.

J'ai répété au colonel Briquet cette phrase significative et j'avoue qu'elle nous paraît à tous les deux une grande présomption de nos alliés les Prussiens à l'égard de leur force militaire et de leur puissance.

« Dans une des dernières conversations que j'eus le ... avec le général Moltke, je lui dis que les Autrichiens se porteraient de la Bohême contre l'armée prussienne en formant une seule masse, déployée en bataille, coude à coude, comme ils l'avaient fait à Solférino, comme ils l'auraient fait à Magenta sans l'intervention du feld-maréchal-lieutenant Hess qui, heureusement pour nous, fit suspendre le mouvement, parce qu'il croyait devoir marcher sur Novare. Je lui rappelai les dispositions de ce mouvement qui sont exposées en détail dans l'histoire de la campagne de 1859, publiée par l'état-major français. J'ajoutai qu'à mon avis Benedeck marcherait sur Görlitz et ne laisserait que quelques troupes légères ou de la cavalerie, devant l'armée du prince Royal concentrée à Neisse, dans la Haute-Silésie et que pour cette raison même je ne pouvais m'empêcher de trouver défectueuse la résolution qui avait amené les Prussiens à constituer deux armées, celle de Saxe et celle de Silésie. »

Le général de Moltke me répondit :

« Mais nous aussi nous marcherons coude à coude de la Saxe sur « les collines de Lusace. Cependant, nous ne pouvons pas livrer la « Silésie, qui est un pays dévoué, aux incursions des Autrichiens. Si « nous gagnons une bataille en Lusace, l'armée du prince royal tom« bera sur la ligne d'opération de Benedeck. Vous admettrez l'im« portance d'un pareil mouvement? »

« Oui, sans doute, répondis-je, mais en attendant vous vous pri« vez de deux ou trois corps d'armée pour gagner la bataille en « Lusace. »

« Nous la gagnerons », me répondit le général de Moltke avec conviction. Le ton même dans lequel il me fit cette réponse a produit sur moi énormément d'impression et m'a donné confiance... Le général de Moltke est de cette race danoise si forte, si énergique, si entreprenante...

Puis il ajouta : « Mais vous qui soutenez le principe de la concen« tration en Prusse, vous ne suivez pas en Italie les mêmes prin« cipes. Je vois deux armées qui se forment l'une sur le bas Pô, « l'autre en Lombardie? »

Je réponds : « Ce n'est évidemment là qu'une dislocation provi« soire pour la formation des divisions. Nous ne pouvons pas « dévoiler dès aujourd'hui si notre plan d'attaque sera par le bas

« Pô ou bien par le Mincio, mais je ne doute nullement qu'on for-
« mera, avant de prendre l'offensive, une seule masse d'un côté ou
« de l'autre... »

Je vois aujourd'hui le général de Moltke ; il est très contrarié par les efforts de la France, qui insiste pour la conférence de Paris. Il me dit : « Tout ceci est au préjudice de la Prusse ; le 4 juin, nous
« aurons nos troupes sur la frontière et le dernier chariot sera à
« sa place ; nous pourrions envahir la Saxe et concentrer ainsi sur
« Dresde nos corps d'armée destinés à l'armée de Saxe.

« La première conséquence de la conférence est que le roi sus-
« pend le départ de la garde. En attendant, les Autrichiens font
« venir leurs troupes de Vienne et, d'après des télégrammes que
« nous envoie notre attaché militaire à Vienne, ils font venir aussi
« leurs corps d'armée de Laibach et Gratz. Ils pourraient, à la
« faveur du délai qu'ils gagnent, avancer vers la Lusace, de sorte
« que nous ne pourrions nous concentrer devant eux que dans les
« plaines de la Prusse méridionale. Vous comprenez quelle diffé-
« rence cela ferait pour nous de donner une bataille sur les col-
« lines de la Lusace au-delà de Görlitz plutôt que dans les plaines
« de notre propre territoire. Ces plaines, qui sont boisées, feraient
« disparaître tout notre avantage qui est dans le feu et dans notre
« fusil à aiguille... »

Le général de Moltke me dit que nous devrions attaquer les premiers pour faire disparaître toutes les tergiversations de la diplomatie. Je lui réponds que pour nous c'est une nécessité de ménager l'opinion publique européenne et surtout l'opinion de la France, pour ne pas mettre l'Empereur, qui est notre ami, dans une fausse position ; que rien ne nous serait plus facile que de laisser échapper Garibaldi, mais que cela donnerait à l'Italie l'apparence d'un pays désorganisé, tandis qu'il nous faut d'autant plus montrer à l'Europe que le gouvernement a la haute main sur tout et sur tous, que l'Europe nous connaît mal et nous juge pire. »

NOTE IV

LE REFUS DE LA VÉNÉTIE

Après avoir cité dans son livre : « *Un pó pius di luce* », page 222, le mémoire adressé par le général Govone au chevalier Nigra, le général La Marmora s'exprime comme suit :

« Si l'on examine un peu attentivement ce long et intéressant « mémoire, on devra en conclure que le général Govone..... pen« chait en somme pour l'acceptation des propositions autrichiennes.

« Et en effet, dans les différentes conversations que j'eus avec « lui lorsqu'il m'apporta son Mémoire, et pendant les trois ou quatre « jours qu'il passa à Florence, il s'est, en me répétant souvent son « proverbe favori (*lequel?*) clairement prononcé en faveur de ce parti.

« Le général Govone était à ce moment fort effrayé de notre si« tuation.

« Je dus à plusieurs reprises le calmer en lui rappelant les ins« tructions que je lui avais données et les recommandations que « je lui avais faites avant son départ, savoir : « qu'il fallait réfléchir « sérieusement avant de nous lier à la Prusse par un traité, parce « que j'entendais, moi, qu'une fois engagée, l'Italie ne saurait « manquer à ses obligations... »

Il est, je crois, inutile de dire que *rien* de ce que le général Govone écrivit et dit en ce moment ne saurait confirmer cette appréciation.

Le ministre Nigra qui avait pris connaissance du Mémoire avant le général La Marmora, l'avait interprété dans un tout autre sens, dans un sens qui correspond complètement à tout ce que le général Govone (Cf. chap. VI.) a écrit pour l'expliquer. Ce Mémoire n'a jamais eu pour but de pousser le Gouvernement à s'engager dans une voie qui ne paraissait pas moins déshonnête au général Govone qu'au général La Marmora. Ce Mémoire examine toutes les faces de la question, fait ressortir les dangers de la situation et conclut en disant qu'en présence de l'issue incertaine de la guerre et de l'attitude ambiguë de la Prusse[1], il était absolument indispensable de

1. Les révélations et les découvertes faites depuis cette époque ont prouvé combien nous avions raison de nous tenir sur nos gardes. Il suffit

nous mettre complètement d'accord avec la France et d'obtenir de cette puissance qu'elle consente à nous abandonner l'Autriche.

Le général Govone tenait l'Empereur pour un *gentleman* si accompli qu'il n'admettait pas la possibilité de le voir nous donner un conseil déloyal. D'autre part, l'accord que ce souverain aurait conclu avec nous l'obligeait à se solidariser avec nous en même temps qu'il lui aurait permis d'arriver, de concert avec nous, plus facilement et plus tôt qu'en nous faisant violence aux résultats qu'il recherchait.

Quant à l'attitude que le général Govone aurait eue, d'après le général La Marmora, pendant ces entretiens avec lui, elle est en contradiction complète et manifeste avec le ton absolument calme de tous ses écrits, de tous ses rapports, même de ceux qu'il avait expédiés dans les premiers jours de mai sous l'impression encore toute fraîche et immédiate des incertitudes et des chicanes prussiennes, avec ce ton calme qui ne ressemble en aucune façon aux phrases nerveuses, pleines de colère et d'amertume que quelques années plus tard, le général La Marmora a laissé tomber de sa plume lorsqu'il parla de ces incidents dans son livre. D'ailleurs, par scrupule de conscience, afin d'être bien sûr de ne rien avancer qui ne soit absolument exact, nous avons interrogé le seul personnage, avec lequel, en dehors du général La Marmora, le général Govone s'entretint de cette question, nous avons interrogé le comte Nigra, aujourd'hui encore ambassadeur à Vienne, qui nous a autorisé à publier la réponse qu'il a bien voulu nous adresser.

San Remo, 5 novembre 1901.

..... « Ayant passé une grande partie de ma vie hors d'Italie, je « n'ai eu que de rares occasions de m'entretenir avec le général « Govone, votre père. Mais je l'ai vu dans la circonstance que vous « m'indiquez et encore plus tard [1]... »

« Comme je vous l'ai dit, je m'étais déjà entretenu précédemment avec le général Govone, lorque le général La Marmora, informé par

de se rappeler les étranges déclarations faites à plusieurs reprises par le prince de Bismarck à propos des négociations qu'il entreprit (et non pas le roi, comme le croyait le général Govone) en mars 1866, à un moment où le traité avec l'Italie le liait avec nous, afin d'arriver avec l'Autriche à un arrangement dont la France et l'Italie auraient fait les frais.

L'historien allemand Friedjung écrit à ce propos : « ... On reprocha plus tard à La Marmora et à ses collaborateurs d'être entrés dans l'alliance avec des arrière-pensées pleines de défiance, de ne pas s'être fait une idée exacte du génie de Bismarck et de n'avoir pas bien compris la situation de l'Europe. Mais peut-on, en vérité, leur adresser un pareil reproche, après des révélations de la nature de celles que Bismarck lui-même a faites ? »

Cf. *Ancor un po' piu di luce*, par le sénateur L. CHIALA, p. 539 à 554.

1. Le comte Nigra parle ici des relations qu'il eut avec le général Govone lorsqu'il passa par Paris lors de sa deuxième mission.

moi que l'empereur Napoléon nous offrait la Vénétie qui lui avait été cédée par l'Autriche, l'envoya à Paris pour conférer avec moi. Le résultat de la conférence ne pouvait être douteux, et La Marmora connaissait déjà ma manière de voir qui était aussi celle de Govone.

Il n'ignorait pas qu'à mon avis, tant que le traité avec la Prusse restait en vigueur, l'Italie ne pouvait se dédire sans commettre un acte de manifeste déloyauté. C'était dans ce sens que je m'étais exprimé au moment même où l'empereur Napoléon me communiqua cette proposition. Je lui avais rappelé que j'étais chargé par le Gouvernement italien de placer sous ses yeux l'original du traité d'alliance avec la Prusse que le courrier qui le portait de Berlin à Florence avait eu ordre de me remettre à cet effet en passant par Paris. Je n'ai pas vu les communications écrites que le général Govone a faites en cette circonstance au général La Marmora. Mais je puis affirmer que le général Govone n'hésita pas à me déclarer, comme je lui déclarai moi aussi de mon côté, que l'honneur de l'Italie lui faisait un devoir de tenir fidèlement la parole donnée.

Le général La Marmora, lorsqu'il écrivit son malheureux livre, était, tout le monde le sait, écrasé sous le poids de la responsabilité que la défaite de Custozza avait fait retomber sur lui. Les belles qualités qu'on avait tant de fois admirées en lui, son dévouement envers son roi et son pays, son abnégation, son amour de la justice s'éclipsèrent pendant un assez long temps et l'on n'aperçut plus que ses défauts, son amour-propre exagéré, sa suffisance, sa défiance de tout et envers tous, sa partialité et le parti pris qu'il apportait à ses jugements. Le temps et l'histoire ont fait voir tout ce qu'il y avait de beau, de grand et aussi de mauvais dans le caractère fortement trempé de ce brave soldat qui eut le tort de se croire capable de conduire une armée. Dans son livre, il a été injuste envers le général Govone, comme il l'a été envers moi et tant d'autres. Quoi qu'il en soit, j'espère et je suis sûr que lorsque vous parlerez de lui, même en recherchant et en disant la vérité qu'on doit à l'histoire, vous ne chargerez pas sa mémoire.

Votre tout dévoué,

NIGRA. »

Cette lettre prouve donc, comme on pouvait d'ailleurs en être sûr d'avance, que dans le récit qu'il donne des événements en question, comme sur beaucoup d'autres points, le général La Marmora a été mal servi par sa mémoire.

NOTE V

Instructions confidentielles pour le général Govone [1]

Ferrare, 19 juillet 1866.

« Le roi, désirant exécuter loyalement et complètement ses engagements avec S. M. le roi de Prusse, a chargé le général Govone de se rendre au quartier-général prussien avec la mission de s'entendre avec le roi Guillaume et S. E. M. de Bismarck sur la réponse à faire aux propositions de la France relativement à la conclusion d'un armistice et à la fixation des bases pour la paix.

Dans ce but, le général Govone est autorisé à communiquer confidentiellement au roi de Prusse et à son président du Conseil la lettre de l'Empereur des Français au roi et les propositions que S. A. I. le prince Napoléon est venu présenter de la part de l'Empereur.

Le général Govone demandera, en retour de ce bon procédé, que communication confidentielle soit donnée par son entremise à S. M. le roi d'Italie des propositions que la France a adressées à la Prusse et de l'accueil qu'elles ont reçu. Il expliquera ensuite avec tous les détails nécessaires la situation politique et militaire de l'Italie en ce moment. Il fera ressortir l'impossibilité absolue que l'armée italienne remportât devant le quadrilatère des succès aussi éclatants que ceux de l'armée prussienne dans un si court espace de temps.

Cependant, la nécessité de se défendre en Vénétie a rendu la position de l'Autriche infiniment plus difficile en Bohême, et même à présent 100 à 150.000 soldats autrichiens sont paralysés par les mouvements de Cialdini et ne peuvent, quoi qu'on en dise, rejoindre immédiatement l'armée autrichienne du nord.

1. Ces instructions rédigées en français ne figurent pas dans l'édition italienne et nous ont été communiquées et remises par le Chevalier Govone.

L'Italie a donc rempli fidèlement ses engagements envers la Prusse et malgré les difficultés politiques et militaires d'une situation des plus délicates elle a fait son devoir. La continuation des mouvements des troupes et des opérations militaires après l'offre de médiation faite par l'empereur Napoléon, la réponse de l'Italie à la proposition d'armistice, sa volonté hautement déclarée de n'accepter une suspension des hostilités qu'autant qu'elle serait acceptée par la Prusse, la mission même dont le général Govone est chargé sont autant de preuves que l'Italie a rempli et entend exécuter intégralement les obligations résultant du traité du 8 avril.

Forte de ses succès, dégagée de tout lien de parenté et des conséquences d'une alliance antérieure, la Prusse aurait pu bien plus facilement que l'Italie repousser nettement la médiation de l'empereur Napoléon et toute demande de suspension des hostilités. M. de Bismarck a préféré ne pas le faire et nous ne pouvons d'ailleurs qu'approuver sa conduite. Il a déclaré que la Prusse aurait accepté l'armistice si l'Italie y consentait. Cette réponse fait en conséquence peser sur l'Italie la responsabilité d'un refus.

Cette responsabilité a, dans les circonstances actuelles, de graves inconvénients pour l'Italie. Un refus de notre part nous mettrait dans des embarras que la Prusse elle-même tient avec raison à éviter et il ne couvrirait pas, nous en avons la certitude, la responsabilité de la Prusse. M. de Bismarck est trop habile pour ne pas comprendre qu'on est jaloux, non pas de l'accroissement de la puissance de l'Italie, mais de celui de la Prusse. Aussi le rôle naturel dans la situation actuelle est plutôt d'éviter que d'amener une brouille indirecte entre la Prusse et la France; c'est un rôle de conciliation, et non pas celui de fournir le prétexte à des dissentiments regrettables.

Le général Govone s'efforcera donc de trouver, d'accord avec M. de Bismarck, une réponse qui, tout en sauvegardant les intérêts réciproques des deux alliés et le maintien de cette alliance, donne en quelque manière satisfaction à l'empereur des Français. La Prusse doit avoir à cœur de garder dans la paix les avantages qu'elle a obtenus par la guerre : un accord avec la France en est le plus sûr moyen. L'Italie a par ses relations extra-officielles des moyens de parvenir à cet accord. Le roi Victor-Emmanuel serait heureux de rendre service à son allié.

La réponse à adresser à la France par l'Italie et par la Prusse pourrait donc, à notre avis, être conçue de manière à amener prochainement des négociations sérieuses pour la paix. Le roi aime à espérer que dans cette éventualité les deux gouvernements se soutiendront réciproquement en prêtant un appui mutuel aux demandes légitimes de chacun d'eux. Tout accroissement de puissance de la part de la Prusse étant un amoindrissement d'influence et de force pour l'Autriche aura naturellement le consentement de l'Italie. Par contre, la Prusse devrait adhérer, dans son intérêt même, à ce que l'Autriche soit aussi amoindrie que possible du côté de l'Italie.

Ici se présente la question du Tyrol italien...

Le général Govone réduira la question à ses véritables proportions.

L'Italie ne demande pas un pouce de territoire où l'on parle allemand. Elle ne demande que la principauté de Trente : ce territoire exclusivement composé d'Italiens n'a pas d'importance stratégique au moins pour l'Allemagne qui gardera les crêtes des Alpes et les sources de l'Adige. Mais il a pour l'Italie la même importance que le Schleswig a pour la Prusse. La guerre de l'Italie contre l'Autriche étant une guerre de nationalité, on conçoit que le gouvernement italien tienne à obtenir une solution aussi complète que possible pour éviter des perturbations à l'intérieur et l'occasion de nouvelles complications extérieures dans un avenir plus ou moins éloigné. L'ancienne confédération germanique ayant cessé d'exister, tout obstacle légal à la réunion du Trentin a également disparu. Il ne saurait être dans l'intérêt de l'organisation nouvelle que la Prusse est appelée à donner à l'Allemagne de laisser au profit exclusif de l'Autriche ce germe unique de dissensions futures entre le peuple allemand et le peuple italien. Le général Govone s'efforcera donc d'obtenir l'appui de la Prusse à cette demande du gouvernement du roi.

Il y a une seconde hypothèse à envisager : celle dans laquelle l'Autriche repousserait les conditions que l'Italie et la Prusse feront par l'entremise de la France pour l'armistice et pour la paix. La guerre devant continuer dans ce cas, de nouveaux accords deviennent indispensables pour la faire aussi rapide et fructueuse que possible.

A ce sujet le général Govone fera remarquer que, si l'on devait prendre le texte du traité dans son interprétation la plus étroite, si par les mots « Vénétie » on devait entendre non pas toutes les possessions italiennes de l'Autriche mais exclusivement le soi-disant royaume lombard-vénitien, l'Italie se trouverait, quant à elle, sans objectif pour continuer la guerre. Le royaume lombard-vénitien lui appartient pour ainsi dire dès à présent, parce que son armée l'occupe et parce qu'il ne tiendrait qu'à nous de nous prévaloir du texte littéral du traité pour conclure un armistice et une paix séparée. En effet, la Prusse a dans la Bohême et la Moravie un vaste territoire sur lequel elle peut s'indemniser largement.

Mais nous repoussons bien loin de nous toute idée de conclure un armistice ni une paix séparée. Nous désirons au contraire la continuation de la guerre, si l'habileté de M. de Bismarck et l'aveuglement de l'Autriche nous mettent à même de continuer les hostilités tout en évitant une brouille avec la France. — La Prusse doit comprendre que dans ce cas nous tâcherons de profiter du côté du Tyrol et de l'Istrie des avantages éventuels de la guerre. Un article additionnel au traité du 8 avril expliquant de cette manière le mot « Vénétie » pourrait être utilement signé dans ce cas. Il serait aussi utile de prendre des arrangements militaires pour déterminer l'ob-

jectif des deux armées alliées, le point où elles devraient se rejoindre, etc.

Les excellents rapports du général Govone avec S. M. le roi de Prusse et S. E. le comte de Bismarck, sa connaissance parfaite de toutes les négociations antérieures et de l'état actuel des questions, son habileté et son zèle nous donnent la confiance que ces instructions sommaires, complétées par ses conversations avec le roi, le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères le mettront à même de réussir dans sa mission. »

NOTE VI

NOTE DU GÉNÉRAL GOVONE [1]

Résumé des négociations de la France avec l'Italie en juillet au sujet de l'armistice et de la paix

La première réponse du roi à la proposition de médiation de la France fut purement évasive : il a dit qu'il avait pris les accords nécessaires avec la Prusse. En présence de nouvelles instances, il répondit qu'il acceptait l'armistice en principe, mais sous la condition de l'acceptation préalable de la Prusse. On demanda en outre : 1° Que l'on remette les forteresses à l'Italie ; 2° qu'il ne soit pas question de Rome ; 3° que l'empereur appuie nos réclamations relatives au Tyrol italien ; 4° que la cession soit faite directement par l'Autriche.

Après réception de notre réponse, la France entra en négociations avec la Prusse. Benedetti se rendit au camp prussien, et de là à Vienne. Bismarck ayant répondu que la Prusse accepterait si nous acceptions, on envoya ici le prince Napoléon pour faire cesser, comme il le disait lui-même, *ce jeu de bascule*.

Voici ses propositions :

« L'empereur laissera la Vénétie libre de faire connaître par le suffrage universel si elle désire être annexée au royaume d'Italie.

« L'acquisition de la Vénétie aura lieu sans aucune condition et on ne parlera plus de Rome.

« Vérone sera remise à l'Italie par l'intermédiaire d'un officier français qui ne signera aucun procès-verbal.

« L'armistice sera signé directement entre les chefs d'état-major des armées italienne et autrichienne. Pas un mot du Tyrol. »

Dans l'entretien qu'ils ont eu aujourd'hui avec le prince Napoléon, le baron Ricasoli et Visconti-Venosta ont insisté sur trois points :

1. Cette note ainsi que la lettre de l'empereur Napoléon III au roi Victor-Emmanuel ne se trouvent pas dans l'Edition italienne. Elles nous ont été remises par le Chevalier Govone.

1° Avoir le temps de s'entendre avec la Prusse au sujet de la réponse à faire au sujet de l'armistice;
2° Obtenir le Trentin par l'intermédiaire de la France;
3° Éviter l'intervention de Le Bœuf.

Le prince insiste pour avoir une réponse immédiate. Il dit qu'il ne peut rien promettre au sujet du Trentin. »

Lettre de l'empereur des Français au roi d'Italie

« Monsieur mon Frère,

Le prince Napoléon va expliquer a Votre Majesté la situation et lui dire combien il est esssentiel que l'armistice et la paix se concluent bientôt. Le roi de Prusse est, a ce qu'il parait, tout prêt a signer un armistice si Votre Majesté y consent. J'espère donc que vous n'y mettrez pas obstacle. Je suis tout prêt a chercher les moyens les plus honorables pour nous deux qui nous permettent de rendre la Vénétie a elle-même.

Je crois qu'en nous en remettant au suffrage universel toute susceptibilité disparaitra. Je regrette vivement tout ce qui dans ces derniers temps est venu troubler nos bonnes relations et j'espère que l'avenir de l'Italie ne sera pas compromis par une mésintelligence avec la France.

C'est dans cet espoir que je vous renouvelle l'assurance des sentiments de haute estime et de sincère amitié avec lesquels je suis

Napoléon. »



NOTE VII

SECONDE MISSION A NIKOLSBURG RAPPORTS ET DÉPÊCHES[1]

Télégramme au général La Marmora

Bologne, 19 juillet.

EXCELLENCE,

« Le roi m'a fait appeler ce matin, 19 juillet, pour me charger d'une mission près du quartier général prussien relative aux négociations d'armistice. Le baron Ricasoli et le chevalier Visconti-Venosta ont complété les instructions que m'avait données Sa Majesté. Je suis donc parti de Ferrare pour Turin, Paris et Berlin, sans que personne n'ait rien su ni de ma mission, ni de la direction que j'ai prise. Sa Majesté m'a ordonné d'informer Votre Excellence de mon départ du camp et, n'ayant pu le faire de Ferrare, je profite de l'arrêt à Bologne pour vous en donner avis. »

Billet au ministre Nigra en passant par Paris

MONSIEUR LE MINISTRE,

« Passant par Paris et me rendant au quartier général prussien pour y traiter des questions relatives à l'armistice, il aurait été du plus haut intérêt pour moi de vous voir. Mais le prince Napoléon insiste si vivement pour avoir notre réponse, les événements se précipitent tellement et la route que j'ai à faire pour rejoindre le roi Guillaume est si longue, que je ne croie pas devoir attendre douze heures à Paris. Et cependant, j'aurais bien besoin de connaître,

1. D'après les minutes.

grâce à Votre Excellence, les dernières phases de la médiation. J'ai lu, par exemple, dans les journaux une nouvelle que le baron Ricasoli ne connaissait pas encore lorsque je partis de Ferrare, le 19 au soir: celle de l'acceptation par la Prusse d'une suspension d'armes de cinq jours. Y a-t-il encore d'autres nouvelles de ce genre? Et puis quelle sera l'attitude de la France dans le cas où l'Autriche rejetterait les conditions acceptées par Napoléon? Armerait-elle contre l'Autriche? Et au contraire, que ferait Napoléon si nous, Italie et Prusse, nous faisions *échouer* sa médiation?

Je prierai Votre Excellence de vouloir bien me faire tenir ces informations à Berlin par chiffre et par la voie du comte de Barral. Je les prendrai en passant. Il est entendu entre Venosta et moi que je me servirai du chiffre qui sert à Barral pour correspondre avec vous, Monsieur le Ministre, et que je télégraphierai au Ministère d'État par votre intermédiaire. »

Télégramme expédié avec quelques abréviations, le 26 juillet, de Nikolsburg au Ministère d'État, à Ferrare

« Malgré tous mes efforts je ne pus arriver ici qu'à deux heures, aujourd'hui 26. — J'ai vu comte Bismarck deux fois. Je lui ai expliqué l'énorme pression exercée par la France à laquelle Roi a résisté pour nous entendre avec gouvernement prussien. Je l'ai informé de l'offre de la Vénétie faite avant la guerre et refusée par nous. Je lui ai dit que nous nous attendions en retour à la même loyauté et à ce que la Prusse s'entendît avec nous avant toute décision pour armistice et pour paix. Je lui ai expliqué les raisons pour lesquelles nous devions insister pour le Trentin et autres provinces italiennes. Le comte Bismarck m'a dit que l'armée prussienne était désormais éloignée de 100 milles de sa base, ce qui affaiblissait son effectif ; Que le choléra éclatait partout ; Que le climat de Hongrie est mortel en août, qu'on y perdrait l'armée en y portant la guerre ; Que la suite immédiate des opérations serait partant pleine de dangers, d'autant plus qu'il résulte des renseignements parvenus à l'état-major prussien que 100.000 hommes sont désormais arrivés d'Italie à l'armée autrichienne. On reconnaît aussi la part que la fortune a eue aux victoires passées. En somme on désire ici et on croit nécessaires l'armistice et la paix. Les conditions de la France, acceptées par la Prusse et l'Autriche en principe, sont connues à Votre Excellence. Le comte de Bismarck dit que d'après la dernière de ces conditions on ne pouvait pas appuyer notre demande pour le Tyrol et moins encore pour d'autres provinces ; Qu'on avait signé aujourd'hui une promesse d'armistice à commencer du 2 août et qu'on avait pris cette date pour avoir le consentement de l'Italie. J'ai demandé à Son Excellence ce que la Prusse ferait si le consentement était re-

fusé. Il m'a dit qu'il s'en rapporterait à l'article 4, qu'on ne peut refuser le consentement quand l'Italie aurait la Vénétie, etc. Il a dit que si l'Autriche poussée par Russie et Angleterre refusait plus tard à la Prusse certaines annexions telles que le Hanovre, etc., la guerre pourrait continuer et que dans ce cas plus l'Italie prendrait, mieux vaudrait. Sur ma demande il m'a autorisé à le déclarer à Votre Excellence (mais qu'en attendant ne pas avoir attaqué Trieste et l'arrivée de 100.000 Autrichiens à Vienne, les lenteurs de nos opérations après le 24, mettaient la Prusse dans une position difficile et telle qu'elle devait accepter propositions françaises. Qu'on aurait désiré être d'accord avec nous pour repousser au début la médiation de la France, mais qu'au premier moment la Prusse avait été intimidée comme nous et qu'on n'avait pas songé à prendre des intelligences immédiates dans ce sens[1]). Mon impression est qu'il n'y a pas possibilité arrêter la marche des affaires, que toute opposition de notre part serait inutile. Je prie en tout cas Votre Excellence de télégraphier aussitôt si le gouvernement donne ou refuse son consentement à l'armistice. (Général Degenfeld dit qu'il est chargé de négocier avec moi pour armistice italien. Je crois que telle n'est pas l'intention de Votre Excellence, mais je la prie de me le dire explicitement.) »

Nota. — Un télégramme presque identique fut expédié le 27 juillet à huit heures du matin par la voie de Berlin. Un autre plus résumé fut envoyé au roi.

Télégramme envoyé au Ministre des Affaires étrangères, 27 *juillet* (*midi*)

« Par mes télégrammes du 24-25-26 et par ceux du général Govone, nous avons fait connaître à Votre Excellence l'intention formelle du comte de Bismarck de consentir à armistice et à préliminaires de paix, lesquels du reste ont été signés hier soir avec les plénipotentiaires autrichiens sans que nous en eussions été officiellement prévenus. Le comte de Bismarck a simplement réservé le consentement de l'Italie à laquelle il nie du reste le droit de le refuser aux termes de l'article 4. — Dans cet état de choses, devons-nous refuser un consentement dont on est disposé à se passer et qui amènerait une rupture? Nous pensons que la situation est telle qu'il ne nous resterait aujourd'hui d'autre tentative à faire que de laisser entrevoir à la Prusse la perspective d'une paix séparée et immédiate de l'Italie avec l'Autriche, si toutefois le gouvernement est décidé à aller jusque-là.

Signé : Barral, Govone. »

1. Les mots entre parenthèses sont barrés sur la minute et ne figurent pas, par suite, dans le télégramme qui fut envoyé.

1° Rapport à S. E. le Ministre des Affaires étrangères Visconta-Venosta à Ferrare

Quartier général de Nikolsburg.

28 juillet 1866.

MONSIEUR LE MINISTRE,

« Comme j'ai déjà eu l'honneur de le télégraphier à Votre Excellence, malgré tous mes efforts je n'ai pu rejoindre le quartier général à Nikolsburg que le 26 à deux heures de l'après-midi.

Parti de Ferrare le 19 juillet au soir, je n'arrivai à Turin que le 20 à une heure de l'après-midi. Le 20 au soir, je pris l'express pour Paris où j'arrivai le 22 à six heures et demie du matin et me rendis à la gare du Nord d'où je repartis à sept heures et demie pour Berlin où j'arrivai le 23 au matin. Je m'y procurai un ordre du Ministre de la Guerre enjoignant aux autorités civiles et militaires de me faciliter mon voyage à travers le théâtre de la guerre et à onze heures du soir, je partis avec le train de Görlitz encombré de transports militaires pour Reichenberg et Prague, où je n'arrivai que le 24 à minuit. Reparti le 25 à six heures du matin, j'étais à Brünn le 26 à une heure du matin et pus de là me rendre à Nikolsburg dans une voiture réquisitionnée à cet effet.

Quand j'y arrivai, j'y trouvai la situation, telle qu'elle me fut indiquée par le comte de Barral, et bien différente de celle que Votre Excellence connaissait lors de mon départ de Ferrare. La Prusse avait consenti à une suspension d'armes de cinq jours. Elle avait accepté en principe les propositions de médiation de la France en vue de la paix. Elle avait examiné ces bases avec les plénipotentiaires autrichiens, négocié avec eux un armistice et était sur le point de signer ces deux conventions.

Le comte de Bismarck me reçut un peu après trois heures. J'exposai au Président du Conseil l'objet de ma mission. J'insistai sur la puissante pression qu'aussitôt après les premiers succès des Prussiens, on avait exercée sur le roi Victor-Emmanuel et sur la généreuse énergie qu'il avait dû déployer pour résister aux efforts faits pour l'amener à séparer sa cause de celle du roi Guillaume, sur cette pression à laquelle il résistait encore en ce moment en refusant d'accepter et les propositions apportées à Ferrare par le prince Napoléon et l'armistice qu'on lui offrait, parce qu'il voulait avant tout se mettre d'accord avec le gouvernement prussien. Ma mission consistait par suite à m'entendre avec lui, comte de Bismarck, sur la réponse qu'il y aurait lieu de faire à la France, à faire connaitre et accepter au gouvernement prussien les vues de l'Italie sur les conséquences inévitables de cette guerre afin que la paix puisse donner satisfaction à l'Italie, assurer la tranquillité et le calme dans la péninsule et resserrer en vue de l'avenir les liens qui depuis l'alliance l'unissaient à la Prusse, désormais seule représentante des

peuples allemands. Je remémorai au comte de Bismarck certaines circonstances qui avaient trait à ma première mission à Berlin ; je lui rappelai la divergence qui s'était produite et qui avait trait à l'interprétation qu'il s'agissait de donner au traité d'alliance offensive et défensive en présence des menaces que l'Autriche n'avait pas épargnées à l'Italie vers la fin d'avril. L'Italie pensait, qu'en présence de ces menaces la Prusse devait se considérer comme engagée envers elle par le traité. La Prusse avait déclaré, au contraire, que le traité ne la liait pas et que c'étaient seulement son honneur et ses intérêts qui pourraient la décider à soutenir l'Italie si l'Autriche l'attaquait. Je fis connaître au comte de Bismarck que, malgré cette divergence d'opinions, lorsque peu de jours après, l'Autriche, par l'intermédiaire de la France, lui fit offrir la Vénétie pour la détacher de la Prusse, l'Italie avait rejeté cette proposition et préféré affronter les dangers et les risques d'une guerre dont l'issue paraissait cependant fort douteuse à l'Europe. Je rappelai toutes ces circonstances à Son Excellence afin de la mettre à même d'apprécier et la loyauté de l'Italie qui ne s'était jamais démentie et les avantages que la Prusse avait retirés de cette alliance qui eut pour effet de retenir 190.000 hommes dans la péninsule jusqu'au jour où les grands et glorieux succès, que la Prusse avait dus à cette division des forces autrichiennes, eurent rompu l'équilibre et fait de la Prusse l'arbitre des destinées de l'Empire d'Autriche.

Je démontrai au comte de Bismarck que les forces de l'Italie étaient intactes, que ses moyens d'action et ses ressources étaient considérables, que la nation brûlait du désir de les utiliser, que l'armée, ardente et impatiente, comptait sur la continuation d'une guerre dont des opérations difficiles et malheureuses avaient marqué les débuts, d'une guerre qui, prenant maintenant une autre tournure, promettait de meilleurs résultats. Je lui exposai que si malgré toutes ces considérations on ne pouvait se décider à continuer les hostilités pendant quelque temps, si l'on tenait à éviter toute provocation qui pourrait amener l'intervention armée de la France, le gouvernement italien ne se trouvait pas moins obligé d'aller jusqu'au bout du programme national. Cette guerre avait été pour la péninsule une guerre de principes et de nationalités, une guerre qui avait par conséquent ses exigences, une guerre qui, aux yeux de la nation italienne, ne pouvait se terminer que par l'annexion du Trentin et des populations qui, établies sur la frontière même de l'Italie, parlent l'italien, et qui toutes n'ont d'autre aspiration, d'autre désir que cette annexion.

L'Italie avait espéré qu'en reconnaissance des services qu'elle avait rendus à la Prusse, de la fidélité avec laquelle elle avait tenu à l'alliance, la Prusse, s'inspirant à son tour des mêmes principes et des mêmes sentiments, se déciderait à continuer pendant quelques semaines une guerre grâce à laquelle on pourrait aussi développer plus complètement encore le programme du comte de Bismarck.

Le Président du Conseil m'exposa la situation militaire du moment, situation sur laquelle la Prusse devait régler sa conduite politique. Il me dit que l'armée prussienne était désormais éloignée de cent lieues de sa base d'opérations et que les garnisons qu'elle avait dû laisser derrière elle avaient sensiblement affaibli son effectif ; Que le choléra éclatait sur une quantité de points et devenait menaçant; Que les opérations qu'il faudrait entreprendre pour continuer immédiatement la guerre, telles que celles qui auraient pour but de déloger l'ennemi des retranchements de Vienne et le passage du Danube, devaient être rangées parmi les plus difficiles qu'une armée puisse avoir à exécuter; Qu'après cela, il faudrait porter la guerre en Hongrie, que le climat de la Hongrie était pestilentiel au mois d'août et qu'on y perdrait l'armée. « A toutes ces difficultés, me dit encore le comte de Bismarck, vous devez ajouter encore une circonstance décisive : 100.000 hommes sont désormais arrivés d'Italie à Vienne, d'après les renseignements recueillis par notre état-major. L'armée autrichienne a donc de nouveau un effectif à peu près égal à celui qu'elle avait au début des opérations militaires. Pouvons-nous, en présence d'une pareille situation, continuer la guerre surtout avec la menace d'avoir par-dessus le marché la France sur les bras? Les conséquences d'une défaite ne seraient pas seulement mortelles pour nous, mais elles auraient de plus une terrible répercussion sur la situation des affaires en Italie. Nous avons cru devoir adhérer à un armistice qui commencera seulement le 2 août, époque à laquelle se termine la suspension d'armes de huit jours accordée par l'Italie. Nous gagnerons ainsi le mois d'août. J'ai pu m'assurer par les conférences qu'on a eues avec les plénipotentiaires autrichiens que l'Autriche abandonnera ses alliés allemands. Mais les annexions que l'on ne conteste plus en Allemagne, sont encore mal définies dans les préliminaires de paix. Il pourrait donc arriver que l'Autriche, poussée par l'Angleterre et la Russie, cherchât à les réduire au point de rendre à nouveau la guerre inévitable. Mais on serait alors en septembre, la saison serait plus favorable et nos réserves auraient eu le temps de rejoindre l'armée d'opérations. »

Le dîner du roi interrompit l'entretien que m'avait accordé le comte de Bismarck. Il me reçut de nouveau à huit heures du soir et me reparla longuement des questions qu'il avait déjà abordées. Le comte de Bismarck admit que, si les difficultés mêmes des opérations que l'armée italienne entreprit au début de la campagne expliquaient parfaitement notre insuccès, il n'avait pas pu comprendre, pourquoi après une bataille qui était plutôt une bataille indécise qu'une bataille perdue, l'armée italienne était restée si longtemps inactive; que cette inaction, que même mes explications techniques n'avaient pu complètement justifier à ses yeux, avait eu pour conséquence de permettre à 100.000 Autrichiens de revenir sur Vienne sans qu'on ait songé à les suivre pas à pas ou même à ralentir leur marche.

Cette circonstance avait complètement modifié la situation militaire sur le Danube. Le comte de Bismarck ajouta qu'il n'avait pas pu comprendre non plus pourquoi notre flotte n'avait rien entrepris sur Trieste, Trieste, cette ville qui est indispensable à l'Autriche et à la défense de laquelle l'Autriche aurait dû consacrer une partie considérable des forces qu'elle a pu faire marcher sur Vienne.

Le comte de Bismarck comprend les motifs qui poussent le gouvernement italien à réclamer le Tyrol et les autres populations italiennes, mais il est d'avis de réserver cette question pour plus tard. Il ajouta que, si les hostilités venaient à recommencer, il se féliciterait de nous voir occuper la plus vaste étendue possible du territoire autrichien et, comme je lui demandai si dans ce cas il serait disposé à modifier et à étendre la portée de notre traité en ajoutant après le mot *Vénétie*, les mots *Trentin* et *Istrie*, que je ne citai qu'en passant, il me répondit que : oui, et m'autorisa, sur la demande que je lui en fis, de le déclarer officiellement à Votre Excellence et qu'on ajouterait alors un article additionnel à notre traité.

Mais je ne dois pas cacher à Votre Excellence que la Prusse se rend parfaitement compte de la gloire et des avantages que lui a valus cette courte campagne. Elle comprend non seulement qu'elle a atteint son but, mais même qu'elle l'a dépassé. Elle reconnaît encore la part, si grande qu'on n'osait pas l'espérer, que la fortune a eue à ses victoires et l'appui considérable qu'elle a prêté à la bravoure de son armée, aux talents de ses généraux, à la remarquable direction politique qui avait si bien préparé les événements.

Mon impression est donc que le comte de Bismarck, après avoir résisté à la pression et aux menaces de la France jusqu'au moment où les armées prusiennes furent arrivées sur le Danube et eurent inondé l'Allemagne, est dans son for intérieur plutôt content de l'immixtion de la France qui, en ayant l'air de lui imposer la paix, augmente, plus qu'elle ne le diminue, le prestige de la Prusse et qu'il désire même cette paix qui lui assure, sans l'exposer à de nouveaux risques, la tranquille possession des avantages obtenus. Quant à l'Autriche, les mesures qu'elle prend actuellement dénotent une telle prostration, un tel abattement qu'il est impossible de penser qu'elle songe à continuer la guerre. Mon opinion est donc que la paix est d'ores et déjà assurée. Les États secondaires de l'Allemagne sont abandonnés à la merci de la Prusse : ils n'ont plus pour toute protection que la France qui s'occupe encore plus d'eux que l'Autriche. Celle-ci, je ne saurais en trouver la véritable raison, a l'air de dédaigner ces petits princes qui, de leur côté, lui gardent rancune et lui reprochent de les avoir trompés en leur promettant l'appui de forces considérables qu'ils n'ont jamais vu arriver, en les entraînant à sa suite par la promesse de faciles triomphes que les événements se sont chargés de changer en défaites retentissantes.

Lorsque je parlai au comte de Bismarck de ces événements en lui disant que la Prusse avait étonné l'Europe, il me répondit :

« *A vous dire vrai, nous avons été étonnés nous-mêmes encore plus que* « *l'Europe!* »

J'ai pu voir par le récit qu'il m'a fait des épisodes de la guerre qu'on attribue une bonne partie des succès remportés en Bohême à l'incapacité du général Benedeck, et ceux remportés au cœur de l'Allemagne aux fautes impardonnables des chefs qui n'ont pas su concentrer les nombreuses troupes dont ils disposaient pour les amener contre les forces prussiennes bien inférieures en nombre. D'une part donc, à moins qu'on n'y soit absolument forcé, on ne désire pas s'engager dans de nouvelles entreprises qui peuvent tout remettre en question, tandis que de l'autre côté le fait que l'Autriche abandonne les États secondaires prouve bien qu'elle est décidée à renoncer définitivement à la lutte.

Ma mission auprès du roi Guillaume n'a donc, vu les circonstances, aucune chance de réussir. J'ai cependant demandé au comte de Bismarck ce que la Prusse ferait dans le cas où l'Italie refuserait d'adhérer à l'armistice du 2 août signé par la Prusse sous la réserve de la ratification de l'Italie. Il me répondit que le but de la guerre prévu par le traité du 8 avril était atteint et que la Prusse invoquerait l'article 4, si je ne me trompe, aux termes duquel les deux parties étaient obligées à consentir à l'armistice ou à la paix dès que l'Italie aurait la Vénétie et que la Prusse occuperait un territoire équivalant à l'intérieur de la monarchie autrichienne.

Au moment où j'allais prendre congé du comte de Bismarck, il me dit : « Puis-je maintenant, Général, vous demander officielle- « ment le consentement de l'Italie. »

Je lui répondis : « Puisque l'armistice ne doit commencer que le 2 août, je télégraphierai à Florence. » Il me recommanda de faire vite et exprima le regret qu'on n'ait pas fait tenir en temps utile des instructions au comte de Barral.

Quant à ce qui a trait aux négociations qu'il avait entamées avec l'Autriche et la France avant de s'entendre avec l'Italie, ce qui constitue à mon sens, au point de vue du droit strict, la seule violation dont la Prusse se soit rendue coupable envers les engagements qui la lient avec l'Italie, le comte de Bismarck me dit qu'au premier moment il avait été, comme nous, intimidé par l'immixtion de la France et que la lenteur de nos opérations l'avait placé dans une position si difficile qu'il lui était impossible de repousser absolument la médiation française qui se manifestait sous un aspect si dangereux. Il me dit que c'étaient là les considérations qui lui avaient dicté sa première réponse et qu'il regrettait de n'avoir pu se mettre immédiatement d'accord avec nous, mais que plus tard il n'y avait plus eu moyen de se dérober indéfiniment aux insistances de la France. Les menaces de la France avaient pris à un certain moment un tel caractère de gravité qu'il fut forcé, afin de décider l'empereur à se montrer moins exigeant, de faire sonner l'alarme par tous les journaux allemands dont il pouvait disposer.

Dans mes deux télégrammes du 26, du reste à peu près identiques et que j'ai expédiés par la voie de Berlin et par celle de Vienne, j'ai cherché à rendre compte à Votre Excellence de la véritable situation des affaires et surtout du véritable mouvement de l'opinion en Prusse, de ses sentiments intimes qui sont bien différents de ceux qu'on lui prête en Italie, afin que le Gouveruement du roi puisse porter sur la situation un jugement basé sur des données positives.

Je ne me suis occupé ni des négociations diplomatiques qui ont eu lieu, ni des conditions des préliminaires de paix. J'ai laissé ce soin au comte de Barral qui en a suivi de près et pas à pas la marche et le développement. J'ai seulement soumis au comte de Barral, qui a adopté ma proposition, la dernière partie du télégramme que nous avons adressé en commun à Votre Excellence, hier 27 juillet et que je transcris ici : « *Nous pensons que la situation est telle qu'il ne nous resterait aujourd'hui d'autre tentative à faire que de laisser entrevoir à la Prusse la perspective d'une paix séparée et immédiate de l'Italie avec l'Autriche, si toutefois le Gouvernement est décidé à aller jusque-là.* »

Je n'ai pas voulu indiquer de la sorte la voie dans laquelle il conviendrait de s'engager et j'ai encore moins songé à conseiller une pareille tactique. Je me suis uniquement proposé de montrer par là au Gouvernement du roi que les résolutions de la Prusse étaient désormais irrévocables, et de lui marquer qu'il n'y avait plus le moindre espoir de la voir appuyer de bon gré et de bon cœur nos revendications du Tyrol et de l'Istrie, ces revendications qui, si elles étaient admises, nous auraient procuré la réalisation complète de notre programme national. J'ai voulu marquer que, si le Gouvernement persistait à vouloir essayer de résoudre cette question, il ne lui resterait d'autre ressource que la menace d'une rupture en laissant entrevoir à la Prusse la perspective d'une paix séparée et immédiate avec l'Autriche, paix qui isolerait la Prusse au moment où il s'agira pour elle de traiter de la paix définitive. Ce serait là un moyen violent qui aurait peu de chances de réussir et qui pourrait avoir pour l'avenir de fâcheuses conséquences. Si l'Autriche envisageait cet avenir avec un peu de calme, elle devrait chercher elle-même la solution définitive de son différend avec l'Italie, et la Prusse ne serait peut-être pas fâchée de voir subsister un germe de discorde entre l'Autriche et l'Italie.

Hier, après le dîner chez le roi, le roi me fit entrer dans son cabinet et me demanda quelles nouvelles j'apportais d'Italie relativement à l'armistice et à la paix.

J'exposai à Sa Majesté, comme je venais de le faire chez le comte de Bismarck, la loyauté et l'admirable fermeté que le roi Victor-Emmanuel avait opposées à la pression que la France avait cherché à exercer sur lui, la loyauté avec laquelle nous avions, avant la guerre, repoussé la cession qu'on offrait de nous faire de la Vénétie, les aspirations du roi, de la nation et de l'armée italiennes qui, sans provoquer pour cela l'intervention de la France, désiraient continuer

la guerre pendant le peu de temps qui pouvait être avantageux aux *deux alliés, c'est-à-dire jusqu'au* moment où nous aurions parachevé *notre programme national et* où la Prusse se serait assuré des *avantages correspondants. Je lui* dis que le roi Victor-Emmanuel *désirait que la Prusse ne prît* aucun engagement sans s'être préa*lablement entendue avec l'Italie*. Je lui exposai la nécessité qui *obligeait l'Italie à désirer et* à poursuivre les réalisations de ce pro*gramme et j'ajoutai : « Qu'il serait regrettable si pour des questions de peu d'importance comme territoire et comme population restées pendantes, les alliances avenir dans la nouvelle assiette que prendrait l'Europe devaient se grouper d'une manière irrationnelle et contre nature... »*

Le roi m'écouta tranquillement et prêta une extrême attention à ces *derniers mots*. Il me répondit que la paix lui avait été imposée par la force des choses. Il fit valoir les difficultées qu'auraient présentées les opérations militaires si la guerre avait continué tandis que jusque-là tout avait si pleinement réussi qu'il devait « *se prosterner* « *et rendre grâce à la Divine Providence dont l'intervention s'était* « *manifestée dans cette circonstance d'une manière indéniable...* »

Sa Majesté exprima l'espoir de voir le roi d'Italie consentir à l'armistice qu'il avait conclu pour le 2 août et ajouta qu'il attendait ma réponse avec impatience.

En terminant mon rapport, je dois encore vous faire connaître que le général Degenfeld, un des plénipotentiaires autrichiens, a attendu pendant quelque temps mon arrivée en disant qu'il était chargé de négocier avec moi l'armistice en Italie. J'ai déclaré au comte de Bismarck que je n'avais pas d'instructions à ce sujet et que de plus il avait été expressément déclaré dans les propositions faites par la France à l'Italie que cet armistice serait signé par les deux chefs d'état-major des armées belligérantes.

Il paraît que le comte Karolyi aurait dit dans une conversation avec l'ambassadeur de France que l'Autriche réclamerait à l'Italie une indemnité équivalente à la valeur des places fortes qu'elle lui abandonne dans le Quadrilatère. »

Télégramme au Ministre des Affaires étrangères

Berlin, 4 août 1866.

« Avant de quitter quartier général prussien, comte de Bismarck m'a lu dépêche de l'Ambassade de France déclarant que la Vénétie était acquise à l'Italie et que partant rien ne s'opposait à donner suite à armistice, etc.

J'ai pris sur moi de demander extra-officiellement quelle signification Prusse donnait à la susdite déclaration demandée à la France,

au lieu de la demander à l'Italie, en lui développant la susceptibilité de l'Italie concernant ingérence étrangère. Bismarck répondit que l'empereur ayant d'abord annoncé que l'Autriche lui avait cédé Vénétie, il fallait au Gouvernement Prussien autre déclaration que la Vénétie appartenait à l'Italie et non pas à la France pour remplir clauses du traité 8 avril.

Votre Excellence recevra par général La Marmora communication Bismarck relativement plénipotentiaire à envoyer à Prague. »

Rapport au Chevalier Visconti-Venosta, Ministre des Affaires Étrangères à Florence

Berlin, 7 août 1866.

« Invité à Nikolsburg par Sa Majesté le roi, je l'ai accompagné pendant les derniers jours de juillet à toutes les revues qu'il passa, le 30, pour l'armée de l'Elbe, le 31, pour l'armée du prince Frédéric-Charles, sur le Marchfeld à quelques kilomètres de Vienne. Le 31 au soir, j'étais de retour à Nikolsburg.

Le 1er août, avant de repartir pour Berlin, je me rendis chez le comte de Bismarck. N'ayant plus retrouvé le comte de Barral à Nikolsburg et n'ayant reçu de Votre Excellence aucune communication relative à l'acceptation de l'armistice par l'Italie, je dis au comte de Bismarck que je ne pouvais lui répondre sur ce point, mais que peut-être le comte de Barral avait déjà pu le satisfaire pendant mon absence.

Le comte de Bismarck me communiqua en effet la note du comte de Barral annonçant que l'Italie consentait à un armistice de quatre semaines sur la base de l'*uti possidetis*.

Le président me lut ensuite différentes dépêches échangées entre l'empereur Napoléon et le roi Guillaume, depuis la première offre de médiation faite par l'empereur, le 5 juillet, jusqu'à la conclusion de l'armistice. — Il ajouta que le dernier télégramme de l'empereur, dont il ne m'a du reste pas donné lecture, invitait la Prusse à déclarer formellement si oui ou non elle acceptait sans ambages la médiation française. « *La France allait enfin éclater*, me dit le comte de Bis- « marck, *et nous avons été forcés d'accepter*. »

Il me répéta encore tous les autres motifs qui avaient décidé cette acceptation de la Prusse : le climat de la Hongrie, le choléra, l'arrivée de l'armée autrichienne d'Italie, la distance qui séparait l'armée italienne du Danube, distance que l'état-major prussien évaluait à 20 ou 25 marches. Il ajouta que lorsqu'il reçut le 5 juillet les premières offres de médiation de la France, il avait été d'avis de l'accepter en principe, mais qu'il fit ensuite connaître aux généraux prussiens qu'il pourrait gagner dix jours en négociant, si de leur côté ils croyaient pouvoir arriver à Vienne pendant ce temps. Les généraux demandèrent quinze jours et il en gagna dix-sept, puisque la première suspen-

sion d'armes porte la date du 22 juin. Mais il fallut ensuite ralentir la marche de l'armée pour donner aux convois de pain et de vivres le temps de rejoindre, et ce fut ainsi qu'il devint impossible d'occuper Vienne.

Enfin le président du conseil me lut une note de M. Benedetti conçue à peu près en ces termes : « *L'ambassadeur de France soussi-* « *gné est autorisé à déclarer officiellement à Son Excellence le président* « *du Conseil du roi de Prusse que la Vénétie est désormais acquise a* « *l'Italie et que partant rien ne s'oppose à donner suite à l'armistice et* « *à la conclusion de la paix* ».

Dans les préliminaires de paix signés à Nikolsburg, il est fait mention dans un article, que j'ai prié le comte de Barral de télégraphier à Votre Excellence, de cette déclaration de la France qui, d'après les remarques faites par le président du conseil à l'ambassadeur de France, avait pour objet de mettre l'Italie dans l'impossibilité de refuser et devait l'obliger à accepter l'armistice et la paix.

J'ai pris la liberté de dire au Président du Conseil : que, sans lui poser une question officielle que je n'étais pas chargé de lui adresser, je le priais de me dire quelle réponse j'aurais à faire tenir à Florence dans le cas où on me demanderait de faire connaître la signification que le gouvernement prussien attribuait à la déclaration de la France, déclaration qui avait donné lieu à la dépêche de M. Benedetti qu'il venait de me lire. J'ajoutai qu'en Italie l'opinion publique gouvernait par l'intermédiaire de la Chambre; que cette opinion était susceptible, d'autant plus susceptible en ce moment que la terminaison brusquée de la guerre n'avait pas donné à l'Italie l'occasion de faire usage des ressources considérables qu'elle avait préparées en vue de la guerre nationale; que l'opinion publique repoussait toute ingérence de la France dans les affaires de l'Italie : que l'empereur Napoléon avait si bien reconnu la légitimité de ces sentiments, que, dans les propositions de médiation qu'il avait récemment renvoyées à Ferrare, il avait parlé d'un plébiscite qui rendrait la Vénétie à l'Italie; que, lorsque l'empereur nous avait proposé de nous faire remettre Vérone à titre de gage pendant l'armistice, le gouvernement italien avait refusé d'admettre l'intervention du général Le Bœuf dans cette remise, bien que le rôle du général français dût se borner à la constatation du départ de la garnison autrichienne et à l'envoi à notre quartier général de l'avis de cette évacuation, sans qu'il ait même à signer le moindre acte ou procès-verbal. Je conclus en disant qu'en présence d'une susceptibilité si vive et si légitime l'Italie avait quelque droit de s'étonner que la Prusse laissât la France s'immiscer dans les affaires d'Italie grâce à la déclaration qu'elle avait demandée non pas à l'Italie, mais à M. Benedetti.

Le président du Conseil me répondit que l'empereur, dans sa première dépêche de médiation du 5 juillet, avait déclaré que l'Autriche lui avait cédé la Vénétie, que comme depuis cette époque on

n'avait reçu aucune déclaration en contradiction avec ce télégramme, la Prusse avait cru nécessaire de réclamer un document établissant que la Vénétie appartenait à l'Italie et non à la France, et dans lequel il fût bien constaté qu'on avait donné satisfaction à l'une des clauses du traité du 8 avril. Il ajouta que la note de M. Benedetti était d'ailleurs un document de chancellerie qui pouvait demeurer inconnu de l'Italie.

Je lui fis remarquer qu'on n'aurait pas pu ignorer le texte des préliminaires de paix de Nikolsburg dans lesquels il est fait mention de cette déclaration de la France et que, sans aucun doute, Son Excellence n'aurait pas pu contester la valeur d'une déclaration faite par l'Italie à laquelle la Prusse aurait pu tout aussi bien s'adresser.

Le comte de Bismarck me répéta que l'article des préliminaires, auquel je faisais allusion, avait eu dans son esprit la signification qu'il m'avait déjà indiquée ; qu'il serait fort peiné si l'interprétation que nous pourrions lui donner blessait lès sentiments des Italiens ; qu'il avait à deux reprises invité le comte de Barral à assister aux conférences dans lesquelles on discuta les préliminaires de paix ; que le comte de Barral n'ayant pas reçu les instructions du cabinet de Florence avait décliné cette invitation et que, si on lui avait présenté plus tôt l'observation que je lui faisais, il aurait assurément évité tout ce qui aurait pu causer quelque déplaisir à l'Italie.

Dans cette conversation à laquelle, afin de ne pas courir le risque d'aller à l'encontre des intentions de Votre Excellence, j'avais donné le ton et le caractère d'un entretien essentiellement privé, le comte de Bismarck ne cessa de se montrer animé des meilleurs sentiments envers l'Italie. Il m'a dit qu'il espérait bien que l'alliance de l'Italie et de la Prusse survivrait à la paix et m'a lu un télégramme récemment envoyé au comte d'Usedom et par lequel ce diplomate est chargé de faire savoir à Florence que, si de nouvelles complications viennent à se produire pendant les négociations de Prague ou après la paix, le gouvernement prussien serait tout disposé à resserrer les liens qui l'unissaient à l'Italie et à prendre avec elle des arrangements de nature à assurer à l'Italie des avantages plus étendus que ceux prévus par le traité du 8 avril. En me développant ce thème, le comte de Bismarck eut soin de peser toutes ses expressions et d'éviter de déterminer l'extension qu'il se proposerait de donner dans ce cas à ces avantages.

Comme je ne me rappelle que trop bien la résistance invincible qu'il opposa lorsque nous nous efforcions d'introduire la question du Tyrol dans le traité du 8 avril, je me permets d'exprimer ici mon opinion et de dire que si, à l'avenir, nous devions conclure de nouveaux accords avec la Prusse, il serait utile de laisser cette puissance désirer et rechercher notre alliance, et cela parce que je crois que si le comte de Bismarck consentirait assez facilement à stipuler en notre faveur les avantages que nous désirons obtenir quant au Tyrol, il serait beaucoup plus difficile de l'amener à y com-

prendre l'Istrie qu'il veut tenir en réserve en vue d'occasions qui peuvent se présenter ultérieurement.

Le comte de Bismarck me demanda ensuite si l'Italie prendrait part aux négociations de Prague. Je lui répondis que, bien que la France eût fait tenir ses propositions de médiation séparément à la Prusse et à l'Italie, je pensais cependant que le gouvernement de Florence reconnaîtrait peut-être que des négociations conduites en commun pourraient mieux servir les intérêts des deux parties, mais que c'était là mon opinion personnelle qui ne reposait sur aucune donnée.

Le comte de Bismarck me parla alors du choix du négociateur italien et comme il s'agit là d'intérêts majeurs j'ai cru devoir, sur le désir qu'il m'en exprima, transmettre à Votre Excellence, comme je viens de le faire par le moyen du général La Marmora, les paroles du Président du Conseil.

Lorsque je pris congé de lui, il me parla de la question des fusils à aiguille demandés par notre gouvernement. Il me dit que l'on avait dans le principe décidé de nous les accorder, mais qu'ensuite le Ministre de la Guerre avait formulé de sérieuses objections motivées par le fait que les régiments de *landwehr*, encore armés de carabines *Minié*, attribuaient au manque de fusils à aiguille les pertes considérables que leur avaient fait éprouver les Hanovriens ; mais que, depuis l'armistice ces objections n'avaient plus de valeur et qu'il croyait par conséquent qu'il serait facile de résoudre la question. Mais le comte de Barral m'a dit aujourd'hui que de nouvelles difficultés s'étaient produites.

Arrivé à Berlin, le 3 août, j'ai trouvé l'invitation de Votre Excellence d'y rester encore quelques jours. Je vous serai fort reconnaissant de vouloir bien, Monsieur le Ministre, me faire connaître par télégraphe l'objet de cette prolongation de séjour ou de me dire si je puis revenir en Italie. »

Rapport à Son Excellence le chevalier Visconti-Venosta,
Ministre des Affaires Étrangères

Paris, 12 août 1866.

MONSIEUR LE MINISTRE,

« J'ai reçu dans la nuit du 9 au 10 le télégramme de Votre Excellence m'autorisant à rentrer en Italie, et ce matin de bonne heure je demandai une audience de congé à S. M. le roi Guillaume et à son premier ministre. Le roi m'a reçu le 10 à onze heures et demie et le comte de Bismarck vers une heure. Le 10 au soir, je partis pour Paris et je demande à Votre Excellence la permission de lui rapporter la conversation que j'ai eue avec Sa Majesté et avec le

Président du Conseil afin de mieux lui faire connaître la situation telle qu'elle était au moment où j'ai quitté Berlin.

Le roi m'a dit qu'il avait de sérieuses inquiétudes presque pour le lendemain. La France lui avait fait des demandes inadmissibles à tous égards, après avoir manifesté quelques jours plus tôt les intentions les plus bienveillantes et les plus désintéressées. Il devait donc croire que l'empereur Napoléon était en quête de prétextes pour chercher querelle à la Prusse. Il ajouta que déjà antérieurement, lors de l'entrevue de Bade, l'Empereur avait cherché l'occasion de faire à la Prusse des propositions semblables à celles que l'Italie avait acceptées en vue de la guerre de 1859. Sa Majesté me raconta en entrant jusque dans les moindres détails, qu'il s'était alors arrangé de façon à réunir à Bade les cinq rois de l'Allemagne et qu'en présence de cette démonstration l'Empereur n'avait plus osé faire allusion à aucune proposition. Le roi ajouta que l'empereur se borna à lui dire en cette occasion qu'il voyait bien que l'Allemagne se défiait de lui et à lui demander les motifs de cette méfiance.

Le roi Guillaume répondit : « Sire, l'Allemagne craint que Votre « Majesté ne veuille s'immiscer dans ses affaires pour lui demander, « comme elle l'a fait avec l'Italie, de lui céder des provinces alle- « mandes. »

L'empereur affirma que ces soupçons n'avaient aucune raison d'être et qu'il désirait trouver le moyen de rassurer le peuple allemand.

Le roi Guillaume lui dit alors : « Si Votre Majesté veut nous ras- « surer, qu'elle fasse à tous les rois réunis ici la même déclaration « qu'elle vient de me faire à moi-même en ce moment. »

« Maintenant, ajouta le roi, l'empereur vient nous demander de « lui céder des provinces et des populations allemandes, lorsqu'il « sait parfaitement qu'il m'est absolument impossible de lui faire la « moindre concession de ce genre.

« Je suis d'autant plus inquiet que je crains une intelligence « entre la France et l'Autriche. On me mande de Prague que « l'Autriche ne veut pas admettre les plénipotentiaires italiens aux « conférences pour la paix. Cela m'a tout à fait l'air d'un prétexte « pour traîner la chose en longueur. »

Je répondis immédiatement : « J'espère que Votre Majesté insis- « tera sur ce point. L'opinion publique en Italie, le cabinet de « Florence et le roi considéreraient comme une injure et une offense « l'exclusion de nos plénipotentiaires des conférences de Prague. « L'Italie croit que le traité du 8 avril lui donne le droit de signer « le traité même auquel la Prusse apposera sa signature. Et ce serait « une paix séparée, celle qui résulterait de deux négociations dis- « tinctes.

« C'est aussi mon avis, me dit le roi, mais je n'ai pas encore vu « Bismarck. Il est malade et je passerai chez lui dans une heure « pour m'entendre avec lui à ce propos. Il me semble en tout cas,

« que d'accord avec la France l'Autriche cherche à faire échouer les « négociations... Ce serait une guerre bien dangereuse pour nous, « si nous avions affaire à la fois à l'Autriche et à la France. Certes, « mon armée se battra bien et j'aurai avec moi toute l'Allemagne... « Je ne dis pas que je compte beaucoup sur les armées des Etats « du Centre que je viens de battre, mais leurs soldats sont bons, « eux aussi, et ils feront nombre... En tout cas, l'armée française est « formidable et d'autant plus que je devrai partager mes forces entre « l'Autriche et la France... Je vous dis la vérité, pour le moment je « suis inquiet... »

Puis le roi me reparla de la dernière guerre, m'en entretint longuement et me congédia avec des signes de sa plus gracieuse bienveillance.

Dès que je fus entré chez le comte de Bismarck, Son Excellence me parla avant tout des demandes de la France qu'il considère comme inadmissibles, absurdes, et qui feraient perdre à la Prusse tout le prestige que lui a valu la dernière guerre, même si on ne les acceptait qu'en très faible partie. Le Président du Conseil me répéta, lui aussi, que la Prusse avait tout lieu d'être surprise des prétentions de la France après les déclarations de désintéressement faites par l'empereur, lorsque pour plaire à la France la Prusse eût consenti à épargner l'Autriche. Il continua en me disant qu'il aimerait mieux perdre tous les avantages acquis par la dernière guerre plutôt que de faire à la France la moindre concession aux dépens du peuple allemand. Il me dit que, si les hostilités recommençaient et si l'Autriche reprenait les armes, il soulèverait la Hongrie, établirait des gouvernements provisoires en Bohême et en Moravie et que toute l'Allemagne suivrait la Prusse dans sa lutte contre la France.

J'interrompis le comte de Bismarck pour lui demander : « s'il n'en« tendait parler que des peuples ou s'il croyait que les souverains, « ceux du sud, le roi de Bavière, par exemple, suivraient la « Prusse. »

Le comte de Bismarck me répondit : « Oui certes, oui. Même les « rois seront avec nous contre la France. Je sais que la France achète « beaucoup de chevaux en France et en Belgique. J'ai demandé des « explications à M. Benedetti qui m'a répondu : « *C'est possible.* » « L'Empereur fait ici une politique absurde, comme celle du Mexi« que et de la Pologne. Ce sont les vieux partis qui le poussent dans « cette mauvaise voie... Moi à sa place, j'aurais cherché à faire « conclure une paix qui eût renfermé un germe de haine implacable entre la Prusse et l'Autriche, en imposant à cette dernière « une effroyable humiliation. Mais voilà qu'il réclame des conditions « magnifiques pour l'Autriche, de sorte que nous aurons l'air d'être « bien plus généreux que nous ne le sommes. Dans quelques jours « nous saurons s'il y a accord entre la France et l'Autriche. Le « comte Karolyi, lorsqu'il vint la première fois à Nikolsburg, m'a « déclaré qu'il était muni de pouvoirs pour traiter même avec l'Ita-

« lie et maintenant on ne veut plus admettre les plénipotentiaires « italiens à Prague. »

Je m'empressai de dire au comte de Bismarck que Votre Excellence ne manquerait pas d'insister sur leur admission, le traité du 8 avril ayant exclu la possibilité d'une paix séparée.

Le comte de Bismarck me répondit que le texte littéral du traité n'en faisait pas une condition formelle, que l'Italie avait déclaré la guerre à part, que maintenant elle concluait un armistice à part, qu'en présence du grand péril qui menaçait actuellement la Prusse, il ne pouvait à son grand regret perdre quinze jours dans des discussion n'ayant d'autre objet que l'admission de nos plénipotentiaires à Prague, que d'autre part on aurait rempli les stipulations du traité du 5 avril si l'on inscrivait la cession de la Vénétie à l'Italie dans un des articles du traité.

Je répondis au comte de Bismarck que l'Italie considérerait comme une paix séparée celle qui serait la conséquence de deux négociations et de deux actes distincts. Le gouvernement de Florence ne pouvait pas, à mon avis, faire autrement que d'insister sur ce point parce que s'il en était autrement, la seule insertion d'un article constatant la cession de la Vénétie n'empêcherait pas l'Autriche, laissée ainsi en présence de l'Italie isolée, de réclamer des indemnités. Si, par exemple, l'Autriche demandait 200 ou 300 millions, l'Italie, loin d'obtenir la Vénétie l'aurait en réalité achetée et dans des conditions bien plus dures que celles qu'on lui avait proposées avant la guerre. Je terminai en disant que, pour satisfaire aux clauses de notre traité d'alliance, il fallait que la Vénétie nous fût cédée autrement qu'à des *conditions onéreuses*.

« *Conditions onéreuses*, c'est précisément l'expression dont je me suis servi il y a une demi-heure dans les instructions que j'ai télégraphiées au baron Werther, répliqua Son Excellence. Je lui ai dit que nous ne pourrions conclure la paix qu'à la condition de la cession de la Vénétie sans *conditions onéreuses* pour l'Italie et de la conclusion de la paix entre l'Autriche et l'Italie... Maintenant, ajouta le comte de Bismarck, on ne devrait pas, par exemple, ranger parmi les conditions onéreuses la demande que l'Autriche pourra formuler et qui consisterait à attribuer à la Vénétie une part proportionnelle de sa dette publique, comme cela a eu lieu pour la Belgique et en 1859 pour la Lombardie... »

Je fis observer que si l'Autriche mettait à la charge de la Vénétie une partie de sa dette proportionnelle au chiffre de sa population, elle nous donnerait une province qui aurait fait faillite...; mais Son Excellence me répondit qu'il y avait à cet égard des règles nettement déterminées et une foule de précédents établissant que de semblables calculs ne peuvent se faire uniquement que d'après le chiffre de la population.

Je déclarai une fois de plus que je n'avais aucune mission à ce propos, que je connaissais toutefois les instructions données au

comte de Barral et que je croyais que le cabinet de Florence insisterait pour prendre part aux négociations de Prague, qu'en tout cas l'article que la Prusse voulait faire insérer dans son traité de paix devrait être ou proposé par le gouvernement italien ou discuté avec lui.

Le comte de Bismarck me dit alors : « Je ne puis m'engager à « faire insérer l'article qui serait proposé par votre gouvernement, « puisque j'ignore quelles peuvent être ses prétentions; mais si le « gouvernement italien veut bien me faire connaître ses désirs sur « ce point, je les discuterai volontiers avec lui... »

Au moment où j'informai peu après le comte de Barral de la conversation que je venais d'avoir avec Sa Majesté et son Ministre et où je me disposai à en télégraphier le résumé à Votre Excellence, nous avons reçu le télégramme de Votre Excellence prescrivant au comte de Barral de ne plus insister sur l'admission de nos plénipotentiaires à Prague. Nous en avons conclu que Votre Excellence avait conçu d'autres projets, et nous avons cru utile de lui télégraphier. Mais, lorsqu'à mon arrivée hier soir à Paris, je me rendis de suite chez le chevalier Nigra, ce Ministre, qui n'avait reçu aucune nouvelle des négociations que nous supposions en cours, a cru utile de télégraphier à ce propos à Votre Excellence[1].

Avant de terminer le présent rapport, je dois encore informer Votre Excellence qu'au cours de la conversation, le comte de Bismarck m'a encore dit : « *Maintenant, général, je veux vous faire* « *une demande à laquelle vous me direz que vous ne pouvez pas* « *répondre. Quelle serait l'attitude de l'Italie, si la France nous déclarait la guerre?*

Je répondis : que Son Excellence avait deviné juste et que je ne pouvais connaître les résolutions que mon gouvernement prendrait à l'avenir; et si cependant Son Excellence voulait mon opinion comme *échantillon de l'opinion du grand parti modéré italien, je pouvais lui répondre que l'Italie ne pouvait, en aucun cas, faire la guerre à la France à laquelle nous devions d'avoir guidé nos premiers pas dans le chemin qui nous a conduits à notre grandeur actuelle, tant que la France ne nous y forcera pas absolument.*

« Je comprends, a répliqué le comte de Bismarck, nous ne de- « manderions à l'Italie, dans une pareille éventualité, qu'une neu-

1. La décision que le Gouvernement italien communiqua au comte de Barral avait été amenée par le fait que le Gouvernement français avait fait connaître sa ferme intention d'intervenir comme partie contractante dans le traité de cession de Venise à l'Italie et qu'en présence des complications qui pouvaient résulter de cette manifestation, le Gouvernement italien avait cru plus simple de négocier et de signer la paix directement avec l'Autriche, après avoir obtenu la garantie que la Vénétie lui serait cédée aux mêmes conditions que la Lombardie, c'est-à-dire sans autres conditions onéreuses que celles qui avaient trait à la dette publique.

« tralité bienveillante et une attitude qui donne des inquiétudes à « l'Autriche. »

Entre temps, il est certain que le comte de Bismarck redouble d'activité pour accélérer et rendre plus redoutable la formation de la légion hongroise qui, sous les ordres du général Klapka, a fait récemment une première tentative d'incursion en Hongrie. »

Lettre (non expédiée) adressée au chevalier Visconti-Venosta

Badia, 19 août 1866.

MONSIEUR LE MINISTRE,

« Les scrupules qui s'étaient emparés de mon esprit m'ont poussé, lorsqu'il y a deux jours j'arrivai à Padoue et m'y trouvai avec le ministre Depretis, à lui parler des dernières conversations que j'ai eues à Berlin avec le comte de Bismarck. J'en avais déjà entretenu, lors de mon passage à Paris, le chevalier Nigra; je lui avais demandé s'il convenait d'en informer Votre Excellence par télégraphe. Vous savez que le chevalier Nigra avait cru indispensable de vous faire connaître qu'il y avait lieu de profiter du moyen qui s'offrait à nous pour arriver plus rapidement à la conclusion de la paix et que ce moyen consistait à faire insérer, par les soins de la Prusse, un article qui, rédigé par nous, aurait servi de préliminaire aux négociations. Malgré cela, j'ai craint que le télégramme du chevalier Nigra n'ait pas été suffisamment explicite, et c'est pour cette raison que j'ai cru devoir aborder à nouveau ce sujet avec le Ministre de la Marine. Aujourd'hui un autre scrupule s'est emparé de moi et c'est celui-là qui me pousse, Monsieur le Ministre, à vous adresser cette lettre que je prie Votre Excellence de vouloir bien accueillir favorablement.

Dans mon dernier rapport daté de Paris, j'ai dit : « ... Que le comte de Bismarck croyait à la grande probabilité d'une guerre avec la France, qu'il s'attendait à trouver devant lui l'Autriche alliée à la France. C'est pour cela qu'il n'a pas hésité un moment à tripler l'effectif de la légion hongroise, sous les ordres de Klapka. Il m'a encore dit qu'il ferait éclater la révolution dans l'empire d'Autriche, qu'il établirait des gouvernements provisoires à Prague et à Brünn. Quand il m'a parlé de la politique de l'empereur Napoléon, il m'a dit que c'était une politique absurde, « à moins qu'il ne soit déjà d'accord avec l'Autriche, ou bien *qu'il le soit avec la Russie, ce qui est beaucoup moins probable...* »

Mais si le comte de Bismarck avait conçu de sérieuses inquiétudes, je dois ajouter, Monsieur le Ministre, que le prince Napoléon, ayant été informé de mon passage à Paris, me fit appeler et m'entretint pendant plusieurs heures de la situation politique. Il m'a parlé de la

guerre contre la Prusse comme d'une chose des plus improbables, m'a dit que l'empereur n'en voulait absolument pas et pour de bonnes raisons ; d'abord parce qu'il n'était ni prêt à la faire, ni en état de la faire, ensuite parce que la situation intérieure de la France était des plus graves à ce moment, enfin, parce que l'Empereur était atteint d'une maladie « dont *il ne se remettra pas de longtemps, du moins pour pouvoir monter à cheval. La guerre est enfin impossible aujourd'hui..., je ne dis pas dans six mois, dans un an, dans deux ans, mais pas aujourd'hui.* »

C'est aussi la conviction du chevalier Nigra. Tout en sachant, Monsieur le Ministre, que vous avez certainement de bien meilleures informations que celles que je puis vous fournir, j'ai cru cependant de mon devoir de vous communiquer, par lettre particulière, ces quelques renseignements, parce que j'ai pensé que dans des circonstances aussi graves, une connaissance incomplète ou inexacte de la situation pouvait amener le gouvernement, soit à donner une extension plus grande encore à des armements déjà colossaux, soit à s'engager dans la voie des économies et des réductions, décider en un mot, le gouvernement à prendre des résolutions qui sont sans aucun doute une des plus sérieuses préoccupations du Ministère.

Quant à la conduite de la Prusse à notre égard, elle est bien loin d'avoir toujours été édifiante. Lorsque les pressantes instances que la France faisait pour arrêter la guerre arrivèrent au quartier général prussien, lorsque le comte de Bismarck redouta une intervention qui aurait trouvé les provinces rhénanes dégarnies de troupes, il perdit toute mesure dans les soupçons injurieux qu'il conçut à l'égard de l'Italie. Irrité de l'inaction de notre armée, bien qu'il n'eût jamais admis que la bataille de Custozza fût une bataille perdue, il dit au colonel Avet, que si la Prusse s'était décidée à dégarnir les provinces rhénanes, elle ne l'avait fait que sur le conseil du général Govone. Il est vrai que dans les conversations que j'avais eues à Berlin avant la guerre, j'avais fait ressortir la nécessité d'amener sur le point décisif, c'est-à-dire sur la frontière autrichienne, toutes les forces prussiennes, même celles du Rhin, et de recourir à une mesure qui a peut-être bien contribué à assurer le gain de la bataille de Sadowa. Mais à ce moment-là, en proie à l'inquiétude et au dépit, le comte de Bismarck en est arrivé à croire que tout a été combiné entre la France et nous, que tout a été combiné avec une perfidie qui dépasse tout ce qu'il est possible d'imaginer afin de préparer la ruine de la Prusse.

Maintenant ces soupçons se sont dissipés, notre parfaite loyauté a été reconnue, tandis que la Prusse, au contraire, n'éprouve aucun scrupule, je ne dirai pas, à violer ouvertement les engagements qu'elle avait souscrits, mais du moins à donner à toute expression quelque peu douteuse l'interprétation la moins favorable aux intérêts de l'Italie.

Le comte de Barral m'a à plusieurs reprises demandé d'informer Votre Excellence de ces tendances peu généreuses de la Prusse, tendances qui ne sont pas exceptionnelles et particulières à ce moment, mais qui font partie d'un système qu'elle applique dans toutes les conjonctures politiques. »

NOTE VIII

RAPPORT SUR LA JOURNÉE DU 24 JUIN 1866

Quartier général de Mariana, 28 juin 1866.

A Son Excellence le commandant du III[e] corps d'armée,

« J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence le rapport sur la part prise par la 9[e] division du III[e] corps d'armée à la bataille du 24 juin.

Les ordres de mouvement pour les journées du 23 et du 24 juin prescrivaient à ma division campée à La Motta de passer le 23 le Mincio à Goïto, de se porter sur Corte Bertone et Casanova dans la direction des débouchés de Mantoue et de s'engager sur le pont du Mincio après la division du prince Humbert.

Mise en mouvement vers midi, la 9[e] division arriva vers sept heures du soir sur ses positions et établit ses avant-postes dans la direction de Mantoue. En raison du temps qu'il fallut employer pour parquer les voitures, établir le camp des troupes, placer les avant-postes et distribuer les vivres pour la journée du 24, les troupes qui avaient eu à exécuter une marche des plus éprouvantes par une chaleur torride ne purent commencer à se reposer que vers les dix heures du soir.

Entre temps, la division avait reçu à neuf heures du soir l'ordre de se remettre en mouvement à une heure et demie du matin, de se porter dans la direction de Quaderni et Rosega-Ferro et de venir prendre position à Pozzo Moretto sur les pentes du Monte Torre en réserve des 7[e], 8[e] et 16[e] divisions établies entre Villafranca et Somma Campagna. La 9[e] division reprit donc sa marche à une heure et demie du matin, sans avoir eu le temps, ni de prendre un vrai repos, ni de faire la soupe. Elle chargea ses vivres et sa viande sur ses voitures.

La marche sur Quaderni et Rosega-Ferro fut, elle aussi, très fatigante. La division fut arrêtée à hauteur de Sei Vie par les équipages de la 8[e] division et à Quaderni par ceux de la 7[e], de sorte qu'à huit heures du matin sa tête de colonne était encore à Quaderni.

A ce moment, on entendit le canon dans la direction de Villafranca.

Je fis en conséquence arrêter le mouvement des convois de la 7e division et je prescrivis à mes unités de combat de se porter vers Rosega-Ferro. J'ordonnai de laisser en arrière mes propres convois, et même s'il était impossible de faire autrement, une batterie qui marchait avec la brigade de queue et qui reçut l'ordre de s'établir dans ce cas derrière mes équipages.

Le général Bottacco se porta en avant et réussit même à emmener sa batterie avec lui. Afin d'éviter d'autres encombrements par lesquels je craignais d'être arrêté à Rosega-Ferro, je jetai la tête de colonne un peu plus à gauche dans les chemins de terre des Prati de Prabiano.

Vers huit heures et demie, je reçus de Votre Excellence l'ordre de modifier quelque peu la direction qui m'avait été primitivement donnée et d'aller m'établir à gauche de la division Bixio dans la plaine couverte de Villafranca, où la cavalerie autrichienne s'était engagée contre la division du prince postée à l'extrême droite.

Afin d'arriver plus rapidement sur la nouvelle position, j'ordonnais au général Bottacco, qui n'était pas encore entré dans ces chemins de terre, de se porter sur Rosega-Ferro, de défiler coûte que coûte par ce village et de se diriger sur Villafranca sous la conduite d'un officier d'état-major de Votre Excellence. Pendant ce temps, je dirigeai par la grande route de Villafranca à Valeggio, entre Dossi et la Gherla, la brigade de tête, général Danzini. Cette brigade s'était déjà engagée dans cette direction avec deux batteries, lorsque je reçus de Votre Excellence et de Sa Majesté que je rencontrai en route, l'ordre de me porter définitivement sur Canova et Pozzo Moretto et d'appuyer la division Brignone fortement engagée avec l'ennemi à Custozza.

Bien que ne connaissant pas encore exactement la position du général Brignone, je pensai que je ne pouvais mieux faire que de pousser ma division sur la hauteur du Monte Torre. Je formai sans perdre une minute la brigade Danzini en colonne de bataillons à distance entière en plaçant le 34e bataillon de bersagliers (major Pescetto) en avant du front, une batterie au centre de la brigade et en gardant l'autre batterie en réserve. Les troupes étaient déjà fatiguées et fort éprouvées par la grande chaleur. Le terrain labouré et coupé augmentait les difficultés qu'il restait à surmonter pour gagner les positions du Monte Torre ; j'ignorais encore si elles continuaient à être au pouvoir de la division Brignone. Comme il s'agissait d'un mouvement d'une extrême urgence et comme je ne savais pas si les hauteurs étaient déjà occupées par l'ennemi, je dus, quoique à contre cœur, me décider à faire mettre sac à terre aux deux régiments de la brigade Alpi. Mes troupes commencèrent à s'élever vers les hauteurs, l'artillerie fut traînée et poussée vivement le long des pentes escarpées et atteignit les crêtes encore tenues par quel-

ques fractions de bersagliers et de grenadiers de Lombardie qui avaient beaucoup souffert sous le feu de l'ennemi.

Notre entrée en ligne vers les dix heures fut saluée par les acclamations de ces braves troupes. Je fis immédiatement prendre position aux 5ᵉ et 6ᵉ batteries qui marchaient avec la brigade Alpi et je leur fis ouvrir le feu afin de contre-battre la nombreuse artillerie ennemie qui, établie sur des positions situées dans la direction de Berettara, nous canonnait à grande distance. Mes officiers d'artillerie évaluaient la force de ces batteries à 40 ou 50 pièces.

Entre temps, je rappelai à moi la brigade Pistoïa qui était arrivée à Villafranca. — Celle-ci déposa ses sacs à Villafranca et arriva vers onze heures au pied des hauteurs avec le 27ᵉ bataillon de bersagliers (major Lavezzeri) et la 4ᵉ batterie. Je la laissai en 2ᵉ ligne, bien abritée par le terrain, mais je ne tardai pas à faire venir la 4ᵉ batterie et je disposai ainsi de 18 pièces réunies sur le même point.

A ce moment, vers dix heures et demie, la position était la suivante :

A ma droite, la 8ᵉ division (Cugia) avait occupé les positions de Monte Croce. L'ennemi tenait Custozza, le mont Belvedere avec l'église, le cimetière et les nombreuses fermes (*Cascine*) Maffei, Pedrazzo, Baffi, il Gorgo, Cavalchina, en somme, toutes les positions qui s'étendent de Belvedere vers Somma Campagna. Quelques compagnies du 1ᵉʳ grenadiers défendaient encore la partie orientale des collines de Custozza en dehors du village.

Après avoir examiné la situation, je reconnus qu'il fallait avant tout essayer de reprendre Custozza.

Sans m'occuper du feu des batteries ennemies, j'ordonnai à mon artillerie de concentrer son feu sur le village et j'ordonnai en même temps au 34ᵉ bataillon de bersagliers de s'élever jusque sur les crêtes et de venir soutenir la poignée de grenadiers qui défendaient le terrain pied à pied. Ce brave bataillon, oubliant sa fatigue, gravit les escarpements de la colline et vint au son de ses clairons se former à hauteur des grenadiers avec lesquels il s'élança au pas de charge sur Custozza dont nous nous emparâmes à onze heures.

Pendant cette attaque j'avais été rejoint par le régiment de lanciers de Foggia que Votre Excellence m'envoya de Villafranca avec la batterie à cheval du capitaine Perrone de S. Martino.

La tête de cette colonne arriva au débouché de Custozza, sur les derrières de l'ennemi et contribua au succès de l'attaque.

Afin de m'assurer la possession du village j'y envoyai le 51ᵉ d'infanterie avec le brave colonel Marchetti et j'ordonnai au général Danzini de prendre le commandement de toute la défense.

Avant même que ces renforts n'eussent pu arriver, l'ennemi fit exécuter un retour offensif aux troupes fraîches qu'il tenait en réserve sur le mont Belvedere, pendant que son artillerie concentrait en même temps contre mes batteries du Monte Torre ses feux dont l'intensité avait redoublé.

L'assaut fut repoussé en quelques instants, et avec la plus grande bravoure, par le 34e bataillon de bersagliers et les grenadiers.

Certain désormais que l'ennemi tenait sur et derrière le Belvedere des réserves qui menaçaient directement Custozza, je tentai de les en déloger en faisant converger les feux de mes 18 pièces sur le Monte Belvedere ainsi que sur les fermes qui se trouvent le long de ses flancs et en recommandant à mon artillerie de battre les fermes les unes après les autres.

Grâce à cette concentration du tir de mon artillerie, grâce aux feux bien dirigés du 34e bataillon de bersagliers, du 51e régiment d'infanterie et des grenadiers, on parvint à chasser l'ennemi du sommet et des pentes du Monte Belvedere. On put voir les troupes autrichiennes s'enfuir en désordre à travers le terrain couvert et boisé de la Cavalchina et de la Bagolina. Mais l'ennemi se maintint en arrière des crêtes à l'abri de nos feux, qui pendant toute la durée de cet engagement avaient été dirigés avec une remarquable habileté digne de tous les éloges, surtout à la 4e batterie Laparelli.

Aussitôt ce succès obtenu, j'envoyai mon chef d'état-major, le brave major Chiron, à Custozza avec l'ordre de s'emparer du Belvedere, si toutefois la fatigue des troupes permettait encore de leur demander un pareil effort, mais en lui recommandant, dans le cas contraire, de ne pas tenter une entreprise qui, si elle échouait, pouvait entraîner la perte de Custozza. L'énergie du major Chiron et des 3 compagnies du 34e bersagliers suivis par le 51e régiment et par le 4e bataillon du 35e d'infanterie triompha de toutes les difficultés.

A deux heures trois quarts, le Belvedere était enlevé et on occupa en même temps le cimetière, l'église et les fermes qui s'élevaient sur la ligne suivie par la colonne d'attaque et dont les derniers défenseurs tombèrent entre nos mains.

L'ennemi chercha aussitôt à nous arracher les importantes positions que nous venions d'enlever. A trois heures, il tenta de reprendre le Belvedere.

Quatre grosses colonnes autrichiennes se portèrent en avant, se dirigeant : l'une vers le sommet de la hauteur, l'autre sur le *palazzo* Maffei, la 3e sur le *palazzo* Baffi, la 4e vers le fond de la vallée.

Cette attaque était pleine de dangers pour nous. J'ordonnai à mon artillerie de diriger son tir contre les colonnes qui, quoique décimées par nos projectiles, arrivèrent néanmoins jusqu'à portée de fusil de Custozza, pendant qu'une lutte furieuse d'attaques et de contre-attaques à la baïonnette s'engageait sur les crêtes du Belvedere et que les cris de : *Savoia* arrivaient jusqu'à nous au Monte Torre.

L'issue de la lutte demeura incertaine pendant quelque temps. Enfin, grâce au tir rapide et bien dirigé des batteries, grâce aux efforts vigoureux des bersagliers et du 34e d'infanterie, renforcés entre temps par le reste du 35e régiment, on parvint une fois encore à rejeter l'ennemi qui se retira en désordre assez loin en arrière

dans la direction du Monte Molimenti. Ce succès fut salué par les *hurrah* enthousiastes des troupes de la 9e division établie sur les hauteurs.

A trois heures et demie, toutes les positions étaient à nous. L'artillerie commençait à manquer de munitions.

Les canonniers, que j'avais fait soutenir par quelques braves grenadiers qui se trouvaient encore avec nos troupes et qui s'étaient offerts spontanément pour ce service, étaient à bout de forces. Je dus pour cette raison d'abord ralentir, puis faire cesser le feu dès que les batteries ennemies, qui, après s'être approchées de nos positions, s'étaient elles aussi repliées, renoncèrent à nous canonner. La victoire était à nous et sur les crêtes du Belvedere les bersagliers s'étaient avancés de 1.000 mètres dans la direction du Monte Molimenti.

Tout semblait indiquer que la bataille était définitivement gagnée. J'envoyai aux voitures chargées de vivres l'ordre de se rapprocher afin de pouvoir faire préparer le repas de mes troupes en arrière de la position. J'envoyai également chercher les colonnes de munitions afin de ravitailler mes batteries et mes bataillons. Une section d'ambulance était déjà établie sous la direction du médecin de régiment Buonalumi à la ferme Coronini. Elle y resta jusqu'au soir, même sous le feu.

Mais vers les quatre heures, je vis se préparer une nouvelle et formidable attaque qui, partant de Staffalo et de Cavalchina, allait avoir pour objectif le Monte Belvedere. Les colonnes succédaient aux colonnes. Je jugeai que l'ennemi devait disposer à cet effet de plusieurs brigades, peut-être même de 4 brigades. J'envoyai aussitôt le 27e bersagliers (major Lavezzeri), et le 36e d'infanterie, conduit par le brave général Bottacco, renforcer Custozza et le Belvedere, et ce fut à ce moment que je priai à nouveau Votre Excellence de m'envoyer des troupes fraîches afin de pouvoir non pas opposer à l'ennemi des forces égales aux siennes, mais au moins soutenir la lutte dans des conditions moins défavorables et moins inégales.

Mes troupes étaient trop épuisées et trop peu nombreuses pour pouvoir repousser une si forte attaque. Je demandai en attendant au général Cugia des munitions d'artillerie dont quelqu'une de nos batteries manquait absolument, et il m'envoya un caisson.

L'artillerie put ainsi rouvrir le feu qu'elle entretint autant que le lui permettait la rareté de ses munitions qu'il s'agissait de ménager.

On disputa à l'ennemi la position du Belvedere autant qu'il fut possible de le faire grâce au tir à mitraille d'une section de la batterie à cheval du capitaine Perrone de S. Martino qui, venu de Custozza, s'était établi sur la position du Belvedere. — Mais tous les efforts se brisèrent contre la supériorité écrasante du nombre et le Belvedere fut perdu.

L'ennemi y fit aussitôt prendre position à une grosse batterie et poussa ses troupes en arrière de la lisière gauche de Custozza qu'il

écrasa sous des feux convergents. — Au même moment, mes batteries, sur lesquelles il fit pleuvoir une grêle d'obus et de mitraille, brûlaient leurs dernières gargousses.

Si Votre Excellence avait pu disposer de troupes fraîches, il m'aurait été possible de tenir Custozza et le Monte Torre jusqu'à leur arrivée et la journée aurait été à nous. — Mais lorsque vous m'eûtes fait savoir qu'il vous était impossible de m'envoyer du renfort, je me vis contraint à abandonner une position que l'ennemi pressait outre mesure et qu'il était déjà sur le point de cerner. Je déployai le 52e régiment par bataillons en masse couverts par une chaîne de tirailleurs afin de protéger la retraite de mon artillerie dont il me fallait dérober les chevaux, les caissons et les servants aux volées de mitraille qui n'auraient pas tardé à rendre mon départ impossible.

En moins d'une demi-heure, le 52e que j'avais tenu jusque-là sur le Monte Torre et qui constituait ma seule réserve éprouva des pertes considérables.

Parmi les officiers de mon état-major ou parmi ceux qui s'étaient volontairement offerts pour marcher avec ce régiment, le capitaine Cotti était tué, le capitaine Nasi grièvement blessé : moi-même, ainsi que presque tous les autres officiers et leurs chevaux, nous étions blessés ou contusionnés.

Les capitaines d'état-major Rugiu et Biraghi qui servaient de guides à nos troupes furent, eux aussi, blessés à Custozza.

A cinq heures trois quarts, je donnai l'ordre de battre en retraite et je me repliai sur Villafranca. Quatre de mes canons qui avaient perdu soit leurs attelages, soit leurs avant-trains, soit leurs conducteurs, et qu'il aurait fallu sans cela abandonner, furent traînés à bras jusqu'à cet endroit par quelques braves officiers, caporaux et soldats du 51e, qui tous faisaient partie des échelons les plus avancés de ma chaîne de tirailleurs. A ce moment, le général Bottacco fit entrer en ligne au débouché du chemin entre Custozza et le Monte Torre à la *cascina* Coronini un escadron des chevau-légers de Lucca et deux des lanciers de Foggia, sous les ordres des colonels Cravetta et Salasco, afin d'empêcher la cavalerie ennemie de se jeter sur nos troupes.

Conformément aux ordres que je reçus, je repliai mes troupes de Villafranca par Rosega-Ferro et Quaderni sur Valeggio où elles arrivèrent vers minuit.

En se retirant sur Valeggio, mes troupes rencontrèrent en chemin les convois que les 7e et 8e divisions avaient abandonnés à peu de distance de Quaderni, puis des corps appartenant aux 7e et 8e divisions en retraite sur Goïto ; mais, la nuit étant survenue, une partie d'entre elles se trompa de route et se dirigea sur Goïto au lieu de suivre le chemin qui mène droit à Valeggio.

Je fis occuper Valeggio par le 52e et passer le Mincio au reste de la division afin de pouvoir faire distribuer des vivres à mes troupes, sans encombrer Valeggio de mes voitures.

Le lendemain, après avoir fait venir pendant la nuit les dernières voitures qui se trouvaient encore à Borghetto, comme j'avais reçu l'ordre de couper le pont de Valeggio, je retirai de cet endroit le 52e régiment, et je m'établis sur la rive droite, sur le haut plateau à mi-chemin entre Valeggio et Volta, à Montalto. J'y fis prendre position à mes troupes de façon à permettre aux parcs et aux convois de filer sur Volta. Les troupes étaient extrêmement fatiguées, mais grâce à l'activité déployée par mon commissaire de guerre, Gazzagne, elles purent toucher leur ration de vivres et compléter ce qui leur avait été distribué pendant la nuit précédente à Borghetto [1].

Les pertes de la division tant en morts qu'en blessés s'élèvent à 50 officiers et un peu plus de 1.000 hommes. Les troupes ont fait preuve des qualités que l'Italie leur reconnait.

Les deux bataillons de bersagliers méritent une mention spéciale et en particulier le brave major Lavezzeri du 29e bataillon, qui a été grièvement blessé. Les bataillons ont perdu le cinquième de leurs cadres d'officiers. La batterie S. Martino a consommé toutes ses munitions, et la batterie Laparelli a perdu 12 chevaux et 12 des conducteurs de ses 6 pièces. Le capitaine Perrone a déployé une admirable énergie tant à Custozza qu'au Belvedere.

Parmi les régiments d'infanterie, je dois signaler tout particulièrement le 51e qui a perdu 21 officiers, y compris le médecin du régiment Esdra qui a été tué et un médecin de bataillon qui est au nombre des blessés. 4 des capitaines du 4e bataillon de ce régiment (major Cilavegna) ont été tués. Le capitaine Serra est tombé mort de fatigue.

J'aurai encore à signaler à Votre Excellence de nombreux traits de courage. Le temps me manquant pour les mentionner avec la consciencieuse exactitude qu'ils méritent, je me réserve d'en faire l'objet d'un rapport spécial et d'appeler sur leurs auteurs la bienveillance du roi.

Les troupes ont fait plusieurs centaines de prisonniers appartenant aux régiments autrichiens nos 6, 19, 48, 76, 71, 29 et 50 [2]. Il

1. On lit dans le *Journal de marche de la division* qu'on fit la soupe. lorsque la division se fut déployée sur les hauteurs de Montalto et seulement lorsqu'on n'eut plus rien à craindre des quelques alertes tentées par l'ennemi. Grâce à l'activité du commissaire, on avait pu procéder à une distribution partielle de vivres pendant la nuit à Borghetto.

2. Parmi ces régiments, les 19e et 48e formaient la brigade Scudier, le 29e faisait partie de la brigade Kirchsberg, et le 76e de la brigade Welsersheimb. Il est certain que ces régiments laissèrent des prisonniers aux mains des Italiens.

Pour ce qui est des autres, il doit y avoir des erreurs de numéros, puisque le 50e appartenait à la brigade Piret qui combattit contre Cerale, et que les 6e et 71e n'étaient pas à l'armée. Au lieu et place de ces régiments, il y avait en face de la 9e division, en dehors des 4 régiments désignés ci-dessus, les 31e, 43e, 65e, 66e, 53e, 45e et des portions du 70e et du 5e.

Les 4 bataillons de chasseurs dont parle le général Govone à propos de

semble donc qu'on a engagé contre la 9e division trois brigades complètes du VIIe corps et une demi-brigade du IXe corps. Les prisonniers affirment que les Autrichiens ont mis en ligne 4 bataillons de chasseurs.

Le Lieutenant Général commandant la division,

GÉNÉRAL GOVONE. »

la dernière attaque étaient le 3e chasseurs Empereur de la brigade Welsersheimb, le 7e chasseurs de campagne de la brigade Töply, le 21e de la brigade Möring, et peut-être le 4e ou le 15e, qu'on avait ramenés en ligne après l'échec qu'ils avaient essuyé le matin.

NOTE IX

RAPPORT SUR LES ÉVÉNEMENTS DU 30 JUIN

AU COMMANDANT DU IIIe CORPS

Quartier général de Mariana, 30 juin 1866.

« De retour à l'instant même, cinq heures trois quarts, de Redondesco, je reçois les instructions de Votre Excellence et me félicite d'avoir pu les interpréter dans les dispositions que j'ai données.

Le premier avis qui me signala ce matin le mouvement de la cavalerie autrichienne sortie de Goïto me fut transmis de vive voix par un lancier de Foggia qui arriva à la ferme et m'annonça que les Autrichiens étaient tout près sans pouvoir m'indiquer l'endroit où ils se trouvaient, ni la direction. Mais pensant qu'il ne devait s'agir là que d'une pointe faite par des escadrons qui étaient en exploration, ignorant que notre chaîne de découvertes avait été repliée, je crus prudent de faire filer tous les bagages sur Asola afin de prévenir toute cause de confusion et de désordre, et je fis prendre les armes à mes troupes. J'avais choisi la direction sur Asola afin de laisser libres les routes de Redondesco où je résolus d'envoyer la brigade Bottacco avec un bataillon de bersagliers et une batterie après lui avoir ordonné d'y prendre position en arrière d'un des grands canaux qui s'y trouvent et de protéger soit la retraite de la cavalerie, soit le mouvement d'autres escadrons qu'on pourrait vouloir pousser en avant pour reprendre le terrain perdu. Je dirigeai la brigade Bottacco par le chemin di Valli e Mosio, d'où elle devait prendre à gauche pour se porter sur Redondesco et s'avancer le plus possible dans le cas où l'ennemi aurait déjà occupé Redondesco. J'envoyai en même temps mes chevau-légers de Lucca en reconnaissance et je sus bientôt que la cavalerie du colonel Firrao se repliait tout simplement sur Gazzoldo tandis que le général Pralormo m'annonçait qu'il montait à cheval et s'avançait sur Redondesco. — Mon mouvement était désormais simple et clair, et il s'exécuta en bon ordre. Après avoir mis la brigade Bottacco en marche et lui avoir ordonné d'occuper Mariana, je me rendis en personne par le chemin le plus court

à Redondesco. Je trouvai cet endroit occupé par notre cavalerie. Je me dirigeai alors sur Gazzoldo et j'y rencontrai le général Pralormo avec sa cavalerie qui venait de remporter un brillant succès.

Le colonel Firrao avec 2 escadrons avait, de cinq à dix heures du matin, tenu en respect la cavalerie ennemie, 1 régiment et demi (hussards de Wurtemberg et de Bavière) et s'était ensuite replié sur Gazzoldo où venait d'arriver la tête de colonne du général Pralormo. Le 4e escadron (Mussi) des lanciers de Foggia chargea aussitôt sur la route, culbuta la colonne ennemie qui s'enfuit en désordre, laissant derrière elle des prisonniers, des chevaux, des armes, des morts et des blessés. Le capitaine Mussi et le sous-lientenant Santi se sont distingués en prenant la tête de la charge. Ils sont tous deux légèrement blessés. Santi a tiré cinq coups de revolver à bout portant sur un officier autrichien.

En retournant de Gazzoldo à Redondesco avec le général Pralormo, nous avons rencontré la cavalerie du général Barral qui débouchait de Redondesco allant sur Gazzoldo. Mais l'affaire était finie.

Je laisserai une brigade ici et une à Redondesco et il n'est pas de cavalerie au monde qui réussisse à me déloger de ces deux positions que l'infanterie seule est capable d'attaquer. C'est seulement dans le cas où j'y serais attaqué par une infanterie supérieure en nombre que je prie Votre Excellence de me dire si je dois me retirer ou si Votre Excellence me fera soutenir afin de me mettre à même de conserver la position.

L'alerte d'aujourd'hui pouvant se renouveler, je crois qu'il serait préférable d'occuper la ligne du Mincio qui est plus tranquille et plus sûre que les positions occupées actuellement par l'armée. C'est là une simple opinion que je me permets d'exprimer.

Notre cavalerie avait belle apparence ce matin et était pleine d'entrain. Ma division est tout à fait remise en ordre. Les isolés et les trainards sont presque tous rentrés. Les soldats ont réparé leurs forces et nettoyé leurs armes et leur équipement. Depuis avant-hier j'ai veillé à ce qu'on remette l'habillement en état et j'ai fait arriver des munitions d'infanterie. Une de mes brigades n'a encore qu'à peine la moitié de ses cartouches... »

NOTE X

LE GÉNÉRAL GOVONE A CUSTOZZA D'APRÈS LE LIVRE DU GÉNÉRAL POLLIO. — UNE APPRÉCIATION DU ROI VICTOR-EMMANUEL SUR GOVONE[1].

Une bataille perdue cause dans un pays une si profonde tristesse, la douleur qu'on en ressent est si vivace qu'on cherche instinctivement à ne pas s'appesantir sur des événements aussi douloureux et qu'on néglige les grands enseignements qu'on pourrait en tirer. On n'approfondit pas non plus assez sérieusement le rôle brillant qu'y ont joué certains généraux en sous-ordre qu'il aurait suffi de laisser agir ou de soutenir à temps pour faire pencher la balance en faveur de celle des deux armées que le sort des armes n'a pas favorisée. Ce n'est que lorsque le temps a réussi à ramener le calme dans les esprits et les cœurs, quand les plaies ouvertes par la défaite se sont peu à peu cicatrisées, que l'histoire peut et doit commencer son œuvre de justice et de réparation.

Pour le général Govone, cette œuvre de justice s'est accomplie dans ces dernières années grâce aux remarquables publications de l'état-major italien, du sénateur Chiala, du général dal Verme, du général Pollio, etc. Quant à son fils, en entreprenant sa tâche de piété filiale, il n'a eu qu'à ajouter quelques nouveaux éléments pour mettre en lumière le rôle historique de son père et il s'est proposé surtout de faire connaître dans son ensemble le caractère et la vie si utile du général.

La connaissance de cette vie et de ce caractère ainsi que tout ce qu'on a écrit de toute part sur le général Govone ont fait justice des rares attaques personnelles de quelques envieux, dont l'œuvre est d'ailleurs inconnue en France. Il serait donc doublement inutile de s'occuper ici de ces attaques. Avant de terminer la tâche que le chevalier Govone a bien voulu nous confier et à laquelle nous nous sommes efforcé de collaborer de notre mieux, il nous permettra donc de citer ici quelques passages extraits du plus récent

1. Cette note et ces extraits ne figurent pas dans l'édition italienne.

des livres publiés en Italie sur la bataille de Custozza, quelques paragraphes tirés de la belle étude du général-major POLLIO : *Custozza* (1866)[1].

GÉNÉRAL-MAJOR POLLIO, CUSTOZZA (1866)

Pages 336-337.

« La conduite du général Govone, avant, pendant et après la bataille, est à tous égards admirable. Elle a été un véritable modèle d'intelligence et de décision.

Au milieu de l'obscurité de la situation, au milieu de cette confusion générale des idées et des principes, au milieu de cette succession de surprises de toute espèce, Govone a été un des rares généraux qui ait constamment vu clair. C'est lui qui a eu à supporter tout le poids de l'action principale de la journée, moins à cause du terrain sur lequel il combattit qu'à cause de *la façon* dont il conduisit le combat.

« L'emploi qu'il sut faire de son artillerie et de son infanterie, le jugement aussi clair que juste qu'il porta sur la situation, la façon dont il sut exécuter sa retraite (lorsqu'elle fut devenue absolument nécessaire) sont autant de faits qui prouvent qu'il y avait en lui les talents et le caractère du vrai général.

« Après la reprise du Monte Torre et du Monte Croce, la 9e division avait rétabli l'équilibre de nos affaires! Mais le général Govone ne pouvait à lui seul faire pencher la balance de notre côté. C'était là l'affaire du commandant du corps d'armée et plus spécialement du commandement en chef! »

Page 342.

« Je suis entièrement convaincu que le général Govone aurait pu, en s'obstinant à la défense de Custozza, en la prolongeant encore plus, infliger à l'ennemi des pertes encore plus sensibles, mais il aurait d'autre part exposé sa division à un anéantissement complet.

« En la retirant du combat sans qu'elle eût subi des pertes par trop considérables[2], en réussissant à la maintenir en si bon ordre que dès le lendemain elle était en état de combattre sans que le moral de ses troupes soit le moins du monde éprouvé, ce jeune général a prouvé qu'il unissait à une intelligence supérieure et à la bravoure personnelle dont il avait déjà donné tant de preuves, une

1. ALBERTO POLLIO, maggior generale, *Custozza* (1866), *Turin*, ROUX *et* VIAREGGIO, en 8.488 pages, 1903.

2. La 9e division ne perdit pas une seule pièce pendant sa retraite.

élévation de jugement, une netteté dans les idées qui, à mon avis, le placent au premier rang parmi tous les généraux italiens qui commandaient à Custozza[1]. »

Enfin le chevalier Govone nous pardonnera si nous ne pouvons, avant de terminer cette courte note, résister à la tentation d'ajouter encore quelques lignes et d'emprunter le jugement si juste et si mérité que le premier roi d'Italie portait sur le général Govone[2] à une lettre, que le roi Victor-Emmanuel écrivait au comte de Cavour au moment ou celui-ci lui proposait d'attacher un autre officier à sa personne.

Victor-Emmanuel[2] au comte de Cavour

9 mai 1859.

« ... J'ai déjà Govone en qui je trouve réunies toutes les qualités
« nécessaires. *C'est un fameux soldat qui unit le courage au*
« *savoir...* »

Cette belle réponse qu'on ne s'étonne pas de trouver dans la bouche du *Re Galantuomo*, cette réponse qui prouve que le caporal des zouaves de Palestro se connaissait en hommes, suffit à elle seule pour venger la mémoire du général Govone des odieuses attaques à l'aide desquelles on a vainement essayé de ternir sa gloire et de souiller son nom.

1. Le général Govone fut nommé grand-officier de l'ordre militaire de Savoie pour sa belle conduite à Custozza. Il avait alors quarante ans et avait été promu général à trente-cinq ans.

2. *Vittorio Emanuele II inedito, della guerra di Crimea a Palestro. — Lettere al Conte di Cavour* [communiquées par le sénateur Chiala (*Tribuna*, 10 janvier 1904)].

INDEX ALPHABÉTIQUE

B

C

D

E

F

G

S

W

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE PAR M. JULES CLARETIE, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

APPENDICE

NOTES, ANNEXES ET DOCUMENTS

ERRATA

Page 4, 8e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *précédent* » lire « **précédant** ».
Page 38, 20e ligne, au lieu de « sur *un* » lire « **sur son** ».
Page 70, 9e ligne, au lieu de « *le* » lire « **me** ».
Page 95. 4e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *effrondement* » lire « **effondrement** ».
Page 121, 22e ligne, au lieu de « *avjourd'hui* » lire « **aujourd'hui** ».
Page 125, titre courant, au lieu de « *San Martin* » lire « **San Martino** ».
Page 125, 14e ligne, après « *disant* » ajouter « : ».
Page 138, dernière et avant-dernière lignes et page 139, 7e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *zones* » lire « **zônes** ».
Page 167, dernière ligne, au lieu de « *onvention* » lire « **convention** ».
Page 170, 18e ligne, au lieu de « *qu'elle* » lire « **quelle** ».
Page 173, 8e ligne, au lieu de « *damandé* » lire « **demandé** ».
Page 174, 22e ligne, au lieu de « *bornaient* » lire « **bornait** ».
Page 186, 2e ligne, au lieu de « *la* » lire « **le** ».
Page 208, 6e ligne à partir du bas de la page, après « *raison* » ajouter « **d'État** ».
Page 228, 1re ligne, après « *armée* » ajouter « , ».
Page 231, 7e ligne, après « *Croce* » ajouter « **la** ».
Page 238, 7e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *des* » lire « **du** ».
Page 238, 6e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *champs* » lire « **champ** ».
Page 244, 12e ligne avant « *cette* » ajouter « **à** ».
Page 252, 12e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *sur* » lire « **dans** ».
Page 268, 2e ligne, avant « *même* » ajouter « **de** ».
Page 271, 2e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *voudrai* » lire « **voudrais** ».
Page 271, note, au lieu de « *régiment d'Alexandrie-cavalerie* » lire « **régiment des chevau-légers d'Alexandrie** ».
Page 289, 19e ligne, après « *garde* » ajouter « , »
Page 335, 3e ligne à partir du bas de la page, après « *j'* » ajouter « **en** » et au lieu de « *moins* » lire « **même** ».
Page 348, 7e ligne, au lieu de « *suportée* » lire « **supportée** ».
Page 348, 11e ligne au lieu de « *eadres* » lire « **cadres** ».
Page 353, 18e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *loi* » lire « **lois** ».
Page 385, 11e ligne à partir du bas de la page, après « *gouvernement* » supprimer « , ».

Page 385, 9e ligne à partir du bas de la page, après « *dangereux* » supprimer « , ».

Page 387, 1e ligne au lieu de « 2 » lire « 1 ».

Page 387, note, au lieu de « 2 » lire « 1 ».

Page 410, 18e ligne, au lieu de « *quelques* » lire « quelque ».

Page 416, 2e ligne, après « *Piémont* » supprimer « , ».

Page 416, 18e ligne, après « *nécessaire* » supprimer « , ».

Page 444, 25e ligne, après « *soir* » supprimer « , ».

Page 450, 9e ligne à partir du bas de la page, au lieu de « *acception* » lire « acceptation ».

Page 456, 14e ligne, au lieu de « *oblige* » lire « obligent ».

Page 494, 27e ligne, au lieu de « *effectiff* » lire « effectif ».

Page 518, 7e ligne, au lieu de « *les réalisations* » lire « la réalisation ».

Page 534, 24e ligne, au lieu de « *suivis* » lire « suivies ».

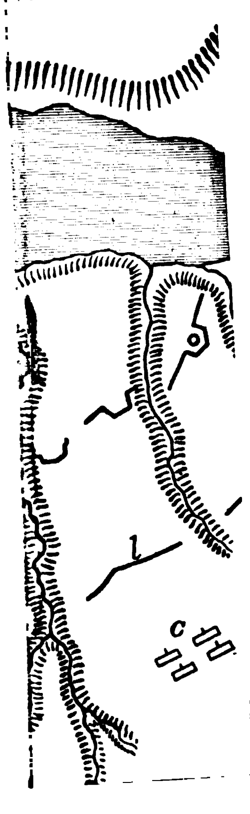


TOURS, IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES, RUE GAMBETTA, 6.



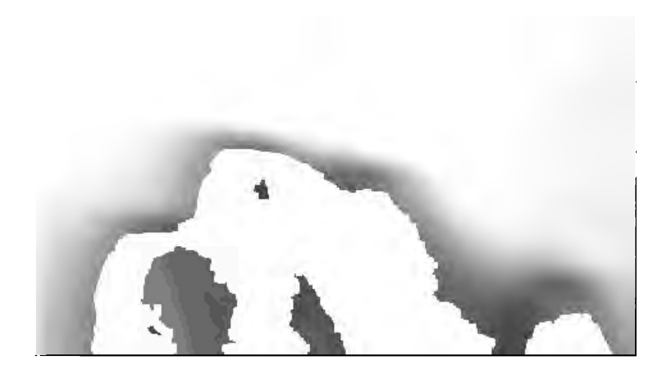
Croquis joint

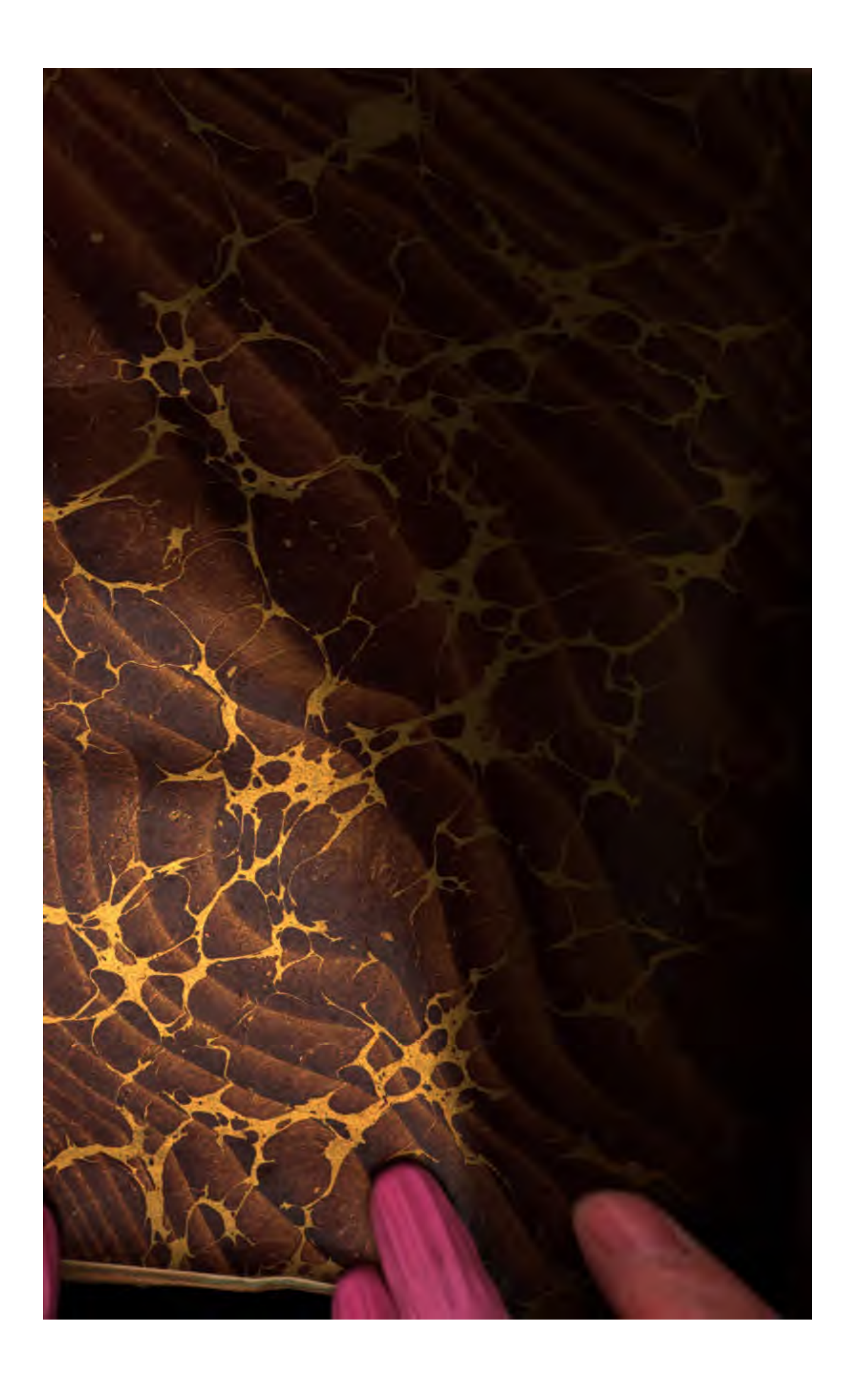
Nord

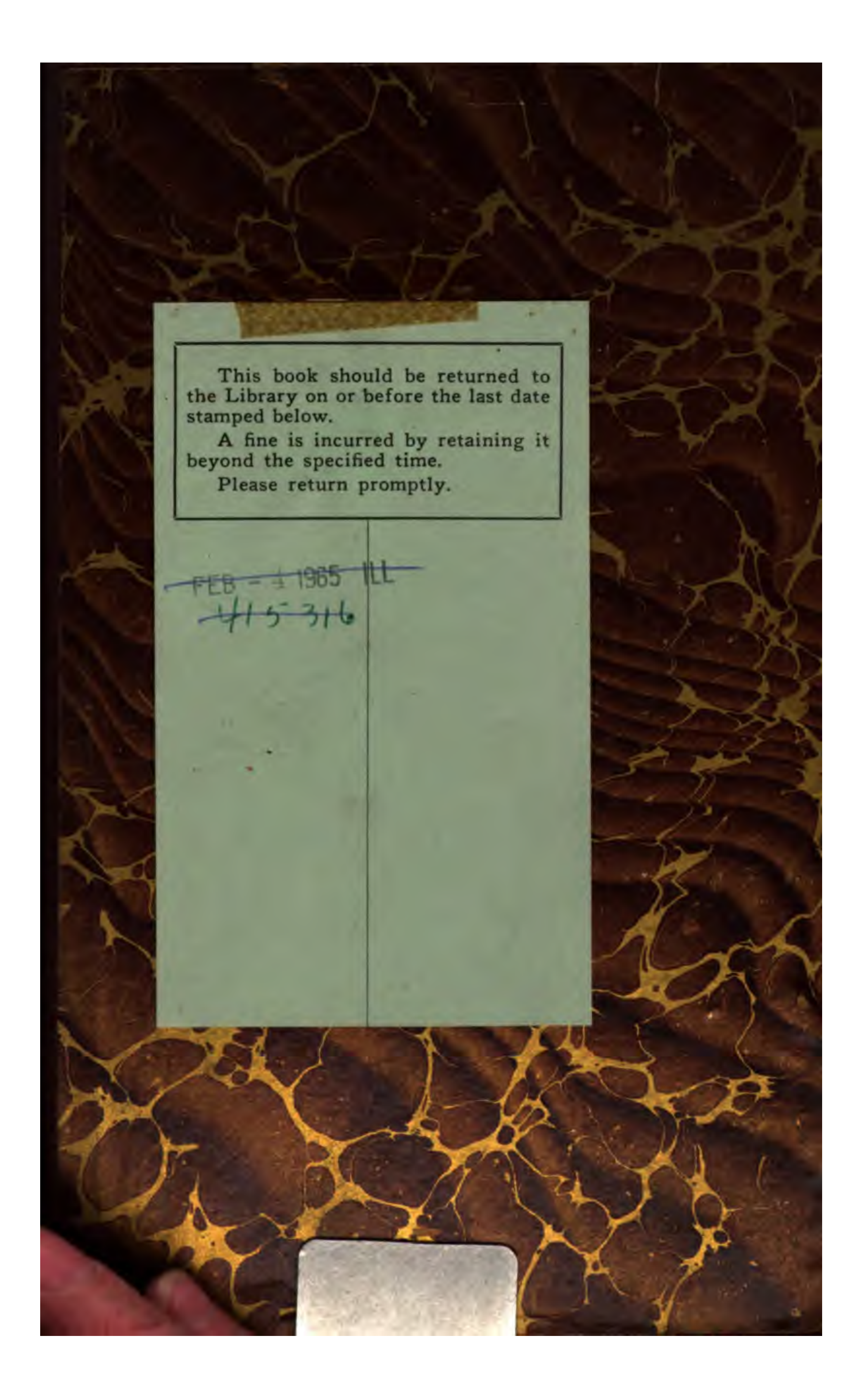


11. —

G. de Malherbe, Imp 12, passage des Favorites, Paris (XVe).








Ital 508.926.6
Memoires (1848-1870)
Widener Library
001874505
3 2044 082 222 811